



HAL
open science

Une expérience française des Balkans ?

Anne Madelain

► **To cite this version:**

Anne Madelain. Une expérience française des Balkans ? : Ruptures d'intelligibilité et mobilisations citoyennes face aux crises roumaine et yougoslaves (1989-1999) . Histoire. Ecole des hautes études en sciences sociales 2015. Français. NNT : 2015EHES0119 . tel-01413370

HAL Id: tel-01413370

<https://shs.hal.science/tel-01413370>

Submitted on 9 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

École doctorale de l'EHESS

Discipline : histoire et civilisations

Anne Madelain

Une expérience française des Balkans ?

Ruptures d'intelligibilité et mobilisations citoyennes face aux crises roumaine et yougoslaves (1989-1999)

Thèse dirigée par Marie-Élizabeth Ducreux, directrice de recherche, CNRS

Date de soutenance : le 21 novembre 2015

Jury

1. DUCREUX Marie-Élizabeth, directrice de recherche, CNRS (directrice de thèse)
2. LORY Bernard, professeur des universités, INALCO (rapporteur)
3. MARÈS Antoine, professeur des universités, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
4. PROCHASSON Christophe, directeur d'études, EHESS
5. RAGARU Nadège, chargée de recherche CNRS à Sciences Po – CERI
6. STOJANOVIĆ Dubravka, professeur, Université de Belgrade (rapporteur)

Il me semble (il me semble de plus en plus) que, pour discourir sur les sociétés humaines, l'érudition pure ne peut suffire, et qu'une expérience vécue, profonde et diverse, constitue l'indispensable substrat de la connaissance authentique de notre espèce : il n'est que de vivre pour se convaincre que les événements vécus sont la clé des événements observés¹.

¹ Germaine Tillon, *Fragments de vie*, Paris, Seuil, 2009, p. 276.

Remerciements

Je remercie chaleureusement ma directrice de thèse, Marie-Élizabeth Ducreux, avec laquelle le dialogue constant et nourri a largement contribué à l'orientation prise par cette thèse. Son soutien, ses remarques, ses compléments ont été indispensables à sa rédaction et son achevèment... Je suis très reconnaissante aux acteurs associatifs et personnes qui ont répondu avec soin à mes questions, m'ont permis d'entrer dans leur histoire personnelle et, pour certains, ouvert leurs archives, en particulier à Bernard Dréano, Édith Lhomel, Dragica Mugoša, Sadžida Jerlagić, Véronique Nahoum-Grappe, Julie Biro, Soizic Veillard, Anne Le Huérou. Avec eux, le dialogue est souvent allé bien au delà de l'interview. Je remercie aussi ceux qui m'ont confié leurs histoires, leurs révoltes mais aussi leurs espoirs face aux événements souvent dramatiques, dont il est ici question, avant même que j'entreprenne cette recherche : Mireille Robin, Florence Hartmann, Francis Bueb, Branka Panić, Dušica Parezanović, Nicolas Petrovitch, Nicolas Trifon, Alain Cannone, Sylvain Rossignol... et bien d'autres.

J'adresse toute ma gratitude à Antoine Marès, Bernard Lory, Xavier Bougarel, Nathalie Clayer, Nadège Ragaru, Antonela Capelle-Pogăcean, Hannes Grandits, Igor Duda, Lada Duranović, Rusmir Mahmutćehajić qui m'ont permis de présenter mes recherches ou les ont discutées ; au Centre Marc Bloch de Berlin et à l'Université de Pula qui m'ont accueillie ; à Ivan Čolović, Dubravka Stojanović, Nermina Zildžo, Dževad Karahasan pour les intenses discussions.

Je remercie également Christophe Prochasson pour ses conseils et son soutien, ainsi que Anne Bazin et mes étudiants de l'Institut d'études politiques de Lille pour les échanges fructueux qu'ils ont nourris pendant les séances du séminaire « Les Balkans et l'Europe, réalités et représentations » depuis 2006 . Les éditions de l'EHESS ont été pour moi un espace d'apprentissage intense autant qu'un lieu de travail ; les références intellectuelles de cette recherche en porte la marque.

Mes remerciements vont enfin à Olivier Ferrando pour sa précieuse relecture et ses commentaires, et bien sûr à Miloš Lazin, acteur de cette histoire et de la mienne pour son soutien indéfectible et ses multiples lectures. Enfin, j'ai sur la question militante une dette vis-à-vis de ma famille, de mon grand-père et de mon père en particulier, pour lesquels l'engagement dans la cité a toujours été une préoccupation majeure.

Résumé

Cette thèse a pour objet les perceptions, les représentations et les questionnements produits en France par les bouleversements et les crises traversés par la péninsule balkanique entre 1989 et 1999. La Roumanie post-communiste puis la Yougoslavie, déchirée par des guerres d'une violence inouïe contre les civils, ont été les terrains d'interventions politiques, militaires, médiatiques ou humanitaires étrangères d'un type nouveau dans lesquelles la France a été fortement impliquée. Ces crises ont produit des ruptures d'intelligibilité, observables dans la résurgence un peu partout en Europe d'un discours stéréotypé, dépréciatif et articulé, qui essentialise les Balkans et ses violences (le « balkanisme » selon Maria Todorova), mais aussi, surtout en France, visibles dans les mobilisations d'individus et de collectifs associatifs qui y ont vu des causes européennes à défendre.

Pourtant, l'expérience des Balkans que font les Français dans cette période contemporaine a d'abord une dimension historique, dans le sens où ses cadres sont régis par un héritage forgé dans le temps qui a conditionné l'élaboration des savoirs savants et ordinaires. Des continuités, tels que l'absence de familiarité, les filtres militants et idéologiques ainsi que l'intérêt pour les formes de culture populaire balkanique, renvoient à un vécu hexagonal marqué par la conception unitaire de l'État et par une culture républicaine et universaliste (chap. 1 et 2). Les cadres de l'expérience française des Balkans au début des années 1990 sont ainsi marqués par une tradition universitaire et littéraire, des habitudes touristiques et la mémoire d'une géopolitique européenne et d'utopies de gauche, que la chute du mur de Berlin et du communisme à l'Est viennent déstabiliser, sans pour autant les penser avec les outils et le recul adéquats (chap. 3).

À partir du début de la décennie 1990, la crise humanitaire qui suit la chute de Ceaușescu en Roumanie puis l'éclatement de la Yougoslavie offrent des spectacles médiatiques dans lesquels les interventions politiques, militaires et humanitaires étrangères sont parties prenantes. Il s'agit d'examiner tout d'abord le cadrage médiatique dans lequel ces événements se construisent, puis les conséquences sur les lectures qui en ont été faites (chap. 4) avant d'analyser les mobilisations inédites qu'ils ont suscité dans la société française : apparition d'associations *ad hoc*, de réseaux 'sans frontières', de manifestes d'artistes ou de jumelages transnationaux, avec comme mot d'ordre un impératif citoyen (chap. 5). L'attention est portée sur le sens de l'engagement dans une cause dans les Balkans et sur les questions, projections et évitements qu'il a produit sur l'action collective autant que sur la situation du pays étranger (chap. 6).

En suivant ces ruptures d'intelligibilité, on constate une mutation qui concerne non seulement les pays en crise mais aussi ceux qui les observent de l'extérieur. Elle affecte les modes de compréhension des événements observés autant que les croyances qui gouvernent l'action collective en régime démocratique et a même pu devenir une épreuve morale, au moment où une « raison humanitaire » (Didier Fassin) se généralise comme idéologie et mode de gouvernement (chap.7). La focalisation sur l'ethnicité comme problème, mais aussi l'engouement pour la culture populaire des Balkans permettent d'interroger les cadres nationaux et transnationaux dans lesquels se recompose un discours sur la nation, l'ethnicité et le vivre ensemble dans le contexte d'une Europe bouleversée par la fin du communisme (chap. 8).

Mots-clés : Yougoslavie, Roumanie, représentations, idéologie, histoire culturelle, ethnicité, nation, post-communisme, culture balkanique, balkanisme, raison humanitaire.

Abstract

This Ph.D. dissertation looks at the perceptions, representations, and questioning generated in France by the upheavals and crises occurring in the Balkan Peninsula between 1989 and 1999. Post-communist Romania, and a Yugoslavia torn apart by wars of extreme violence against civilians, were sites for new types of foreign political, military, media, and humanitarian operations, in which France was a major participant. These crises produced breakdowns in intelligibility, discernible in the resurgence throughout Europe of a pejorative, stereotyped and structured discourse essentializing the Balkans and violence (“Balkanism,” to use Maria Todorova’s term) and in the mobilization, particularly in France, of individuals and associations who saw European causes to defend.

During that period of contemporary history, the French experience of the Balkans contained a historical aspect insofar as its framework was determined by a legacy formed over time that conditioned how expert and ordinary knowledge developed. Continuities, such as militant and ideological filters, a lack of familiarity, and an interest in Balkan folk culture, can be explained by a French past marked by a unitary conception of the State and by a republican and universalistic culture (chapters 1 and 2). The framework for the French experience of the Balkans at the beginning of the 1990s was shaped by an academic and literary tradition, tourism habits, and the memory of European geopolitics and leftist utopias. The fall of the Berlin Wall and of Communism in the East destabilized this framework, which was not, however, then reconsidered with the appropriate tools and perspective (Chapter 3).

Beginning in the early 1990s, the humanitarian crisis after the overthrow of Ceausescu in Romania, then the breakup of Yugoslavia, offered media spectacles in which foreign political, military, and humanitarian operations were involved. The media framing of events, and the effects of this construction on how the events were interpreted, will be examined in Chapter 4. Analysis will then focus on how these events mobilized French society in unprecedented ways, including through the creation of *ad hoc* associations, “borderless” networks, artists’ manifestos, and transnational sister-city programs, all with a credo of civic duty (Chapter 5). Attention will be paid to the meaning of committing to a cause in the Balkans, and the questions, projections, and avoidances that such commitment produced as regards collective action and the situation in the foreign country (Chapter 6). The breakdowns in intelligibility sparked an observable change that affected the countries in crisis as well as those watching them from the outside. It altered not only how events were understood, but also the beliefs that guide collective action in a democracy, even constituting a moral test at a time when “humanitarian reason” (Didier Fassin) was becoming widespread as an ideology and a form of governance (Chapter 7). By analyzing French people’s focus on ethnicity as the problem and their enthusiasm for Balkan folk culture, the last chapter examines the national and transnational frameworks in which a discourse on nationhood, ethnicity, and peaceful coexistence was being reconstructed in the context of a Europe upended by the fall of Communism (Chapter 8).

Key Words : Yugoslavia, Romania, representations, ideology, cultural history, ethnicity, nation, post-communism, balkanic culture, balkanism, humanitarian reason.

Table des matières

Remerciements	5
Résumé	6
Abstract	7
Table des matières	9
Introduction	13
Du questionnement sur les représentations à la problématique de l'expérience	17
L'analyse du regard occidental sur les Balkans : une histoire	21
De l'expérience individuelle à l'interrogation sur les cadres	26
Précisions de méthode, difficultés et plan	28
Partie I. Les cadres de l'expérience française des Balkans	33
<i>Chapitre 1. De l'exploration de la Turquie d'Europe au découpage des Balkans : héritage de deux siècles de relations à éclipses</i>	43
1.1. « La découverte » des Balkans (1770-1840)	46
Dans les pas de la poussée napoléonienne en Orient : l'exploration des Balkans à l'époque des Provinces illyriennes (1809-1813)	49
Le rêve d'émancipation et la découverte de la poésie populaire	52
1.2. Connaître : naissance des études slaves et premières missions géographiques (1840-1910)	60
Les études slaves et les Slaves du Sud	61
Développement des études slaves et émancipation des peuples	63
Les missions géographiques	64
1.3. Les guerres et la destruction des Empires (1912-1919)	66
Regard sur les guerres balkaniques	66
Sur l'expérience des batailles communes, l'amitié franco-serbe et la 'petite sœur latine'	68
L'engagement de la France et de ses savants dans le tracé des nouvelles frontières de l'Europe du Sud	73
1.4. Construction d'une coopération culturelle et politique (1919-1939)	77
Construction d'une coopération culturelle avec les nouveaux États balkaniques alliés	77
Une coopération culturelle politiquement encadrée	81
Avant-gardes et révolution : un « patriotisme dans le temps »	82
1.5. Héritage et construction des savoirs	84
<i>Chapitre 2. Des pays de l'Est au retour de l'Europe centrale</i>	88
2.1. Les pays de l'Est dans le miroir idéologique	90
La séduction du communisme	90
La dissidence, voix dramatique de <i>l'autre Europe</i>	94
2.2. « Yougoslavie, terre d'expérience »	97
De l'enthousiasme pour une expérience à l'abandon de la référence	97
Les malentendus autour de l'autogestion et les angles morts de la perception de la société yougoslave	100
2.3. « L'Europe kidnappée »	105
Lancement d'un concept salvateur et séparateur	105
L'Europe centrale plus consciente d'elle-même	107

Chapitre 3. Les cadres de l'expérience française des Balkans au début des années 1990	111
3.1. Un cadre académique fragmenté et des échanges intellectuels restreints	112
Le cadre académique des études balkaniques	113
Des échanges intellectuels restreints	118
3.2. Expériences touristiques des Balkans avant 1989	124
L'exotisme de la proximité de la Yougoslavie	124
Nostalgie d'une avant-guerre	127
3.3. Des révolutions à deux heures d'avion	130
Construction d'un modèle d'analyse	130
Révolutions volées ou absentes dans l'Europe du Sud-Est	134
Manipulations médiatiques et rencontre de deux systèmes d'information	136
L'Europe face à la désagrégation de la Fédération yougoslave : distance construite, implication réelle (1989-1992)	139
Chronologie d'une impuissance européenne	142
Le processus de désintégration yougoslave au regard du processus d'intégration européenne	144
Conclusion de la partie I	145
Partie II. Réactions, interventions, mobilisations en France face à la désintégration des sociétés roumaine et yougoslave (1989-1999)	149
Chapitre 4. Les crises roumaine (1989-1992) et yougoslaves (1991-1999) et leur médiatisation	157
4.1. Médiatisation des crises au tournant des années 1990	159
La révolution du direct : héritage de la guerre du Golfe	160
Les processus concrets du traitement télévisuel des crises et conflits : cadrages, décontextualisation-recontextualisation, ethnicisation	162
Décontextualisations, recontextualisations et mises en récit	163
Comment montrer en direct une crise extrême ?	166
La révélation des camps en Bosnie-Herzégovine et les problèmes d'interprétation	168
4.2. Mises en scène humanitaires	172
Construction de la crise humanitaire roumaine (1990-1992)	173
Drame humanitaire sur le théâtre des opérations (Bosnie-Herzégovine 1992-1995)	176
Des soldats de la paix sur le théâtre de la guerre	177
La guerre au sein de la population et la gestion humanitaire des conflits	182
La déréalisation du conflit et ses effets pervers	186
La guerre en direct sur les écrans (Kosovo 1999)	188
4.3. Médiatisation et événement	190
Ambivalence de la critique des médias	190
(Re)penser l'événement	193
Chapitre 5. Les mobilisations citoyennes face aux crises roumaine et yougoslaves	196
5.1. Précisions de méthode, délimitation du terrain et du corpus	198
5.2. Opérations humanitaires et 'ingérences citoyennes' en Roumanie	206
1988-1992 : De l'émoi face aux destructions de villages à l'élan humanitaire	206
Les orphelinats roumains : priorité humanitaire et nouvelles pratiques	209
La voie originale d'Opération villages roumains	210
Les initiatives citoyennes dans le cadre des coopérations institutionnelles	215
5.3. Une mobilisation protéiforme face à la guerre en Yougoslavie : formes, acteurs, discours	219
La prise de parole des intellectuels	221
Le monde culturel	225
Des réseaux de collectifs citoyens	229
Chronologies et positionnements dans l'espace public national	235
Chapitre 6. Des militants entre politique et humanitaire : logiques, enjeux et effets	243
6.1. Champs d'expérience militante et horizons d'attente	248
« Je ne connaissais rien à la Yougoslavie... »	248
La découverte personnelle du drame	250
De la focalisation sur les victimes à l'action politique	254

Les antécédents militants d'une solidarité avec les victimes	258
Les médiateurs autochtones des mobilisations	261
Efforts et difficultés de la structuration d'un 'mouvement de solidarité avec la Bosnie'	263
Premières actions communes et premiers déboires	263
De la constitution de réseaux à l'expression d'un 'mouvement pour la Bosnie'	265
La recherche d'un passage au politique	267
6.2. En Bosnie, la culture contre la barbarie (1992-1995)	273
Une focalisation (apparemment) nouvelle sur la question culturelle	274
Des actions culturelles et artistiques concrètes	276
Aller voir et témoigner	278
Montrer en France une culture menacée et 'faire l'expérience' de Sarajevo	282
Les campagnes de mobilisation	287
Activité artistique ou action culturelle ?	292
Conclusion de la partie II	296
Partie III. Une mutation d'expérience : formes, appartenances et actions des collectifs	299
<i>Chapitre 7. Les ruptures d'intelligibilité</i>	304
7.1. Les malentendus de l'élan humanitaire en Roumanie	306
Déceptions des humanitaires français face à la 'misère roumaine'	307
L'utopie citoyenne face à la 'transition'	311
7.2. Logique de l'indignation et difficultés à penser l'effondrement yougoslave	315
Simplifications ou apories de la complexité ?	316
La compréhension empathique	322
Comprendre grâce aux sources locales	325
Les intellectuels anti-nationalistes en Serbie et en Croatie : miroirs des attentes françaises	328
L'effondrement intellectuel et moral dans la Yougoslavie éclatée	334
7.3. La rhétorique émotionnelle et l'épreuve morale	337
Le raisonnement analogique avec la Seconde Guerre mondiale	337
Le cadre analogique	339
La purification ethnique dans le cadre analogique	341
Le traitement juridique	344
La mauvaise conscience	346
L'épreuve morale	350
<i>Chapitre 8. Le spectre ethnique et la culture balkanique</i>	356
8.1. Le spectre ethnique	358
<i>Ethnicité et violence</i>	359
Une généalogie des « maladies sociales »	361
Contexte, enjeux et cadre de lecture	364
Les apories de l'ethnicité	368
8.2. « Le peuple a pris la parole »	375
Folklorisation du politique	376
Le malaise français autour du concept d'ethnicité	380
Ethnicité, famille, <i>zadruga</i> et autogestion : les passages de références	384
8.3. Une culture balkanique hors sol : Emir Kusturica et Ismail Kadaré, figures de demiurges balkaniques	387
Pourvoyeurs de clés et demiurges de monde(s) balkanique(s)	389
Contextes de production et de réception	392
Emir Kusturica : des 'nouveaux primitifs' à la consécration cannoise	393
Ismail Kadaré : de la peinture de la dictature au chantre de l'albanité	397
Storytelling épique et géopolitique des Balkans	398
Référer à une culture populaire des Balkans	399
La voix du peuple blessé	402
Du jeu sur le kitsch au storytelling épique	404
Réécrire l'histoire - universalité versus balkanité	406
Conclusion de la partie III	410

Conclusion	413
Une expérience française	416
Recadrages ou gains d'expérience	417
La place des Balkans dans l'histoire contemporaine de l'Europe	419
Sources et références bibliographiques	423
<i>Sources</i>	425
Fonds d'archives	426
Fonds d'archives déposées	426
Fonds d'archives privées non déposées (n. d.)	427
Sources publiées	429
Outils bibliographiques	429
Témoignages, récits de voyage, guides touristiques	429
Essais et documents	433
Oeuvres littéraires	437
Films documentaires et de fiction	438
Périodiques	439
Sources non publiées et publications à faible diffusion	440
Périodiques associatifs	440
Rapports et dossiers de presse	442
Sites et archives numériques associatives (consultés le 13/06/2015)	444
Liste des entretiens réalisés	445
<i>Références bibliographiques</i>	448
Ouvrages et articles généraux	448
Histoire, cultures et sociétés de la Péninsule balkanique	452
La France, la nation, les intellectuels	457
La France et l'Europe centrale, les relations Est-Ouest	458
Perceptions et connaissance des Balkans	462
Perceptions des conflits yougoslaves et réactions	464
Transition post-communiste et reconstruction post-conflit	468
Annexes	471
<i>Annexe n°1 : éléments chronologiques sur l'éclatement de la Yougoslavie dans le contexte balkanique et international</i>	473
<i>Annexe n°2 : Liste biographique des principaux acteurs des mobilisations françaises face aux crises roumaine et yougoslaves mentionnés</i>	485
<i>Annexe n°3 : documents concernant les mobilisations françaises face à la crise yougoslave</i>	495
Index des noms de personnes	507

Introduction

La destruction sanglante de la Yougoslavie entre 1991 et 1999 a provoqué une forte émotion en Europe, en particulier du fait du spectacle de phénomènes qu'on a qualifiés de 'nettoyages ethniques', c'est à dire d'expulsions violentes de groupes entiers selon des critères ethniques. Cette crise a eu un impact singulier dans le débat public en France, où des intellectuels et des artistes ont été en première ligne d'un engagement en faveur de la ville de Sarajevo assiégée, pendant que se déployaient dans l'espace public des débats virulents sur l'interprétation des événements et le type d'intervention à mener.

Entamées en Slovénie en 1991, prolongées au Kosovo jusqu'en 1999, les guerres qui ravagèrent et morcelèrent l'espace yougoslave se sont déroulées devant micros et caméras, conférant aux citoyens européens un statut de spectateurs ambigus, qui tenait à la fois du voyeur et du témoin².

La Liste « L'Europe commence à Sarajevo », présentée pour les élections européennes de 1994 et médiatisée par quelques figures de l'intelligentsia parisienne, a surtout été portée par des citoyens français regroupés dans plusieurs centaines d'associations « contre la guerre et l'épuration ethnique en Yougoslavie » créées un peu partout sur le territoire français. Créditée de 5 à 12 %, ne recueillant finalement que 1,57 % à la suite du retrait du philosophe Bernard-Henri Lévy, elle a porté l'espoir d'une nouvelle forme de politique, où des citoyens se saisissent d'une question internationale. Cette initiative est symptomatique de l'écho de la destruction de la Yougoslavie en France : voyeur et témoin, le spectateur français s'est aussi senti concerné par ces événements parce qu'ils se déroulaient en Europe, alors que celle-ci était en train de donner naissance à une unité politique. La conviction d'être concerné s'est pourtant heurtée au sentiment de l'impuissance de l'action politique.

Quelques années auparavant, en décembre 1989, la chute du président Nicolae Ceaușescu avait provoqué un mouvement de solidarité important envers la Roumanie, dont on découvrait alors l'ampleur de la destruction sociale. Les restructurations urbaines organisées par

² Emmanuel Wallon, « Portrait de l'artiste en témoin. Les guerres yougoslaves de la page à l'écran », in David Lescot et Laurent Véray (eds.), *Les mises en scène de la guerre au XX^e siècle, Théâtre et cinéma*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 381.

le régime communiste dans les années 1980 avait laissé une société hagarde et sans repères ; devant les caméras de télévision, les enfants maltraités dans les orphelinats roumains étaient le témoignage vivant d'une déshumanisation durable. Nombre de travailleurs humanitaires et de simples citoyens ont alors trouvé dans ce pays européen méconnu un terrain propice pour manifester un engagement autant professionnel que citoyen, avec l'idée de construire l'Europe de demain. Les nouvelles possibilités offertes pour découvrir le monde extérieur à partir du début des années 1990 ont alors été une formidable dynamique pour la connaissance de cette partie de l'Europe autrefois difficile d'accès. L'intérêt pour la région des Balkans, soutenu par la forte médiatisation, a pourtant été de courte durée : dans les années 2000 déjà, la péninsule balkanique quand elle resurgit dans l'actualité paraît toujours aussi incompréhensible et le champ historiographique est encore très peu fourni vingt-cinq ans après : il n'existe toujours pas de synthèse qui fasse référence sur les bouleversements de la décennie 1990. En revanche les débats et controverses sur l'éclatement de la Yougoslavie sont devenus un objet d'étude à part entière³.

Cette recherche a pour point de départ un étonnement face à une double éclipse : au moment des événements, la connaissance antérieure de cette région, et en particulier de la Yougoslavie comme le lieu d'une expérimentation sociétale innovante, et même modèle utopique avec l'autogestion, s'est brusquement effacée. À la fin de la décennie 1990, l'intérêt sans précédent pour la région, ses habitants, son histoire, sa culture et même ses langues, exprimé par des citoyens ordinaires sans liens spécifiques avec elle, est retombé rapidement. Notre hypothèse est que la péninsule des Balkans fortement médiatisée durant la décennie 1990 a été l'objet de projections et de représentations parfois tenaces, mais aussi qu'une expérience particulière s'est produite en France durant ces crises, observable dans la façon dont les bouleversements de la région ont été perçus, dans les réactions et les mobilisations qu'ils ont suscitées, et enfin dans les questionnements qu'ils ont fait surgir en particulier sur l'ethnicité, la nation ou encore le vivre-ensemble. La médiatisation des crises s'est accompagnée de la prolifération de discours généralisants et dépréciateurs que n'ont pas démentis les mobilisations citoyennes, malgré leur détermination à lutter contre les stéréotypes du 'retour des vieux démons balkaniques'. Cette approche contemporaine s'appuie pourtant sur une histoire plus longue, celle d'une mise en carte mentale d'un espace qui a été longtemps considéré comme une périphérie.

³ L'analyse de Sabrina Ramet, *Thinking about Yugoslavia. Scholarly Debates About the Yugoslav Break-up and the Wars in Bosnia and Kosovo* (Cambridge, Cambridge University Press, 2005), en donne un bon aperçu à l'échelle transnationale même si elle ne traite pas du cas français.

Du questionnement sur les représentations à la problématique de l'expérience

Fondée sur la double métaphore du théâtre et de la diplomatie, l'idée de représentation permet d'interpréter le phénomène de la connaissance comme la constitution d'une sorte de double de l'objet réel. Face aux apories que suscite cette conception de la connaissance, la science moderne a introduit la notion d'opération, jugée plus juste pour saisir les processus cognitifs.

La notion de représentation a suscité un regain d'intérêt dans les recherches historiques à partir de la fin des années 1980, lorsqu'un certain nombre de paradigmes se sont avérés insuffisants pour penser le monde contemporain, en particulier la primauté accordée aux données quantitatives et aux structures en histoire et en sociologie. Dans les années 1960, les travaux pionniers de Pierre Moscovici sur les représentations collectives ont permis d'alimenter les recherches en psychologie sociale à « l'âge des foules »⁴ avec une attention nouvelle au « sens commun », à son autonomie et à ses logiques internes ; puis la critique des discours dominants pratiquée de manière systématique par les *Cultural studies* américaines, en s'appuyant sur les théories de Michel Foucault, Jacques Derrida, Jacques Deleuze et Felix Guattari notamment, a ébranlé de nombreuses certitudes méthodologiques.

En 1989, dans le numéro des *Annales* intitulé « Histoire et sciences sociales, un tournant critique », Roger Chartier formule cette transformation des perspectives qui réhabilite les représentations sociales comme des éléments constitutifs des équilibres et des enjeux du monde social :

[La première proposition] espère lever les faux débats engagés autour de la division, donnée comme universelle, entre l'objectivité des structures (qui serait le territoire de l'histoire la plus sûre, celle qui, en maniant des documents massifs, sériels, quantifiables, reconstruit les sociétés telles qu'elle étaient véritablement) et la subjectivité des représentations (à laquelle s'attacherait une autre histoire, vouée aux discours et située à distance du réel)⁵.

C'est moins une « crise des sciences sociales » ou un « changement de paradigme » (la fin des structures et le retour à l'histoire politique et à la philosophie du sujet) qui caractérise, selon Chartier, la « véritable mutation du travail historique », mais une distance prise vis-à-vis des pratiques de recherche et des principes d'intelligibilité qui avaient gouverné les décennies précédentes⁶. Se référant à Émile Durkheim et Marcel Mauss, il propose de

⁴ Serge Moscovici, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, PUF, 1961 ; *L'âge des foules. Un traité historique de psychologie des masses*, Paris, Fayard, 1981.

⁵ Roger Chartier, « Le monde comme représentation », *Annales*, nov.-déc. 1989, n°6, p. 1513.

⁶ Ibid., p. 1508. Parmi ceux qui prônent la fin des structures et le retour à l'histoire politique et à la philosophie du sujet, Chartier cite ici Marcel Gauchet qui animera dans les années 1980 la revue *Le Débat*.

tenir les schémas générateurs des systèmes de classification et de perception comme de véritables « institutions sociales » incorporant sous la forme de représentations collectives les divisions de l'organisation sociale [...] mais aussi de tenir corollairement, ces représentations collectives comme les matrices de pratiques constructrices du monde social lui-même⁷.

Dans cette perspective, l'accent est mis sur les pratiques, les usages et « l'appropriation sociale des discours », mais en « reformulant la notion d'appropriation », c'est-à-dire en tenant compte de la pluralité des emplois et des compréhensions, de la part de liberté créatrice et pas uniquement des procédures par lesquelles les discours sont assujettis et confisqués par des institutions et des individus qui s'en arrogent le contrôle exclusif⁸. Cette attention aux usages et aux « formalités des pratiques », qui analyse les représentations en les ancrant dans des contextes, ouvre des voies pour renouveler l'histoire culturelle et l'histoire sociale. Dans cette perspective, le sens d'un texte, d'une norme, d'un objet culturel dépend largement de la lecture et de la réception différenciée selon les individus et les groupes.

Dans la perception des sociétés et cultures étrangères autant que dans leur étude scientifique, la question des représentations a toujours été centrale. Les anthropologues ont aussi compris la nécessité de rappeler que « le factuel est déjà l'asserté »⁹ pour dissiper certaines évidences tenaces :

Les choses observées et décrites portent en elles l'empreinte du langage qui sert à les dire, des concepts utilisés pour les saisir, de la perspective théorique prise sur telle¹⁰.

Quand il s'agit d'observer des peuples et des sociétés étrangères, ce qui est le plus étranger aux pratiques habituelles de l'observateur est souvent le plus difficile à voir. En examinant le portrait que brosse Hérodote des Scythes dans ses *Histoires*, François Hartog pose la question de la possibilité pour un observateur, même le plus savant, de se représenter une société dont les valeurs et les mœurs lui sont particulièrement étrangères, voire, opposées :

Comment en effet, des gens qui ont passé leur temps à dire que la vie en cité était la seule qui méritât d'être vécue peuvent-ils se représenter ce personnage dont tout l'être est précisément de se mouvoir sans cesse ? Ou, autre façon de se poser la même question, comment les Athéniens, eux qui revendiquent pour eux-mêmes, avec tant d'insistance, l'autochtonie, peuvent-ils se représenter celui dont tout l'être est de n'avoir pas de lieu ?¹¹

Un questionnement similaire semble pertinent à propos du regard que les Français ont porté historiquement sur les sociétés d'Europe centrale et balkanique, si on considère l'attachement

⁷ Ibid., p. 1513.

⁸ Ibid., p. 1510-1511.

⁹ Gérard Lenclud, « Quand voir c'est reconnaître. Les récits de voyage et le regard anthropologique », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie*, n° 1, 1995, p. 113-129 ; URL : <http://enquete.revues.org/266> ; § 5

¹⁰ Ibid., § 29.

¹¹ Hartog François, « Les Scythes imaginaires : espaces et nomadisme », *Annales. Economie. Sociétés. Civilisations*, vol. 34, n°6, 1979, p. 1137.

des Français au caractère unitaire de leur nation et la mythification dont celle-ci a fait l'objet. En Europe centrale et balkanique, les constructions nationales et étatiques récentes sont marquées par les héritages d'empires multinationaux et multiconfessionnels où la polyglossie était habituelle. En France, la « religion de la nation » a profondément marqué l'enseignement républicain de l'histoire et le monde germanique a longtemps été perçu comme l'ennemi principal¹². La conception de la langue y est traditionnellement unitaire et exclusive, et les idées d'universel et de rationalité objets de vénération.

Par ailleurs, les transformations des technologies de l'information à partir de la fin des années 1980 ont aussi rendu central le questionnement sur les représentations médiatiques. Que les médias mettent en avant des événements 'globaux', comme la chute du mur de Berlin en novembre 1989, ne signifie pourtant pas que les mêmes images diffusées dans le monde entier ne sont pas interprétées par des prismes nationaux divergents¹³.

L'attention aux usages et aux pratiques renvoie à l'individualisation et à la différenciation des vécus et à leur perception plus fine, c'est pourquoi la notion d'expérience permet d'explorer une autre perspective sur l'approche d'une réalité sociale étrangère. Nous empruntons la notion d'expérience d'abord à Reinhart Koselleck qui en a fait une catégorie formelle qui permet de penser la succession des temps historiques conjointement avec la notion 'd'attente'. L'expérience et l'attente sont « constitutives à la fois de l'histoire et de sa connaissance et la constituent en montrant et en construisant jadis, aujourd'hui ou demain, le rapport interne existant entre le passé et l'avenir »¹⁴. L'expérience, individuelle et collective, peut se raconter. Elle draine donc une mémoire qui s'élabore rationnellement, mais aussi des éléments inconscients, les deux se perpétuent et orientent l'attente et la prochaine expérience :

L'expérience, c'est le passé actuel, dont les événements ont été intégrés et peuvent être remémorés. Dans l'expérience se rejoignent et s'élaborent rationnellement et des comportements inconscients qui ne sont pas ou plus obligatoirement présents dans notre savoir. Plus encore, chaque expérience propre, transmise par des générations ou des institutions, contient et garde toujours une expérience qui lui est étrangère. Dans ce sens, l'histoire a effectivement de tout temps été saisie comme porteuse d'une expérience étrangère¹⁵.

Expérience et attente sont un couple en tension, car le « champ d'expérience » conditionne « l'horizon d'attente » mais ne le définit jamais entièrement¹⁶. Il y a toujours la

¹² Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France revisitée*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008.

¹³ Katarina Niemeyer, *De la chute du mur de Berlin au 11 Septembre 2001. Le journal télévisé, les mémoires collectives et l'écriture de l'histoire*, Lausanne, Antipode, 2011.

¹⁴ Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, p. 310.

¹⁵ *Ibid.*, p. 311.

¹⁶ « Pas plus qu'une attente ne se laisse déduire totalement de l'expérience vécue, passé et futur ne se recouvrent jamais entièrement. Une expérience une fois faite est entière dans la mesure où les motifs qui lui ont donné

possibilité de l'apparition du nouveau. L'expérience a été digérée mais elle est toujours active. En ce sens, elle est un passé dans le présent.

Ce qui distingue l'expérience, c'est d'avoir transformé ce qui s'est passé, de pouvoir l'actualiser, d'être saturée de réalité, d'intégrer à son propre déroulement des possibles actualisés ou manqués¹⁷.

Retenant le lien établi par Koselleck entre expérience et 'formulation de l'expérience' (histoire, récit), notre attention portera aussi sur la formulation de l'expérience, telle qu'elle est culturellement construite et individuellement vécue. Peu à peu prend donc forme l'interrogation principale qui va guider notre cheminement : le lien entre expérience (individuelle et collective) et élaboration de savoirs, entre formulation de l'expérience et écriture de l'histoire.

L'histoire est et demeure une science de l'expérience : dans les deux cas de figure, ce dont il s'agit c'est bien de cette notion « d'histoire » (*Geschichte*) qui articule l'une sur l'autre l'expérience et la connaissance, l'effectuation de l'unité présupposant l'acquisition de l'autre¹⁸.

Si nous faisons le choix du singulier en interrogeant les conditions d'existence et de développement 'd'une expérience française des Balkans' dans la décennie 1990, ce n'est bien sûr pas pour créer une unité artificielle masquant une pluralité d'expériences individuelles ou collectives, mais pour saisir des points de convergence dans des expériences forcément singulières. Nous faisons l'hypothèse, en suivant les réflexions de Pierre Grémion sur la perception française des pays de l'Est dans les années 1960-1980, que ces points de convergences ont trait au vécu national, c'est à dire à ce qui, dans la perception de soi et des autres, est spécifiquement informé par une culture commune forgée par l'institution scolaire et universitaire autant que par les autres instruments du vivre ensemble

Si Grémion a pu dire que « la compréhension de l'autre Europe n'est pas seulement conditionnée par une expérience intellectuelle [mais qu'] elle est plus encore conditionnée par une expérience française »¹⁹, c'est d'une part que la spécificité du champ culturel et intellectuel français est de poser l'espace national comme espace de prédilection dans lequel l'intellectuel se définit et la connaissance se transmet ; d'autre part, qu'il y a des éléments d'une

naissance ont disparu, tandis que celle qui est encore à faire, anticipée sous forme d'attente, se divise en une infinité de moments temporels », *Ibid.*, p. 312.

¹⁷ *Ibid.*, p. 313.

¹⁸ R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Hautes études, Gallimard-Seuil, 1997, p. 204.

¹⁹ Pierre Grémion, *Modernisation et progressisme. Fin d'une époque – 1968-81*, Paris, Esprit, 2005, p. 124-125. (Première publication de l'article : « Le rouge et le gris. Les intellectuels français et monde soviétique », *Commentaire*, vol. 6, n°24, Hiver 1983-84)

connaissance transmise sur cette région en France qui en conditionnent l'expérience présente ; enfin que cette région offre un espace pour des questionnements particuliers à l'espace français.

Ce constat rend l'observation des relations avec le monde extérieur et des transferts culturels particulièrement instructive :

L'entreprise qui doit combiner une double dimension d'histoire contemporaine et de sociologie de la connaissance, est mal aisée pour des raisons tenant au système national et au système social. La nation fournissant à l'intellectuel français un mode d'identification et de projection, la répétition des mythes fondateurs (Révolution française, affaire Dreyfus) masque l'histoire proche. De plus, la condensation dans une seule ville des centres de pouvoir, de légitimation, d'interconnaissance et de reconnaissance accroît les difficultés. Dans cet univers de contraintes spécifiques, la méthode consistant à partir *d'in put* externes (et non de conflits internes à la vie politico-intellectuelle) peut se révéler féconde²⁰.

L'analyse du regard occidental sur les Balkans : une histoire

Il existe une histoire de l'analyse du regard occidental sur les Balkans, qui accorde une place importante à la France à côté des perspectives anglaise et allemande ; dans cette histoire, les années 1990 marquent la remise en cause des perspectives établies. Suite aux travaux d'Edward Said et à sa redéfinition de l'*Orientalisme* en 1978²¹ puis d'une décennie de développement d'études sur les minorités au sein des *Cultural Studies*, l'Europe de l'Est et du Sud-Est est devenue l'objet de cette analyse critique. En 1994, dans un ouvrage remarqué, l'historien Larry Wolff défend la thèse que la division de l'Europe en un « Ouest » et un « Est » daterait non de la guerre froide mais de l'époque des Lumières²². L'Est européen dans lequel sont inclus les Balkans, caractérisé par une situation d'entre-deux [*Europe but not Europe*] serait le résultat « d'une mise en carte mentale » [*mental mapping*], opérée en Occident à partir du XVIII^e siècle, en particulier par les philosophes. La France serait donc particulièrement concernée par ce phénomène. En associant et en comparant des réalités (peuples, mœurs, territoires) qui peuvent être fragmentées et différenciées²³, le regard occidental découpe l'Europe en deux, selon des frontières plus symboliques que concrètes – la civilisation d'un côté, la barbarie ou la semi barbarie de l'autre-, et élabore pour longtemps le cadre de l'analyse du retard [*backwardness*] de l'Europe de l'Est.

²⁰ Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaques (1968-78)*. Paris, Julliard, 1983, p. 11.

²¹ Edward Said, *Orientalism*, New York, Pantheon books, 1978.

²² Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe: the Map of Civilisation in the Mind of the Enlightenment*, Stanford. Stanford University Press, 1994.

²³ « Les opérations de *mental mapping* sont toutes des sortes de processus d'association et de comparaison : association entre les pays d'Europe de l'Est, intellectuellement regroupés en un tout cohérent, et comparaison avec les pays de l'Europe de l'Est », L. Wolff, *op. cit.*, p 6 [traduction A.M.].

Dans ce cadre mental qui se met en place avec les Lumières et conditionne la vision de l'Europe de l'Est selon Larry Wolff, se développent des stéréotypes sur les peuples, les mœurs et la culture, proches de ceux véhiculés par le discours « balkaniste », tel que l'a défini Maria Todorova : barbarie ou semi barbarie, retard séculaire, négation du temps historique. Avec *Imagining the Balkans*²⁴, cette historienne bulgare établie aux États-Unis, a ouvert un champ de questionnements nouveaux, en démontant les mécanismes d'un discours stéréotypé articulé sur les Balkans, le « balkanisme », qu'elle voit resurgir en Occident à la faveur de la crise yougoslave des années 1990. En dialogue avec Edward Said, elle entend aussi retrouver, derrière les représentations construites par le regard étranger, une existence concrète aux Balkans comme région, notamment dans sa dimension d'« héritage ottoman ». On trouve dans les deux thèses –celle de Wolff comme celle de Todorova, le même repérage des opérations mentales qui permettent de définir 'l'autre' : analogie, comparaison, mise en évidence d'exemples les plus éloignés d'une norme occidentale non dite pour en faire une généralité. Dans une perspective proche, certains ont parlé « d'emboîtement des orientalismes », pour caractériser le rapport qu'entretiennent les pays les uns avec les autres à l'intérieur de la péninsule balkanique²⁵.

En France, des études pionnières sur les représentations et la construction des savoirs sur l'Europe de l'Est existaient avant 1989. Outre celle de Pierre Gremion, déjà mentionnée, qui, issue d'une réflexion sur la gauche et le communisme, s'intéressa surtout à la Tchécoslovaquie et l'Europe centrale, on trouve des études novatrices sur la construction des savoirs sur la Russie, en particulier durant la période communiste²⁶, mais elles ne touchent pas les Balkans.

Ces différentes perspectives permettent de reconsidérer la relation entre discours et pouvoir, entre discours sur l'autre et discours sur soi, entre regard sur l'autre et conception de soi, entre représentations et hégémonie, donc le processus complet qui organise la relation à l'autre et sous-tend la définition même de ce qu'on a longtemps appelé la 'civilisation occidentale'. Leur apport nous paraît donc décisif pour traiter de cette région en sociologie des relations internationales, dans l'analyse des transferts culturels ou dans une perspective transnationale de l'histoire de l'Europe.

²⁴ Maria Todorova, *Imaginaire des Balkans*, Paris, Édition de l'EHESS, 2011 [éd. originale : *Imagining the Balkans*, 1997, 2009].

²⁵ Vesna Goldworthy, *Inventing Ruritania: The Imperialism of the Imagination*, Yale University Press, 1998; Milica Bakic-Hayden et Robert Hayden, «Variation on the Theme 'Balkans': Symbolic Geography in recent Yugoslav Cultural Politics», *Slavic review*, 51 (1), Printemps 1992.

²⁶ Sophie Coeuré, *La grande lueur à l'est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, 1999; S. Coeuré et Sabine Dullin, *Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, 2007; S. Coeuré et Rachel Mazuy (eds.), *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique. 150 documents inédits des archives russes*, Paris, CNRS Éditions, 2012.

« L'hégémonie du discours décrit par Said était-elle incontournable ? », se demande Markus Messling à propos de la science philologique accusée à raison selon l'auteur, d'avoir fondé en science la domination occidentale de l'Orient et du monde²⁷.

Non pour réfuter la thèse d'E. Said – la part qui revient à la philologie dans le racisme est indéniable et reste le douloureux 'péché originel' des disciplines philologiques- mais pour montrer qu'à l'époque même de cette intrication de l'étude des langues, des textes et des cultures, avec une pensée eurocentriste, voire raciologique, différentes propositions de recherche et des critiques ouvertes de la pratique philologique ont été formulées²⁸.

Comme Messling, nous nous situerons aussi dans un chemin creusé par Said et sa définition de l'orientalisme, puis par Maria Todorova dans son analyse du balkanisme. Cependant, une attention aux attitudes individuelles face aux discours hégémoniques -qu'ils soient savants ou ordinaires-, permet de distinguer d'autres approches des Balkans passées ou présentes.

Il ne s'agit donc pas de revenir sur la position fondatrice de M. Foucault visant à appréhender l'impact social des formes discursives – et une histoire de la philologie sous l'aspect critique-idéologique ne peut être entreprise que dans le sillon d'E. Said. Mais il convient de relativiser l'impression d'homogénéité induite par le pessimisme de pouvoir, afin que les événements de langage individuels particuliers, et donc des alternatives historiques qui ont existé, soient aussi envisagées et étudiées. En tant que variantes concurrentielles à l'intérieur du discours hégémonique, ils en déplacent le lieu et la force sociale²⁹.

Les analyses stimulantes ouvertes notamment aux États-Unis dans les années 1990 ne doivent pas éclipser des lectures antérieures sur le phénomène ou des perspectives plus marginales, en particulier celles qui ont été élaborées dans les pays balkaniques, où l'intérêt pour le regard que l'autre porte sur soi a toujours été grand. Ces écrits peuvent nous permettre au contraire d'enrichir la perspective et d'éclairer notamment le contexte et les attentes d'une telle recherche.

Quand l'historien de la littérature française Midhat Šamić analyse la vision des voyageurs français sur la Bosnie-Herzégovine à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, il s'intéresse surtout aux relations que les Français et les habitants des Balkans ont entretenues et à la façon dont la littérature yougoslave a intégré ce regard étranger³⁰. Écrivant au tout début des années 1960, il prête peu d'importance au caractère stéréotypé de la vision française, alors même que ces stéréotypes sont en régression envers une Yougoslavie en pleine croissance et

²⁷ Markus Messling, « Philologie et racisme. À propos de l'historicité dans les sciences des langues et des textes », *Annales HHS*, Janv.-mars 2012, n°1, p. 168.

²⁸ Ibid. p. 169.

²⁹ Ibid, p. 170.

³⁰ Midhat Šamić, *Les voyageurs français en Bosnie à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e et le pays tel qu'ils l'ont vu*, Paris, Didier, 1960.

politiquement forte sur la scène internationale en tant qu'initiatrice du non-alignement. De retour à Sarajevo après avoir soutenu sa thèse en France, il sera un des fondateurs des études françaises dans la capitale de Bosnie-Herzégovine. Plus tôt, dans l'entre-deux guerres, un autre historien de la littérature, Miodrag Ibrovac, a permis une approche systématique et renouvelée de la poésie populaire de la péninsule en l'intégrant à un espace plus vaste. Il s'est interrogé sur les conditions de leur réception à l'étranger, en particulier en France³¹. De son côté, Nicolae Iorga, un des plus importants historiens et homme politique roumain, qui a écrit en français près de la moitié de sa prolifique œuvre (environ 1360 ouvrages et des milliers d'articles) et a donné des conférences de 1921 à 1939 dans les principales institutions académiques parisiennes, s'est aussi intéressé de près au regard des voyageurs français dans la Turquie d'Orient et aux conditions de la connaissance des Balkans en France. Son attention a porté sur l'observateur, car, affirmait-il, c'est dans la confrontation avec un autre monde que l'on peut constater certains « phénomènes d'âme » d'une société donnée :

Un voyageur est très souvent préférable à un chroniqueur, de même que l'auteur d'une lettre privée est préférable au rédacteur d'un document officiel. Non seulement par la nouveauté du fait, vu sans aucune préoccupation et rendu sans aucun souci d'intérêt particulier, mais parce qu'il nous permet de voir, en même temps que l'objet, ce qui se passe dans l'âme du sujet, du voyageur lui-même. Or, il y a certains phénomènes d'âme dans une société qui ne peuvent être vraiment aperçus qu'en mettant en rapport un représentant de cette société avec un autre monde³².

Dans *Byzance après Byzance*³³, ce sont les continuités historiques de l'Europe du Sud-Est, souvent invisibles aux yeux des Occidentaux, qui ont retenu son attention. Ces deux ouvrages font encore aujourd'hui référence.

D'autres approches plus récentes nous permettent de constater l'évolution du thème dans la réflexion sur les Balkans comme région. Avec deux anthologies d'extraits de textes français sur la Yougoslavie, publiées à Belgrade en français et en serbo-croate dans les années 1980, Mihailo Pavlović³⁴ semble surtout étayer la thèse de l'intérêt des Français pour la Yougoslavie et des relations particulières qu'ils entretiennent avec la Serbie, dans un contexte de revitalisation du nationalisme serbe et de crise de la Fédération yougoslave. La thèse de

³¹ Dans son dernier ouvrage publié en France en 1966 -*Claude Fauriel et la fortune européenne des poésies populaires grecque et serbe* (Paris, Didier)-, Ibrovac a tenté de réhabiliter la place de la poésie populaire serbe au sein du romantisme européen et de distinguer la connaissance des chants authentiques des mystifications romanesques dont ont fait l'objet les peuples slaves.

³² Nicolae Iorga, *Les voyageurs français dans l'Orient européen*, Paris, Boivin, J. Gambier, 1928, p. 7.

³³ N. Iorga, *Byzance après Byzance*, Paris, Balland, 1992.

³⁴ Mihailo Pavlović, *Jugoslovenske teme u francuskoj prozi* [Le thème yougoslave dans la prose française], Belgrade, Institut za književnost i umetnost, 1982 ; *Du regard au texte. Écrivains français et peuples yougoslaves. Od pogleda do teksta. Francuski pisci i jugoslovenski narodi*, Belgrade, Narodna knjiga, 1983 ; *Témoignages français sur les Serbes et la Serbie 1912-1918. Francuzi o Srbima i Srbiji 1912-1918*, Belgrade, Narodna knjiga, 1988.

Pavle Sekeruš consacrée aux mécanismes d'exotisation des Slaves du Sud dans la littérature française de la première moitié du XIX^e siècle³⁵ est marquée, quant à elle, par le contexte de revitalisation du balkanisme et un sentiment d'exclusion chez les ressortissants d'une Serbie considérée en Occident comme un pays agresseur. Étude textuelle, elle est centrée sur le concept d'image, selon une définition proposée par Daniel-Henri Pagneux. Celle de Dragan Bogojević, un des fondateurs de la chaire de français au Monténégro dans les années 2000, est marquée par la volonté de mettre à jour l'ampleur des écrits des Français sur le Monténégro³⁶. Enfin, à la fin de la décennie 1990, les traductions de l'ouvrage de Maria Todorova ont suscité de vifs débats parmi les intellectuels de la péninsule balkanique et stimulé la réflexion sur les Balkans comme région et les liens existant entre études postcoloniales et études sur les Balkans³⁷.

En divergence avec les thèses de M. Todorova, certains auteurs se sont penchés sur la construction des savoirs -en particulier des savoirs académiques- dans l'Europe du Sud-Est, et montré que les savoirs ethnographiques et philologiques, puis géographiques et historiques qui se constituent à la fin du XIX^e siècle et au tournant du XX^e siècle, apportent aussi des lectures comparatives et non nationalistes³⁸. Dans cette perspective, les représentations que les peuples balkaniques se font des Balkans ne seraient pas seulement négativités face à des constructions nationales perçues comme positives³⁹.

Les apports de ces auteurs sont donc variés. Leurs travaux posent quelques jalons d'une histoire de l'intérêt que le regard occidental -et particulièrement français- suscite chez les auteurs originaires des Balkans. Le thème des relations avec la France est central dans l'historiographie serbe de la Première Guerre mondiale, voire plus largement dans l'histoire des constructions nationales des États balkaniques⁴⁰. En ce sens, il a pu être sujet à polémiques et à

³⁵ Pavle Sekeruš, *Image des Slaves du sud dans la culture française (1830-1848)*, thèse de doctorat, sous la direction de Daniel-Henri Pagneux, Paris, Université de Sorbonne nouvelle, 1999. P. Sekeruš enseigne la littérature française et comparée à l'université de Novi Sad en Serbie depuis 2005.

³⁶ Dragan Bogojević, *L'imaginaire du Monténégro dans la littérature de voyage au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle*, thèse de doctorat, sous la direction de Jean-Jacques Tatin-Gourier, Université François-Rabelais de Tours, 2005.

³⁷ M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.*, postface à l'édition révisée, p. 273-291; Dušan Bjelić et Obrad Savić (eds.), *Balkan as Metaphor. Between Globalization and Fragmentation*, Cambridge, Mass, MIT Press, 2002.

³⁸ Diana Mishkova, « The Balkans as an idée-force: Scholarly Projections of the Balkan Cultural Area », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, n° 60-2, 2012, p. 39-64.

³⁹ Pour une analyse des perceptions négatives du terme balkan par les habitants de la péninsule, voir M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.*, « Les Balkans comme auto-désignation », p. 69-99.

⁴⁰ Voir les travaux publiés en français, en serbe et en anglais de l'historien Dušan T. Bataković, dont la thèse de doctorat soutenue à l'université de Paris IV Sorbonne en 1997 porte sur *La France et la formation de la démocratie parlementaire en Serbie 1830-1914* ; il a été ambassadeur de Serbie en France entre 2009 et 2012. Voir en particulier : *French Influence in Serbia 1835-1914: Four Generations of 'Parisians'*, Belgrade, Institute for balkan studies, 2011 ; *La Serbie et la France, une alliance atypique : relations politiques, économiques et culturelles 1870-1940*, Belgrade, Institut d'études balkaniques, SANU, 2010 ; *Histoire du peuple serbe*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2005.

instrumentalisations. Une thèse sur les perceptions françaises des Balkans ou sur les relations culturelles franco-balkaniques soutenue à Paris, a pu être pour certains auteurs, une étape avant de fonder un département universitaire d'études françaises dans leurs villes d'origine⁴¹.

De l'expérience individuelle à l'interrogation sur les cadres

En reprenant ce thème pour ma recherche doctorale, mon ambition était autre. Ma recherche a commencé au moment où les Balkans, après avoir été le terrain des guerres, étaient principalement abordés par le prisme d'une intégration problématique dans l'Union européenne, elle-même en crise. Elle a surtout été motivée par sept années passées dans plusieurs lieux de la péninsule balkanique entre 1995 et 2003. Jeune enseignante de français dans un lycée de Ljubljana (septembre 1995-août 1996), puis lectrice à l'université de Podgorica et responsable de l'antenne culturelle française au Monténégro (septembre 1996-mars 1999), chargée de mission pour la coopération culturelle française à Pristina (novembre 1999-février 2000), j'ai ensuite dirigé la reconstruction et la réouverture du Centre culturel français de Belgrade (juillet 2000- août 2001) avant d'occuper un poste d'attachée de coopération à l'ambassade de France à Bucarest (septembre 2001-août 2003). Cette expérience professionnelle autant que personnelle a introduit un questionnement, dont la mise en forme a été des années plus tard, le passage à l'écriture plus distanciée des sciences sociales. Interroger les représentations qu'une société -en l'occurrence la mienne- porte sur une région étrangère qu'il m'avait été donné d'explorer à une période particulièrement mouvementée de son histoire, se demander dans quelles conditions les notions 'd'expérience' et de 'représentation collective' étaient pertinentes, c'était tenter de déjouer les pièges de mon propre regard et de dénouer quelques fils d'une expérience parfois difficilement partageable. La guerre sur le sol européen, avec son caractère insupportable autant qu'irréel, a été l'interrogation principale motivant mon désir de découvrir l'ex-Yougoslavie, tout comme l'avait été la fin des démocraties populaires lors de mon premier départ de France en 1991 à destination de Prague. Ces trois années passées dans la capitale tchèque (1991-1993 et 1995), à enseigner la langue française à des jeunes et des adultes avides de découvrir le monde, ont constitué mes premiers pas dans le quotidien d'une société post-communiste, au sein de laquelle l'ouverture des frontières suscitait une réelle euphorie mais qui connaissait déjà des difficultés et des déconvenues. Le fruit de ce séjour a été

⁴¹ Outre les auteurs précédemment évoqués, on peut mentionner encore **Hanifa Kapidžić-Osmanagić** qui a soutenu à Paris en 1963 une thèse de doctorat sur le surréalisme serbe et ses rapports avec le surréalisme français, Midhat Begić, dont la thèse de doctorat soutenue à l'université de Lyon en 1958 porte sur l'écrivain serbe ayant vécu en France, Jovan Skerlić.

entre autres un premier travail universitaire consacré à la dissidence intellectuelle et aux acteurs qui avaient contribué par leurs actes et leurs œuvres à faire de la culture un instrument de liberté⁴².

Si les guerres yougoslaves ont ébranlé aux yeux d'une partie de l'opinion publique occidentale, la croyance de l'Europe en elle-même, rares sont les observateurs à avoir affirmé l'ancrage des événements yougoslaves dans notre contemporanéité et la nécessité de repenser ces événements dans cette perspective :

Comprendre la Yougoslavie et ce qu'il est advenu d'elle revient à comprendre des processus dans lesquels nous sommes nous-mêmes impliqués, et à nous confronter comme dans le miroir à nos propres problèmes [...] La transformation des sociétés balkaniques ne peut trouver de sens que si elle est resituée dans le contexte de ce qu'il advient des sociétés européennes en général⁴³.

C'est cette perspective qui nous semble aujourd'hui la plus pertinente : les transformations de l'Europe du Sud-Est dans les années 1990 doivent être envisagées dans le cadre plus large de l'Europe, celui de l'histoire globale et les processus de transformation des croyances et des paradigmes qui servent à penser le monde contemporain.

L'impact sociétal des conflits yougoslaves en Europe commence à être analysé⁴⁴. Cependant, il nous semble qu'il faut les considérer dans un contexte plus large qui inclut d'autres événements ayant eu lieu dans la région à la même période. J'ai choisi pour ma part de les mettre en regard de la chute du régime communiste en Roumanie et de la mobilisation humanitaire et citoyenne qui a eu lieu en France à l'égard de la société roumaine dans la première moitié des années 1990. En effet, l'implication des humanitaires français, mais aussi d'associations locales de citoyens dans la Roumanie des années 1990, épisode un peu oublié de l'histoire récente du militantisme hexagonal, est un bon terrain pour analyser la résonance de la disparition des régimes socialistes à l'Est de l'Europe sur l'évolution des croyances et les transformations du militantisme en France.

Il faut aussi envisager des temporalités plus longues qui permettent de faire apparaître les cadres de l'expérience, les transmissions de savoir, les continuités et les héritages, mais aussi les champs d'expériences des acteurs et leurs horizons d'attente. Reinhart Koselleck mentionne la façon dont Jacob Grimm a constaté la dissociation sémantique entre l'expérience en tant qu'expérience de la réalité vécue et expérience en tant qu'activité intellectuelle. Le

⁴² A. Madelain, *Les revues samizdat tchèques (1968-1989) : enjeux d'une culture parallèle*, Mémoire pour le diplôme d'études approfondies, Paris, EHESS, 1996.

⁴³ John Allcock, *Explaining Yugoslavia*, Londres, Hurst, 2000, p. 6, cité par Xavier Bougarel, « Force et limites d'une lecture moderne des guerres yougoslaves. À propos de l'ouvrage *Explaining Yugoslavia* », *Balkanologie*, vol VI., n° 1-2, déc. 2002, p. 231.

⁴⁴X. Bougarel, Hannes Grandits et Nenad Stefanov (eds.), *Did the Wars in Yugoslavia Change the Perception of Societal Conflicts ? Debates in France and Germany*, *Südosteuropa*, Index 61, 2013/ 4, p. 472-609.

terme d'expérience [*Erfahrung*] a alors acquis à partir du milieu du XIX^e siècle en français comme en allemand un sens plus passif de perception de la réalité, la dimension réflexive s'autonomisant⁴⁵. Cette dissociation linguistique est contemporaine de la constitution de l'histoire en tant que science, mais aussi de la slavistique et de l'intérêt scientifique pour les Balkans. Le XX^e siècle avec les guerres industrielles et les totalitarismes a contribué à opacifier le rapport entre l'expérience et les savoirs. Alors que l'expérience de la Première Guerre mondiale a été souvent celle de l'indicible et de l'irracontable, la Seconde Guerre mondiale avec le traumatisme de la Shoah est considérée comme un moment de césure encore plus nette dans la constitution des savoirs. Non seulement, l'expérience et la connaissance sont de plus en plus disjointes mais le traumatisme du génocide a remis profondément en cause le sens même de l'histoire et la perception du temps⁴⁶.

L'Europe des années 1990 est marquée par des bouleversements en profondeur, dont le plus visible est la fin du communisme en Europe de l'Est avec ses conséquences sur les croyances politiques à l'ouest, et l'éclatement de conflits qui présentent un caractère nouveau, en particulier en Yougoslavie à partir de 1991. Mais la période qui s'ouvre en 1990 est celle d'un bouleversement plus important encore : celui des technologies de l'information avec la généralisation de l'usage des ordinateurs, puis la révolution internet et ses conséquences sur les économies, de plus en plus intégrées dans un marché global. Dans cet environnement, la connaissance de l'Europe de l'Est, et singulièrement des Balkans, subit des transformations tout aussi brutales, la région posant des questions dramatiques pour ceux qui s'y intéressent : celle de l'effondrement de sociétés, de violences apparemment irrationnelles s'accompagnant de symbolisations passéistes et d'un brouillage des temporalités et des repères.

Précisions de méthode, difficultés et plan

L'interrogation sur les cadres et les contextes a été ici primordiale. Une première difficulté de ce travail a été celle des sources : peu d'archives sont répertoriées ou même ouvertes sur une période encore proche du temps présent. Nous y avons remédié en explorant, à côté des écrits publiés –ouvrages biographiques et de témoignages, articles de journaux, récits, essais-, certaines archives privées de personnes ayant participé à des mobilisations contre la guerre en Yougoslavie et à des actions de solidarité avec la Roumanie. Ces archives nous ont en particulier fourni des publications associatives (rapports, bulletins, tracts ou appels), mais de

⁴⁵ R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, op. cit., p. 203.

⁴⁶ F. Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2003.

façon désordonnée et incomplète. Le recours à des entretiens a été indispensable pour avoir accès à ces archives, mais aussi pour saisir une dimension individuelle du vécu des événements.

La deuxième difficulté est intimement liée à l'objet de notre travail : il s'agit d'un travail sur les représentations, et, à partir des représentations, sur la dimension de l'expérience apportée par l'action. L'angle mort ou le point opaque qui nous est apparu important d'envisager étant l'expérience vécue, apportée, assénée par l'événement ou l'étrangeté du terrain. Sur ce point aussi, les entretiens ont été précieux, mis en perspective avec d'autres retours d'expérience publiés, avec les discours circulant dans l'espace public et les débats qui s'y déroulent, ainsi qu'avec des œuvres (littéraires, biographiques, scéniques, etc.) produites par les acteurs, car l'expérience ainsi définie ne peut être saisie par des reconstitutions prosopographiques, comme peuvent l'être les médiateurs dans une étude sur les médiations.

Enfin, il faut mentionner ici l'expérience du chercheur qui est toujours située et interagit avec son objet de recherche dans des conditions qui doivent être le plus possible objectivées. Loin du territoire français jusqu'en septembre 1993, j'ai appris l'existence de mobilisations pour la Bosnie durant l'année 1994. En poste pour le ministère français des Affaires étrangères, j'ai eu l'occasion de croiser certains travailleurs humanitaires, militants, artistes et acteurs culturels dont il sera question ici. En 1999, mon retour sur le territoire français à la suite de l'interruption des relations diplomatiques avec la République fédérale de Yougoslavie en raison du déclenchement de l'intervention des forces de l'OTAN au Kosovo, m'a donné l'occasion de participer à plusieurs actions de la branche française du réseau Helsinki citizens' assembly, puis d'intervenir sur le portail internet d'information Le courrier des Balkans. J'ai été sollicitée par des personnes qui souhaitaient établir des relations avec des citoyens de l'ex-Fédération yougoslave. J'ai donc été en contact direct avec certains des réseaux ou acteurs mentionnés dans cette thèse qui étaient encore actifs dans la seconde moitié des années 1990. Le souvenir des récits des uns et des autres ne s'est bien sûr pas complètement effacé de ma mémoire. Tout en m'efforçant de trouver la bonne distance par rapport à ces souvenirs et récits, il m'a semblé qu'ils pouvaient aussi m'aider à interpréter certains aspects de l'action collective à l'œuvre dans les mobilisations, en particulier la vie informelle de ces réseaux et les sociabilités associatives existant avant ou au début de l'ère de l'internet.

J'ai conscience de n'avoir pas épuisé le sujet, loin sans faut. Je n'ai pas sollicité l'ensemble des acteurs et il reste encore beaucoup à faire pour reconstituer les différentes dimensions de ces expériences, notamment parce que mon attention première a été d'explorer les cadres qui rendent possible une parole et sa transmission. J'ai eu à cœur de montrer la diversité des catégories d'acteurs concernés, plus que de viser l'exhaustivité dans chaque

catégorie : les plus audibles ont été les acteurs des interventions internationales (militaires, humanitaires, diplomates ou acteurs politiques), les observateurs des événements écrivant l'histoire en train de se faire (journalistes, commentateurs politiques) et les intellectuels ayant accès aux médias nationaux s'exprimant sur les crises en cours. Leur rôle ne peut cependant être compris sans envisager les actions dispersées de citoyens préoccupés par la vie de la cité et le destin du monde, dont certains ont eu par exemple l'ambition de former un 'mouvement de solidarité internationale' à la faveur de la crise yougoslave, et d'autres d'inventer une 'démocratie par le bas' à l'échelle internationale, en coopérant avec des villages roumains ou les institutions parallèles du Kosovo. Les artistes et les acteurs culturels ont joué aussi un rôle important en investissant l'espace symbolique ouvert par des événements apparemment incompréhensibles. Deux outils ont été ajoutés pour permettre une meilleure cartographie des acteurs : une liste biographique des principaux acteurs mentionnés dans notre travail (annexe n°2) et un index des noms de personnes. Comprendre la façon dont cette histoire militante s'inscrit ou pas dans la mémoire collective et saisir les décalages de perceptions ont particulièrement retenu mon attention. Néanmoins, j'ai conscience qu'il s'agit d'une démarche risquée, mais qui cherche à ouvrir une brèche pour proposer une démarche d'analyse concernant des écarts de perception dans un vécu contemporain. J'assume donc qu'il s'agit d'un essai d'analyse expérimentale.

Dans la première partie de ce travail, nous nous pencherons sur les cadres qui ont forgé la perception des Balkans en France et les savoirs qui ont été élaborés. Il faut remonter ainsi à la fin du XIX^e siècle pour comprendre que la découverte de cette région par les Occidentaux se produit dans un contexte de rivalité européenne. Après la Seconde Guerre mondiale, le prisme de la guerre froide, mais aussi celui de l'espoir et des croyances communistes en France ont durablement conditionné le cadre d'analyse. Ce retour dans le temps permettra de dégager plusieurs temporalités qui influent sur l'héritage des relations bilatérales et conditionne l'élaboration des savoirs et la carte mentale des Français sur la péninsule balkanique. La question de l'actualisation de cet héritage se pose dans les années 1990, quand les Balkans réapparaissent comme région à la faveur de l'effondrement du bloc soviétique.

La seconde partie sera consacrée aux événements qui modifient les équilibres politiques, économiques et sociaux de la péninsule balkanique dans les années 1990 et à leur perception en France. Il s'agit d'analyser le cadrage médiatique dans lequel ils se construisent et les réactions qu'ils produisent. En effet, les Balkans redeviennent à cette période pour les États européens une zone d'intervention, politique et surtout humanitaire. Nous nous pencherons aussi sur les réactions et les mobilisations d'acteurs divers qui se manifestent dans l'espace public, avec une

attention particulière aux associations de citoyens et aux mobilisations du monde culturel. L'attention sera portée sur le sens de l'engagement dans une cause dans les Balkans, et sur les questions que suscitent la crise humanitaire en Roumanie puis l'éclatement de la Yougoslavie. Ces interventions sont l'occasion de constater que des modalités d'action ne fonctionnent plus, que penser la guerre ou la déstructuration d'une société est tout aussi compliqué que d'y remédier.

La troisième partie tentera de saisir à partir de ces ruptures d'intelligibilité, une mutation qui concerne non seulement les pays en crise mais aussi ceux qui les observent de l'extérieur en Europe, et singulièrement en France, affectant les modes de compréhension des événements observés autant que les croyances qui gouvernent l'action. En constatant la focalisation sur l'ethnicité comme problème, mais aussi l'engouement pour la culture populaire des Balkans, on s'interrogera sur les cadres nationaux et transnationaux dans lesquels se recompose un discours sur la nation, le peuple et l'ethnicité dans le contexte d'une Europe bouleversée par la fin du communisme.

Remarque terminologique

Le terme ‘bosniaque’ pose problème car il a changé de sens en français à la fin des années 1990. Il était utilisé avant 1991 avec une certaine élasticité pour qualifier tous les habitants de Bosnie-Herzégovine quelque soit leur appartenance ethnique ou nationale. En 1994, dans un contexte de surenchère identitaire et de redéfinition des États sur les ruines de la Yougoslavie, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine a décidé d'utiliser le terme *Bošnjak* pour désigner un individu appartenant à ce qu'on appelait auparavant la nationalité musulmane [*muslimanska nacija*] et donc de remplacer officiellement ceux qu'on appelait les *Muslimani* (Musulmans avec une majuscule) par les *Bošnjaci*.

En français, la traduction officielle que les institutions ont adoptée pour *Bošnjak*, un terme ancien remis au goût du jour dans un usage de marqueur ethnique, a été celui de « Bosniaque ». En conséquence, la traduction française de l'adjectif *bosanac/bosanci* et du substantif homonyme *Bosanac* (féminin : *Bosanka*, pluriel : *Bosanci*) désignant un habitant de Bosnie-Herzégovine, quelle que soit son appartenance ethnique ou nationale, a changé. On utilise désormais le terme de ‘bosnien’, usage auquel nous nous sommes conformés dans cette thèse. Cependant, cet usage ne s'est installé que dans les années 2000 et pas toujours de façon rigoureuse. Nous avons donc conservé, dans les citations, le sens initial que leurs auteurs ont donné aux termes ‘bosniaque’ et ‘Bosniaque’.

L'ambiguïté de ces usages est aussi le signe de l'ambivalence de l'identification et de l'assignation ethnique. Le problème a été encore compliqué par la réticence de certains groupes, en particulier parmi les Serbes et les Croates, citoyens de Bosnie-Herzégovine, à accepter de se désigner comme des Bosniens [*Bosanci*], ce qui est une manière de ne pas reconnaître ce pays comme leur patrie.

Partie I. Les cadres de l'expérience française des Balkans

La compréhension de l'autre Europe n'est pas seulement conditionnée par une expérience intellectuelle, elle est plus encore conditionnée par une expérience française¹.

Si nous choisissons d'utiliser le terme 'Balkans' dans le cadre d'une recherche d'histoire contemporaine qui s'intéresse de façon différenciée à des pays, des peuples, des territoires, c'est en raison de son actualité dans les années 1990, après être tombé en désuétude dans les décennies précédentes. Ce retour a été perçu par les observateurs de l'époque comme un moyen de re-voir ce qui avait auparavant été éclipsé : la réalité d'une région qui serait pourvue d'une réalité et d'un dynamisme propre, à défaut d'avoir des limites précises². En 1996, le géographe Georges Prévelakis expliquait dans un ouvrage de synthèse destiné aux étudiants :

Les Balkans existent d'abord dans les esprits et ensuite sur le terrain. Cela ne signifie pas qu'ils n'existent pas. Bien au contraire, nier leur réalité, comme on l'a fait pendant la guerre froide, la rend encore plus destructrice quand les 'vieux démons' se réveillent³.

Si Prévelakis mentionne ici la guerre froide, l'éclipse du terme semble concerner la période 1945-1989, comme si la fin de « l'Europe de l'Est » et l'écroulement de la Yougoslavie faisait littéralement resurgir un terme auparavant perçu comme dépassé dans l'analyse des relations internationales, ces bouleversements affectant donc les conceptions géopolitiques en vigueur.

Cette réactualisation du terme s'inscrit aussi dans une dynamique d'affirmation des régions et des identités régionales, qui sont devenues à la même période un objet de recherche au même titre qu'autrefois les identités nationales. Dans un monde de plus en plus interdépendant, elles ne sont plus vues comme des résidus en attente d'absorption par l'État-nation, mais comme des réalités spécifiques et complexes souvent porteuses de résistances à l'autorité centralisée⁴. Néanmoins, au moment où il commence à être réutilisé, ce terme apparaît fortement connoté :

¹ P. Grémion, *Modernisation et progressisme... op. cit.*, p. 124.

² M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.*, chap. 7 : « Les Balkans : *Realia* », p. 237.

³ G. Prevelakis, *Les Balkans, culture et géopolitique*, Paris, Nathan, 1996 [1994], p. 17.

⁴ M. Todorova, *Imaginaire des Balkans... op. cit.*, p. 282.

Un spectre hante la culture occidentale, le spectre des Balkans. Tous les pouvoirs se sont unis en une sainte alliance pour l'exorciser : hommes politiques et journalistes, universitaires conservateurs et intellectuels de gauche, moralistes de tout poil, genre et acabit. Quel groupe, aux États-Unis du moins, n'a jamais été qualifié par ses adversaires de « balkanique » ou accusé de « se balkaniser » ? Quel groupe ainsi mis en cause n'a retourné à ses attaquants ce reproche infâmant ?⁵

C'est par cette allusion transparente à la première phrase du *Manifeste du Parti communiste*⁶ que l'historienne américaine d'origine bulgare, Maria Todorova, commence sa magistrale étude sur la construction historique des perceptions sur les Balkans, rédigée aux États-Unis en 1994-1995, alors que la guerre fait rage en ex-Yougoslavie. Cette analogie sous forme de boutade pose un constat : une sourde inquiétude entoure la péninsule balkanique, traversée, semble-t-il, par des événements irrationnels. Au début des années 1990, la chute du communisme mais aussi l'entrée retardée dans ce que les observateurs occidentaux ont appelé la 'transition' et les guerres qui déchirent la Yougoslavie, suscitent des peurs déjà formulées aux XVIII^e et XIX^e siècles, puis cristallisées au début de la Première Guerre mondiale et durant les guerres balkaniques qui l'ont précédée en 1912-1913. Dans les médias et les discours politiques occidentaux des années 1990, les Balkans réapparaissent alors comme une région sur laquelle planent des représentations dépréciatives.

L'allusion au célèbre manifeste, peut-être plus explicite pour les ressortissants des ex-pays de l'Est, élevés dans la phraséologie marxiste que pour le public occidental auquel s'adresse en premier lieu Maria Todorova, rappelle aussi l'importance de la crainte mêlée de fascination envers le communisme qui structure une partie du débat politique en Europe et aux États-Unis tout au long du XX^e siècle. Ce sentiment est apparemment effacé en 1989-1990 dans les réjouissances des 'révolutions' pacifistes polonaise, hongroise, tchécoslovaque et le démantèlement de l'Union soviétique, quand le spectacle télévisé des conflits yougoslaves introduit –aux yeux des observateurs d'Europe de l'Ouest- la crainte d'une 'balkanisation' du continent, que l'on imagine comme un démantèlement violent des entités politiques existantes sous le coup des nationalismes ou des revendications de minorités, un fléau contre lequel les démocraties occidentales seraient impuissantes. La peur et la fascination ne sont bien sûr pas les seuls sentiments qu'inspirait avant 1989 l'existence en Europe de régimes se revendiquant du communisme, surtout en France où l'influence du communisme sur la pensée politique et

⁵ *Ibid.*, p. 19.

⁶ « Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le Pape et le Czar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne. Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas relancé à ses adversaires de droite et de gauche l'épithète flétrissante de communiste ? », Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste* [1848], in Gabriel Terrai, *La France socialiste*, F. Fetscherin et Chuit, Paris, 1886.

l'action militante a été plus forte que dans de nombreux pays européens, et où il y a une expérience concrète de l'inscription d'un parti communiste puissant dans la vie politique et sociale.

Le démantèlement violent de la Yougoslavie surprend les Européens en pleine célébration des retrouvailles avec les habitants de l'Est de l'Europe et au moment où domine l'idée d'une victoire de la démocratie parlementaire et du libéralisme économique. Le destin de la Yougoslavie dans les années 1990 place ce pays sur un chemin particulier par rapport à ses voisins socialistes, mais ce pays faisait déjà figure d'exception avant 1989 en tant qu'« expérience particulière » d'un socialisme plus respectueux des libertés individuelles et surtout explorant des voies économiques et sociales novatrices avec l'autogestion. Le choc est donc d'autant plus grand que le socialisme yougoslave était perçu comme plus vivable, voire comme une expérience à mi-chemin. L'éclatement de la Yougoslavie n'est, comme on l'a déjà mentionné, pas le seul événement à produire la résurgence de ce terme : l'opacité de la 'révolution' roumaine et la situation post-révolutionnaire perçue de l'extérieur, en particulier en France, comme une véritable crise humanitaire, les difficiles transitions en Albanie et en Bulgarie (où les régimes communistes tombent difficilement) ont aussi fortement contribué à donner le sentiment que la péninsule balkanique toute entière suivait une voie particulière, voire une voie dangereuse. Les enjeux de retour du terme « Balkans » méritent d'être éclaircis, car l'impression qu'une tranche de temps (1945-1989 ou même 1945-1991) s'annule, si elle a pu être vécue par les observateurs étrangers et par les Yougoslaves, est évidemment trompeuse.

Les événements qui bouleversent l'Europe du Sud-Est dans les années 1990 ont donc la particularité de rendre visible sur la carte européenne la région des Balkans comme un ensemble, mais un ensemble qui pose problème. Parmi les cadres dans lesquels ils sont appréhendés en France se trouvent donc bien sûr les souvenirs d'expériences assez récentes comme celle de la guerre froide et plus généralement du communisme. La perception des Balkans dans les années 1990 et son appréhension comme problème spécifique pour l'Europe en portent la marque. Dans le monde coupé en deux après 1945, l'Europe de l'Est a longtemps été perçue à travers des filtres idéologiques et des débats dont les enjeux sont d'abord locaux. La disparition du communisme réel constitue une modification radicale du cadrage qui logiquement provoque un trouble interprétatif, des repositionnements, des réappropriations, voire, la réapparition de discours anciens.

Afin de mieux saisir ce moment particulier d'opacité et de stupeur du début des années 1990, les recompositions postérieures dans la péninsule et le rôle qu'y joue la France, il paraît donc légitime de s'interroger sur les cadres qui ont structuré la mémoire collective de la

Yougoslavie et des Balkans en France et qui influent sur la façon dont sont perçus la chute du communisme et l'éclatement sanglant de la Fédération yougoslave. Pour ce faire, nous convoquerons les outils théoriques que nous fournissent deux auteurs plus particulièrement, le sociologue américain Erving Goffman et la politiste française Marie-Claire Lavabre. La notion de « cadres de l'expérience », telle que l'a définie Erving Goffman permet de s'intéresser à la structure de l'expérience individuelle de la vie sociale⁷, et en l'occurrence ici, aux représentations sur une région avec laquelle les perceptions de proximité et d'éloignement sont floues et qui, pendant la décennie 1990, va se retrouver sous les feux de l'actualité, alors que se redessinent ses relations politiques, économiques et culturelles avec le reste de l'Europe.

Pour Goffman, un cadre est un dispositif cognitif et pratique d'organisation de l'expérience sociale qui nous permet de comprendre ce qui nous arrive et d'y prendre part. Dans la vie quotidienne comme dans la vie sociale, nous pratiquons des opérations de cadrage qui consistent à reconnaître une analogie avec une autre situation et à activer des attentes qui orientent l'attention perceptive, pratique et discursive.

Nous ne cessons de projeter nos cadres de référence sur ce qui nous entoure, mais nous ne nous en apercevons pas dans la mesure où les faits viennent les confirmer et le cours régulier des activités recouvrir nos conjectures⁸.

Goffman préconise l'analyse des cadres [*frame analysis*], c'est à dire des « opérations de cadrage » et de « recadrage » qui portent sur l'expérience en situation dans une démarche pragmatiste : « organiser une expérience se fait dans l'accomplissement d'une action, et ne revient pas à interpréter des faits ou à calculer des effets »⁹. Parmi les cadres, il distingue les cadres primaires qui peuvent être naturels ou sociaux, des cadres secondaires : « est primaire, un cadre qui nous permet dans une situation donnée, d'accorder du sens à tel ou tel de ses aspects lequel autrement serait dépourvu de signification »¹⁰. Dans les cadres secondaires, une situation ou une activité change de sens sous l'effet d'une « modélisation »¹¹, c'est-à-dire d'une modification des conventions qui lui donnent aux yeux des acteurs eux-mêmes un sens différent mais en référence à un cadre primaire : les modélisations sont de cinq ordres : le faire-semblant

⁷ « Ce livre traite de l'organisation de l'expérience, -ce qu'un acteur individuel peut abriter dans son esprit- et non de l'organisation de la société », Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris, 1991 [1974], p. 22.

⁸ *Ibid.*, p. 47.

⁹ Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007, p. 559.

¹⁰ E. Goffman, *Les cadres...*, *op. cit.*, p. 30.

¹¹ « Par mode, j'entends un ensemble de conventions par lequel une activité donnée, déjà pourvue d'un sens par l'application d'un cadre primaire, se transforme en une autre activité qui prend la première pour modèle mais que les participants considèrent comme sensiblement différentes. On peut appeler modalisation ce processus de transcription », *Ibid.*, p. 52.

(qui regroupe différentes situations de fiction), les cérémonies, les détournements humoristiques ou satiriques, les répétitions techniques et les rencontres sportives.

Une des questions centrales de Goffman est celle du rapport au réel et des conditions qui produisent des effets de réel ou de fiction. Dans la perspective de Goffman et des sociologues, anthropologues et historiens s'inspirant de la *frame analysis*, le réel ou l'effectif sont « des catégories de nature hybride, composées à la fois d'événements perçus dans un cadre primaire et d'événements transformés, identifiés comme tels par chacun »¹². Ainsi, les représentations qu'un individu se fait d'une situation sont partie prenante de cette dernière et lui sont inextricablement mêlées. La *frame analysis* n'est pas une théorie unifiée, mais s'appuie sur une approche pragmatique et expérimentale. Contre la théorie de mobilisation des ressources (focalisée sur les moyens, les stratégies, l'organisation des actions collectives), la perspective ouverte par Goffman met en évidence le rôle des significations partagées, des conditionnements idéologiques, des identités collectives et des résonances des cadres. Les cadres ne sont pas des réalités données *a priori* mais une réalité dynamique, mobilisable et organisée par les acteurs en situation dans des opérations de cadrage qui donnent sens au réel. Cette perspective nous inspire à considérer conjointement les cadres des expériences passées qui influent sur la façon dont le réel prend sens pour des acteurs, et les opérations de cadrages et de recadrages qui ont lieu à des périodes précises. Elle nous permet aussi de rester attentifs à l'articulation entre le niveau individuel et le niveau collectif.

Revenir sur l'histoire des relations politiques, économiques et culturelles franco-balkaniques, ainsi que sur la constitution des savoirs savants et ordinaires sur cette région dans l'espace national français nous paraît donc indispensable pour explorer les cadres des expériences des années 1990. Par ailleurs, les périodes de mobilisation collective étant, d'après les théoriciens de la *frame analysis*, des périodes propices aux modifications de cadrages¹³, les réactions et mobilisations face aux événements qui ont lieu dans les années 1990, sont susceptibles de produire des recadrages significatifs. On pourra ainsi se demander comment les expériences diplomatiques et touristiques ont nourri des croyances partagées, comment la récente décolonisation alimente les grilles d'analyse au sein de l'armée française lors de son intervention sous mandat de l'Organisation des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine à partir de 1992 et au Kosovo à partir de 1999, ou encore comment la Seconde Guerre mondiale, dont on commémore le cinquantenaire au moment du déclenchement des hostilités en Croatie, a fourni des schèmes interprétatifs aux événements en cours. La notion de cadre induit

¹² *Ibid.*, p. 56.

¹³ Sur l'apport de Goffman à la sociologie de l'action collective, voir D. Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ?...*, *op. cit.*, p. 547-625.

l'exploration des angles et perspectives -et celle des possibles angles morts- mais aussi, par sa référence au cinéma, invite à penser la présence de scénarios et de mises en fiction.

Dans l'exploration des cadres qui ont façonné la manière d'aborder en France la péninsule balkanique, la question du passage du niveau collectif au niveau individuel et inversement n'est pas sans poser problème. S'appuyant sur les perspectives ouvertes par la sociologie de la mémoire qui s'est interrogée sur les « effets de l'appartenance à un collectif sur les souvenirs que conservent les individus »¹⁴, nous proposons ici de questionner les effets de l'appartenance au collectif France, ainsi qu'à d'autres collectifs plus circonscrits, sur les souvenirs que conservent les individus à propos des Balkans. Ces souvenirs renvoient à la mémoire « vive » ou « communicative » par opposition à une mémoire « historique » ou « culturelle »¹⁵. Dans son approche de la mémoire collective, Marie-Claire Lavabre, en suivant Roger Baptiste ou Gérard Noirel auxquels elle se réfère, distingue mémoire et usages politiques du passé. Cette distinction implique un questionnement sur le rapport entre mémoire collective et souvenirs individuels et leurs influences réciproques :

Comment la mémoire d'un groupe, entendue comme instrumentalisation de l'histoire propre à ce groupe, s'impose-t-elle aux individus, ou comment à l'inverse passe-t-on de la multiplicité des souvenirs individuels à l'unicité d'une mémoire collective ? La question ainsi formulée nous invite à dire avec Maurice Halbwachs que « l'individu se souvient en se plaçant du point de vue du groupe et que la mémoire du groupe se réalise et se manifeste dans les mémoires individuelles »¹⁶.

D'où l'importance d'une attention soutenue aux phénomènes de réception et d'appropriation des connaissances¹⁷ : les conceptions du monde ne s'imposent pas seulement d'en haut. Elles sont le fruit d'une interaction, d'une négociation entre discours, mémoires officielles et expériences individuelles. Ce postulat a des implications sur la méthode suivie : dans le rapport à l'étranger proche qu'est la région des Balkans, les prises de position et les discours dominants émanant des détenteurs du pouvoir politique, économique ou intellectuel, s'ils sont essentiels, ne doivent pas exclure non plus une attention à d'autres voix plus secondaires. Les écrits publiés, les explications formulées par les médias et les prises de position ayant pris la forme d'action collective dans l'espace public, ne peuvent constituer les

¹⁴ Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire du communisme*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 18.

¹⁵ Maurice Halbwachs distingue « mémoire vive » et « mémoire historique » (*Les cadres sociaux de la mémoire*, PUF, 1952). De leur côté, des sociologues travaillant sur la mémoire familiale du nazisme ont défini une mémoire « communicative » (telle qu'elle s'élabore dans la transmission familiale) par rapport à la mémoire « culturelle » transmise par la société, voir Harold Welzer, Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, « *Grand Père n'était pas un nazi* ». *National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale*, Paris, Gallimard, 2013.

¹⁶ M.C. Lavabre, *Le fil rouge...*, *op. cit.*, p.19, et citation de M. Halbwachs, *Les cadres sociaux...*, *op. cit.*, p. VIII.

¹⁷ R. Chartier, « Le monde comme représentation... », *art. cit.*, p. 1510.

seules sources d'information. Les voix plus subjectives des individus peuvent aussi être des sources précieuses une fois situées par rapport à des cadres plus collectifs.

Il faudra préciser quand on parle du groupe français et quand on fait appel à des groupes plus limités ayant des souvenirs spécifiques concernant les Balkans. On peut donc parler de groupe générationnel pour des individus nés dans les années 1910-1920, parmi lesquels se trouve le président François Mitterrand, un groupe marqué par la mémoire vive de l'amitié franco-serbe et l'expérience de la Seconde Guerre mondiale. On pourra aussi considérer comme groupe ayant une mémoire commune au sens de Halbwachs, les intellectuels qui interviennent dans le champ social et politique et dont l'expérience politique a été marquée par les événements de 1968. De la même façon, plus largement, la gauche, de part son expérience du communisme, en forme un.

On pourra alors distinguer trois temporalités : une temporalité longue qui va de la découverte de la péninsule balkanique à la fin du XVIII^e siècle en passant par la constitution des savoirs académiques (entre 1840 et 1914), le découpage des Balkans dans la nouvelle Europe sous influence française, jusqu'à son effondrement en 1939 ; une temporalité médiane, celle de l'Europe coupée en deux (1945-1989), bien présente dans les mémoires vives des acteurs des années 1990 et une temporalité immédiate, celle des cadres de l'expérience, tels qu'ils sont cristallisés par les savoirs académiques, les échanges culturels, touristiques et les événements des années 1989-1990. Ces trois temporalités permettent de distinguer à la fois les cadres d'une expérience française (c'est-à-dire ici nationale) des Balkans et les cadres dans lesquels des expériences différenciées, individuelles mais aussi générationnelles peuvent s'inscrire.

En préférant ici le singulier de 'l'expérience française' dans l'exploration de ses cadres, on ne veut en rien affirmer l'unicité concrète de l'expérience vécue, mais bien l'existence d'une certaine expérience française, au sens où l'entendait Pierre Grémion à propos de l'expérience des pays de l'Est avant 1989, c'est-à-dire d'un ensemble de souvenirs concrets, de pratiques, de connaissances acquises et transmises, de questionnements propres au groupe national, qui font écho à des questionnements, aspirations, attentes ou projections particuliers à celui-ci¹⁸. On trouvera donc utile « de mettre l'accent sur les canaux sensibles de la transmission et ainsi que le suggérait Marc Bloch 'sur les faits de communication' entre les individus dans un groupe »¹⁹. On s'intéressera donc aux mécanismes de transmission qui façonnent avant 1990 l'expérience de l'étranger et, au sein de celui-ci, des Balkans : en

¹⁸ P. Grémion, *Modernisation et progressisme...*, op. cit. p. 237.

¹⁹ M.-C. Lavabre, *Le fil rouge...*, op. cit., p. 19 (cit. Marc Bloch « Mémoire collective et sociologie du bricolage. À propos d'un livre récent », *Revue de synthèse historique*, n°118-119, 1925).

particulier, la connaissance académique des Balkans, la présence d'éléments mémoriels liés à la Première Guerre mondiale ou à l'époque coloniale. Ainsi, liera-t-on la notion de cadre de l'expérience à celle « d'un enseignement, un sens constitutif du système de représentations et d'idées des sujets »²⁰ et de celle du partage des références.

²⁰ M. Halbwachs, cité par M.-C. Lavabre, *Ibid.*, p. 43.

Chapitre 1. De l'exploration de la Turquie d'Europe au découpage des Balkans : héritage de deux siècles de relations à éclipses

Parmi les éléments d'une temporalité longue qui peuvent nous aider à cerner les cadres de l'expérience contemporaine française des Balkans, il y a d'abord les données géographiques. Avant le XIX^e siècle, dans une France qui n'avait pas de frontière directe avec l'ancienne Turquie d'Europe, les Balkans étaient lointains et méconnus. C'est ce que constatait déjà le slaviste Louis Leger en 1905 :

Il y a quarante ans, on criait : vive la Pologne ! On crie aujourd'hui : Vive la Russie ! Ces deux cris résument tout ce que la majorité des Français n'a jamais su des pays slaves. Pour les masses qui se croient éclairées, les nationalités moins connues que la Pologne et la Russie font partie de quelque vague Hongrie, plus ou moins balkanique²¹.

L'absence de frontière commune produit le besoin de médiateurs : outre les contacts directs établis par des individus, la connaissance de cette région en France viendra souvent d'abord d'intermédiaires frontaliers : Italiens, Allemands ou sujets de l'Empire austro-hongrois. Même si des contacts ont bien eu lieu dans les périodes antérieures, c'est à partir de la fin du XVIII^e siècle que les Balkans ont été concrètement découverts par les diplomates et les voyageurs occidentaux, puis exotisés par la littérature -en particulier par la littérature romantique- et finalement expliqués, répertoriés et classifiés par la slavistique et la nouvelle science géographique à partir des années 1840. L'accès en est encore difficile : absence de routes, hostilité des populations ou des autorités, méconnaissance des langues, avec pour conséquence des reproductions d'erreurs et le copiage d'un texte à l'autre, plus que la confrontation avec le terrain.

Cette découverte a eu lieu à la faveur d'évènements politiques précis et par des individus animés par des intérêts politiques et économiques particuliers : la chronologie dont il est question ici est donc une double chronologie. Elle regroupe des événements qui ont lieu en France et dans la péninsule balkanique, parmi lesquels on peut distinguer deux périodes courtes mais importantes pour les contacts directs qu'elles produisent : la période des Provinces illyriennes (1809-1813) créées par Napoléon, puis celle des alliances militaires franco-serbe, franco-roumaine et franco-grecque de la Première Guerre mondiale. Les congrès

²¹ L. Leger, *Souvenirs d'un slavophile (1863-1897)*. Paris, Librairie Hachette, 1905, p. 2.

internationaux, durant lesquels s'élaborent les traités qui tracent les frontières et entérinent les indépendances, sont aussi des moments importants car la France y affirme sa présence dans la région. L'intérêt du public se focalise alors sur ces territoires, en particulier en 1878 quand est signé le traité de San Stefano, puis au moment du Congrès de Berlin, et dans les années 1919-1920 avec les conférences, négociations et tractations qui aboutissent aux traités de Bucarest, Versailles et Trianon.

L'héritage du XIX^e et, surtout, du XX^e siècle sur les relations franco-balkaniques est fait d'alliances nouées pendant les conflits et dans le tracé de nouvelles frontières en particulier après la Première Guerre mondiale. La géographie balkanique est donc du point de vue français, souvent tronquée, variable, voire imaginée : elle se focalise sur les alliés -la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce- et laisse des zones entières dans l'ombre. Cette attention différenciée fait écho au fait que la péninsule balkanique, bien qu'ayant, contrairement à l'Orient mythique construit par les écrits occidentaux, une existence réelle, n'en a pas moins des contours changeants selon les observateurs et les périodes. L'entre-deux-guerres (1919-1939) est marquée par une coopération accrue -en particulier dans les domaines politiques et culturels, et le sentiment d'un rapprochement stabilisé. L'intérêt occidental pour les Balkans nous semble donc à géométrie mais aussi à saison variable. L'attention des politiques et du public se focalise sur un endroit ou un autre en fonction des événements, ce qui sera encore observable à la période contemporaine. Cet intérêt épisodique va dans le sens de l'impression de retour, qui marque l'imaginaire occidental des Balkans.

Dans la perspective française, cette géographie 'à trous' est marquée par les 'grands événements' que sont les guerres et les révolutions, qui mobilisent l'intérêt des Français, alors qu'à d'autres moments, la région a tendance à sombrer dans l'oubli. Mais l'intérêt pour l'Illyrie, pour la chose slave, pour les 'Morlaques' -dans la littérature romantique, de Fortis à Mérimée en passant par Madame de Staël ou Gérard de Nerval-, a bien souvent été déterritorialisé, produisant un imaginaire où la géographie réelle importe peu. Il y a un lien intéressant à établir entre la déterritorialisation et le constat de la violence.

Les Balkans sont-ils aussi l'objet d'une quête d'un ailleurs libérateur pour l'Occidental lettré ? Cette question controversée de l'exotisation des Balkans²² nous paraît importante à soulever. Si on considère que le phénomène orientaliste est aussi l'expression d'un manque des sociétés occidentales régies par des codes de mœurs contraignantes²³, qui pousse des individus

²² Alors que M. Todorova voit dans l'absence de quête d'authenticité et d'un ailleurs libérateur car moins civilisé, une différence entre balkanisme et orientalisme (*Imaginaire... op cit.*, p. 34-35), d'autres auteurs, principalement des ethnologues ou des comparatistes ont affirmé la présence de cette quête dans la production littéraire occidentale, par ex. V. Goldworthy (*Inventing Ruritania... op. cit.*).

²³ Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Levy, 1969.

à rechercher ailleurs « l'espace de redécouverte de cette part de soi à laquelle l'autocensure occidentale a interdit l'accès »²⁴, on peut se demander dans quelles circonstances cet attrait se porte ou non sur la péninsule balkanique.

À l'inverse, l'intérêt des Balkaniques pour le regard que les étrangers portent sur eux existe depuis longtemps. Ainsi, des 'relations de voyage' écrits par des étrangers ont été publiés, commentés, critiqués dès le début du XX^e siècle en Serbie, Bulgarie ou Grèce bien avant que la question de l'autre n'intéresse en Occident. L'habitude d'être regardé et décrit de l'extérieur -par une autre communauté ou par ceux qui administrent le pays-, caractérise ce que certains auteurs ont appelé la « pluralité culturelle »²⁵ des Balkans. Il est alors compréhensible que l'auteur balkanique considère comme intéressant ce que l'Occidental écrit de lui. Si des recherches récentes marquées par les études postcoloniales et l'analyse du balkanisme, ont examiné dans quelle mesure le discours de l'autre vient alimenter dans les Balkans le discours sur soi, l'ampleur des malentendus nés de cette différence d'intérêts réciproques -de « cette asymétrie psychique »²⁶-, reste encore à explorer.

²⁴ Marianne Mesnil, « Le rêve oriental ou la place du manque », *Civilisations*, n° 60-2, 2012, p. 23-38.

²⁵ Dževad Karahasan, *Un déménagement*, Paris, Calmann-Lévy, 1994, p.63-64.

²⁶ Selon l'expression utilisée par Pierre Grémion à propos de la relation entre la France et les pays dit 'de l'Est' dans les années 1960-1970 (*Modernisation et progressisme...*, *op. cit.*, p. 108)

1.1. « La découverte » des Balkans (1770-1840)

Pendant longtemps, les voyageurs ou les diplomates occidentaux amenés à traverser la péninsule balkanique, ne prêtaient que peu d'attention aux populations locales ou aux histoires particulières. Ils avaient le sentiment de traverser une unité : celle de l'Empire ottoman. C'est cette réalité là –à l'exception du passé antique- qui retenait leur attention. De plus, dans la France épargnée par le danger turc de par sa position géographique, l'admiration pour l'Empire ottoman comme puissance a longtemps été forte, d'autant plus que, depuis le règne de François I^{er} jusqu'au début du XIX^e siècle, la France a presque toujours été l'alliée de la Turquie contre l'Autriche et la Russie. Dès le XV^e siècle et longtemps après, le pragmatisme a régné chez les observateurs mandatés par le pouvoir français : l'Empire ottoman était la puissance dominante de la zone, sa présence ne pouvait être que le fruit du destin, ou plus tard de la 'raison historique'. L'historien roumain Nicolae Iorga a bien saisi cette attitude dans la synthèse qu'il a donnée sur les voyageurs français dans le Sud-Est de l'Europe :

Les Turcs ne sont donc pas si méchants qu'on se l'imagine. Cette vie politique qui s'est fondée sur les bords du Bosphore n'est donc pas un accident destiné à disparaître bientôt. Là-bas, s'est formée une force politique durable et d'autres voyageurs vont maintenant chercher à se rendre compte de l'utilité que cette forme musulmane de la Rome orientale pourra avoir pour la vie diplomatique et militaire de l'Europe occidentale du XVI^e siècle²⁷.

Le changement semble ne se produire qu'à la fin du XVIII^e siècle avec le déclin du pouvoir impérial et le début des affirmations nationales modernes en Grèce, puis en Serbie et dans les provinces roumaines de Moldavie et de Valachie longtemps connues sous le terme de « principautés danubiennes ». Ce tournant qui « [brisait] le caractère unitaire du monde oriental » selon la formule de Iorga²⁸, est l'occasion de réévaluer l'image du Turc. « L'Orient au XVI^e, au XVII^e, et même au XVIII^e siècle, est quelque chose d'unitaire [...] tandis qu'au XIX^e siècle, des faits interviennent qui brisent le caractère unitaire du monde oriental, de sorte qu'on ne peut plus parler de voyages en Orient de la façon dont on en parlait avant le commencement du XIX^e siècle »²⁹. Cependant l'appellation « Turquie d'Europe » reste largement usitée et n'est supplantée par « Balkans » chez les géographes et les diplomates qu'à partir de 1850 et surtout au tournant du XX^e siècle. Si Maria Todorova utilise pour sa part le terme de « découverte » pour qualifier l'attitude des Occidentaux face à la péninsule balkanique

²⁷ N. Iorga, *Les voyageurs français dans l'Orient européen*, Paris, Boivin, J. Gambier, 1928, p. 20.

²⁸ *Ibid.*, cité par M. Todorova, *Imaginaire... op. cit.*, p. 101.

²⁹ *Ibid.*, p. 112.

à partir des années 1770 et tout au long du XIX^e siècle, ce n'est pas pour pointer le manque de connaissances des périodes antérieures, mais pour souligner la transformation qui s'opère : la région commence à être perçue comme une entité géographique et culturelle distincte, et des voyageurs occidentaux aux profils variés publient sur elle des textes touchant un public plus large que dans la période précédente. On peut déjà trouver dans ces textes presque tous les éléments qui vont former par la suite le discours dépréciatif stéréotypé qu'elle a qualifié de « balkanisme »³⁰.

La fin du XVIII^e siècle est aussi le moment où l'Europe de l'Est commence à être perçue comme un ensemble cohérent sous l'influence des philosophes des Lumières, de leur travail de cartographie, d'analyse et de classification³¹. La résistance la plus grande à ce travail viendra de l'Empire ottoman, rétif à coopérer avec les savants occidentaux, contrairement aux souverains russes ou polonais³². D'un autre côté, la littérature, qui commence à s'intéresser à la péninsule balkanique est peu précise sur les territoires car, avec le développement des voyages et du goût de l'ailleurs, ce sont les particularités des peuples qui intéressent : on parle de 'Morlaques', de Dalmates, Monténégrins, d'Illyriens et d' 'Esclavons', sans trop de se préoccuper des différences entre Slaves qui vivent en Autriche-Hongrie ou sous l'Empire ottoman, ni faire beaucoup de cas des différences entre Slaves et non Slaves³³. Même quand ces textes littéraires prétendent à la véracité du document -notamment dans les récits de voyage ou les traductions de textes authentiques-, ils sont la plupart du temps le fruit de l'imagination de personnes qui s'inspirent d'écrits d'autrui, mais ont rarement voyagé personnellement.

Le constat par les Occidentaux du caractère non-homogène du monde ottoman, est contemporain des premiers remous des populations balkaniques pour leur émancipation politique. Il se produit aussi au moment de l'effervescence intellectuelle née avec la Révolution française et en particulier du travail des encyclopédistes puis des idéologues³⁴. Les révoltes des chrétiens de l'Empire ottoman ont pu donc être perçues, surtout après 1820, à l'aune des espoirs déçus de la Révolution.

Deux choses qui sont mises ensemble jusqu'au commencement du XIX^e siècle, dans les préoccupations des voyageurs et dans leurs écrits, se dissocient. Il y a dissociation entre les préoccupations des archéologues, des amateurs de l'antiquité, des hellénistes et tout un mouvement libéral qui, ne pouvant pas se manifester avec énergie, ne pouvant pas conduire une lutte et arriver à une victoire dans les pays même de l'Occident, recherchent un pays de

³⁰ *Ibid.*, p. 103-104.

³¹ L. Wolff, *Inventing...*, *op. cit.*

³² Voir le Robert, *Atlas universel* de 1757 (p. 30), cité par L. Wolff, *Inventing...op. cit.*, p. 148.

³³ Voir P. Sekeruš, *Image des Slaves du sud...*, *op. cit.*

³⁴ Voir Michel Espagne, « Claude Fauriel en quête d'une méthode ou l'Idéologie à l'écoute de l'Allemagne », *Romantisme* n°73, 1991-III-, p. 7-18.

révolution, dans un territoire sur lequel se lève un drapeau de révolte au nom des mêmes droits élémentaires de toute nation³⁵.

Avant la Serbie dans les années 1830³⁶, c'est la Grèce a été l'objet d'une telle admiration dans les années 1820. De 1820 à 1829, l'enthousiasme pour l'insurrection grecque traverse tous les courants politiques français et trouve un écho dans la poésie chez Alfred de Musset, Alfred de Vigny, Victor Hugo ou encore Alphonse de Lamartine. Des comités de secours aux Grecs apparaissent dans l'hexagone, des écrivains accompagnent la mobilisation, Benjamin Constant rédige par exemple un *Appel aux nations chrétiennes en faveur des Grecs*³⁷ et Chateaubriand une *Note sur les Grecs*³⁸. Miodrag Ibrovac note que

l'enthousiasme général pour l'insurrection grecque a trouvé dans la poésie française un écho plus sonore qu'harmonieux. Rarement la politique et la poésie, deux 'sœurs ennemies', ne furent aussi étroitement liées qu'à l'époque de la Restauration³⁹.

Dans le discours sur l'amitié franco-serbe qui se propage pendant la Première Guerre mondiale et juste après, on retrouvera cette admiration pour les révoltes des peuples chrétiens contre le 'joug' ottoman.

Dans le regard des observateurs français, on constate donc tout au long du XIX^e siècle deux tendances contraires ; d'un côté, un indéniable rapprochement : « ces pays qui se détachent de l'Empire ottoman prennent aussitôt un coloris qui n'est plus celui de la tradition orientale »⁴⁰. Ce sont alors les éléments « occidentaux » de ces cultures qui sont perçus et en particulier ceux qui les rattachent à la chrétienté. Après 1860, la Turquie elle-même qui se modernise et se transforme, devient moins orientale. De l'autre, une (nouvelle) forme de mise à distance apparaît : le romantisme littéraire et sa quête d'ailleurs intègre le Slave du Sud, avec ses figures hautes en couleur comme le *haïdouk* (le brigand épris de liberté), « l'Ouscosque »⁴¹, le « Morlaque », l'Illyrien, le Dalmate ou le Monténégrin dans son répertoire de figures exotiques qui, au fil du siècle, figent les stéréotypes.

Une polarisation s'organise donc entre le regard dépréciatif porté sur des populations jugées encore sous-développées et qui alimente chez les voyageurs l'idée de leur propre mission civilisatrice, et la sympathie pour l'émancipation des peuples du féodalisme. « Le mélange de romantisme et de *Realpolitik* propre au XIX^e siècle eut pour effet de polariser les

³⁵ N. Iorga, *Les voyageurs...*, op. cit., p. 113.

³⁶ Voir par ex. Alphonse de la Martine, *Voyage en Orient*, Honoré Champion, 2000 [1^{ère} éd. 1835].

³⁷ Benjamin Constant, *Appel aux nations chrétiennes en faveur des Grecs*, Paris, Treutel et Würtz, 1825.

³⁸ François-René de Chateaubriand, *Note sur les Grecs*, Paris, Lenormant père, 1825.

³⁹ M. Ibrovac, *Claude Fauriel...*, op. cit., p. 40.

⁴⁰ M. Todorova, *Imaginaire ...*, op. cit., p. 114.

⁴¹ Georges Sand, *L'Uscosque*, 1838.

attitudes entre un militantisme fervent en faveur de ces peuples et leur diabolisation »⁴². En réalité, cette sympathie reste bien souvent abstraite, car elle n'est que peu liée à un vrai besoin de connaissance, alors même que règne une forte ambivalence sur la figure de l'autochtone, 'bon sauvage' dans une perspective rousseauiste, ou barbare à civiliser. Le mouvement de balancier avec ces enthousiasmes et déceptions qui traverse le XIX^e siècle et au-delà, participe d'un héritage encore sensible à la fin du XX^e siècle.

Dans les pas de la poussée napoléonienne en Orient : l'exploration des Balkans à l'époque des Provinces illyriennes (1809-1813)

Concrètement, les voyages dans les Balkans sont plein d'épreuves : le relief accidenté, combiné à l'absence de routes dans une périphérie de l'Empire, l'hostilité des autorités et des populations, tout concorde à créer l'image de territoires difficilement pénétrables. Contrairement aux Vénitiens, aux Allemands ou aux habitants de l'Empire des Habsbourg qui sont en contact avec les réalités balkaniques concrètes, par le commerce et la guerre, du fait de leur voisinage (leurs voyageurs sont parfois eux-mêmes des Slaves), les Français comme les Anglais se trouvent assez éloignés de l'Empire ottoman. Il est alors compréhensible que les écrits sur ces pays soient en premier lieu le fait de voyageurs missionnés par le gouvernement : des diplomates, des militaires et quelques érudits, les grandes missions scientifiques ne s'organisant qu'après 1850. C'est surtout à l'époque des Provinces illyriennes (1809-1813) et juste avant, que les Français auront la possibilité de voyager dans la péninsule balkanique. Leurs écrits seront repris, copiés, réutilisés par les savants, les politiques, les littérateurs pendant tout le XIX^e siècle, en particulier par les écrivains qui y mêleront des emprunts à la littérature antique. Au début du XIX^e siècle, ces voyageurs, dont les écrits ont été rapidement publiés sous forme d'ouvrages, touchent donc en France un public plus large que les seuls commanditaires de leurs rapports administratifs, commerciaux ou diplomatiques.

[Ils] remplissent donc le même office que plus tard les journalistes : ils sont des formateurs de l'opinion publique, tout en exprimant les goûts et préjugés dominants de leur époque [...] par ailleurs on trouve dans les relations de cette époque presque tous les éléments composant le stéréotype actuel⁴³.

Depuis la fin du XIX^e siècle, des ouvrages publiés dans les pays balkaniques analysent ces textes des voyageurs et des écrivains occidentaux. Même s'ils notent la part de

⁴² M. Todorova, *Imaginaire... op. cit.*, p. 101.

⁴³ *Ibid.*, p. 104.

généralisation, d'exagération, voire d'erreur et d'amalgame qu'ils comportent, leurs auteurs considèrent en général ces récits occidentaux comme des sources précieuses. « C'est pour cela que les historiens yougoslaves les ont publiés ou réimprimés, exploités ou leur ont rendu hommage »⁴⁴, écrit par exemple Midhat Šamić à propos des écrits des voyageurs français en Bosnie-Herzégovine. La consécration littéraire de cet intérêt, on la trouve chez Ivo Andrić, romancier yougoslave et prix Nobel de littérature en 1961, lui-même diplomate, dont un des romans les plus connus -*La Chronique de Travnik*⁴⁵- s'inspire directement des sources diplomatiques laissées par Pierre David, qui fut consul de France dans cette petite ville de Bosnie devenue capitale administrative provinciale⁴⁶.

Concernant les facteurs influençant l'intérêt des Français pour la région, Šamić mentionne les opportunités économiques et commerciales qui s'offrent à la France au moment de la poussée napoléonienne en Orient et qui se doublent d'un intérêt politique : accroître l'influence française sur la Bosnie-Herzégovine alors sous contrôle turc. L'intérêt est encore plus vif après 1805 avec la prise par Napoléon de l'Istrie et de la Dalmatie qui deviennent les Provinces illyriennes, territoire agrandi -après la victoire de Wagram en 1809- de la Carinthie, la Carniole, du comté de Gorice Gradiška, de Trieste et de l'Istrie autrichienne, d'une partie de la Croatie avec la ville de Rijeka ainsi que de la 'Croatie militaire'. L'Illyrie avec comme capitale Ljubljana, mitoyenne de la Bosnie, de l'Herzégovine, du Monténégro, est pour Napoléon une ouverture magistrale sur la péninsule balkanique. Si le but de Napoléon n'était pas explicitement d'éveiller le sentiment national des Slaves, la création des Provinces illyriennes y a objectivement contribué.

Le sentiment national des Illyriens, jusqu'alors passif, entre pour la première fois dans la politique, très vaguement et comme un épisode, mais un épisode qui n'est pas sans importance pour l'avenir et les Français de l'Empire qui, les premiers, ont réfléchi sur la question de la langue et de l'illyrisme comme sur une question politique, suivent à cet égard, sans en avoir eux-mêmes conscience, la tradition de la Révolution⁴⁷.

Dans l'historiographie serbe, on se souvient que Napoléon poursuivant la politique traditionnelle d'alliance avec la Turquie, fut très dur avec l'insurrection menée par Karageorges, écrasée en 1813. Dans la mémoire française, l'épisode napoléonien est largement occulté, alors même que l'héritage de l'Empire -en tant que continuité historique- a été considérable pour la République. L'aventure des Provinces illyriennes a aussi été oubliée, alors

⁴⁴ M. Šamić, *Les voyageurs français en Bosnie...*, op. cit., p. 54.

⁴⁵ Ivo Andrić, *La Chronique de Travnik*, Paris, Belfond 1998 [1^{er} éd. originale 1945].

⁴⁶ M. Šamić, *Les sources historiques et la valeur documentaire de la Chronique de Travnik de Ivo Andrić. Contribution à l'étude des sources de la littérature yougoslave*, thèse complémentaire pour le doctorat es-Lettres, faculté des Lettres de l'Université de Paris, 1957.

⁴⁷ M. Šamić, *Les voyageurs français en Bosnie...*, op. cit., p. 66.

qu'elle a été un moment de contact direct précieux entre la France et des peuples, au moment où se formulent les premières revendications nationales modernes. On peut même se demander quel est le rapport entre le soutien de l'Empire français aux langues locales pour miner la puissance d'un empire étranger et, à la même époque, la politique linguistique unitaire dans la construction nationale de la France. Dans les territoires concernés, le bilan de cette occupation a été réévalué plusieurs fois. En 1960, Midhat Šamić le considère comme positif malgré les mécontentements que la politique réformatrice -en particulier l'impôt, la conscription et la politique religieuse- a suscité parmi les élites du pays.

La péninsule balkanique est traversée par plusieurs routes qui mènent à Constantinople et vers l'Orient et sont empruntées par des militaires, des diplomates, des voyageurs et plus tard des journalistes et correspondants de guerre. La réalité rapportée en Occident a donc souvent été vue depuis ces routes. Il en existe deux principales : celle du nord qui va de Ljubljana à Agram (Zagreb), puis Belgrade, Nich (Niš), Bitola, Thessalonique et celle qui permet de rejoindre Raguse (Dubrovnik) à la Mer Noire en passant par Mostar, Sarajevo, Višegrad, Nich (Niš), Sofia, Istanbul. Ainsi, la réalité concrète de la traversée, du passage, ne peut manquer d'influer sur la vision d'une région qui serait un 'pont entre l'Orient et l'Occident', une métaphore particulièrement tenace dans le langage journalistique jusqu'à aujourd'hui.

Après la Révolution de 1789, le gouvernement français a d'abord cherché à rassurer les autorités ottomanes sur les intentions de la République et a missionné des émissaires politiques. Leur chemin principal a pour point de départ Raguse et traverse la péninsule pour rejoindre Constantinople. Un peu plus tard, au temps du Consulat général de Travnik (1807-1815), les conditions d'appréhension de cette région par les Français ont changé et influencent de façon décisive la vision réciproque : la présence française sur la côte proche de l'Empire ottoman effraie à peu près tous les groupes en Bosnie, les Turcs et la classe dirigeante autant que les communautés qui constituent la *raja*, les Juifs peut-être exceptés⁴⁸. L'hostilité des populations et des autorités est donc sensible et se combine aux conditions difficiles du voyage (brigandage, problèmes de langue, absence d'auberge, de chevaux, mauvais état des routes) et au caractère contraint du voyage lui-même, pour les professionnels missionnés.

Ces derniers sont alors souvent en proie aux enchantements et désenchantements de leurs pérégrinations. Ainsi en est-il des villes dont le caractère pittoresque s'efface lorsque l'on s'approche, car de près la misère, la crasse, le désordre prennent le dessus. Ces contrastes sont souvent interprétés par les voyageurs comme une des caractéristiques du pays et de ces habitants. Selon le diplomate Leclerc,

⁴⁸ *Ibid.*, p. 177. La *re'aya* ou *raja*, désignant les producteurs, essentiellement les paysans et artisans, par opposition à l'armée et au personnel d'État.

[Sarajevo] forme une espèce de république sans chef, sans gouvernement fixe, où personne ne commande, ou personne n'obéit, mais où chacun s'accorde à méconnaître l'autorité du Pacha qui n'ose pas même donner des ordres dans le territoire dont elle est le chef-lieu⁴⁹.

L'intérêt se focalise surtout sur la vie politique, économique et sociale. La mauvaise administration et les difficultés de gouvernance de l'Empire, la cruauté des punitions, l'anarchie en sont des motifs récurrents. Le consul Pierre David, très dur envers cette contrée sauvage où il se sent mal accueilli, parle du « peuple ignorant, ombrageux, farouche, barbare, sauvage » et se complait en « lamentations continuelles sur la Bosnie et les Bosniaques, ses jérémiades sur la vie dans leur pays et parmi eux »⁵⁰. Dans le roman qu'Ivo Andrić consacre au Travnik de cette période, ce personnage acquiert une dimension humaine complète : son séjour dans les terres hostiles de Bosnie relève autant de l'épopée historique que de la tragédie personnelle, celle d'un diplomate qui tente de se faire comprendre des populations locales et de Paris et se réfugie dans l'écriture de vers malheureusement académiques.

Le rêve d'émancipation et la découverte de la poésie populaire

Sous la Restauration puis le Second Empire, le goût de l'ailleurs et l'exotisme viennent compenser le sentiment d'étouffement que suscite une vie sociale conservatrice. C'est surtout durant cette période que les écrivains qui accomplissent le voyage à Jérusalem, traversent la péninsule balkanique ou bien l'imaginent à l'aide d'une littérature antérieure (celle de l'épopée napoléonienne autant que la littérature antique) tout en empruntant la route maritime : c'est le cas de François-René de Chateaubriand, Alphonse de Lamartine, Gérard de Nerval puis de Gustave Flaubert, pour ne citer que les auteurs plus illustres.

Avant que la Grèce insurgée ne suscite l'enthousiasme de toute une génération d'écrivains dans les années 1820 et que la poésie populaire grecque ne soit introduite par le linguiste et historien Claude Fauriel en 1825, un imaginaire littéraire sur les Balkans s'était développé, à partir notamment des traductions des écrits de l'Abbé vénitien Fortis. Ils transmettent une vision exotisée de la région, notamment par le choix d'exemples pris dans les mœurs les plus éloignées de la culture urbaine occidentale. Ainsi, dans son *Viaggio in*

⁴⁹ *Ibid.*, p. 200.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 115.

*Dalmazia*⁵¹, ouvrage qui, bien que controversé à Venise, fut immédiatement traduit en français, en anglais et en allemand, Fortis décrit les mœurs de ceux qu'il appelle les Morlaques, habitants des régions reculées des montagnes dalmates. Il se garde bien de décrire les habitudes des populations des villes côtières, dont les mœurs auraient été plus proches de leurs voisins vénitiens que de « Tartares imaginaires »⁵², une comparaison que font aussi Herder et Voltaire, qui, du reste, s'appuient sur Fortis⁵³. Ce choix du détail qui éloigne va de pair avec la conception, assez généralisée à l'époque, d'une unification ethnique de l'Europe de l'Est, peuplée « par l'émigration de tribus variées de Slaves, qui sous le nom de Scythes, Getes, Goths, Huns, Slavini, Croates, Avars et Vandales, submergèrent les Provinces romaines »⁵⁴. Cette anthropologie des Slaves est aussi inspirée par l'histoire antique, réinterprétée par l'archéologie, qui se développe justement au début du XIX^e siècle et « informe largement la perspective des Lumières sur le barbarisme dans l'Europe orientale »⁵⁵.

Fortis a par exemple influencé l'anglo-italienne Justine Wynne, dont le roman *Les Morlaques* publié en français à Venise en 1788, connut un grand succès en France, où elle inspirera entre autres Madame de Staël et toute une série d'écrivains populaires⁵⁶. Sans aucune observation directe, puisant ses sources, comme elle l'affirme elle-même, dans le *Voyage en Dalmatie* de l'Abbé Fortis et dans les témoignages recueillis auprès de voyageurs et d'immigrés slaves à Venise, elle n'en a pas moins l'ambition de mettre son lecteur « au fait des mœurs et usages de la nation d'une manière plus sensible que la relation froide et méthodique d'un voyageur »⁵⁷, tout en ayant sur la dite nation des idées assez arrêtées. L'impact de Fortis a été important partout, y compris en Allemagne, en particulier du fait de l'attention de l'auteur aux chants populaires dalmates. Goethe s'en inspira pour *Aus dem Morlackischen* (1775) ainsi que Herder dans ses *Volsklieder*. Mais la publication en 1814 à Vienne de la poésie populaire des Slaves du Sud (en « slavo-serbe ») par Vuk Karadžić⁵⁸, éclipse Fortis aux yeux des écrivains allemands du début du XIX^e siècle, qui voient dans les poèmes publiés par le Serbe, une plus grande authenticité⁵⁹.

L'autre source d'inspiration est 'l'Illyrie' découverte à l'époque napoléonienne. Charles Nodier, qui séjourne brièvement à Ljubljana comme directeur de la rédaction en français du

⁵¹ Dell'abate Alberto Fortis, *Viaggio in Dalmazia*, Venezia, Press Alvisè Milocco, 1774.

⁵² L. Wolff, *Inventing...*, op. cit., p. 318.

⁵³ « J'ai vu des costumes, de la poésie, de la musique et des habitations comme ceux des Tartares qui peuvent se trouver en Sibérie » écrit Voltaire dans son *Essais sur les Mœurs*, cité par L. Wolff, *ibid.*, p. 319.

⁵⁴ Fortis cité par L. Wolff, *ibid.*

⁵⁵ L. Wolff, *ibid.*, p. 320.

⁵⁶ R. Maixner, « Traductions et imitations du roman *Les Morlaques* », *Revue des études slaves*, tome 32, fasc. 1-4, 1955.

⁵⁷ J. Wynne, *Les Morlaques*, « sujet de l'ouvrage », *ibid.*, p. 66.

⁵⁸ Vuk Karadžić, *Mala prstonarodna slaveno-serbska pjesnarica*, Vienne, 1814.

⁵⁹ L. Wolff, *Inventing...*, op. cit., p. 325-327.

journal *Le Télégraphe officiel des Provinces illyriennes*, est l'auteur de nombreux romans situés dans une Illyrie imaginaire, comme *Jean Sbogar*, publié sans nom d'auteur en 1818 qui met en scène un brigand philosophe qu'il a plutôt emprunté aux *Brigands* de Schiller qu'à l'Illyrie⁶⁰. Cet imaginaire influencé par le romantisme et l'ossianisme⁶¹, accumule et répète des figures stéréotypées.

On y trouve

les heiduques et les ouscoques, les vampires et le mauvais oeil, les barbares et les sauvages, le vieux barbe et son instrument *guzla*, les *pobratimes*, l'enlèvement des filles, les plats caractéristiques, l'eau de vie de prune *raki*, certains morceaux de vêtement *opanke*, ou d'armement *hanžar*⁶².

Ce sont autant d'éléments qui viennent peupler un réservoir d'images, bien éloigné de toute observation des pays réels.

Avec Claude Fauriel et l'introduction des chants populaires en France vers 1825, l'imaginaire s'enrichit sensiblement d'histoires et de mythes. De plus, une nouvelle source de fascination pour la péninsule s'affirme : la voix authentique de ses peuples. Chez Fauriel, et en particulier dans ses *Chants populaires de la Grèce moderne*⁶³, les littérateurs français puisent leurs images de la Grèce qui alimentent leur philhellénisme. Fauriel, collecteur et traducteur des chants grecs, en contact, comme Vuk Karadžić, avec Jacob Grimm et le monde intellectuel germanique⁶⁴, est un des introducteurs en France de l'étude de la poésie populaire et des chants nationaux, y compris les chants slaves (russes, serbes et autres), souvent par le biais de traductions allemandes⁶⁵.

Peu intéressés par les expressions populaires de leur propre pays, les écrivains français témoignent alors d'un véritable engouement pour les chants populaires balkaniques. « C'est à croire en effet, qu'à la veille de la grande bataille romantique, la poésie populaire 'ne plaisait en France qu'à condition d'être étrangère' »⁶⁶. Avant de toucher Paris, la découverte des chants populaires des Balkans était passée par Vienne et Berlin, suivant les voies du cosmopolitisme romantique et s'appuyant sur l'œuvre pionnière des philologues slaves Jernej (Bartolemy)

⁶⁰ P. Sekeruš, *Image des Slaves du sud...*, *op cit.*, p. 44.

⁶¹ Mouvement poétique, pré-romantique exaltant la poésie populaire.

⁶² P. Sekeruš, *op. cit.* p.58.

⁶³ Claude Fauriel, *Chants populaires de la Grèce moderne*, tome 1^{er} *Chants historiques*, Firmin Didot, Père et fils, 1824.

⁶⁴ M. Espagne, « Claude Fauriel en quête d'une méthode ou l'Idéologie à l'écoute de l'Allemagne », *Romantisme* n°73, 1991-III- p 7-18 et André Mazon, « Claude Fauriel et les poèmes prétendus anciens de Russie et de Bohème », *Revue des études slaves*, tome 21, fasc.1-4, 1944.

⁶⁵ En 1831-1832, il donne une série de onze leçons consacrées aux chants grecs et serbes (ces derniers qu'il a lus en traduction allemande, voir M. Espagne, « Claude Fauriel..., *art. cit.*). Ces cours ont été republiés avec une analyse approfondie en 1968 par M. Ibrovac, in *Claude Fauriel et la fortune européenne...*, *op. cit.*

⁶⁶ *Ibid.*, p. 25.

Kopitar (1780-1844) et Vuk Karadžić (1787-1864) et des Allemands Jacob Grimm et Goethe⁶⁷. C'est à Vienne que se croisent notamment les collecteurs de contes populaires de toute l'Europe. C'est à Vienne, après Prague et le travail de Josef Dobrovský (1753-1829) que débute la philologie slave. Mais pour les chants grecs, l'œuvre de Fauriel fera figure de pionnière, y compris en Allemagne et en Autriche. Fauriel, fondateur d'une nouvelle discipline dans l'université française -les littératures étrangères-, sera un passeur principal entre les idéologues français et le monde germanique au niveau de la théorie du langage et de la philologie. Il transpose ainsi les recherches comparatistes sur les langues à l'étude des littératures et s'en sert pour élaborer des théories sur le devenir des cultures⁶⁸.

Dans ces chants, les écrivains français ont le sentiment de trouver la vérité d'histoires aptes à toucher le lecteur, puisqu'il s'agit de textes pour lesquels « aucun art n'a présidé à leur composition »⁶⁹. La poésie apparaît comme « l'effusion spontanée du génie populaire »⁷⁰. « C'est cet espèce de contraste ou de disproportion entre la simplicité du moyen et la plénitude de l'effet qui font le charme principale d'une telle composition »⁷¹. Cet art, selon Fauriel rappelle bien sûr l'art des rhapsodes de la Grèce antique, il fournit donc un lien vivant avec l'Antiquité⁷². L'autre attrait de ces chants, selon Fauriel et ses disciples, est que la poésie populaire est la preuve de la dignité et des capacités intellectuelles des peuples insurgés.

S'ils recouvrent leur indépendance, si le jour vient où ils pourront cultiver en paix les rares facultés que leur a données la nature, tout autorise l'espérance qu'ils auront bientôt atteint, et peut-être devancé en civilisation les autres peuples de l'Europe [...] L'Europe leur sera reconnaissante de tout ce qu'ils auront fait pour les conserver, et eux-mêmes ils seront charmés un jour de pouvoir rapprocher des productions d'une poésie savante et cultivée, ces simples monuments du génie, de l'histoire et des mœurs⁷³.

Miodrag Ibrovac, spécialiste de littérature française, ancien combattant de la guerre de 1914, professeur yougoslave invité en France dans les années 1920, explique encore dans les années 1960 que les chants populaires grecs et serbes sont l'expression de peuples en lutte « également opprimés et avides de libertés », qu'il forment un vocabulaire à disposition pour exprimer leur lutte et qu'ils sont ainsi perçus en France et en Europe :

⁶⁷ *Ibid.*, p. 71.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 15.

⁶⁹ C. Fauriel, *Chants...* T.1, préliminaires, p. cxxv.

⁷⁰ *Ibid.*, p. lxxxix.

⁷¹ *Ibid.*, p. cxxvj.

⁷² *Ibid.*, p. xcij.

⁷³ *Ibid.*, p. cxliv.

Toutes les fois que des événements attiraient sur Balkans l'attention de la France et de l'Europe, le souvenir de ces chants émergeait d'un oubli provisoire pour apporter au conflit la voix du passé, celle des héros qui l'incarnent⁷⁴.

Les chants populaires suscitent donc l'intérêt des savants occidentaux qui collectent et traduisent ce matériel, sur lequel s'appuie la nouvelle science philologique qui se penche sur l'origine des langues et des cultures. Ils font l'objet d'un processus similaire dans la péninsule balkanique ; ils y sont également collectés, (ré)écrits et donc interprétés par des intellectuels, linguistiques, écrivains, poètes et promoteurs d'une nouvelle culture nationale, en particulier par Vuk Karadžić, Jernej Kopitar et Petar Petrović Njegoš pour les chants sud slaves, et par des émigrés grecs à Paris pour les chants grecs qui seront ensuite traduits par Fauriel en français⁷⁵. L'oralité supposée de ces chants n'exclut pas le fait qu'ils aient pu être écrits et donc inscrits dans une tradition écrite avant cette période, mais en prétendant les découvrir, leurs promoteurs occidentaux comme balkaniques, les présentent comme les voix de peuples appelés à devenir des nations⁷⁶. Nous reviendrons plus loin sur l'héritage des usages de la poésie populaire.

Dans ce corpus, les lecteurs français s'intéressent particulièrement aux vers de la bataille de Kosovo Polje (juin 1389), restée dans la mémoire comme la défaite marquante des armées chrétiennes ouvrant la voie à l'avancée décisive des Ottomans en Europe. Ce sont des vers qui frappent par le caractère vivant de la mémoire qu'ils véhiculent :

Sous une forme rapide et saisissante, sortie des entrailles même de la nation sous une forme pleine de simplicité et de grandeur, que cette simplicité et cette grandeur même rendent accessible à tous, le souvenir de la bataille de Kossovo s'est conservé jusqu'à nos jours chez les Serbes depuis le Danube jusqu'à la mer Adriatique, aussi vivant, aussi frais, aussi poignant que si le désastre avait eu lieu hier⁷⁷.

L'appartenance de la poésie populaire au patrimoine commun de peuples slaves concurrents -serbes et croates en particulier- ou encore l'épineuse question des frontières des littératures sont débattues dans les pays concernés⁷⁸. Mais la réception française à partir des

⁷⁴ M. Ibrovac, *Claude Fauriel... op. cit.*, p. 8.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 115. Voir aussi le chant que traduit l'Abbé Fortis en italien dans son *Saggio d'Osservazioni sopra l'isola di Cherso ed osero*, Venezia, 1771, « Canto di Milos Cobilich e di Vuko Brancovich » qu'il présente comme chant morlaque a en fait un auteur (kačić-Miošić), *ibid.*, p. 257.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 253. Voir aussi la généalogie minutieuse du motif de la bataille de Kosovo Polje dans la poésie et les textes du Moyen Âge au XIX^e siècle que fait Miodrag Popović (*Kosovo, histoire d'un mythe. Essai d'archéologie littéraire*. Paris, Non lieu, 2010 [1976]); même en Slovénie, l'ethnologie et l'étude des chants dit « illyriens » ont joué un rôle essentiel dans le réveil national slovène et la conscience nationale slovène dans le cadre de la Yougoslavie, jusqu'à la constitution d'une anthropologie critique (Rajko Muršič, « Introduction. Qu'est-ce que la Slovénie ? », *Ethnologie française*, 2012/2 avril 2012, p. 197-208).

⁷⁷ Adolphe d'Avril, *La bataille de Kossovo. Rhapsodie serbe*, Paris, Librairie du Luxembourg, 1867, p. 5.

⁷⁸ Miodrag Ibrovac explique par exemple : « cette poésie populaire, prise dans son ensemble est le patrimoine commun des Serbes et des Croates. Mais cela ne veut pas dire qu'on pourrait y distinguer deux branches quelconques, encore moins deux dialectes. Tout au plus pourrait-on en rattacher certains chants à la province d'origine du *guslar*. Les chants historiques sont généralement serbes ; une partie, notamment ceux sur les

années 1830, a tendance à gommer cet aspect et pour les Slaves du Sud, c'est surtout la poésie 'serve' puis 'serbe' qui est mentionnée.

Il y a aussi une ambiguïté sur le travail de collecteur de chants populaires. Des études sur la réception de Vuk Karadžić en France ont montré qu'il y est souvent présenté comme l'auteur des chants. La transmission orale ferait donc les frais d'« obstacles idéologiques pour des Français qui, malgré le triomphe apparent de l'école romantique, restaient largement fidèles aux traditions des Lumières »⁷⁹ et conçoivent l'auteur comme le seul demiurge. Le combat de Vuk (comme on l'appelle dans son pays), pour l'adoption de la langue populaire, la simplification de l'alphabet et le fait « d'écrire comme on parle » sont des combats étrangers au rapport des Français à la langue. Malgré la progression de la connaissance des Slaves du Sud, on peut supposer que cette erreur initiale dans la compréhension des travaux du linguiste, figure majeure de l'histoire culturelle serbe et yougoslave, a eu des conséquences sur la perception de la culture populaire balkanique en France.

À partir du milieu des années 1820, la littérature française continue d'enrichir l'imaginaire sur la péninsule, mais en brodant de plus en plus à partir de sources secondaires. Les littérateurs français qui évoquent les Balkans s'inspirent alors principalement des textes des voyageurs (diplomates et érudits) de la période napoléonienne, de la littérature antique et des traductions de chants populaires, en particulier les chants grecs. L'œuvre du jeune Prosper Mérimée, *La guzla ou choix de poésies illyriennes recueillies dans la Dalmatie, la Bosnie, la Croatie et l'Herzégovine* (1827), est un exemple particulièrement frappant de ce phénomène. La postérité de cet ouvrage a été considérable jusqu'à nos jours. Désireux de voyager dans cette région mais n'en ayant pas les moyens, Mérimée publie un recueil d'histoires qu'il fait passer pour d'authentiques poésies morlaques. Sur vingt-huit chants, seulement deux sont inspirés de chants épiques sud slaves : *La femme d'Hasagana [Hasaganica]* et *La chanson sur Milosh Kobilich*. Les autres sont imaginés par l'auteur qui trouve sa couleur locale balkanique dans les écrits de Fortis, Chaumette des Fossés et Charles Nodier⁸⁰. Ce processus de compilation véhicule les stéréotypes, mais perpétue aussi le cadre général dans lequel est appréhendée la

uscoques, sont communs aux Serbes et aux Croates. Nous leur gardons le nom sous lequel ils ont acquis leur renommée européenne, celui que leur donna Vuk et qu'adopta le grand philologue croate Jagić » (*Claude Fauriel, op. cit.*, p. 253, note 1).

⁷⁹ Michel Aubin, « La réception de Vuk Karadzic en France », in *Vuk Stef. Karadzic*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1988, p. 155.

⁸⁰ La réception française de l'ouvrage de Mérimée a été bien étudiée par les spécialistes serbes et yougoslaves. Voir la thèse de doctorat de Voyslav Yovanovitch, *La « Guzla de Prosper Mérimée ». Étude d'histoire romantique*, Paris, Hachette, 1911, puis M. Šamić, *Les voyageurs... op. cit.*, p. 130-132 et P. Sekeruš, *Image des Slaves du Sud...*, *op. cit.*, p. 60-68. M. Ibrovac écrit même que « à part quelques suggestions de l'abbé Fortis, de Chaumette-des Fossés, de Nodier, de Fauriel, Mérimée s'est inspiré de toutes sortes de modèles sauf de la poésie populaire serbe : du drame chinois Tchao-Chi-Cou-El, aussi bien que de l'*Enfer* de Dante et de l'*Idylle* de Théocrite », *Claude Fauriel, ...op. cit.*, p. 268.

région. Plus que de s'inspirer de la poésie populaire balkanique et avant même que sa connaissance en soit réellement répandue, la littérature en mystifie des figures, travestissant une réalité sous une fausse couleur locale⁸¹.

Un autre exemple significatif de ce processus est visible dans la composition et la fortune du *Voyage en Orient* de Lamartine. Ce récit qui aura une influence importante sur l'opinion française contre la politique pro-ottomane du gouvernement de Louis Philippe et en faveur de la liberté des peuples opprimés⁸², tient plus des écrits antérieurs que des choses vues par l'auteur. La compilation y concerne particulièrement les passages sur la péninsule balkanique que l'auteur n'a pas traversée, comme le raconte celui qui fut son secrétaire pendant son second voyage (1949), le géographe Guillaume Lejean.

Je suis à Smyrne [...], voici 40 pages. Puis, je m'embarque. J'ai du loisir sur le pont du navire : voulez-vous que je vous raconte le règne de Mahmoud ? Résumez-moi cela dans Jouassin (30 pages) et ajoutez-y le livre turc traduit par Perceval sur les janissaires (60 pages). [...] Voulez-vous lire l'histoire de Timour ? Copiez-moi ça dans Hammer (110 pages). J'arrive à Athènes (ici 20 pages de vrai Lamartine : il est temps)⁸³.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la Turquie d'Europe est donc toujours un territoire difficilement pénétrable dont la connaissance en France n'est que partielle et souvent de seconde main, la méconnaissance des langues empêchant le contact direct avec les populations qui passent souvent pour des sortes de sauvages de la proximité. À propos de l'opéra de Gérard de Nerval, *Les Monténégrins*, Hector Berlioz écrit en 1849 dans le *Journal des débats* :

L'action a lieu dans ces terribles montagnes des bords de l'Adriatique, où les hommes passent pour être sombres et durs comme le rocher qu'ils habitent, marchent toujours armés, exécutent tout ce qui est étranger, et s'entretiennent pour s'entretenir la main quand personne ne vient des pays voisins leur fournir l'occasion d'exercer leur talents sur le poignard et la carabine⁸⁴.

La sympathie qui s'éveille pourtant pour la cause des peuples sous le joug des Empires féodaux, tout comme les stéréotypes négatifs, se propagent par une littérature qui cultive le goût de l'ailleurs et rencontre parfois un public populaire en France⁸⁵.

⁸¹ M. Ibrovac, *Claude Fauriel...*, *op. cit.*, p. 269.

⁸² Voir M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.*, p. 125.

⁸³ Extrait de la correspondance de G. Lejean, lettre du 11 novembre 1852, citée par Marie-Thérèse Lorain, in G. Lejean, *Voyages dans les Balkans, 1857-1870*, textes édités et présentés par M.-T. Lorain et Bernard Lory, Paris, Non lieu, 2011, p. 27.

⁸⁴ Cité par P. Sekeruš, *Image des Slaves du sud...*, *op. cit.*, p. 174.

⁸⁵ Voir par exemple le cas du roman *Sous le Joug*, de l'écrivain bulgare Ivan Vazov (1850-1921), dont l'action se situe à la veille et au moment de l'insurrection d'Avril (1876). Rédigé entre 1888 et 1889, il a pris dès sa parution une place de choix dans la littérature nationale bulgare. Treize extraits ont été publiés en traduction dans le journal français *Le Temps* en 1897. Quelques mois plus tard, une autre traduction intégrale a paru aux éditions Flammarion avec une préface de Louis Leger. Trois autres traductions françaises ont encore vu le jour jusqu'à la dernière parue en 2007, voir B. Lory, « préface », in Ivan Vazov, *Sous le joug*, Paris, Fayard, 2007, p. VI-VIII.

Certains stéréotypes, éléments du futur discours balkaniste, tel que l'a défini Maria Todorova, sont-ils en place dès cette époque ? Certes la figure du Balkanique est déjà établie : il s'agit d'un individu frustré, violent, armé, lié à l'Orient, imprégné de superstitions, vivant dans la poésie épique. Cette image est cependant encore impressionniste et comporte aussi des éléments positifs : d'un côté les attributs qui vont de pair avec la simplicité, à l'opposé de la corruption de la civilisation, c'est-à-dire l'honneur, l'honnêteté, la droiture, la franchise, et de l'autre, ceux qui sont liés à la lutte contre le joug ottoman et pour la liberté. Mais surtout le stéréotype ne fonctionne pas encore comme un discours articulé au service d'une politique impérialiste, même si certains ont pu considérer que cette « philosophie géographique » [*geographic philosophy*] qui naît avec les Lumières, et s'enrichit avec le romantisme, s'était déjà transformée en « cartographie militaire » [*military mapping*] au moment de la poussée napoléonienne dans les Balkans et en Orient⁸⁶.

On peut donc distinguer deux processus parallèles dans les premières années du XIX^e siècle : d'un côté, s'élabore sur le monde balkanique un imaginaire exotisant, assez déterritorialisé et producteur de stéréotypes. De l'autre, l'intérêt pour les peuples s'éveille via une poésie populaire, reconstituée aussi sous l'influence de l'ossianisme et du romantisme, à un moment où cette poésie devient la forme concrète dans laquelle s'inscrivent les renaissances nationales balkaniques. C'est là un élément déterminant pour notre recherche : le populaire s'installe dans la perception française comme une caractéristique des Balkaniques, alors même qu'il est refoulé dans la culture individualiste et universalisante de l'hexagone. « La renommée européenne des chants balkaniques », comme la caractérise M. Ibrovac, est aussi la production d'une folklorisation de la culture balkanique dont les traces sont présentes jusqu'à aujourd'hui. « Cela a laissé des traces si profondes que malgré l'abandon presque total de la pensée évolutionniste dans l'historiographie occidentale, les Balkans continuent à faire figure de *Volksmuseum* »⁸⁷. Il y a donc une tension entre l'attrait pour la magie des chants et la folklorisation, qui en est aussi une banalisation.

⁸⁶ L. Wolff, *Inventing...*, *op. cit.*, p. 7.

⁸⁷ M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.*, p. 191.

1.2. Connaître : naissance des études slaves et premières missions géographiques (1840-1910)

L'idée que la France révolutionnaire a été un modèle pour les mouvements de libération nationale et sociale dans l'Europe balkanique comme ailleurs, imprègne les historiographies nationales des pays de la région depuis le XIX^e siècle. La France, matrice des idées nouvelles, attirerait les élites de toute la péninsule qui viendraient se former à Paris. Même si elle doit être relativisée -les autres capitales européennes comme Vienne, Berlin, Moscou ou Londres sont aussi des lieux importants de formation des élites du Sud-Est européen-, l'attraction française est réelle et plusieurs générations de Balkaniques 'parisiens' formeront des précieux intermédiaires pour le développement de la connaissance de cette région en France. Ils seront particulièrement nombreux côté serbe et roumain au début du XX^e siècle, et encore plus après 1914⁸⁸.

Au milieu du XIX^e siècle, l'élément essentiel qui va structurer les savoirs mais aussi les relations culturelles, intellectuelles et scientifiques entre l'Europe du Sud-Est et la France, est la naissance et le développement des études slaves. On peut fixer le début de leur développement autour de 1840, après l'instauration de la chaire de Littératures d'origine slaves au Collège de France, occupée d'abord par le poète polonais Adam Mickiewicz puis par Cyprien Robert. « Il y a dans la slavistique –plus que dans d'autres disciplines- une forte charge idéologique liée au contexte politique, même si les acteurs s'en défendent », écrit Antoine Marès à propos de la slavistique au XX^e siècle. Cette remarque nous semble juste aussi pour le XIX^e siècle⁸⁹. Ce contexte est d'abord celui de l'Europe post-1848 et de la disparition de la Pologne, puis de l'isolement français après la guerre de 1870-1871, et finalement de la nouvelle alliance franco-russe (1890). Dans ces enjeux, les Balkans occupent une position périphérique. Ils ne sont pas non plus au centre de l'intérêt des savants et de la nouvelle slavistique. En effet, en abordant ces territoires par la slavistique, on comble certes une lacune, mais on fixe en même temps pour les années à venir et d'une certaine façon jusqu'à aujourd'hui, le cadre d'une approche de la région qui exclut les populations non slaves, en particulier les Grecs, les Roumains, les Albanais, les Hongrois et bien sûr les Turcs. Il s'agit d'une approche par la langue et la culture, mais qui prête moins d'attention à la continuité territoriale et s'intéresse d'abord aux nations chrétiennes naissantes. Pour les Balkans, cela aura des conséquences sur l'invisibilité des continuités

⁸⁸ Dušan T., Bataković, *French influence in Serbia 1835-1914: four generations of "Parisians"*, Belgrade, Institute for Balkan Studies, Serb Academy for Sciences and Arts, 2011.

⁸⁹ Antoine Marès, « André Mazon, un slaviste au XX^e siècle. Profil politique d'un savant », *Revue des études slaves*, tome 82, fasc. 1, 2011, p. 71.

historiques byzantines et ottomanes et donc sur l'histoire de la longue durée est-européenne et balkanique qui commence seulement en France à être défrichée⁹⁰.

Les études slaves et les Slaves du Sud

C'est dans les années 1880 que les études slaves prennent leur envol en s'affranchissant du cadre posé par les émigrants polonais et les amateurs éclairés grâce à Louis Leger, qui après avoir étudié plusieurs langues, occupera la chaire de langue et littérature slaves du Collège de France de 1885 à 1923 à la succession d'Alexandre Chodźko. En effet, Leger est le premier à ouvrir la voie à l'expression de la diversité de l'Est européen, alors que la vision française restait jusqu'à la fin du Second Empire largement influencée par une immigration aristocratique polonaise, très présente dans la presse et la sphère politique. Des Polonais, souvent prompts, selon Leger, à dénigrer le panslavisme et à défendre les Autrichiens ou les Turcs, à condition qu'ils s'opposent à la Russie, et à minimiser en France les revendications légitimes des Slaves, soumis à la domination des Empires. Durant cette période pionnière, le professeur d'université est aussi un voyageur, un des premiers Français maîtrisant plusieurs langues de la région, un témoin privilégié de son temps et un ami des intellectuels de l'Est qui, pour un grand nombre, deviendront des hommes politiques de premier plan à la faveur des indépendances en 1919⁹¹.

Leger, grand connaisseur de l'espace slave, a les moyens d'une vraie comparaison. Il n'est pas uniquement un spécialiste de la Russie, contrairement au tropisme que prendront après 1945 les études slaves qui négligeront particulièrement sa composante balkanique. L'évolution de ses positions sur l'Autriche-Hongrie nous donne une indication précieuse sur l'évolution de la vision politique de l'Est européen dans la France de la seconde moitié du XIX^e siècle. En particulier sous l'influence de l'homme politique et grand historien tchèque František Palacký et de son gendre František Ladislav Rieger, il est d'abord partisan du fédéralisme et croit encore en 1878 que la Double Monarchie a un rôle à jouer dans les Balkans contre l'influence russe. Dans ce cadre, il apporte son soutien aux Slaves du Sud⁹², auxquels il propose le nom de

⁹⁰ Nathalie Clayer et Xavier Bougarel, *Les musulmans de l'Europe du Sud-Est. Des Empires aux États balkaniques*, Paris, IISMM-Karthala, 2013.

⁹¹ *Souvenir d'un slavophile (1863-1897)*. Paris, Librairie Hachette, 1905. Leger y relate ses rencontres avec Palacký, Rieger mais aussi avec l'Evêque Strossmayer qui l'invite en 1867 à l'inauguration de l'académie sud slave à Agram (Zagreb) ou encore avec le ministre serbe Ilija Garašanin qu'il sollicite pour un soutien financier de la Serbie à la création d'organe à Paris pour défendre les intérêts des Slaves du Sud. « À chaque instant, il [Garašanin] interrompait le dialogue pour s'écrier : mais est-il possible que vous soyez français ! Je n'ai jamais rencontré un Français parlant notre langue », p. 48.

⁹² Ibid., *L'histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'à l'année 1894*, Paris, Hachette, 5^e éd., 1907 ; *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris, Flammarion, 1917 ; *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris, F. Alcan, 1915.

« Confédération illyrienne ». En 1878, après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, il est beaucoup plus critique envers la Double monarchie qui se transforme à ses yeux en vassale de l'Allemagne et à partir des années 1890, il se prononce clairement en faveur de sa disparition⁹³.

Significatif est le rôle de l'archevêque catholique de Djakovo, Josip Juraj Strossmayer, dans l'adhésion des érudits français à la cause des Slaves du Sud. Louis Leger le rencontre pour la première fois à Vienne en 1867, alors que le prélat a été éloigné de Zagreb par l'Empereur, au moment où se négocie l'Accord croato-hongrois complétant le Compromis austro-hongrois. Avec lui, l'archevêché de Djakovo est devenu un foyer culturel important visité par de nombreux étrangers, parmi lesquels les Français sont, des Occidentaux, les plus nombreux⁹⁴. Ainsi, avant les guerres balkaniques et la Grande Guerre, la cause de l'union des Slaves du Sud est-elle introduite en France via des liens intellectuels avec des Croates plutôt que par des relations directes politiques ou intellectuelles avec le jeune Royaume de Serbie. La destruction de la Yougoslavie dans les années 1990-2000 a ré-ouvert le débat chez les historiens sur le rôle de la France dans le développement de l'illyrisme, du yougoslavisme puis dans la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1919. Controversé déjà auparavant, il reste un point d'achoppement dans l'écriture de l'histoire de la Yougoslavie après 1991, en particulier en Croatie. En effet, la vision d'une Yougoslavie, créée sous influence d'une France, amie de la Serbie et qui n'aurait été qu'une grande Serbie déguisée, vient servir l'idée de l'ingérence extérieure et donc légitime sa destruction.

Louis Leger, dans ses écrits, donne la parole à un monde d'intellectuels, de politiques et de 'patriotes' européens avides d'échanges, avec lesquels des combats communs s'organisent. On est loin désormais des récits de voyage produits par les diplomates napoléoniens ou d'une littérature en quête d'exotisme pleine de bons sauvages, de brigands cruels et de croyances obscures de la première moitié du siècle. On vient de changer d'époque, avec l'instauration de la III^e République (1871).

⁹³ Voir l'analyse que propose Marie-Élizabeth Ducreux en comparant les différentes éditions de *l'Histoire de l'Autriche-Hongrie* in « Die Habsburgermonarchie im Spannungsfeld konkurrierender Staatskonzepte I. Frankreich. Jenseits der Völker und der Nationen, jenseits des Absolutismus: Die Auflösung des Staates als Forschungsgegenstandes », à paraître in Veröffentlichungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung, Wien, BöhlauVerlag.

⁹⁴ M. Šamić, « Les rapports intellectuels entre J.J. Strossmayer et le slavisant français Louis Leger », *Annales de l'Institut français de Zagreb*, 2^e série, n°20-21, Zagreb, 1968-1969, p. 65-89.

Développement des études slaves et émancipation des peuples

Après Leger (1843-1923), d'autres slavistes ont joué un rôle pionnier dans les relations franco-balkaniques, en particulier Ernest Denis (1849-1921), professeur d'histoire allemande à la Sorbonne, qui, bien que de cinq ans seulement le cadet de Leger et comme lui traumatisé par la défaite de 1870, appartient d'une certaine façon à une autre génération par le rôle qu'il jouera au moment de la Grande Guerre. Après lui, André Mazon (1881-1967), fort également de son expérience militaire et diplomatique développera les études et les échanges pendant plusieurs décennies.

Alors qu'ils sont tous deux des slavisants généralistes, Leger connaît mieux l'espace balkanique que Denis dont l'approche apparaît plus livresque. Cependant c'est ce dernier qui a eu l'influence la plus grande sur le monde politique français et le grand public. La question des Slaves du Sud aurait été une « pomme de discorde entre les deux savants »⁹⁵. Léger, influencé par Strossmayer et ses idées sur la solidarité slave, exprimait de la sympathie pour les Bulgares et se déclara déçu par la guerre serbo-bulgare (1913). Même pendant la guerre 1914-1918, quand l'opinion publique française fut particulièrement bulgarophobe, il défendit leurs droits. Pour Denis, le moment décisif dans sa perception des Balkans et son engagement en faveur des Serbes a été l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908.

L'influence de ces savants sur la diffusion des connaissances sur les Balkans et l'évolution des perceptions est visible de moult façons. Comme enseignants à l'université française, ils publient dictionnaires, traductions d'œuvres littéraires -en particulier de contes populaires-, ouvrages d'histoires et préfaces de nombreux auteurs secondaires. Ils se révèlent des passeurs efficaces grâce aux liens nouveaux qu'ils ont tissés avec les intellectuels et les politiques est-européens. Ils sont aussi à l'origine des fonds documentaires les plus importants sur la région. Ce sont eux qui constituent les premières bibliothèques spécialisées en langues originales, recevant parfois toutes les publications qui paraissent dans un domaine. Ainsi Louis Leger se vantait-il d'être devenu le correspondant de la *Matica serbe* de Novi Sad et de l'Académie des sciences de Belgrade⁹⁶. Intervenant dans des revues, colloques, conférences, ils

⁹⁵ Tomáš Chrobák, *Pour la Patrie, pour les Slaves. Les slavisants français et leur rôle dans la vie publique (1863-1920)*, thèse de doctorat sous la direction de Bernard Michel et Luďa Klusáková, université de Panthéon Sorbonne (Paris I)- Université Charles de Prague, 2008. p. 358.

⁹⁶ Voir L. Leger, *Souvenir d'un slavophile, ...op. cit.*, p 50.

ont été aussi sollicités par les responsables politiques. Ce rôle politique ira grandissant avec la Première Guerre mondiale et le règlement des conflits.

Comme leurs aînés diplomates, ces savants sont convaincus de l'influence française dans les idées d'émancipation qui animent les peuples du Sud-Est. Nicolae Iorga interprétait le militantisme français pour les petits peuples opprimés des Empires avant 1870 à la lumière des aspirations révolutionnaires déçues des mêmes Français. Pour leur part, les universitaires de la fin du siècle s'appuient sur leur vision d'une France inspiratrice des libertés, qui renforce aussi la croyance en leur propre mission. Cette croyance peut être cependant clivée, car elle s'enracine dans le traumatisme de la défaite de 1870 contre l'Allemagne. L'histoire des Slaves du Sud qui s'écrit à la fin du XIX^e siècle, affirme la vision d'une France 'naturellement' amie des peuples valeureux qui tentent de s'émanciper d'Empires oppresseurs voués à la disparition. Selon Denis, la France, comme ces peuples, vont dans le sens de l'Histoire.

Sous l'influence à la fois de la philosophie française que les armées révolutionnaires et impériales avaient répandue à travers l'Europe vaincue et docile, et du romantisme qui prêchait le culte des souvenirs populaires et le respect des traditions nationales, les divers groupes de Slaves méridionaux, soulevés et soutenus par l'exemple des Tchèques et le réveil polonais, avaient peu à peu secoué leur torpeur et s'étaient étonnés de leur morcellement⁹⁷.

Le filtre émancipateur gomme, avant les guerres balkaniques les distinctions et éventuels antagonismes entre les peuples. Chez Denis en particulier, les références à la Serbie sont toujours liées à une interprétation élastique du terme 'Serbe' qui recouvre souvent un groupe défini par sa langue, sans marqueur religieux apparent. Il est en cela proche du géographe serbe Jovan Cvijić dans la tradition établie par Vuk Karadžić.

Les missions géographiques

L'autre élément qui contribue à la connaissance des Balkans dans la seconde moitié du XX^e siècle, ce sont les missions géographiques effectuées par les Occidentaux pour le compte de leurs gouvernements -mais souvent aussi grâce à des initiatives individuelles- pour combler les lacunes de la connaissance cartographique et ethnographique sur la péninsule. Elles se mettent en place plus tardivement que dans le reste de l'Europe de l'Est, en particulier à cause du manque de coopération déjà mentionné des autorités ottomanes. Les savants sont en France missionnés par l'État, alors qu'ailleurs, comme en Grande Bretagne, les missions sont financées

⁹⁷ E. Denis, *La grande Serbie*, Paris, Librairie Delagrave, 1915, p. 15.

par des fondations. Un des pionniers, côté français fut Ami Boué qui parcourut avec une équipe de collaborateurs l'ensemble des Balkans entre 1836 et 1838⁹⁸. Avant 1850, les savants français s'intéressent d'abord à la Grèce, à Constantinople et aux principautés roumaines, puis, après la guerre de Crimée (1853-1856) au reste de la péninsule.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle et surtout après 1970, dans l'ambiance scientifique de l'époque, les travaux de ces géographes voyageurs sont surtout utilisés pour fixer des réalités objectives concernant les populations, en particulier la description des différents groupes ethniques et leurs localisations, quitte à gommer les zones de mélanges et les incertitudes. C'est le cas des travaux du breton Guillaume Lejean⁹⁹, le secrétaire de Lamartine déjà mentionné, qui rêve de remonter aux sources du Nil et des Celtes. Il effectuera six missions dans les Balkans pour le compte du gouvernement français. Lejean est notamment l'auteur d'une *Carte ethnographique de la Turquie d'Europe et des états vassaux autonomes* en 1861, qui se donne comme objectif d'aider à comprendre la question d'Orient. C'est cette carte qui aura la postérité la plus grande dans son œuvre restée inachevée. Elle est pourtant souvent imparfaite et simplificatrice, en particulier parce qu'en fournissant des tracés de grandes zones de peuplements unifiés, elle a pu laisser croire que des États homogènes étaient facilement réalisables¹⁰⁰. Cette carte, encore dans le débat lors de la Première Guerre mondiale et en 1919, au moment du tracé des frontières, a aussi été utilisée par différents groupes balkaniques pour faire valoir leurs droits. Les Bulgares notamment, s'y réfèrent pour appuyer leurs revendications sur la Macédoine.

Sans le savoir, Lejean contribue au grand processus de discrimination nationale qui va déchirer les Balkans jusqu'à nos jours. Il fournit des arguments aux tenants de l'État-nation, qui militent pour des territoires ethniquement homogènes et qui n'hésiteront pas à convertir, dénationaliser, déporter ou massacrer ceux qui ne rentrent pas dans le grand dessein unificateur¹⁰¹.

Les corrections que Lejean a apportées lui-même dans des productions ultérieures sont restées sans écho¹⁰². Après Lejean qui meurt prématurément en 1871, il faudra attendre le début du XX^e siècle pour qu'une nouvelle génération de géographes français commence à s'intéresser aux Balkans, avec souvent comme expérience déterminante les tranchées de 1914-1918 ou le front de Salonique.

⁹⁸ *La Turquie d'Europe*, Paris, 1840 et, avant lui, des géographes militaires en particulier François Pouqueville.

⁹⁹ G. Lejean, *Voyages dans les Balkans...*, *op. cit.*

¹⁰⁰ B. Lory, « postface », in G. Lejean, *Voyages...*, *op. cit.*, p. 440.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 440.

¹⁰² Ainsi après un autre voyage, le géographe annote sa carte initiale : « Ces hachures et ces commentaires rectificatifs montrent bien que Lejean le compilateur simplificateur et Lejean l'explorateur de la complexité balkanique rentrent en conflit » (*Ibid.*, p. 440, note 7).

1.3. Les guerres et la destruction des Empires (1912-1919)

Avec les guerres des années 1912-1913 puis le déclenchement du conflit mondial, l'actualité se déroule dans les Balkans : il s'y passe certes des événements locaux, mais surtout des événements dont les enjeux semblent dépasser de beaucoup le cadre local. Ernest Denis peut écrire en 1915 : « Ainsi s'ouvre le grand conflit qui pour longtemps sans doute, va décider des destinées du monde. Avec les batailles de Koumanovo, de Bitolié, de la Drina et du Roudnik, s'est ouverte une nouvelle période de l'histoire »¹⁰³. L'attention se focalise sur les Balkans et l'information qui en arrive prend une nouvelle forme : la dépêche d'agence. Les correspondants de guerre deviennent des intermédiaires indispensables, alors que la presse écrite se développe et se massifie. Leurs récits hauts en couleur sont faits pour frapper un large public, ce sont eux qui cristallisent les éléments de balkanisme évoqués plus haut, « en discours articulé »¹⁰⁴.

Regard sur les guerres balkaniques

Dans les monarchies européennes -dans les Empire centraux autant que dans l'Empire britannique-, l'assassinat et la défenestration du roi et de la reine de Serbie en 1903 ont profondément choqué l'opinion¹⁰⁵, puis l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914 contre l'héritier de la Couronne d'Autriche a propagé l'image du terroriste balkanique. Dans la France républicaine, la perception de ces événements politiques est certes différente, mais la violence des guerres balkaniques, -la première où la coalition serbo-bulgaro-grecque affronte l'Empire ottoman (1912-1913) et puis la seconde où une coalition entre la Serbie, le Monténégro et la Grèce se retourne contre la Bulgarie (1913)-, n'en alimente pas moins l'image de peuples enclins à commettre des actes de barbarie. Ces deux guerres donnent lieu à des protestations contre la cruauté des combats, notamment contre les civils, de la part du monde politique mais aussi des écrivains et intellectuels en Europe et aux États-Unis¹⁰⁶. C'est le moment où en France, les prises de position en faveur des Serbes se généralisent.

¹⁰³ E. Denis, *La grande Serbie*, Paris, Librairie Delagrave, 1915, p.18.

¹⁰⁴ M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.*, p. 177.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 179.

¹⁰⁶ Voir par ex. le rapport de la Commission internationale constituée par la Carnegie Endowment for International Peace : *Report of the International Commission to Inquire into the Cause and Conduct of the Balkan Wars*, Carnegie Endowment for International Peace, 1914.

Les journalistes progressistes dénoncent l'oppression des Autrichiens, des Turcs, des Empires en général, à l'instar de l'Américain John Reed, le Français Albert Londres en sera un exemple célèbre. Ils n'en sont pas moins ceux qui contribuent le plus à la propagation d'une image stéréotypée de la région et de ces peuples dans leurs dépêches et les récits pittoresques publiés ensuite sous forme de recueils. Ce lien entre sympathie pour les peuples balkaniques au nom d'une conscience progressiste et construction des stéréotypes, déjà observé chez les écrivains romantiques et les savants des générations précédentes, se perpétue. Dans les années 1990, les rééditions de ces reportages sur les guerres balkaniques et le déclenchement de la Première Guerre mondiale ont permis de redécouvrir cette littérature et l'image des Balkaniques au début du siècle, elles sont venues aussi alimenter le sentiment du retour du passé¹⁰⁷.

Pendant les guerres balkaniques de 1912-1913, la violence des conflits et la complexité des situations renforcent une ambivalence déjà constatée entre fascination et répulsion envers les peuples en train de se libérer du 'joug turc', affirmant leurs revendications nationales et s'affrontant les uns les autres. On le constate par exemple dans le récit que font les publicistes Jérôme et Jean Tharaud de leur séjour au Monténégro en 1912, au moment où le Roi Nicolas y repousse avec succès les Ottomans. L'ambivalence existe bien entre l'éloge du courage, de l'amour de la liberté des montagnards et l'expression du regret de voir la grande civilisation ottomane s'effondrer :

Qu'il a fallu haïr le Turc, pour venir chercher un refuge dans cette affreuse solitude ! Mais aussi qu'on doit l'aimer cette aire inaccessible, ce nid farouche suspendu au rocher, où depuis des siècles ces montagnards défendent leur droit de vivre libre et d'avoir ce petit mamelon, ce frêle campanile, si mince dans la nuit !¹⁰⁸.

Alors que trois mille prisonniers ottomans sont amenés par les armées monténégrines à Potgoriza (Podgorica), ils écrivent :

Toujours au milieu de ces ruines, il se trouve un fâcheux pour vous faire la leçon et vous expliquer longuement pourquoi ce qui est turc doit mourir. On l'écoute, il le faut bien ; on l'approuve de la tête. Mais de tout son cœur, on regrette cet effondrement de l'Islam¹⁰⁹.

Les récits des conflits de 1912-1913 peuvent donner l'impression au lecteur contemporain d'une certaine complaisance ou légèreté (« plus d'ironie que de mépris »¹¹⁰), comme si dans les puissances européennes en paix mais se préparant à la guerre, on pouvait

¹⁰⁷ John Reed, *La guerre dans les Balkans*, Paris, Seuil, 1996 [éd. originale 1916] ; Albert Londres, *Les Comitadji*, Paris, Le Serpent à plumes [1^{ère} éd. 1932] 1997, 2002. Voir aussi l'anthologie *Balkans en feu à l'aube du XX^e siècle. Reportages, essais, nouvelles*, Paris, Omnibus, 2004,

¹⁰⁸ Jérôme et Jean Tharaud, « La bataille à Scutari » [Emile Paul Frères, 1913], in *Les Balkans en feu, op. cit.*, p. 66.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 72.

¹¹⁰ M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.* p. 183.

encore se repaître sans risque du spectacle de l'horreur, parce qu'il se déroulait sur des terres étrangères. Quand la violence envahira à son tour l'Europe occidentale et la France, la forme que prendra le récit de cette violence évoluera, pour être au moins en partie, recouverte par le discours patriotique. Le *leitmotiv* de la 'violence des Balkans' ne s'installe que dans les années 1920-1930, avec notamment la popularisation du mot balkanisation, qui prend le sens de 'fragmentation violente et destructive'¹¹¹. L'expression accompagne donc une réécriture postérieure des événements, une fois la paix revenue et sur fond du refoulement de la barbarie générale de la Grande Guerre, ce qui explique son caractère plus métaphorique que concret.

Sur l'expérience des batailles communes, l'amitié franco-serbe et la 'petite sœur latine'

« Avec la guerre, en 1914, la France découvre que le monde extérieur existe », constatait Ernest Denis en ouverture de *La grande Serbie* (1915). Il s'agit de célébrer les alliances nouées. Les batailles, en particulier celles du front de Salonique, contribuent indéniablement à nourrir les mémoires, tant officielle que populaire, sur les peuples balkaniques alliés, sur les Serbes d'abord et, dans une moindre mesure, sur les Grecs et les Roumains. Pour toute une génération d'intellectuels français traumatisés par la guerre de 1870, le pire danger était le péril allemand. La Serbie joue donc un rôle décisif dans la victoire alliée. C'est parce que « Belgrade fermait aux Allemands la route de l'Orient et arrêtait leur marche vers Bagdad »¹¹², que le monde et l'Europe ont été sauvés en 1918.

Au-delà du discours patriotique et des représentations que la mémoire officielle de ces alliances militaires a engendrés, un enjeu nouveau des recherches actuelles sur la Grande Guerre est de saisir en quoi elle fut un moment interculturel¹¹³. Le stationnement en Grèce et en Macédoine entre 1915 et 1918 de troupes françaises dans une guerre de position mobilisant de gros effectifs est un moment important pour la confrontation concrète avec les pays balkaniques. 90 000 hommes y sont en permanence et environ 200 000 soldats y seraient passés (500 000 sur le front de Salonique). Les bagages référentiels des soldats quand ils sont confrontés au terrain étranger et les conditions matérielles dans lesquelles prend forme le contact, commencent à être étudiées. Les brochures, distribuées par l'armée française à ses

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² E. Denis, « Du Vardar à l'Istrie », *Questions contemporaines*, n°10, Paris, Ligue des universitaires serbo-croato-slovène, p. 6.

¹¹³ Voir par exemple la 7e conférence de l'International Society for First World War Studies organisée à Paris les 26 et 28 septembre 2013 sur le thème : « Encountering the Other in Wartime: the Great War as an intercultural Moment? ».

soldats les renseignant sur leur terrain, sont très rudimentaires. Elles n'utilisent pas les études plus sérieuses sur la Macédoine qui existaient pourtant et cautionnent la version serbe du conflit¹¹⁴. L'expédition militaire ne s'est par ailleurs pas accompagnée d'une volonté de connaissance scientifique de la région, comme ce fut le cas pour les expéditions coloniales. Au premier rang des sujets d'étonnement des Français face à la Grèce ou à la Macédoine dans cette période, se trouvent le mélange ethnique et la présence de l'islam dans des terres que l'on imagine chrétiennes¹¹⁵.

D'une façon générale, les expériences individuelles peuvent diverger fortement de la mémoire collective et culturelle construite dans les après-guerres¹¹⁶. En effet, si l'expérience vécue des soldats de la Première Guerre mondiale a fait l'objet de peu d'attention, certains historiens affirment qu'elle a même été tue une fois la victoire acquise au profit d'une réécriture complète de l'histoire¹¹⁷. Le débat sur la mémoire de la Première Guerre mondiale est loin d'être clos : on peut néanmoins dire que les aspects les plus terribles de l'expérience individuelle ont irrigué la mémoire des anciens poilus d'Orient, sans avoir la place d'être formulée dans l'espace social d'après-guerre, partagée entre un rejet vigoureux de la guerre et la prégnance du pacifisme, notamment à gauche, et un discours nationaliste à la gloire de la nation et de ses alliés. Ce hiatus entre l'expérience individuelle souvent oubliée et la mémoire collective transmise mérite d'être étudié. Le refoulement de l'expérience individuelle des soldats pourrait en effet éclairer l'ambivalence des discours d'amitié franco-serbe et franco-roumaine, transmise aux générations suivantes.

Si c'est surtout en Macédoine et en Grèce que les poilus d'Orient sont restés plusieurs années en nombre important, l'accueil en France de réfugiés serbes et monténégrins (jeunes soldats, blessés, orphelins de guerre et même des familles de différentes couches de la société) est un autre aspect de l'alliance franco-serbe et de ses conséquences sociales. Cet accueil rapidement institutionnalisé et pris en charge par l'État français mais aussi par l'État serbe, se double d'une volonté de scolarisation qui alimentera après la guerre, une coopération culturelle offensive. Cet événement contribua à nourrir l'idée que « l'action française du sauvetage, de l'hospitalisation et de l'éducation de nombreux Serbes en France [constitua] la véritable

¹¹⁴ B. Lory, « La découverte du terrain balkanique par l'Armée d'Orient 1915-1918 », intervention lors de la journée d'études « Les militaires et la connaissance de l'Europe médiane aux XIX^e et XX^e siècles », 3-4 avril 2014, Paris, Institut des études slaves.

¹¹⁵ Voir intervention de B. Lory cit. ; Thérèse Kempp, « De la Grèce rêvée à la Grèce vécue. L'armée d'Orient dans une interculturelité complexe », intervention in « Encountering the Other in Wartime: the Great War as an intercultural Moment? », 7^e conférence, cit.

¹¹⁶ Voir Harald Welzel, Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, « *Grand Père n'était pas un nazi...*, op. cit.

¹¹⁷ « La guerre, si massivement acceptée dans l'instant, fut refusée après coup avec vigueur, au prix d'une réécriture complète de ce qui s'était joué entre 1914 et 1918 » (Stéphane Audoin-Rouzeau, *Quelle histoire. Une récit de filiation (1914-2014)*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 2013, p. 92-93).

rencontre de deux peuples »¹¹⁸. Cependant, l'influence de cet épisode doit être relativisée, même s'il a pris une place importante dans le récit historique national en Serbie, y compris pendant la période yougoslave. Une image d'Épinal exprime bien le message de cette amitié franco-serbe : la longue file des écoliers serbes amenés par l'armée serbe à travers les montagnes monténégrines et albanaises puis transportés vers la France. La réalité a été plus complexe et nuancée : l'armée alliée n'était pas uniquement française et cette dernière comprenait de nombreuses troupes coloniales, les réfugiés serbes furent par ailleurs accueillis autant au Maghreb qu'en France métropolitaine.

Dans les années 1920-1930, des mémoires et récits d'anciens poilus d'Orient ont paru en grand nombre en France, mais leur contenu impressionniste semble plutôt avoir été destiné à d'anciens collègues de régiments qu'à un public civil¹¹⁹. Les historiens et géographes, qui ont ensuite consigné l'histoire héroïque des batailles, l'ont fait la plupart du temps en accord avec le discours politique officiel plus qu'en se référant à leur propre expérience du front quand ils ont été eux-mêmes soldats. Cette histoire s'est répandue dans ses versions populaires et à vocation pédagogique comme l'histoire scolaire. Les écrivains l'ont immortalisée dans des romans à succès publiés dans les années 1930 ayant pour héros des soldats français dans les Balkans, c'est le cas du *Capitaine Conan* de Roger Vercelet¹²⁰ ou encore de *Jours d'Orient* d'Henri Frapié¹²¹. Argumenté par des universitaires, comme Ernest Denis et popularisé par des écrivains, le discours de l'amitié séculaire franco-serbe a intégré le discours patriotique français après 1918. Chez Denis, l'idée est très forte que c'est en Serbie que se joue pendant la guerre, le sort du monde. Animé de la vision d'une Serbie résistante (de la bataille de Kosovo au XIV^e siècle au soulèvement contre les Ottomans en 1804), Denis réinterprète l'histoire sous l'angle de la lutte héroïque du peuple contre l'oppression féodale, mais aussi de la lutte pour la défense du monde occidental : « les services qu'ils ont rendus alors au monde chrétien, nous commençons à peine à les soupçonner et il appartient à la jeune école des historiens de Belgrade de nous les raconter complètement »¹²². L'amitié franco-serbe apparaît comme un discours qui compte des traits similaires au discours balkaniste, mais en constitue en quelque sorte son pendant positif : exagérations, stéréotypes, négation du temps, essentialisation. Il

¹¹⁸ Ljubinka Trgovičević, « Les Serbes en France durant la Première Guerre mondiale », in D.-T. Bataković (ed.), *La Serbie et la France...*, op. cit., p. 361. En 1918, il y aurait eu en France entre 20 000 et 30 000 réfugiés serbes.

¹¹⁹ B. Lory, intervention cit. Pour une vision d'ensemble des titres parus dans la période, voir Léon Savadjian, *Bibliographie balkanique*, Éditions de la Revue des Balkans, Vol. I. 1920-1930, p. 135-149.

¹²⁰ Roger Vercelet, *Capitaine Conan*, Paris Albin Michel, 1934 (prix Goncourt 1934).

¹²¹ Henri Frapié, *Jours d'Orient*, Paris, Baudinières, 1931.

¹²² E. Denis, *La grande Serbie*, op. cit., p. 35.

s'agit d'un discours hanté par la lutte, cristallisé par l'anti-germanisme et le culte de la nation¹²³. Dans ce cadre, il faut plaindre les souffrances de la Serbie et louer son héroïsme.

Cristallisé plutôt dans l'après-guerre, le discours de l'amitié franco-serbe est peut-être aussi une histoire d'amitié intellectuelle, à laquelle ont contribué des intellectuels serbes en exil à Paris pendant la guerre, en particulier le géographe Jovan Cvijić et l'historien de la littérature Miodrag Ibrovac ou encore, avant 1914, l'écrivain Jovan Skerlić. Les slavistes ont entretenu avec eux des liens étroits, clef d'une influence réciproque qui durera durant l'entre-deux-guerres et sera même réactivée durant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, dans la nécrologie datée de 1942 que André Hirondele consacre à Émile Haumant (1859-1942), linguiste et historien, professeur à la Sorbonne de 1902 à 1929, spécialiste de la Russie mais aussi auteur de l'importante *Formation de la Yougoslavie, XV-XX^e siècles* (1930), dans laquelle il s'efforce de montrer la longue histoire de l'unification des Slaves du Sud, il écrit : « pendant la guerre de 1914-1918, son appartement de la rue de l'Armorique était devenu l'hospitalier foyer des intellectuels serbes réfugiés, que Madame Haumant et lui consolait de leurs épreuves et soutenaient dans leurs espérances »¹²⁴. La production intellectuelle locale sur les batailles communes contribue d'alimenter ce discours jusqu'à aujourd'hui, y compris des publications académiques en langue française¹²⁵. Il est intéressant de constater qu'il n'y a pas de contradiction dans le discours de l'amitié franco-serbe entre la défense de la Serbie et le pro-yougoslavisme. La Serbie y est vue comme « le piedmont des Balkans » et l'appel à l'union des Slaves du Sud qui n'est pas neuve, triomphe durant la Grande Guerre et en 1919.

À partir de 1916 et du ralliement de la Roumanie à l'Entente obtenu avec la promesse d'annexions des territoires 'ethniquement roumains' en cas de victoire, le discours de l'amitié franco-roumaine s'est développé lui-aussi sur les commémorations des batailles communes et du soutien français aux revendications territoriales en 1919. Il a continué d'être invoqué dans les relations diplomatiques dans les années 1990. Avec la Roumanie, 'petite sœur latine', l'élément militaire est moins présent qu'avec la Serbie, mais le fonctionnement de la formule au sens linguistique semble similaire¹²⁶. Pour évaluer la part de la mission civilisatrice dans l'amitié invoquée et de solidarité avec les 'peuples frères' qui induit des formes de condescendance, on gagnera à replacer l'idée de 'petite sœur latine' dans le contexte du développement de la francophilie et de la francophonie en Europe centrale entre 1848 et 1939,

¹²³ S. Citron, *Le mythe national...*, op. cit, p. 21-30.

¹²⁴ André Hirondele, « Émile Haumant », *Revue des études slaves*, tome 21, fasc.1-4, 1944, p. 176.

¹²⁵ D. T. Bataković, (ed.) *La Serbie et la France...*, op. cit. Voir aussi l'activité éditoriale de l'Académie serbe de sciences et des arts.

¹²⁶ Catherine Michel Durandin, « La Roumanie et ses avocats au Congrès de la Paix (1919). Esquisse d'analyse d'une mythologie », *Ethnopsychologie*, vol. XXVIII, n° 4, 1973.

qui peut être une manière de vivre son identité nationale. Les alliances françaises, associations locales créées souvent dès la fin du XIX^e siècle, ont pu fonctionner comme de véritables associations patriotiques, en particulier avant le démantèlement de l'Empire austro-hongrois, la France étant perçue comme un allié naturel contre l'ennemi commun germanique et comme un modèle politique¹²⁷. Au niveau culturel, avant 1914, l'importation de la culture française a pu fonctionner comme facteur de dégermanisation. Dans les Balkans, c'est sans doute en Roumanie que francophonie et francophilie ont participé le plus nettement de cette façon au renouveau national. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, en empruntant au français de nombreux néologismes, les linguistes roumains ont permis à leur langue de s'éloigner plus nettement des langues slaves qui l'entouraient. Après 1919, avec la mise en place d'une coopération économique et culturelle suivie, l'idée que la France était un modèle de modernisation pour la Roumanie est devenue récurrente dans les relations diplomatiques entre les deux pays. La latinité, vécue comme une proximité affective était souvent l'argument des Français qui se rendent ou vivaient en Roumanie à partir de cette époque¹²⁸. Cette imbrication entre impératifs géopolitiques propres à chacun des États et proclamation d'amitié qui vaut pour influence ou attrait culturel (francophilie, tchécoslavophilie, serbophilie, roumanophilie) rend la filiation culturelle en réalité très fragile au regard des événements, comme en témoignent les reflux de l'après 1945.

Si un discours dépréciatif sur les Balkans articulé en images stéréotypées se fige au début du XX^e siècle et surtout après la Première Guerre mondiale, un discours d'amitié avec les peuples alliés se cristallise à la même époque et use aussi d'un vocabulaire stéréotypé et emphatique, sur un même mode distancié que le stéréotype négatif, dans une grande méconnaissance du pays réel. La production et la circulation simultanée de ces deux discours – l'un dépréciatif sur la barbarie des Balkans et l'autre laudatif pour les peuples héroïques alliés en particulier les Serbes- peut sembler contradictoire. Elle reproduit pourtant l'ambivalence déjà évoquée entre admiration pour les peuples et répulsion pour ce qui apparaît comme non civilisé, elle masque aussi l'expérience concrète, individuelle, des batailles communes à laquelle pendant longtemps on s'est peu intéressé. Encore au début des années 1990, au moment de l'éclatement de la Yougoslavie, des personnalités influentes dans l'espace public français, à commencer par le président Mitterrand et des intellectuels comme Edgar Morin ou Paul Gard, ont clairement fait référence à leur mémoire familiale de la Première Guerre mondiale pour exprimer leurs positions.

¹²⁷ Stéphane Reznikow, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris, Honoré Champion, 2002.

¹²⁸ Voir par exemple Yvonne Blondel, *Journal de guerre 1916-1917. Front sud de la Roumanie*, Paris, L'Harmattan, 2001.

L'engagement de la France et de ses savants dans le tracé des nouvelles frontières de l'Europe du Sud

La Première Guerre mondiale entraîne l'adhésion d'universitaires et d'intellectuels de premier plan dans un mouvement patriotique de soutien aux alliés de la France (Grèce, Serbie et Roumanie) pour effacer l'héritage des Empires. Après la forte mobilisation idéologique pendant le conflit, « au nom de civilisation (universelle) contre la *Kultur* (particulière) »¹²⁹, savants et intellectuels participeront souvent sans retenue critique, au tracé des nouvelles frontières de l'Europe en 1919. L'engagement fervent n'empêche pourtant pas toujours une méconnaissance des peuples concrets des Balkans et de leur histoire.

Après l'armistice de 1918, la France co-initiatrice de nouveaux découpages territoriaux en Europe centrale et dans les Balkans, fait donc largement appel à ses universitaires (géographes, historiens, juristes et linguistes) pour accompagner ses choix. La géographie est particulièrement mobilisée :

La contribution de l'École géographique française fondée par Vidal de la Blache au tracé des frontières européennes au lendemain de la Première Guerre mondiale est un aspect peu connu de l'histoire de la Conférence de la paix¹³⁰.

Le géographe Emmanuel de Martonne, chef de la chaire de géographie à la Sorbonne, se penche sur le tracé des frontières de la nouvelle Roumanie. Il entretient des liens suivis avec Jovan Cvijić, dont le manuel de géographie balkanique publié en français en 1918 est devenu une référence¹³¹. Il contribue à légitimer le principe de primauté majoritaire et l'influence du modèle jacobin dans la définition de la Roumanie qui renaît en 1919. À des politiques français motivés par le démantèlement des Empires (autrichiens et ottomans), comme Georges Clémenceau, géographes et linguistes ont apporté, quand ils ont été écoutés, des arguments décisifs même s'ils se sont révélés fallacieux au regard des faits. La position française s'est radicalisée face à des experts américains d'abord peu favorables avant 1918 au démantèlement

¹²⁹ Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, *Au nom de la Patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, 1996, p. 9.

¹³⁰ Taline Ter Minassian, « Les géographes français et la délimitation des frontières balkaniques à la Conférence de paix en 1919 », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°44.2, avril-juin 1997, p. 252 ; Paul Garde, « Les Balkans vus de France au XX^e siècle », *Esprit*, n° 270, décembre 2000, p. 17-43

¹³¹ Jovan Cvijić, *La Péninsule balkanique : géographie humaine*, Paris, Colin, 1918.

de l'Empire austro-hongrois. En témoigne l'intransigeance des argumentaires en faveur de la grande Roumanie portée par de Martonne ou Denis¹³².

La logique qui prédomine est celle de la géographie humaine et « l'effet quasi-hypnotique des cartes et de leurs taches »¹³³. Le critère linguistique s'avère important pour justifier des prérogatives politiques des uns ou des autres. Pourtant, comme on l'a déjà mentionné sur les travaux de Guillaume Lejean, les données statistiques sont peu fiables et la relation complexe entre langues et nationalités n'est pas réellement prise en compte¹³⁴. Quand les critères linguistiques sont défavorables à leur cause, les savants français n'hésitent pas à invoquer les droits historiques des peuples qu'ils défendent ou à interpréter les statistiques en minimisant les chiffres de l'adversaire.

Les Roumains forment une masse compacte de plus de 11 000 000 hommes. Plus nombreux que les Magyars (qui, dans leurs statistiques officielles, à force d'ingéniosité et de faux, se haussent péniblement à 9 millions et qui, quand on leur aura arraché les territoires qu'ils ont usurpés, n'atteindront certainement pas 7 millions et demi), ils dépassent très sensiblement les Bulgares (5 millions), et les Grecs (6 ou 7 millions). Par le chiffre seul de leur population, ils sont donc appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'Europe du Sud-Est, à côté des Serbo-Croates, qu'ils égalent presque en nombre et sur lesquels ils ont l'avantage d'une meilleure concentration géographique¹³⁵.

De même, Ernest Denis défendra le droit historique roumain sur la Transylvanie en prenant clairement partie pour une conception de l'histoire contre l'autre. En réalité, c'est une logique de guerre qui prédomine : les alliés de l'Entente seront récompensés, les revendications des perdants ne doivent pas être considérées.

Après 1919, les slavistes, presque tous farouches républicains, soutenaient la création d'une Yougoslavie et d'une Roumanie monarchistes. L'influence de ces universitaires sur les décisions politiques est peut-être moins tributaire des personnes, que des réseaux dans lesquels leurs travaux ont été élaborés, de leurs relations avec les services de renseignement des armées et au sein du Comité d'études pour la Conférence de paix (créé en 1917), puis dans les commissions de la Conférence de paix. Or, les préoccupations de ceux qui présidaient au découpage de l'Europe concernaient plutôt le sort de l'Allemagne et de l'Autriche et les réparations de guerre¹³⁶. La reconnaissance des nouveaux États successeurs de l'Autriche-

¹³² Pour l'analyse de l'argumentaire sur la Roumanie d'Emmanuel de Martonne, voir T. Ter Minassian, « Les géographes français... », art. cit., p. 257, corroborée par les positions d'Ernest Denis, exposées par exemple dans son texte « La Roumanie », *Foi et Vie*, Cahier B, n°15, 1^{er} octobre 1915, p. 200.

¹³³ T. Ter Minassian, « Les géographes français... », art. cit., p. 254-255.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 255.

¹³⁵ E. Denis, « La Roumanie », art. cit., p. 200.

¹³⁶ P. Mantoux, *Les délibérations du conseil des quatre*, Paris, CNRS, 1995, T 1 : *Jusqu'à la remise à la délégation allemande des conditions de paix* et T2 : *Depuis la remise à la délégation allemande des conditions de paix jusqu'à la signature des traités*.

Hongrie n'étant pas une priorité, la participation de leurs représentants à la Conférence de paix pose un problème juridique puisqu'ils ne sont pas des belligérants. Plus encore, ces nouveaux États devraient apporter leurs contributions aux réparations de guerre en tant qu'États successeurs. Plusieurs fois durant le début de l'année 1919, les représentants de ce qu'ils appellent déjà le « Royaume des Serbes, Croates, Slovènes » ont demandé à être reconnus comme des interlocuteurs. Le Conseil des quatre a hésité longtemps pour ne pas s'aliéner la position italienne¹³⁷. L'examen de ces délibérations montre qu'il n'y a pas eu de discussion au plus haut niveau sur le tracé des frontières qui semble avoir été réglé en commission. Il est difficile de mesurer l'influence réelle des savants sur les décisions politiques d'une telle importance que le traçage des frontières du continent européen. On peut affirmer néanmoins qu'elle a surtout été grande quand existait une convergence de vue entre politiques et savants¹³⁸. Ces décideurs étaient en même temps influencés par le poids des solidarités dans des groupes dominants. C'est le cas par exemple du soutien des milieux militaires et catholiques à une grande Roumanie, bastion anti-bolchévique.

Le tracé des frontières de 1919 crée donc deux catégories d'États en Europe centrale et orientale : ceux dont les revendications territoriales ont été globalement satisfaites et les États dit révisionnistes. Ce tracé porte en lui le germe des conflits à venir. La vision française des Balkans qui s'impose en 1919-1920 avant de s'effondrer en 1939 avec le triomphe hitlérien, exalte des jeunes nations et néglige le rôle des minorités. La nouvelle Europe voulue par la France, idéalement proche des conceptions du futur président tchécoslovaque Tomáš G. Masaryk¹³⁹ est celle de l'émancipation des petites nations dans la démocratie, en lien avec les 'grandes démocraties occidentales' –la France et la Grande Bretagne en tête-, contre le pangermanisme et la *Mitteleuropa* théorisée par Friedrich Naumann. Face à des Empires considérés comme bellicistes et en décomposition, la stabilité européenne passerait par une nouvelle coopération entre les petites nations en construction et les démocraties occidentales, sans exclure l'ingérence, puisque la souveraineté des États n'est plus un absolu en soi¹⁴⁰. Mais chez Masaryk, si la stabilité passe par la construction d'une nation tchécoslovaque et d'une nation yougoslave (dont le ciment est la langue), l'ambiguïté de la définition de cette nation est déjà sensible : tantôt ce qu'il évoque penche plutôt du côté de la nation citoyenne, tantôt elle s'oppose, par exemple pour la « nation tchécoslovaque », aux Allemands de Bohême ou aux

¹³⁷ *Ibid.*, T.1, p. 393.

¹³⁸ T. Ter Minassian, « Les géographes français..., *art. cit.*, p. 286.

¹³⁹ Tomáš G. Masaryk, *La nouvelle Europe*, préf. de Jacques Rupnik, Paris, L'Harmattan, 2005 [éd. originale 1918].

¹⁴⁰ J. Rupnik, in *Ibid.*, p. 10-11.

Hongrois de Slovaquie¹⁴¹. La vision masarykienne occulte la proximité des questions nationales centre-européennes et de la question allemande, à l'opposé de celle d'István Bibó par exemple¹⁴². La France approfondira ses relations culturelles, politiques, scientifiques avec les anciens alliés -dans les Balkans, surtout avec la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce- et négligera les autres. Jusqu'à aujourd'hui la perception des Balkans reste marquée par ce tropisme qui relègue au second plan Albanais, Bulgares et Hongrois.

Dans les années 1920-1930, les anciens combattants du front de Salonique sont encore nombreux parmi les universitaires de premier plan qui s'intéressaient à l'Europe du Sud-Est, c'est le cas en particulier de Jacques Ancel, Albert Mousset, André Mazon, André Vaillant ou encore Lucien Tesnière¹⁴³. La mémoire de la Grande Guerre et des batailles communes irrigue la constitution des savoirs sur la région, mais sans nécessairement s'appuyer sur les expériences individuelles, au contraire, elle constitue un bloc fortement idéologique, une source de références et d'émotions mises en forme.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 12.

¹⁴² István Bibó, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, Albin Michel, 1993 [éd. originale 1932].

¹⁴³ P. Garde, « Les Balkans vus de France... », art. cit.

1.4. Construction d'une coopération culturelle et politique (1919-1939)

Après avoir joué un rôle phare dans le tracé de la nouvelle carte de l'Europe, la France peut s'intéresser aux nouveaux États balkaniques qui ont, grâce à elle, acquis leur autonomie territoriale. S'ouvre une intense période de relations bilatérales franco-yougoslaves et franco-roumaines, comme il en existe plus au nord avec la nouvelle Tchécoslovaquie. Sur le plan culturel, la France est particulièrement active, comme en témoigne l'ouverture de l'Institut français des hautes études à Bucarest (1924), des Instituts français de Sofia (1922), Zagreb (1928), Belgrade (1926) ou encore l'ouverture de l'Institut d'études slaves à Paris en 1919. En même temps l'intérêt pour cette région qui se construit, concerne désormais des cercles plus larges que les seuls diplomates, écrivains, aventuriers ou savants¹⁴⁴.

Construction d'une coopération culturelle avec les nouveaux États balkaniques alliés

C'est un médiateur de la cause des Tchèques et des Slaves du Sud, l'historien Ernest Denis, qui a l'idée de créer au lendemain de la Première Guerre mondiale l'Institut d'études slaves. Il a pour vocation d'être un centre de connaissances et d'échanges avec le monde slave et de rattraper le retard pris par la France en la matière par rapport à l'Allemagne. Il s'agit de « promouvoir la connaissance de la chose slave, mais aussi de la populariser. Être un foyer d'études savantes mais également un intermédiaire entre la vie slave et toute la vie française »¹⁴⁵. Il a bénéficié du soutien des gouvernements tchécoslovaque et yougoslave qui ont offert la maison d'Ernest Denis. André Mazon (1881-1967) y a joué un rôle clé par la qualité et la longévité de son action.

C'est dans ce nouvel esprit de coopération qu'a été conçue par exemple la *Bibliographie balkanique*¹⁴⁶ qui vise à répertorier tout ce qui s'écrit sur « la transition du Balkan d'hier à celui qui s'élabore »¹⁴⁷. Ces nouveaux Balkans sont désormais « une région qui a franchi le stade où

¹⁴⁴ Veljko Stanić, « Les Instituts français en Yougoslavie à l'époque de l'entre-deux-guerres », *Études danubiennes*, T. XXVIII, 1-2 (2012), p. 73-95.

¹⁴⁵ Extrait de la plaquette d'inauguration de l'Institut en 1923, citée par Antonia Bernard, in « Les traits caractéristiques de l'Institut d'études slaves à ses débuts », A. Bernard, (ed.), *Histoire de la slavistique*, Paris, Institut d'études slaves, 2003, p. 116.

¹⁴⁶ Bibliographie commentée sur les ouvrages parus en français (et marginalement en anglais, allemand, et italien) sur les Balkans classés par pays, dirigée et publiée par Léon Savadjian entre 1931 et 1936 (*Bibliographie balkanique*, Paris, Éditions de la revue des Balkans, 5 Vol.).

¹⁴⁷ Charles Loiseau, in Léon Savadjian, *Bibliographie balkanique, op. cit.*, vol III, 1933, introduction p. 5.

l'on ne s'en occupait guère que pour rapporter les péripéties d'un voyage ou pour s'appesantir sur les tracas qu'elle suscitait »¹⁴⁸. Les différents introducteurs et l'auteur de la *Bibliographie balkanique* qui rend compte de publications très diversifiées sur les pays balkaniques parues entre 1920 et 1935, se réjouissent de la rupture dans le traitement de cette région ; ils condamnent autant le désintérêt que l'instrumentalisation dont elle faisait auparavant l'objet dans les publications françaises et estiment que l'ouverture de relations stabilisées permettra de développer la connaissance objective de l'autre.

À partir des années 1920, des pays et des peuples deviennent visibles sur la carte européenne et doivent être considérés pour eux-mêmes, selon l'archiviste Albert Mousset, un des introducteurs de la *Bibliographie balkanique* :

Désormais, lorsque nous voudrions définir et comprendre la culture de ces pays, il faudra renoncer à l'étudier en fonction des influences étrangères, russe, allemande, etc. Les Balkans ont conquis la plus belle de toutes les libertés, la plus enviable de toutes les indépendances : la plénitude de leur autonomie intellectuelle et culturelle¹⁴⁹.

Le nombre de publications sur les Balkans augmente effectivement de manière considérable, mais les ouvrages généraux sur les nouveaux pays sont pourtant moins abondants que ceux qui portent sur l'Europe centrale. Parmi eux, la focalisation sur les peuples amis est sensible, car ces derniers construisent désormais de nouveaux États qui incarnent « la réalisation des idéaux nationaux »¹⁵⁰. Parmi les publications ici répertoriées, de nombreux écrits émanent des militaires¹⁵¹ et la question des minorités occupe une grande place car elle est controversée. Toujours selon Mousset, il manque en français comme dans les autres langues occidentales, des ouvrages économiques et touristiques pratiques ; la littérature de voyage, elle, abondante, « ne saurait être utilisée sans un extrême discernement ». L'engouement que suscitent les Balkans est visible dans « les innombrables ouvrages de toute nature et de toute dimension publiés dans des villes de province françaises. Influence des étudiants exilés pendant la guerre en France, intérêt porté par tous les milieux où l'on pense et où l'on écrit au grand mouvement de libération dont nous avons été témoins »¹⁵². Et l'introducteur de noter le recul des visions dépréciatives stéréotypées sur les Balkans 'foyer d'incendie' ou sur une supposée 'mentalité balkanique'. Parmi la production de cette décennie, l'œuvre du géographe

¹⁴⁸ *Ibid.* p. 5.

¹⁴⁹ Albert Mousset, « introduction », in L. Savadjian, *Bibliographie balkanique, op. cit.*, vol I., 1931, p. 6-7.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 7.

¹⁵¹ « L'importance exceptionnelle de la littérature militaire s'explique ici aisément si on réfléchit au caractère très spécial et particulièrement instructif des guerres balkaniques. On se trouve en présence d'un véritable cycle, une épopée, qui ne manque ni de grandeur ni de couleur », *ibid.*, p. 6.

¹⁵² *Ibid.*, p. 9.

Jacques Ancel et en particulier son ouvrage *Peuples et nations des Balkans*¹⁵³ devient une référence. Ancien combattant dont la vocation géographique et la découverte des Balkans datent des champs de bataille de la Première Guerre mondiale¹⁵⁴, il s'interroge sur les rapports entre peuples et territoires et sur les raisons et causes des contentieux. Parmi ces productions abondantes et dans l'intérêt apparemment nouveau des Français pour ces jeunes États européens, il faut cependant s'interroger sur l'influence des immigrants et les financements éventuels des gouvernements balkaniques.

Sur la carte mentale française de l'Europe orientale de l'entre-deux-guerres, la Roumanie occupe une place particulière. La francophilie et la francophonie de sa capitale sont remarquées par les Français qui y séjournent. L'écrivain Paul Morand décrit avec enthousiasme l'atmosphère de l'hôtel Athénée Palace :

En ce foyer central de Bucarest, tout vous parle de la France ; les kiosques y vendent autant de journaux français que de feuilles roumaines, nos livres, aux couvertures encore fraîches, sont lus dès leur apparition¹⁵⁵.

Et si le diplomate-écrivain voit dans la qualification de 'petit Paris' affublée à Bucarest, « niaiserie sentimentale et paresse d'esprit »¹⁵⁶ de la part des Français qui la propagent, cette formule, née dans les années 1920-1930, continue de fleurir la rhétorique officielle de la coopération française et les guides touristiques jusqu'au XX^e siècle. La coopération culturelle a aussi pour objectif de contrer une influence allemande forte, surtout quand la crise économique et les tensions des années 1935-1939 poussent les jeunes intellectuels vers le fascisme et les régimes autoritaires. Avec la Roumanie, les relations, particulièrement intenses sur tous les plans -économique, politique autant que culturel-, doivent être analysées à la lumière des relations entre la France et l'Europe centrale dans l'entre-deux-guerres¹⁵⁷. Une manifestation particulièrement visible de la présence française en Roumanie est la participation de nombreux architectes français à la construction des nouveaux centres économiques et politiques de la capitale roumaine¹⁵⁸.

Les diasporas intellectuelles yougoslave (et surtout serbe) ainsi que roumaine ont joué un rôle déterminant pour faciliter la connaissance de ces pays en France. Après *Le Monde slave*

¹⁵³ Jacques Ancel, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, Armand Colin-CTHS, 1992 [1930].

¹⁵⁴ Pierre George, « préface », *ibid.*, p. V.

¹⁵⁵ Paul Morand, *Bucarest*, Paris, Plon, 1992 [1^{ère} éd. 1935], p. 171.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 171.

¹⁵⁷ Voir Maria Delaperrière et A. Marès, *Paris capitale culturelle de l'Europe centrale ? Les échanges intellectuels entre la France et les pays de l'Europe médiane (1918-1939)*, Paris, Institut d'études slaves : Centre d'études slaves, 1997.

¹⁵⁸ Voir Lucian Boia, *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe*, Paris, Les Belles lettres, 2003.

Comme exemple de témoignage de la vie sociale et culturelle dans Bucarest des années 1930, voir le journal de l'écrivain juif roumain Mihail Sebastian, *Depuis deux mille ans*, Paris, Stock, 1998.

créé en 1917 par Ernest Denis et Robert de Caix de Saint-Aymour et qui deviendra *La Revue des études slaves*¹⁵⁹, d'autres revues sont créés dans l'entre-deux-guerres : *Questions contemporaines*, publiée par la Ligue des universitaires serbo-croato-slovène, *Nouvelle Europe* (1919), *Europe du sud-est*, *Le Bulletin du Comité des amitiés franco-yougoslaves* (1929-1938)¹⁶⁰, *Patrie serbe*, *Les Nouvelles yougoslaves* (1929) *La Revue yougoslave* (1919). Parmi elles, un certain nombre ont été fondées à l'initiative d'émigrés de ces pays et sont « des caisses de résonance des revendications nationales auprès des responsables politiques français »¹⁶¹. Les traductions vers le français se multiplient avec une contribution importante d'intellectuels serbes et roumains présents en France pendant la guerre et juste après. Cette vitalité bénéficie de l'ouverture des écoles et des universités françaises à une partie importante des élites serbes et roumaines, suivant les procédures mises en place à partir de 1915 par le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-arts, avec des bourses pour l'accueil de jeunes soldats puis d'étudiants en France. Pourtant là encore, la réalité est parfois moins ambitieuse que la légende ne l'a retenue¹⁶². Malgré l'apparition de publications savantes sur les Balkans en langue française à Belgrade, Zagreb ou Bucarest¹⁶³, les États balkaniques sont pourtant plutôt en retrait dans les relations intellectuelles entre les États de la 'nouvelle Europe' qui se développent dans les années 1920-1930 sous l'égide de la France¹⁶⁴.

¹⁵⁹ *Le Monde slave* (1917-1918), prédécesseur de la *Revue des études slaves*, a l'ambition de faire connaître ces pays en France mais la revue reste très attachée à l'actualité, voir A. Bernard, « *Le Monde slave*, première revue française consacrée aux pays slaves », *Revue des études slaves*, tome 74, fasc. 2-3, 2002, p. 397-409.

¹⁶⁰ *Bulletin du comité des Amitiés franco-yougoslaves*, 1929, publié par le comité des Amitiés franco-yougoslaves, dont le président est Edouard Herriot, à l'époque député et ancien Président du Conseil.

¹⁶¹ C'est le cas notamment de *La revue yougoslave* ou *Questions contemporaines* (1919-1920), voir A. Bernard, « les traits caractéristiques de l'Institut d'études slaves à ses débuts », in A. Bernard (ed.), *Histoire de la slavistique*, Paris, Institut d'études slaves, 2003, p. 113.

¹⁶² À partir de 1920, les échanges sont organisés dans le cadre d'une convention scolaire qui encadre les échanges culturels entre l'ensemble des pays yougoslaves et la France ; mais les programmes ambitieux sur le papier ont souvent dû être réévalués face aux difficultés financières de l'après-guerre, voir Sreten Sretenović, « l'action culturelle française auprès des Serbes au sein du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (1918-1929) », in D. T. Bataković (ed.), *La Serbie et la France, une alliance atypique...*, op. cit. p. 429-437 ; L. Trgovčević, « Školovanje srpske omladine u emigraciji 1916-1918 » [la scolarisation de la jeunesse serbe en émigration 1916-1918], *Istorijski časopis*, XLII-XLIII (1995-1996).

¹⁶³ C'est le cas de la *Revue internationale des études balkaniques*, éditée à Belgrade à partir de 1934, sous la direction de P. Skok (Zagreb) et M. Budimir (Belgrade) ou encore des *Annales de l'Institut français de Zagreb* (à partir de 1937).

¹⁶⁴ Ainsi la création à Varsovie en 1927 d'une *Fédération des sociétés historiques de l'Europe orientale* n'inclut pas d'historiens des pays balkaniques (Jerzy Kloczowski, « introduction », in Natalia Aleksun, Daniel Beauvois, Marie-Elizabeth Ducreux et al., *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, PUF, 2004, p. X).

Une coopération culturelle politiquement encadrée

Le regain d'intérêt pour la région, dans l'optimisme de la paix retrouvée, n'empêche pas la fixation progressive d'un discours balkaniste dans le langage journalistique et politique. Il trouve une nouvelle vigueur dans les années 1930, au moment où les tensions internationales s'intensifient. Les nobles intentions qui visent à développer la connaissance de l'Europe du Sud-Est d'une manière plus objective, masquent aussi le fait que les cadres de production des savoirs se sont peu à peu établis au XIX^e siècle, consolidant certains présupposés discutables, en particulier l'idée d'une légitimité historique des jeunes nations et le déclin des minorités et du phénomène religieux. La coopération culturelle qui dépend des alliances politiques de la France de l'entre-deux-guerres a aussi besoin d'asseoir le caractère pérenne et séculaire de l'amitié avec les Serbes, les Roumains et les Grecs. En 1919, la victoire apparente du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'est conclue par la formation d'États pluriethniques sous étiquette nationale et le triomphe de la puissance française. L'Europe centrale et l'Europe balkanique avec leurs nouveaux États apparemment nationaux, deviennent visibles pour les Français. Mais la situation géopolitique d'une France désireuse de consolider ses positions en soutenant les nouvelles nations de cette zone ne rend pas pour autant nécessaire la connaissance concrète des sociétés en question. Ici s'ouvre un champ de questionnements sur les conditions sociales de la production des savoirs sur une société étrangère.

Le discours de l'amitié franco-serbe est aussi utilisé par le gouvernement de plus en plus autocratique de Belgrade, qui dans sa réforme de 1929 s'est appuyé sur le modèle administratif français pour découper le territoire en *banovina*, effaçant les anciens pays historiques. Cette réforme, jamais acceptée dans certaines parties du Royaume en particulier en Croatie, sera effacée dès l'invasion allemande de 1941 et le dépècement de la Yougoslavie. Sur le terrain, la coopération culturelle menée par le gouvernement français, pour lutter contre les influences germaniques réelles ou supposées, se heurte à d'importants obstacles liés aux difficultés financières de la France, autant qu'aux problèmes intérieurs d'un pays où le centralisme n'a jamais été accepté. Si la France a adopté avant 1929 une position souple vis-à-vis des différentes revendications au sein de la Yougoslavie, les années 1930 avec la montée en puissance de l'axe Rome-Berlin et le soutien français au roi Alexandre, puis à son successeur

après 1934 Pierre II, sonnent bien le signal du recul de l'influence française¹⁶⁵. En 1945, dans les grandes décisions qui président à l'après-guerre, la place de la France se marginalise. Si dans un premier temps, les anciennes alliances sont conservées, les nouvelles frontières des blocs traversent les Balkans qui s'effacent comme région. En France, la conscience de la diversité linguistique et ethnique de l'Europe du Sud-Est s'efface au profit d'un traitement national et de bloc à bloc de la région. La Seconde Guerre mondiale puis l'instauration des régimes communistes, ont en outre marqué une rupture dans les études sur l'est-européen et la faillite des systèmes d'interprétation développés avant-guerre en France, notamment dans les disciplines telles que la géographie, le droit, la linguistique.

Avant-gardes et révolution : un « patriotisme dans le temps »¹⁶⁶

Les relations artistiques des années 1920-1930, et en particulier celles des avant-gardes sont un fil plus discret mais non moins important des relations franco-balkaniques. L'influence française évidente depuis Bucarest ou Belgrade, reste en effet peu visible depuis Paris. Là-bas, les avant-gardes marquent l'entrée dans la modernité. Côté français, l'existence de ces écrivains, artistes, philosophes est assez ignorée. Quand ils sont célébrés à Paris, leurs origines sont systématiquement oubliées. Nous verrons qu'il y a là matière à s'interroger sur la difficile perception de la modernisation des Balkans¹⁶⁷ et ses conséquences politiques et culturelles.

Un fait remarquable est l'apparition puis le développement en Serbie d'un mouvement surréaliste contemporain du mouvement parisien (1922-1932). Sans réelle racine autochtone, même si un modernisme poétique l'a précédé, il est né dans l'effervescence de l'après-guerre qui voit de nombreux étudiants serbes séjourner à Paris¹⁶⁸. Ce mouvement, bien que circonscrit et essentiellement belgradois, aura une influence décisive jusqu'à aujourd'hui sur la culture yougoslave et post-yougoslave dans de nombreux domaines (littérature, critique littéraire, cinéma, arts visuels). Dans la perception de soi qu'ont eu les Yougoslaves, il marque le moment du rattrapage culturel. C'est l'irruption d'un esprit internationaliste qui abolit les frontières et place le contemporain au centre. Le poète et théoricien du surréalisme belgradois, Marko Ristić, loue ainsi en 1924 le nouvel esprit sans frontières, cosmopolite et contemporain qui annihile les anciennes frontières :

¹⁶⁵ S. Sretenović, « L'action culturelle... », art. cit., p. 446-447.

¹⁶⁶ Marko Ristić, cité par Hanifa Kapidžić-Osmanagić, *Le surréalisme serbe et ses rapports avec le surréalisme français*, Paris, Les Belles lettres, 1968, p. 79.

¹⁶⁷ M. Todorova voit dans la difficile perception de la modernité des Balkans une des constantes du balkanisme qui cautionne la vision d'une région plongée dans une temporalité immuable (*Imaginaire...*, op. cit., p. 194-195)

¹⁶⁸ H. Kapidžić-Osmanagić, *Le surréalisme...*, op. cit., p. 49.

C'est l'esprit qui est bouleversé aujourd'hui; cette inquiétude, cette exploration, toute la force de la poésie qui gît en elles, nous voyons tout cela chez les surréalistes français... l'aptitude de l'esprit à être simultanée, indivisible, contemporain, a fait que les sources, où qu'elles jaillissent, sont empoisonnées des mêmes poisons, portées par les mêmes courants de l'air. Cela me mène à un patriotisme dans le temps et non dans l'espace : des milliers de kilomètres loin de nous, un de nos contemporains prend part à nos sentiments ; quelques dizaines d'années seulement plus tôt quelqu'un qui a vécu au même endroit où nous vivons, nous est parfaitement étranger¹⁶⁹.

L'histoire du mouvement belgradois constitue un contrepoint au destin, mieux connu, des avant-gardes artistiques en Roumanie. Le fondateur du mouvement Dada, Tristan Tzara, est certes un Roumain issu d'une famille juive originaire de la province moldave, mais c'est à Zurich qu'il a créé en 1916 le Cabaret Voltaire, non à Bucarest et c'est à Paris qu'il animera à partir de 1920 le groupe Dada. La jeune garde intellectuelle roumaine de l'entre-deux-guerres voit plusieurs de ses représentants Emil Cioran, Mircea Eliade, Eugen Ionescu, prendre le chemin de l'exil à la fin des années 1930 vers Paris où ils accéderont ensuite à une reconnaissance internationale. Mais en s'intégrant à la scène française, les uns comme les autres se dénationalisent aux yeux des Français et aux leurs, alors qu'en Roumanie après 1948, ceux qui continueront de revendiquer leur appartenance à un courant surréaliste souterrain resteront inconnus en France¹⁷⁰. Ceci n'est bien sûr pas une spécificité des immigrés intellectuels balkaniques. Même s'ils ont été revendiqués comme des figures nationales en Roumanie après 1989, leur postérité y est complexe, car leur exil continue de symboliser la disparition de Bucarest de l'entre-deux-guerres

Toute autre est donc la situation des surréalistes serbes. Communistes et résistants, ils ont eu des responsabilités politiques et culturelles de tout premier plan après 1945. Ils ont même été au cœur de la modernisation du pays. Ainsi le poète Konstantin-Koča Popović, commandant de la première brigade des partisans, est devenu chef de l'état-major de l'Armée en 1948, secrétaire d'État aux affaires étrangères en 1953 puis vice-président de la République et en tant que tel, un des inventeurs de la Troisième voie et du non-alignement. Aleksandar Vučo a été le premier directeur des studios de cinéma Avala de Belgrade, véritable laboratoire du cinéma yougoslave inexistant avant 1945, auxquels il a donné une renommée internationale. Dušan Matić est devenu le directeur de l'Académie de théâtre, alors que le théoricien du mouvement, Marko Ristić, a été le premier ambassadeur de Tito à Paris.

À partir de 1930, comme les surréalistes français, le groupe de Belgrade a revendiqué les idées exprimées par André Breton dans le Second manifeste du surréalisme, qui prônait alors le surréalisme au service de la révolution. Après 1933, confrontés à la répression qui a

¹⁶⁹ Marko Ristić, in *ibid.*, p. 79.

¹⁷⁰ Voir Magda Carneci *Art et pouvoir en Roumanie (1945-1989)*, Paris, L'Harmattan, 2007.

provoqué la dissolution du groupe, ils sont restés au service du Parti communiste quand à Paris, la rupture était consommée. Si le mouvement français s'est divisé sur la question politique, l'apport principal du surréalisme serbe sera d'être « restés fidèles au surréalisme de la grande époque dans ses grandes lignes »¹⁷¹ et d'avoir ensuite aidé le communisme yougoslave à choisir une voie divergente à celle du réalisme socialiste¹⁷². Cette histoire divergente des avant-gardes, avec ses non-dits, éclipses et renoncements de part et d'autres à propos du rapport entre art et politique, peut aussi éclairer la difficulté des Français à comprendre après 1945 la réalité politique et culturelle du titisme.

1.5. Héritage et construction des savoirs

Le caractère non frontalier avec la France des Balkans explique en partie le fait que la connaissance en a été longtemps médiatisée par d'autres grandes nations européennes, par l'Italie d'abord, mais aussi et surtout par le monde germanique. Le caractère non frontalier a pour corollaire une vraie méconnaissance de la réalité concrète de ces régions, longtemps liée à la méconnaissance des langues. Vu les rapports conflictuels entre la France et l'Allemagne depuis le XIX^e siècle, il est aisé d'interpréter les rapports franco-balkaniques au prisme des antagonismes franco-allemands. Les alliances politiques et militaires nouées par la France au début du XX^e siècle et son appui à certaines jeunes nations balkaniques et centre-européennes est bien sûr une pièce dans un jeu politique plus global. Ici se trouve aussi une des clés du sentiment d'instrumentalisation par les puissances exprimé par les peuples balkaniques, en particulier dans les périodes de crise ou de règlement des crises. Mais cette perspective ne doit pas masquer les autres facteurs plus endogènes à la France, à sa culture de l'étranger et à sa perception comme puissance et comme République, ni l'ambivalence de ses rapports avec le monde germanique, avec lequel existe une fascination et une influence réciproques en particulier en matière culturelle, dont on peut suivre le développement jusqu'à aujourd'hui.

La position géographique de la France par rapport à la péninsule balkanique ne doit pas éclipser non plus la réalité de l'implication française dans la région, en particulier dans la poussée napoléonienne du début du XIX^e siècle, au moment de la Première Guerre mondiale et dans le tracé des frontières de 1919. L'éclipse des moments de contacts et le caractère lacunaire

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 257.

¹⁷² Stanko Lasić, *Les intellectuels et la contrainte idéologique : conflit interne de la gauche littéraire en Yougoslavie, 1928-52*, Paris, Denoël, 1974.

de la vision du territoire nous semblent donc significatifs. Il est paradoxal que l'épisode très court puis oublié des Provinces illyriennes, ait en réalité une influence importante sur la façon dont les Français ont abordé la région, du fait de la postérité des écrits de cette période. L'évolution du regard est aussi conditionnée par l'évolution des supports d'information : à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, les échanges entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale et orientale s'accroissent. L'information passe principalement par les récits de voyage, les écrits diplomatiques et la littérature romanesque. Durant les guerres balkaniques puis la Première Guerre mondiale, ce sont les correspondants de guerre qui ont la main et les informations qui se propagent dans toute l'Europe et au-delà, adoptent leur forme de prédilection : la dépêche d'agence. Plus tard, dans les années 1990, quand les feux de l'actualité seront de nouveau braqués sur certains pays de l'Europe du Sud-Est, ce sont les médias audiovisuels qui auront un impact massif.

Pour envisager le travail du temps, tracer des récurrences, pointer des transmissions dans la façon dont la région est appréhendée en France dans la période plus contemporaine, la notion d'héritage historique introduite par Maria Todorova pour qualifier les Balkans nous semble précieuse. Ni réalité géographique, ni réalité à proprement parler politique, elle désigne ici prioritairement les processus de la transmission.

À des fins purement cognitives, je distingue l'héritage comme continuité de l'héritage comme perception. L'héritage comme continuité est la survivance (et le déclin progressif) de certaines des caractéristiques de l'identité telle qu'elle était juste avant sa disparition. L'héritage comme perception, c'est la formulation et la reformulation des façons de penser cette entité à différentes époques et par différents groupes ou individus. Le contraste entre ces deux concepts n'est pas celui qui oppose 'réel' à 'imaginaire' : les caractéristiques de la continuité relèvent souvent elles-mêmes de la perception et les perceptions sont aussi affaire de faits qui se situent à plus ou moins grande distance de l'expérience ; dans le cas de la perception, le fait social est plus loin de la réalité immédiate¹⁷³.

Ainsi, la 'nouvelle Europe' née du démantèlement des Empires centraux, imaginée T.G. Masaryk en pleine Première Guerre mondiale, une Europe conçue comme le développement démocratique de 'petites nations' en lien avec les 'grandes nations occidentales', s'appuie sur une ambiguïté originelle de la conception de la nation, tantôt prise dans sa dimension civique, tantôt dans son acceptation ethnique. Cette ambiguïté nous semble récurrente chez les géographes, les voyageurs ou les politiques français tout le long du XX^e siècle. Elle fait écho au manque de réflexion sur les nationalités ou ce qu'on appellera plus tard 'l'ethnicité' et à la prégnance du mythe de la nation civique. Cette ambiguïté est renforcée par l'angle mort que constituent dans la vision française les conséquences de la destruction des Empires centraux et

¹⁷³ M. Todorova, *Imaginaire...op. cit.*, p. 286.

ottomans, qui fait écho à l'éclipse de la mémoire des formes d'Empire français (napoléonien, colonial). On en trouve la trace dans l'incompréhension persistante face à la réalité multinationale ou multiconfessionnelle de la péninsule ou encore dans la mémoire des temporalités du XX^e siècle.

La construction des savoirs sur les Balkans au XX^e siècle s'enracine dans le siècle précédent, qui lui a légué des formes spécifiques comme l'hybridité de savoirs faits d'observations issues d'une exploration et de connaissances livresques¹⁷⁴. L'exploration comme la connaissance transmise sont tributaires de prérequis de lectures que l'on pourra suivre. Il est nécessaire de s'interroger sur la formation d'universitaires spécialistes des Balkans et sur les voies de transmission. L'émergence d'une approche régionale de la péninsule balkanique¹⁷⁵ et de savoirs comparatistes -en ethnologie, linguistique comparée, en histoire ou en géographie- a-t-elle une filiation dans la balkanologie française et dans les savoirs plus ordinaires sur les Balkans ? On pourra provisoirement conclure que bien que ces écrits aient souvent d'abord circulé en français, leur influence peut être qualifiée d'intermittente : ils rencontrent un écho quand ils correspondent aux visions politiques du moment -par exemple dans l'entre-deux-guerres dans le cadre du soutien français à la Roumanie et à la Yougoslavie-, mais ils peuvent très bien être éclipsés par la suite.

Les stéréotypes négatifs sur les Balkans fixés en discours articulé sont-ils construits dans le temps ? Il est nécessaire, nous semble-t-il, d'historiciser et de contextualiser les discours : il y a souvent plus de similitudes entre le patriotisme géographique de Cvijić et celui de Michelet qu'entre les discours des intellectuels nationalistes serbes des années 1980-1990 et les thèses de celui qu'on a appelé le 'père de la géographie serbe', même si les premiers se réfèrent au second¹⁷⁶. Tout un champ de questionnements liés aux usages politiques du passé est ici en jeu. Il y a en revanche une analogie formelle entre le discours balkaniste, tel qu'il se fixe au sortir de la Première Guerre mondiale et le discours de l'amitié franco-serbe, même s'ils peuvent paraître contradictoires.

C'est en collectant et traduisant la poésie populaire -des textes ayant une dimension collective et orale- que les savants français ont découvert les langues et cultures balkaniques. La poésie populaire balkanique est indéniablement source d'un imaginaire sur la région, mais véhicule aussi des clichés et a été une pièce dans un discours « balkaniste » articulé au sens que

¹⁷⁴ Ce type de savoir hybride caractérise par exemple Paul Garde, linguiste spécialiste du serbo-croate venu des études russes, mais connu du grand public pour ses ouvrages sur l'histoire récente de la Yougoslavie qui ont été de véritables *bestsellers* au début des années 1990.

¹⁷⁵ Voir les thèses que développe Diana Mishkova (« The Balkans as an *idée-force*... », art. cit.).

¹⁷⁶ Le géographe Jovan Cvijić (1865-1927), connu en France pour sa *Géographie de la Péninsule balkanique* (1918) est considéré du fait de l'étendue de ses travaux et de son rôle précurseur, comme le fondateur de sa discipline en Serbie.

Marie Todorova a donné à ce terme. Cette manière d'aborder la région semble structurer dans le temps l'attention récurrente au populaire au détriment de la culture savante. Le phénomène est d'autant plus fort en France où, du fait de la culture individualiste et rationaliste, les intellectuels ont eu longtemps tendance à marginaliser leur propre culture populaire. L'expérience commune des avant-gardes, du surréalisme en particulier, ne laissera que peu de traces dans les relations culturelles franco-yougoslaves ou franco-roumaines après 1945 : elle sera surtout l'objet d'un malentendu. Il y a dans cette difficulté à percevoir la modernisation des Balkans une constante et une résonance qu'il convient de suivre.

À la faveur de l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, la réactivation de la mémoire des conflits est certainement sensible. On en trouve des exemples dans la réédition des tribulations balkaniques de publicistes et correspondants de guerre, la sortie de films à succès ayant pour terrain la Première Guerre mondiale dans les Balkans ou la réédition d'œuvres géographiques de l'entre-deux-guerres, c'est le cas de *Peuples et Nations des Balkans* de Jacques Ancel, un livre que le préfacier Pierre George invite en 1992 à relire à la lumière des événements des années 1990.

Le thème majeur est celui des relations de dépendance et de dépassement entre la montagne- le Balkans en turc- et la population, tour à tour cloîtrée et protégée dans son enceinte ou éclatant vers d'autres espaces occupés par des voisins, qui deviennent des ennemis ou des associés, pour un temps...

Le naufrage de la Yougoslavie leur rend une actualité dramatique qui pose, à nouveau les questions qui l'ont préoccupé depuis sa découverte des bases concrètes de la « question d'Orient » jusqu'à la construction de la Yougoslavie¹⁷⁷.

Mais la portée de cette réactivation et le sens qu'on peut lui conférer doivent être analysés avec précision : il faudra notamment regarder quand les références à des événements passés ont permis la propagation de raisonnements analogiques et quand elles ont plutôt illustré des mises en perspective, sachant que « l'existence de la Yougoslavie en tant que pays, en tant qu'État, coïncide presque exactement avec ce que Hobsbawm a appelé le 'court vingtième siècle'¹⁷⁸ ».

¹⁷⁷ Pierre Georges, in J. Ancel, *Peuples et nations...*, *op. cit.*, p. VI.

¹⁷⁸ J-F Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, PUF, 2002, p. 67.

Chapitre 2. Des pays de l'Est au retour de l'Europe centrale

Ce n'est pas sur l'histoire apprise, c'est sur l'histoire vécue que s'appuie notre mémoire. Par histoire, il faut entendre non pas une succession chronologique d'événements et de dates, mais tout ce qui fait que la période se distingue des autres, et dont les livres et les récits ne nous présentent en général qu'un tableau bien schématique et incomplet¹.

Les Français qui observeront les bouleversements des Balkans dans les années 1990, ont grandi, se sont formés, ont vécu, se sont engagés et pour certains ont produit une œuvre dans une Europe redessinée en 1945, dans la division Est-Ouest. Cette époque qui donne l'impression de s'achever brusquement en 1989 avec la chute des régimes communistes en Europe de l'Est, puis le démantèlement de l'Union soviétique, constitue une sorte de mémoire vive, de réservoir de souvenirs individuels, d'habitudes collectives, de schémas mentaux et de croyances partagées.

Peu avant que cette période ne s'achève dans les années 1980, l'Europe de l'Est est souvent perçue comme une réalité figée par quatre décennies de soviétisation, image qu'une minorité d'observateurs essaient de dissiper. Un rédacteur de la revue *Politique étrangère* la qualifie ainsi en 1984 « d'image mythique » à la fois « paradoxale » puisqu'elle oublie la capacité des peuples à « ruser avec l'histoire » et « ignorante » puisqu'elle minimise les évolutions connues par cette région depuis 1945. Le second mythe qui, selon l'auteur, vient « obscurcir notre approche » serait « le syndrome de Budapest, c'est-à-dire la crainte d'encourager des réactions suicidaires chez les peuples d'Europe centrale », « mythe trompeur » puisque les peuples en question sauraient mieux que personne « qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes » et non sur l'Occident. Enfin, le plus « démobilisateur » serait le mythe de « l'insignifiance » de cette région coincée entre deux super-puissances².

Cette image d'une réalité immobile semble bien traverser la classe politique à partir des années 1970 et irriguer aussi la gauche française, malgré l'intérêt et les débats que l'expérience du socialisme réel suscite. En effet, plus encore en France qu'ailleurs en Europe occidentale, du fait du rapport spécifique au communisme, l'Europe de l'Est fait l'objet d'un surinvestissement idéologique. Autant le monde universitaire avait accompagné la création de la nouvelle Europe de 1919, fournissant des arguments à la création des nouveaux États sur les ruines des empires défaits, autant sont nombreux entre 1945 et 1989 les travaux d'historiens marqués par l'influence des thèses soviétiques sur l'Europe de l'Est qui insistent sur les avantages de

¹ M. Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1968, p. 43-44.

² Gorand François [pseudonyme] « L'Europe de la nostalgie », *Politique étrangère*, n°1/1984, p. 127.

l'organisation territoriale après 1945 et sur les solutions apportées dans ce cadre aux problèmes des minorités et du morcellement étatique de la période précédente³. La vision d'un monde immobile éclipse aussi la perception des bouleversements de 1939-1945, à savoir la disparition de l'ordre européen du Traité de Versailles, dans lequel la France a joué un rôle majeur, et les ravages de la guerre mondiale et des guerres civiles qui l'ont accompagnée dans les Balkans. Les coopérations culturelles et politiques de l'entre-deux-guerres avec les pays de la Petite Entente se sont effondrées et avec elles, des modèles d'analyse en vigueur avant-guerre.

³ J. Kloczowski, « Introduction », *op. cit.*, p. XIII ; P. Hassner, *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Seuil 2000 [Esprit, 1995], p. 167-177.

2.1. Les pays de l'Est dans le miroir idéologique

Lorsqu'en 1984, Pierre Grémion évoque une « asymétrie psychique » pour qualifier les rapports des Français et en particulier des intellectuels de gauche avec ce qu'on appelle alors les 'pays de l'Est', son point de vue est bien isolé⁴. À l'est de l'Europe, l'Ouest est immédiatement présent dans la spontanéité du vécu, qu'il s'agisse du vêtement, de la musique ou de l'information. À l'inverse, à l'ouest, le vécu de l'Est, sauf exception, semble inexistant. « Seul est présent un débat moins sur la nature du régime que sur son bilan », constate le sociologue⁵. Mais cette asymétrie, cette distorsion de perspective, ne semble pas être vue, ce qui permet de maintenir le débat entre pro- et anti-communistes sur un terrain théorique et de se soustraire à l'épreuve de l'expérience.

Si à l'est, le vécu de l'Ouest est valorisé, à l'ouest le vécu de l'Est est évacué dans le débat politique biaisé, la fuite intellectualiste ou la confession honteuse : « Le socialisme, c'est bien en théorie, mais on est mieux ici⁶.

Le hongrois Ákos Puskás, dans le numéro que la revue *Esprit* consacre en février 1968 à 'l'autre Europe', note que la connaissance des cultures étrangères est une expérience partagée par « les peuples peu nombreux » ou « en situation de contact avec d'autres », alors qu'elle est fondamentalement étrangère aux nations numériquement nombreuses :

C'est là une expérience très courante chez nos peuples, mais ignorée de la masse des Soviétiques et surtout des Occidentaux, qui gardent une connaissance très vague les uns des autres et qui se connaissent eux-mêmes moins qu'ils ne se connaîtraient en connaissant les autres – comme le savent bien les personnes et les sociétés 'déplacées'⁷.

La séduction du communisme

Pour saisir la façon dont sont perçus les pays de l'Est dans les années 1950 et 1960, il faut revenir sur l'influence du communisme sur la vie sociale française, sur son pouvoir de mobilisation des masses et sur la puissance de ses organisations affiliées, ainsi que sur la vie politique française d'après-guerre, qui n'oppose pas seulement gauche et droite de l'échiquier

⁴ P. Grémion, « Le rouge et le gris. Les intellectuels français et le monde soviétique », *Modernisation et progressisme...*, op. cit., p. 108 [*Commentaire*, vol. 6, n°24, hiver 1983-84].

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Ákos Puskás, « Une Europe autre », *Esprit*, n°368, février 1968, p. 306.

politique, mais pose aussi problème au sein de la gauche. Les enjeux idéologiques sont liés au positionnement spécifique du Parti communiste français (PCF) et à son alignement sur Moscou malgré les crises, ainsi qu'à l'attrait du communisme bien au-delà du Parti. Pour illustrer la manière dont les intellectuels français ont abordé le communisme, Tony Judt montre comment l'ex-directeur de la revue *Esprit*, Jean-Marie Domenach, critique le communisme dans un essai datant de 1981⁸ de manière aussi abstraite que lui et ses amis l'avaient défendu dans les années 1950. C'est donc en terme d'insuffisance morale et de paradoxe que le directeur brosse le tableau du déclin du communisme, sans mentionner aucun fait concret.

Entre la critique que fait Domenach du marxisme et la défense que lui et d'autres en faisaient trente ans plus tôt, la seule différence tient à l'insertion d'*abstractions négatives* en lieu et place des *abstractions positives* qui déterminaient autrefois son désir de croire⁹.

L'approche de l'Europe de l'Est en France entre 1945 et 1989 est donc marquée par le poids du Parti communiste et plus largement par la prégnance de l'utopie révolutionnaire, particulièrement parmi les intellectuels, chez qui les plus critiques des analystes comme Tony Judt, ont pu voir une « faiblesse coupable devant les crimes et la conviction naïve d'appriivoiser le communisme par la force du verbe »¹⁰. En effet, si après 1945, la révolution jouit d'une aura particulière auprès des intellectuels français, dans un spectre politique large, qui inclut les catholiques de gauche autour de la revue *Esprit* et les sartriens des *Temps modernes*, elle est d'abord une abstraction dont la probabilité s'éloigne d'ailleurs avec les années :

Il ne coûtait pas grand-chose d'être 'pour' la révolution et il ne valait guère la peine de s'y opposer, sous cette forme abstraite. Mais ailleurs en Europe, l'impact de la guerre et de la révolution (réelle) se faisait encore sentir et l'attitude de chacun sur le sens du langage et des actes révolutionnaires y avait une réelle importance¹¹.

C'est bien là que réside, selon Judt, « l'irresponsabilité morale » des intellectuels français face au stalinisme des années 1950, sensible particulièrement dans leur silence face aux procès et purges qui frappent non seulement les opposants, mais le Parti à sa tête. Cette irresponsabilité est alors le prix moral à payer pour que demeure le rêve ou « l'illusion »¹² de révolution.

⁸ J.-M. Domenach, *Enquête sur les idées contemporaines*, Paris, Éditions du Seuil, 1981, p. 244 (J.-M. Domenach est le directeur de la revue *Esprit* de 1957 à 1976 après en avoir été le secrétaire de 1946 à 1957, alors qu'Emmanuel Mounier puis Albert Beguin en assuraient la direction).

⁹ Tony Judt, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France, 1944-56*, Paris, Fayard, 1992, p. 368.

¹⁰ *Ibid.*, p. 369.

¹¹ *Ibid.*, p. 54.

¹² François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/ Calmann-Levy, 1995.

Comme avec tous les pays de l'Est, les contacts avec les sociétés balkaniques sont strictement encadrés par les pouvoirs politiques, même si sur ce point la situation de Yougoslavie doit être distinguée. Dans ce cadre très contrôlé, des contacts ont néanmoins lieu et l'image de la spectaculaire modernisation de la région dans les années 1960-1970 est aussi présente chez les intellectuels français de gauche. L'émancipation des femmes dans les nouvelles sociétés, par exemple, est susceptible de nourrir l'enthousiasme pour des régimes qui semblent avoir su renverser le vieil ordre patriarcal contre lequel les féministes européennes affirment devoir encore lutter chez elles¹³. Ces tableaux positifs de la modernisation socialiste dans une région perçue comme en tout point retardée sur le plan des mœurs, existent bien dans les années 1960-1970. Pourtant, ils s'appuient plutôt sur des impressions de voyages, des témoignages choisis et, *in fine*, sur la littérature que les régimes mettent à disposition des observateurs étrangers, que sur des enquêtes de terrain¹⁴. Ils sont surtout tributaires du cadre de références de leurs auteurs, et notamment de la croyance dans la capacité des transformations politiques et économiques -et en particulier de l'éradication de l'ordre capitaliste- à émanciper l'être humain. La confrontation avec le communisme réellement existant, quand elle a lieu, révèle en France la prégnance d'une culture progressiste, portée par un État modernisateur, incarnation de la nation une et unique, et l'incapacité à comprendre certaines expériences sociales de l'Est européen, telle que la redécouverte du politique par la société tchèque lors du Printemps de Prague en 1968 et plus généralement l'existence de 'sociétés grises' où se négocient des transactions entre l'officiel et le non officiel. La diversité des expériences nationales des démocraties populaires qui fait aujourd'hui l'objet de recherches approfondies¹⁵, est alors difficilement perçue. L'intérêt des intellectuels de gauche pour les pays de l'Est concerne toujours peu les sociétés concrètes :

La perception des sociétés de l'Est se caractérise par le trop plein idéologique et le vide social. Le déséquilibre, qui ne s'explique que trop bien par la nature des régimes, est renforcé par le fait qu'aucune attente dynamique ne s'exerce à l'égard de la vie propre des sociétés¹⁶.

Alors que les événements de Budapest en 1956 avaient fortement marqué l'opinion et créé une génération d'anciens communistes, à partir de 1968, c'est plutôt en termes de malentendus qu'il

¹³ Annick Miské, *Des Albanaises*, Paris, Éditions des Femmes, 1976.

¹⁴ *Ibid.* Le livre d'A. Miské, travailleuse sociale, militante féministe tiers-mondiste, est le fruit de plusieurs séjours en Albanie effectués par l'auteure, entre 1970 et 1974, séjours strictement encadrés par l'Union des femmes albanaises. Il est intéressant de noter que, bien qu'ayant travaillé dans plusieurs pays africains (notamment en Mauritanie), c'est sur la situation des femmes albanaises que porte le seul livre qu'elle a écrit.

¹⁵ Pour un aperçu des recherches récentes sur la diversité des expériences socialistes, voir Nadège Ragaru et Antonela Capelle-Pogăcean (eds.), « Introduction », *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Karthala, 2010, p. 12-15.

¹⁶ P. Grémion, *Paris/Prague...*, *op. cit.*, p. 120.

faut, selon Grémion, analyser le rapport entre la gauche française et le Printemps de Prague. Malentendus pendant le Printemps, autour de l'expérience de démocratisation, puisque les lectures révolutionnaires persistent, mais aussi après son écrasement, dans la résignation face à la répression. Par ailleurs, après août 1968, alors que l'espoir de transformation est anéanti et la société réduite au silence à Prague, le ciment du Programme commun réunissant le Parti socialiste (PS), les Radicaux de gauche et le Parti communiste français (PCF) entérine *de facto* en 1972 l'acceptation de la répression en Tchécoslovaquie. Après 1968, les expériences gauchistes que feront de nombreux intellectuels imposent le retour aux solutions révolutionnaires et à la rhétorique du changement, mais se situent toujours dans la culture progressiste qui ne fait pas de la compréhension du monde une priorité : « trop affairé à vouloir changer le monde (en fait le Parti), l'intellectuel progressiste se dispensait ainsi de le comprendre »¹⁷. Cette culture progressiste qui fait de l'État la source de la modernisation de la société est toujours prégnante, bien qu'affaiblie, chez les intellectuels et les responsables politiques de gauche dans les années 1990.

Si l'expérience de la société grise avive la conscience du conflit entre la tradition européenne et le soviétisme, elle conduit d'un même mouvement à s'interroger sur les ingrédients de la culture française qui ont empêché la transmission de l'expérience de la société grise et relancé en permanence les illusions de la culture progressiste¹⁸.

Avant la fin des années 1970, des tentatives existent cependant pour donner à entendre des témoignages des sociétés réelles est-européennes. C'est le cas du dossier consacré à « L'autre Europe » dans le numéro déjà mentionné de la revue *Esprit*, qui ouvre ses colonnes en février 1968 à des émigrés hongrois, tchécoslovaques, polonais, yougoslaves parce que, selon Jean-Marie Domenach, « ce qu'ils ont à dire est neuf pour nous »¹⁹. La revue personnaliste s'inscrit alors dans une critique du stalinisme qui n'est pas une critique du communisme.

[Certes à l'est] le pouvoir est devenu abstrait et finit par se considérer lui-même comme un système en soi [...] Ces pays sont dans une sorte de paralysie, marqués, comme à l'ouest par une dépolitisation mais qui n'exclut pas l'évolution des régimes. [...] La révolution de 1789 a mis plus d'un siècle à délivrer sa richesse. Pourquoi penser que la Révolution de 1917 ait épuisé sa vérité ? [...] Car sans cet esprit révolutionnaire, nous sommes livrés à la pénétration subtile des forces d'argent, au néo-capitalisme étasunien. Cette renaissance à l'est, qui se cherche, comme en témoigne actuellement les cinémas tchèque et hongrois, les plus vivants, les plus humains du monde, elle importe infiniment à la vitalité de l'Europe entière²⁰.

¹⁷ P. Grémion, *Modernisation et progressisme...*, *op. cit.*, p. 126.

¹⁸ J.-M. Domenach, « introduction », *L'autre Europe, Esprit*, n° 368, février 1968, p. 124.

¹⁹ *Ibid.*, p. 162.

²⁰ *Ibid.*, p. 163-165.

Si l'éditorial affirme le désir d'intégrer l'Europe de l'Est à la réflexion sur le devenir européen²¹, les contributeurs est-européens insistent, eux, sur la nécessaire transformation des grilles de lecture françaises pour que soit compréhensible la réalité de l'Est-européen. De l'histoire est-européenne envisagée dans la longue durée, l'archiviste franco-hongrois Karoly Kecskeméti²² pointe ce qu'il appelle « les symptômes de la situation périphérique ». Cette approche leur permet de développer une réflexion sur la façon dont l'Occident pense le reste du monde, à une époque où cette question ne se pose pas.

C'est en fonction des besoins de leurs propres systèmes d'appréhension que les Occidentaux cherchent à tout prix au stalinisme une rationalité économique, politique ou nationale ou lui dénie toute possibilité d'explication²³.

La dissidence, voix dramatique de *l'autre Europe*

La réception de l'œuvre de Soljenitsyne et la découverte de l'existence des dissidences à partir de la seconde moitié des années 1970 marquent un tournant dans la perception des pays de l'Est en France. Cet événement ébranle ce que Pierre Grémion appelle « l'univers progressiste français » avec ses trois pôles que sont le PCF et ses relais dans les arts et les lettres, Jean-Paul Sartre et ses disciples et les agrégés de l'Éducation nationale. Il marque l'entrée dans le débat public de ceux que la presse appellera « les nouveaux philosophes » ou le « courant antitotalitaire », avec à sa tête, Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner, André Glucksmann, eux-mêmes issus des rangs sartriens.

La critique du communisme introduite par les dissidences est-européennes et relayée dans le grand public par ces intellectuels, comporte des ingrédients qui la rendent plus facilement compréhensible en France. Cette critique devient un discours politique alternatif universalisable, qui, contre la notion de 'révolution', de plus en plus disqualifiée, met en avant le terme de 'démocratie' et de 'société civile'. La mobilisation antitotalitaire s'interroge sur le statut de l'individu et de ses choix. Ses textes de prédilection sont ceux de Václav Havel ou d'Adam Michnik²⁴. La question éthique est au cœur de l'interrogation politique et l'Europe centrale apparaît comme le terrain d'une expérience particulièrement européenne. Mais la perception de la dissidence chez les intellectuels français et en particulier à gauche, après la

²¹ « Penser l'autre Europe, non pas certes comme une antagoniste, non pas comme une annexe, mais comme une Europe autre [...] Est-ce utopique, songeant à l'unité européenne, de penser cet autre comme une part de nous-mêmes ? », *ibid.* p. 164.

²² Karoly Kecskeméti, « Les grandes lignes de l'histoire de l'Europe centrale », *Esprit*, *op. cit.*, p. 168.

²³ A. Puskás, « Une Europe autre », *ibid.*, p. 307.

²⁴ Vaclav Havel, *Le pouvoir des sans pouvoir*, Paris, Calmann-Lévy, 1989 [éd. originale 1978] ; Adam Michnik, *L'Église et la gauche*, Paris, Seuil, 1979 [éd. originale 1977].

publication du roman de Soljenitsyne *l'Archipel du goulag* en 1974²⁵, évite également de se pencher sur les processus politiques et sociétaux concrets, qui ont amené dans les régimes communistes des individus et des groupes à redécouvrir la pratique politique, après avoir été longtemps circonscrits à la sphère privée. Ainsi, à partir du milieu des années 1970, une virulente critique de ces régimes s'est faite entendre en France. Elle insiste sur les mécanismes de répression, mais apporte peu d'éléments nouveaux par rapport aux témoignages précédents traduits en français²⁶.

L'attrait de la dissidence vient aussi du fait qu'elle s'exprime d'abord dans la littérature et la philosophie, à un moment où les sciences sociales paraissent impuissantes à saisir la réalité des régimes socialistes avec le seul concept de totalitarisme. Pierre Hassner écrit en 1984 :

Ne faut-il pas être frappé par le fait que c'est à partir de grandes œuvres littéraires (Orwell, Soljenitsyne, Zinoviev, Grossmann) et d'interrogations philosophiques que s'impose périodiquement l'évidence selon laquelle quelque chose échappe aux conceptualisations et aux recherches empiriques des sciences appliquées à la soviétologie, et que ce quelque chose a quelque chose à chercher du côté du « *supersense* » arendtien, de la surréalité besançonienne, du « *double think* » et du « *new speak* » orwelliens, du « mensonge institutionnalisé » jaspersien, de « l'idéologie froide » de Papaïannou, du « grand mensonge » auquel se réfère à nouveau Kolakowski, bref de cette articulation entre langue et pouvoir à laquelle s'attachent les auteurs d'Europe de l'Est [...] ?²⁷.

Dans les années 1980, l'événement qui permettra une appréhension plus directe et donc plus concrète des sociétés de l'Est sera la mobilisation citoyenne massive pour la Pologne en réaction à la répression du syndicat libre Solidarność en décembre 1981. Si l'impulsion est venue de la deuxième gauche -Parti socialiste unifié (PSU) et Confédération française démocratique du travail (CFDT)- et des militants catholiques, un vaste mouvement de solidarité va fédérer des milieux très différents (catholiques, intellectuels de gauche mais aussi de droite, syndicalistes ou militants associatifs). Le souvenir de la présence d'une forte immigration polonaise sur le sol français refait alors surface. La rencontre concrète d'individus et le caractère massif de la mobilisation vont produire le premier véritable phénomène d'intérêt populaire pour l'Europe de l'Est de l'après 1945, le catholicisme constituant un terreau propice. La présence de la société, sensible dans la découverte des dissidences intellectuelles, est encore plus évidente au moment des luttes polonaises dans les années 1980. L'Église catholique y

²⁵ *L'archipel du Goulag*, ouvrage écrit en 1958 et 1967, publié d'abord en russe à Paris en 1973 ; le tome I paraît en traduction française aux éditions Fayard en juin 1974.

²⁶ T. Judt, *Un passé imparfait...*, *op. cit.*, p. 369.

²⁷ P. Hassner, *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Seuil 2000, p. 190 (Ce texte date de 1984 : « Le totalitarisme vu de l'Ouest », in G. Hermet, P. Hassner et J. Rupnik (eds.), *Totalitarisme*, Paris, Economica, 1984).

apparaît comme un facteur de démocratisation accompagnant la lutte sociale, mais aussi un ferment de renouveau national²⁸.

²⁸ Patrick Michel, *La société retrouvée. Politique et religion dans l'Europe soviétisée*, Paris, Fayard, 1988.

2.2. « Yougoslavie, terre d'expérience »²⁹

L'expérience yougoslave donne-t-elle naissance à des approches différentes, du fait de sa situation de pays non-aligné qui la ferait échapper, du moins en partie, à une approche conditionnée par les enjeux de la guerre froide ? Après sa rupture avec Staline en 1948, la Yougoslavie trouve en France des partisans parmi la gauche non communiste contre la position du Parti communiste français (PCF), fidèle soutien de l'orthodoxie stalinienne et qui prend la tête de la fronde anti-titiste. C'est d'abord la résistance solitaire et victorieuse à l'hégémonie stalinienne qui force le respect. À gauche, l'écrivain Jean Cassou, proche du PCF, se rend en Yougoslavie en 1949 et témoigne en faveur du régime titisme contre les attaques dont le pays fait l'objet de la part des tenants de l'URSS³⁰. Suivront les prises de position d'autres personnalités de gauche, notamment celle du journaliste Louis Dalmas³¹, de l'ancien vice-président du Conseil, plusieurs fois ministre, Jules Moch et d'intellectuels chrétiens de gauche autour de la revue *Esprit*³². Très vite, la nouvelle ligne affichée par Belgrade -indépendance nationale, décentralisation et nouveau système d'autogestion des entreprises-, va s'incarner dans ce que les observateurs étrangers appellent 'l'expérience yougoslave'. Ainsi, dès le début des années 1950, et en particulier après la nouvelle constitution de 1953, la Yougoslavie devient la référence incontournable de ceux qui s'interrogent sur les alternatives entre le capitalisme sous ses diverses formes et le bolchévisme tel qu'il règne à Moscou, et qui veulent croire en la possibilité de « concevoir un régime à la fois humain et équitable »³³.

De l'enthousiasme pour une expérience à l'abandon de la référence

À gauche, parmi les expériences étrangères qui alimentent la réflexion des militants et intellectuels français à la recherche de cette troisième voie entre sociale-démocratie et socialisme étatisé, la Yougoslavie occupe donc dès les années 1960 une place de choix. C'est l'ampleur du projet yougoslave qui impressionne autant que ses réussites : de 1958 à 1964, le taux de croissance de la Yougoslavie est le plus élevé du monde.

²⁹ Jules Moch, *Yougoslavie, terre d'expérience*, Paris, Éditions du rocher, 1953.

³⁰ J. Cassou, « La révolution et la vérité », *Esprit*, n°12, dec. 1949, p. 943.

³¹ Louis Dalmas, *Le communisme yougoslave, depuis la rupture avec Moscou*, préf. de J. P. Sartre, Paris, Terres des hommes, 1950.

³² Voir le numéro de la revue *Esprit* consacré à la Yougoslavie (n°2/1950) qui rend compte d'une invitation officielle de l'État yougoslave de trois intellectuels catholiques : Jean-Marie Domenach, Jean Baboulène et Henri Queffelec.

³³ J. Moch, *Yougoslavie...*, *op. cit.*, p. 12.

Si les événements de mai 1968 mettent au centre des débats à gauche le thème de l'autogestion, l'intérêt pour la Yougoslavie autogestionnaire s'est développé bien avant dans des cercles intellectuels restreints, mais influents, et parmi des militants politiques au sein de la gauche non communiste ou en rupture avec le PC, et surtout dans les milieux chrétiens de gauche.

Lorsqu'en 1951, le terme d'autogestion commença à être introduit dans le vocabulaire politique français, traduction du terme utilisé en Yougoslavie pour qualifier une expérience socialiste de type nouveau, la diversité des domaines auquel ce vocable faisait référence donna à plusieurs familles de pensée la possibilité de s'y reconnaître : décision collective venant de la base, propriété sociale des moyens de production, planification démocratique, décentralisation et déconcentration fédéraliste au niveau politique, économique, culturel³⁴.

La réflexion autour de l'autogestion se développe au sein de groupes où se rencontrent militants politiques et universitaires. Dès le début des années 1960, les travaux pionniers sur la Yougoslavie du sociologue Albert Meister, publiés dans la collection dirigée par la revue *Esprit* aux éditions du Seuil³⁵, donnent à ceux qui sont à la recherche d'une troisième voie entre communisme et social-démocratie³⁶ des clés pour comprendre le pays qui va incarner le modèle étranger le plus abouti de l'utopie réalisée. Dans ce processus, la revue *Arguments* puis, à partir de 1966, *Socialisme et autogestion*³⁷ jouent un rôle important. *Arguments*, fondée par Edgar Morin, Jean Duvignaud et Roland Barthes, éditée par les éditions de Minuit de 1956 à 1962, est un lieu de réflexion sur le marxisme, associée à la collection du même nom, toujours chez Minuit, très importante pour la diffusion en France de penseurs marxistes non orthodoxes comme Roman Jakobson, Georg Lukács, Kark Jaspers, Herbert Marcuse. Ces réflexions vont contribuer à alimenter l'intérêt pour la Yougoslavie parmi les expériences étrangères et surtout à approcher l'autogestion non comme une forme de gestion, mais comme un concept universel exprimant le désir contemporain de « changer la vie »³⁸.

Les références sont plutôt marxistes ou socialistes libertaires, mais elles rencontrent aussi les maîtres mots des militants chrétiens autour de la 'participation', ou encore ceux de passeurs entre messianisme évangélique et marxisme non orthodoxe, comme l'ancien dominicain Henry Desroche. Les mouvements de l'action catholique -Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Jeunesse agricole chrétienne (JAC),

³⁴ Marie-Geneviève Dezès, « L'utopie réalisée ? Les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français », in Frank Georgi (ed.), *L'autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2003, p. 29.

³⁵ *Socialisme et autogestion*, Paris, Seuil, 1964.

³⁶ Joseph Krulic, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1993 (voir en part. annexe « L'autogestion mythe français- réalité yougoslave », p. 212-223) et « D'une autogestion à l'autre : Paris-Belgrade 1950-1985 », *Pouvoirs*, n°52, janvier 1990, p. 141-155.

³⁷ *Socialisme et autogestion*, revue dirigée par Claude Boudet, qui deviendra *Autogestion* de 1970 à 1980, puis *Autogestions* après 1980.

³⁸ Henri Lefebvre, « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestions*, dec. 1996, p. 59-70.

mais aussi les groupes protestants sont séduits par l'idée d'autogestion, au moment de se politiser et de rompre *de facto* avec leur rôle de « représentants de l'Église »³⁹.

En 1965, le PSU en fait son cheval de bataille, le thème est repris par la CFDT, à l'initiative d'Edmond Maire, alors responsable de la Fédération de la chimie, mais le syndicat d'origine chrétienne ne l'adopte comme 'programme de société' qu'en 1970. En France une synthèse originale s'est en effet réalisée avec les événements de 1968 entre les militants catholiques investissant le champ politique et social et la gauche non communiste, synthèse dans laquelle l'idée d'autogestion a cristallisé l'utopie d'une société égalitaire et non autoritaire, utopie investie aussi par l'espérance chrétienne. « Jaillie comme un phare au cœur de Mai 1968 [...], l'idée d'autogestion rassemble pour la CFDT la somme des espérances de l'humanité d'aujourd'hui »⁴⁰.

Dans les expériences autogestionnaires, on distingue celles qui peuvent servir de modèles sectoriels, tels que les premiers *soviets*, les conseils ouvriers du printemps de Prague 1968 ou les conseils hongrois en 1956, les conseils polonais en 1956-1957, les expériences algériennes et la révolution des Œillets au Portugal en 1974, et les modèles plus globaux comme l'autogestion yougoslave. La Yougoslavie est alors la référence étrangère la plus accomplie des modèles étrangers au sein de la deuxième gauche autour du PSU, mais son image positive irrigue plus largement les milieux tiers-mondistes et une bonne partie de la gauche, en particulier les courants chrétiens de gauche. Après 1968, l'autogestion quitte le laboratoire du PSU quand le nouveau Parti socialiste l'adopte dans son programme au Congrès d'Epinay en 1971. En juin 1975 sont adoptées les « Quinze thèses sur l'autogestion »⁴¹, le thème imprègne de façon dominante le débat à gauche.

Pierre Rosanvallon, alors rédacteur-en-chef du journal syndical *CFDT magazine*, écrit dans son ouvrage programmatique *L'Âge de l'autogestion* publié en 1976 :

Le propre de l'autogestion, c'est d'avoir été un mouvement social avant d'être une doctrine. Si le terme d'autogestion a été forgé à l'origine pour qualifier le système yougoslave de gestion des entreprises, il s'est largement et rapidement émancipé pour qualifier tout ce qui se fait et tout ce qui se cherche de nouveau depuis 1968⁴².

De l'expérience yougoslave, on vante d'abord la capacité d'innovation du système autogestionnaire :

³⁹ F. Georgi, « L'autogestion, une utopie chrétienne ? », Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel (eds.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012, p. 273-389.

⁴⁰ Edmond Maire, dossier spécial « autogestion », *Syndicalisme*, nov. 1972, p. 5.

⁴¹ Texte présenté lors de la Convention nationale du PS les 21 et 22 juin 1975. Le texte a été publié dans le journal du parti, *Le poing et la rose*, n°41, supplément, mai 1975.

⁴² Pierre Rosanvallon, *L'Âge de l'autogestion*, Paris, Le Seuil 1976, p. 7-8.

une stratégie d'expérimentation a ainsi pour conséquence de dépasser de façon concrète l'alternative réforme ou révolution pour penser la transformation sociale comme un processus où s'articulent les contradictions propres du système et les événements producteurs du changement⁴³.

Le sociologue Albert Meister y voit aussi une résolution originale des conflits sociaux :

L'expérience yougoslave ne cherche pas à nier ou à supprimer les antagonismes entre dirigeants et dirigés, entre manuels et intellectuels mais au contraire à canaliser ses forces, à veiller à ce qu'aucune d'entre elles ne l'emportent sur les autres⁴⁴.

Bernard Ravenel, militant pacifiste, chargé des relations internationales du PSU de 1974 à 1985, verra même dans la Yougoslavie titiste, organisée sous le régime d'autodéfense populaire, un modèle à suivre de dissuasion populaire qu'il oppose à la dissuasion atomique. En 1973, Michel Rocard, alors secrétaire général de PSU, préface le livre de Milojko Drulović, directeur du puissant groupe de presse yougoslave *Politika* et influent théoricien de la Ligue des communistes yougoslaves⁴⁵. Rocard y rend un vibrant hommage au système yougoslave, se défendant pourtant de le prendre comme modèle pour le contexte français. Le premier secrétaire du PSU retient en particulier la capacité d'innovation et les extraordinaires progrès économiques, sociaux et politiques traversés par le pays depuis la Seconde Guerre mondiale⁴⁶. Mais c'est plutôt la démarche qu'il s'agit d'emprunter qu'un soit disant modèle qu'il faudrait copier⁴⁷.

Les malentendus autour de l'autogestion et les angles morts de la perception de la société yougoslave

Entre la gauche française et les intellectuels est-européens, le malentendu sur l'autogestion –que Pierre Grémion associe à trois autres malentendus sur des notions clés d'Europe, de culture et de politique-, n'est pas lié particulièrement à la Yougoslavie. Déjà durant le Printemps de Prague en 1968, la notion d'autogestion est

⁴³ *Ibid.*, p. 101.

⁴⁴ Albert Meister, *Socialisme et autogestion : l'expérience yougoslave*, Paris, Seuil, 1964, p. 58.

⁴⁵ Milojko Drulovic, *L'autogestion à l'épreuve*, préf. par Michel Rocard, Paris, Fayard, 1973.

⁴⁶ « La Yougoslavie est de fait le seul pays sous-développé qui ait assuré complètement son décollage économique et notamment industriel et ai rejoint le peloton des pays moyennement industrialisés », M. Rocard, in *ibid.*, p. XI.

⁴⁷ « Dans l'hypothèse où la perspective de l'autogestion pourrait être ouverte en France, il ne s'agirait pas de recopier cette structure, mais il nous faudra emprunter une démarche analogue », *ibid.*, p. XIV.

le lieu d'un double malentendu : entre intellectuels et société militante, entre Prague et Paris. N'étant pas une révolte, à l'instar de Budapest, le printemps de Prague occupe une position ambiguë. Il est difficile de le rattacher directement et explicitement à la Commune de Paris ...[si l'autogestion se fait une place] dans l'iconographie de la gauche [...] le résultat ne peut être obtenu qu'au prix d'une distorsion considérable qui consiste à valoriser (y compris en les rebaptisant « Conseils ouvriers ») les « Conseils de travailleurs » après l'invasion, en dévalorisant l'essentiel, la dynamique sociopolitique précédant l'invasion⁴⁸.

Les aspirations politiques révolutionnaires, y compris l'utopie autogestionnaire ont donc influencé la lecture des transformations et des enjeux dans le bloc de l'Est et masqué la perception des demandes de démocratisation auxquels les régimes étaient confrontés. On est encore dans une approche plus idéologique que sociologique de ces pays. Joseph Krulic parle de mythe français de l'autogestion, « un mythe de substitution au socialisme »⁴⁹, « un bricolage idéologique optimisant » et un « médium Est-Ouest », qui élude souvent l'examen de l'autogestion réellement existante en Yougoslavie⁵⁰.

L'évolution du mouvement autogestionnaire français entre les années 1960 et 1970 est paradoxale. Confrontée aux échecs ou aux piétinements de certaines expériences (Prague, Pérou, Algérie puis Yougoslavie), la réflexion sur l'autogestion abandonne les grandes échelles étatiques pour l'échelle locale et les domaines spécifiques, comme la formation, la psychologie, la culture ou les relations interpersonnelles. D'un autre côté, l'autogestion devient un slogan politique, surtout après 1975 lorsque le PS adopte les « Quinze thèses ». Concept fédérateur, il devient un lieu commun, une figure de style, qui a tendance à se vider de son contenu. Sa liquidation au cours des années 1980 n'en sera que plus facile. La réflexion sur l'autogestion accompagne de fait le retrait des croyances politiques et c'est en cela qu'on a pu dire qu'elle faisait figure de « dernière utopie »⁵¹.

En Yougoslavie, l'autogestion comme organisation de l'entreprise [*samouprava*] devient « système autogestionnaire » [*samoupravljanje*] dans la nouvelle constitution de 1974, qui fait figure de compensation après la forte répression politique du début des années 1970, qui avait touché, entre autres, les penseurs rénovateurs du marxisme réunis autour de la revue *Praxis* et proches des autogestionnaires français par leurs références. Certes, Albert Meister a bien saisi dès le début des années 1970 le tournant auquel était confronté le régime yougoslave :

Le problème majeur des autogestionnaires et des dirigeants yougoslaves n'est plus de se définir par rapport au socialisme mais par rapport au libéralisme – et de façon plus concrète et même quotidienne par rapport à un monde occidental dans lequel la Yougoslavie est de plus en plus

⁴⁸ P. Grémion, *Paris-Prague...*, *op. cit.*, p. 117.

⁴⁹ J. Krulic, *Histoire de...*, *op. cit.*, p. 217.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 218.

⁵¹ Frank Georgi (ed.), *L'autogestion, la dernière utopie...op. cit.*

intégrée autant par ses échanges économiques que par ses modes de penser et par les aspirations et les besoins de son peuple⁵².

Dès 1970, il constate avec lucidité que la constante réorganisation, véritable « passion nationale »⁵³, selon l'expression de Paul Yankovitch le correspondant du *Monde* à Belgrade est aussi un constant « accommodage », mais n'empêche pas l'autogestion de devenir système et donc de se rigidifier.

Pourtant, si les références entre les tenants de l'autogestion en France et les marxistes non orthodoxes yougoslaves étaient proches, leurs relations directes sont restées périphériques. Certes, des intellectuels français ont été invités aux sessions de l'école d'été de Korčula (Croatie) durant ses grandes années entre 1960 et 1970⁵⁴. Ils sont publiés en Yougoslavie au même titre que des intellectuels yougoslaves de *Praxis* sont publiés en France⁵⁵. Parmi ceux qui ont le plus de liens, on retiendra entre autres les noms des philosophes et sociologues Lucien Goldmann, Henri Lefebvre, Pierre Naville, André Gorz, Serge Mallet, Kosta Axelos, ou encore de Jean-Michel Palmier, mais on n'y a pas vu les penseurs français les plus importants de l'époque comme Claude Lévi-Strauss, Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault ni les théoriciens de l'autogestion les plus impliqués dans la politique française, comme Albert Meister et Pierre Rosanvallon ou les hommes politiques eux-mêmes. De leur côté, les initiateurs de *Praxis*, d'abord zagrebois, ont été plutôt intéressés par les penseurs allemands et l'École de Francfort. Les intellectuels belgradois qui se sont joints au groupe ont élargi le champ vers les auteurs anglophones ; l'intérêt pour les penseurs français est venu plus tard, par l'intermédiaire des Allemands⁵⁶. Si la problématique des Yougoslaves est de se nourrir des apports étrangers pour déployer leurs propres analyses, les intellectuels français, de leur côté, n'ont pas eu ce besoin et d'une certaine façon, l'autogestion yougoslave n'est en fait qu'un exemple qui marche ou ne marche pas. C'est ce qui explique qu'au début des années 1980, alors que bon nombre d'intellectuels de *Praxis* sont en conflit ouvert avec les autorités yougoslaves, les critiques de la réalité du régime titiste qui se multiplient en France aboutissent simplement à l'abandon de la

⁵² A. Meister, *Où va l'autogestion yougoslave ?*, Paris, Anthropos, 1970, p. 7.

⁵³ P. Yankovitch, « L'autogestion passion nationale », *Le Monde*, 1^{er} mai 1968.

⁵⁴ Dušan Marković, « Praxis i Francuska : veze, saradnja, odjeci », [Praxis et la France : liens, coopérations, retentissements], in Olujić Oluja (Dragomir) i Stojaković (Krunoslav), *Praxis, Društvena kritika i humanistički socijalizam. Zbornik radova sa međunarodne konferencije o jugoslavenskoj ljevici : praxis-filozofija i Korčulanska ljetna škola (1963-1974)* [Praxis, la critique sociale et le socialisme humaniste. Recueil de travaux issus de la Conférence internationale sur la gauche yougoslave : la philosophie de Praxis et l'École d'été de Korčula (1963-1974)], Belgrade, Rosa Luxembourg Stiftung, 2012, p. 329-348.

⁵⁵ Notamment dans la revue *Autogestion* et aux éditions Anthropos qui diffuseront dans les années 1980 la nouvelle revue *Praxis international*. Le sociologue, philosophe et psychologue Rudi Supek est par ailleurs, une des chevilles ouvrières de la circulation franco-yougoslave : voir l'ouvrage qu'il a dirigé, *Étatisme et autogestion. Bilan critique du socialisme yougoslave*, Editions Anthropos, 1973.

⁵⁶ D. Marković, « Praxis i Francuska... », art. cit., p. 344.

référence yougoslave. « Pour en finir avec l'autogestion yougoslave »⁵⁷, tel est le titre du court papier qu'Albert Meister signe en ouverture du dossier très critique sur l'évolution du régime titiste proposé par la revue *Autogestions* à l'été 1981, juste après la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles de mai 1981.

À cet égard, significative est aussi la perception française des contestations intellectuelles, étudiantes et politiques de décembre 1971 en Croatie, un événement qui a pris le nom de Printemps croate [*Hrvatsko proljeće*] et dont la commémoration est entretenue par l'historiographie croate depuis 1991. L'analyse de la presse française de l'époque témoigne d'un parti pris globalement en faveur des autorités yougoslaves et une justification de la répression⁵⁸. Cette position s'explique certes par l'image favorable dont jouit le régime de Tito par rapport aux autres démocraties populaires, mais aussi par les difficultés à analyser les antagonismes nationaux dans la contestation du régime, avec les grilles de lecture de l'époque et la polarisation capitalisme / communisme. L'événement n'est pas perçu comme un événement international et les révoltés ne suscitent pas d'empathie particulière au contraire des acteurs du Printemps de Prague, auxquels les insurgés aimaient pourtant à se comparer. Dans la France gaullienne où la faiblesse des relations économiques, politiques et culturelles avec la Yougoslavie est accentuée par la méfiance entre les présidents de Gaulle et Tito, ce pays reste donc, pour le grand public surtout, un pays virtuel, malgré l'engouement pour le modèle yougoslave. La méconnaissance de la société concrète persiste derrière le capital de sympathie tout aussi réel. On peut en analyser l'influence lors de l'éclatement du pays en 1991, alors même que les principaux intellectuels et acteurs politiques promoteurs de l'autogestion sont encore présents sur la scène publique française. Deux éléments sont souvent éludés de la perspective française sur la Yougoslavie : d'une part, la dépolitisation de la société, et, en particulier de la classe ouvrière et de la jeunesse éduquée et d'autre part, l'existence de conflits à caractère nationaliste, au sein du parti unique et parmi les élites dirigeantes⁵⁹.

À la fin des années 1970, l'appel à édifier une société autogestionnaire s'est affaibli en France. L'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981 puis le tournant de la rigueur en 1983 vont enterrer définitivement ce projet à gauche. Pourtant, le thème reste vivace comme une utopie, en particulier dans les milieux associatifs. De plus, il auréole la Yougoslavie d'une sympathie qui dépasse le cercle des défenseurs de l'autogestion. Si les penseurs du courant autogestionnaire français ont abandonné dans la désillusion ou le mépris le modèle yougoslave

⁵⁷ « Les habits neufs du président Tito, critique sociale, répression politiques et luttes ouvrières en Yougoslavie », *Autogestions*, n°6, été 1981.

⁵⁸ I. Sabotić, « Le printemps croate dans la presse quotidienne française », *Balkanologie*, Vol. XII, n° 2. décembre 2010.

⁵⁹ J. Krulic, « D'une autogestion à l'autre : Paris-Belgrade 1950-1985 », art. cit. p 150-151.

qu'ils avaient tant admiré, les militants ont plus difficilement suivi ce chemin. Certains se sont insurgés de la facilité avec laquelle étaient liquidés les modèles et de l'indifférence avec laquelle la crise économique des années 1980 puis l'effondrement de la Fédération yougoslave avaient été traités par les instances officielles du Parti socialiste⁶⁰. Le fait est là : pendant toutes les années 1980, alors que les socialistes sont au pouvoir en France et abandonnent *de facto* la référence théorique à l'autogestion, la Yougoslavie n'intéresse plus la deuxième gauche et sort du champ de vision, alors même que les contradictions du système yougoslave s'aggravent et que les propositions concrètes concernant la mise en place de l'autogestion en France s'éloignent :

La Yougoslavie, astre rayonnant des années 1960-1970, est ainsi passée à l'état d'astre mort au début des années 1980, et la perte de ce symbole mythique tombe mal pour les militants autogestionnaires français – ce qui explique peut-être l'amertume exprimée plus haut⁶¹.

⁶⁰ Voir la défense de l'autogestion yougoslave que fait l'économiste et militant socialiste Yves Durrieu (*L'héritage de Tito : l'autogestion nécessaire*, Paris, Syros, 1980) et onze ans plus tard au seuil de son éclatement l'ancien résistant Georges Guezennec (*La Yougoslavie autogestionnaire : bilan critique d'une époque prestigieuse*, Nonette, Editions Créer, 1991), cités par M.-G. Dezès, « L'utopie réalisée ? ... », art. cit., p. 36.

⁶¹ M.-G. Dezès, « L'utopie réalisée ?... », art. cit., p. 37.

2.3. « L'Europe kidnappée »

En 1983, un article de Milan Kundera publié dans la revue dirigée par Pierre Nora et Pierre Manent, *Le Débat*, va connaître une fortune considérable en introduisant l'idée de l'Europe centrale comme « Occident kidnappé »⁶². D'après l'écrivain tchèque, la tragédie de cette région serait d'avoir perdu, avec son annexion au bloc soviétique, son identité européenne, c'est-à-dire occidentale. Ce processus menacerait l'Europe toute entière, qui, parce qu'elle est en train de perdre « le sens de sa propre identité culturelle » ne voit plus dans l'Europe centrale « que son régime politique ; autrement dit : elle ne voit dans l'Europe centrale que l'Europe de l'Est »⁶³. Comme Pierre Grémion, l'écrivain critique le regard idéologique porté en France sur les démocraties populaires, mais l'optique est pourtant autre : ce n'est pas pour revendiquer une plus grande attention aux vécus des sociétés que l'écrivain dénonce ici une posture politique, mais pour défendre l'ancrage occidental de l'Europe centrale et affirmer l'existence de frontières culturelles à l'intérieur du continent.

Lancement d'un concept salvateur et séparateur

En 1983, les revues généralistes comme *Le Débat* ont encore un impact important dans le débat intellectuel et auprès d'un lectorat plus large. Le texte de Kundera est publié en anglais l'année suivante dans la *New York Review of Books*⁶⁴ et provoque de nombreux commentaires aux États-Unis, en Allemagne comme en Tchécoslovaquie. Ce concept d'Europe centrale à qui l'écrivain tchèque installé en France depuis 1975 prête un destin spirituel, va à partir de 1985 connaître un engouement important. On peut s'interroger sur la façon dont le concept a séduit les intellectuels français et comment il s'est imposé dans le discours sur la dissidence. Chez Kundera, l'Europe centrale prend en effet un visage, devient une réalité séduisante, une « autre Europe » qui aurait conservé ce qui faisait la valeur de l'Europe, son attachement à la culture et à l'idée d'Europe comme valeur. « L'Europe n'a pas remarqué la disparition de son grand foyer

⁶² « C'est pourquoi l'Europe que j'appelle centrale ressent le changement de son destin après 1945 non seulement comme une catastrophe politique mais comme la mise en question de sa civilisation. Le sens profond de leur résistance, c'est la défense de leur identité, ou, autrement dit : c'est la défense de leur occidentalité », Milan Kundera, « Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », Paris, *Le Débat*, n° 27, 1983/5, p. 3-23 ; DOI 10.3917/deba.027.0003

⁶³ M. Kundera, « Un Occident kidnappé ... », art. cit., version en ligne, § 3.

⁶⁴ « The Tragedy of Central Europe », *New York Review of Books*, vol. 31, n°7, avril 1984.

culturel, parce que l'Europe ne ressent plus son unité comme unité culturelle »⁶⁵. C'est donc le thème du déclin moral de l'Europe qui s'impose ici.

Comme on l'a déjà mentionné, le recul des utopies sociales -dont l'autogestion- se fait précisément sentir en France en 1983-1984 et transforme les perspectives, marquant l'avancée des thématiques culturelles sur les préoccupations économiques et sociales. En condamnant le regard occidental, la définition kunderienne d'Europe centrale évacue encore une fois le vécu est-européen concret au profit d'un concept séparateur : comparée à l'Europe centrale, l'Europe orientale représente « une autre civilisation » marquée par l'orthodoxie. Ce qui caractérise l'Europe centrale, c'est l'appartenance à « une zone de petites nations prises entre la Russie et l'Allemagne »⁶⁶, qui lui confère aussi une vision désenchantée de l'histoire. L'Europe centrale serait l'Occident, mais un Occident plus conscient, notamment des menaces qui pèsent sur son existence. Alors que les intellectuels est-européens contributeurs d'*Esprit* en 1968 et avec eux Jean-Marie Domenach, voyaient le problème de l'autre Europe dans le fait d'avoir été « presque constamment traitée en objet par les 'puissances européennes' »⁶⁷, Kundera renverse la perspective : c'est le voisin oriental russe, qui menace constamment une Europe centrale, qui est en réalité l'Occident !

Dans la vision de l'Europe centrale défendue par l'écrivain, la diversité est vécue comme une valeur suprême associée notamment à la richesse et à la tolérance, une valeur particulièrement européenne. Selon l'homme politique tchèque František Palacký, interprété et commenté par Kundera :

L'Europe centrale voulait être l'image condensée de l'Europe, de sa richesse variée, une petite Europe archieuropéenne, modèle miniaturisé de l'Europe des nations conçue sur la règle : le maximum de diversité sur le minimum d'espace. Comment pouvait-elle ne pas être horrifiée par la Russie qui, en face d'elle, se fondait sur la règle opposée : le minimum de diversité sur l'espace maximal ?⁶⁸

L'un des paradoxes de ce discours est d'introduire des séparations -ici avec l'Europe orientale caractérisée par l'uniformité et le monolithisme-, en négligeant l'existence de zones culturellement diverses, par exemple le mélange entre populations orthodoxes et catholiques en Pologne, en Roumaine, en Ukraine ou en Yougoslavie. Un autre paradoxe est d'idéaliser la diversité sans la voir chez l'autre, promptement taxé d'uniformisateur. Insidieusement, est introduite l'idée d'une « bonne » diversité, menacée par ceux qui ne reconnaissent la diversité comme valeur. Ce discours va être réutilisé quelques années plus tard chez les nationalistes

⁶⁵ M. Kundera, « Un Occident kidnappé ... », art. cit., version en ligne § 9.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ J.-M. Domenach, « Introduction », *L'autre Europe...*, art. cit., p. 162.

⁶⁸ M. Kundera, « Un Occident kidnappé... », art. cit., version en ligne § 4.

croates et dans la rhétorique de leurs défenseurs français, en particulier chez Alain Finkielkraut, proche de Kundera dans sa défense des « petites » nations, et nous y reviendront plus loin dans ce travail.

Pendant, le texte « Un Occident kidnappé » témoigne aussi du profond désarroi produit par le sentiment d'immobilisme et son ton dramatique exprime une révolte devant l'inaction occidentale. Dix ans plus tard, alors que les régimes décriés par l'écrivain sont tombés et que la Yougoslavie a éclaté, Maria Todorova porte un regard critique assez sévère sur le texte de Kundera et explique l'impact qu'il a eu en France et dans les pays anglo-saxons par sa sincérité dans le contexte de l'époque :

À relire ce texte aujourd'hui, plus de dix ans après sa parution, on est frappé par son manque de logique et même de morale : il est non seulement mélodramatique mais par endroit tout bonnement raciste. Pourtant, dans le contexte de l'époque, sa rhétorique très sentimentale était sincère. Cet appel à l'émotion, qui sonnait juste malgré tout, et la simplification extrême du propos expliquent l'intérêt dont il a bénéficié. Il a même fait l'objet d'un débat si intense qu'on ne peut plus l'approcher sans avoir présentes à l'esprit les objections (peu nombreuses mais solides) qui lui ont été opposées et les adhésions (beaucoup plus nombreuses mais moins convaincantes) qu'il a suscitées. C'est comme s'il avait perdu son autonomie. Il est devenu impossible de porter sur lui un regard vierge⁶⁹.

L'Europe centrale plus consciente d'elle-même

D'autres intellectuels centre-européens ont contribué au cours des années 1980 à la promotion de l'idée d'Europe centrale, en particulier l'historien hongrois Jenő Szűcs et le poète polonais Czesław Miłosz, dont des textes publiés dans la même période, ont eu un écho important en particulier aux États-Unis. Szűcs dont l'approche plus érudite a été la moins instrumentalisée, n'a pas eu en France d'influence hors du cercle des spécialistes de l'histoire centre-européenne⁷⁰. L'essai de Czesław Miłosz, *Témoignage de la poésie*, publié aux États-Unis en 1983⁷¹ puis en France en 1987, a contribué à alimenter le débat, mais a été éclipsé en France par la parole de Milan Kundera.

L'écrivain tchèque, pas plus que ses collègues Miłosz ou Szűcs, ne s'intéressait alors aux Balkans. 'L'autre' de l'Europe centrale était ici la Russie, la péninsule balkanique n'étant pas évoquée.

⁶⁹ M. Todorova, *Imaginaire....*, op. cit., p. 213.

⁷⁰ Son essai *Les trois Europe* a été publié chez l'Harmattan, un éditeur qui n'assure pas de promotion spécifique à ses auteurs : Jenő Szűcs, *Les trois Europe*, trad. du hongrois par Véronique Charaire, Gábor Klaniczay et Philippe Thureau-Dangin, Paris, L'Harmattan, 1985.

⁷¹ Czesław Miłosz, *The Witness of Poetry*, Cambridge, Harvard university press, 1983; traduit et publié en français en 1987 (*Témoignage de la poésie*, trad. du polonais par C. Jezewski et D. Autrand, Paris, PUF).

Ainsi dans les premières années de sa formulation, l'idée centre-européenne était définie tant en termes culturels (Kundera et Miłosz) qu'historiques (Szűcs), mais toujours par opposition à la Russie. Les Balkans n'existaient pas en tant que tels. On n'en parlait pas ou bien ils faisaient partie de « l'Europe de l'Est », voire, mais beaucoup plus rarement de « l'Europe centrale ». L'idée centre-européenne de cette époque est une idée libératrice, « une métaphore de protestation » qui, du reste, relevait d'un genre littéraire plus vaste, plus ou moins florissant selon les lieux et les époques, mais classique en Europe : l'interrogation sur l' « européanité »⁷².

Cette vision de l'Europe centrale, comme 'essence et conscience de l'Europe' trouve des échos dans l'engouement des années 1980 pour la modernité viennoise que la France redécouvre précisément à cette période⁷³. Michael Pollack, auteur d'une synthèse remarquable sur la culture viennoise, décrit la fascination exercée en ces termes :

Vienne 1900, « laboratoire de recherche de la destruction du monde »⁷⁴, peut être décrite tour à tour comme le berceau d'innombrables innovations qui ont marqué le monde moderne, et comme le lieu où ont été formulées les critiques les plus apocalyptiques, les plus prophétiques aussi, de ce même monde (le blocage politique produisant une activité intellectuelle plus critique et consciente de l'impuissance de l'action, une conscience pessimiste). Tout comme l'immobilisme dans le domaine politique, ce détachement esthétique peut s'expliquer par la conviction que toute résolution de tensions peut provoquer des catastrophes, parfois même qu'à la longue la catastrophe sera inévitable. Dans cette logique, la clarification intellectuelle ne vise ni forcément ni prioritairement à la solution de problèmes, mais à la capacité d'assumer leur existence⁷⁵.

La diversité linguistique, nationale ou religieuse, en tant que valeur positive restera associée à l'Europe centrale plus qu'au reste de l'Europe orientale (ex-Union soviétique et Balkans), où l'appartenance à des marges d'empires et les héritages que constituent le multiculturalisme, la multiethnicité ou le découpage en petits États, sont plutôt perçus comme des faiblesses ou des dangers.

En remettant au goût du jour un concept passé de mode - l'Europe centrale -, Kundera a grandement influencé l'interprétation qu'en feront les intellectuels français, en particulier ceux qui se présenteront comme les introducteurs de la dissidence en France. Cette conception influencera encore la façon dont les Balkans seront médiatisés au moment de l'éclatement de la Yougoslavie. Le thème de l'Occident kidnappé donne le cadre au procès du communisme dans l'espace médiatique. Mais là encore, la critique ne s'intéresse que peu à la réalité sociale,

⁷² M. Todorova, *Imaginaire...*, *op. cit.*, p. 216.

⁷³ L'exposition « Vienne, naissance d'un siècle. 1880-1938 » organisée par le Centre Georges Pompidou à Paris en 1986 a été l'occasion de nombreuses publications, dont le catalogue : Jean Clair (ed.), *L'apocalypse fin de siècle*, Centre Georges Pompidou, 1986. Avant cela, le livre de l'historien de l'université de Princeton, Carl E. Schorske (*Vienne fin de siècle*, Paris, Seuil, 1983) a connu un grand succès. En 1990, celui de Jacques Le Rider (*Modernité viennoise et crise de l'identité*, Paris, PUF, 1990) marquera aussi l'historiographie sur la question.

⁷⁴ Selon l'expression de F. Field (*The Last Days of Mankind, Karl Kraus and his Vienna*, Londres, Macmillan, 1967).

⁷⁵ Mickael Pollak, *Vienne 1900*, Paris, Gallimard-Julliard, 1984, p. 13.

économique et politique des sociétés concernées. Derrière le concept d'Europe centrale, 'métaphore de protestation' et 'idée libératrice', tel qu'il s'exprime en France à la fin des années 1980, la continuité dans la vision des pays de l'Est est *de facto* réelle : il s'agit d'un concept fortement idéologique sans attention pour le vécu des sociétés, il introduit une nouvelle séparation dans la géographie symbolique du continent. En Tchécoslovaquie, les thèses de Milan Kundera, et en particulier les conceptions qu'il développe sur l'Europe centrale, ont été vivement critiquées y compris parmi les dissidents. Des polémiques se sont développées dans la littérature *samizdat* et en exil, et d'anciens collègues de l'Union des écrivains ont reproché à ce 'gourou de la société occidentale' de servir du prêt-à-penser et de donner une image faussée, à la fois mythifiée et banalisée de la réalité tchèque, tout à refusant d'assumer son propre rapport avec le régime⁷⁶.

Après 1945, les intellectuels français portent sur l'Europe de l'Est un regard plus idéologique que sociologique. La vision d'une région immobile est alimentée par la prégnance en France d'une culture politique héritée de son rôle dans l'Europe de l'après Versailles, mais aussi par la persistance de stéréotypes plus anciens sur l'Est européen. Les observateurs français, portés par une appréhension politique et idéologique de l'Europe de l'Est, en font un terrain pour leurs réflexions sur le communisme et à partir des années 1980 sur l'euroanéité. Dans ces perspectives, les sociétés concrètes ne sont pas au centre de l'attention, d'autant plus que les contacts directs entre populations sont limités. Ce cadre n'est bien sûr pas spécifique au contexte français, car il est commun à l'ensemble des relations Est-Ouest. Cependant, il est particulièrement saillant en France en raison du poids du communisme, du mythe de la révolution et du peu d'intérêt porté aux cultures étrangères. Si l'occasion a été manquée avec les révoltés tchèques de 1968, la mobilisation française en faveur du syndicat Solidarność et de la société civile polonaise après la répression de décembre 1981, marque à cet égard une exception. Grâce aux voyages et rencontres entre militants et à la documentation produite, elle a en effet permis de nourrir, pour la première fois depuis 1945, la connaissance concrète d'une société européenne.

L'absence de contacts et le manque d'intérêt pour les sociétés est-européennes ne sont cependant pas les seules explications à la difficile compréhension de ce qui se passe de l'autre côté du rideau de fer. Il y a aussi le cadre de pensée du progressisme à la française où l'État est vécu comme l'acteur principal, qui influence un large spectre de l'échiquier politique. « À l'abri

⁷⁶ Les positions de Milan Kundera sont largement discutées et critiquées dans la revue *samizdat Obsah* par Zdeněk Urbánek (*Obsah* 6/1984) puis Milan Jungmann (« Les paradoxes de Milan Kundera, *Obsah*, 10/1985 et 11/1985). Ces textes ont été republiés dans la revue tchèque à Paris, *Svědectví*, n°72 (A. Madelain, « Les revues culturelles samizdat tchèques (1968-89) : les enjeux d'une culture parallèle », *documents de travail du CEFRES*, n°8, Prague, 1996).

du double dispositif gaullien et communiste, l'intellectuel progressiste français se sent 'dispensé de penser l'État' »⁷⁷. La modernisation et l'ensemble de ses effets de restructuration de la société se trouvaient repoussés dans l'inessentiel.

L'effritement des positions idéologiques de la guerre froide ne s'accompagne pas d'une attention plus grande à la dynamique des sociétés de l'Est qui érode pourtant les mécanismes de fonctionnement des régimes dans les années 1980. En revanche, de nouvelles interprétations de l'histoire européenne font réapparaître le centre de l'Europe et développent une vision tragique du destin humain. Portées par des philosophes et intellectuels fortement présents dans les médias, elles trouvent un écho favorable auprès d'un large public. La chute brutale des régimes à partir de 1989 va produire un vide idéologique : la désagrégation de la Yougoslavie, perçue comme le nouveau drame de l'Europe, va cristalliser des énergies, mais aussi tenter de combler ce vide. On assiste alors à l'évanouissement rapide des catégories de pensée installées à l'ouest comme à l'est et à des modifications de cadrage qu'il convient d'examiner. À partir du moment où « l'Europe kidnappée » -que serait l'Europe centrale- réapparaît, les Balkans, eux aussi, refont surface sur la carte mentale européenne.

⁷⁷ P. Grémion, *Modernisation et Progressisme...*, *op. cit.*, p. 126.

Chapitre 3. Les cadres de l'expérience française des Balkans au début des années 1990

Ce qu'on a appelé, faute de terme plus adéquat, les 'révolutions' est-européennes de 1989 puis le déclenchement de la guerre en Yougoslavie, avec les formes de médiatisation qui les ont accompagnées, vont mobiliser, pour être interprétées par les observateurs français, une mémoire collective complexe. On parle de mémoire collective au sens que Maurice Halbwachs a donné à ce terme, c'est-à-dire une mémoire qui s'appuie sur « des mémoires de groupe », que le groupe soit ici une collectivité nationale ou des groupes plus circonscrits comme les intellectuels, les immigrants de l'Est, les partis politiques ou des groupes générationnels. Les souvenirs forment des références et un sous-texte que les individus intègrent à leur propre appréhension des événements des années 1990.

La mémoire collective, tout en s'alimentant d'expériences vécues et racontées, est informée par une série d'éléments qui formalisent la connaissance disponible sur l'objet à un moment donné. Il nous paraît important d'aborder les cadres de la connaissance savante, mais aussi littéraire et touristique sur la péninsule balkanique, existants au début de la décennie 1990 en France et d'en dégager les dynamiques à une époque où les voyages individuels et l'accès direct au terrain sont encore limités. Le bouleversement soudain des équilibres, à la suite de la chute des régimes communistes et de l'éclatement de la Fédération yougoslave, va produire des recadrages parfois radicaux. Cependant, la transformation des points de vue avait aussi, comme on l'a vu plus haut sur l'exemple de l'autogestion, en partie commencé avant, en particulier du fait de l'érosion des systèmes de pensée totalisants, marxiste, structuraliste ou psychanalytique. Les modifications de croyances et de points de vue ont aussi été postérieures à l'événement. Une attention particulière doit être portée à la manière dont les événements surgissent dans l'espace public, et en particulier à la façon dont l'interprétation des 'révolutions à l'est' va influencer la perception de l'éclatement de la guerre en Yougoslavie.

3.1. Un cadre académique fragmenté et des échanges intellectuels restreints

L'effondrement du bloc soviétique puis l'éclatement de la Yougoslavie ont pris de cours un contexte académique et des échanges culturels mis en place dans le cadre de la guerre froide et sur l'héritage de traditions plus anciennes de relations. Au-delà des échanges culturels souvent politisés dans les décennies 1950-1980 entre la France et les pays de l'Est, on peut s'interroger sur ce qui structure les conditions de la connaissance de ces pays. Les travaux en sociologie et en histoire des transferts culturels ont montré le rôle essentiel des motivations liées au champ d'accueil dans l'importation d'auteurs ou d'œuvres étrangères.

Les échanges entre cultures, même s'ils reposent sur des éléments isolés, sur des itinéraires biographiques singuliers, ne peuvent être interprétés qu'à partir d'une compréhension globale de la conjoncture du pays d'accueil qui opère parfois de véritables transmutations des objets importés¹.

Les relations entre les cultures se faisant à des niveaux différents de ceux qui lui étaient dévolus dans son contexte originel, c'est donc, selon Mickael Werner et Michel Espagne, « la mise en relation de deux systèmes autonomes et asymétriques qu'implique la notion de transfert culturel »². Pour être pertinente, l'étude des transferts culturels doit donc se pencher sur les logiques qui organisent chaque situation de réception, car elle entraîne « une réinterprétation et une transformation permanente de l'objet du transfert »³. Il faut donc dans l'analyse d'un transfert particulier, se référer aux situations plus générales de chaque culture considérée.

Le va-et-vient entre les médiations prises dans leur singularité et l'horizon global des cultures mises en contact s'annonce ainsi comme une caractéristique générale des recherches sur les transferts culturels⁴.

La fin du XIX^e siècle qui est une période essentielle pour la restructuration du champ littéraire français, est aussi celle de son hégémonie sur la vie littéraire internationale. Comme l'a montré Christophe Charle,

¹ Michael Werner, « La place relative du champ littéraire dans les cultures nationales. Quelques remarques à propos de l'exemple franco-allemand », in Michel Espagne et Michael Werner (eds.), *Philologiques*, T. III., *Qu'est-ce qu'une littérature nationale ? Approches pour une théorie interculturelle du champ littéraire*, Paris, Éditions de la MSH, 1994, p. 6.

² M. Espagne et M. Werner (eds.), *Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIII-XIX^e)*, Edition Recherches sur les civilisations, Paris, 1988, p. 5

³ M. Werner, « La place relative... », art. cit., p. 15.

⁴ *Ibid.*, p. 8.

la tension structurelle entre le national et l'international, entre l'écrivain expression de l'âme de son peuple, pour reprendre la terminologie allemande, et l'intellectuel à la recherche d'un au-delà des contraintes et sociales et culturelles, se met définitivement en place à cette époque pour la plus grande partie du XX^e siècle, tant en France que dans les pays voisins⁵.

Le rôle que joue la culture étrangère dans le champ français est donc essentiel pour comprendre les mécanismes de transferts. Ainsi, c'est d'abord par rapport à cette hégémonie, à cette centralité intimement vécue par les acteurs du champ culturel français encore à la fin du XX^e siècle qu'il faut examiner l'importation des cultures et littératures étrangères. Or, les littératures de la péninsule balkanique découvertes en France surtout par leurs poésies populaires tout au long du XIX^e siècle avec toutes les reformulations et réécritures qu'en ont fait leurs promoteurs locaux, sont aussi arrivées en France dans le sillage de la réception de la littérature russe du fait de leur appartenance réelle ou supposée au monde slave.

Le cadre académique des études balkaniques

Au début de la décennie 1990, les études sur l'Europe centrale et orientale sont en France encore très largement dominées par les études russes. Cette hégémonie vient s'ajouter à la tradition des études slaves et à l'approche de la région par la langue plus que par les territoires. Par ailleurs, comme toutes les études sur les pays étrangers, elles souffrent de la division entre aires culturelles et disciplines généralistes -où exercent en majorité des spécialistes de la France-, et de la division entre humanités -langues et littératures- et sciences sociales -histoire, sociologie, anthropologie. Une grande partie des recherches sur les Balkans contemporains (Grèce exclue) sont donc le fait des soviétologues qui se spécialisent par la suite sur d'autres terrains. Leur approche de cette région est celle d'une périphérie. L'héritage de l'approche en aires culturelles définies par les langues et non par les territoires a eu ses conséquences sur l'isolement des études roumaines par rapport à celles consacrées à ses voisins slaves. À de rares exceptions près, comme à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), les quelques départements d'études roumaines en France ont été par exemple rattachés aux départements de langues romanes.

Les études sur l'Europe centrale et orientale souffrent traditionnellement d'un manque d'historiens. Dans les années 1970-1980, aucun pays des Balkans n'était jugé suffisamment important pour qu'on se consacre à son histoire particulière. Il fallait, au mieux, être spécialiste

⁵ Christophe Charle, « Champ littéraire français et importations étrangères. De la vogue du roman russe à l'émergence d'un nationalisme littéraire (1886-1902) », In *Philologiques*, T. III, *op. cit.*, p. 263.

de toute la région. Ce phénomène ne concerne pas uniquement l'Europe du Sud-Est mais dans le contexte de multiplication des États, il semble significatif. Les mauvaises relations diplomatiques entre la France et la Yougoslavie, durant la présidence du général de Gaulle mais aussi de ses successeurs, ont aussi pesé sur la recherche sur ce pays, malgré son attrait idéologique dans les années 1960-1970. Au début des années 1990, les publications sur l'histoire des Balkans sont rares ou peu accessibles au grand public, ce qui peut expliquer dans un contexte de forte médiatisation des conflits en Yougoslavie, le succès du livre du linguiste Paul Garde *-Vie et mort de la Yougoslavie-*, malgré les erreurs et les raccourcis historiques qu'il comporte⁶.

Dans le système universitaire français dans son ensemble, les études de langue se trouvent largement déconnectées de celles des sciences politiques. Des spécialistes de l'Europe centrale et balkanique, des cadres du ministère des Affaires étrangères, des enseignants en science politique ou des journalistes, ont ainsi été formés dans le cadre du département d'Études soviétiques et est-européennes de l'Institut d'études politiques de Paris, dirigé dans les années 1980 par la soviétologue Hélène Carrère d'Encausse. La formation proposait une approche politiste globale de la région, sans obligation d'un apprentissage linguistique permettant d'utiliser des sources en langues originales. Ce département s'est transformé au début des années 1990, en donnant une place importante à l'idée de 'transition', au risque de remplacer la soviétologie par la transitologie, nouveau cadre d'analyses des pays d'Europe centrale et orientale, désignés désormais sous l'acronyme PECO⁷. L'étude des transferts culturels avec l'Europe centrale et orientale, plus tardive, a longtemps été dominée par la problématique des relations avec l'Allemagne⁸, une focalisation qui ne favorise pas l'analyse des transferts transversaux et hors du prisme germanique.

L'Association française d'études sur les Balkans (AFEBALK), créée en 1999, a réalisé et publié en 2000 plusieurs rapports⁹ qui mettent en évidence l'éparpillement de ces études et la

⁶ L'ouvrage *Vie et mort de la Yougoslavie* (Paris, Fayard, 1^{ère} éd. 1992) est devenu une référence dès sa publication au début de l'année 1992 et a été corrigé et enrichi au fil des éditions suivantes (1993, 2000). Les éditions L'Âge d'homme ont publié la même année un ouvrage complet pour le critiquer (Pavle Ivić, Nikola Samardžić, Anne Yelen, Pierre Maurer et Slobodan Despot, *De l'imprécision à la falsification : Analyses de Vie et mort de la Yougoslavie de Paul Garde*, 1992) auquel l'auteur a répondu (P. Garde, « Les défenseurs de l'indéfendable. Réponse à mes détracteurs serbes », *Esprit*, mai 1993)

⁷ Georges Mink, « Les sciences sociales à l'épreuve de la grande transformation post-communisme », in Maxime Forest et G. Mink (eds.), *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, Prague, L'Harmattan, 2004.

⁸ Par exemple dans le cadre du Centre de recherches interdisciplinaires sur l'Allemagne (CRIA) de l'unité mixte de recherche EHESS-CNRS créé en 2001 et devenu Centre Georges Simmel et, auparavant, dans les recherches développées par Michel Espagne à l'École normale supérieure et Michael Werner à l'EHESS.

⁹ Ces rapports ont été établis dans le cadre d'une mission sur l'état des recherches balkaniques confiée à Rémy Leveau par le ministère de l'Éducation et de la Recherche. Ils sont aussi l'occasion pour l'AFEBALK, association de chercheurs ayant pour objectif le développement des études sur les Balkans, de faire des recommandations aux autorités publiques. Ces rapports accessibles en ligne au moment où cette recherche a été menée, ne l'étaient plus en juillet 2015 au moment de la clôture de ce manuscrit.

faiblesse du cadre académique, malgré un développement certain depuis 1990, l'actualité ayant fait de la péninsule balkanique un objet d'études, mais aussi un enjeu médiatique et un terrain d'engagement intellectuel. Les Balkans se trouvent en France « à la frontière de deux grandes aires de recherche »¹⁰ : d'un côté, l'Empire byzantin, l'Empire ottoman, la Grèce, de l'autre, l'Europe centrale. Ils sont donc approchés comme une double périphérie, à l'intersection de terrains de recherche eux-mêmes périphériques en France et par conséquent académiquement peu 'rentables'. Ainsi il n'existe pas de centre de recherche spécialisé sur l'aire ex-yougoslave ou sur la péninsule balkanique, les études balkaniques étant souvent incluses dans des aires géographiques plus larges. On trouve donc en 1990 en France très peu de spécialistes de la péninsule balkanique, en particulier de son histoire récente. Les byzantologues sont un peu plus nombreux mais restent cantonnés à quelques officines, étant donné que l'étude de Byzance est encore peu développée dans l'enseignement secondaire.

Historiquement, les années 1945-1990 ont vu un affaiblissement des études spécifiques sur l'Est européen, liée à la situation politique d'affrontement des blocs. La comparaison avec la situation des études sur l'Europe de l'Est et du Sud-Est en Allemagne durant la période communiste apporte un éclairage instructif : au-delà du Rhin, elles se sont fortement institutionnalisées et structurées tout au long du XX^e siècle et, au contraire de la France, n'ont pas connu d'éclipse durant la période communiste. Dans la République fédérale d'Allemagne (RFA), située à l'avant-poste du monde capitaliste, elles étaient encouragées et soutenues financièrement. En 1990, même si elles ont connu des restructurations importantes, elles jouissaient d'un réseau d'instituts et de chercheurs, complété par des associations médiatrices, comme la *Südosteuropa-Gesellschaft* [la Société sud-est européenne] qui avait pour objectif d'encourager les relations scientifiques, culturelles et économiques entre la RFA et les pays de l'Europe du Sud-Est. Jamais séparées des études est-européennes qui incluaient aussi la Grèce et la Turquie, les études sur l'Europe du Sud-Est bénéficiaient de plusieurs centres qui regroupent des instituts pluridisciplinaires très développés à Munich, Leipzig et Berlin¹¹. La communication interne et le développement en réseau y étaient particulièrement poussés. L'édition et les revues spécialisées multiples permettaient une diffusion importante de la connaissance et une bonne communication entre les chercheurs du champ. Pourtant, la chute du communisme et l'éclatement de la Yougoslavie ont provoqué une crise profonde des études est-européennes en Allemagne. On leur a reproché de n'avoir pas fourni les outils pour anticiper

¹⁰ *Les centres français de recherche sur les Balkans. Recensement non exhaustif*, AFEBALK, 2000.

¹¹ X. Bougarel, *Rapport de mission en Allemagne (Munich, 19/25 mars 2000)*, AFEBALK, 2000.

l'effondrement des régimes communistes ni les difficultés de la transition¹². Ce constat interroge le rapport entre sciences sociales et événements révolutionnaires. Alors que la France a découvert en 1989 qu'elle n'avait pas formé suffisamment de spécialistes pour comprendre ce qui était en train de se passer à l'Est, on constatait en Allemagne que les spécialistes dûment habilités avaient été inaptes à anticiper l'écroulement rapide de systèmes politiques bien installés, et n'étaient pas en mesure d'aider à la compréhension des transitions en cours.

La faiblesse des études balkaniques au début des années 1990 peut donc être interprétée à la fois dans le contexte plus large du découpage de l'Europe imposé en 1945, mais aussi comme le résultat d'une interruption du développement d'un cadre universitaire et de coopération intellectuelle mis en place depuis la fin du XIX^e siècle, alors discrédité, pour des raisons à la fois semblables- la place de la Seconde Guerre mondiale, l'hégémonie des soviétologues-, et différentes selon les différents contextes nationaux. Au début des années 1950, la guerre froide marque le cadre universitaire de nombreuses façons, par exemple dans la répartition disciplinaire sur les différentes zones géographiques. La situation semble proche dans les différents pays de l'Europe occidentale et aux États-Unis, où on réserve la science politique au monde socialiste et l'anthropologie au tiers-monde, ce qu'on retrouve dans la division des aires culturelles¹³. S'il concerne une zone perçue comme politiquement stratégique, cela ne signifie pas qu'un sujet d'études ou une région soit considéré comme important ; en effet, les critères de cette géographie symbolique de la répartition des disciplines et du classement des savoirs sont multiples. Aux États-Unis par exemple, les recherches sur l'Europe de l'Est étaient avant 1989 considérées comme stratégiques et bien dotées en bourses mais aussi marginalisées sur le plan intellectuel¹⁴. Les relectures actuelles de la division des blocs et de la structuration du champ des connaissances à la lumière des nouvelles archives et des nouvelles perspectives ouvertes après la chute du mur de Berlin mettent en évidence des analyses plus fines des relations internes et des circulations Est-Ouest toujours présentes¹⁵. Elles s'efforcent notamment de prendre en compte la diversité sociale et politique de chaque pays ou région, et mettent en lumière les interactions entre les blocs, des perspectives qui n'existaient pas encore au début de la décennie 1990.

D'autres raisons à cette faiblesse et à la fragmentation des études sur les Balkans sont cependant à chercher dans la structure globale de l'université française, notamment dans son

¹² *Ibid.*, citant à l'appui le débat qui s'est déployé dans les années 2000 au sein de la revue *Osteuropa* -publiée par la Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde.

¹³ Justine Faure, « Le bloc de l'Est en question. Interview avec Katherine Verdery », *Vingtième siècle*, n°109. Paris, Janvier-mars 2011, p. 204.

¹⁴ *Ibid.*, p. 205.

¹⁵ Voir le dossier « Le bloc de l'Est en question », *Vingtième siècle*, n°109, Janvier-mars 2011.

rôle dans la République et l'organisation des savoirs¹⁶. Outre la marginalisation des études de langue par rapport aux sciences humaines, du découpage en aires culturelles héritées, entre autres, des empires coloniaux et de la centralité de l'histoire de France dans la science historique, un point nous paraît important à souligner : le lien entre la naissance de la science politique, des études de relations internationales et la Première Guerre mondiale¹⁷. En effet, les Balkans, quand ils sont étudiés, sont principalement un objet pour la science politique et la géopolitique. Ils sont examinés par rapport à leur position dans les conflits passés et comme pièces dans les équilibres plus globaux. Dans la discipline historique, l'Europe orientale, notamment dans la composante orthodoxe et byzantine est, au début des années 1990, absente des programmes de l'enseignement secondaire.

Conséquence de leur faible institutionnalisation et de leur faible intégration au système académique général, les études balkaniques françaises sont encore au début des années 1990, le domaine de personnalités isolées, d'individus parfois hauts en couleur, de découvreurs et de passeurs, mais qui, de ce fait, ont le pouvoir d'orienter la recherche de façon significative, sans que ne leur en soit apportée la controverse. Spécialisés sur des objets et des régions considérés comme marginaux et peu reliés à l'histoire européenne, ils ont souvent vécu une véritable passion pour leur sujet d'étude qu'ils ont défendu dans un contexte académique au mieux indifférent, parfois méprisant. Chez les historiens et les slavistes, on peut établir des filiations depuis Louis Leger, Ernest Denis et Émile Haumant (1859-1942) à Georges Castellan (né en 1920, professeur d'histoire à l'INALCO puis à l'université de Paris III Sorbonne) et à Michel Aubin (1923-1996, professeur de littérature et civilisations à la chaire de serbo-croate de la Sorbonne)¹⁸.

Au tournant des années 1990, quand les régimes communistes ont commencé à vaciller puis que le conflit a éclaté en Yougoslavie, « la coupure a été trop longue pour qu'une reprise des travaux universitaires apporte des éléments de réflexion correspondant aux attentes des politiques et d'une opinion publique tourmentée par les crises qui se déclenchent »¹⁹. Rémy Leveau dans son rapport remarque la similitude des études balkaniques avec celles sur le monde arabe et le monde méditerranéen dans son ensemble : la division entre disciplines érudites

¹⁶ Voir les travaux de Christophe Charle sur les intellectuels et l'université, not. (avec Jacques Verger), *Histoire des universités*, éd. revue et aug., Paris, PUF, 2012.

¹⁷ A cet égard, l'œuvre de Pierre Renouvin, ancien combattant, fondateur de l'école française des relations internationales, en particulier son interprétation des causes du premier conflit mondial (*Les origines immédiates de la Première Guerre mondiale (28 juin-4 août 1914)*, Paris, Alfred Cost, 1925 ; *La crise européenne et la Première Guerre mondiale*, Paris, PUF, 1934), a posé pour longtemps un cadre d'interprétation dont l'influence jusqu'à aujourd'hui mériterait d'être étudiée.

¹⁸ A. Marès, « la vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle », *Les Cahiers du Centre de recherches historiques*, n°7, 1991.

¹⁹ Rémy Leveau, *Rapport sur les études balkaniques*, AFEBALK, 2000, p. 2.

(linguistique, histoire ancienne, archéologie) et sciences sociales y est également forte et des crises régionales produisent des effets similaires sur un microcosme scientifique qui a tendance à reproduire les conflits et dilemmes qui agitent son objet d'étude. Dans le développement postérieur à 1990 des études sur les Balkans, la forte présence des étudiants originaires de la région concernée (jusqu'à la moitié des thèses en cours en 2000²⁰), souvent encadrés par des universitaires généralistes vient poser d'autres questions : celle de l'absence de développement concerté des études sur les Balkans malgré la volonté politique affichée, mais aussi le manque d'intérêt du public étudiant, lié à l'absence de perspectives professionnelles.

L'éparpillement des études sur les Balkans, la faiblesse des réseaux scientifiques, en comparaison de la situation au Royaume-Uni ou en Allemagne, et l'approche par la périphérie d'une région classée à la croisée de différentes aires de recherche restent les traits persistants de l'étude universitaire de la région à la fin du XX^e siècle, malgré l'augmentation du nombre de chercheurs. Plus largement, la faiblesse des études sur les Balkans renvoie au cadre général de l'interprétation de l'histoire de l'Europe et à la minoration de l'histoire de l'Europe orientale dans l'histoire de l'Europe. Si l'intérêt pour l'histoire de Byzance et la présence islamique en Europe croît dans les années 2000, conjointement avec la réévaluation des relations Est-Ouest hors du cadre des blocs, le traitement des Balkans par la science politique reste la porte d'entrée la plus disponible dans les années 1990.

Des échanges intellectuels restreints

Les coopérations culturelles et intellectuelles avec l'Europe balkanique avant 1989 se déroulent presque exclusivement dans le cadre bilatéral (franco-yougoslave, franco-bulgare, franco-roumain) avec des résultats différenciés selon les pays. Au niveau officiel, elles sont presque inexistantes avec l'Albanie d'Enver Hoxha et très faibles avec la Bulgarie. Avec la Roumanie, la présence d'intellectuels émigrés roumains anti-communistes en France et la perception d'un régime plus autonome vis-à-vis de Moscou dans les années 1970-1980 ont produit d'un côté la reprise de certaines formes de coopération culturelle avec la Roumanie communiste et de l'autre, la diffusion discrète mais réelle d'une production intellectuelle et artistique non contrôlée. Toutefois, les intellectuels et artistes roumains à Paris, souvent déçus de leur nationalité, vivent l'exil comme définitif, rendant très complexe leur rapport à la roumanité. Mieux intégrés que d'autres artistes étrangers installés en France à la même époque,

²⁰ *Ibid.*, p. 3.

leurs liens avec le pays d'origine a tendance à se distendre et même à s'effacer. Leur succès dans le champ culturel français est en général atteint quand leur roumanité s'est totalement évanouie, pour faire d'eux des intellectuels et des artistes 'universels'. C'est le cas des auteurs déjà cités appartenant à la génération de l'entre-deux-guerres, tels que les écrivains Emil Cioran, Eugène Ionesco et Mircea Eliade, mais aussi d'intellectuels et d'écrivains plus jeunes, comme le théâtrologue Georges Banu (né en 1943) ou le dramaturge Matei Visniec (né en 1956) qui écrivent alors en français et ont francisé leurs patronymes.

L'expérience spécifique du socialisme autogestionnaire yougoslave a inspiré la réflexion politique en France, mais ce contexte *a priori* favorable à la circulation des idées entre les deux pays (du moins à gauche) a eu ses limites évidentes dans l'accueil des auteurs yougoslaves. Ainsi, si la critique du marxisme, développée par la revue *Praxis*²¹ n'a pas été discutée en France comme on l'a vu plus haut, la contestation étudiante de 1968 en Yougoslavie n'y a pas non plus été perçue et se trouve encore largement absente des études pourtant abondantes sur le mouvement de 1968²². C'est tout un pan de la production intellectuelle (critique du marxisme) qui circule difficilement malgré le cadre favorable. Le second point litigieux de l'approche française de l'histoire et des réalités yougoslaves de l'après 1945 est l'existence d'un tropisme serbe. On l'explique en général par l'approche jacobine des réalités territoriales et l'héritage des alliances politiques du passé²³. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'existence d'un déséquilibre dans les relations politiques et culturelles franco-yougoslaves poussant les dirigeants et les intellectuels français à adopter une 'version serbe' de l'histoire de la Yougoslavie au détriment des autres nations est dénoncée par la nouvelle historiographie croate dans un contexte de lutte idéologique. Cette lecture est encore plus vive après 1991 dans les contextes de construction nationale qui fait suite à l'éclatement de la Fédération yougoslave²⁴.

La connaissance des littératures balkaniques est depuis toujours réduite en France. Durant la période 1945-1989, à l'instar des autres pays de l'Europe de l'Est, elle a également été politisée, les gouvernements communistes exerçaient une forte censure dans l'édition et avaient mis en place des circuits de promotion à l'étranger d'ouvrages autorisés et produisaient

²¹ Krunoslav Stojakovic, « Quelques remarques sur le rôle des intellectuels : l'exemple des philosophes yougoslaves réunis autour du journal PRAXIS », *Transeo*, n°1 - Janvier 2009, URL: <http://www.transeo-review.eu/Ein-antiburgerlicher-Reflex-Einige,24.html>, date de consultation : 3 mars 2011.

²² F. Georgi, « Rezension zu: Kanzleiter, Boris; Stojaković, Krunoslav (Hrsg.): *1968 in Jugoslawien. Studentenproteste und kulturelle Avantgarde zwischen 1960 und 1975. Gespräche und Dokumente*. Bonn 2008, H-Soz-Kult, 03.09.2010, URL : <http://www.hsozkult.de/publicationreview/id/rezbuecher-13595>.

²³ D. T. Bataković (ed.), *La Serbie et la France...*, *op. cit.*

²⁴ Voir par ex. Gregory Peroche, *Croatie-France. 797-1997, douze siècles d'histoire*, Paris, François-Xavier de Guibert, 1998. L'ouvrage est préfacé par George-Marie Chenu, ambassadeur de France en Croatie (1991-1994), vigoureux défenseur de la Croatie indépendante auprès du public français.

des traductions vers le français et les autres langues occidentales. De leur côté, des éditeurs proches du PCF faisaient connaître en France des auteurs officiels. Par ailleurs à partir des années 1970, de nouveaux circuits ont permis de montrer à l'extérieur une production littéraire et artistique qui n'avait pas nécessairement reçu l'assentiment des autorités.²⁵ En Yougoslavie, les phénomènes de censure étaient plus indirects sans être pour autant inexistant : limités à certains thèmes sensibles, ils ont frappé en particulier de manière subtile mais efficace la culture populaire, laissant des marges de franche et totale liberté dans les genres expérimentaux et la littérature plus exigeantes²⁶.

Les éditeurs français prospectent traditionnellement peu dans les langues dites rares et pour le choix d'un auteur d'Europe d'Est et *a fortiori* d'Europe du Sud-Est, ils se réfèrent souvent à leurs collègues germaniques, puisque l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse sont perçues comme l'espace de réception naturel des artistes est-européens. L'absence d'initiative de la part des éditeurs français rend d'autant plus important le rôle des traducteurs. Ces derniers, peu nombreux à avoir étudié les langues balkaniques (slaves comme non slaves) avant 1990 se sont souvent formés sur le tas. Cette situation n'a rien d'exceptionnel dans le champ littéraire français. On estime aujourd'hui que la profession s'est structurée dans les années 1990-2000 avec la mise en place des associations et des formations diplômantes qui ont accompagné le développement du champ de la littérature traduite en France²⁷. Mais cette réalité accentue l'importance des facteurs individuels et l'impact des médiateurs que sont les traducteurs, certains intellectuels balkaniques en exil et quelques connaisseurs, et donc aussi l'importance du hasard dans le choix des œuvres d'auteurs balkaniques qui circulent en France avant 1989.

Ces facteurs individuels sont aussi sensibles dans les profils des traducteurs littéraires. Parmi les traducteurs de serbo-croate actifs dans les années 1970 et 1980, on trouve plusieurs épouses françaises d'intellectuels des pays concernés, comme Mauricette Begić, femme du professeur de littérature française Midhat Begić, Janine Matillon, professeur à l'INALCO et épouse de Stanko Lasić, historien de la littérature. Outre les universitaires Jean Descat et

²⁵ Voir les recherches de Iona Popa sur la réception en France des littératures de l'Est et notamment sur le tournant de 1989 (« D'une circulation politisée à une logique de marché. L'importation des littératures d'Europe de l'Est », in Gisèle Sapiro (ed.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Éditions du CNRS, 2008, p. 257- 285).

²⁶ Voir des recherches récentes sur la censure dans la Yougoslavie socialiste : si des thèmes comme les identités nationales et le religieux risquaient plus volontiers d'être sanctionnés, une observation fine de la censure dans le domaine des formes artistiques populaires montre que la politique était souvent fluctuante et que le pouvoir tendait à dénigrer la qualité artistique plutôt que d'afficher une censure directe (Voir Ana Hofman « Ko se boji šunda još » in Lada Duraković et Andrea Matošević (eds.), *Socijalizam na klupi. Jugoslavensko društvo očima nove postjugoslavenske humanistike* [*Le socialisme en examen. La société yougoslave vue par les nouvelles sciences humaines post-yougoslaves*], Pula-Zagreb, Srednja Evropa / Sveučilište Jurja Dobrile / Sajam Knjige u Istri, 2013, p. 281-316.

²⁷ G. Sapiro (ed.), *Translatio...*, *op. cit.*

Michel Aubin qui ont eu une activité de traduction littéraire, deux traductrices vont jouer un rôle important à partir de l'éclatement de la Yougoslavie et alimenter dans les années 1990 une demande accrue en production littéraire et essayistique : Mireille Robin, épouse du poète Rade Tomić et Pascale Delpech, épouse de l'écrivain yougoslave Danilo Kiš. L'activité des traducteurs de serbo-croate -mais aussi d'albanais avec la crise du Kosovo- s'inscrit alors dans un champ hautement politisé.

Depuis le XIX^e siècle, des universitaires et intellectuels originaires de la péninsule ont entrepris de recenser les œuvres littéraires traduites vers le français²⁸. L'observation du champ littéraire et de la circulation des traductions est aussi un acte militant car il permet de rendre visible l'existence effective de traductions souvent éparpillées chez différents éditeurs, parfois épuisées, et souvent malheureusement sans effet sur la notoriété de l'auteur en France. Autant que les recherches sur les écrits des voyageurs occidentaux sur la péninsule balkanique, les entreprises bibliographiques sont des activités engagées produites par des intellectuels qui ont intériorisé leur appartenance à un champ culturel périphérique.

Dans la relation asymétrique entre les deux champs culturels, la réception en France d'auteurs considérés comme majeurs dans leurs pays d'origine a retenu l'attention des recherches produites par des universitaires balkaniques. C'est le cas de Miroslav Krleža (1893-1981), écrivain croate, qui a produit la majeure partie de son œuvre prolifique avant la Seconde Guerre mondiale mais a également joué un rôle central dans la vie intellectuelle dans la Yougoslavie titiste. Communiste avant la guerre, instigateur principal de la rupture avec le réalisme socialiste en 1952, artisan de l'encyclopédie de la Yougoslavie, auteur célébré par le régime sans pour autant avoir perdu sa liberté de pensée, il avait tout pour intéresser le public français. Pourtant, son introduction a été tardive -ses romans des années 1930 n'ont été traduits en France que dans les années 1950 et 1960- et est restée limitée.

²⁸ Sur les traductions d'œuvres littéraires croates en Français du début de 1800 jusqu'en 1968, voir la bibliographie de Stanko Lasić, « Bibliographie de la littérature croate en langue française », *Annales de l'Institut français de Zagreb*, 2e série, n°20-21, 1968-69, p. 103-199. Avant lui, Pavle Popović et Miodrag Ibrovac, « Essai de bibliographie française de la littérature yougoslave », *Le Monde slave*, Librairie Félix Alcan, Paris, n° 2, mai 1931, pp. 297-329 ; Nicolas S. Petrović, *Ogled francuske bibliografije o Srbima i Hrvatima, 1544-1900. Essai de bibliographie française sur les Serbes et les Croates, 1544-1900*, Éditions de l'Académie royale de Serbie, Belgrade, 1900. Dans la période contemporaine : Mihailo B. Pavlović, *Od Esklavonije ka Jugoslaviji. Kritički pregled važnijih francuskih tekstova o jugoslovenskim krajevima i narodima do 1914, s posebnim osvrtom na književnost* [De l'Esclavonie à la Yougoslavie. Examen critique des principaux textes français sur les territoires et les peuples yougoslaves jusqu'en 1914, avec un accent spécifique sur la littérature], Sremski Karlovci, Novi Sad, IKZS, 1994 ; Milivoj Srebro, *Bibliographie de la littérature serbe en France (1945-2004) précédé de l'étude « La littérature serbe dans le miroir français »*, Belgrade, Bibliothèque nationale de Serbie, 2004 ; Miloš Lazin, *Le théâtre de l'espace culturel yougoslave. Bibliographie et sitographie des textes d'auteurs dramatiques de Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie traduit en français*, 2015, en ligne : www.troisiembureau.com/le-centre-de-ressources/.

Cette réalité a été en Yougoslavie puis en Croatie un sujet de questionnement²⁹. La réception de l'œuvre de Miroslav Krleža rencontre de fait deux obstacles significatifs des littératures balkaniques du XX^e siècle. Introduits par des hommes de gauche dans les années 1950 (en l'occurrence par l'écrivain Jean Cassou dans son *Anthologie de la prose contemporaine yougoslave*, publiée aux éditions Seghers), ses écrits entrent dans un champ littéraire politisé. Malgré un accueil favorable lors de la parution de ses premiers livres, son œuvre a rapidement cessé d'intéresser la critique dans une France où triomphe le nouveau roman à partir des années 1960. Par ailleurs, les romans les plus connus de Krleža se déroulent dans les marges de l'Autriche-Hongrie finissante. La polyglossie de cet empire plurinational avec ses finesses linguistiques et dialectales bien présentes dans l'univers de l'écrivain reste difficilement traduisible. En France, on redécouvrira ce monde disparu dans les années 1980, avec la mode de la décadence viennoise, mais sans y associer Krleža. Sa réception a donc souffert de son origine périphérique et de traductions anachroniques, puisque le public des années 1950 et 1960 n'attendait pas d'un écrivain yougoslave qu'il fasse revivre l'Autriche-Hongrie, qui fut pourtant le cadre de sa jeunesse. La critique française a certes salué le style et la modernité, mais a eu du mal à saisir la densité de « l'univers Krlezien, qui s'étire pratiquement sur un siècle entier et [a fait] de nombreuses erreurs et approximations dans l'appréhension du contexte historique »³⁰. Le public n'a pas non plus suivi et ses livres n'ont pas réédités par la suite. La réception française de l'écrivain Danilo Kiš, son cadet de deux générations (né en 1938), est aussi éclairante. Si ses romans, correspondant mieux au goût de l'époque, furent mieux reçus par la critique et le public, l'auteur, décédé en 1989 sera occulté par le retour de la quête identitaire des années 1990.

Les modes de production intellectuelles de l'avant 1990 permettent d'identifier l'impact de certains médiateurs qui ont par leurs écrits ou leurs actions, pu influencer sur les grilles interprétatives, les représentations, les perceptions. C'est le cas de l'éditeur suisse d'origine serbe Vladimir Dimitrijević, qui a fondé les éditions L'Âge d'homme à Lausanne en début des années 1960. En 1990, il a déjà constitué un catalogue très riche de traductions en français d'œuvres de littérature slave -russe, polonaise et serbe surtout. Travaillant avec un même appétit pour les classiques que pour les contemporains, il se déclare obsédé par l'idée de créer des catalogues, il fait preuve d'une ambition visant presque à l'exhaustivité pour « rendre

²⁹ Voir Janine Matillon, *Les problèmes de la traduction du serbo-croate en français*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Pergnier, Université de Paris-Est Créteil Val-de-Marne, 1987 ; Danica Rajčić, *Les problèmes de la réception de Miroslav Krleža en France*, thèse pour le doctorat de 3^e cycle, sous la direction de François de Labriolle et Janine Matillon-Lasic, Paris III Sorbonne nouvelle, 1986.

³⁰ D. Rajčić, « L'image de la Yougoslavie en France (1945-1975) », *Balkanica. Annuaire de l'Institut des études balkaniques*, vol. 20, Belgrade, Académie serbe des sciences et des arts, 1989, p. 389.

justice à la littérature slave »³¹ et mettre à la disposition du public des auteurs moins connus des francophones car ne répondant pas aux goûts dominants. Sa ténacité lui vaut la reconnaissance et une diffusion correcte en France avant la révolution numérique.

La mission frise le sacerdoce chez cet intellectuel tourmenté, conscient de venir d'une langue considérée comme mineure, avouant ses complexes vis-à-vis du monde universitaire et des « grandes cultures », auxquelles il s'agit de montrer qu'il existe une autre littérature qui peut venir féconder la rationalité occidentale, en particulier française.

Comme les grands poètes romantiques anglais en réaction contre les lumières ont fécondé la poésie française exsangue durant tout le XVIII^e siècle, l'ethnoromantisme fut le levain et le révélateur des cultures d'Europe centrale. Or celles-ci, vivifiées et en expansion, auraient-elles pu s'harmoniser avec un mode de vie en sorte de former une vraie civilisation ? On peut y rêver, et à tout ce que cela représenterait pour l'Europe d'aujourd'hui. Mais ce qui est sûr, c'est qu'après la Première Guerre mondiale, l'influx de ce monde-là fut bel et bien anéanti. L'Europe centrale devint alors le ventre mou, où le nouvel empire fondé par Lénine aurait beau jeu de porter le fer. Ensuite, à partir de l'occupation soviétique, tous ces pays ont été dénaturés³².

Cette position exprimée au milieu des années 1980 expose une quête identitaire faisant largement écho à « l'Occident kidnappé » de Milan Kundera. Elle n'est pas sans porter la nostalgie d'un âge d'or de l'autre Europe -aux contours cependant flous- dont la culture 'authentique' car plus proche du peuple, aurait pu féconder la culture européenne.

³¹ Vladimir Dimitrijević, *Personne déplacée*, Lausanne, Pierre Marcel Favre, 1986, p. 101.

³² *Ibid.*, p. 153-154.

3.2. Expériences touristiques des Balkans avant 1989

L'étude précise et comparée de la littérature touristique dépasse le champ de la présente recherche, mais la façon dont celle-ci a traité certains motifs comme le problème des nationalités et des peuples, ainsi que le rapport à la modernité et au passé peuvent aider à saisir les recadrages qui auront lieu dans les années 1990. Jusqu'à la fin des années 1980, le tourisme à l'étranger était toujours une pratique nettement minoritaire chez les Français, qui, contrairement à leurs voisins allemands, privilégiaient les séjours sur le territoire national. Le développement du tourisme de masse entre 1960 et 1980 a surtout profité au tourisme hexagonal : en 1967, 15 % des séjours touristiques se font à l'étranger (principalement dans les pays limitrophes) mais à peine 10 % en 1999³³. La péninsule balkanique dont l'exploitation touristique se développe fortement entre les années 1960 et 1980, est de son côté une destination favorite des Européens du nord. Dans ce contexte, les pays balkaniques qui n'appartiennent pas au Pacte de Varsovie et pratiquent une politique d'ouverture vis-à-vis de l'Occident (la Grèce, la Yougoslavie) constituent, pour les Français qui les visitent, une destination proche mais exotique³⁴.

L'exotisme de la proximité de la Yougoslavie

La Yougoslavie est pour le tourisme entre 1950 et 1980 d'abord un pays méditerranéen, dont la caractéristique principale est la côte Adriatique. Si les guides touristiques engagent aussi à découvrir d'autres régions, la césure entre le littoral et l'intérieur du pays est toujours perçue comme déterminante³⁵. Deux éléments mis en valeur par la littérature touristique française des années 1960, mais déjà présents dans les guides yougoslaves, sont les vifs contrastes entre Orient et Occident et la mémoire d'une histoire tourmentée. Les guides français insistent, eux, sur le sentiment d'être confronté pour la première fois à l'islam, donc à l'Orient. Dans les

³³ Igor Tchoukarine, « Un espace offert au tourisme : les représentations de la Yougoslavie dans les guides touristiques imprimés français et yougoslaves au XXe siècle », *Etudes balkaniques*, n°12, 2005, URL : <http://etudesbalkaniques.revues.org/index120.html>, §15 et note 39.

³⁴ Les Français ont été entre 100 000 (1962) à 400 000 dans les années 1980) à visiter la Yougoslavie sur un total de 5 millions (au début des années 1960) à 9 millions de visiteurs (dans les années 1980), la part des Français décroissant dans le temps, Ibid., § 16. Pour une comparaison avec la présentation des guides touristiques britanniques dans les années 1950 et 1960, voir Igor Duda, « Dokono mnoštvo otkriva Hrvatsku. Engleski turistički vodiči kao izvor za povijest putovanja na istočnu jadransku obalu od 1958. do 1969 » [Les masses découvrent la Croatie. Les guides touristiques britanniques comme sources pour une histoire des voyages sur la côte Adriatique de 1958 à 1969], *Časopis za suvremenu povijest*, 35^e année, n°3, Zagreb, 2003, p. 803-822.

³⁵ I. Tchoukarine, « Un espace offert au tourisme... », art. cit., § 19.

années 1950 déjà, « l'histoire violente » de la Yougoslavie est un produit touristique. Igor Tchoukarine relève dans plusieurs guides des assertions éloquentes concernant l'attraction que constitue un passé violent : le *Guide Bleu Yougoslavie* (1955) s'exclame par exemple : « Destin tragique que celui de ces peuples tant de fois conquis et toujours insoumis et qui, au cours de la dernière guerre encore, ont su montrer un attachement à la liberté qui les rend très proches des Français »³⁶. Jean-Marie Domenach, auteur en 1960 d'un guide sur la Yougoslavie dans la fameuse collection « Petite Planète », avertit également son lecteur : « Touriste, tu marches sur l'histoire »³⁷, quand *Le Guide du routard, Yougoslavie* (éditions 1983 et 1991) affirme :

Ce pays s'est forgé dans le sang et les guerres, dans le combat perpétuel pour l'indépendance et la liberté [...] et c'est cette contradiction entre le sourire d'un pays et la violence de son histoire qui vous fascinera le plus³⁸.

Un autre trait récurrent est la description de la 'mosaïque' yougoslave, à savoir d'une pluralité de peuples, de cultures, de religions. Propagée par la politique touristique officielle du gouvernement yougoslave, cette réalité est la plupart du temps expliquée de façon uniquement descriptive, se résumant souvent au constat que le pays est constitué de six républiques, six nations et de plusieurs minorités nationales. La mosaïque est donc considérée plutôt comme une classification ethnographique que comme le fruit d'une histoire. 'L'histoire tragique' mentionnée plus haut met en avant des anecdotes guerrières, telle que la construction de la fameuse Tour de crânes par les Ottomans à Niš dans le sud de la Serbie lors de leur prise de la ville en 1809, sans pour autant la relier à l'existence de la dite mosaïque.

À partir des années 1960, les publications touristiques françaises sur la Yougoslavie s'efforcent de concilier l'évocation d'un pays traditionnel aux portes de l'Orient et l'éloge de sa modernisation. Vantée par les admirateurs de la voie yougoslave de développement et présentée par le régime yougoslave comme la nouvelle image du pays, la modernisation ne constitue pourtant pas un atout touristique. On peut observer ce phénomène dans la monographie à grand tirage Larousse (1975) dirigée par le correspondant du journal *Le Monde* à Belgrade, Paul Yankovitch³⁹. Cet ouvrage est d'une tonalité assez semblable, bien que moins lyrique, au guide « petite planète » mentionné plus haut. L'auteur y évoque l'histoire des Yougoslaves, des peuples ayant une origine commune, mal compris en Occident et souvent traités comme « monnaie d'appoint dans les comptes entre grandes puissances »⁴⁰. L'ouvrage offre un

³⁶ « Préface », *Yougoslavie*, Paris, Le Guide bleu, 1955, p. 5.

³⁷ J.-M. Domenach et Alain Poutault, *La Yougoslavie*, Paris, Le Seuil, coll. « Petite planète » n°25, 1960, p. 6.

³⁸ *Le Guide du routard, Yougoslavie*, éd. 1983 et 1991, p. 149 et p. 22.

³⁹ *La Yougoslavie*, Paris, Larousse, 1975, p. 18-36.

⁴⁰ Paul Yankovitch, « Le passé », *La Yougoslavie*, Paris, Larousse, 1975, p. 19. Cette citation est attribuée par l'auteur au Prince évêque du Monténégro Njegosh.

équilibre subtil entre l'image d'un pays doté de fortes traditions et celle d'une modernisation toujours plus grande. Proposant des descriptions minutieuses de coutumes ancestrales (costumes, danses, fêtes, traditions culinaires) encore bien vivantes à l'époque de l'écriture du livre, les auteurs pointent les contrastes qui traversent la société.

La vieille Serbie « des révoltes et des vergers » est trop légitimement fière de son passé pour ne pas en vénérer les traces tout en s'engageant résolument dans la voie du modernisme du point de vue de l'économie et des équipements » et les habitants de Leskovac, le « Manchester serbe » siège de la puissante industrie textile, tissant eux-mêmes sur des métiers artisanaux leurs propres vêtements⁴¹.

L'exotisme de la Yougoslavie selon les guides touristiques français des années 1930 aux années 1980 recouvre la perception de l'islam et d'éléments de folklore d'origines diverses. Par ailleurs, le dépaysement est présenté autant comme spatial que temporel : l'idée du retour dans le temps en fait un élément de charme inestimable⁴². Ce dernier élément, récurrent dans la perception des Balkans, est aussi présent dans le développement du tourisme rural en Roumanie à l'instigation d'associations françaises dans les années 1990 comme on le verra plus loin. L'idée que la modernisation menace le pays d'uniformisation est récurrente dans la littérature touristique avant l'instauration des régimes communistes modernisateurs⁴³. Après 1945, la disparition du monde traditionnel est perçue comme une perte d'authenticité, dont la recherche est essentielle au déplacement touristique⁴⁴ et, en même temps, comme un processus qui rapproche ces Balkans de l'Europe, témoignant ainsi de l'ambiguïté de la relation touristique.

Une particularité de la présence française en Yougoslavie est le développement des voyages touristiques à contenu politique à partir des années 1950 et pour lequel la visite de Jean Cassou en Yougoslavie marque le point de départ⁴⁵. Comparant les représentations que nourrissent les touristes français et tchèques dans l'immédiate après-guerre (1945-60), Igor Tchoukatine conclut que seuls les Français nourrissent des mythologies associées à la Première Guerre mondiale et à l'autogestion⁴⁶. Pourtant, le fait est que la Yougoslavie, pas plus que la Bulgarie, l'Albanie ou la Roumanie n'attire le tourisme français de façon massive,

⁴¹ Claude Argilier, « Les traditions », *ibid.*, p. 110.

⁴² I. Tchoukarine, *Politiques et représentations d'une mise en tourisme : le tourisme international en Yougoslavie de 1945 à la fin des années 1960*, thèse soutenue sous la direction d'Alain Blum, Paris, EHESS, 2010, p. 365.

⁴³ *Ibid.*, p. 366.

⁴⁴ Voir par ex. Albert t'Serstevens, *L'itinéraire de Yougoslavie*, Paris, Grasset, 1953 [1938]. On retrouve cette idée dans la période post-communiste, voir par exemple ce qu'écrit l'anthropologue Claude Karnoouh dans *Adieu à la différence. Essais sur la modernité tardive*, Paris, Arcantère 1993.

⁴⁵ J. Cassou, *Une vie pour la liberté*, Paris, Laffont, 1981.

⁴⁶ I. Tchoukarine, *Politiques...*, *op. cit.*, p. 433.

contrairement aux Allemands ou aux Tchèques par exemple : « aucune culture française du voyage sur l'Adriatique ne prend réellement racine »⁴⁷.

Nostalgie d'une avant-guerre

Les souvenirs de l'époque révolue où Bucarest était appelée le « petit Paris » s'avèrent une ressource féconde pour l'imaginaire touristique et alimentent le discours des magazines et des guides de voyage, juste après la chute du régime communiste en Roumanie. Ceci est visible dans la réutilisation d'une littérature de cette époque en particulier du *Bucarest* de Paul Morand (1935), réédité en 1990⁴⁸. L'évocation de cette capitale francophile, intellectuelle et cependant exotique des années 1920-1930 est porteuse d'un imaginaire incontestablement positif⁴⁹, contrastant avec les représentations de la misère morale et matérielle du pays, diffusées par les médias après la chute du régime de Ceaușescu. Pourtant cette évocation nostalgique recouvre une réalité plus clivée. En effet, les sources du charme roumain, tels que Morand les met en scène dans son ouvrage de 1935, sont doubles : d'un côté l'univers francophile, cosmopolite et libéré de la capitale roumaine et de l'autre la présence permanente de l'Orient. Cette vision a été critiquée en Roumanie dès la parution du livre⁵⁰. En 1943, au moment de la nomination de Morand comme ambassadeur de France à Bucarest, le journaliste nationaliste puis pronazi, Pamfil Seicaru, s'insurge encore en ces termes :

Il existe une autre Roumanie, travailleuse, consciente du drame de sa situation géographique, aimant la France avec une constance de sentiments capable de résister à toutes les vicissitudes de l'histoire [...] [une qui n'est pas] dans quelques salons où se gazouille le français et se font des yeux langoureux lorsque se susurrent deux vers de Paul Verlaine⁵¹.

La réédition de 1990 par le même éditeur (Plon), réactualise les charmes mis en avant par l'écrivain français :

Portrait d'une ville raffinée et excentrique, chargée d'histoire, voyage dans l'Europe d'avant-guerre, Paul Morand a voulu faire avec *Bucarest* publiée en 1935, « le portrait d'une jolie femme ». À redécouvrir à l'heure où Bucarest, après avoir été livrée au saccage d'un dictateur, retrouve sa liberté⁵².

⁴⁷ *Ibid.*, p. 433.

⁴⁸ P. Morand, *Bucarest*, Paris, Plon, 1990 [1935].

⁴⁹ Lucian Boja, *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe*, Paris, Les Belles lettres, 2003.

⁵⁰ Gavin Bowd, *Paul Morand et la Roumanie*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 42-44.

⁵¹ Extrait de l'article paru en première page du quotidien *Curentul* le 29 août 1943, *ibid.*, p. 63.

⁵² Extrait de la 4^e de couverture de la réédition de P. Morand *Bucarest* en 1990, *ibid.*, p. 31.

Les retrouvailles sentimentales avec la Bucarest d'avant-guerre passent sous silence le contexte déjà fort peu démocratique de la Roumanie de 1935, autant que les convictions fascisantes puis collaborationnistes de son auteur.

Même clivée, cette nostalgie de l'époque d'avant le communisme, n'existe pas dans la littérature touristique française concernant les autres pays de la région (Yougoslavie, Bulgarie, Albanie). Certes, les relations économiques et culturelles avec la France sont plus développées avec la Roumanie qu'avec les pays voisins des Balkans. Ces années-là sont pourtant aussi pour la région toute entière, une période d'occidentalisation et de rapprochement avec l'Europe.

Au début des années 1990, deux cadrages, porteurs de scénarios antinomiques, apparaissent dans le discours sur la Roumanie en France : d'un côté, l'évocation d'une Bucarest occidentalisée, intellectuelle, francophone et francophile des années 1920-1930 -notamment dans les guides touristiques, la coopération officielle et les récits de voyage-, de l'autre, la médiatisation de la misère touchant des couches très larges de la population rurale et urbaine. À l'extérieur, s'affirme l'idée que ce pays est ultra contrasté alors qu'en Roumanie, l'évocation de la période de modernisation 'à l'occidentale' de l'entre-deux-guerres et de la francophilie et francophonie traditionnelles permet de contrer les représentations négatives qui alimentent la médiatisation du pays après la chute du régime communiste⁵³. Après 1990, des publications à Timișoara (Banat) et à Iași (Moldavie) coéditées ou soutenues par les centres culturels français et consacrées à la francophonie locale ont aussi alimenté l'idée que la tradition intellectuelle francophone ne se limitait pas aux élites bucarestoises mais était plus diversifiée socialement et territorialement⁵⁴. Un troisième visage de la Roumanie et de son potentiel touristique, sera proposé par les militants des jumelages de villes et villages : celui d'une ruralité multiculturelle et créative qui serait un atout pour un tourisme différent, écologique et humain.

Durant les années 1990-2000, les guides touristiques ont évité les pays issus de l'ex-Yougoslavie avant que la Croatie ne redeviennent, surtout après 2005, une destination pour les touristes français. Il est intéressant de constater l'évolution des références historiques et historiographiques dans la littérature touristique après l'éclatement de la Fédération yougoslave. Ainsi, un des rares guides touristiques français sur la Serbie publié en 2005, propose une narration très inspirée du discours nationaliste serbe⁵⁵. L'autre question qui se pose avec les

⁵³ Voir Sultana Craia, *Francophonie et francophilie en Roumanie*, Bucarest, Editura Meronia, 1994 ou encore Mircea Goga, *Une île de latinité. Culture, civilisation, langue et littérature roumaines*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2004.

⁵⁴ *La communauté française et francophone de Moldavie, XIX^e, XX^e... XXI^e siècles*, Iași, Editura Samia, 2006 ; Margareta Gyurcsik, Andreea Gheorghiu, Florin Ochiana, *Écrivains roumains d'expression française, XX^e siècle*, Timișoara, Editura universității de Vest, 2003.

⁵⁵ *Serbie-Monténégro* (Paris, Le Petit futé, 2005) rédigé par Alexis Troude, auteur d'une *Géopolitique de la Serbie* (Paris, Ellipse, 2006). Dans ce guide, se trouve réhabilitée l'action des *Tchetniks* pendant la Seconde Guerre

années 1990 est celle des survivances et transformations des habitudes et des représentations touristiques sur un territoire devenu une zone de guerre. On peut se demander si certaines expéditions dans la Yougoslavie en désagrégation, sous couvert d'humanitaire, de journalisme ou de solidarité militante n'ont pas aussi été apparentées parfois à du tourisme de guerre.

mondiale présentés comme les « véritables résistants » aux Nazis. L'ouvrage insiste sur le combat séculaire contre les Turcs d'un peuple constamment menacé par ses voisins et interprète la guerre des années 1990 comme une querelle de voisinage entre Serbes et non-Serbes. Le Kosovo y est présenté comme une « province serbe », et l'intervention de l'OTAN de 1999 est qualifiée « d'agression sans précédent sur le sol européen ».

3.3. Des révolutions à deux heures d'avion

À l'automne 1989, alors que la France célèbre le bicentenaire longuement préparé de sa révolution, les médias donnent à vivre en direct des révolutions dans une Europe de l'Est qui semble subir une accélération de l'Histoire. Après l'ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche à l'été 1989, ce sont les régimes communistes les uns après les autres qui se défont, apparemment sous la pression de la rue. Si les commentateurs ont insisté *a posteriori* sur le processus long de décomposition des régimes et le lâchage de Moscou, l'impression d'assister à la victoire du peuple aux mains nues a été largement partagée au moment des faits. En France comme ailleurs, les évènements ont pris de cours les dirigeants politiques et ont alimenté ensuite pendant plusieurs années la réflexion sur l'unification du continent européen⁵⁶.

Construction d'un modèle d'analyse

La référence idéale de la fin des régimes communistes a été la Révolution de velours tchécoslovaque et on se souviendra longtemps des images de la foule agitant des clés sur la place Venceslas à Prague pour signifier aux dirigeants que la porte leur était ouverte. Ces « révolutions de citoyens », fruit d'une résistance civique caractérisée par la dissidence, semblent prouver l'existence d'un véritable « pouvoir des sans pouvoirs », selon la formule de Vaclav Havel⁵⁷. On salue alors la renaissance de la société civile et des églises, creuset des mouvements de contestation, mais aussi gardienne des valeurs que le totalitarisme avait étouffées⁵⁸. Alors que l'essayiste Timothy Gorton Ash donne à lire en 1989-1990 dans la presse anglophone des chroniques nourries par une connaissance de terrain de la réalité des sociétés est-européennes⁵⁹, la presse française est plutôt alimentée par des journalistes découvrant pour

⁵⁶ Voir par ex. les analyses produites entre 1990 et 1996 par le groupe de prospective n°5 de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) dédié au projet de coopération en Europe post-communiste, ainsi que les ouvrages de Michel Foucher (ed.), *Fragments d'Europe* (Paris, Fayard, 1993) et de M. Foucher et Jean-Yves Potel (eds.), *Le continent retrouvé* (DATAR/Éditions de l'Aube, 1993).

⁵⁷ « Le pouvoir des sans-pouvoir » [1978], in Vaclav Havel, *Essais politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, p. 65-158.

⁵⁸ Miklos Molnar, *La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, Paris, PUF, 1990 ; M.-E. Ducreux, « Entre catholicisme et protestantisme : l'identité tchèque », *Le Débat* n° 59, 1990, p. 103-121

⁵⁹ Dans la *New York Review of book* et *The Spectator*, il publie des séries d'articles ensuite regroupés dans l'ouvrage *The Uses of Adversity. Essays on the Fate of Central Europe* (New York, Random House, 1989) et *We the People. The Revolution of '89 Witnessed in Warsaw, Budapest, Berlin, Prague* (Londres, Granta Books, 1990). Ces deux ouvrages ont été traduits et publiés en français la même année (sous le titre *La chaudière de l'Europe*

la première fois ‘l’autre Europe’ et les commentaires des intellectuels antitotalitaires acquis à la cause des dissidents.

Dans les années qui ont suivi la chute des régimes communistes, historiens et politistes se sont efforcés de démystifier les interprétations hâtives façonnées par un modèle de révolution idéale et, d’une certaine façon, de recadrer l’événement :

On a parfois présenté en France l’Automne des peuples de 1989 comme la contribution de l’Europe du Centre-Est aux cérémonies du bicentenaire de la Révolution française. Les événements à l’est de l’Europe, ne furent pas un prolongement de 1789. Ils furent au contraire marqués par le rejet de toute une culture révolutionnaire fondée sur l’avènement dans la violence d’une société nouvelle.

écrit en 1993 Jacques Rupnik⁶⁰ et il ajoute :

L’effondrement du communisme reste une énigme. Pour tenter de la percer, gardons-nous de recourir trop vite à des théories comme celle de la manipulation, ou, pour reprendre les termes de Bergson, à « l’illusion du déterminisme rétrospectif »⁶¹.

Pour nuancer le caractère radical des dites révolutions, des expressions à première vue paradoxales ont été proposées comme ‘la révolution sans adversaires’ (Raph Dahrendorf), ‘la révolution sans révolutionnaires’ (François Fejtó), ‘la révolution discrète’, ‘la révolution négociée’ et certains ont même proposé de réviser la théorie de la révolution (Zygmunt Bauman). Pourtant, si on a constaté une grande confusion conceptuelle dans la labellisation de l’événement⁶², le terme de révolution s’est au final maintenu faute de mieux. Dans *Le passé d’une illusion* (1995), François Furet le constate :

Rien ne me paraît-il plus inexact que de baptiser du terme de « révolution » la série d’événements qui a conduit en U.R.S.S. et dans l’Empire, à la fin des régimes communistes. Si un peu tout le monde l’a fait, c’est qu’aucun autre mot de notre vocabulaire politique ne paraissait convenir mieux à l’effondrement d’un système social ; celui-là avait l’avantage de comporter l’idée, familière à la tradition politique occidentale, d’une rupture brutale avec le régime passé⁶³.

Les mises en garde lucides sur la complexité des événements, l’inadéquation des termes et le danger du raisonnement analogique avec la révolution-modèle n’ont pas empêché la fortune considérable des visions prophétiques de l’histoire. Tel a été le cas de l’expression ‘fin

centrale 1980-1990, Paris, Gallimard, 1990), mais ont eu un impact moindre que les chroniques régulières de l’auteur dans la presse américaine.

⁶⁰ Jacques Rupnik, *L’autre Europe. Crise et fin du communisme*, 2^e éd. rev., Paris, Odile Jacob, 1993, p. 12.

⁶¹ *Ibid.*, p. 11-12.

⁶² G. Mink et Jean-Charles Szusek (eds.), *Cet étrange post-communisme*, *op. cit.*, p. 12.

⁶³ F. Furet, *Le passé d’une illusion...*, *op. cit.*, p. 12.

de l'histoire', introduite en 1988 par le sociologue Francis Fukuyama⁶⁴ à propos de la victoire du camp occidental sur le communisme, une formule dont se sont emparés les conservateurs américains. Objet de débats dans la presse américaine, elle s'est répandue dans les discours médiatiques et politiques du monde entier, influençant, même dans la critique, le discours qui entoure la fin des démocraties populaires et des régimes socialistes à l'est.

Face à la difficulté des sciences sociales à conceptualiser l'évènement, le raisonnement métaphorique s'est propagé, affirmant l'enchaînement mécanique -l'effet domino-, des révolutions, allant même jusqu'à suggérer que les régimes communistes s'étaient écroulés comme des châteaux de cartes, parce qu'ils avaient toujours été des châteaux de cartes⁶⁵. Deux décennies plus tard, appelant à la suite de François Furet à « libérer la lecture historique de toute philosophie de l'histoire, de toute 'religion de l'histoire' » pour saisir le fait révolutionnaire⁶⁶, Hamit Bozarslan constate le paradoxe éclairé par *Le passé d'une illusion* : la rapidité de l'effacement des références communistes et de la croyance dans le communisme et ses conséquences pour la compréhension du XX^e siècle.

D'un côté, le dépérissement du passé est si fulgurant qu'on ne peut même pas parler d'un ancien régime ; de l'autre côté, l'histoire du XX^e siècle risque de devenir purement et simplement absurde si l'on en fait abstraction⁶⁷.

Bien que les événements de 1989 se soient révélés beaucoup plus complexes que ne l'ont constaté les contemporains, l'idée qu'ils allaient dans le sens de l'Histoire a indéniablement contribué à la forme qu'ils ont pris dans l'opinion des Européens de l'Ouest. Un modèle d'analyse de la chute des régimes communistes s'est donc construit dans les sciences politiques. S'il a été régulièrement remis en cause, il a aussi été constamment réutilisé dans les analyses journalistiques et les discours politiques pour faire état des contestations contre les pouvoirs néo-communistes dans les pays nouvellement indépendants issus de l'ex-Union soviétique, comme en Ukraine avec sa 'Révolution orange' en 2004, en Géorgie et sa 'Révolution des roses' en 2003, ou encore au Kirghizstan et sa 'Révolution des tulipes' en 2005.

⁶⁴ « Il se peut bien que ce à quoi nous assistons [soit] la fin de l'Histoire en tant que telle : le point final de l'évolution idéologique de l'Humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain », F. Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme* [1988], 1989.

⁶⁵ G. Mink, « Les sciences sociales à l'épreuve... », art.cit., p. 12.

⁶⁶ « Il n'y a pas de doute que chaque révolution permet de comprendre, à partir de la crise dont elle est issue, les structures de pouvoir et de mode de légitimation de l'ancien régime qu'elle renverse, mais aucune n'a pour vocation de dévoiler un dessein historique, national ou universel à venir », G. Bataillon, H. Bozarlan, G. Jaffrelot, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2011. p.19.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 23-24.

Un autre trait intéressant pour la réception française est le fait que les événements de 1989 se sont produits au moment où les célébrations du bicentenaire rendaient visible une évolution majeure de la lecture de la Révolution de 1789. À la faveur des commémorations et des publications qui l'ont accompagnée, les lectures sociales et économiques de la Révolution française se sont effacées au profit d'un accent sur la révolution comme phénomène politique.

Le succès aveuglant des travaux de François Furet et de son école, que l'année 1989 a propulsés sur la scène médiatique, va de pair avec le discrédit jeté sur l'historiographie progressiste dite « jacobine »⁶⁸.

Cette nouvelle perspective, « stigmatisée comme 'fête du consensus' »⁶⁹ par le Parti communiste français, s'est imposée sans beaucoup de résistance. L'attention portée aux processus politiques plus qu'aux causes et conséquences sociales et économiques des révolutions ainsi que la patrimonialisation du passé à l'œuvre dans les commémorations révolutionnaires⁷⁰ ont aussi influencé la compréhension des transformations de 1989.

La chute des régimes communiste à l'est a été applaudie en France et ailleurs comme le retour de la liberté. Mais si on saluait dès la fin des années 1980 la courageuse révision de l'histoire à laquelle se livraient les historiens russes, l'idée d'une révision des grilles d'interprétation en France ne semble pas à l'ordre du jour au début des années 1990. Certains s'en émeuvent, comme la sociologue et pédagogue Suzanne Citron, sans susciter de réactions :

Nous applaudissons aux révisions historiographiques entreprises ailleurs, par exemple de l'histoire stalinienne par les historiens de la perestroïka. Mais jamais nos historiens ne se décident à débattre de la grille qui sous-tend notre représentation collective du passé et de l'imaginaire sur lequel elle repose⁷¹.

Le débat sur les conséquences idéologiques de la chute des régimes communistes a eu du mal à émerger, mais l'idée qu'une page d'histoire s'est tournée en 1989 est dominante une décennie plus tard⁷². Au début des années 2000, des historiens comme François Hartog et Krzysztof Pomian ont constaté la césure que cet événement avait constituée dans les conceptions contemporaines du temps, soulignant la crise subie par la catégorie de l'avenir et la prééminence du présent⁷³.

⁶⁸ M.-C. Lavabre, *Le fil rouge...*, *op. cit.*, p. 44. L'ouvrage de F. Furet, *Penser la Révolution française*, paraît en 1978 mais ce sont les commémorations de 1989 qui lui apporte la consécration publique.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 45.

⁷⁰ Voir par ex. 1789. *La commémoration*, Paris, Gallimard 1999 ; Patrick Garcia, *Le bicentenaire de la Révolution française. Pratique sociale d'une commémoration*, Paris, CNRS Éditions, 2000.

⁷¹ S. Citron, *Le mythe national...*, *op. cit.*, p. 10.

⁷² Voir par ex. Eric Hobsbawm, *On History*, Londres, Abacus Book, 1998.

⁷³ Krzysztof Pomian, *Sur l'histoire*, Paris, Gallimard, 1999 ; F. Hartog, *Régimes d'historicité...*, *op. cit.*

Révolutions volées ou absentes dans l'Europe du Sud-Est

Contrastant avec l'apparente évidence des révolutions est-européennes⁷⁴, les événements qui se déroulent au début des années 1990 dans la péninsule balkanique semblent confus aux observateurs occidentaux. Auparavant, les pays étaient classés dans des catégories bien identifiées : la Yougoslavie titiste, la Bulgarie satellite de l'URSS et l'Albanie murée dans un isolationnisme séculaire. À la fin de l'année 1989, la région tout entière semble sommeiller alors que plus au nord, les régimes totalitaires s'effondrent. Quand la rue menace le pouvoir roumain en décembre 1989, les événements s'accompagnent d'une violence absente ailleurs et apparaissent rapidement entachées de manipulations. Les échauffourées entre Hongrois et Roumains en Transylvanie sont lourdes de menaces. Chez les voisins albanais et bulgares, le réveil démocratique se fait attendre, alors que les mobilisations populaires en Serbie et la victoire de partis nationalistes aux premières élections libres de 1990 menacent la stabilité de la Fédération yougoslave. Sur le coup, les commentateurs occidentaux ont eu tendance à voir un processus aux conséquences très différentes, voire deux processus distincts : en Europe centrale se déroulent presque miraculeusement des révolutions pacifistes, alors que la péninsule balkanique traverse une transition plus incertaine et inquiétante.

Quand la révolte a commencé dans la capitale du Banat roumain, le 17 décembre 1989, à la suite de la décision du régime d'écarter de sa paroisse le pasteur luthérien Lázló Tőkés, seulement deux agences de presse étrangères étaient présentes : l'agence hongroise MIT et l'agence yougoslave Tanjug. La découverte de charniers et les rumeurs faisant état de massacres ont ému l'opinion publique internationale. Pourtant, il a fallu rapidement constater que la situation avait été dramatisée et que le nombre de victimes -60 000 morts à Timișoara, selon la télévision roumaine- avait été considérablement exagéré. Juste avant les événements qui ont fait basculer le régime roumain les 17-25 décembre 1989, le secrétaire d'État à l'action humanitaire du gouvernement français, Bernard Kouchner, avait envoyé à la frontière roumaine un convoi de secouristes d'urgence (membres des sapeurs-pompiers de Paris, de volontaires de la Croix Rouge et du SAMU) et de dizaines de journalistes. À leur arrivée à Bucarest, installés dans l'Ambassade de France, les Français ont découvert que les moyens d'intervention d'urgence qu'ils avaient prévus n'étaient pas adaptés aux besoins d'une capitale où les services sanitaires fonctionnaient malgré tout. Durant plusieurs jours, le journal télévisé de la chaîne

⁷⁴ Sur la notion d'évidence en histoire, voir F. Hartog, *Évidence de l'histoire*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005.

publique française FR3, animé depuis Bucarest, a été tourné au rez-de-chaussée de la chancellerie dans un mélange inédit d'humanitaire et de politique-spectacle. Pendant ce temps, un des enjeux de la révolution roumaine était la prise de contrôle de la télévision nationale⁷⁵.

L'exécution le jour de Noël du couple présidentiel Elena et Nicolae Ceaușescu après un procès pour génocide lors des événements contestés de Timișoara, vécue en direct à la télévision, a produit un malaise. Dans cette révolution particulièrement confuse et dramatique aux yeux des observateurs étrangers, on pouvait se demander si on assistait à « une révolution ou seulement à un simulacre »⁷⁶, malgré la chute effective et rapide du tyran. En effet, il est rapidement apparu que la *Securitate* [sécurité d'État] et les anciens cadres du parti s'étaient reconvertis et assuraient une continuité du personnel politique et administratif derrière un changement de régime. En mars 1990, des affrontements fortement médiatisés entre habitants hongrois et roumains à Târgu Mureș (Transylvanie) ont fait six morts et des dizaines de blessés et le nouveau gouvernement a été accusé d'avoir attisé le conflit. Trois mois plus tard, en juin, la répression brutale orchestrée par le pouvoir contre les manifestants qui campaient sur la place de l'Université depuis deux mois et réclamaient l'exclusion des élections pour les anciens membres du Parti communiste, a continué d'alimenter à l'étranger la vision d'une révolution entachée voire volée. En envoyant des centaines de mineurs de la Vallée du Jiu déloger violemment les manifestants qualifiés de *golani* [voyous, hooligans] et en provoquant le pillage de l'université, le gouvernement roumain témoignait de la continuité de ses méthodes⁷⁷. La *mineriadă* [descente des mineurs] de juin 1990 est restée dans les mémoires l'événement le plus dramatique de la période post-communiste.

En contrepoint, ni l'Albanie, ni la Bulgarie n'ont connu au début des années 1990 de révolution dans le sens que ce mot pouvait prendre dans l'imaginaire des Français. Ces pays n'ont pas non plus sombré dans la guerre, même s'ils ont traversé des crises sérieuses. Ils sont restés de fait dans l'ombre de la crise yougoslave. En Albanie, le communiste Ramiz Alia, qui avait tenté de réformer timidement le pays après 1990 n'a quitté le pouvoir qu'en mars 1992. En Bulgarie, le président Todor Jivkov a certes été destitué le 10 novembre 1989 après trente-cinq ans de règne, mais il a aussitôt été remplacé par son ancien ministre des affaires étrangères,

⁷⁵ Voir le documentaire de Antonio Wagner, *Une révolution dans l'œil des médias* (INA, 2009)

⁷⁶ Selon les mots de l'ambassadeur de France en poste à Bucarest en 1989, Jean-Marie Lebreton, *La fin de Ceaușescu. Histoire d'une révolution*. Paris, L'Harmattan, 1996. p 14 ; voir aussi Radu Portocala, *Autopsie du coup d'Etat roumain*, Paris, Calmann-Levy, 1990 et *La vérité sur une révolution en trompe l'œil*, Paris, Larousse, 2009. Ce thème n'émergera dans le débat public en Roumanie qu'au milieu des années 2000 et sera mis à l'écran par la nouvelle génération de cinéastes, dont Corneliu Porumboiu, « A fost sau n-a fost? » [A-t-elle ou non eu lieu ?], 2006 traduit en français par *12h08 à l'Est de Bucarest*.

⁷⁷ Voir les documents et témoignages recueillis par la Ligue pour la défense des droits de l'Homme en Roumanie sur les événements des 13,14 et 15 juin 1990 mis en perspective de la couverture de ces mêmes événements par la presse roumaine, majoritairement sous contrôle gouvernemental : Matei Berindei, Ariadna Combes et Anne Planche, *Roumanie, le livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste*, Paris, La Découverte, 1990.

Petar Mladenov. L'ex-Parti communiste, rebaptisé Parti socialiste, a gagné les premières élections libres de juin 1990 et l'opposition n'est venue former un gouvernement d'où ont été exclus les communistes que l'année suivante en octobre 1991, après des élections anticipées. Ces pays ont connu des périodes de grave crise économique et d'instabilité politique et sociale, en particulier en Albanie, en 1991 et 1992 puis en 1997 au moment de la crise des banques pyramidales. À la fin de l'année 1991 et au début de l'année 1992, les images de l'Albanie ruinée par des émeutes populaires et les pillages d'une aide alimentaire, que les autorités mettaient en vente ont ému l'opinion internationale autant que la peur d'une arrivée massive de migrants⁷⁸. Comme en Roumanie, la violence des émeutiers contre le maigre instrument productif (fermes collectives, usines obsolètes ou bâtiments officiels) frappait le spectateur par son intensité. Pourtant, l'attention des médias s'est vite fixée sur les trafics et les réseaux mafieux, sans réel effort pour décrire ces situations sociales et politiques.

Manipulations médiatiques et rencontre de deux systèmes d'information

La chute du régime roumain vue et produite par les télévisions, tant locales qu'étrangères, n'a pas procuré le même sentiment de vérité et de gravité que les révolutions est-allemande, polonaise et surtout tchèque. Il y avait quelque chose de grotesque, dans ce qui apparaissait de plus en plus comme une mascarade. L'écrivain Jean Rolin, auteur de reportages en Roumanie puis en ex-Yougoslavie entre 1990 et 1995, témoigne de son expérience particulière de l'irréalité de cet événement télévisuel :

Le 26 décembre 1989, je me trouvais à Beyrouth, côté chrétien, où je venais d'assister, ès qualités, à la messe de minuit célébrée en plein air devant le palais de Baabda. La ville était remarquablement calme et vide de correspondants. Dans ma chambre de l'hôtel Alexandre, je regardais avec une exaspération croissante les programmes de la chaîne de télévision contrôlée par les Forces libanaises, hachés si menu par les spots publicitaires que le réel et l'imaginaire, le commercial et le narratif s'y mêlaient inextricablement en une pâte informe, d'où germaient à intervalles irrégulier des Pères Noël de Walt Disney. À l'heure des informations, je vis apparaître sur l'écran l'image d'un couple de petits vieux assez mal fagotés, jetés à terre en désordre et d'ailleurs criblés de balles. L'homme présentait une ressemblance indéniable avec Ceaușescu, mais je ne pouvais concevoir que le Danube de la Pensée, qui, la veille de mon départ à Beyrouth, n'était confronté qu'à des difficultés apparemment mineures, ait pu se retrouver si soudainement dans une position si fâcheuse⁷⁹.

⁷⁸ « Albanie, le temps des pillages », *Le Monde*, 17 décembre 1991.

⁷⁹ Jean Rolin, écrivain-voyageur, également reporter pour les quotidiens *Le Monde* et *Libération*, « préface », in Gérard Rondeau, *Parcours roumains*, Paris, Bernard Barrault Editeur, 1990, non paginé.

Revenant sur la lecture des événements roumains quelques mois après les faits, l'anthropologue Véronique Nahoum-Grappe mettait en garde contre les effets déréalisant d'une « rumeur en images » qu'a été, d'après elle, la découverte à chaud du faux charnier de Timișoara qui a jeté un voile de suspicion sur la violence réelle de l'événement (le renversement du régime) et la violence réelle de la dictature qui venait de tomber.

Les images du charnier de Timisoara ont en gros 'marché'. Elles ont touché l'âme du public grâce au chiasme déroutant des deux systèmes de diffusion, Ouest et Est, pendant quatre jours. L'utopie de 'l'objectivité' et du 'direct' fut en prise sur les matrices/matières à rumeurs des langues de bois d'en face et ont trouvé les nourritures emblématiques de choix : les corps suppliciés, les luttes à mains quasi nues. L'aspect chaotique des événements fut gommé au profit de ses reconstructions spectaculaires et signifiantes, ce qui allait dans le sens du système occidental de diffusion de l'information⁸⁰.

Selon Nahoum-Grappe, deux systèmes de fabrication de l'information se chevaucheraient dans la couverture de la révolution roumaine : le système communiste avec ses formes, ses circuits d'émission et de réception des informations et ses deux tares que sont la langue de bois et la rumeur, et le système occidental du direct télévisé. Cette remarque pourrait éclairer aussi la médiatisation d'autres épisodes de la même période (1988-1990) en particulier les manipulations des masses auxquelles se livrait le président serbe Slobodan Milošević pour neutraliser ses opposants. Dans des rassemblements appelés 'meeting de la vérité', à Belgrade, au Kosovo et un peu partout en Yougoslavie⁸¹, un glissement était en train de s'opérer entre les discours bien rodés des manifestations publiques organisées par les dirigeants communistes et de nouvelles formules de mobilisations collectives. Nous y reviendrons un peu plus loin.

Dans les derniers moments du régime roumain, les observateurs occidentaux se sont focalisés sur le couple présidentiel -Elena et Nicolae Ceaușescu -, qu'on n'hésitait pas dans la presse à qualifier 'd'ubuesque'. Ce prisme explique une part des déconvenues quand ils ont réalisé que la chute du *Conducator* ouvrait une période de confusion où les conditions n'étaient pas réunies pour l'installation d'un régime démocratique. Cette focalisation sur la figure du tyran participe à la victimisation de la société roumaine.

À défaut de pouvoir compter sur une force d'opposition fatalement héroïque, la lecture médiatique de la situation roumaine est au moins simplifiée : le drame roumain est un drame politique (négarion des droits les plus élémentaires) et économique (pénurie alimentaire,

⁸⁰ V. Nahoum-Grappe, « Rumeur et langue de bois. À propos de l'hiver roumain », *Chimères*, n°8, été 1990, version en ligne : http://www.revue-chimeres.fr/drupal_chimeres/files/08chi01.pdf, p. 8-9.

⁸¹ Sur les mobilisations en Serbie en 1987-1989 voir Florence Hartmann, *Milošević. La diagonale du fou*, Paris, Denoël, 2000, p. 49-79 et Ivan Čolović, *Le bordel des Guerriers. Folklore, politique et guerre*, Paris, Non lieu, 2009, en particulier l'article « Folklore et politique » [1990], p. 25-38.

problèmes sanitaires). Il met en scène, sur un scénario manichéen, un peuple victime et une caste de bourreaux avec, à sa tête, un couple de tyrans⁸².

Cette lecture majoritairement victimaire prépare l'opinion à une intervention humanitaire massive dont la France va être un des acteurs principaux dans la première partie des années 1990, réaffirmant par là des liens historiques que le gouvernement entend réactiver.

Certaines analyses conduisent à penser qu'après avoir idéalisé les révolutions pacifistes à l'est, le public occidental avait besoin de violence pour accréditer l'idée de révolution, l'épisode roumain apportant sa part de sang⁸³. Ainsi peut s'expliquer la tendance des médias occidentaux et en particulier français à porter crédit au nombre élevé de victimes en l'absence de preuve et même en contradiction avec les premiers témoignages. La grille de lecture révolutionnaire n'est alors pas remise en question, malgré les contributions des spécialistes et des défenseurs de droits de l'Homme⁸⁴. Elle a fait écran à la compréhension des processus concrets, comme les mobilisations de masses, la prise de contrôle des leviers du pouvoir par une fraction des anciennes élites, ou encore la façon dont ces dernières ont produit de nouveaux discours à partir de rhétoriques existantes. Ces faits ont donc souvent été lus comme des dégénérescences du processus révolutionnaire (de la même façon que la Terreur serait une perversion de la révolution de 1789) et non comme des transformations en elles-mêmes.

Durant la décennie 1990, l'interprétation des événements de 1989 et de la chute des démocraties populaires est alors marquée par deux tentations : celle d'examiner la période communiste à la lumière de sa chute et celle de l'envisager dans un rapport de compétition avec le monde occidental, ce dernier étant sorti gagnant de la guerre froide⁸⁵. C'est seulement dans la décennie suivante (2000-2010), grâce à la distance temporelle et suite à l'ouverture de nouvelles archives dans les pays anciennement socialistes, que seront proposées des relectures du rapport entre communisme et post-communisme, permettant d'affirmer que « le communisme ne peut être analysé comme une sorte de prélude au post-communisme »⁸⁶.

⁸² Gautier Pirotte, *L'épisode humanitaire roumain. Construction d'une « crise », état des lieux et modalités de sortie*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 54.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ M. Berindei, A. Combes et A. Planche, *Roumanie, le livre blanc...* *op. cit.* ; C. Durandin, *Roumanie, un piège ?* Saint Claude-de-Diray, Éditions Hesse, 2000.

⁸⁵ N. Ragaru et A. Capelle-Pogăcean (eds.), *Vie quotidienne et pouvoir...*, *op. cit.*, p. 13.

⁸⁶ Sandrine Kott, Martine Mespoulet (avec la collaboration d'A. Roger), *Le post-communisme dans l'histoire*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2006, p. 8.

L'Europe face à la désagrégation de la Fédération yougoslave : distance construite, implication réelle (1989-1992)

Le 16 décembre 1991, six mois après les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, une semaine après la fin de l'URSS et cinq jours après la conclusion du traité de Maastricht, la Communauté européenne adopte des lignes directrices sur la reconnaissance des nouveaux États en Europe orientale et en Union soviétique et une déclaration spécifique sur la Yougoslavie acceptant de reconnaître les indépendances. Les conditions de cette reconnaissance portent sur l'État de droit, le respect des traités et de l'inviolabilité des frontières établies, modifiables seulement par des moyens pacifiques⁸⁷. Cette reconnaissance de l'indépendance des deux républiques ex-yougoslaves sera effective le 15 janvier 1992. Or les combats en Croatie entre l'Armée populaire yougoslave (JNA) et les groupes paramilitaires associés d'un côté, les forces de la Défense territoriale et de la police croates⁸⁸ de l'autre, ont déjà fait de nombreuses victimes. La ville de Vukovar, assiégée depuis juillet 1991 est tombée en novembre, alors que plus au sud, la cité touristique de Dubrovnik a été intensivement bombardée par la JNA pendant tout le mois d'octobre 1991.

Le conflit en Yougoslavie s'est ouvert en juin 1991 alors que l'actualité internationale est déjà saturée d'événements : après les 'révolutions' en Europe de l'Est, saluées comme signant la fin de la guerre froide et le début d'une nouvelle ère, l'inquiétude plane sur le sort de l'URSS. Au mois d'août, avec la tentative manquée de renversement du pouvoir à Moscou, la peur d'une dislocation de l'Union soviétique est une préoccupation majeure des chancelleries, en particulier aux États-Unis. Par ailleurs, l'intervention de la coalition menée par les États-Unis contre l'Irak (janvier-février 1991) a ouvert de lourdes incertitudes sur la stabilité du Moyen Orient. La désagrégation de la Yougoslavie arrive en quelque sorte trop tard pour que les dirigeants occidentaux y accordent une attention immédiate.

D'abord spectateurs, les pays de la Communauté puis de l'Union européenne ont pourtant été très vite des acteurs à part entière de la crise yougoslave, dans le sens où leurs prises de position ont influencé le déroulement du conflit, même quand leur action diplomatique a échoué. La diplomatie américaine, dont l'attention est encore tournée vers le Golfe et l'URSS en 1991-1992, est assez absente en Yougoslavie au début de la guerre, laissant le terrain aux

⁸⁷ Barbara Delcourt, *Droits et souverainetés. Analyse critique du discours européen sur la Yougoslavie*, Bruxelles, P.I.E.- Peter Lang, 2003, p. 1 ; Reneo Lukić, *L'agonie yougoslave (1986-2003). Les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*, Québec, Presses de l'université de Laval, 2004, p. 50.

⁸⁸ La Garde nationale croate [*Zbor narodne garde*] formée en mai 1991 sera réunie à la Défense territoriale pour former officiellement l'armée de la république de Croatie [*Oružane snage Republike Hrvatske – OSRH*] le 3 novembre 1991.

Européens qui, pour la première fois, testent leur capacité d’agir de concert dans une crise qui apparaît de plus en plus grave⁸⁹.

Bien que notre travail porte principalement sur le traitement médiatique des conflits yougoslaves ainsi que sur les réactions, les questions et les lectures qu’ils ont suscités, il semble nécessaire pour une meilleure compréhension des enjeux et des représentations de rappeler brièvement le déroulement des événements sur le terrain. Une chronologie des principaux événements concernant la désintégration de la Fédération yougoslave dans le contexte régional et international dans les années 1990 complète les repères donnés ici et plus loin (annexe n°1).

La crise de la Fédération yougoslave a été un processus lent dont on peut difficilement marquer le début. Une étape importante a été la prise de contrôle en 1987 de la Ligue des communistes de Serbie par Slobodan Milošević qui va soutenir les revendications des Serbes du Kosovo et faire du nationalisme serbe un argument politique. Cependant, la mort du Maréchal Tito en 1980 a marqué la fin d’un cycle, la direction de l’État fédéral n’étant plus assurée par la suite que par une présidence tournante et un conseil représentant les 8 unités fédérales telles qu’elles avaient été définies par la réforme constitutionnelle de 1974 (à savoir les 6 républiques et les 2 provinces autonomes au sein de la république de Serbie : la Voïvodine et le Kosovo). Cette réforme est aussi considérée comme une transformation fondamentale du pays, puisqu’elle a accru considérablement le pouvoir et l’autonomie des républiques, en particulier en matière de sécurité intérieure et de développement économique. Elle a aussi été une bombe à retardement pour l’unité du pays. Le pouvoir accru, octroyé par Tito aux unités fédérales en réponse aux demandes de démocratisation du régime, a aussi contribué au processus de dissolution.

En mars 1989, la réforme constitutionnelle décidée par Slobodan Milošević, qui limite considérablement le pouvoir des provinces autonomes en Serbie, est passée assez inaperçue à l’étranger, mais elle a été décisive. Pendant ce temps, la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) a continué sa désagrégation : l’ajournement du dernier congrès de la LCY (20 janvier 1990) marque un moment-clé de cette désagrégation, puisque le parti unique cesse *de facto* d’exister. Dans le contexte de chute des régimes communistes en Europe centrale, la Yougoslavie semble avoir du mal à se réformer. Cependant, en 1990, des élections pluripartides ont bien eu lieu dans toutes les républiques : en Slovénie (avril) et en Croatie (mai), puis en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine (novembre) et finalement, en Serbie et au Monténégro (décembre). Dans les quatre premières, ces élections se sont soldées par la victoire des formations anti-communistes, qui sont aussi souvent des partis prétendant représenter un peuple

⁸⁹ Sur la politique américaine et les guerres yougoslaves, voir la synthèse de Maya Kandel, *Mourir pour Sarajevo ? Les États-Unis et l’éclatement de la Yougoslavie*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

sur des bases ethniques. En Serbie et au Monténégro, au contraire, ce sont les partis successeurs du parti communiste qui ont remporté largement les élections.

La crise va ensuite se nouer en Croatie autour de la question des minorités serbes (12% de la population), dont la place semble remise en cause par le nouveau pouvoir à Zagreb qui déclare la Croatie « État-nation du peuple croate » et supprime le statut de peuple constitutif aux Serbes. À l'été 1990, face aux revendications d'indépendantistes serbes à Knin et en Slavonie orientale (régions des *Krajina*), des incidents se multiplient entre des forces irrégulières serbes soutenues par Belgrade et les forces de police et de la défense territoriale croate. Devant les menaces d'intervention de l'Armée fédérale (JNA), ces dernières vont se retirer et en janvier 1991, un « Conseil national serbe » et un « Conseil exécutif de la Région autonome serbe de Krajina » vont proclamer leur indépendance. Le 25 juin 1991, les républiques de Slovénie et de Croatie déclarent séparément leur indépendance. Après des premiers affrontements en Slovénie entre la JNA et la défense territoriale slovène, c'est finalement en Croatie que la guerre éclate vraiment, lorsque la JNA et des milices associées attaquent la ville de Vukovar le 26 août 1991, alors que l'actualité internationale est surtout suspendue à l'avenir de l'Union soviétique.

Assez vite, la violence des combats et des destructions laisse présager des bilans lourds. Lorsque Vukovar tombe en novembre 1991, le niveau de violence contre les combattants prisonniers et contre les civils est inédit en Europe depuis la fin de Seconde Guerre mondiale : ainsi au moins 264 personnes, réfugiées dans l'hôpital, sont exécutées après la prise de la ville.

Pendant tout le mois d'octobre, la ville touristique de Dubrovnik est bombardée par la JNA devant les caméras du monde entier. Un 15^e cessez-le-feu négocié sous l'égide de l'ONU met fin provisoirement début janvier 1992 aux combats en Croatie et fixe des lignes de démarcation entre les territoires acquis par les séparatistes serbes et le reste du territoire croate sans pour autant résoudre les questions territoriales et politiques. Le 15 janvier 1992, les pays de la Communauté européenne reconnaissent les indépendances croate et slovène. En Bosnie-Herzégovine, un référendum sur l'indépendance a lieu à la fin du mois de mars, boycotté par le parti démocratique serbe (SDS) de Radovan Karadžić dont les députés quittent le parlement pour former un « Parlement du peuple serbe de Bosnie-Herzégovine » qui décide la formation d'un gouvernement de la « République serbe de Bosnie Herzégovine » et adopte sa constitution le 27 janvier. Au début du mois d'avril 1992, la guerre commence réellement en Bosnie-Herzégovine par l'attaque d'une manifestation pacifiste par des *snipers* serbes à Sarajevo et des attaques ciblées un peu partout sur le territoire perprétrées par des éléments de la défense territoriale des communes contrôlées par le SDS, soutenus par l'Armée fédérale. La République

serbe [*Republika Srpska*] de Bosnie-Herzégovine déclare son indépendance le 7 avril. L'armée de la République serbe [*Vojska republike srpske – VRS*], composé d'unités de l'Armée fédérale stationnées en Bosnie-Herzégovine et d'éléments de la défense territoriale est officiellement constituée le 12 mai.

Chronologie d'une impuissance européenne

La préparation, la signature puis la ratification du traité de Maastricht marquent des étapes importantes de la construction économique et politique de la Communauté européenne qui prend le nom d'Union européenne en janvier 1993. C'est dans cet agenda que vient s'inscrire l'éclatement sanglant de la Yougoslavie. Dès 1990, les dirigeants européens ont entamé un processus de rapprochement avec les ex-pays de l'Est, en affirmant avec force que ces derniers avaient vocation à réintégrer la 'famille européenne'. La République fédérale allemande (RFA), directement concernée par ce qui se passait en Allemagne de l'Est a pris les devants en engageant dès 1990 un processus de réunification, puis une politique de coopération très active avec ses voisins d'Europe centrale et du Sud-Est. En proclamant la réunification du continent, symbolisée par la réunification à venir de l'Allemagne, les pays de la Communauté européenne s'engagent alors avec ces pays dans des relations qui dépassent désormais le cadre bilatéral.

Face à l'aggravation des problèmes institutionnels en Yougoslavie dans la période 1989-1990, puis à la menace de plus en plus pressante de dislocation au début de l'année 1991, les pays membres de la Communauté européenne se contentent pourtant de réagir aux événements, la plupart du temps, avec retard. Mais, à partir des déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en juin 1991, elle met en place diverses médiations politiques et son rôle est donc de plus en plus décisif dans l'évolution du conflit.

La CE [Communauté européenne] devient un acteur de la crise yougoslave et cesse d'être une instance qui réagit à des événements particuliers. Son discours est alors directement intégré dans la structure argumentative des différentes autorités yougoslaves. En offrant sa médiation, elle entre de plain-pied dans un conflit complexe qui met aux prises divers acteurs ayant chacun déjà développé un discours et une argumentation spécifiques qui vont se radicaliser et faire apparaître, plus nettement encore, les contradictions entre les différents projets politiques⁹⁰.

⁹⁰ B. Delcourt, *Droits et souverainetés...*, *op. cit.*, p. 87.

Pour les dirigeants de Ljubljana, Zagreb ou Sarajevo, internationaliser la question yougoslave est la seule façon de remédier à leur faiblesse militaire et d'accéder à une reconnaissance plus rapide de l'indépendance. Du côté serbe -en Serbie et chez les séparatistes serbes en Croatie et en Bosnie-, les prises de position de la Communauté européenne, souvent dénoncées comme partiales, sont aussi instrumentalisées pour mener la guerre. Elles ont servi de prétexte à une escalade du conflit. Avant même les affrontements armés, Radovan Karadžić, leader du Parti démocratique serbe de Bosnie [*Srpska demokratska stranka*, SDS] n'hésitait pas à déclarer que la politique européenne se résumait à encourager la sécession quand plus de la moitié de la population yougoslave y était opposée et qu'elle allait conduire à une guerre sanglante⁹¹.

Le processus de médiation politique, mis en place dès le début des tensions, se double pourtant d'une approche juridique du problème de l'éclatement de la Fédération yougoslave. Alors que les diverses missions de médiateurs européens piétinent (1990-1992), c'est la judiciarisation du processus de reconnaissance des indépendances qui prend le dessus sur les décisions politiques, face à une guerre d'une extrême violence et qui menace de s'étendre.

En mettant en place une procédure de conditionnalité dans le processus de reconnaissance des indépendances, les dirigeants européens choisissent de dépolitiser le processus pour en faire une question de droit⁹². On le constate à toutes les étapes de l'aggravation de la crise : des Accords de Brioni (juillet 1991) négociés par les Européens, qui marquent le retrait de la JNA de Slovénie mais aussi le moratoire sur les indépendances, jusqu'à la reconnaissance des indépendances croate et slovène en janvier 1992, alors que la Croatie n'a plus la souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Au moment où la guerre fait déjà rage dans l'est de la Croatie, la création d'une Commission d'arbitrage de la Communauté européenne, présidée par Robert Badinter le 7 septembre 1991, pour trancher les débats institutionnels entre les républiques de la Fédération, semble déplacée. Dans ce contexte, même l'inaction des États membres de la Communauté européenne a des incidences sur le déroulement des actions militaires en Yougoslavie.

On constate aussi cette dépolitisation dans le processus qui va de la médiation à la coercition, des pressions exercées à l'encontre de la Serbie jusqu'à l'initiative d'un embargo sur les armes et des sanctions internationales contre la Fédération yougoslave réduite en 1992 à la Serbie et au Monténégro. Après la mise en place d'un embargo sur les armes visant l'ensemble des territoires issus de la Yougoslavie décrété par les Nations Unies en septembre 1991, les combats sur le terrain manifestent des rapports de forces disproportionnés entre les belligérants

⁹¹ *Ibid.*, p. 139.

⁹² *Ibid.*, p. 17.

serbes, disposant de l'appui d'abord direct puis indirect de l'armée fédérale, et les autres forces en présence. Cette disproportion s'aggrave encore après le déclenchement de la guerre en Bosnie-Herzégovine au début du mois d'avril 1992. À partir de ce moment, les Européens, devant leurs postes de télévision, assistent au siège de la ville de Sarajevo, un spectacle inédit qui va durer près de trois ans. Dans les autres régions de Bosnie-Herzégovine où les crimes seront finalement les plus graves, la médiatisation sera plus épisodique.

Le processus de désintégration yougoslave au regard du processus d'intégration européenne

À chaque étape de la crise, l'idée que la guerre en Yougoslavie affecte l'unité des Occidentaux est présente dans le débat public. « Le processus de dislocation n'a pas épargné l'Europe de l'Ouest. Il a accru les divergences d'interprétations diplomatiques et stratégiques entre Européens »⁹³. Une des questions qui a occupé la classe politique française et l'opinion, relayée par le débat intellectuel, a été de savoir si les reconnaissances des indépendances de la Croatie et de la Slovénie avaient été précipitées, si elles avaient ou non aggravé le conflit, et si elles avaient provoqué un important différend franco-allemand. La dislocation de la Yougoslavie est vue dans le prisme de l'intégration européenne, souhaitée, fantasmée ou idéalisée par des acteurs très divers -dirigeants politiques, journalistes, intellectuels ou simples citoyens s'exprimant dans l'espace public-. L'espoir européen suscite aussi des peurs touchant à la perte de souveraineté ou d'identité nationale, plus ou moins exprimées selon des positionnements politiques. Le regard est donc fortement contextualisé, non seulement par rapport à une situation existante, à un certain degré d'intégration des pays européens dans la Communauté européenne, mais aussi par rapport à un horizon d'attente de ce processus d'intégration. La désintégration de la Yougoslavie et les constructions d'États sur des bases ethniques se produisent alors que la réflexion sur les conséquences des transferts de souveraineté au sein de la communauté européenne ne fait que commencer.

Le sentiment que la dislocation de la Yougoslavie se passe dans un ailleurs distant qui s'éloigne à mesure que le conflit s'installe, qu'il devient cruel, monstrueux et barbare, existe indépendamment du fait que depuis le début de la crise, les pays de la Communauté européenne –en particulier la France- sont des acteurs politiques dans l'environnement de ce conflit et que

⁹³ Edgar Morin, « Association ou Barbarie », *Le Monde*, 10 sept. 1992, repris dans *Les fratricides, Yougoslavie-Bosnie, 1991-1995*, Paris, Arléa, 1996, p. 45.

leurs prises de position ont des conséquences directes sur son évolution. En effet, ils jouent non seulement un rôle de médiation entre les belligérants, mais garantissent aussi la reconnaissance internationale de la souveraineté des nouveaux États. En 1991 et 1992, dans un contexte où les États-Unis sont encore en retrait, les Européens sont à l'initiative de l'embargo sur les armes à l'égard de tout le territoire yougoslave (septembre 1991), de l'engagement des Casques bleus onusiens (janvier 1992) et des sanctions contre la nouvelle République fédérale de Yougoslavie composée de la Serbie et du Monténégro (mai 1992). Ils sont à l'origine de négociations infructueuses et de plans de paix avortés établis sous l'égide de l'ONU, ainsi que de la distribution de l'aide humanitaire. Ils seront aussi partie prenante des interventions armées (en particulier à partir de juillet 1995) qui ont contraint les forces serbes à reculer et finalement à s'asseoir à la table des négociations. Ils sont *in fine* les parrains du processus de paix et les garants signataires des Accords de Dayton qui ont mis fin à la guerre en décembre 1995. Il y a donc une situation paradoxale qui fait coïncider l'implication politique, financière et économique croissante de la Communauté européenne et de ses États membres, l'affirmation de leur volonté d'intervenir et la persistance voire l'accroissement du sentiment d'étrangeté.

Conclusion de la partie I

La perception des Balkans par le filtre des catégories et les grilles de lectures établies durant la guerre froide et la réapparition de stéréotypes forgés à une époque antérieure, vont de pair en France avec une faible connaissance de cette région. Ces deux éléments contribuent à déterminer les cadrages dans lesquels les discours et les actions viennent s'inscrire dans les années 1990 au moment où les équilibres anciens sont bouleversés. Ils expliquent l'approche plus idéologique que concrète des événements. Pour les observateurs français du début des années 1990, le décryptage de l'actualité se focalise sur des événements nommables et qui portent avec eux leur lot d'explications, d'émotions et d'images héritées. La 'révolution' et la 'guerre' sont en particulier de ces termes sur lesquels peut se cristalliser la mémoire collective.

De même qu'il faut introduire un germe dans un milieu saturé pour qu'il cristallise, de même, dans cet ensemble de témoignages extérieurs à nous, il faut apporter comme une semence de remémoration pour qu'il prenne en une masse consistante de souvenirs⁹⁴.

⁹⁴ M. C. Lavabre, *Le fil rouge...*, *op. cit.*, p. 5.

Les perceptions occidentales, et singulièrement françaises, des événements de 1989-1991 se focalisent plus sur l'irrationalité des événements -par exemple sur la folie ubuesque des tyrans-, que sur les logiques de fonctionnement des régimes et alimentent ainsi des représentations latentes de la région comme terre de mystère et d'irrationalité. Les stéréotypes culturalistes qui associent sous-développement, sauvagerie et finalement violence à des éléments d'une culture particulière, trouvent avec la guerre en Yougoslavie et la déstabilisation de la région après la chute des régimes communistes, un objet propice. Ces stéréotypes alimentent aussi la conception que les Européens de l'Ouest se font de l'Europe et de ses frontières. « Dans la relation ambiguë qui associe géographie et politique au sein du concept de géopolitique, c'est bien la seconde qui semble prévaloir : ' l'Europe ' finit là où les politiques veulent qu'elle finisse »⁹⁵.

En fait de retour des Balkans sur la scène politique internationale, on peut déjà avancer l'idée que la revitalisation de souvenirs partiels et partiels, sur lesquels s'appuie la mémoire collective, oriente incontestablement la perception des événements des années 1990. Cette revitalisation s'effectue en situation, elle est aussi une réponse à des interrogations contemporaines. L'expérience individuelle, ainsi que les manières de raconter une expérience perçue comme collective s'articule entre la revitalisation de certains souvenirs et l'oubli d'autres. Or, les références aux Balkans du début du XX^e siècle s'accompagnent de souvenirs qui renvoient à des événements d'une période qu'Eric Hobsbawm appelle les « zones crépusculaires ». Il s'agit pour chaque individu d'une période qui existe

entre l'histoire et la mémoire, entre le passé comme récit général objet d'un examen relativement dépassionné et le passé comme ce que l'on se rappelle de sa propre vie ou de ses origines. Pour les individus, cette zone part du point où commencent les souvenirs et les traditions familiales –disons la plus ancienne photo de famille que le membre le plus âgé est capable d'identifier ou d'expliquer- et va jusqu'à la fin de l'enfance, où l'on prend conscience du lien indissoluble qui existe entre destin collectif et destin individuel, l'un déterminant l'autre et réciproquement [...] l'étendue de cette zone peut varier, de même que l'obscurité et le flou qui la caractérisent, mais un tel *no man's land* temporel existe toujours et constitue cette tranche d'histoire de loin la plus difficile à saisir pour chacun d'entre nous, qu'il soit ou non historien⁹⁶.

Pour les individus qui ont façonné le XX^e siècle et un certain nombre de ceux qui le dirigent encore au début des années 1990, comme le président François Mitterrand (né en 1916), cette zone particulière du temps subjectif se trouve entre le dernier quart du XIX^e et le début du XX^e siècle, c'est-à-dire dans ce que Hobsbawm appelle « l'ère des Empires 1875-

⁹⁵ M. Todorova, *Imaginaire...*, op. cit., p. 206.

⁹⁶ Eric J. Hobsbawm. *L'ère des empires. 1875-1914*. Paris, Hachette Littérature, 1997 [éd. originale 1987], p. 11.

1914 »⁹⁷. En ce sens, un angle mort de la perception des Balkans dans les années 1990, pourrait bien être l'héritage des Empires, et avec elle, autant la création des nations balkaniques que l'héritage communautaire d'un ordre impérial disparu. Par ailleurs, la fin de la guerre froide remet en cause la mémoire officielle de la Seconde Guerre mondiale et l'écriture de l'histoire postérieure à 1945, mais ce phénomène n'est pas immédiatement visible. La perception des événements va aussi être informée par les interrogations mémorielles et la réinterprétation de la tragédie du conflit mondial.

Enfin, les perceptions des Balkans au tournant des années 1990 paraissent influencées par l'effacement brutal des références et des croyances dans le communisme. Or cet effacement n'est pas réellement perceptible au moment où il a lieu. Plusieurs chronologies se superposent et leur enchevêtrement est complexe. L'effacement des références obéit à la temporalité dictée par les événements soudains et radicaux qui vont de la chute des démocraties populaires (1989) à l'interdiction du Parti communiste en Russie (1991). L'effacement des croyances politiques s'inscrit dans une temporalité plus longue, elle a parfois commencé dès l'avènement de la Révolution d'Octobre (et de ces premières désillusions), connaît des soubresauts avec les crises de 1956, 1968 et finalement 1989, mais reste un processus individuel, en lien avec la vie du groupe militant plus qu'avec les événements internationaux, comme l'ont montré les analyses sociologiques de l'engagement et du désengagement communiste⁹⁸. En France, cet aspect est particulièrement douloureux, car il s'appuie sur la prégnance de la croyance dans le socialisme - sous ses différentes formes- en particulier parmi ses élites intellectuelles. Enfin, le reflux du catholicisme et du sentiment religieux en France détermine une troisième temporalité qui traverse les individus et leur environnement social.

⁹⁷ « Pour l'auteur de ces lignes, né vers la fin de la première guerre mondiale de parents respectivement âgés de trente-trois et dix-neuf ans en 1914, l'ère des empires appartient à cette zone crépusculaire.

Cependant, ce qui vaut pour les individus, vaut pour les sociétés. Le monde dans lequel nous vivons [écrit-il en 1987], demeure pour une bonne part l'œuvre d'hommes et de femmes qui ont grandi dans la période qui nous intéresse ici [la période des Empires : 1875-1914] ou dans son ombre immédiate », *ibid.*, p. 11.

⁹⁸ Voir les analyses développées par Bernard Pudal (par ex. *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*. Bellecombe en Bauges, Éditions du Croquant, 2009) et Olivier Fillieule (*Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005).

Partie II. Réactions, interventions, mobilisations en France face à la désintégration des sociétés roumaine et yougoslave (1989-1999)

Au spectacle d'une société déshumanisée qui laisse mourir des enfants en Roumanie, d'une guerre d'une violence insoutenable contre les civils en Croatie en 1991 puis en Bosnie à partir de 1992, on a l'impression qu'il se passe en Europe des choses qui menacent l'intégrité du continent. Ce sentiment s'exprime de plus en plus fortement dans l'espace public et médiatique entre 1989 et 1992, mais reste diffus et contradictoire. Alors que la chute du mur de Berlin a été perçue comme un tournant historique comme on l'a vu plus haut, les événements qui ont eu lieu dans la péninsule balkanique au début des années 1990, en particulier la révolution roumaine et l'éclatement de la Yougoslavie, produisent des perceptions contradictoires du temps. Certains observateurs étrangers ont pu avoir l'impression que rien ne se passait (sentiment qui domine dans l'approche attentiste de la crise yougoslave par le gouvernement français en 1991-1992), d'autres d'assister à une répétition du passé voire au 'retour de vieux démons' et de haines ancestrales. Enfin, on a pu y voir des événements majeurs pour l'avenir de l'Europe, qui bien que leur sens restait confus, formaient un épisode « révélateur »¹. Vingt ans plus tard, les lectures des conflits yougoslaves tout comme celles de la découverte de la misère roumaine continuent de porter cet élément de brouillage qui touche autant à l'interprétation des événements qu'au rapport au temps.

Comme on l'a vu plus haut, au moment des faits, dans un contexte de désarroi des sciences sociales face aux bouleversements à l'est de l'Europe, ce qui arrive dans la péninsule balkanique a aussi du mal à être qualifié : on parle de 'misère', 'tragédie' ou 'désastre du post-communisme' en Roumanie, de 'crise institutionnelle', de 'blocages' et de 'tensions' en Yougoslavie avant que brusquement les canons ne fassent basculer ce territoire dans une guerre jugée 'fratricide'. La terminologie incertaine qui s'est propagée face aux événements a été propice aux métaphores, alimentant l'imaginaire sur la violence atavique des Balkans et le

¹ Bernard Dréano, « Le révélateur bosniaque. Essai d'interprétation d'un mouvement de solidarité internationale à la fin du XX^e siècle », *La revue M*, n° 84, août-septembre 1996, p. 39-43 ; Sophie Warnich, « La Yougoslavie hante l'Europe. À propos de quelques manifestations artistiques du spectre » in Gabrielle Varro, *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie, des chercheurs face à leurs objets de recherche*. Paris, L'Harmattan, 2005, p. 55-82.

balkanisme, tel que l'a défini Maria Todorova, comme un discours dépréciatif, stéréotypé et articulé sur les Balkans, pouvant servir à justifier une politique.

Nous utiliserons le terme générique de 'crise' mais en prenant en compte l'étendue des variations temporelles et des acceptations subjectives. Derrière ce qui peut apparaître comme un euphémisme, la crise (extrême ou pas) est ici surtout le produit d'une déstabilisation plus ou moins profonde des États et d'une désintégration des sociétés, plus ou moins grave selon les moments et les territoires. C'est bien la différenciation des situations entre les territoires au sein du même État qui fait la complexité de ces crises et de leur perception extérieure. On pourra parler de crises yougoslaves au pluriel, étant donné que les événements se sont décomposés en plusieurs phases relativement indépendantes les unes des autres entre 1991 et 1999. Durant les différentes phases des conflits, les situations de violence extrême sur le territoire ex-yougoslave sont restées localisées, n'empêchant pas une vie (presque) normale de continuer une dizaine de kilomètres plus loin. Cette remarque vaut aussi pour la déshumanisation des institutions sociales et sanitaires et la pauvreté en Roumanie. Le terme de crise nous paraît aussi adéquat parce que nous porterons une attention plus soutenue au moment où se nouent les événements, où s'enclenchent les réactions. Enfin, il nous permet de mettre en évidence le fait que si l'émotion est provoquée par le spectacle d'événements tragiques, ce spectacle même empêche souvent de percevoir les mécanismes de destruction du social qui les ont causés. Le terme de crise masque autant qu'il décrit.

Entre la fin de l'année 1989 et le début de 1992, la péninsule balkanique redevient une zone d'interventions militaires et humanitaires souvent conjointes, effectuées par des acteurs occidentaux gouvernementaux et non-gouvernementaux qui proposent des formes nouvelles d'action. Ces interventions, souvent plus réactives qu'offensives, sont critiquées pour leur manque d'efficacité. Le terme 'intervention' qui émerge dans le vocabulaire des relations internationales, n'est pas sans poser des problèmes d'interprétation : politique, militaire ou humanitaire, son champ reste mal défini. La France occupe une place décisive, que ce soit dans le lancement des opérations humanitaires en Roumanie en 1989-1990 ou dans la configuration initiale de l'intervention onusienne en Croatie puis en Bosnie-Herzégovine. Le gouvernement français se distingue aussi par un soutien tacite ou assumé à l'unité de la Fédération yougoslave et, pendant longtemps, aux positions serbes, suscitant débats et mobilisations en faveur de la Croatie, puis de la Bosnie-Herzégovine attaquée.

Avec la médiatisation, l'attention se porte aussi sur l'action humanitaire en voie de professionnalisation et sur des citoyens français qui, seuls ou en groupes, découvrent cette région. Face aux événements qui bouleversent le Sud-Est du continent, des intellectuels et des

artistes mais aussi des militants, des professionnels humanitaires, des enseignants, des agriculteurs ou de simples citoyens se sont sentis concernés et ont commencé à (ré)agir. Ces mobilisations se sont produites dans un contexte d'intensification des échanges internationaux - humains autant qu'économiques-, de développement de nouveaux métiers dans l'action humanitaire, l'éducation ou le développement local, au moment où la révolution informatique produisait une profonde transformation des moyens de communication. Pour les Français, c'est une période d'intensification des contacts directs avec l'étranger, contacts qui ne sont plus l'apanage des professionnels des relations internationales, tels que les diplomates, les missionnaires ou encore les journalistes. L'interaction est une matrice d'individualisation -des objets, des personnes, des événements-, de détermination des conduites et de formation des identités, selon la sociologie pragmatiste, une idée qu'il convient de ne pas perdre de vue. On peut alors s'interroger sur l'articulation entre ces interactions nouvelles et la traditionnelle méconnaissance de la région.

En France comme aux États-Unis et ailleurs en Europe, la guerre en Yougoslavie est un thème qui bouleverse les clivages politiques traditionnels entre droite et gauche. De l'extrême gauche à l'extrême droite, partisans du maintien de la Yougoslavie et supporters des indépendances croate, bosnienne et kosovare ont traversé les frontières des partis et des sensibilités politiques. Mais contrairement aux États-Unis où l'éclatement de la Yougoslavie - surtout à partir du déclenchement de la guerre en Bosnie-Herzégovine en 1992- a provoqué d'intenses débats au Congrès et dans les grandes organisations humanitaires ou de défense des droits de l'Homme², en France, c'est surtout dans la société que ces débats ont lieu, donc dans l'espace public.

Si le gouvernement et le président de la République française adoptent très tôt une position de *statu quo*, les hommes politiques qui se prononcent sur les crises yougoslaves le font souvent en dehors des structures partisans ou institutionnelles. Alors qu'en Allemagne ou en Italie, les mobilisations contre la guerre sont animées par des mouvements pacifistes, les débats en France émergent sur la question des responsabilités et de l'intervention (y compris armée) à mener. Le thème sera un sujet important de politique étrangère pendant la campagne présidentielle américaine dans la seconde moitié de 1992 et c'est l'élection du président démocrate Bill Clinton en janvier 1993 qui marque le début d'un engagement des États-Unis net en ex-Yougoslavie. Le thème anime aussi la campagne présidentielle française à la fin de

² Pour le détail des débats à la chambre des Représentants et au Sénat, le rôle de plusieurs parlementaires fortement impliqués ainsi que l'engagement des organisations, voir M. Kandel, *Mourir pour Sarajevo ?...op. cit.*, en particulier p. 65-85.

1994 et au début de 1995, mais dans un contexte où la mobilisation de la société est déjà engagée.

La tension existe, comme dans les périodes précédentes entre d'un côté l'enthousiasme envers les révolutions et les mouvements de libération, et de l'autre la peur et le dédain face à des sociétés perçues comme sous-développées, que ce sous-développement se manifeste dans la misère du post-communisme ou dans la sauvagerie des conflits interethniques. Le second sentiment prend le dessus dans le contexte du conflit armé, alimentant un imaginaire puissant. L'éclairage négatif sous lequel apparaît la région des Balkans au début des années 1990, n'exclut pas, chez les observateurs et surtout chez ceux qui se mobilisent pour l'une ou l'autre cause, un attrait particulier pour un territoire échappant aux normes sociales et morales ordinaires du fait des circonstances exceptionnelles.

Alors que l'influence des organisations traditionnelles -partis politiques, Églises ou syndicats- continue de refluer, un engagement civique ou citoyen s'invente en France dans les années 1990, il est souvent vécu comme une aventure personnelle, voisinant avec un secteur humanitaire en plein développement. La médiatisation des événements qui ont lieu en Europe du Sud-Est 'à portée de voiture', est propice à en populariser l'accès. Le secteur culturel, encore marqué par les idéaux de démocratisation promis par les Maisons de la culture et la décentralisation culturelle entamée dans les années 1960-1970, est aussi à la recherche de nouveaux terrains d'engagement. Enfin, l'engagement dans une cause à l'étranger et le fait de s'approcher de la guerre ou de la misère participent de ce que certains ont appelé « l'élitisme médiatique » qui contribue à augmenter chez le militant -qu'il soit une personnalité publique ou non- son « capital de visibilité »³.

En France, les engagements militants de cette période s'inscrivent dans le contexte d'une double crise : une crise des pratiques militantes, d'abord, dont l'un des effets les plus immédiats est le reflux des organisations politiques traditionnelles mais aussi ce que Luc Boltanski appelle une « crise de la pitié », caractérisée par

une perte de confiance dans l'efficacité de la parole engagée, par une centration sur les médias et sur les effets de spectacle qu'ils exercent, par une tentation de repli communautaire et enfin, plus profondément par un scepticisme à l'égard de toute forme d'action politique orientée vers un horizon d'idéaux moraux.⁴

Notre enquête de terrain a porté sur les réactions, opinions, débats qui s'expriment dans l'espace public par rapport à d'événements qui sont fortement médiatisés, ainsi que les actions,

³ Nathalie Heinich, *De la visibilité. Excellence et singularité en régime médiatique*, Paris, Gallimard, 2012.

⁴ Luc Boltanski, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Éditions Métailié, 1993, p. 10.

interventions, mobilisations élaborées par des groupes qui se présentent comme citoyens. Nous nous sommes intéressés à des acteurs qui agissent dans différents champs de l'espace public, médiatique et politique mais aussi dans les champs culturel et humanitaire. C'est un engagement individuel et collectif, protéiforme, d'une durée variable. Cette diversité de sources et d'acteurs pris en compte, qui peut être une difficulté en rendant l'objet insaisissable, nous a semblée nécessaire pour appréhender les contextes émotionnels de mobilisation et d'interaction, la mobilisation d'éléments mémoriels, la construction d'une parole et la transmission des savoirs. L'attention principale a donc porté d'une part sur la médiatisation des événements, d'autre part sur des paroles subjectives et sur la façon dont se sont racontés des engagements individuels et collectifs sur le coup et après coup.

En m'interrogeant sur ces objets, j'ai rencontré des difficultés spécifiques liées à un terrain -les Balkans et les relations franco-balkaniques dans la période contemporaine- sur lequel il existe aujourd'hui peu de travaux d'histoire⁵. On peut dire qu'il y a, surtout dans le champ francophone, une absence de sédimentation réflexive historique sur ce domaine. Il a donc fallu nous forger nos propres outils et recourir à l'apport d'autres sciences sociales, en particulier la sociologie (sur les mouvements sociaux, la mémoire et les mobilisations collectives, l'humanitaire et les médias), les sciences du langage et les théories de la communication (l'analyse de discours et les usages de stéréotypes), tout en portant toute notre attention aux contextes et à la définition des objets.

L'analyse des cadres de l'expérience [*frame analysis*] élaborée par Ervin Goffman s'est particulièrement intéressée aux mobilisations collectives et à la lutte pour imposer de nouvelles significations ou cadrages aux événements publics. Le verbe 'cadrer' désigne ce travail de signification à l'oeuvre dans l'action⁶ :

Contrastant avec l'appréhension traditionnelle des mouvements sociaux comme des porteurs de croyances et de significations préexistantes, classiquement conceptualisées en termes d'idéologie, cette perspective les appréhende comme des agents signifiants (*signifying agent*), engagés dans des activités de production, de maintien et de reconduction du sens par leurs partisans, leurs opposants ou leurs sympathisants. Comme les médias, les autorités locales, l'État et les représentants d'autres instances de décision, les mouvements sociaux sont impliqués dans ce qui a été appelé « une politique de signification »⁷.

⁵ Sur l'Europe du Sud-Est et ses relations avec la France existent surtout des travaux en relations internationales pour la période contemporaine ; les travaux historiques sont un peu plus nombreux sur la période des empires (ottomans et auto-hongrois) ou la sortie des empires (XIX^e et premier XX^e siècle), voir réf. biblio., p. 442-447.

⁶ Pour une introduction dans le champ français des analyses des mobilisations collectives, voir D. Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on...*, *op. cit.*, et pour un historique des théories, voir D. Cefaï et Danny Strom (eds.), *Les formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 9-18.

⁷ David Snow, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in D. Cefaï et D. Trom (eds.), *Les formes de l'action collective...*, *op. cit.*, p. 27.

Dans cette perspective, il nous semble important de distinguer les représentations, leurs instrumentalisation politiques potentielles et effectives et les croyances individuelles. Cette distinction permet de mettre en évidence des convergences mais aussi des écarts entre les catégories médiatiques, le cadre de l'expérience collective et celui de l'expérience individuelle. En nous référant à des phénomènes déjà observés chez les militants communistes en France, nous formulons l'hypothèse que les représentations et les savoirs qui s'élaborent dans les expériences militantes françaises en Yougoslavie et en Roumanie dans les années 1990 se situent à la croisée de discours et messages véhiculés par les médias et d'expériences et interprétations produites par les acteurs⁸.

⁸ Selon Marie-Claire Lavabre, la mémoire collective communiste se situerait à la croisée de la mémoire historique (entretenu par l'historiographie officielle) et la mémoire vive des militants (*Le fil rouge...*, *op. cit.*, p. 43

Chapitre 4. Les crises roumaine (1989-1992) et yougoslaves (1991-1999) et leur médiatisation

Au moment de la ‘révolution’ roumaine et de la crise humanitaire qui la suit comme dans les conflits yougoslaves, la médiatisation internationale participe du cours des événements. À partir du moment où les opinions publiques des démocraties occidentales sont considérées comme des sources d’influence sur les politiques étrangères de leurs gouvernants, gagner l’opinion internationale devient un enjeu majeur pour les protagonistes des crises. Quand les régimes communistes de la péninsule balkanique vacillent (1989-1991) et puis lors de la révolution roumaine et de la désagrégation de la Yougoslavie, les réactions des opinions publiques occidentales deviennent des éléments de l’information sur le drame dont les médias, au premier rang desquels la télévision, « tiennent la chronique »⁹. On peut par ailleurs estimer que l’influence des médias est plus grande pour les événements qui se déroulent hors du sol national, car les citoyens sont peu nombreux à bénéficier de sources complémentaires d’information ou d’une expérience personnelle¹⁰. Au tournant des années 1990, si la perception des événements qui touchent l’Europe du Sud-Est oscille entre le sentiment d’un retour de l’ancien et l’appréhension d’une nouveauté radicale, la série de crises qui traversent la décennie (Roumanie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo) donne d’abord lieu à une médiatisation d’un type inédit, liée aux transformations technologiques et à la révolution des moyens de communication.

Comme on l’a vu plus haut, après une première phase en Croatie (juin 1991-1992) qui s’est soldée par un cessez-le-feu négocié sous l’égide des Nations Unies et l’envoi d’une première mission de soldats de l’organisation internationale, un nouveau conflit démarre en Bosnie-Herzégovine en avril 1992. La confusion dans la perception des forces en présence est forte à l’étranger, surtout avant la constitution des armées de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et celles des territoires séparatistes de la ‘République serbe’ de Bosnie-Herzégovine, de la région

⁹ À propos des guerres yougoslaves, Emmanuel Wallon écrit notamment « De Vukovar (novembre 1991) à Srebrenica (juillet 1995), les massacres ont gagné en ampleur, alors que la presse écrite et les médias audiovisuels tenaient la chronique des opérations militaires et des tractations diplomatiques », in « Portrait de l’artiste en témoin », art. cit. , p. 381.

¹⁰ Simone Bonnafous, « La gestion de l’incertain par les médias contemporains dans la crise yougoslave », *Mots. Les langages du politique*, n°47, juin 1996, p. 7.

autonome de Krajina ou encore de la communauté croate d'Herzeg-Bosna au cours de l'année 1992 (voir annexe n°1 : éléments chronologiques sur l'éclatement de la Yougoslavie, p. 473).

Pendant une première phase en Bosnie-Herzégovine (1992-1993), l'armée de la 'République serbe' (VRS) qui jouit du soutien de l'ancienne armée fédérale conquiert une grande partie du territoire, assiège plusieurs villes, dont Sarajevo, et pratique une politique de terre brûlée et d'expulsion des populations civiles. Les casques bleus déployés avec un mandat principal d'interposition assistent impuissants aux conquêtes. En mars 1993, le général Morillon, commandant-en-chef de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, se rend dans la ville de Srebrenica assiégée par la VRS depuis avril 1992 et se trouve pris à partie par des habitants - surtout des femmes- qui refusent de le laisser repartir. Il annonce alors qu'il ne les abandonnera pas. Ce geste médiatique est à l'origine de la décision de l'ONU de créer des zones démilitarisées et protégées par la FORPRONU à partir de mai 1993. Ces zones dites 'de sécurité' vont devenir l'enjeu de batailles autant militaires que politiques, où l'ONU va être plus d'une fois prise en otage. Ce phénomène va se poursuivre jusqu'à la chute en juillet 1995 de la ville Srebrenica, après le retrait de la FORPRONU et le massacre d'environ 8000 hommes qui s'en suivit. Néanmoins, avec l'implication plus grande des États-Unis à partir de 1993 et l'accord entre le gouvernement de Sarajevo et les séparatistes croates (mars 1994), une seconde phase du conflit (1994-1995) commence où l'avenir de la Bosnie-Herzégovine s'annonce dans le cadre d'une fédéralisation. Le règlement du conflit n'aura lieu pourtant qu'à la fin de l'année 1995, après une phase de reprise de la guerre de mouvement (avril -août 1995) en Bosnie et en Croatie et l'implication militaire de l'OTAN sous impulsion des États-Unis.

4.1. Médiatisation des crises au tournant des années 1990

Comment imaginer qu'une guerre puisse éclater si près de chez nous ? demande Jon Jones, dans une ville qui agonise et une Europe qui ne bouge pas. « On pouvait boire un café à midi à Vienne, et se retrouver le soir dans un camp de concentration » dit Ron Haviv. « Sarajevo, c'est Grenoble », assène Laurent Van der Stockt qui ajoute : « À deux heures de là, à Split, on mangeait des fruits de mer. C'est cette absurdité, cette obscénité aussi que je retiens, d'autant qu'elle a duré des années, attirant ainsi des photographes »¹¹.

En 1992, la guerre en Bosnie-Herzégovine, comme les révolutions à l'est, se déroule pour les Français 'à deux heures d'avion' de chez eux. Vingt ans après les faits, dans le dossier spécial du quotidien *Le Monde* dédié aux journalistes ayant couvert le conflit en Bosnie-Herzégovine, le journaliste Rémi Ourdan, lui-même concerné, insiste sur la proximité géographique du drame et l'attirance ambivalente qu'elle a produite chez l'observateur occidental. En couvrant le siège de Sarajevo, une génération de journalistes a eu le sentiment d'expérimenter les limites de leur métier. En effet, la médiatisation d'actes criminels contre les civils et l'apparente impuissance des Européens à mettre fin au conflit sur leur sol, ont provoqué dès le début des hostilités une perte de crédibilité dans la mission du journaliste. De nombreux professionnels de l'information ont témoigné de la rupture produite à cet égard par l'éclatement de la Yougoslavie : envoyés par leur rédaction pour couvrir la guerre souvent au péril de leur vie, ils ont eu le sentiment que voir une guerre de près ne permettait ni de comprendre la situation ni de faire cesser le sang de couler¹².

Pourtant, pour des jeunes journalistes partis en *freelance*, Sarajevo a été l'opportunité d'entrer dans la carrière par la grande porte des reporters de guerre. La commémoration des vingt ans du siège de Sarajevo dans *Le Monde* en avril 2012 est donc l'occasion de dresser le portrait d'une génération de journalistes formés dans ce conflit. En filigrane, se dit la crise que ce conflit a introduite dans leur conception du journalisme. Durant le siège de Sarajevo (avril 1992- décembre 1995), la proximité entre le journaliste et son sujet produit un contexte très spécifique où la solidarité avec la victime est une réaction humaine tout à fait naturelle. Cette proximité expliquerait que le métier ait pu être vécu ici comme un engagement moral ou politique, ce qui est le cas aussi d'autres acteurs directs de l'intervention occidentale, tels que

¹¹ Rémi Ourdan, « Ils se sont relayés au chevet de la Bosnie », *Le Monde*, dimanche 8-Lundi 9 avril 2012, p. VIII « Supplément : Sarajevo à travers l'objectif ». Le sous-titre de l'article « une génération de photographes s'est retrouvée à témoigner d'une guerre qui allait changer jusqu'à leur existence ».

¹² Voir par exemple les films *Rapporteurs de guerre* (1999), du photoreporter Patrick Chauvel et *Veillée d'armes. Histoire du journalisme en temps de guerre* de Marcel Ophuls (Arte, 1994), ainsi que les témoignages des journalistes : Roy Gutman, *Bosnie, témoin du génocide*, Paris, Desclée de Brouwer, 1993 ; Yves Heller, *Des brasiers mal éteints. Un reporter dans les guerres yougoslaves 1991-1995*, Paris, Le Monde Éditions, 1997 ; Jean Hatzfeld, *L'air de la guerre. Sur les routes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine*, Paris, Éditions de l'Olivier, 1994.

les militaires de carrière, les appelés du contingent engagés sous le drapeau onusien ou les travailleurs des organisations humanitaires. En Yougoslavie, et particulièrement à Sarajevo durant le siège, les journalistes ont payé un lourd tribut¹³. On peut néanmoins se demander en quoi les conflits yougoslaves ont engendré une perte de confiance chez les journalistes, quand d'autres guerres tout aussi meurtrières ne l'ont pas fait. Le contexte européen implique certes une dimension de proximité, mais c'est la question « à quoi sert de montrer la guerre ? » qui semble poser le plus de problème.

La révolution du direct : héritage de la guerre du Golfe

Les révolutions à l'est et les guerres yougoslaves ont occupé l'espace médiatique international des années 1990 au même titre que d'autres événements, en particulier la guerre du Golfe (août 1990-février 1991), la famine en Somalie où eut lieu une intervention militaro-humanitaire internationale d'un type inédit (1992), puis la guerre civile et le génocide au Rwanda (1994), sur fond de dislocation de l'Union soviétique. Au début de l'année 1991, c'est cependant sur la guerre qui engage des puissances, la guerre du Golfe, que se focalisent les médias. C'est elle qui cristallise le débat sur les médias et la guerre. « Jamais dans une guerre, il n'y aura eu autant de médias impliqués et jamais l'opinion publique n'aura eu autant l'impression de ne pas être informée », écrit Dominique Wolton, en ouverture de son essai publié en mars 1991, traduisant ici le paradoxe de ce que l'on appelle alors « l'information-spectacle »¹⁴. De ce point de vue, le conflit en Yougoslavie en tant que drame médiatisé du retour de la guerre en Europe survient juste après une première expérience de traitement de la guerre par l'information en continu, inaugurée pendant la guerre du Golfe par la chaîne américaine CNN.

À la fois révolution du traitement médiatique de la guerre et matrice de nouveaux questionnements sur la représentation des conflits, la guerre du Golfe précède l'éclatement de la Yougoslavie, l'informe et lui propose un cadrage. Certains problèmes qui semblent apparaître avec le conflit yougoslave lui préexistent bien, en particulier l'impression que la surinformation provoque un obscurcissement du sens et une crise de légitimité des médias, alors que ces

¹³ 58 journalistes ont perdu sur le terrain yougoslave entre 1991 et 1995 (soit un sixième des journalistes tués dans le monde selon Reporters sans frontières. Sources : rapport 1992 à 1996)

¹⁴ Dominique Wolton, *War Game. L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991, p. 9.

derniers revendiquent « d'étendre toujours plus le droit du public à savoir »¹⁵. Les critiques se concentrent sur la médiatisation de l'opération militaire qui utilise des techniques de scénarisation de la fiction télévisuelle et masque la censure et la collaboration toujours plus grande entre journalistes, militaires et pouvoirs politiques¹⁶. Avec la guerre du Golfe, l'hypervisibilité du conflit va jusqu'à donner l'impression ou l'illusion d'invisibilité¹⁷. Les théories de la communication des années 1990 se focalisent alors sur la question du direct et de l'information-spectacle. Elles critiquent l'hypermédiatisation qui sous-informe le citoyen et fixe l'événement dans le présent en éludant les autres dimensions de la temporalité. L'information-spectacle est assimilée à l'information occidentale, même si les acteurs locaux participent allégrement au jeu, elle est aussi critiquée par les intellectuels de gauche comme renforçant l'hégémonie de l'Occident.

La proximité géographique est perçue très différemment dans la crise yougoslave et la chute des démocraties populaires, non seulement parce que les révolutions sont envisagées comme des moments globalement positifs, mais aussi parce que la médiatisation de ces événements a été différente. En effet, les médias ont connu des transformations majeures au début des années 1990 avec la montée en puissance du direct et des chaînes de télévision en continu. Sur ce plan, les événements roumains de décembre 1989 marquent un tournant : en donnant lieu à un emballement médiatique sans précédent, à des manipulations de la part des protagonistes et une concurrence entre médias occidentaux, ils marquent un précédent dans le traitement de l'information. Ils sont aussi l'objet d'une manipulation de grande ampleur qui provoque une crise durable dans le journalisme français.

Contrairement à la Première Guerre mondiale, qui a pu être perçue en France et en Europe centrale et orientale comme une guerre universelle¹⁸, la guerre du Golfe autant que les conflits yougoslaves sont pour les Occidentaux des guerres extérieures. Cette réalité a une conséquence importante : la référence aux Balkans du début du XX^e siècle, qui surgit dans les médias et le discours public en France dans les années 1990, masque une expérience radicalement différente de la guerre. La « mémoire culturelle »¹⁹ de la Première Guerre mondiale a retenu l'expérience de batailles communes avec les peuples balkaniques, produisant une communauté de destin avec ceux qui furent les alliés de la France : les Serbes et les

¹⁵ *Ibid.*, p. 68.

¹⁶ En France, voir not. Paul Virilio, *L'écran du désert*, Paris, Galilée, 1991 ; Marc Ferro, *L'information en uniforme*, Paris, Ramsay, 1991 ; Andreas Freund, *Les journalistes et la mésinformation*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1991.

¹⁷ « La guerre du Golfe n'a pas eu lieu », affirmation provocatrice de Jean Baudrillard en 1991 dans les colonnes du quotidien *Libération* (29 mars), puis dans son essai, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991.

¹⁸ Voir par exemple les conceptions développées par T. G. Masaryk (*La nouvelle Europe*, *op. cit.*).

¹⁹ La « mémoire culturelle » qui est transmise par la société, par opposition à la « mémoire communicative » transmise en famille (voir H. Welzer, S. Moller, K. Tschuggnall, « *Grand Père n'était pas un nazi* »..., *op. cit.*).

Roumains. Cet aspect, bien entretenu par la mémoire officielle dans l'entre-deux guerres, a permis d'intégrer le premier conflit mondial comme une expérience de rapprochement avec cette région et ses habitants. La Seconde Guerre mondiale et la mémoire de la lutte antifasciste l'a produit aussi d'une autre manière.

La transmission familiale des événements (« la mémoire communicative ») peut cependant différer sensiblement. La chute du communisme dans les pays de l'Est autant que les conflits yougoslaves dans les années 1990, guerres européennes, sont singulières aux ressortissants des pays concernés et produisent de nouvelles séparations dans les mémoires culturelles des Européens avec des conséquences importantes sur les perceptions réciproques et la capacité à envisager un futur européen commun.

Les processus concrets du traitement télévisuel des crises et conflits : cadrages, décontextualisation-recontextualisation, ethnicisation

Le règne de la télévision impose le pouvoir de l'image et du direct. Mais ce qu'on appelle 'le direct' est un objet cadré et médiatisé. « Qu'a-t-on vu quand on ne voyait rien ? », se demande la sociologue Johanna Siméant à propos du Rwanda de 1994²⁰. En fait d'images du génocide, on a surtout vu des images de réfugiés, voire de ressortissants français fuyant le pays. Un peu plus tôt, en Bosnie-Herzégovine, en fait d'images de camps, on a surtout vu en boucle les mêmes images de deux hommes torsos nus à la maigreur accentuée, derrière des barbelés, images prises à Trnopolje le 6 août 1992 par la chaîne de télévision britannique ITN²¹ (annexe n°3.c). En 1999, aux frontières du Kosovo, l'expulsion par les forces serbes de plus d'un million d'Albanais a pu s'incarner pour le téléspectateur étranger dans les images « qu'on ne regarde pas vraiment et qu'on oublie vite, même si on les voit tous les jours parce que chaque jour, c'étaient les mêmes images, un camp, 'le camp de Blace' qui se remplit et qui se vide », comme le note une militante de la cause kosovare²². L'humanitaire moderne est né avec la télévision, constate Rony Brauman, président de Médecins sans frontières de 1982 à 1994 et acteur important du mouvement humanitaire français de la période. Cette conjonction a des conséquences essentielles sur la conception de l'intervention :

²⁰ J. Siméant, « Qu'a-t-on vu quand on ne voyait rien », in Marc Le Pape, J. Siméant et Claudine Vidal, *Crises extrêmes, Face aux massacres, guerres et génocides*, Paris, La Découverte, 2006.

²¹ A. Krieg-Planque, « Purification ethnique ». *Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p. 33.

²² Martine Storti, *Cahiers du Kosovo. L'urgence de l'école*, Paris, Textuel, 2001, p. 15 ; le camp de Blace a été installé par le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations Unies en République de Macédoine à la frontière avec le Kosovo.

Le problème c'est la souffrance d'un enfant, la solution c'est le médecin ou l'infirmière qui vient y remédier dans un périmètre clos. Le hors champ n'existe pas : le pays, les conditions sociales et politiques de la violence, etc. hors du cadre, il n'y a rien d'autres que ce qui se montre déjà sur le petit écran. L'image vient ratifier le discours et le mettre en scène²³.

De plus, la médiatisation internationale d'une crise entre en interaction avec les stratégies médiatiques élaborées par les acteurs locaux pour mobiliser leurs opinions publiques et faire valoir leurs positions à l'extérieur.

Décontextualisations, recontextualisations et mises en récit

Durant la révolution roumaine, la télévision a joué un rôle de premier plan dans le traitement et la diffusion de l'événement sur place et à l'étranger, ainsi que dans le déroulement de l'événement puisqu'elle a été un enjeu de pouvoir entre le régime et la rébellion. L'affaire du charnier de Timișoara a révélé les manipulations dont a fait l'objet l'information sur la répression menée par le pouvoir politique. Comme on l'a vu plus haut, on trouve ici la rencontre du système d'information du régime totalitaire, où la censure, l'autocensure et les phénomènes de rumeurs sont prépondérants et du système d'information occidental de plus en plus dépendant des médias audiovisuels. Ce dernier doit donc alimenter des effets de surprise, proposer dans des délais très brefs une narration cohérente afin de donner à vivre au spectateur un événement majeur. Une situation apparemment confuse et contradictoire aux yeux des observateurs, des témoins ou des acteurs, doit s'insérer dans un récit articulé pour devenir une information.

Les régimes communistes disparaissant à un moment majeur de transformations technologiques (informatisation et début de l'internet), les phénomènes de décontextualisation ont voisiné avec des remises en contexte dans le cadre de récits médiatisés qui ont leurs propres logiques. On peut alors s'interroger sur les effets de réel de la narration médiatique, c'est-à-dire sur les éléments qui rendent l'événement réel pour l'observateur, conformément au constat suivant : « face à des événements dramatiques, dont ils ont une mémoire visuelle, les spectateurs considèrent parfois ce qui est mis en scène comme plus réaliste que ce qui constitue une source cinématographique réelle »²⁴. Ces effets de réel ne sont pas donnés une fois pour

²³ Rony Brauman, *Penser dans l'urgence. Parcours critique d'un humanitaire*, entretien avec Catherine Portevin, Paris, Seuil, 2006, p. 89.

²⁴ H. Welzer, S. Moller, K. Tschuggnall, « *Grand Père n'était pas un nazi* »..., *op. cit.*, p. 18.

toute. Ils évoluent dans le temps au gré des épisodes de l'événement médiatisé et de l'attitude d'un spectateur, qui peut devenir témoin ou acteur.

L'image télévisuelle et la couverture des magazines se focalisent sur la figure des victimes : les femmes et les enfants, les réfugiés, les visages en pleurs font l'objet d'une attention soutenue au détriment de la mise en contexte de l'événement et de l'analyse des causes et circonstances. En France, la couverture de la crise roumaine par le magazine *Paris Match* a joué un rôle de premier plan pour sensibiliser le grand public²⁵.

Les processus de décontextualisation et de déréalisation s'insèrent dans une logique du récit dramatique. Martine Storti, ancienne journaliste, inspectrice de l'éducation nationale, qui affirme avoir lu les journaux tous les jours au moment de la crise du Kosovo, raconte l'impression puissante laissée par les visages des réfugiés kosovars au point d'effacer les détails concrets du drame qu'elle trouve nécessaire de chercher une fois confrontée au terrain :

J'ai les images de la télé en tête et finalement aucune n'est véritablement précise, je veux dire, précise sur les lieux, je vois surtout des gens, des visages, des pleurs ou des sourires, mais pas vraiment les lieux, peut-être les articles, même vite écrits, donnent-ils davantage la réalité des choses, il faudrait que je les relise maintenant, devant les lieux mêmes, face à ce terre-plein qu'on appelait le 'camp de Blace', pour savoir s'ils permettaient de se le représenter mieux que les images elles-mêmes²⁶.

Les phénomènes de focalisation sur un aspect, un territoire de la crise ou de la guerre peuvent aussi résulter de processus très concrets comme l'organisation du territoire en guerre par les belligérants. Durant le conflit en Croatie et au début de la guerre en Bosnie (1991-1992), les journalistes traversent encore le territoire yougoslave en voiture en partant de Belgrade, Zagreb ou Ljubljana ; leurs reportages portent alors la trace de leurs enquêtes et des interviews pratiquées à l'arrière et dans les zones qui échappent aux combats. À partir du milieu de l'année 1992, suite au début des combats en Bosnie-Herzégovine, puis l'entrée en scène de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), les convois transportant journalistes et humanitaires sont presque tous acheminés depuis la ville italienne d'Ancône, la cité balnéaire de Split et enfin par la route (après l'obtention d'une autorisation militaire) ou en empruntant le pont aérien qui relie Split à Sarajevo. La focalisation sur la vie quotidienne pendant le siège et l'image répétée par les médias du contraste obscène entre la côte méditerranéenne paradisiaque et la guerre boueuse des montagnes en sont aussi une conséquence.

²⁵ Voir par ex. la livraison de *Paris Match* du 11 janvier 1990 titrant *Roumanie 30 pages de reportages historiques. Dans les larmes, une nation renait*, celle du 25 janvier 1990 *Roumanie, premières photos de la terreur de décembre*.

²⁶ M. Storti, *Cahiers du Kosovo...*, *op. cit.*, p. 15.

À Sarajevo durant le siège, la vie quotidienne des étrangers (journalistes, humanitaires, personnel onusien, militaires et autres personnalités) est organisée à l'aide de badges de couleurs différentes donnant des droits différenciés, dont certains permettent d'accéder aux bâtiments officiels et aux magasins de l'ONU, mais aussi de passer les barrages des belligérants²⁷. Les récits qu'ils font de la vie quotidienne pendant le siège où est réitérée l'idée d'un contraste saisissant entre l'abondance des biens des organisations occidentales, le dénuement de la population, l'hypocrisie des discours des idéologues serbes, sont aussi marqués par des contraintes pour faire leur travail -informer le public étranger- sur un terrain où leur présence est organisée. On peut supposer que l'origine nationale des observateurs étrangers en Bosnie-Herzégovine²⁸ informe la chronique qu'ils dressent de la capitale bosniaque assiégée. Pour ceux qui viennent de pays qui se perçoivent comme homogène comme la France, le fait de cotoyer de nombreux étrangers parmi leurs confrères est une expérience nouvelle, plus encore pour la jeune génération, pour laquelle Sarajevo est la première vraie guerre. Ce fait a pu influencer la façon dont ils se sont intéressés au caractère multiculturel de Sarajevo.

Les histoires sur les couples mixtes pris dans un conflit perçu comme identitaire sont des sources fertiles de récits qui s'appuient sur le schéma traditionnel de Roméo et Juliette. Le journaliste de *Libération*, Jean Hatzfeld, a écrit deux romans inspirés de personnages réels évoqués précédemment dans son récit-témoignage sur les débuts du conflit en Croatie et en Bosnie-Herzégovine *L'air de la guerre* (1994)²⁹. Ainsi, le roman *Robert Mitchum ne reviendra pas* reprend l'histoire décrite comme véridique du jeune Serbe Boško et de sa compagne musulmane Admira, abattus par un *sniper* et dont les cadavres enlacés sont restés pourrir sur un pont de Sarajevo pendant de longues journées³⁰. Ce thème des amours contrariés par les divisions ethniques a continué dans les années suivantes à alimenter les récits sur la guerre en Bosnie, dans la littérature et la production cinématographique internationale comme locale³¹. La fascination pour les femmes de Sarajevo peut être éclairée par la mise en récit médiatique de l'événement et ses conditions matérielles que sont l'omniprésence de jeunes femmes-interprètes, indispensables médiatrices entre une ville et les journalistes³².

²⁷ J. Hatzfeld, *L'air de la guerre ...*, *op. cit.*, p. 323.

²⁸ Dans le film de Marcel Ophuls, *Veillée d'armes*, des journalistes de la BBC, commentent le caractère inhabituel de cette petite communauté.

²⁹ *La guerre au bord du fleuve* (Paris, Éditions de l'Olivier, 1999) et *Robert Mitchum ne revient pas* (Paris, Gallimard, 2013).

³⁰ J. Hatzfeld, *L'air de la guerre ...*, *op. cit.*, p. 326. L'histoire de Boško et Admira rendue célèbre par le récit qu'en fit le journaliste américain Kurt Shork (Agence Reuter) en mai 1993, a fait l'objet du documentaire *Romeo and Juliet in Sarajevo*, réalisé par John Zaritsky (PBS, CBC, NFB et WDR) en 1994. En 2012, le film documentaire *Sarajevo mon amour* de Frédéric Tonolli et Arnaud Hamelin reprend de nouveau cette histoire.

³¹ Voir par exemple les films *Go West !* de Ahmed Imamović (2005), *In the Land of Blood and Honey*, de Angelina Jolie (2011).

³² J. Hatzfeld, *L'air de la guerre ...*, *op. cit.*, p. 67-87.

On peut aussi penser que le sentiment du caractère absurde de la guerre en Bosnie-Herzégovine est influencé par la situation paradoxale dans laquelle sont placés les journalistes étrangers : couvrant les événements majoritairement du côté bosniaque tout en passant de temps en temps les lignes de front, ils résident donc dans ce qui apparaît jusqu'en 1995 comme le côté des perdants et des principales victimes. Le fait d'aller « faire de l'essence »³³ chez les assaillants et de revenir ensuite sous leur feu est une situation objectivement absurde. Les correspondants des principaux médias occidentaux, installés à l'hôtel Holiday Inn de Sarajevo, sur une longue avenue rebaptisé par eux *Snajper Alley*, font des 'excursions' groupées sur les hauteurs de la ville jusqu'à Pale, une ancienne station de ski devenue siège du gouvernement des Serbes de Bosnie. Pour montrer comment la guerre est vécue de l'autre côté, ils interviewent des responsables politiques, filment la vie locale mais vont aussi visiter les lignes de fronts d'où sont tirés des obus qui s'abattent sur la ville. Dans une scène du film que le cinéaste Marcel Ophuls consacre aux reporters de guerre à Sarajevo en 1994, on voit les journalistes de la BBC et de France 2, ainsi que le reporter du *New York Times* en visite sur les lignes serbes qui assiègent Sarajevo. Le britannique met sa caméra dans la cahute d'un soldat, là où se trouve le canon ; son collègue américain commente la scène : « donne-lui le numéro de ma chambre pour ne pas qu'il tire sur moi la nuit prochaine »³⁴.

Comment montrer en direct une crise extrême ?

Quand on veut montrer la guerre, le premier problème est celui de la faible référentialité de l'image. En cas de crimes avérés contre les civils, les acteurs ont intérêt à dissimuler les faits sous peine d'être dénoncés. Dans ces conditions, la fabrication des images du génocide doit être questionnée. La dimension de crime a beau être évidente, la montrer en direct est loin d'être simple. Le problème rencontré par les journalistes est « moins celui d'une absence d'images que celui de la capacité à arrimer des images à un récit qui assume l'hypothèse de massacres organisés »³⁵.

Si les journalistes occidentaux et les spectateurs sont prêts à admettre qu'une guerre n'est pas le résultat de différences naturelles entre des groupes (ethniques) mais la conséquence de processus sociaux³⁶, les visions explicites ou implicites d'un conflit dans le cadre d'un reportage court produisent souvent des messages du type : 'le groupe x est différent du groupe

³³ *Ibid.*, p. 323.

³⁴ M. Ophuls, *Veillée d'armes*, *op. cit.*

³⁵ J. Siméant, « Qu'a-t-on vu... », art. cit., p. 48-49.

³⁶ T. Allen et J. Seaton (eds.), *The Media of Conflict. War Reporting and Representations of Ethnic Violence*, London, New York, Zed Books, 1999, p. 3.

y' ou encore 'le groupe x combat le groupe y'. La crise rwandaise est au moins jusqu'en mai 1994 présentée par les journaux des grands médias télévisés français comme la lutte fatale de deux ethnies ennemies³⁷. Nombreuses ont également été les situations médiatiques où les conflits yougoslaves ont été présentés comme les combats 'entre les Serbes et les Croates' ou 'entre les Serbes et les Bosniaques', sans plus d'explications. Un lien semble donc exister entre la perception de l'ethnicisation du conflit et sa présentation dans les journaux télévisés. Or, l'ethnicisation crée une mise à distance : la mise en avant de situations communautaires amenuise la capacité de compassion du (télé)spectateur.

Dans une figure communautaire, le malheureux est immédiatement qualifié ; il n'est jamais, par construction, n'importe qui. [...] L'existence de conventions préalables établit un pré-engagement qu'il suffit d'actualiser en cas de besoin³⁸.

Pour susciter la compassion du public, il faut donc que le conflit se désethnicise aux yeux des spectateurs et que les victimes, tout en étant vues comme des individus incarnés, avec leurs histoires et spécificités, puissent être n'importe qui. Dans la construction de l'information, l'ethnicisation d'un conflit est donc soumise à des impératifs qui peuvent être en fait contradictoires : d'un côté, il faut expliquer la situation d'une manière simple et, de l'autre, on se doit d'émouvoir le spectateur face à une situation objectivement révoltante (le massacre de civils innocents).

Jusqu'en 1995, alors que le développement des réseaux internet reste embryonnaire, la suprématie des médias audiovisuels est écrasante dans la circulation de l'information. Le décryptage du traitement médiatique français d'un événement étranger peut donc s'appuyer sur l'analyse des journaux des deux chaînes nationales TF1 et France 2, qui sont par ailleurs proches du pouvoir politique³⁹. Les analyses de la médiatisation des conflits des années 1990 ont montré que, dans le contexte français, les correctifs que peut apporter la presse écrite ne sont pas systématiques. Les articles rédigés depuis le terrain par les envoyés spéciaux et les correspondants sont « largement tributaires de l'organisation économique et collective du journal, de codes et pratiques professionnelles ainsi que de cadrages interprétatifs et de leurs logiques d'exposition »⁴⁰ définis au siège. L'information sur la crise reçue par le citoyen

³⁷ « Les reporters recourent de façon centrale à la grille de lecture ethniciste, et plus exactement à l'idée que Hutus et Tutsis s'entretuent du fait d'une forme de fatalité de l'affrontement ethnique », J. Siméant, « Qu'a-t-on vu ... », art. cit., p. 44.

³⁸ L. Boltanski, *La souffrance à distance ...*, op. cit., p. 27.

³⁹ Ainsi pour étudier la visibilité du génocide rwandais, J. Siméant s'appuie-t-elle sur l'analyse des journaux de 20 heures des chaînes TF1 et France 2, qui, selon l'auteur, représentent en avril-juin 1994 à elles deux les deux tiers de l'audience des plus de 15 ans.

⁴⁰ Pascal Dauvin, « Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information », in M. Le Pape, J. Siméant, C. Vidal (eds.), *Crises extrêmes ...*, op. cit., p. 57-71.

français, même s'il ne regarde pas la télévision, est formalisée d'abord par les médias nationaux et, parmi eux, principalement par les médias audiovisuels.

Les analyses sur la médiatisation des conflits armés récents considèrent la qualification de la crise (par exemple de 'génocide' ou de 'crise extrême') comme un enjeu-clé⁴¹. Cette qualification est importante non seulement pour susciter des réactions politiques et permettre l'élaboration de repères à cette réaction, elle modèle aussi la capacité de compassion du spectateur, sa proximité ou son éloignement. Dans les régions qualifiées de zones de crise, les organisations non gouvernementales (ONG) occidentales sont perçues depuis 1945, et encore plus depuis le début des années 1990, par les journalistes comme des sources légitimes. Si leurs propos peuvent être sujets à caution pour le journaliste lui-même, le recours à ces sources permet aux médias de rapporter des faits ou des propos sans en assumer totalement la véracité. Dans les crises qui nous intéressent ici, la prise de parole de responsables humanitaires sur les plateaux de télévision a contribué à donner sens aux événements⁴² et la tendance à déléguer aux responsables humanitaires -plutôt du siège que du terrain- la responsabilité de qualifier la crise s'est affirmée. Le fait que le secteur humanitaire se soit structuré et professionnalisé précisément durant cette période explique que les crises et conflits dont il est ici question, aient été importants pour la légitimité du discours humanitaire. Dans la première partie du conflit yougoslave (mai 1991-août 1992), qui est à la fois la plus confuse en terme d'interprétation et la plus cruciale pour déterminer l'attitude à tenir face aux belligérants et à leurs requêtes, ces sources humanitaires ont été déterminantes pour donner un cadre au discours dominant sur le conflit⁴³.

La révélation des camps en Bosnie-Herzégovine et les problèmes d'interprétation

Dans le traitement journalistique de l'éclatement de la Fédération yougoslave, Alice Krieg-Planque, qui s'est penchée de façon systématique sur la presse écrite française entre 1980 et 1994, a mis en évidence l'organisation de « moments médiatiques » de la crise⁴⁴. Il y a d'abord « la découverte des camps (2 août 1992) » puis celle « des viols (hiver 1992-1993) », « la décision du général Morillon de rester à Srebrenica (mars-avril 1993) », « la chute d'un

⁴¹ Voir Sophie Poutzele, « Enjeux et significations de la notion de « génocide » au Rwanda dans la presse écrite avril-juillet 1994 », *Ibid.*, p. 72-87 et Yves Buchet de Neuilly, « La crise ? Quelle crise ? », *Ibid.*, p. 270-287.

⁴² P. Dauvin, « le traitement journalistique des crises... », art. cit., p. 59.

⁴³ Philippe Juhen, « Parler ici des malheurs lointains. Les nécessités des énoncés humanitaires et leurs effets sur la constitution des angles journalistiques », in J. Siméant et P. Dauvin (eds.), *ONG et humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 213-253.

⁴⁴ A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »..., *op. cit.* Une étude « pensée dans la continuité de ce qu'on a pu appeler l'École française d'analyse de discours », p. 15.

obus sur le marché de Sarajevo (février 1994) » jusqu'à « la prise imminente de Goražde (avril 1994) »⁴⁵. Ces « moments » marquent le surgissement de l'événement qui remonte à la Une dans les différents médias.

Comme la couverture internationale a été très forte dès le début des hostilités, la visibilité et le cadre de lecture ont souvent été donnés par des journalistes étrangers au territoire yougoslave, en particulier par les médias anglophones⁴⁶. Cette temporalité médiatique est différente du déroulé des événements réels : les camps et les viols ont existé avant d'être 'découverts' par les journalistes occidentaux, mais c'est leur traitement par les médias occidentaux qui leur a conféré une visibilité et a influencé les interprétations postérieures, les réactions de l'opinion publique internationale et des gouvernants (États, institutions internationales) avec, en retour, des conséquences sur le déroulement des événements.

L'analyse de la presse écrite permet, au-delà du décryptage du fonctionnement possiblement manipulateur des médias, d'éclairer les discours à l'œuvre dans l'espace public. On peut alors envisager « les récits médiatisés de la guerre yougoslave »⁴⁷, leurs effets dans les conflits et leurs interprétations, autant du côté des belligérants que des observateurs occidentaux. Les interprétations des faits, des réactions des acteurs et des spectateurs occidentaux ont des incidences sur le déroulement du conflit. Pour comprendre ce qui se joue avec la médiatisation des camps en Bosnie, il faut aussi revenir au processus concret de production de l'information. Au début du mois d'août 1992, à la suite de révélations de rescapés publiées par le *New York Newsday*⁴⁸, l'existence de camps est évoquée par les médias français mais, faute d'images, les télévisions ont tendance à scénariser l'horreur tout en gardant un ton hypothétique : ils pratiquent ce que Gérard Leblanc a appelé une « scénarisation de l'hypothétique », une forme de narration ouverte qui implique plusieurs scénarios possibles, la réalité n'ayant pas encore tranché⁴⁹. L'expectative face aux images est alors grande puisqu'on attend qu'elles soient une preuve de vérité et une révélation des crimes. Or, les premières images de camps prises par la chaîne britannique ITN le 6 août 1992 dans le camp d'Omarska, tenu par les pouvoirs locaux de la République serbe (RS) autoproclamée à proximité de la ville de Prijedor, montrent plusieurs hommes décharnés derrière les barbelés, c'est-à-dire en réalité

⁴⁵ *Ibid.*, p. 31.

⁴⁶ Roy Gutman, correspondant du *New York Newsday* est le premier journaliste à parler en juillet 1992 de « camps de concentration » en référant directement à Auschwitz. C'est lui aussi qui a fait de longs reportages sur les viols ; voir A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »..., *op. cit.*, p. 32 et p. 67. L'image qui a symbolisé « les camps en Bosnie » et fait le tour du monde est extraite d'un film réalisé par les journalistes britanniques de la chaîne ITN. Sur la réception des mêmes images de ITN aux États-Unis, voir M. Kandel, *Mourir pour Sarajevo*..., *op. cit.*, p. 127-164.

⁴⁷ A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »..., *op. cit.*

⁴⁸ Roy Gutman, « Death Camps in Bosnia », *New York Newsday*, 2 août 1992.

⁴⁹ G. Leblanc, « Scénarios de l'horreur », *Mots*, juin 1996, n°47, p. 47 ; l'auteur procède à une analyse très précise des journaux télévisés français de l'été 1992 traitant des « camps ».

très peu de choses. Des photographies de corps torturés prises par les mêmes journalistes ont aussi circulé mais leurs sources ont été tenues secrètes⁵⁰. Ce manque va provoquer de nouvelles scénarisations et la formulation d'hypothèses sur le degré de répression. Face à ces hommes muets, les journalistes se sont mis à les interpréter et à les faire parler. L'image tient ici plus de la pièce à conviction que de la preuve⁵¹. Dans cette logique, remettre en cause l'existence de 'camps' revient à montrer que cette image est fausse ou falsifiée.

De plus, la logique médiatique, en déplaçant le débat de la description à la qualification des camps (camps de 'rétention', de 'concentration' ou 'd'extermination'), risque d'ouvrir des polémiques dans lesquelles l'observation des faits se perd au profit du jugement⁵². Ce débat récurrent est révélateur de l'inadéquation de l'image d'actualité et encore plus de l'image de génocide et du champ immense de l'interprétation. En donnant l'illusion de montrer, le processus télévisuel masque le travail d'interprétation « lié implicitement à l'impossibilité de tout voir »⁵³ et, en assénant des vérités sur 'les horreurs qui se passent en Bosnie', tout en doutant que les images autorisent à tenir ces propos, la télévision pratique en fait un double discours.

Cette pratique se retrouve dans la presse écrite à un autre niveau. Depuis l'affaire du faux charnier de Timișoara, les journalistes invoquent aussi la prudence face à certains témoignages non vérifiés ou cherchent à nuancer les analogies avec la Seconde Guerre mondiale entrant dans une stratégie médiatique qui consiste à « dire tout en doutant »⁵⁴. On constate un partage des rôles entre le reporter et l'éditorialiste (l'un doute, l'autre affirme et s'engage) qui aboutit plutôt à une « prétention à dire le vraisemblable plutôt qu'à une prétention à dire le vrai »⁵⁵. Ces messages dissonants entre éditoriaux alarmistes, reportages prudents et visuels sensationnalistes (ou inversement), que les analyses postérieures de la médiatisation du conflit ont décryptés, sont surtout perçus à chaud comme une source de confusion et contribuent au sentiment du public de ne rien comprendre à ce conflit. Ainsi paradoxalement, la logique médiatique de course au sensationnel confrontée chez les journalistes à la volonté nouvellement revendiquée de prudence et d'autocritique -née de l'expérience de la guerre du Golfe et de l'affaire de la manipulation des victimes de Timișoara - contribue à rendre le

⁵⁰ *Ibid.*, p. 51-52.

⁵¹ Ainsi Didier Chauffier dans le journal de 20 heures de TF1 le 7 août 1992 déclarait : « Derrière les barbelés du camp d'Omarška [...] visages émaciés, corps amaigris, ils ont vu surgir une caméra de télévision venue les filmer. Ils semblent hébétés par les souffrances qu'ils ont subies et par ce qu'ils ont vu [...] ils ont le visage de ceux qui ont vu la mort » (Bernard Poulet, *L'Événement du Jeudi*, 13 -19 août 1992), cit. in *Ibid.*, p. 52.

⁵² Voir Éric Pedon et Jacques Walter, « Les variations du regard sur les 'camps de concentration' en Bosnie. Analyse des usages de la photographie dans un échantillon de journaux français », *Mots*, juin 1996, n°47, p. 23-45 ; S. Bonnafous, « La gestion de l'incertain... », art. cit. ; A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »..., *op. cit.*

⁵³ G. Leblanc, « Scénario de l'horreur... », art. cit., p. 56.

⁵⁴ S. Bonnafous, « La gestion de l'incertain ... », art. cit., p. 16.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 22.

discours médiatique sur la guerre en Yougoslavie souvent polysémique, voire contradictoire et à rendre donc ce conflit illisible.

4.2. Mises en scène humanitaires

Dans les derniers moments du régime roumain, la critique occidentale se focalisait sur la situation 'ubuesque' de la Roumanie et de son couple dirigeant, au détriment de l'analyse du régime totalitaire. Puis, le traitement journalistique de la révolution roumaine la fit apparaître de moins en moins comme un processus politique et de plus en plus comme un drame humain décontextualisé. Le filtre victimaire s'est poursuivi avec la découverte de la situation désastreuse de la Roumanie post-Ceaușescu. Puis la médiatisation des pénuries et de l'univers inhumain des orphelinats a préparé le terrain à une offensive humanitaire sans précédent au tournant des années 1990 et 1991, dans laquelle la France a joué un rôle de premier plan. En Bosnie-Herzégovine, à partir de l'été 1992 quand le siège de Sarajevo s'installe dans la durée, les images télévisuelles de la guerre centrées sur la vie quotidienne dans la capitale bosniaque assiégée et les négociations qui s'enlisent, alimentent le sentiment d'une guerre sans fin. Par ailleurs, le débat autour de la nature des camps et l'émotion qu'ils suscitent en l'absence d'image contribue à un déplacement du traitement de ce conflit : l'information passe du suivi des combats à la focalisation sur le sort des victimes -assiégés, rescapés, réfugiés.

Dans les deux crises, des acteurs locaux ont contribué au plus haut niveau à ce tournant humanitaire du traitement médiatique. En entravant les déplacements des journalistes dans les zones rurales et les camps d'internement où avaient lieu les exactions les plus terribles, les forces serbes, suivies par les autres belligérants, ont orienté la vision des journalistes occidentaux. Le gouvernement bosniaque de son côté, en empêchant sa propre population de sortir de Sarajevo, a favorisé le maintien du siège et pratiqué une stratégie de victimisation en vue d'influencer la décision d'une intervention armée occidentale contre la Serbie. En Roumanie, il est attesté que le gouvernement du Front national a favorisé en 1990 la circulation de certaines informations alarmistes sur l'état alimentaire et sanitaire du pays dans le but d'accélérer l'aide occidentale⁵⁶. Cependant, dans les conflits yougoslaves, la transformation du spectacle de la guerre en un spectacle humanitaire est d'abord la conséquence d'un traitement humanitaire de la guerre par les gouvernements occidentaux. En envoyant des soldats de la paix sous la bannière de l'ONU dans une zone de conflit, ils ont provoqué des formes inédites d'intervention qui brouillent les distinctions entre le politique, le militaire et l'humanitaire.

⁵⁶ C. Durandin, *Roumanie, un piège ?*, op. cit., p. 60.

Dans ce choix de l'humanitaire en Roumanie comme en Bosnie-Herzégovine, le rôle du gouvernement français parmi les acteurs extérieurs a été déterminant.

Construction de la crise humanitaire roumaine (1990-1992)

Le paradoxe de la crise humanitaire roumaine est qu'elle a lieu dans un pays qui n'a connu en 1989-1991 ni conflit armé ni catastrophe naturelle et ne fait donc pas l'expérience de déplacements massifs de population, ni de destructions de masse ou de victimes en nombre élevé. Certes, il y a eu des déplacements forcés de population dans le cadre de la 'systématisation' mise en place par le pouvoir roumain à partir du milieu des années 1980, mais ils ont été organisés par les institutions gouvernementales roumaines, sans drame sanitaire apparent ; le changement de régime en 1989 n'a pas provoqué, en retour, de déplacement massif. Cette situation inédite semble ne pas avoir été vraiment perçue au moment des faits, ni explicitée après coup. Des informations alarmistes erronées -les faux charniers de Timișoara, puis le nombre surévalué des morts et blessés de la révolution-, ont mobilisé l'attention des médias au moment où la perception des révolutions à l'est était en train d'évoluer, de l'enthousiasme face aux révolutions pacifistes en Europe centrale au pressentiment que toute révolution connaît un jour ou l'autre son tournant sanglant. C'est le constat de la situation déplorable laissée par le régime déchu, visible dans les pénuries et l'état misérable des institutions de santé qui a déclenché la première vague humanitaire à Noël 1989⁵⁷.

Les organisations humanitaires étrangères vont cependant rapidement constater que l'ampleur de la crise alimentaire et sanitaire liée à la révolution avait été surévaluée, notamment par le nouveau gouvernement du Front national. Mais elles ont aussi été confrontées à une autre réalité qui leur est parue sur le moment tout aussi épouvantable : la situation sanitaire et humaine dans des orphelinats qui apparaissent plus proches de l'univers pénitencier que du jardin d'enfants. L'importance numérique et l'organisation de ces établissements sont le résultat de la politique nataliste mise en place par le régime roumain dans les années 1970. Créés pour accueillir des enfants non désirés et confiés nourrissons à l'institution, ils hébergent aussi des enfants handicapés, des enfants Roms et des petits délinquants. L'intérêt des médias français pour ces orphelinats coïncide avec l'annonce en février 1990 d'une épidémie de sida

⁵⁷ C. Durandin, *Roumanie, un piège ?*, op. cit., p. 60.

pédiatrique dans ces institutions⁵⁸. Cette réalité n'était pas inconnue des organisations humanitaires occidentales, mais elles n'en mesuraient pas concrètement l'ampleur⁵⁹ ni les dimensions (sanitaires, psychiques, morales) avant d'y être concrètement confrontées lors des premiers convois humanitaires au début de l'année 1990. Dans la perception médiatique occidentale de la réalité roumaine, la victime du drame roumain, qui était avant février 1990, le peuple roumain dans son ensemble s'incarne peu à peu dans la figure de l'orphelin roumain. Cette nouvelle dimension du drame vient alimenter la deuxième vague de l'élan humanitaire qui se focalise à partir du printemps 1990 sur l'aide à l'enfance maltraitée et touche alors sur une corde particulièrement sensible : la conception de la famille, le soin au plus vulnérable.

Parmi les pays de la Communauté européenne, c'est en France que les événements roumains ont trouvé le plus d'écho et que la vague de solidarité a été la plus forte. La France est au premier plan de l'acheminement de l'aide, puis de projets humanitaires mis en place par des organisations non gouvernementales de renom comme Médecins sans frontières (MSF-France) et Médecins du monde (MDM), mais aussi des organisations plus petites ou créées de façon *ad hoc* pour l'événement, comme l'association Solidarités Roumanie (devenue Solidarités en 1991 dans son regroupement avec Solidarités Afghanistan et Solidarités mission Liban), qui a coordonné une bonne partie de l'aide aux orphelinats⁶⁰. La présence de Bernard Kouchner, fondateur de MSF puis de MDM, dans les gouvernements socialistes pendant toute la décennie⁶¹ va permettre une coopération importante entre actions gouvernementales et non gouvernementales et donner une visibilité à certaines interventions humanitaires pensées comme des opérations médiatiques. En décembre 1989, alors que l'issue des événements est encore incertaine, le secrétariat d'État à l'action humanitaire, dirigé par Kouchner, avait donné le ton en affrétant vers Bucarest deux avions mis à disposition d'un groupe de secouristes composé de sapeurs-pompiers de Paris et de volontaire du SAMU et de la Croix Rouge accompagnés de plusieurs dizaines de journalistes. En mêlant politique gouvernementale et aide humanitaire, intervention dans un pays étranger et médiatisation, Bernard Kouchner impulse une mise en scène de l'événement qui se reproduira sous d'autres formes en Bosnie-

⁵⁸ L'organisation Médecins du monde est la première à alerter l'opinion publique internationale sur le drame en rendant public un rapport sur la question, voir les journaux *The Times* (6 février 1990), *Libération* (27 février 1990).

⁵⁹ On évalue le nombre des enfants placés dans l'institution publique (orphelins ou abandonnés) autour de 100 000-130 000 en 1990 selon les sources (G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, *op. cit.*, p. 112).

⁶⁰ *Ibid.*, p. 145-156.

⁶¹ Bernard Kouchner est secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire dans le second Gouvernement Rocard (28 juin 1988- 17 mai 1991) puis secrétaire d'État auprès du ministre d'État, chargé de l'action humanitaire dans le Gouvernement Cresson (17 mai 1991-4 avril 1992), ministre de la Santé et de l'Action humanitaire dans le Gouvernement Bérégovoy (4 avril 1992- 30 mars 1993). Il a fait partie de presque tous les gouvernements socialistes de 1988 à 2001.

Herzégovine à partir de 1992 puis au Kosovo où il exercera de 1999 à 2001 les fonctions de Haut représentant du Secrétariat général de l'ONU.

Le thème de l'ingérence humanitaire qui traverse la décennie 1990 trouve là un premier point d'ancrage avec une visibilité médiatique d'envergure internationale. Un flou entoure le concept et l'identité de l'instigateur : s'agit-il d'un gouvernement étranger agissant au nom d'un impératif de justice universelle ou de citoyens 'sans frontières' organisés en associations ? En répondant à l'appel du nouveau gouvernement roumain, les projets des organisations non gouvernementales occidentales autant que l'aide humanitaire du gouvernement français ne sont pourtant pas des actes d'ingérence ; néanmoins dans la pratique et les conflits qui vont les opposer aux personnels des institutions roumaines, l'action humanitaire française a pu être perçue comme telle par ses bénéficiaires.

Entre 1990 et 1992, la Roumanie a mobilisé les organisations humanitaires de façon massive et leur activité a donné lieu en France à une forte médiatisation. Des années plus tard, l'épisode roumain est remarquablement absent de l'histoire de l'humanitaire alors qu'il a permis de lever des fonds importants et introduit des innovations majeures, telles que le soin psychiatrique des enfants⁶². Comme le constate Gautier Pirotte en 2006, la vague humanitaire vers la Roumanie, « enclenchée sur de faux témoignages (faux charnier de Timișoara, fausse hécatombe dans les rues des principales villes) et prolongée par la mise en scène des malheurs de l'enfance roumaine, semble presque oubliée »⁶³. Cet oubli doit être interrogé au regard de l'approche de la crise et de l'expérience qui se joue dans son traitement humanitaire. La médiatisation des drames a eu des conséquences importantes sur la construction et la transmission des savoirs sur la Roumanie en France et les relations franco-roumaines à plus long terme. Elle a provoqué aussi une réaction vive en Roumanie où de nombreuses voix se sont faites entendre autant parmi les intellectuels que dans les milieux politiques contre un discours jugé dépréciatif, au risque de minimiser la gravité des faits⁶⁴. Cette attention de l'humanitaire contemporain au sort des enfants, sans être bien sûr illégitime au regard de la gravité des faits, ne doit pas masquer la critique de la manière dont ces figures sont publiquement exposées. Les enfants sont en effet particulièrement propices à la compassion spectaculaire.

⁶² G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, *op. cit.*, p. 96-97. Par exemple, le budget de l'aide humanitaire européenne (programme ECHO et PHARE) a été de 150 millions d'écus, dont 100 millions de 1990 à 1993, ce qui reste inférieur à l'aide humanitaire européenne apportée en Yougoslavie par la suite, mais fut considérable par rapport aux montants attribués à d'autres pays de la région.

⁶³ *Ibid.*, p. 98.

⁶⁴ C. Durandin, *Roumanie, un piège ?*, *op. cit.*, p. 47.

Il faut ainsi prendre la mesure de cette exaltation du malheur, de l'exagération des chiffres, de l'exhibition de l'horreur, de la mise en scène de la souffrance, de la catastrophisation du monde social⁶⁵.

La compassion n'est pas exempte d'ambiguïtés (les victimes d'aujourd'hui ne sont-elles pas de futurs délinquants ?) ; elle risque aussi d'essentialiser des individus et des groupes en négligeant leur réalité sociale⁶⁶.

Drame humanitaire sur le théâtre des opérations (Bosnie-Herzégovine 1992-1995)

Mais bientôt la guerre de Yougoslavie va charrier ses horreurs et la Roumanie souffrante cessera de figurer à la une de la presse. Les charniers de Yougoslavie relaient les orphelinats roumains. La Roumanie a ouvert la page de l'album des atrocités des Balkans et soulevé ce questionnement plein de réprobations des Occidentaux. Comment une telle puissance du malheur est-elle possible à deux heures d'avion de Paris ?⁶⁷

À partir de l'éclatement de la guerre en Slovénie en juin 1991 et jusqu'au règlement du conflit en Bosnie-Herzégovine en décembre 1995, les hommes politiques européens ont donné l'impression de courir après les événements. Même si la thèse de la manipulation par les puissances occidentales (qu'elles soient allemande, américaine, britannique ou française) n'est pas absente des débats provoqués par ces événements en France et qu'elle est omniprésente sur le terrain, les analyses actuelles des événements de 1990-1991 donnent plutôt à penser que les États occidentaux ont réagi au coup par coup plutôt qu'ils n'ont pris d'initiatives importantes, comme on l'a vu plus haut. La difficulté à définir une stratégie face aux événements a déjà été constatée au moment de la chute des régimes communistes. Au début du déclenchement du conflit en Croatie, la peur de l'effondrement de l'Union soviétique semble avoir paralysé l'action des gouvernements occidentaux et surtout des États-Unis. L'apparente impuissance des gouvernements occidentaux a participé à alimenter le ton désespéré de la réaction et la dramatisation⁶⁸.

Dans le même temps, l'Organisation des Nations Unies (ONU), engagée depuis la fin de la guerre froide dans un nombre croissant d'opérations de maintien de la paix, se trouve au

⁶⁵ D. Fassin, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Hautes études, Seuil-Gallimard, 2010, p. 229.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 230.

⁶⁷ C. Durandin, *Roumanie, un piège ?*, *op. cit.*, p. 37.

⁶⁸ P. Hassner, « Les impuissances de la communauté internationale » in V. Nahoum-Grappe (ed.), *Vukovar, Sarajevo...La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Éditions Esprit, 1993, p. 83-118.

début des années 1990 devant la nécessité de redéfinir son rôle face aux bouleversements internationaux. Les événements yougoslaves l'amènent notamment à introduire le nouveau concept de 'restauration de la paix', à côté de ses missions classiques de maintien de la paix et d'imposition de la paix par la force. La restauration de la paix repose sur une intervention dans un contexte où les civils sont gravement menacés, mais où un agresseur unique n'est pas désigné. Par ailleurs, via son rapporteur pour les droits de l'Homme, l'organisation internationale participe aux côtés d'organisations non gouvernementales à la dénonciation des crimes⁶⁹. La France de son côté, s'est investie depuis 1945 sur la scène internationale avec le souci de garder son rang et en 1991, elle soutient pleinement l'intervention onusienne en Yougoslavie⁷⁰. Pourtant dès le début, des témoignages et des analyses mettent en évidence combien les objectifs de cette intervention ont été mal définis et les moyens mis en œuvre inadéquats. Ainsi, alors que les contradictions s'aggravent entre les objectifs de l'action et ses résultats, l'ONU, qui avait polarisé les espoirs d'un nouvel équilibre mondial après la fin de l'affrontement des blocs, connaît un grave discrédit que semble partager la France, fidèle soutien à l'organisation internationale dans cette affaire.

Des soldats de la paix sur le théâtre de la guerre

Si de nombreux hommes politiques européens se sont déplacés à Zagreb, Sarajevo et Belgrade, une visite surprise de François Mitterrand à Sarajevo le 28 juin 1992 a marqué le choix de la solution humanitaire en Bosnie-Herzégovine. Les premiers Casques bleus regroupés au sein de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) déployée en Croatie au printemps 1992, disposaient depuis le 8 juin 1992, d'un premier mandat en Bosnie pour assurer un pont aérien destiné à acheminer de l'aide humanitaire vers Sarajevo. Face à l'obstruction de l'armée de la République serbe autoproclamée de Bosnie-Herzégovine, le Secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, a lancé un ultimatum. Le 28 juin, les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne se sont exprimés en faveur d'un recours à la force contre les assiégeurs serbes pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire. Le même jour, le président français, accompagné de son ministre de la Santé et de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, se rend à Sarajevo, et obtient devant les caméras des télévisions françaises

⁶⁹ Voir not. le premier rapport de Tadeusz Mazowiecki daté du 28 août 1992, le second du 27 octobre 1992 et le troisième du 17 novembre 1992, qui tous confirment les crimes de guerre et l'existence de camps d'internement qui sont des zones d'exactions. Ces rapports ont été entre autres publiés dans *Le livre noir de l'ex-Yougoslavie. Purification ethnique et crimes de guerre*, documents rassemblés par *Le Nouvel observateur* et Reporters sans frontières, Paris, Arléa, 1993).

⁷⁰ Thierry Tardy, *La France et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995). Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU*, Bruxelles, Bruylant, 1999, p. XXII.

le déblocage de l'aéroport. Le retrait des forces serbes avait en fait été négocié en sous-main auparavant. Le lendemain, le 29 juin 1992, un premier avion français d'aide humanitaire se pose sur l'aéroport, prenant de court le chef de la FORPRONU⁷¹. L'aéroport échappe alors au contrôle du gouvernement de Sarajevo et servira jusqu'en 1995 principalement à acheminer de l'aide humanitaire dans une ville désormais sous perfusion et soumise au feu de l'artillerie des forces serbes.

La France n'est pas la seule à infléchir alors le traitement humanitaire de la guerre, bloquant toute intervention militaire offensive. Les États-Unis sont également très défavorables à une intervention armée avant la prise de fonction du nouveau président Bill Clinton au début de l'année 1993. Il apparaît néanmoins qu'avec l'épisode du déblocage de l'aéroport, puis la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) effective en 1993, voulu autant par la France que par les États-Unis⁷², le gouvernement français ait joué un rôle de premier plan dans cette orientation qui s'affirme à l'été 1992. Le geste de François Mitterrand a-t-il été décisif ? Il est aujourd'hui attesté qu'aucun plan d'intervention militaire n'était prévu côté occidental⁷³. Cependant, en se mettant en scène, le gouvernement français a en quelque sorte assumé la prise en charge collective de l'attentisme politique et le choix d'une solution humanitaire. Après cet épisode, les caméras se sont focalisées sur la ville assiégée, au détriment d'autres parties du territoire où les crimes ont alors pu se dérouler sans témoins. L'acheminement de l'aide humanitaire, principale préoccupation des Casques bleus en Bosnie-Herzégovine se met en place, alors que les combats font rage entre des belligérants inégalement armés. Les séparatistes serbes bénéficient d'un soutien de l'ancienne Armée populaire yougoslave [*Jugoslavenska narodnja armija, JNA*] rebaptisée le 20 mai 1992 Armée de Yougoslavie [*Vojska Jugoslavije, VJ*].

Accusée d'attentisme et de complaisance envers les forces serbes par une partie de son opinion publique, le gouvernement français a pourtant pu se prévaloir d'avoir défendu, avec l'Allemagne et contre les pays atlantistes, une position interventionniste au sein de la Communauté européenne au début du conflit, en proposant par exemple de faire intervenir l'Union européenne de défense en Croatie en 1991, proposition rejetée par la Grande Bretagne, le Danemark et l'Irlande. Il a pu aussi se targuer de positions interventionnistes au sein de

⁷¹ Voir le témoignage qu'en fait le général Philippe Morillon (*Croire et oser. Chronique de Sarajevo*, Paris, Grasset, 1993, p. 94-95) ainsi que les analyses de Florence Hartmann (*Milošević...*, *op. cit.*, p. 292) et Mathieu Braunstein (*François Mitterrand à Sarajevo. Le rendez-vous manqué*, Paris, L'Harmattan, 2001).

⁷² Sur les circonstances de la création du TPI, voir not. F. Hartmann, *Paix et châtime. Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationale*, Paris, Fayard 2007; Gary J. Bass, *Stay the Hand of Vengeance: The Politics of War Crimes Tribunals*, Princeton, Princeton University Press, 2000; Isabelle Delpla et Magali Bessone (eds.), *Peines de guerre. La justice pénale internationale et l'ex-Yougoslavie*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

⁷³ T. Tardy, *La France et la gestion...*, *op. cit.* p. 184 ; H. Védrine, *Les mondes de François Mitterrand...*, *op. cit.*, p. 641.

l'ONU. Pourtant ces propositions d'intervention, souvent peu élaborées, ont fait figure de solutions irréalistes au regard de l'intensité des combats, voire de prétextes visant à réfuter l'argument d'impuissance ou de complaisance vis-à-vis de l'agresseur⁷⁴. Une fois l'ONU en charge de l'intervention, le gouvernement français a également pris soin de placer ses prises de position sous couvert de celles de l'organisation internationale. Le recours à l'ONU se présente comme « le moyen recherché par les grandes puissances pour partager une responsabilité qu'elles ne veulent pas assumer seules »⁷⁵.

Les premiers éléments de la FORPRONU ont été envoyés au printemps 1992 après la signature d'un accord entre la Yougoslavie et la Croatie nouvellement indépendante. Négocié par l'Envoyé spécial des Nations Unies, Cyrus Vance, en janvier 1992, l'accord entérinait la prise de contrôle de certains territoires de Croatie par les groupes armés serbes avec le soutien de l'armée yougoslave. C'est dans ces territoires (Slavonie orientale, région de Knin) que les soldats de l'ONU ont été déployés avec comme base arrière Sarajevo et pour mandat de faire respecter l'accord. Ce dernier a été régulièrement violé par les belligérants avant que le conflit n'éclate à Sarajevo au début du mois d'avril 1992, provoquant le retrait de la FORPRONU de Bosnie. Dans la mesure où les Casques bleus sont déployés au sein d'un conflit qui ne fait que commencer, sur la base d'accords partiels qui ne sont en rien un règlement de ce conflit, comment se dessine leur mission ? Le général français Philippe Morillon, d'abord commandant adjoint de la FORPRONU en Croatie puis de septembre 1992 à juillet 1993 commandant en chef en Bosnie-Herzégovine, explique dans ses chroniques publiées pendant le conflit sa mission en ces termes :

Rêve ou au contraire conscience des réalités, nous n'allons cesser de préparer les conditions militaires d'une négociation politique dont nous pensons qu'elle est la seule solution raisonnable mais à laquelle les responsables ne cesseront de se dérober. Ce sera le même scénario avec des conséquences plus dramatiques en Bosnie⁷⁶.

Préparer le terrain à un règlement politique du conflit sans se servir de la force témoigne pourtant d'une conception paradoxale ou pour le moins naïve de l'intervention militaire au regard des réalités dramatiques de la guerre, de ses enjeux et de ses risques, y compris pour les troupes onusiennes. De fait, si les prises en otages de soldats de l'ONU ont été spectaculaires mais limitées, l'action des Casques bleus a surtout été l'objet de tractations et de manipulations de la part de belligérants pratiquant le double discours. L'impuissance dans laquelle se sont retrouvées les forces onusiennes en Croatie s'est renforcée sur le terrain bosnien, provoquant de

⁷⁴ T. Tardy, *op. cit.*, p. 130.

⁷⁵ Marie-Claude Smouts, *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995, p. 66.

⁷⁶ P. Morillon, *Croire et oser ...*, *op.cit.*, p. 67.

nombreuses réactions négatives dans l'opinion publique locale et internationale. Les résolutions 770 et 771 (août 1992) et 836 (4 juin 1993) ont certes fait évoluer cette mission en n'excluant plus l'usage de la force militaire sous certaines conditions, mais cette dernière a été peu employée avant l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord (OTAN) de septembre 1995 qui s'est faite sous impulsion américaine.

Avant cette date, l'intention semble plutôt être d'améliorer la situation que de créer les conditions du retour à la paix ; on a par ailleurs du mal à dégager la stratégie d'ensemble encadrant les différentes interventions onusiennes⁷⁷. Si certains acteurs de l'organisation, y compris parmi le commandement armé, ont estimé que la principale préoccupation des pays contributeurs, en particulier des Occidentaux, a consisté « à donner l'impression d'agir »⁷⁸, le regret exprimé par les militaires porte sur l'incompréhension dont ils ont fait l'objet dans les pays qui les avaient envoyés⁷⁹. Les militaires ont presque tous regretté le manque de moyens qui leur était alloués et l'absence de volonté politique. Le général français Jean Cot, commandant de la FORPRONU de juillet 1993 à mars 1994, témoigne de trois occasions manquées de faire basculer la situation, y compris par l'usage de la force : la chute de Vukovar en novembre 1991, la visite du général Morillon à Srebrenica en mars 1993 et le succès de l'ultimatum envoyé aux forces serbes à la suite du massacre du marché de Sarajevo en février 1994⁸⁰.

Dans le déroulé des événements et la compréhension qu'en a eu le public international, l'offensive menée en janvier 1993 par les forces croates de Bosnie-Herzégovine, regroupées au sein du Conseil de défense croate [*Hrvatsko vijeće obrane, HVO*], contre leurs anciens alliés bosniaques a été un élément de confusion. Le sentiment d'impuissance a culminé avec l'abandon par l'ONU des dites 'zones de sécurité' évacuées les unes après les autres jusqu'à la chute de la ville de Srebrenica le 11 juillet 1995 et le massacre qui s'en est suivi. Avec les événements de Srebrenica, les effets pervers de la présence internationale ont atteint un degré supplémentaire : dans une zone de sécurité démilitarisée sur décision de l'ONU se produit, après le retrait des troupes onusiennes, un massacre d'environ huit mille hommes, tous musulmans. Cet acte fut qualifié très tôt de génocide par la justice internationale. En 1993, soit deux ans auparavant, le général Morillon écrivait :

⁷⁷ Gén. Sir Rupert Smith, *L'utilité de la force. L'art de la guerre aujourd'hui*, Paris, Economica, 2007, p. 319-321.

⁷⁸ « L'impératif le plus cohérent, c'était d'être vus en train de faire quelque chose », *Ibid.*, p. 326.

⁷⁹ « Ce qui fait le plus souffrir ces hommes, ce n'est pas les privations ou les servitudes, c'est le sentiment d'être mal compris et peu soutenus par l'opinion publique », P. Morillon, *Croire et oser...*, *op. cit.*, p. 85.

⁸⁰ Gén Jean Cot, in T. Tardy, *La France et la gestion...* *op. cit.*, Avant propos, p. XIII.

Sur le terrain, nous savons que notre présence est indispensable. Nous savons qu'avant notre arrivée, ce pays était à feu et à sang et qu'il a toutes les chances de s'y retrouver si nous devons nous retirer avant l'instauration d'une paix durable fondée sur un accord sans arrière pensée⁸¹.

On peut s'interroger sur l'écart entre cette conviction du bien-fondé de l'intervention internationale et l'escalade de la violence, quelles que soient les responsabilités des soldats de l'ONU dans le génocide. L'impuissance de la FORPRONU et les actions contre-productives qu'elle a menées ont très tôt suscité des critiques de différents côtés de l'échiquier politique français. On y a vu autant de la naïveté, liée à une croyance aveugle dans les capacités de négociations diplomatiques, que de l'hypocrisie⁸². Certains militaires ont après coup constaté que « faute d'être venus au moment opportun, la diplomatie fut souvent belligène »⁸³. Les problèmes posés par l'intervention internationale sont donc, sur le coup et même après, difficiles à cerner.

C'est donc à plusieurs niveaux, enchevêtrés et contradictoires que se déroule le débat sur la responsabilité de la catastrophe yougoslave et sur le rôle aggravant ou modérateur de l'environnement international⁸⁴.

En mai 1995, alors que le général britannique Sir Rupert Smith, commandant de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, tente de faire appliquer par la force le respect de la zone d'exclusion autour de Sarajevo, le général Radko Mladić, commandant des forces des Serbes de Bosnie, réplique en attaquant les enclaves (ou zones de sécurité) puis en prenant en otages des soldats de l'ONU. Après cet épisode, l'ONU a émis une directive réservant explicitement l'usage de la force à sa propre protection :

L'exécution du mandat est secondaire par rapport à la sécurité des personnels des Nations Unies. L'intention est d'éviter à la fois des morts en défendant des positions, et une vulnérabilité, non indispensable, à la prise d'otage⁸⁵.

Après quatre années d'une guerre qui a fait des dizaines de milliers de victimes, la présence de la FORPRONU apparaît alors comme un problème plus que comme une solution. En septembre 1995, l'intervention de l'OTAN est l'aboutissement d'une évolution de la conception du dispositif, sous impulsion américaine mais aussi française, comme le rappelleront les hommes politiques hexagonaux⁸⁶. Cette intervention armée constituée de

⁸¹ P. Morillon, *Croire et oser...*, *op. cit.*, p. 78.

⁸² P. Hassner, « Les impuissances... », *art. cit.*, p. 87.

⁸³ Gen. Jean Cot, in T. Tardy, *La France et la gestion....*, *op. cit.*, avant propos, p. XI.

⁸⁴ P. Hassner, « Les impuissances... », *art. cit.*, p. 89.

⁸⁵ Directive du Secrétaire général des Nations Unies, mai 1995, citée par le général S. R. Smith, *L'utilité de la force...*, *op. cit.*, p. 336.

⁸⁶ Gen. Jean Cot, in T. Tardy, *La France et la gestion....*, *op. cit.*, avant propos, p. XI ;

frappes aériennes ciblées soutenues par des forces terrestres aboutira à la fin du siège de Sarajevo, et tardivement à créer « un autre climat pour les négociations », comme le souhaitait le général Morillon en 1993, mais au prix d'une légalisation de la position sécessionniste et de concessions importantes, en particulier territoriales aux forces serbes de Bosnie.

La guerre au sein de la population et la gestion humanitaire des conflits

Le rapprochement entre impératifs politiques et action humanitaire qui s'opère après 1989 n'était pas dans la culture humanitaire, où traditionnellement, les travailleurs humanitaires comme le public qui les soutenait, étaient attachés à la défense de leur neutralité et de leur indépendance⁸⁷. Avec la fin du monde bipolaire, la coopération avec les gouvernants - bénéficiaires autant que donateurs- s'est renforcée et l'idée d'un droit, voire d'un devoir d'ingérence, s'est peu à peu affirmée. Si les Américains ont revendiqué la paternité de la notion de *humanitarian intervention*, l'idée que la France a élaboré et défendu un « devoir d'ingérence » -un terme d'abord introduit par le philosophe et journaliste Jean-François Revel en 1979-, paraît relever plus de la rhétorique politique que de la réalité. Bernard Kouchner, qui a soutenu cette thèse, a souvent été critiqué pour les ambiguïtés avec lesquelles il a manié la terminologie et entretenu une confusion entre droit et devoir d'ingérence. En effet, le droit d'ingérence présuppose l'intervention dans un État sans son consentement, il est resté sans fondement juridique international, contrairement au droit à l'assistance humanitaire⁸⁸. En 2005 seulement, sera affirmée la 'responsabilité à protéger' mais comme une recommandation non contraignante. Il ne s'agit donc nullement d'une autorisation à violer la souveraineté d'un État. L'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 a été effectuée en l'absence de mandat onusien, même si certains observateurs ont pu interpréter le refus de l'organisation internationale de condamner l'intervention et la rapidité avec laquelle elle a ensuite pris acte des résultats de cette intervention et envoyé des forces sur place (résolution 1244), comme une victoire du droit d'ingérence. La spécificité de la gestion humanitaire française de cette période est à chercher dans l'ampleur des débats que les crises ont suscités sur le droit ou le devoir d'intervenir, sur l'injonction morale, plus que les révisions effectives d'un droit international, qui a en réalité peu évolué, malgré les événements du Kosovo.

⁸⁷ Voir l'analyse que fait en 1992 Jean-Christophe Ruffin, alors vice-président de Médecins sans frontières, du changement de perspective qui s'opère après la fin de la Guerre froide dans la conception de l'action humanitaire (*Le piège humanitaire*, suivi de *Humanitaire et politique depuis la chute du Mur*, Paris, Hachette, 1993, p. 337-369)

⁸⁸ Résolution 43131 des Nations Unies, 18 décembre 1988.

Avec l'entrée en scène des Casques bleus et la mise en place de l'aide humanitaire internationale en Bosnie-Herzégovine, le conflit s'est encore dépolitisé, laissant de plus en plus de place à la médiatisation du sort des victimes civiles, produisant une grande confusion sur les enjeux et les responsabilités. Les militaires n'ayant pas mandat pour intervenir militairement, ont le plus souvent eu pour tâches de gérer la sécurité des convois humanitaires organisés par des ONG et financés par des bailleurs occidentaux, de négocier la réparation des conduites d'eau et surtout d'assurer leur propre sécurité. Ils ont donc été relégués à assurer la logistique humanitaire. Le renversement des rôles, inédit à cette échelle, a alimenté le sentiment d'impuissance et la démoralisation des troupes. Les politiques, quant à eux, ont donné le sentiment de suivre le mouvement, suscitant les commentaires ironiques des observateurs :

Le déploiement de forces militaires, instrument éminemment politique des nations, dans le 'champ humanitaire', crée une ambiguïté encore plus forte [que l'action d'organisations humanitaires en zones de combat]. Mais que dire de la venue sur le terrain de ministres ou de chefs d'État ? S'agit-il d'affirmer sa compassion pour le malheur des victimes comme on le fait pour une catastrophe naturelle ? C'est alors une curieuse manière d'appréhender une guerre, en faisant mine d'en ignorer les causes. Mais si ces ministres ou ces chefs d'État se sont rendus à Sarajevo plutôt qu'à Pale, cela devait bien avoir un sens politique ? Surtout pas, nous ont dit les uns et les autres, il ne s'agissait que d'humanitaire⁸⁹.

De plus, les militaires ont eu le sentiment d'arriver avec des instruments et des équipements inappropriés car conçus pour la guerre conventionnelle. Au-delà de ce constat, le déplacement des tâches masque un problème plus grave : l'emploi de la force semble inefficace. Le général Smith le reconnaît plusieurs années plus tard :

En tant que commandant en chef de la FORPRONU en Bosnie en 1995, j'ai passé beaucoup de temps à essayer d'expliquer précisément ce problème à de nombreuses hautes personnalités de l'ONU et dans diverses capitales : maintenir 20 000 soldats dotés d'armes légères au milieu des factions en guerre était stratégiquement insupportable et tactiquement inepte. Leur présence par elle-même, ne servait à rien. Et comme je l'ai souvent expliqué à mes commanditaires internationaux, ces soldats devenaient vite des boucliers pour les uns et des otages pour les autres⁹⁰.

Avec comme objectif principal de protéger l'aide humanitaire, la FORPRONU est une armée devenue bouclier et otage des fractions en guerre. En se contentant d'améliorer la situation, elle ne fait (au mieux) que limiter la violence sur le champ des opérations, une stratégie désastreuse pour la crédibilité de l'organisation internationale, d'autant plus que les effets pervers ont été nombreux, le plus éclatant fut de laisser la possibilité que s'organise un massacre de masse à Srebrenica dans une zone qui avait été décrétée zone de sécurité.

⁸⁹ B. Dréano, « Le révélateur bosniaque... », art. cit, p. 40.

⁹⁰ Gen S. R. Smith, *L'utilité de la force...*, op. cit., p. 4.

Le mandat humanitaire de la FORPRONU ne l'empêche cependant pas de prétendre jouer un rôle de négociation politique. Morillon raconte par exemple comment il a réussi en octobre 1992 à infléchir la décision des leaders des Serbes de Bosnie qui s'apprêtaient à lancer une offensive sur Sarajevo⁹¹. Si les militaires préparent le terrain à des négociations au niveau étatique, leur action est alors déjà pleinement politique. Cette jonction croissante du politique, du militaire et de l'humanitaire caractérise le passage de la guerre interétatique conventionnelle aux conflits au sein des populations. Si ce nouveau paradigme des conflits contemporains est latent depuis 1945 et la découverte de la bombe atomique, il ne devient visible que dans l'après-guerre froide⁹². Les conflits yougoslaves apparaissent comme des révélateurs, mais seulement *a posteriori*. Ces nouvelles formes de conflictualité ne sont pas spécifiques à une région du monde comme les Balkans, mais la désagrégation de la Yougoslavie en est un premier exemple de grande ampleur à avoir lieu sur le sol européen.

Enfin, si le spectacle de la guerre dépolitise le conflit, l'action humanitaire, menée par les humanitaires professionnels, se politise en intégrant la dénonciation des crimes dans la panoplie de ses actions. Exemple est à ce titre la campagne d'affichage de l'organisation humanitaire Médecins du monde (MDM) durant l'hiver 1992-1993, dans laquelle le portrait du président serbe Slobodan Milošević est juxtaposée à celui d'Aldolf Hitler et accompagné par le slogan : « les discours sur la purification ethnique, cela ne vous rappelle rien ? »⁹³. Comme on l'a vu plus haut, la parole des ONG sur le conflit est alors un discours qui fait autorité et informe le cours des événements. Par ailleurs, la gestion de la crise conduit au suremploi du concept de 'communauté internationale', un terme imprécis qui recouvre des acteurs étatiques, des organisations supra-étatiques et non gouvernementales et induit l'idée d'une instance de référence supranationale.

[Cette dénomination contribue à] penser comme une évidence l'existence de cette instance morale et supranationale. Celle-ci est aujourd'hui 'naturalisée' dans les discours d'une gamme très large d'acteurs et sans cesse affirmée comme 'institution' vers laquelle il est toujours possible et souhaitable de se tourner, d'autant que parallèlement se développe l'idée que l'État-nation n'est plus l'instance centrale de référence⁹⁴.

Pourtant, la dimension nationale reste prédominante dans le déroulement de l'intervention occidentale, que ce soit dans l'action des forces armées onusiennes qui sont encore structurées par les États ou *a fortiori* dans les actions politiques parallèles menées par

⁹¹ P. Morillon, *Croire et oser...*, *op. cit.*, p. 114-115.

⁹² Gen S. R. Smith, *L'utilité de la force...*, *op. cit.*, p. 257-258.

⁹³ Voir les analyses de A. Krieg-Planque, « Purification ethnique »... *op. cit.*, p. 372-373.

⁹⁴ Daniel Garibay et Juan-Carlos Guerrero-Bernal, « Identifier et interpréter une crise extrême », in M. Le Pape, J. Siméant, C. Vidal (eds.), *Crises extrêmes...*, *op. cit.*, p. 136.

ces mêmes États. La politisation de l'humanitaire et la persistance de forces nationales derrière le drapeau d'une communauté internationale agissante caractérisent donc ces interventions occidentales des années 1990.

Si la gestion onusienne de la crise yougoslave a été une étape importante dans la redéfinition du maintien de la paix de l'après-guerre froide, sa gestion européenne a été le terrain de la construction de la diplomatie européenne commune. Après la reconnaissance des indépendances des anciennes républiques yougoslaves de Slovénie, Croatie et Bosnie-Herzégovine et les premières négociations sous l'égide de la Communauté européenne décrites plus haut (chapitre 3), le 'Groupe de contact' formé entre les gouvernements européens, le Canada et les États-Unis en avril 1994 a été une expérience de travail en commun des États de l'Union européenne⁹⁵. En Bosnie-Herzégovine et en Croatie après 1995, puis au Kosovo après 1999, la reconstruction post-conflit est aussi devenue un terrain pour tester des nouvelles formes de coopération européennes. Pour les responsables politiques français préoccupés par la place de la France au sein de l'Europe et sur la scène internationale, en cette période-clé de la construction européenne, prendre des initiatives et participer à la gestion de la crise sont essentiels pour assurer son rôle de puissance vis-à-vis de ses partenaires européens et au sein du Conseil de sécurité de l'ONU⁹⁶. Le gouvernement français affirme pendant toute la période son intérêt stratégique à intervenir, puisque la sécurité de l'espace européen est en jeu⁹⁷, mais n'empêche pourtant pas les contradictions entre les discours et les faits.

Les graves difficultés de l'ONU dans la crise yougoslave, que certains n'ont pas hésité à qualifier de faillite⁹⁸, ont eu des conséquences à long terme sur les institutions internationales et la gestion des conflits. Dans les années 2000, les formes de renationalisation de la gestion des opérations de maintien de la paix en sont un exemple. Les Accords de Dayton qui ont mis fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine cosignés par Slobodan Milošević alors président de la Serbie, plus tard inculpé par la justice internationale, participent de cette gestion nouvelle des conflits : en entérinant un partage du territoire au sein d'une unité étatique réaffirmée et en imposant le désarmement, le plan a les allures du compromis idéal. Pourtant, il a figé pour longtemps une impossible construction de l'État en Bosnie-Herzégovine. La nouvelle division territoriale en deux entités -République serbe [*Republika Srpska*] et Fédération de Bosnie-Herzégovine

⁹⁵ Voir F. Boidevaix, *Une diplomatie informelle pour l'Europe. Le groupe de contact Bosnie*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1997.

⁹⁶ T. Tardy, *la France et la gestion...*, *op. cit.*, p. 114-134.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 116.

⁹⁸ T. Tardy, « L'ONU et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995) : faillite d'une institution, faillite des États ? », *Relations internationales*, n° 128, 2006/4, p. 37-53 ; *L'ex-Yougoslavie en Europe : de la faillite des démocraties au processus de paix*, Paris, L'Harmattan, 1997.

[*Federacija Bosne i Hercegovine*]- a alimenté les revendications d'indépendance des Serbes de Bosnie. Elle est devenue une source d'ambiguïtés sur le statut du pays, alors que le pouvoir donné aux cantons dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine a affaibli durablement les autres niveaux de décision. Quand l'intervention des bailleurs internationaux est devenue massive dans les après-guerres, en Bosnie-Herzégovine (1995-1996) et au Kosovo (1999-2000), l'aide humanitaire elle-même a été l'objet du spectacle médiatique, contribuant à accroître les malentendus entre populations locales et occidentaux. Ces deux pays sont alors devenus des terrains pour des expériences de gestion post-conflit, après avoir été des terrains pour la gestion de crises, car c'est majoritairement dans les conflits yougoslaves et la guerre du Rwanda, que s'est formé le vocabulaire actuel de la gestion des crises.

La déréalisation du conflit et ses effets pervers

La médiatisation a-t-elle été un facteur déterminant dans le déclenchement de la réaction émotive des spectateurs français, puis dans les mobilisations collectives auxquelles les crises roumaine et yougoslaves ont donné lieu ? Sur le rapport entre médiatisation des crises et mobilisation, le lien de cause à effet est moins évident qu'il ne semble à première vue. Si on suit l'hypothèse de Luc Boltanski, ce sont moins les moyens de communication, quelle que soit leur puissance à pénétrer dans les foyers, qui sont en jeu dans l'engagement du spectateur, que « le moment où la pitié s'introduit en politique »⁹⁹. La pitié au sens de Boltanski nécessite un « traitement paradoxal de la distance : des malheureux singuliers mais exemplaires (donc non pas traités comme figures communautaires) qui peuvent nous toucher (donc nous approcher) sans être présents »¹⁰⁰. La compassion se nourrit donc de la transformation du spectacle de la guerre en spectacle humanitaire, c'est-à-dire de la mise en scène d'êtres humains souffrants. Cette focalisation, légitime au regard de la spécificité de guerres où des forces armées prennent des populations civiles en otage, n'en a pas moins des conséquences importantes sur la mise au second plan de l'exigence de compréhension de ce qui est en train de se passer.

En Yougoslavie, la modélisation du conflit par les médias, au moment où la guerre s'enlise et où le spectacle des victimes vient remplacer l'explication (en 1992-1993), transforme peu à peu la réalité concrète du drame en symboles. C'est ce que dénonce alors l'historien et éditorialiste Jacques Julliard :

⁹⁹ L. Boltanski, *La souffrance...*, *op. cit.*, p. 28-29.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 29.

Miraculeusement –je veux dire scandaleusement-, on ne parle plus de ce qui se passe là-bas. Sarajevo n'est plus une ville bosniaque assiégée par des fascistes serbes, elle est devenue un être générique, une idée abstraite de l'horreur et de la dérégulation¹⁰¹.

Pour les téléspectateurs, l'obscénité de la contemplation impuissante de la violence se double de l'attitude d'une Organisation des Nations-Unies contrainte d'entériner le partage du territoire et les déplacements forcés de civils. La présence symbolique des soldats de la paix finit par apparaître aussi comme une perversion. « Les Casques bleus ressemblent à des gendarmes qui auraient le droit d'assister aux méfaits des voleurs, mais non celui de les arrêter »¹⁰². Jeu, mascarade, *reality show* devenu forme supérieure du spectacle, l'information sur la guerre est vue comme une médiatisation cynique et voyeuriste où « un micro est tendu au blessé sur la table d'amputation » et les victimes sont « invitées à justifier leur statut de victimes dans des forums », pendant qu'on « prie les agresseurs de se conformer aux bons usages » tout en les laissant « en possession de leurs canons »¹⁰³.

La doctrine *Zero death* des interventions occidentales, théorisée au moment de la guerre du Golfe en 1991 par le secrétaire d'État américain Colin L. Powell, domine les interventions occidentales en Yougoslavie et participe à la transformation durable de la guerre contemporaine. Avec l'entrée en scène des soldats onusiens d'un côté et des forces miliciennes de l'autre, on risque d'assister selon Pierre Hassner, au remplacement de « l'ancienne dualité du diplomate et du soldat » décrit par Clausewitz puis Aron par la « dialectique du bourgeois et du barbare »¹⁰⁴; les sociétés modernes bourgeoises ayant renoncé à la guerre interétatique et l'ayant banni de leur horizon intellectuel et moral, la guerre ne peut que réapparaître d'une façon cachée ou sublimée.

La logique qui consiste à éviter à tout prix de verser le sang des soldats occidentaux, ne fait qu'accroître l'obscénité de la situation : sur les écrans de télévision se déroule en direct une guerre où des civils sont majoritairement touchés et où les soldats de l'ONU ont pour mandat principal de se défendre eux-mêmes. Le spectacle de la guerre rend alors difficilement perceptible la réalité des changements à l'œuvre et leurs effets bien réels, en particulier la transformation des acteurs de la guerre : à la place des armées de conscrits des guerres conventionnelles du passé, se trouvent de plus en plus des soldats professionnels occidentaux missionnés confrontés à des miliciens, parfois à des bandes armées ou à des mercenaires et de moins en moins à des armées organisées par des États. Le spectacle grotesque

¹⁰¹ J. Julliard, *Ce fascisme qui vient...*, Paris, Seuil, 1994, p. 114.

¹⁰² *Ibid.*, p. 122.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 374-375.

¹⁰⁴ P. Hassner, *La violence et la paix...*, *op. cit.*, p. 314.

a aussi tendance à ruiner les croyances des militaires dans le bien-fondé de leur mission, ou tout du moins à les rendre peu audibles.

La guerre en direct sur les écrans (Kosovo 1999)

Au début de l'année 1998, les tensions se multiplient entre les forces de police aux mains du gouvernement de Belgrade et une résistance armée albanaise, l'Armée de libération du Kosovo [*Ushtria Çlirimtare e Kosovës, UCK*] embrasant la province serbe du Kosovo, où l'état d'urgence, la répression et la ségrégation contre les Albanais régnaient depuis 1989. Les gouvernements occidentaux annoncent alors qu'ils veulent éviter de reproduire les erreurs de la Bosnie et d'être piégés en envoyant des soldats désarmés sous la bannière de l'ONU. Ils engagent, sous impulsion américaine, un bras de fer diplomatique qui va durer de longs mois avant de décider sans l'aval des Nations Unies une intervention armée de l'OTAN, sous forme de frappes aériennes. Annoncé pour être de très courte durée -on parle alors de quelques jours-, le conflit va en fait se prolonger 78 jours. Il va aussi provoquer ce que les militaires appellent alors des 'effets collatéraux' (pertes et destruction de biens civils) et surtout entraîner le déplacement forcé et massif de civils albanais vers les frontières du Kosovo. Deux problèmes sont immédiatement discutés dans l'espace public international et national. Le premier est celui de la légitimité d'une action qui est une intervention de l'OTAN sans autorisation de l'ONU, bien que l'organisation internationale ne la conteste pas et surtout organisera la gestion de l'après intervention dans le cadre de sa Résolution 12/44. Le second problème est celui de son efficacité face aux effets pervers immédiatement sensibles : quelques jours après le début des bombardements, des milliers de Kosovars albanais sont chassés de leurs domiciles par les forces serbes et entraînés vers les frontières du pays, selon une logistique qui paraît alors bien préparée.

À la fois sur le plan des réalités concrètes et sur celui des conceptions théoriques, en effet, la guerre du Kosovo concentre les contradictions de la tâche que les différents projets concurrents assignent à l'ONU (assurer la sécurité collective et le maintien de la paix sans disposer d'une unité politique, d'un organe de décision, d'un instrument et d'une culture militaire adéquats), à l'OTAN (intervenir pour régler ou contenir les conflits violents, y compris à l'intérieur des États [...]) et à « l'Identité européenne de défense » ou à la « Politique étrangère et de sécurité commune » (assurer ses mêmes tâches conformément aux intérêts propres de l'Europe, mais sans disposer d'une force militaire ou d'une capacité de renseignement unifiée et indépendante des États-Unis) »¹⁰⁵.

¹⁰⁵ P. Hassner, « Guerre sans mort ou mort sans guerre ? Les paradoxes de l'intervention au Kosovo » (mai 1999), in *La violence et la paix...*, *op. cit.*, p. 314.

L'invocation de raisons humanitaires pour justifier l'intervention militaire pose le problème le plus aigu, car elle témoigne du refus des acteurs d'assumer la décision politique.

Le tour de passe-passe qui s'est produit à l'occasion de la guerre du Kosovo a été de présenter celle-ci comme 'humanitaire', en utilisant tout le lexique *ad hoc* (prévention, secours, urgence, et même 'bombe humanitaire'...) et en escamotant ainsi toute discussion sur les enjeux politiques¹⁰⁶,

estime plusieurs années plus tard Rony Brauman, qui a alors quitté la présidence de Médecins sans frontières, qui dit avoir soutenu l'intervention de l'OTAN « pour des raisons politiques en rapport avec les responsabilités propres de l'Europe sur son sol et pas comme une intervention humanitaire »¹⁰⁷.

L'inadéquation entre les moyens, les objectifs et les effets, flagrante dans l'intervention de l'ONU en Croatie et surtout en Bosnie-Herzégovine, prend avec le Kosovo une nouvelle forme. Certes, l'OTAN possède des forces armées nettement supérieures à celles de l'adversaire serbe, mais l'intervention sans mandat onusien, a pour conséquence de provoquer, outre les victimes civiles et les dégâts matériels loin d'être négligeables, une réaction des forces gouvernementales de Belgrade qui organisent l'évacuation de centaines de milliers de Kosovars vers les frontières de la province (voir annexe n°1 : éléments chronologiques sur l'éclatement de la Yougoslavie). Dans une seconde phase, après la reddition de l'armée yougoslave [*Vojska Jugoslavije*] et le déploiement des forces de l'OTAN au sol en juin 1999, de nombreux civils serbes ou appartenant à d'autres minorités non albanaises accusés de collaboration avec le pouvoir de Belgrade seront persécutés et forcés au départ dans un climat de peur et de chaos. Les armées occidentales se sont montrées incapables d'arrêter ces violences. La crise du Kosovo semble consacrer le triomphe de l'ingérence humanitaire, ou pour ses détracteurs, l'apothéose d'une hypocrisie, celle d'un « nouvel humanisme militaire »¹⁰⁸. En réalité, les problèmes constatés lors des interventions précédentes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine - le manque de volonté¹⁰⁹ et l'impuissance-, n'ont pas disparu.

¹⁰⁶ R. Brauman, *Penser dans l'urgence...*, *op. cit.*, p. 238 ; voir aussi P. Dauvin, « Kosovo : histoire d'une déportation » ou la chronique d'une prise de parole publique dans une ONG internationale », J. Siméant et P. Dauvin (eds.), *ONG et humanitaire...*, *op. cit.*, p. 35-59 ;

¹⁰⁷ R. Brauman, *op. cit.*, p. 214.

¹⁰⁸ Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire. Leçon du Kosovo*. Lausanne, Éditions Pages deux, 2000.

¹⁰⁹ James Gow James, *Triumph of the Lack of Will. International Diplomacy and the Yugoslav War*, Londres, Hurst, 1997.

4.3. Médiatisation et événement

Dans un premier temps, qui correspond au début de la décennie (1989-1992), les événements sont interprétés à l'aune d'une expérience antérieure, qui produit le sentiment que l'histoire se répète. Pierre Hassner écrit en 1994 :

Ce qui est frappant dans les trois ou quatre années qui viennent de s'écouler, c'est que sur ce sujet de la guerre et de la paix, nous avons, me semble-t-il, refait tout le cycle du XX^e siècle, ou du moins de l'entre-deux guerres. Nous avons eu une période d'euphorie, avec l'idée de sécurité collective, le nouveau rôle de l'ONU, l'accord entre les Grands pour faire respecter l'ordre par la guerre du Golfe ; d'abord l'idée de la 'fin de l'histoire' comme le proclamait Fukuyama, puis celle du 'nouvel ordre mondial' un ou deux ans après. Mais maintenant, avec la Yougoslavie, cette phase est déjà finie et la peur d'un éternel recommencement du conflit des nations resurgit¹¹⁰.

Dans une seconde phase caractérisée par une impression de nouveauté des événements, le sentiment d'incompréhension s'est introduit de façon plus nette : c'est la période où la guerre prend la forme d'un spectacle humanitaire et fait débat dans l'espace public (1993-1999). Cette période nous intéresse particulièrement du point de vue des engagements militants. À partir du début des années 2000, on assiste à une relecture des événements et au débat sur l'émergence de nouvelles formes de guerre, de réalités étatiques et de souveraineté mais aussi à de nouvelles formes d'engagements militants, à la fois plus individuels et plus internationalisés.

Les récits *a posteriori* sur les guerres yougoslaves ou sur la crise humanitaire roumaine ont été marqués par les discours que les médias ont élaborés au moment des événements. Ce phénomène n'est ni nouveau ni spécifique au terrain balkanique ou aux années 1990 ; des phénomènes similaires sont observables depuis la Seconde Guerre mondiale et même avant. Pourtant, l'importance de l'influence des médias occidentaux dans l'écriture des événements à l'échelle internationale oblige à prendre en compte le rapport que ces médias ont entretenu avec un terrain qui leur est étranger.

Ambivalence de la critique des médias

Avec l'affaire du vrai-faux charnier de Timișoara (décembre 1989), la première guerre du Golfe (1991), puis l'éclatement de la Yougoslavie, la critique du traitement médiatique des crises extérieures a irrigué l'espace public pendant toute la décennie 1990. Elle a été menée par

¹¹⁰ P. Hassner, « Le XX^e siècle, la guerre et la paix », *La Pensée politique*, n°2, Paris, Le Seuil/Gallimard, 1994 repris dans *La violence et la paix.... op. cit*, p. 324 (texte révisé 1995).

des individus et des groupes aux orientations politiques parfois radicalement opposées, et a contribué à alimenter les débats sur la ‘guerre juste’, la guerre pour raisons humanitaires et l’exercice de la démocratie. Il semble que la volonté des médias de rester prudents afin d’éviter les interprétations fallacieuses sur les événements yougoslaves, ne les ait pas empêchés d’être la cible de nouvelles critiques, avec des argumentations qui peuvent parfois s’opposer. Les médias ont été accusés d’obscurcir le sens à force d’être contradictoires, mais aussi d’être trop frileux et d’aller dans le sens de l’équivalence des responsabilités et de suivre en cela la position officielle du gouvernement français. Paradoxalement, la prudence des médias face à de possibles dérapages a pu être une source de frustration pour le public auquel on avait assuré pouvoir comprendre en direct un conflit en train de se faire. La critique n’a pas faibli avec la guerre du Kosovo, durant laquelle le débat sur la médiatisation du conflit s’est tellement développé, qu’il a pu parfois reléguer les événements au second plan¹¹¹.

Les médias, et en particulier la télévision, ont été critiqués de façon systématique par les partisans d’une intervention armée en faveur des Bosniaques. Ils ont condamné leur traitement émotionnel du conflit et leur suivisme vis-à-vis du gouvernement, ce dernier affichant volontiers sa volonté d’être équilibré entre les protagonistes, au moins jusqu’à l’arrivée au pouvoir du gouvernement de cohabitation en mars 1993¹¹². Dans une moindre mesure, les abondantes explications historico-politiques propagées par les médias ont été soupçonnées de brouiller les cartes sans pour autant proposer d’alternatives, comme on le verra plus loin.

Les ‘défenseurs de la Bosnie’ se sont exprimés dans la presse nationale, en particulier dans les tribunes des quotidiens, sur la chaîne de télévision publique Arte, dans le magazine *Télérama*. Bien que leurs interventions soient souvent restées à l’état d’opinions, l’histoire a retenu leur influence médiatique, peut-être du fait du soutien qu’ils ont reçu de la part d’intellectuels médiatiques et d’artistes institutionnels.

Au terme d’un paradoxal retournement, le camp bosniaque, initialement minoritaire et peu écouté du pouvoir, se trouve accusé d’avoir exercé la tyrannie médiatique de la *political correctness*¹¹³.

¹¹¹Voir les polémiques engagées autour de la publication du long reportage de Régis Debray, « Lettre d’un voyageur au président de la République » (*Le Monde*, 13 mai 1999) ainsi que les analyses de la direction du *Monde diplomatique*, durant le printemps 1999, à la tête du combat contre les « manipulations médiatiques », reprises ensuite in Serge Halimi et Dominique Vidal, *L’opinion, ça se travaille*, Marseille, Agone, 2002 [4^e éd.].

¹¹² Une attitude que Alain Finkielkraut qualifie de « dogme de l’équidistance », dans son interview par M. Ophuls dans *Veillée d’armes. Une histoire du journalisme en temps de guerre*, 1995. Voir aussi Laurence Duchêne, « Guerre de Bosnie et télévision », *Bosnie. Réagir*, 1993, p. 22-27.

¹¹³ Anne Rasmussen, « Yougoslavie : la guerre en Croatie, en Bosnie et au Kosovo », in Jacques Julliard et Michel Winock, *Dictionnaire des intellectuels français*. Paris, Seuil, 3^e éd. rev., 2009, p. 1441.

D'un autre côté, la critique de la médiatisation du conflit a été aussi pratiquée systématiquement par les défenseurs de la cause serbe, désireux de contester la grille de lecture appliquée aux événements et ce qu'ils perçoivent comme l'unanimité du discours dominant¹¹⁴ transcendant les frontières politiques ou culturelles. Les quotidiens nationaux *Le Monde* et *Libération* ainsi que les médias audiovisuels publics ont été particulièrement incriminés par les soutiens à Belgrade qui ont constaté, à l'opposé, la présence de positions 'non conformes' à la marge dans le *Figaro* ou *l'Humanité*, dans les hebdomadaires *Marianne* ou *l'Évènement* et surtout dans le *Figaro Magazine*¹¹⁵. Comme les défenseurs de la Bosnie, ils ont dénoncé le rôle des médias dans la manipulation des émotions du public étranger :

À côté de ses caractéristiques propres, la guerre des Balkans est digne d'intérêt par l'extraordinaire investissement émotionnel qu'elle a suscité dans des populations qui n'en furent que les témoins indirects par les médias (...) l'implication non d'ordre concret mais de type moral, affectif, émotionnel à laquelle les voix s'exprimant à travers les médias leur suggéraient qu'ils ne pouvaient pas se soustraire « on ne peut pas laisser faire ça à deux heures d'avion de Paris », répétaient inlassablement ces voix¹¹⁶.

L'usage de la médiatisation des conflits pose problème : à quoi sert de voir la guerre de près quand elle touche d'abord des populations civiles, si cela ne permet pas d'arrêter la boucherie et si les belligérants utilisent les médias étrangers dans leurs stratégies guerrières ? Face à ce qui apparaît comme de l'indifférence ou du cynisme de la part des puissances occidentales, la tragédie paraît aussi être dans le fait que l'information ne sert à rien : « Est-ce que ça aurait changé quelque chose si on avait vu Auschwitz à la télévision ? On connaît désormais la réponse. La réponse est non, ça n'aurait rien changé »¹¹⁷.

La médiatisation des conflits yougoslaves est donc perçue au moment des faits comme une expérience inédite, donnant à voir une guerre se déroulant sur le sol européen, bien que dans sa périphérie. Et ce, à un moment où les télévisions commencent seulement à expérimenter les techniques du direct dans un conflit étranger et que la croyance dans la capacité des médias à donner à voir est encore grande. C'est le vacillement de cette croyance qu'il est intéressant d'analyser dans les discours des mobilisations.

Pourtant, la médiatisation n'a nullement été continue dans le temps. Dans une première phase, qui correspond à la guerre en Croatie et au début de la guerre en Bosnie-Herzégovine

¹¹⁴ Maurice Pergnier, *Mots en guerre. Discours médiatiques et conflits balkaniques*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2002, p. 16.

¹¹⁵ A. Krieg-Planque, « Purification ethnique »..., *op. cit.*, p. 113-177 ; Nadège Ragaru, « Missed Encounter. Engaged French Intellectuals and the Yugoslav War », in X. Bougarel, Hannes Grandits et Nenad Stefanov (eds.), *Did the Wars in Yugoslavia Change...op. cit.*, p. 501-505.

¹¹⁶ M. Pergnier, *Mots en guerre...*, *op. cit.*, p. 14.

¹¹⁷ Philippe Noiret interviewé par Marcel Ophuls, dans *Veillée d'armes*, des propos auxquels le réalisateur confirme adhérer (voir dossier de presse du film, p. 6.)

(1991- juin 1992), la couverture a été plutôt mince. À partir de l'été 1992 et de la découverte de l'existence de camps, l'emballage médiatique qui accompagne la focalisation sur les victimes influe sur la mobilisation de citoyens contre la purification ethnique. Puis, quand le conflit s'enlise à la fin de l'année 1993, il est de plus en plus difficile de raconter la guerre et la Yougoslavie se fait rare sur les écrans¹¹⁸. Alors que le conflit yougoslave est très présent au printemps 1994 dans le contexte des commémorations du cinquantième du débarquement allié et du calendrier électoral européen, l'attention retombe après l'échec de la liste « L'Europe commence à Sarajevo » aux élections européennes de juin. La guerre est plutôt au second plan médiatique pendant l'hiver 1994-1995, avant que le printemps 1995 ne remette la Yougoslavie à la Une au moment de nouvelles offensives militaires sur le terrain et des élections présidentielles en France. L'analyse de la médiatisation des guerres yougoslaves (1991-1999) fait apparaître la fixation de l'attention sur des lieux communs explicatifs et des analogies historiques, susceptibles de toucher l'opinion. Cette production de discours a été déterminante dans les modifications de cadrages, mais seulement après avoir été reprise à leur compte par d'autres individus plus éloignés de l'événement, une fois insérée dans le langage commun, introduite dans les romans, reformulée par les manuels scolaires. Le rôle des médias dans les mobilisations guerrières sur le terrain est jusqu'à aujourd'hui un objet de recherche et de controverses¹¹⁹.

(Re)penser l'événement

La chute de Ceaușescu et la désorganisation qui a suivi en Roumanie puis l'éclatement sanglant de la Yougoslavie ont suscité débats et controverses sur la médiatisation des événements, au point que le traitement médiatique a pu devenir un sujet en soi, parfois au détriment des événements eux-mêmes. Certes, la médiatisation semble caractériser le rapport de l'individu à l'événement à l'ère démocratique. L'événement advient et est perçu comme tel, dans la forme que les médias lui ont donnée. La différence pertinente est en fait entre l'évènement et l'accident. « L'évènement, ce n'est pas qu'il se passe *quelque chose*, quelque important que soit ce fait, mais plutôt que quelque chose *se passe* –un devenir »¹²⁰. On parle ici

¹¹⁸ Voir A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »... *op. cit.*, p. 70 et Claude Charaudeau, Guy Lochar, Jean-Claude Soulages, Manuel Fernandez, Anne Croll, *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ? Le conflit en Bosnie (1990-94)*, Bruxelles, De Boeck université, 2001.

¹¹⁹ Voir par exemple l'ouvrage récent dirigé par Pál Kolstó, *Media discourse and the Yugoslav Conflicts. Representation of Self and Other* (Londres, Ashgate, 2009) qui propose des études de cas et une perspective théorique sur le rôle de différents médias dans la guerre et les processus d'ethnicisation.

¹²⁰ Alain Bensa et Eric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, mars 2002, version en ligne, URL : <http://terrain.revues.org/1888>, § 12.

d'événement dans le sens où il est vécu par les acteurs et les spectateurs comme tel, dans le sens où « il manifeste à lui seul une rupture d'intelligibilité »¹²¹.

Une autre dimension de l'événement est qu'il « recèle la vision du futur »¹²². L'événement est donc à la fois mémoire d'autres événements et anticipation de l'après, en l'occurrence de l'après-guerre et de lendemains post-révolutionnaires. Au cœur de la désintégration de la Yougoslavie, domine l'impression que l'état de guerre va durer avec des conséquences irréversibles, au contraire de la révolution qui fait surgir des espoirs de rupture. Cette vision pessimiste du futur agit sur le cours des événements, pour les acteurs comme pour les observateurs étrangers. Le fait que les militaires ne devaient pas faire usage de la force et que l'action n'ait pas été pensée dans une stratégie d'ensemble¹²³ a contribué incontestablement à renforcer le sentiment d'incohérence du spectacle.

L'inadaptation de la réaction occidentale et de ses instruments est difficilement admissible pour les acteurs au moment de l'événement. Les analyses ne sont venues que plusieurs années plus tard. Si on admet l'hypothèse que « la fin de la guerre froide a révélé un nouveau paradigme longtemps occulté »¹²⁴, elle n'a pas été formulée sur le moment où domine plutôt le sentiment d'incompréhension face aux événements. Pour de nombreux militaires, « la transformation [des armées] s'élabore selon l'idée que les circonstances ont changé, pas le paradigme de cet événement appelé guerre »¹²⁵. Depuis le milieu des années 2000, on formule au contraire l'hypothèse que la transformation de ce qu'on appelle traditionnellement la guerre a provoqué une crise de la pensée sur la guerre¹²⁶.

Le concept structurant remplaçant celui de « la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens » est moins celui de la dissuasion, comme pendant la guerre froide, que celui de l'intervention¹²⁷.

Si la guerre perd de sa signification, la paix ainsi que l'action pacificatrice aussi. Elle est peu à peu remplacée par des interventions au milieu d'états de violence de plus ou moins grande intensité, qu'il s'agit de contenir et de gérer plutôt que de résoudre, par des mesures dites de sécurisation. « L'intervention ne connaît ni victoire ni défaite, mais seulement des

¹²¹ Ibid., § 11.

¹²² A. Farges, « Penser et définir l'événement en histoire », *Terrain*, n°38, mars 2002, version numérique, DOI : 10.4000/terrain.1929, § 12.

¹²³ Gén. S. R. Smith, *L'utilité de la force...op. cit.*, p. 319.

¹²⁴ Ibid., préface, p. X.

¹²⁵ Ibid., p. 358.

¹²⁶ Stéphanie Audoin-Rouzeau, « La guerre, mais de très près... », in *Faire des sciences sociales. Généraliser*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, p. 71.

¹²⁷ P. Hassner, *La violence et la paix...*, *op. cit.*, p. 283.

degrés d'efficacité et de réussite »¹²⁸. Malgré certains travaux pionniers, comme ceux de Pierre Hassner, les réflexions sur les nouvelles formes prises par les conflits de l'après-guerre froide ne se sont développées qu'à partir du milieu de la décennie 2000. Savoir si la guerre a changé de nature, fait pourtant débat : certains observateurs ont aussi nuancé le caractère nouveau du conflit en Yougoslave et rappelé à la fois l'implication des États existants et l'importance de la construction de nouveaux États dans la motivation des belligérants¹²⁹.

Quelques soient les débats postérieurs sur les transformations des formes de guerre et de paix, il est important à cette étape du raisonnement de constater le fossé entre des événements et les cadres d'interprétation en vigueur au moment où ils se déroulent. Du côté des militaires et des dirigeants politiques occidentaux comme des observateurs extérieurs, les transformations des sociétés post-communistes et les conflits yougoslaves sont alors interprétés à l'aune de schémas existants, parfois perçus comme dépassés. Ce sentiment de décalage, source d'incertitudes voire d'erreurs stratégiques, joue son rôle dans la focalisation sur certains aspects des événements comme l'ethnisation des conflits, la misère sociale et l'impossible réforme des sociétés balkaniques.

Si on admet que les événements politiques et sociaux qui ont lieu dans les Balkans au début des années 1990 touchent les observateurs étrangers d'abord dans leurs émotions, c'est aussi parce que le spectacle de l'événement donne à voir les corps souffrants plus que des corps combattants : corps des femmes et des enfants jetés sur les routes de l'exil, corps suppliciés dans les camps, corps visés par les *snipers* de Sarajevo, corps des femmes violées, corps des manifestants, corps des enfants maltraités des orphelinats roumains... C'est la souffrance qui désormais focalise l'attention, et non plus les combattants ; ce sont les victimes civiles impuissantes, la « vie nue » des sacrifiés¹³⁰ et donc la souffrance brute qui justifient les politiques occidentales d'intervention.

¹²⁸ Frédéric Gros, *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006, p 233. Sur la montée en puissance du principe de sécurité dans les relations internationales, voir M. Kaldor, *Human Security. Reflections on Globalization and Intervention*, Cambridge, Polity Press, 2007 et F. Gros, *Le Principe sécurité*, Paris, Gallimard, 2012.

¹²⁹ X. Bougarel, « Twenty-Year later : Was Ethnic War just a Myth? », *Did the Wars in Yugoslavia...*, *op. cit.*, p. 568-577.

¹³⁰ D. Fassin, *La raison humanitaire...*, *op. cit.*

Chapitre 5. Les mobilisations citoyennes face aux crises roumaine et yougoslaves

Le constat que la société française a été touchée par ces crises extérieures ne doit pas éluder le fait qu'au début des conflits yougoslaves (1991-1992) l'attentisme des gouvernements européens, les échecs de la diplomatie européenne à empêcher l'explosion du conflit, les nombreux cessez-le-feu non respectés et les plans de paix successifs enterrés ont été accueillis dans une relative indifférence. Cet état d'apathie a duré jusqu'en 1993. Face au surgissement de la guerre en Europe, c'est contre l'indifférence des gouvernants, voire contre le cynisme des observateurs et ce qui est perçu comme la démission de l'Europe, que des citoyens ont fait entendre leurs voix.

Médiatisées et terrains pour des interventions d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, dans lesquelles la distribution des rôles entre l'humanitaire, le politique et le militaire a été revue, la crise humanitaire roumaine et l'éclatement de la guerre en Yougoslavie ont suscité en effet des réactions fortes dans la société française. Des débats et des mobilisations ont eu lieu dans des sphères différenciées de l'espace public, allant des intellectuels et artistes aux organisations politiques, des personnels humanitaires aux simples citoyens. Il s'agit d'abord de dresser une cartographie de ces épisodes militants, de reconstituer des chronologies, d'examiner les interactions entre les groupes au moment où émergent des modes de sociabilités transnationales.

Ces événements ont produit la mobilisation de groupes déjà existants (partis politiques, syndicats, associations de défense des droits de l'Homme, etc.) et mais ont surtout provoqué l'apparition de groupes constitués de façon *ad hoc*. Ils ont aussi influencé la création ou le développement d'associations professionnelles 'sans frontières', d'interventions artistiques à l'étranger et des réseaux inédits de solidarité internationale. Ces crises se produisent à un moment où l'international devient un terrain d'investissement militant et d'engagement moral collectif autant que personnel. On peut donc supposer qu'elles en ont orienté les pratiques.

Pour qu'un groupe se mobilise en faveur d'une cause, il faut que les individus qui le composent se sentent concernés par elle. Si *a priori* le combat à mener ne concerne pas les intérêts directs du groupe, ses droits sociaux, politiques ou ses conditions de vie, il doit l'investir pour faire sien l'objet de sa lutte. Analyser les ressorts de cet investissement, les récits [*narratives*] auxquels il donne lieu, les représentations de l'autre et du rôle du militant, peut

nous permettre de préciser les recadrages qu'il produit sur les perceptions des pays concernés et plus largement, sur l'appréhension des événements.

5.1. Précisions de méthode, délimitation du terrain et du corpus

Des études sociologiques récentes ont proposé un cadre d'analyse de la transnationalisation de l'action collective qui nous a paru pouvoir être ici utilisé de façon pertinente. Elles ont mis en évidence les problèmes théoriques posés par l'international dans les pratiques militantes, et en particulier la difficulté à localiser le terrain, à trouver la bonne échelle d'observation de même que la nécessité d'un va-et-vient entre l'examen des groupes et des démarches individuelles¹. Dans cette optique, ce sont les travaux de Johanna Siméant qui nous ont paru les plus stimulants. Elle met en garde contre une vision idéaliste de la transnationalisation des sociétés civiles, qui consiste à considérer les programmes et les actions des ONG, comme les « produits de la société civile » en négligeant l'analyse ethnographique du travail des acteurs, des rapports de pouvoir, de la division du travail ou encore du fonctionnement des institutions². D'autre part, la professionnalisation du secteur associatif dans les années 1990 transforme en profondeur les pratiques militantes et rend poreuse la frontière entre institutionnalisation des pratiques et projections identitaires des acteurs³. Si ces évolutions sont plus visibles et peut-être plus importantes pour les organisations non gouvernementales humanitaires étant données leurs tailles et leurs activités, elles concernent tout le secteur associatif.

Pour saisir ce qui se joue dans les mobilisations françaises face aux événements roumains et yougoslaves des années 1990 en terme d'interconnaissance, de production de discours et de projections, pour en tracer le périmètre dans l'espace public, la consultation d'archives associatives et d'écrits des acteurs engagés, l'analyse des contextes de circulation de l'information et les témoignages ont été nos outils principaux. Ces mobilisations collectives ont, de plus, été intégrées aux souvenirs et témoignages livrés par des acteurs *a posteriori* et, à ce titre, ont été mises en récits. Sur les mobilisations concernant le terrain roumain, on dispose de rapports internes des associations⁴. Mais un effort important pour écrire cette histoire militante a été produit au sein de la branche belge du réseau Opération villages roumains qui a publié tout au long des années 1990 des ouvrages sur son action.

¹ Voir, entre autres, J. Siméant « Localiser le terrain à l'international », *Politix* 2012/4 - n° 100, p. 129-147 ; S. Lefranc, « Pacifier scientifiquement. Les ONG spécialisées dans la résolution des conflits », in M. Le Pape, J. Siméant et C. Vidal (eds.), *Crises extrêmes...*, *op. cit.*, p. 238-254.

² *Ibid.*

³ J. Siméant, « Localiser... », art. cit., p. 133-134.

⁴ G. Pirotte dresse une liste de divers rapports et documents produits par des ONG humanitaires et associations européennes sur leurs activités en Roumanie (*L'épisode humanitaire...*, *op. cit.*, p. 244-256).

Les mobilisations ultérieures autour des conflits en Yougoslavie ont été racontées par certains des acteurs, parfois à chaud, le plus souvent peu de temps après⁵. Au moment des faits, les médias ont rendu compte des mobilisations citoyennes, mais ont surtout focalisé leur attention sur les positions des intellectuels et les polémiques suscitées par le conflit. En vue de structurer une activité en réseau des associations contre la purification ethnique en ex-Yougoslavie, certains membres ont, durant les mobilisations, élaboré leur histoire militante pour l'exposer au sein du collectif⁶.

Deux travaux récents déjà mentionnés, nous ont été particulièrement précieux pour informer le cadre, le contexte et les motivations de ces mobilisations citoyennes : l'étude de Gautier Pirotte sur « l'épisode humanitaire roumain » qui décrypte notamment le travail des ONG en Roumanie et l'analyse d'Alice Krieg-Planque qui porte sur l'usage de la formule « purification ethnique » et la circulation des discours sur les conflits yougoslaves dans l'espace public français⁷. *A posteriori*, des essais critiques, journalistiques et quelques rares travaux universitaires se sont penchés sur les mobilisations du monde intellectuel et culturel, moins cependant sur les associations de citoyens plus anonymes⁸.

Les mises en récit de ces mobilisations font partie de l'objet de notre recherche, car elles forment le socle d'une expérience collective, de sa mémorisation et de sa possible transmission. Mais elles doivent aussi être distinguées de la vie des groupes, des réflexions, réactions, interprétations et questionnements élaborés dans l'action. Le recours à des archives associatives et à des entretiens s'est révélé nécessaire pour compléter les sources publiées au moment des événements (interventions dans les médias, témoignages, essais publiés). Les archives d'associations ayant eu une activité en Roumanie ou en ex-Yougoslavie dans les années 1990 étant pour la plupart encore non déposées, il nous a fallu trouver des personnes ayant participé aux mobilisations, ayant conservé des documents et étant disposées à les communiquer. La consultation exhaustive de ce type d'archives étant impossible, nous avons

⁵ En particulier les textes d'Emmanuel Wallon (« La guerre de Sarajevo a vraiment eu lieu. Notes sur l'engagement des artistes et des intellectuels », *Les Temps modernes* n°587, mars-avril-mai 1996, « Portrait de l'artiste en témoin... », art. cit.), de Frédéric Martel (« Pour servir à l'histoire de notre défaite. L'élite intellectuelle et morale française et la guerre en ex-Yougoslavie », *Le Messager européen*, n° 8, 1994) et de Bernard Dréano (« Le révélateur bosniaque... », art. cit.).

⁶ Voir par ex. Patrick Varin, *Contribution aux Assises nationales pour la Bosnie-Herzégovine*, Toulouse, 28-29 Octobre 1995; Collectif du Loiret, *Bilan du mouvement du refus de la 'purification ethnique' et de solidarité envers la Bosnie-Herzégovine*, contribution pour les Assises nationales contre la purification ethnique de Montreuil, 19-20 novembre 1994.

⁷ G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, op. cit. ; A. Krieg-Planque, « Purification ethnique »..., op. cit.

⁸ Géraldine Muhlmann, « Le culturel et la tentation de l'abstrait », *Le Messager européen*, n°8, 1996, p. 173-188 ; Daniel Lindenberg, « D'une guerre à l'autre : la Yougoslavie des intellectuels », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°48 (octobre-décembre 1997), p. 52-54 ; G. Varro (ed.), *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie. Des chercheurs face à leurs objets de recherche et aux événements sociaux et politiques*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; N. Ragaru, « Missed Encounters... », art. cit. ;

limité notre recherche aux archives de quelques groupes auxquels nous avons eu accès et que nous avons estimés représentatifs : le réseau Opération villages roumains (OVR) qui lança en 1989 un appel aux communes d'Europe pour 'adopter' des villages roumains menacés ; l'Assemblée européenne des citoyens (AEC), branche française du réseau transnational Helsinki citizens' assembly (HCA) engagée dans des actions transnationales mais présente dans les mobilisations françaises autour des conflits yougoslaves ; les associations de citoyens pour la paix et contre la purification ethnique en Bosnie-Herzégovine, souvent appelés 'collectifs Bosnie', qui se structurent en réseau national en 1994 ; l'association Sarajevo capitale culturelle de l'Europe, acteur-clé de la mobilisation du secteur culturel ; l'association Sarajevo, qui a joué un rôle important d'intermédiaire avec les intellectuels de Bosnie-Herzégovine et l'association Paris X-Sarajevo, créée à l'université de Nanterre. Dans ces archives, seuls deux fonds étaient déposés au moment où se sont achevées nos recherches de terrain : celles de l'Association Sarajevo, déposées dans le fond Jean-René Chauvin, qui fut membre du conseil d'administration et un fond d'archives de l'association Paris X- Sarajevo déposé mais non classé⁹. Des éléments complémentaires concernant des missions de l'association de défense des droits de l'Homme La Cimade, relevés dans les archives déposées du Conseil œcuménique des églises, ont permis d'enrichir l'analyse sur les missions associatives dans la Bosnie en guerre et sur le questionnement des groupes religieux¹⁰.

Les autres archives consultées sont des fonds non déposés que différents acteurs ont bien voulu nous communiquer : Édith Lhomel pour Opérations villages roumains, Miloš Lazin pour les mobilisations des acteurs culturels, Bernard Dréano pour l'AEC et les collectifs Bosnie. D'autres acteurs interviewés nous ont fournis des documents éparpillés permettant de compléter ces fonds (voir sources/fonds d'archives, p. 425-428).

L'objectif n'est pas d'étudier l'activité de ces groupes, ni les parcours individuels de leurs membres pour eux-mêmes, mais d'analyser comment ces cadres associatifs et militants ont permis l'élaboration de discours, de savoirs et d'expériences sur la région balkanique et comment ceux-ci se sont transmis. Les productions de ces groupes confrontées à la production publiée sont autant de traces d'une expérience vécue par les acteurs français au contact de la crise étrangère et des questions qu'elle a posées. Il s'agit donc de comprendre les effets des positions militantes sur l'élaboration des savoirs sur le pays étranger. Nous avons porté une attention toute particulière aux bulletins de liaison associatifs et aux documents qui visent à

⁹ Fond Jean René Chauvin, Bibliothèque d'histoire sociale, Paris I 1-JRC8F1; Archives de l'association Paris X-Sarajevo, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Nanterre (fond d'archives déposé mais non classé en novembre 2014).

¹⁰ Conseil œcuménique des églises, sur ses actions en Bosnie-Herzégovine et en ex-Yougoslavie entre 1992 et 1996, BDIC, Nanterre (F delta 2149/1241).

rendre public une opinion, un témoignage et exposent les réactions des acteurs face à la crise étrangère.

Les fonds consultés ont permis de mettre à jour les relations entre les groupes et la circulation de l'information, de constater que de nombreux documents (tracts, programmes, rapports) dans l'archive d'un groupe particulier concernent en réalité l'activité d'autres groupes. Ce constat témoigne de la circulation de l'information dans les réseaux militants et à l'extérieur : les bulletins de liaison, les rapports de mission, tracts, pétitions et autres supports de protestation et d'explications s'échangent, se donnent. Cette circulation de documents constitue la réalité matérielle des échanges d'information et de l'action militante dans le contexte où les technologies numériques sont balbutiantes et le réseau internet débutant. Elle témoigne aussi des efforts à fournir pour faire vivre une communication entre les groupes. Grâce aux bulletins de liaison¹¹ ainsi qu'à d'autres documents concernant des associations tiers, il est possible de reconstituer l'activité de plusieurs groupes qui communiquent entre eux, les interactions et les polémiques, les actions communes qui les lient et de mettre en évidence leurs tentatives de structuration : mise en place de plateformes et de réseaux, d'instances de coordination régionale, nationale ou d'actions internationales.

Un atout des archives non déposées est le fait qu'elles n'ont pas été remises en ordre, ni expurgées. Certains documents qui s'y trouvent par hasard constituent un matériel intéressant pour éclairer ou remettre en cause les narrations postérieures. Cependant, elles sont parfois longues à localiser, leur consultation dépend du bon vouloir de leurs propriétaires et elles sont souvent constituées de documents éparpillés, exhaustifs ou incomplets. Lors de cette enquête de terrain, assez de temps s'était écoulé depuis les événements pour que la plupart des acteurs rencontrés expriment leur désir de classer, voire de déposer leurs archives militantes de cette période.

Les documents publiés qui complètent l'information sur l'activité de ces groupes et permettent d'analyser les discours qui se déploient dans l'espace public, sont très divers : interventions dans la presse écrite (tribunes, pétitions, manifestes), articles de journaux, mais aussi textes republiés sous forme de recueils, récits de voyage, souvenirs ou journaux intimes, qui témoignent des engagements individuels et collectifs, ainsi que de la découverte du terrain. Ils ont donc aussi fait partie de nos sources primaires.

¹¹ Le bulletin de l'AEC *-RéseauX de citoyens-*, la *Lettre d'information* de l'Association Sarajevo (à partir de 1993), puis le journal du réseau de Collectifs contre l'épuration ethnique *-Convergences Bosnie-Herzégovine-* (à partir de 1996) et les différents bulletins des associations locales contre l'épuration ethnique ont tous des pages consacrées à la vie associative (« Initiatives », « échos des collectifs », etc.) et fournissent des indications précises sur les actions des collectifs locaux, mais aussi sur celles menées par les associations humanitaires et sur les initiatives communes au monde culturel et au monde associatif.

Vingt ans après les événements, de nouveaux ouvrages de témoignages sur ces épisodes militants continuent de paraître¹². L'épisode yougoslave est présent dans les mémoires d'intellectuels et de personnalités politiques français¹³. Si leur identification et leur recensement restent encore à faire, étant donné leur éparpillement dans le paysage éditorial, leur nombre témoigne de l'impact émotionnel des événements roumains et yougoslaves au sein de la société française. J'en propose un recensement encore à compléter (voir sources/ sources publiées/ témoignages, récits de voyage, guides touristiques : p. 429-433).

Les entretiens réalisés avec une vingtaine d'individus ayant participé à l'activité des associations, ont pour la plupart été effectués entre 2010 et 2014 et quelques uns entre 2007 et 2009, soit une vingtaine d'années après le début des événements (voir sources/ liste des entretiens réalisés : p. 445-447). Sauf exception, ces acteurs ont peu publié sur l'objet de leur engagement. Le choix a été fait de ne pas doubler les sources publiées, mais plutôt d'utiliser ces témoignages pour informer la diversité des mobilisations et éclairer de possibles angles morts de l'histoire écrite par ceux qui ont publié. En centrant les entretiens sur les souvenirs des acteurs, on a pu constater la force émotionnelle de cette expérience et la façon dont elle se raconte, qui témoigne du travail de façonnage mémoriel individuel et collectif. Si l'activité militante est perçue par les acteurs comme terminée, le rapport entre la période des engagements et de l'investissement militant et la période actuelle semble leur poser encore problème. La fin de l'engagement, voire le sentiment d'échec des mobilisations, ont pu affecter la parole des acteurs au moment des entretiens.

Sans prétendre faire un recensement exhaustif des réactions individuelles et collectives apparues en France face aux crises roumaines et yougoslaves, il semble que l'impératif citoyen constitue un point de convergence important. Nous le définirons comme un impératif à réagir au nom d'une appartenance à une communauté politique démocratique et donc ce qui en France se définit par la référence aux valeurs que sont l'égalité devant la loi et la participation du citoyen. C'est donc un socle minimal de principes mobilisateurs de l'action collective, en rien liés à une région étrangère ni à une situation particulière de conflit ou de crise. Selon certains militants impliqués dans des initiatives transnationales ayant revendiqué explicitement l'appellation de 'mouvement citoyen', il s'agit d'une nouvelle façon de faire de la politique, caractéristique de l'époque qui s'ouvre après l'affrontement des blocs.

¹² Parmi les derniers titres parus, voir le récit que fait l'ancien directeur de l'Institut français de Belgrade, Patrice Champion (*Un français à Belgrade 1990-1994*, Paris, Tatamis, 2012), ou les témoignages sur Sarajevo en guerre qu'a consigné sur le terrain la journaliste et militante féministe Carole Mann (*Les femmes de Sarajevo*, Éditions du croquant, 2014).

¹³ Voir par ex. les écrits de l'ancien secrétaire de l'Élysée et ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine (*Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996), ceux de l'écrivain et ancien ambassadeur Daniel Rondeau, *Vingt ans et plus*, Paris, Flammarion, 2014.

En premier lieu, le mouvement de citoyens possède une idéologie, issue de la rencontre entre le pacifisme occidental et les droits de l'Homme « revisités » par la dissidence, tous deux marqués, mais différemment, par le socialisme et par le radicalisme critique de 1968. En second lieu, les actions et campagnes du mouvement sont fixées en fonction de la nouvelle donne politico-idéologique de l'après-guerre froide : il faut mentionner ici l'affaiblissement des États-nations, la mondialisation, l'intégration européenne. Ces phénomènes engendrent différentes lectures idéologiques, principalement le néo-libéralisme et le populisme-national. C'est par rapport à celle-ci que le mouvement de citoyens doit se positionner¹⁴.

Ce positionnement dans la société dépasse en fait le petit périmètre des associations qui se revendiquent 'citoyennes', comme les regroupements de citoyens 'pour la paix et contre la purification ethnique en ex-Yougoslavie' (encore appelés Comités Bosnie ou Collectifs Bosnie), le réseau Helsinki citizens' assembly ou l'Opération villages roumains. Elle est aussi fondamentale dans l'activité des associations humanitaires ou professionnelles sans frontières et des jumelages de municipalités et dans les initiatives des artistes. Cet engagement se place d'emblée dans une mobilisation pour une cause universelle, contre la misère, la guerre et la violence, avec le sentiment d'un lien particulier à des sociétés vues comme proches car situées en Europe. À la différence des mobilisations déployées dans les décennies précédentes autour de la guerre du Vietnam dans les années 1960 ou du coup d'État au Chili en 1973, qui étaient clairement orchestrées par des mouvements politiques, les mobilisations citoyennes des années 1990 revendiquent leur autonomie à laquelle on peut trouver plusieurs filiations. Pour certains des acteurs, il s'agit de s'inspirer de l'expérience est-européenne de la dissidence, même si cette filiation doit être questionnée étant donnée la transposition de contexte. Elle est aussi directement la conséquence de la dépolitisation de l'action publique, de sa sortie du giron des partis et des idéologies globalisantes et de l'affirmation du combat pour les droits de l'Homme porté par les ONG humanitaires établies et professionnalisées tout au long des années 1980.

Une dernière filiation peut-être moins visible, mais liée aux deux précédentes, nous semble être celle de la mouvance autogestionnaire, qui s'est détournée de l'utopie globalisante à la fin des années 1970 et a essaimé dans les pratiques associatives françaises. En ce sens, le mouvement de solidarité avec le syndicat polonais Solidarność au début des années 1980 a été une expérience formatrice des engagements militants français pour des causes en Europe. En effet, la gauche française non communiste mais aussi des militants chrétiens et des centristes ont vu dans le syndicat polonais un exemple de lutte à la fois populaire, sociale, citoyenne et même spirituelle :

¹⁴ Jean Rossiaud, « L'intégration européenne par les conférences inter-citoyens », *Revista de Ciências Humanas*, n° 26, 1999, p. 138.

Solidarité est sans aucune contestation possible une organisation syndicale. Son but est de défendre les intérêts des travailleurs polonais dans l'entreprise et dans la société. Mais à la différence des anciens syndicats de branche qui ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes, Solidarité est représentatif de toute la société civile¹⁵.

Vues de France, les luttes polonaises des années 1980, y compris après le coup de force du pouvoir et l'instauration de l'état d'urgence, font le lien entre un mouvement social et une église catholique au service du peuple mais réprimée. En France, le soutien à cette lutte qui fait converger la gauche et les catholiques met en branle des formes de militantisme traditionnel au sein des organisations syndicales (avec la CFDT en première ligne), des partis politiques (dont le PSU et le PS), des associations catholiques, mais aussi des mouvements plus informels autour d'associations locales de soutien à Solidarność et en collaboration avec les ONG humanitaires françaises. Mobilisation couronnée par la joie de voir finalement le régime polonais chuter à l'automne 1989, elle a cristallisé des espoirs importants. Pourtant, malgré les analogies et les filiations, les mobilisations en réaction aux crises de l'Europe balkanique dans les années 1990 font face à un contexte très différent, puisque la solidarité doit s'exercer dans des pays où le pouvoir étatique se défait et où il est très difficile de trouver des interlocuteurs organisés incarnant, pour les acteurs français, la société civile qu'ils cherchent.

Pour tracer une cartographie des groupes, des réseaux, des individualités qui se mobilisent, il faut d'abord constater que ce sont des milieux très divers qui sont touchés. Alors qu'au début des années 1990 le secteur humanitaire se professionnalise et que le secteur associatif est en plein développement, y compris sur le terrain politique, il paraît important de nous intéresser non seulement aux transformations des acteurs humanitaires mais aussi aux organisations non gouvernementales « en tant qu'acteurs de terrain et producteurs de récits, de versions des faits, d'interprétations [...] Elles sont impliquées dans les contextes, elles interviennent, elles introduisent des cadrages que les médias exploitent »¹⁶. La mobilisation étudiante importante et les évolutions observées chez les journalistes, les photographes, les humanitaires, suggèrent aussi une clé générationnelle à la perception des événements dans l'éclatement de la Yougoslavie. Des militaires, autant des appelés du service national que des militaires de carrière, vont aussi prendre des positions publiques face à un conflit qui bouleverse leur rôle, rompant avec la tradition du devoir de réserve.

Depuis les années 1960, le militantisme a beaucoup évolué comme l'a analysé Alain Touraine ou encore Alberto Melucci. Comme l'écrit Daniel Cefaï :

¹⁵ Jean-Marie Charpentier et Henri Israël, *Solidarnosc. Un an de luttes sociales en Pologne*, Paris, CFDT information, 1981, p. 85.

¹⁶ M. Le Pape, J. Siméant et C. Vidal, Claudine (eds.), *Crises extrêmes...*, *op. cit.*, p. 15.

Le militantisme n'est plus un engagement total sur le modèle du révolutionnaire professionnel, mais un parcours sporadique et fragmenté dans sa temporalité, finalisé vers des objectifs limités, vécus comme un choix individuel plutôt qu'un destin catégoriel ou générationnel. En contrepoint à la professionnalisation des entrepreneurs, les OMS et ONG où des militants multipositionnels, têtes de réseaux, font la colonne vertébrale de la protestation collective, la règle est à une militance irrégulière, fluide et volatile d'individus qui s'engagent et se désengagent au gré des circonstances, et qui ne s'identifient plus à un appareil institutionnel¹⁷.

Les engagements face aux événements roumains et yougoslaves confirment l'évolution vers l'individualisation des pratiques militantes avec un partage entre militants occasionnels et têtes de réseaux multipositionnels, des objectifs limités et une forte dépendance à la médiatisation des événements. L'arrivée au pouvoir en 1981 en France de l'Union de la gauche rend visible l'ébranlement progressif de modes d'action et de croyances politiques héritées de la période précédente, faisant grossir le rang des militants « en mal de militance »¹⁸, alors que le recul de la croyance religieuse crée un appel d'air pour de nouveaux investissements militants. Notre hypothèse est que le terrain étranger est devenu avec les événements roumains puis yougoslaves un lieu d'expression de ces militances de même qu'un champ inédit d'expérimentations pour de nouvelles pratiques qu'elles soient humanitaires, militantes, politiques et même artistiques.

Selon Melucci, le point important est que les Nms [nouveaux mouvements sociaux] inventent de nouvelles formes d'expérience – de sociabilité, d'affectivité, de sensibilité et d'identité¹⁹.

Cette inventivité concerne aussi, nous semble-t-il, les mobilisations militantes autour de causes situées à l'étranger. Par leurs actions et leurs écrits, ces militants modifient aussi le regard qui est porté sur ces régions par un public plus large.

¹⁷ D. Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ?...*, *op. cit.*, p. 424.

¹⁸ *Ibid.*, p. 424.

¹⁹ *Ibid.*, p. 452.

5.2. Opérations humanitaires et 'ingérences citoyennes' en Roumanie

Après la chute en décembre 1989 du régime de Nicolae Ceaușescu en décembre 1989, dont la médiatisation et les manipulations ont été critiquées au moment des faits, l'ampleur de la mobilisation publique en France face à ce qu'on a qualifié alors de « crise humanitaire » a surpris les observateurs autant que les organisations humanitaires souvent débordées par l'afflux de dons. Première intervention humanitaire massive dans un régime post-communiste, elle permet d'expérimenter de nouvelles formes d'action ; elle est aussi source de déconvenues à la suite du détournement de l'aide et de l'impuissance de certains programmes, mais cette crise est rapidement oubliée. Avec la guerre en Bosnie-Herzégovine à partir du printemps 1992, deuxième étape de la destruction de la Yougoslavie, s'affirme chez ceux qui se mobilisent, quelles qu'en soient les formes, l'idée qu'une chose majeure se joue : la crise de l'Europe, sa défaite, voire même une crise de civilisation.

1988-1992 : De l'émoi face aux destructions de villages à l'élan humanitaire

La modernisation des campagnes et des villes roumaines qui avait pris le nom de systématisation se traduisait en réalité par la destruction planifiée de l'habitat traditionnel, remplacé par ce que le pouvoir appelait des centres 'politico-administratifs' et 'agro-industriels'. À partir du milieu des années 1980, elle a commencé à émouvoir un public averti en Europe occidentale. De part leurs activités professionnelles ou leurs liens de famille, des intellectuels et militants associatifs ayant des relations avec des dissidents est-européens commencent alors à rassembler de la documentation sur ce qui se passait en Roumanie et à la rendre publique. En lien avec les rédactions en langue roumaine de Radio France internationale (RFI) et Radio Free Europe (RFE), un foyer s'organise à Paris autour de la Ligue des droits de l'Homme-Roumanie (LDH-R) créée à l'initiative de Mihnea Berindei, historien et co-fondateur avec l'éditeur François Maspéro de la revue *Alternative*²⁰. À Bruxelles, un groupe de journalistes et de photographes, dont la tête pensante est le journaliste Paul Hermant²¹, et des militants de l'organisation Pharmaciens sans frontières ont l'idée de lancer un appel aux communes européennes et de leur proposer d'adopter de façon unilatérale un village roumain

²⁰ Dans ce groupe, on trouve aussi plusieurs journalistes et rédactrices de la Documentation française et du *Courrier des pays de l'Est*, des contributeurs des revues *L'autre Europe* ou de *L'Alternative*, telles que Édith Lhomel, Anne Planque, Alexandra Laignel-Lavestine, Arianda Combe entre autres.

²¹ Paul Hermant, journaliste belge *free lance*, chroniqueur sur la première chaîne de la télévision publique belge RTBF avec le photographe Eric Masquelier et le journaliste Jean-Pierre Jacquelin.

pour protester contre les destructions. Conçue à l'origine comme un coup ponctuel, -une opération « *d'agit prop* », selon Hermant²²-, l'Opération villages roumains lancée au moment des fêtes de Noël 1988 en Belgique, proposait aux communes adoptantes une série de mesures symboliques pour créer des jumelages unilatéraux. En France, l'appel publié en février 1989 a reçu très tôt le soutien des organisations humanitaires les plus actives (Médecins sans frontières et Médecins du monde) et d'associations de défense des droits de l'Homme. Les principaux partis politiques de gauche comme de droite -le Parti socialiste, le Rassemblement pour la république (RPR), le Parti républicain (PR) ou encore les écologistes- se sont associés à l'appel. Le nombre de villages concernés par la systématisation ayant été évalué à 13 000, les organisateurs visaient 2 000 adoptions par des communes françaises²³. À la fin de l'année 1989, on comptait 2 200 communes mobilisées, dont la majorité (1 252) en France, 354 en Belgique, 210 en Suisse, 71 en Grande Bretagne, et 60 en Norvège. Le réseau avait aussi des représentations en Hongrie et au Danemark²⁴. La majorité des communes impliquées étaient des communes rurales ou des villes moyennes.

Durant l'été 1989, de nombreuses communes participant à l'OVR ont manifesté leur volonté d'organiser des actions humanitaires sans être encouragées dans cette démarche par la coordination du réseau, mais après la chute de Ceaușescu en décembre, sollicitée par les associations locales, la position de la direction du réseau va changer et s'orienter vers un accompagnement²⁵.

[La vague humanitaire est à la fois] brusque et consistante : en 3 semaines 25,5 millions de tonnes de nourriture, 3, 66 millions de tonnes de vêtements, 3, 25 millions de tonnes de médicaments et 776000 tonnes de produits industriels furent acheminés en Roumanie²⁶.

Alors que la chute du régime roumain est suivie en direct sur les chaînes de télévision pendant les fêtes de Noël, l'opinion publique internationale s'émeut de la situation de misère qui règne dans le pays et un mouvement quasi spontané de convois conduits par des bénévoles se met en route vers la Roumanie, venant grossir l'aide déjà conséquente fournie par les ONG humanitaires.

Ainsi, entre 1990 et 1992, la Roumanie a été un terrain nouveau pour les organisations humanitaires françaises qui n'avaient jusque-là que peu d'expérience dans les pays communistes d'Europe de l'Est. La vague de solidarité permet d'un côté de lever rapidement

²² P. Hermant, cité par G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, *op. cit.*, p. 65.

²³ « Ma commune à l'heure roumaine », reproduction de l'appel lancé en février 1989 à toutes les communes de Belgique [archives n. d. Lhomel] et A. Laignel-Lavestine, « Le massacre des villages roumains. Analyse du projet et réactions ». *La nouvelle Alternative*, n°14, juin 1989, p. 35-40.

²⁴ G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, *op. cit.*, p. 76.

²⁵ *Ibid.*, p. 75.

²⁶ *Ibid.*, p. 175.

des fonds très importants, mais provoque aussi une surestimation des besoins, elle-même encouragée par le nouveau gouvernement roumain du Front populaire qui voit là un moyen de satisfaire rapidement les désirs de normalité de sa population²⁷. L'engouement populaire alimente aussi le besoin d'agir des organisations humanitaires. Des phénomènes similaires de surévaluation des besoins se produiront au moment de la guerre du Kosovo une décennie plus tard, dans un contexte cependant plus dramatique de destructions massives des habitations et des infrastructures, accompagnées de déplacements de populations.

Le cas roumain, comme plus tard la reconstruction du Kosovo, suscite un débat sur le problème de la déconnection entre la gravité objective d'une crise et les moyens de l'intervention, qui dépendent plus de la volonté des donateurs que de celle des bénéficiaires. En effet, l'ampleur de ces crises dites humanitaires en Europe, comparée à celles qui touchent d'autres régions moins médiatisées, en Afrique en particulier, est objectivement moindre, mais les attentes du public français et des bailleurs, sont, elles, plus grandes. La crise roumaine présente aussi pour les acteurs humanitaires et pour les citoyens qui se mobilisent, la possibilité d'expériences pionnières sur plusieurs plans : c'est la première intervention humanitaire massive dans un pays post-communiste après le coup d'État polonais de décembre 1981, où avait déjà été testé « le porte-à-porte humanitaire »²⁸, à savoir l'envoi de centaines de convois à l'initiative d'acteurs multiples allant du simple citoyen aux syndicats, des organisations non gouvernementales aux municipalités. Fortement mobilisées sur la Roumanie notamment en réponse à la générosité soudaine de leurs donateurs, les ONG occidentales, et en particulier françaises, ont pourtant rencontré de nombreuses difficultés, et pour certaines opérations, subi de véritables échecs. Souvent réticents à agir en Europe de l'Est dans des États dont l'accès exigeait une collaboration avec les autorités, les humanitaires occidentaux, français en tête, sont intervenus en Roumanie portés par la vague populaire de l'hiver 1989-1990 dans une grande impréparation. D'abord partisans d'interventions limitées aux situations d'urgence et soucieux d'éviter les risques de politisation, ils ont pourtant été amenés en Roumanie à prendre des positions politiques.

²⁷ C. Durandin, *Roumanie, un piège ?*, *op. cit.*, p. 60 ; G. Pirote, *L'épisode humanitaire roumain.. op. cit.*, p. 105.

²⁸ *Ibid.*, p. 167.

Les orphelinats roumains : priorité humanitaire et nouvelles pratiques

L'élan populaire et humanitaire qui a irrigué l'action d'ONG de tailles très diverses mais aussi d'associations locales et d'individus isolés, a traversé les frontières des groupes établis et focalisé l'énergie militante dans des milieux socio-professionnels très différents : du militant rural de tradition catholique de l'Ouest de la France au journaliste issu de la gauche alternative, du militant des droits de l'Homme au travailleur humanitaire marqué par l'expérience polonaise, les profils des individus mobilisés sont variés. La dimension transnationale s'affirme dans la dynamique des jumelages et les premiers projets financés par la Communauté puis l'Union européenne.

Très rapidement après les premiers convois de l'hiver 1989-1990 et ses débordements - aide humanitaire inappropriée et détournée-, la découverte de la situation dramatique des enfants dans les orphelinats va émouvoir l'opinion publique et devenir un terrain privilégié d'action pour les organisations, des plus petites aux plus grosses. Certaines ONG, comme l'association ÉquiLibre, née des convois pour la Pologne dans les années 1980²⁹, très présente à l'hiver 1989 dans l'acheminement de l'aide vers la Roumanie ou encore l'association Solidarités, créée au moment de la crise roumaine, s'affirment particulièrement sur ce terrain. Confrontées aux situations sanitaires et surtout affectives dramatiques d'enfants souvent placés en institution dès la naissance et souffrant de graves déficiences mentales et physiques, les organisations humanitaires étrangères ont vite rencontré des difficultés à améliorer la situation de façon probante, alors qu'elles subissaient une grande pression médiatique. Les difficultés se sont cristallisées sur les rapports avec le personnel encadrant, la volonté interventionniste se heurtant à des structures sociales qui paraissent aux humanitaires occidentaux archaïques et déshumanisantes³⁰.

L'action humanitaire connaît en 1989 une innovation importante en faisant intervenir des psychiatres, des psychologues ou encore des psychanalystes. Inaugurée avec le tremblement de terre en Arménie (1989), cette intervention des médecins de l'âme va alors introduire pour les années à venir un nouveau vocabulaire autour de la souffrance et populariser le concept de 'stress post-traumatique'.

²⁹ M. Deprost, *ÉquiLibre : une faillite humanitaire*, Villerbanne, Golias, 2003.

³⁰ Voir les témoignages de médecins et personnels humanitaires découvrant les institutions roumaines pour la première fois, in G. Pirotte, p. 111-112 et p. 121-123. Certains personnels médicaux volontaires ont publié des livres sur leur expérience roumaine : Catherine Derouette, jeune puéricultrice arrivée dans un orphelinat roumain près de Constanța pour le compte de Médecins sans frontières en tant qu'éducatrice en santé mentale. Confrontée à la souffrance et parfois la mort de nourrissons, elle témoigne de sa révolte face à l'attitude du personnel roumain dont elle dit ne pas comprendre l'indifférence (*Au nom des enfants oubliés de Roumanie*, Paris, L'Harmattan, 2001), Jacques Lebas, médecin dans l'équipe Sida de Médecins du monde raconte son quotidien auprès des jeunes patients en Roumanie et ailleurs (*À la vie, à la mort, médecin par temps d'épidémies*, Paris, Le Seuil, 1993).

Les spécialistes de la santé mentale ne font pas qu'identifier des tableaux cliniques et établir des cadres nosographiques permettant de découvrir et d'attester une réalité jusque-là ignorée, celle de la souffrance des victimes de violences. Ils proposent également à travers leurs catégories et leurs témoignages de nouvelles grilles de lecture de la conflictualité contemporaine : ils disent la violence dans le langage de la subjectivité³¹.

En Roumanie, cette forme d'intervention, qui se cherche encore, va poser la question des moyens de soigner le psychisme d'enfants étrangers. Faute de réussir à réformer des institutions, un certain nombre d'organisations françaises ont favorisé la désinstitutionnalisation des enfants et l'adoption internationale, suivant par là la nouvelle politique de l'enfance en Roumanie à partir de 1996 et les recommandations des gouvernements européens, en particulier français³². Sur ce point, il est intéressant de constater les approches différentes entre les différentes branches nationales d'une même organisation comme Médecins sans frontières (MSF). Alors que MSF France a fermé ses programmes destinés aux orphelinats en 1995 en estimant que « rien ne changeait dans le pays », MSF Belgique a tenté d'inventer de nouvelles modalités d'action en travaillant avec des associations locales³³. L'intervention humanitaire effectuée par de multiples acteurs étrangers auprès des enfants institutionnalisés a surtout été relatée par des témoignages écrits, mais elle a fait l'objet de peu d'analyses. L'oubli de l'épisode roumain dans la mémoire récente des organisations humanitaires françaises, comme le souligne Gauthier Pirotte, laisse supposer que le retour critique sur l'expérience de la gestion humanitaire n'a pas été fait. La politique de l'enfance a été dans les années 2000 une des pierres d'achoppement dans les négociations d'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne.

La voie originale d'Opération villages roumains

Constitué sur l'idée de procéder à des adoptions 'unilatérales' de villes et villages menacés de destruction avant 1989, le réseau s'est lancé après la chute du régime communiste dans des formes diversifiées de jumelages : on en comptera quelques trois milles en 1995, dont deux milles avec des communes françaises. L'ambiguïté du concept d'adoption n'échappe pas aux initiateurs du mouvement, du fait de ses dimensions paternalistes, religieuses et même

³¹ D. Fassin, *La raison humanitaire...*, *op. cit.*, p. 259-260.

³² C'est le cas, en particulier, de l'association Solidarité enfants roumains abandonnés (SERA), voir G. Pirotte, *L'épisode humanitaire roumain...*, *op. cit.*, p. 157-158.

³³ *Ibid.*, p. 162.

colonialistes³⁴. Néanmoins, le terme, compris dans une perspective de réappropriation du politique par le citoyen agissant au sein de sa commune, renvoie aussi à la conception de la politique par le bas. Il permet d'imaginer des modalités d'actions novatrices dans le pays bénéficiaire autant que dans l'organisation politique des citoyens mobilisés du pays donateur.

Les fondateurs parisiens et bruxellois d'OVR établissent un lien de filiation critique avec les dissidences des pays communistes, suggérant ainsi qu'ils auraient tirés certaines leçons de l'expérience est-européenne.

On se demandait comment trouver le joint entre la protestation antitotalitaire et le peuple. Cet antitotalitarisme type Charte 77 était jusque-là dans les mains des intellectuels, pétitionnaires ou des relations diplomatiques qui s'embourbaient³⁵.

Pourtant, étant donné la faible connaissance concrète des expériences dissidentes est-européennes, il faut s'interroger sur ce que cette revendication de filiation recouvre de déplacements et d'adaptations. Par contre, il existe incontestablement une filiation entre cette initiative et les idées autogestionnaires des décennies précédentes. Certains fondateurs du mouvement, tels que Paul Hermant et les journalistes belges qui l'entourent, ou encore la revue *Alternative* étaient durant dans les années 1970 et 1980 clairement engagés dans la gauche autogestionnaire. Cependant, ces idées irriguent de façon plus large les valeurs revendiquées par le réseau OVR et les jumelages municipaux, comme la philosophie de l'échange, la responsabilité du citoyen et l'attention à l'échelon local. Cette filiation est clairement formulée chez les militants belges du mouvement, plus enclins à pratiquer le retour d'expérience et qui qualifie leur philosophie d'action d'« utopie citoyenne »³⁶. Cependant, la pratique concrète des jumelages et des projets municipaux renforce la dimension institutionnelle de la coopération, même si demeure une dimension citoyenne et militante. Cette dimension accompagne la structuration du mouvement, qui en France plus qu'en Belgique ou en Suisse, s'appuie sur les ressources administratives et logistiques municipales. Ainsi, en se développant, puis en produisant des coopérations techniques et concrètes dans des domaines très variés, allant de la construction d'infrastructures villageoises au tourisme rural et à l'éducation, les militants négocient aussi avec les logiques institutionnelles. De ce fait, la conviction des militants de pratiquer une 'utopie citoyenne' ou de 'faire de la politique autrement' ne doit pas éluder la réalité de la place croissante des acteurs institutionnels – fussent-ils locaux- dans la conduite des projets. Les efforts de structuration du mouvement et de coordination des projets menés par les

³⁴ « Je n'aime pas le mot 'adoption'. Il avait pour lui le côté positif, implicite de l'altérité. Par contre, du point de vue négatif, il y a aussi ce côté un peu chrétien », Paul Hermant, *ibid.*, p. 62.

³⁵ *Ibid.*, p. 69.

³⁶ *Une utopie citoyenne. Dix ans d'Opération Villages Roumains*, OVR Éditions, Charleroi, 1999.

associations locales françaises membres d'OVR ou associées au réseau ont été importants, mais les pratiques associatives témoignent du pouvoir effectif des institutions locales et nationales dans les efforts de visibilité, de durabilité et de coordination des actions³⁷.

Le 'mouvement', comme le nomment ses initiateurs, s'est organisé au fil des années tout en conservant sa diversité. Après la constitution formelle du réseau OVR en 1992, un premier projet européen de développement rural a été octroyé en 1993 puis l'association OVR-Roumanie a été constituée en 1997. Au sein du réseau, les associations locales adossées à des communes de grandes villes ont côtoyé des actions portées par des villages. Les initiatives qui ont donné naissance à des coopérations décentralisées³⁸ de taille importante, sont sorties du réseau OVR mais ont continué à pratiquer qu'elles ont appelé des formes de 'compagnonnage' avec lui, affirmant ainsi leur convergence de vue et leur volonté d'agir de concert. C'est le cas de l'association Solidarité 35 Roumanie, qui a d'abord fédéré des initiatives humanitaires locales du département de l'Ille-et-Vilaine au début de la décennie et les a ensuite incitées à monter des coopérations locales avec le *Judet* [département] de Sibiu en Transylvanie³⁹. Le réseau OVR s'est donc affirmé au cours des années 1990 comme une initiative à la fois militante et professionnelle qui mobilise sur le territoire français et dans plusieurs pays d'Europe, des individus et des organisations de profils variés affirmant partager un engagement citoyen commun dans un pays étranger du Sud-Est européen. Par son ampleur et sa durée, OVR puis les projets de coopération qui se sont mis en place dans ce cadre, ont pu être considérés dans les années 1990 et 2000 par les institutions françaises comme des modèles pour la coopération décentralisée⁴⁰. Ils entretiennent donc des liens forts avec le secteur public et le monde institutionnel.

Dès ses origines, le mouvement s'est trouvé pourtant confronté à des tensions internes que ses initiateurs ont résumées par l'alternative : « passer de l'humanitaire à la coopération et lutter contre le paternalisme »⁴¹. Les initiateurs d'Opération villages roumains

³⁷ Les associations se sont regroupées par départements et ont entretenu des relations avec les différents niveaux de l'administration locale. Les coordinations départementales les plus importantes ont été OVR 01 département de l'Ain, Rhône Roumanie, Grenoble Isère-Roumanie, Gironde Roumanie Échanges et Culture, Fédération OVR des Côtes d'armor, Solidarité 35 Ille-et-Vilaine, Coordination Mayenne (*ibid.*, p. 79).

³⁸ Le développement dans les années 1990 de la coopération décentralisée, entendue comme le mode de coopération entre des collectivités locales de pays différents, comprenant toutes les formes d'échanges et de partenariats, accompagne en France la décentralisation. L'action internationale des collectivités au sens plus large, incluant des formes de partenariat et d'échange d'expériences entre structures publiques, s'est appuyée sur l'action associative.

³⁹ Pour un aperçu de la diversité des projets menés dans les domaines comme la santé, l'éducation, le tourisme rural, voir le site internet de l'association : <http://www.solidarite35roumanie.fr/notre-histoire/>

⁴⁰ G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, *op. cit.* p. 236-237.

⁴¹ Entretien avec Édith Lhomel, co-fondatrice de la branche française d'OVR, présidente de OVR international jusqu'en 1997, puis vice-présidente [entretien du 12 mai 2011].

avant 1989 entretenaient des liens forts avec les organisations humanitaires françaises, notamment les humanitaires « sans frontières » (Pharmaciens sans frontières, Médecins sans frontières et Médecins du monde). Ils avaient même proposé à plusieurs organisations humanitaires de porter le projet de campagne pour l'adoption des communes avant de décider de monter le projet par eux-mêmes. Plus tard, certaines ONG -notamment Médecins du monde- ont activement participé aux projets locaux du réseau.

Opération villages roumains a revendiqué le devoir d'ingérence, non au sens de l'ingérence d'un État ou d'un groupe d'États étrangers, mais d'une « ingérence citoyenne », qui serait une initiative de citoyens concernés par une situation au-delà de leurs frontières. Cette philosophie d'action, invoquée d'abord pour la défense des villages et des centres urbains traditionnels et pour les projets d'adoption, a continué d'être revendiquée dans le développement local comme une manière de faire 'l'Europe par le bas' et de développer la société civile autant dans les pays bénéficiaires que dans ceux d'où venaient les militants. Cela passe par des formes novatrices de coopération locale autour du tourisme rural, de l'éducation, de la formation professionnelle et du développement démocratique. Dans le cadre de la coopération décentralisée en plein développement, Solidarité 35 Roumanie a par exemple mis en place un important projet d'implantation de Centres de documentation dans les écoles secondaires roumaines sur le modèle des Centres de documentation et d'information (CDI) mis en place en France par le ministère de l'Éducation nationale.

L'utopie citoyenne revendiquée par OVR s'exprime aussi dans la volonté de créer des cadres et des contextes pour des échanges citoyens et le développement du monde associatif à grande échelle. En ce sens, cette initiative renouvelle l'héritage et les problématiques ouvertes par les mouvements tiers-mondistes des années 1960 et 1970 mais dans un contexte européen, donc proche, ce qui fait surgir au premier plan les questions interculturelles.

Combien de nos membres, côté « Ouest » n'ont eu de cesse de répéter combien cette relation partenariale les avait intellectuellement, humainement enrichis, en bref, sortis d'une vision simpliste et caricaturale d'un pays balkanique à moitié arriéré. Combien côté « Est », ont à cœur de dire que ces contacts avec l'extérieur matérialisent enfin ce « retour à l'Europe » assimilé à l'échelle nationale au seul diktat de « la reprise de l'acquis communautaire ». Mais, ne nous payons pas de mots non plus : il aura fallu et il faudra toujours demeurer d'une extrême vigilance et d'une extrême précaution pour que ce manque cruel de moyens matériels et financiers côté roumain ne fausse pas tout ou partie de nos bonnes intentions⁴².

De fait, à la différence d'autres régions du monde, comme le continent africain, où les associations françaises interviennent alors principalement, la proximité culturelle ressentie par les militants français constitue assurément un élément de séduction de la Roumanie. Se

⁴² É. Lhomel, « Introduction », *Une utopie citoyenne...., op. cit.*, p. 17-18.

distinguant des autres initiatives associatives ou du travail des ONG internationales qui s'intéressent surtout aux problématiques sociales et aux zones urbaines, OVR se centre sur les campagnes et se donne comme principe d'action, le développement et la démocratie locale. Cette perspective a l'avantage d'offrir des terrains à taille humaine, où les militants peuvent voir les fruits de leur travail et construire ce qu'ils pensent être de 'vrais' partenariats. Elle répond donc à une recherche d'authenticité.

OVR touchait des gens qui avaient une base associative à l'international ou pas, mais qui se retrouvaient dans la Roumanie. Ce n'était pas de l'exotisme mais ils avaient l'impression de pouvoir être influents sur une réalité qui n'était pas démesurée. « On peut jouer notre rôle là-dedans, mais après tout, ce village mais c'est la France des années 1950 », j'ai entendu cela des centaines de fois⁴³.

L'expérience d'un réseau international fait apparaître la diversité des cultures militantes entre les différents États occidentaux engagés. Conçu à l'origine comme un réseau européen autour du partenariat franco-belge et des branches en Suisse, en Grande Bretagne, aux Pays-Bas et en Allemagne, OVR est devenu au fil des années un réseau franco-belge, les autres partenaires européens s'autonomisant (comme OVR Suisse) ou disparaissant. Deux éléments caractéristiques des branches belges et suisses sont absents en France au début des années 1990 : l'importance accordée au retour d'expérience et l'engagement en Yougoslavie. Les bulletins de liaison associatifs, puis le site internet de la branche française du réseau, ont été utilisés principalement comme des outils de communication interne et externe. Au contraire, OVR a eu en Belgique une activité éditoriale continue et publié des ouvrages de synthèse, des actes de rencontres et de colloques, des essais sur des projets menés⁴⁴, témoignant d'un besoin de transmission de l'expérience militante qui n'était pas sensible chez les acteurs français. Par ailleurs, ce sont les branches belge et suisse du réseau qui ont envisagé les premières d'étendre leurs actions sur le terrain de la Yougoslavie en guerre dès 1991, en proposant à leurs municipalités des opérations de jumelages unilatéraux sur le modèle testé en Roumanie. C'est dans cette perspective que fut créée d'abord en Suisse et en Belgique l'association Causes communes, qui mit en place à partir de 1993 plusieurs projets d' 'Ambassades de la démocratie locale'⁴⁵ avec le soutien du Conseil de l'Europe qui a labellisé l'initiative. L'idée était d'ouvrir

⁴³ Ibid. [entretien cit.]

⁴⁴ Ils ont eu une activité éditoriale propre avec OVR éditions, basées à Charleroi (voir Sources publiées).

⁴⁵ La résolution 251 (1993) du Conseil de l'Europe, portée par la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe, a créé les « Ambassades de la démocratie locale », labellisant ainsi une initiative pour l'ex-Yougoslavie proposée par Causes communes Belgique, avec le soutien de Causes communes Suisse. Des projets ont ensuite été mis en œuvre avec d'autres associations locales soutenues par des municipalités en particulier en Italie. Des 'Ambassades de la démocratie locale' ont été ouvertes en particulier à Subotica (Voïvodine-Serbie), Osijek, Sisak (Croatie) puis à Zavidovici, Zenica, Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) et à Djilane (Kosovo) en 2000.

des lieux associatifs dévolus au développement démocratique, culturel et social dans des régions où continuaient de cohabiter des communautés différentes malgré la guerre et les pressions des forces nationalistes. Dès le début de cette nouvelle aventure, les communes françaises investies dans le réseau OVR se sont, au contraire de leurs homologues belges et suisses, très peu mobilisées sur le terrain yougoslave⁴⁶.

Opération villages roumains et les associations locales de coopération décentralisée en France ont donc constitué un cadre original et inédit à l'échelle des relations franco-roumaines, pour faciliter la découverte personnelle d'une société étrangère et la transmission de connaissances concrètes sur elle, hors des médiations habituelles que sont l'apprentissage scolaire ou l'expérience touristique. Si cet effort de connaissance a été fait par les Roumains engagés dans ces échanges, grâce à l'apprentissage de la langue française, à l'envoi en France d'élèves, d'étudiants et de professionnels en formation, il a aussi été revendiqué par les bénévoles français actifs dans ces associations.

L'OVR n'aurait-elle favorisé que cela, le développement de relations sincères entre des personnes responsables, de cultures et de traditions différentes, dans le respect de leurs identités respectives, leur permettant de mieux se situer dans leur environnement, elle aurait rempli sa mission ; beaucoup d'organismes peuvent-ils en dire autant ?⁴⁷

Sur le terrain cependant, le mouvement initié par OVR a été confronté à une double tension : la première entre l'ambition de ses fondateurs d'œuvrer au développement de la démocratie par le bas, qui touche à l'ordre des valeurs et la faiblesse de leurs moyens au regard des besoins et surtout des attentes, malgré l'appui des municipalités. La deuxième tension se manifeste entre le cadre institutionnel -le jumelage municipal- et la vie d'un mouvement associatif, dans une période de reflux des jumelages traditionnels, tels qu'ils ont vu le jour en Europe juste après la Seconde Guerre mondiale. Cette tension est beaucoup moins nette en Belgique, où les associations locales de citoyens ont gardé le contrôle de la gestion des projets, alors qu'en France, du fait de l'organisation administrative, les municipalités ont joué un rôle principal en matière de logistique et de financement de projets.

Les initiatives citoyennes dans le cadre des coopérations institutionnelles

La vague humanitaire, comme l'initiative originale mise en place par OVR, doivent donc être replacées dans le contexte de relance des coopérations avec les pays de l'Est et du

⁴⁶ É. Lhomel [entretien cit.]

⁴⁷ Hubert Rossel, « Esquisse d'un bilan », *Une utopie citoyenne...*, op. cit., p. 206.

Sud-Est européen. Il ne s'agit pas ici d'analyser ces coopérations en tant que telles mais de les considérer comme des contextes et des vecteurs de connaissances et d'imaginaires sur les pays concernés. La reprise des coopérations institutionnelles avec toute l'Europe de l'Est ouvre une dynamique nouvelle qui a duré pendant toute la décennie 1990. Des projets de coopération dans les domaines économiques, culturels, sanitaires, universitaires ont été menés par des acteurs ayant souvent le sentiment de découvrir des sociétés inconnues chez eux et de faire des expériences pionnières, y compris dans des contextes dramatiques, comme celui des institutions sociales en Roumanie.

La mission que se donnent ces acteurs a souvent pour ambition de participer à la construction de la démocratie, en particulier dans l'enseignement ou dans les sciences sociales détruites par la pensée totalitaire. Les coopérations menées par les établissements universitaires et de recherche, ainsi que les initiatives prises par des enseignants français et des travailleurs issus de la formation continue, sont des objets de recherche à part entière qui dépassent le cadre de notre étude. Néanmoins, un des points intéressants ici est la volonté de leurs initiateurs de participer à la reconstruction d'un champ scientifique en toute indépendance du pouvoir politique et économique. En Europe centrale, le Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES) ouvert à Prague en 1990 par l'historienne Marie-Elizabeth Ducreux, sa première directrice pour le compte du ministère français des Affaires étrangères, a été une initiative pionnière qui a ensuite permis à d'autres coopérations de recherche impliquant des acteurs français de se mettre en place ailleurs dans la région, y compris en Roumanie⁴⁸.

Ces projets de coopération ont fait l'objet d'investissements militants individuels dépassant souvent le cadre professionnel⁴⁹. Ce positionnement vient aussi d'une culture militante qui existe chez les acteurs de la coopération institutionnelle, en particulier au sein du ministère de la Coopération, historiquement voué aux pays dits 'du champ', c'est-à-dire aux anciennes colonies françaises, ministère qui fusionne avec le ministère des Affaires étrangères dans les années 1990⁵⁰. Sur les coopérations avec la Roumanie, des publications diverses - témoignages, revues, articles, etc.- parues à partir de 1990 sont les témoignages précieux d'expériences vécues de la rencontre avec un pays racontée par des professeurs et

⁴⁸ M.E. Ducreux, « Le Centre de recherche en sciences sociales de Prague (CEFRES) : une institution, un médiateur, un 'acteur-réseau' », in A. Marès (ed.), *Médiateurs et lieux de médiation de l'Europe centrale en France*, Paris, Institut d'études slaves, 2015.

⁴⁹ Voir le récit qu'a fait la sociologue Rose-Marie Lagrave, mandatée par l'École des hautes études en sciences sociales pour mettre en place de nouvelles coopérations avec la Roumanie avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères au début des années 1990, sur les conditions de son expertise de terrain, in *Voyage aux pays d'une utopie déchue*, Paris, PUF, 1998. Sur les premiers résultats du séminaire franco-roumain en sciences sociales mis en place en 1991 voir *État des lieux des sciences sociales*, textes réunis par Alexandru Dutu et Norbert Dodille, Institut français de Bucarest/ L'Harmattan, 1993.

⁵⁰ Julien Meimon, « La socialisation militante des professionnels de la solidarité internationale », in J. Siméant et P. Dauvin, *ONG et humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 91-114.

professionnels ayant participé à des projets de coopération éducatifs, techniques ou économiques en Roumanie⁵¹.

Ces formes de coopération ne sont pas isolées, mais au contraire sont encadrées via des financements et des programmes plus vastes. Elles font l'objet d'un certain droit de regard du ministère français des Affaires étrangères et des ambassades. Les personnels du réseau français de coopération ont eux aussi pu avoir le sentiment de mener des projets innovants et de participer à une situation exceptionnelle, où les règles et les contraintes administratives étaient moins fortes que dans les situations ordinaires et où leur inventivité était requise⁵². En Roumanie, la coopération gouvernementale s'est dotée après 1989 de nouveaux outils et d'un réseau dense d'instituts et d'alliances françaises qui renoue avec la tradition d'avant-guerre. Mais dès le début des années 1990, la rhétorique officielle sur la coopération franco-roumaine allie aussi développement culturel et implantation des entreprises françaises. La francophonie et l'amitié historique entre la France et la Roumanie, à la création de laquelle on rappelle le soutien de la France, ont été des lieux communs des discours officiels⁵³. Cette réalité n'exclut pas non plus les appels lancés par ces mêmes acteurs à sortir des conceptions stéréotypées qui entourent la vision française de la Roumanie⁵⁴. Le discours de l'amitié historique a également été encouragé par les partenaires institutionnels roumains qui l'ont abondamment utilisé dans les relations avec leurs partenaires français⁵⁵.

⁵¹ Bernard Camboulives, *Journal de Roumanie. La richesse sous les gravats*, Fontenay-sous-bois, Anako Éditions, 1999. Professeur de littérature française à l'université de Belfort, l'auteur publie ici un journal de Roumanie qui mêle expériences professionnelles et personnelles entre 1993 et 1998. À partir de 1996, une collection intitulée « Aujourd'hui l'Europe » aux éditions L'Harmattan, dirigée par Catherine Durandin, a proposé des ouvrages de sciences humaines, des actes de colloques et des documents en particulier sur l'espace roumain, l'espace post-yougoslave et l'Europe médiane, accueillant des auteurs autant français que balkaniques ainsi que des travaux militants.

⁵² Voir par exemple le témoignage de l'Ambassadeur de France à Bucarest au moment de la chute du régime : Jean-Marie Lebreton, *La fin de Ceausescu...., op. cit.*

⁵³ Voir *Eurom. L'officiel 96-97 de la coopération franco-roumaine*, annuaire publié avec le soutien du Ministère français des affaires étrangères ; voir aussi l'ouvrage co-écrit par un autre ambassadeur de France en Roumanie, le géographe Jacques Barrat, sous le patronage du Forum franco-roumain (Jacques Barrat, Dan Berindei, Jean-Paul Bled, Claudia Moisei, *Géopolitique de la Roumanie. Regards croisés*, Alvik éditions, 2003), dans laquelle la partie consacrée à la période postérieure à 1989 s'intitule : « Le cœur de l'Europe bat encore à l'unisson de sa grande sœur latine ».

⁵⁴ De 1990 à 1995 existe un service d'information le Fil franco-Roumain, qui développe à l'intention des investisseurs français en Roumanie des informations politiques, économiques, sociales sur la transition roumaine. L'association Eurom prend le relais en 1995. [Elle est] « parrainée par un comité de 22 personnalités représentatives des relations entre l'Europe et la Roumanie et des différentes formes de coopération.

Ses buts sont les suivants :

Informé sur la Roumanie, en dehors des et clichés misérabilistes ou folkloriques ;

Faire comprendre l'importance capitale d'une bonne information pour l'efficacité de toute forme de coopération

Se faire l'écho de toutes les initiatives institutionnelles, bilatérales ou européennes, faire circuler les expériences

Favoriser les synergies entre les différentes démarches : économiques, institutionnelles, associatives, humanitaires » (*Eurom. L'officiel 96-97...., op. cit.*, p. 2).

⁵⁵ C. Durandin, *Roumanie, un piège ?*, *op. cit.*, p. 105-138.

La Roumanie est donc au début des années 1990 l'objet et le terrain d'une action humanitaire de grande envergure, mais aussi d'aventures humaines pour des Français évoluant dans des milieux très divers. Les organisations non gouvernementales et les réseaux *ad hoc* de citoyens, dont c'est parfois la première expérience dans la solidarité internationale, les municipalités engagées dans des jumelages, ont donc investi dans un temps court une énergie importante dans un pays auparavant inaccessible et mal connu. C'est la force des initiatives non gouvernementales (associatives, individuelles ou humanitaires) et l'investissement militant dans les coopérations institutionnelles qui semblent rendre leurs expériences roumaines différentes de celles qui ont pu voir le jour avec les autres pays de l'Europe de l'Est juste après la chute des régimes communistes. Cette spécificité a alimenté aussi des discours convenus sur une amitié franco-roumaine particulière ou renforcé les lieux communs sur la soi-disant latinité partagée. Pourtant, aux années d'engouement (1989-1995), a succédé un désintérêt massif, alors même que certains phénomènes comme l'élan humanitaire des années 1990-1992 et ses dérives, ont peu été interrogés. Au-delà de l'usure habituelle à l'investissement militant dans une cause ou de la désaffection pour une région balkanique quand elle n'est plus sous les feux de l'actualité, ces expériences roumaines ont engendré des malentendus et des attentes déçues qu'il faudra examiner.

5.3. Une mobilisation protéiforme face à la guerre en Yougoslavie : formes, acteurs, discours

« Dans son immédiateté, la guerre yougoslave émeut, fait penser, fait parler et fait agir l'ensemble des acteurs de l'espace public français »⁵⁶. Ce constat, même s'il peut être discuté, témoigne du sentiment que les conflits yougoslaves ont eu un impact particulier sur le public français.

Assez rapidement quand le conflit s'est installé, les services en charge de répondre au courrier du Président de la République ont été conduits à 'fabriquer un argumentaire serré dans lequel ils expliquaient la position de la France' pour répondre aux diverses protestations reçues⁵⁷.

Le conflit en Yougoslavie serait « la première guerre occasionnant une telle profusion de rapports, d'essais, de séminaires, de synthèses, de colloques, de films, de romans, de pièces de théâtre et d'œuvres artistiques en tout genre »⁵⁸, selon le sociologue Emmanuel Wallon, lui-même engagé dans le mouvement de soutien aux Bosniaques. Pourtant, nombreux sont ceux aussi qui refusent de s'exprimer sur la guerre en cours, en particulier les (rares) spécialistes de la Yougoslavie ou des Balkans, souvent effrayés par la difficulté du débat avec les non spécialistes qui interviennent tous azimuts. Ainsi l'anthropologue Jean-François Gossiaux exprime-t-il à propos de la guerre du Kosovo un sentiment partagé par d'autres spécialistes des terrains balkaniques :

Le grand clivage, en fait, c'était entre les professionnels et les autres, ceux qui sont intervenus en fonction de l'événement. Clashes, emportements, disputes, entre chercheurs spécialisés sont circonscrits et négociables. Avec les autres, ceux de la recherche généraliste intervenant dans les médias, la discussion est difficile, sinon impossible. Il y avait osmose entre les médias et les « spécialistes de la dernière heure ». Cela fait réfléchir sur la scientificité des « sciences sociales ». Qu'on puisse arguer de ses positions académiques pour justifier ses opinions personnelles – me semble assez choquant⁵⁹.

Si l'engagement des intellectuels français face au conflit yougoslave n'a pas été massif⁶⁰, l'éclatement de la Yougoslavie a pourtant marqué l'opinion française, plus que dans d'autres pays européens, provoquant des réactions vives et occupant les débats dans les médias,

⁵⁶ A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* » ..., *op. cit.*, p. 10.

⁵⁷ Béatrice Fraenkel, « Répondre à tous ». Une enquête sur le service du courrier présidentiel », in Daniel Fabre, *Par écrit. Ethnologie des écritures quotidiennes*, Éditions de la MSH, 1997, p. 258, citée in *ibid.*

⁵⁸ E. Wallon, « La guerre de Sarajevo a vraiment eu lieu... », art. cit., p. 374.

⁵⁹ « Le savant et le politique », *Les Cahiers de médiologie*, n°8, Paris, Gallimard, 1999, p. 80.

⁶⁰ Daniel Lindenberg, « D'une guerre à l'autre : la Yougoslavie des intellectuels », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°48 (octobre-décembre 1997), p. 52.

entraînant aussi des mobilisations individuelles et associatives inédites par rapport aux périodes antérieures.

La chronologie des mobilisations est un premier indice de l'inscription de ces événements étrangers dans le calendrier hexagonal.

Lorsque Vukovar tombe en novembre 1991, lorsque la Bosnie s'enflamme en avril 1992, tous les clignotants habituels qui annoncent en France une mobilisation sont éteints, toutes les structures qui dénoncent les atteintes aux droits de l'Homme sont silencieuses, la plupart des intellectuels sont absents⁶¹.

C'est seulement après le mois d'août 1992 marqué par la révélation dans les médias occidentaux de l'existence de camps sur le territoire en guerre, qu'à côté des premières réactions d'intellectuels ou de simples citoyens sont multipliées les initiatives associatives *ad hoc*. Puis, c'est à l'occasion des élections législatives de mars 1993 et du scrutin européen de juin 1994, que le thème s'est imposé dans l'espace public. Le deuxième indice de son inscription nationale se trouve dans la façon dont les mobilisations face aux conflits yougoslaves sont venues alimenter -au moment des événements mais aussi après-, le débat sur l'engagement lui-même et le rôle des intellectuels dans la société. S'il existe une spécificité française de l'engagement des intellectuels⁶², la guerre en Yougoslavie en ce début des années 1990 est l'occasion de la revitaliser mais aussi d'en revisiter les formes. En même temps, de nombreuses critiques de la médiatisation des engagements intellectuels ont vu le jour, stigmatisant notamment le 'phénomène BHL', pour qualifier les prises de position de Bernard-Henri Lévy, mais visant aussi d'autres figures médiatiques comme Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Pascal Bruckner ou encore Edgar Morin. Ce débat a aussi contribué à déplacer les centres d'intérêt, au point de masquer des mutations importantes, comme les transformations des formes d'engagement politique et surtout l'expérience vécue par les acteurs qui concerne à la fois leur engagement pour une cause et leur focalisation soudaine vers le drame d'un pays étranger, considéré comme proche.

⁶¹ Frédéric Martel, « Pour servir à l'histoire de notre défaite... », art. cit., p. 128.

⁶² Voir les analyses de Tony Judt et Pierre Grémion citées plus haut, mais aussi Christophe Prochasson, sur l'engagement des historiens, *L'Empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Démopolis, Paris, 2008.

La prise de parole des intellectuels

L'éclatement de la Yougoslavie occupe une entrée « moment » dans le *Dictionnaire des intellectuels français* rédigé sous la direction de Jacques Julliard⁶³ et Michel Winock, et qui définit les intellectuels non comme

[...] des écrivains et des scientifiques, des artistes et des universitaires qui comptent d'abord par l'œuvre qui les a légitimés mais ceux d'entre eux qui, à un moment ou à un autre, se sont mêlés, comme dit encore Sartre dans cette même conférence⁶⁴, « de ce qui ne les regarde pas »⁶⁵.

Plusieurs questions ont fait débat au moment des faits et continuent d'interroger à propos des réactions, polémiques, campagnes de mobilisation face aux conflits en Yougoslavie : celle du périmètre de ceux qu'on appelle les intellectuels, de l'importance numérique des personnes mobilisées et celle de l'impact de cet engagement sur la société française. L'existence même de ces questionnements signale l'importance des enjeux touchant à la redéfinition du rôle de l'intellectuel, à l'impact de sa parole dans la société et à sa qualification-même. Si l'engagement dans la cité définit l'intellectuel parmi un groupe mal identifié de professionnels - qui va des universitaires aux publicistes, en passant par les artistes, les écrivains et des leaders d'opinion proches des partis politiques-, chaque moment historique d'engagement collectif pour une cause contribue à en modifier les pratiques et les discours, à revisiter les positionnements traditionnels et finalement à requalifier l'intellectuel ou à le disqualifier dans son rôle.

Dans ce dictionnaire dont on a beaucoup commenté la liste de noms au moment de la sortie de la première édition en 1996⁶⁶, Anne Ramussen rédactrice de la notice sur « le moment yougoslave » fait un constat paradoxal :

À l'aune des enjeux de la guerre déclenchée en 1991 au cœur de l'Europe, la mobilisation intellectuelle est faible : seule une minorité s'engage vigoureusement, grossie toutefois au fil du pourrissement du conflit, jusqu'à faire de la France le pays où la question bosniaque a le retentissement le plus profond⁶⁷.

L'apparente contradiction -entre la faiblesse du groupe mobilisé au début de la crise et le retentissement jugé important en France du conflit en Bosnie-Herzégovine - nous semble

⁶³ Jacques Julliard fut un des premiers historiens à s'exprimer contre la position officielle de la France sur la guerre en Yougoslavie et à plaider en faveur d'une aide aux Bosniaques : voir not. son essai : *Ce fascisme qui vient...*, op. cit.

⁶⁴ Jean-Paul Sartre, « Plaidoyer pour les intellectuels », *Situations VIII*, Gallimard, 1972, p. 377.

⁶⁵ J. Julliard et M. Winock, « préface », *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 3^e éd. Révisée, 2009, p. 11.

⁶⁶ Jeremy Jennings, « Dictionnaire des intellectuels français, sous la direction de Jacques Julliard et Michel Winock », *Revue Mil neuf cent*, n° 14, vol 14, 1996, p. 231- 232.

⁶⁷ A. Rasmussen, « Yougoslavie : la guerre en Croatie, en Bosnie et au Kosovo », in J. Julliard et M. Winock, *Dictionnaire des intellectuels français*, op. cit., p. 1437.

pourtant exprimer un certain vécu des acteurs. Le fait que les coordinateurs principaux du *Dictionnaire des intellectuels français* aient appartenu ou été proches des milieux mobilisés en sont un indice. Cette contradiction est aussi le signe d'une difficulté à appréhender le caractère de la mobilisation et son impact sur la société française. Quant à la question de son impact sur la situation en Yougoslavie, elle est encore moins posée.

La façon de raconter cette histoire en mettant en avant les engagements des intellectuels contribue à alimenter la vision traditionnelle de leur rôle comme groupe social. Or, il nous semble que les événements dont on parle, sont certes l'occasion de revitaliser le rôle traditionnel de l'intellectuel et donc de conforter une figure, mais aussi d'en modifier les contours, les missions, voire d'en remettre en cause l'existence. Au début des années 1990, le déclin de l'influence des intellectuels généralistes -philosophes et écrivains- au profit de celle des experts et des intellectuels spécifiques est déjà bien amorcé⁶⁸. Par ailleurs, la focalisation sur la parole engagée des intellectuels sous-estime souvent l'influence des forces politiques sur les intellectuels ou distingue mal les intellectuels directement ou indirectement au service du politique. Elle éclipse aussi la mobilisation d'autres acteurs de la vie intellectuelle comme les éditeurs, propriétaires de journaux, publicistes, producteurs ou hommes de média, et surtout la mobilisation d'autres pans de la société.

Pourtant, les prises de position des intellectuels français dans les conflits yougoslaves sont aussi devenues des éléments de l'histoire de cette période et ont continué à alimenter les controverses jusqu'à aujourd'hui. On peut le constater par exemple dans les polémiques suscitées par les positions de l'écrivain autrichien installé en France, Peter Handke, dont la Comédie française déprogramma en 2006 la pièce *Voyage au pays sonore ou l'art de la question* (écrite en 1989), lorsqu'il se rendit à l'enterrement de l'ex-président serbe Slobodan Milošević, décédé en prison avant la fin de son procès pour crime de guerre et génocide⁶⁹. Par ailleurs, en se focalisant sur l'engagement des intellectuels à propos de la crise yougoslave, on met en évidence la visibilité dans l'espace public d'un groupe assez bien défini, en terme générationnel, les soixante-huitards, dont un sous-groupe est constitué de philosophes, publicistes et gens de culture passés par le gauchisme -Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut ou encore Régis Debray, ainsi qu'un certain

⁶⁸ P. Grémion, *Modernisation et progressisme...*, op. cit., Jean-Louis Fabiani, *Qu'est ce qu'un philosophe français ? Une histoire sociale des concepts* (1880-1980), Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

⁶⁹ L'administrateur général de la Comédie Française, Marcel Bezonnet, déprogramma au début du mois de mai 2006 la pièce qui devait être montée début 2007 dans la salle du Vieux-Colombier, en déclarant notamment : « Aller à l'enterrement de Milošević était un geste très fort. (...) Tout le monde n'était pas de mon avis, au nom du principe de séparation entre l'auteur et l'oeuvre, ce que je respecte. Mais pour moi, ce n'était pas possible. Et je crois qu'une majorité me comprend » (voir Brigitte Salino, « Peter Handke est interdit de Comédie française », *Le Monde*, 27 avril 2006 ; « En 2006, Marcel Bezonnet est évincé de la Comédie française », propos recueillis par Nathaniel Herzberg, *Le Monde*, 8 août 2014).

nombre d'artistes comme la metteuse en scène Ariane Mnouchkine, le réalisateur Romain Goupil, le photographe Gérard Rondeau, l'animateur culturel Francis Bueb ou encore les écrivains Peter Handke, Jean Rolin, Patrick Deville entre autres.

Chez ceux qui s'expriment, deux préoccupations principales se dégagent : expliquer les événements en train de se faire -la 'nature' du conflit-, en dégager les responsabilités et discuter de l'opportunité d'une intervention militaire. La littérature existante sur les mobilisations des intellectuels français face aux conflits yougoslaves -outre les récits des militants eux-mêmes, quelques travaux universitaires courts et des écrits journalistiques⁷⁰- a mis en évidence un profond clivage entre des positionnements antagonistes : Anne Rasmussen, dans le *Dictionnaire*, distingue en premier lieu un groupe hétérogène hostile à toute intervention militaire et soucieux de « ne pas ajouter la guerre à la guerre », selon l'expression de François Mitterrand, qui exprima par-là d'abord son attachement à l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. C'est la position du Parti communiste et d'une partie du Parti socialiste derrière Jean-Pierre Chevènement, de groupes gravitant autour des revues *Les Temps modernes*, *Politis*, *Le Monde diplomatique*, d'intellectuels très présents sur la scène publique comme l'écrivain-philosophe Régis Debray, le romancier et historien Max Gallo, le journaliste Paul-Marie de La Gorce, le géographe Yves Lacoste qui invoquent souvent l'incompréhension et la complexité du conflit. Plus attentistes que pacifistes par principe, ils ont cependant rencontré les positions de certains groupes tiers-mondistes et pacifistes⁷¹. Ils reprennent à leur compte l'argument défendu par le Quai d'Orsay selon lequel la reconnaissance hâtive de la Croatie et de la Slovénie par l'Allemagne aurait précipité le conflit. Un deuxième groupe, toujours selon Anne Rasmussen, est composé des défenseurs de la Serbie, moins nombreux mais influents puisque la « tradition française de la politique serbophile [...] continue d'être la norme dans les hautes sphères de l'État »⁷². Sur le devant de la scène, se trouvent l'écrivain Patrick Besson et l'historien Jean Dutour, rejoints plus tard par Peter Handke, le journaliste Jacques Merlino (*France 2*)⁷³, l'historienne Annie Kriegel dans ses éditoriaux pour le quotidien *Le Figaro* et les éditions L'Âge d'homme⁷⁴.

⁷⁰ Outre le *Dictionnaire des intellectuels*, déjà cité et des articles publiés dans la presse française au moment des faits (voir sources primaires), voir D. Lindenberg, « D'une guerre à l'autre... », art. cit. (1996) ; E. Wallon, « La guerre de Sarajevo ... », art. cit. (1996), « Portrait de l'artiste en témoin... », art. cit. (2010) ; F. Martel, « Pour servir à l'histoire de notre défaite... », art. cit. (1994) ; G. Muhlmann, « Le culturel et la tentation de l'abstrait », art. cit. (1996) ; N. Ragaru, « Missed Encounters... », art. cit. (2013).

⁷¹ A. Rasmussen, « Yougoslavie : la guerre ... », art. cit., p. 1437.

⁷² Ibid., p. 1438.

⁷³ Jacques Merlino, *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*, Paris, Albin Michel, 1993.

⁷⁴ Tout au long des années 1990, les éditions L'Âge d'homme ont publié des essais et études engagés, en particulier dans la collection « Objection » entièrement consacrée à « la défense du peuple serbe ».

Toujours selon cette classification, le troisième pôle serait constitué par ceux qui dénoncent l'agression serbe et sa pratique de la purification ethnique et perçoivent le conflit comme majeur pour l'avenir de l'Europe au contraire du premier groupe qui a tendance à en limiter l'impact au niveau local. Dans ce dernier groupe, on trouve d'abord un petit noyau qui s'est engagé pour la cause croate -les philosophes Alain Finkielkraut, André Glucksmann et Pascal Bruckner, les historiens Jacques Julliard, François Fejtö, le linguiste Paul Garde, tous proches ou membres de la revue *Esprit* et du Comité Vukovar. Celui-ci avait été créé en mai 1992 avec le soutien de cette même revue et dans ses locaux parisiens⁷⁵. Il sera l'un des organisateurs d'une première manifestation au Panthéon le 25 juin 1992. Plus tard, le comité prendra le nom de Comité Vukovar-Sarajevo. On trouve ensuite ceux qui se feront les défenseurs de la cause bosniaque à partir du début du siège de Sarajevo (avril 1992). Le conflit qui s'ouvre en Bosnie suscite un engagement beaucoup plus massif de la communauté intellectuelle parallèlement à un engagement citoyen important⁷⁶. Dans leur diversité, les partisans de la cause bosniaque se retrouvent sur plusieurs points essentiels : la critique de la politique française, la condamnation de l'impuissance de l'ONU, l'opposition aux différents plans de partition de la Bosnie-Herzégovine envisagés par les négociateurs successifs et la défense d'une Bosnie multiethnique.

Notons déjà que les partisans de la Serbie se sont souvent alignés sur les positions des attentistes et que le dogme de l'équidistance des responsabilités a permis de donner un quitus au plus fort -en l'occurrence au camp serbe-, pour agir. Au sein du troisième groupe, la chronologie des engagements est déterminante, car jusqu'à la fin de l'année 1991, ceux qui s'engageront plus tard pour la cause bosniaque, sont nombreux à refuser de désigner les agresseurs et se situent donc plutôt dans le premier groupe. Alors que la ville de Vukovar est tombée aux mains de l'armée fédérale sous contrôle de Belgrade, onze écrivains (dont Bernard-Henri Lévy, Jorge Semprun, Elie Wiesel, Mario Vargas Llosa et Edgar Morin) signent le 21 novembre 1991 un texte contre la guerre dans lequel ils refusent toujours de prendre parti et de désigner l'agresseur et « d'élire une cause contre une autre, un nationalisme contre un autre »⁷⁷.

Le Parti communiste français et les intellectuels affiliés, longtemps sur une ligne de défense des Serbes ou dans un attentisme strict, ont changé de ligne après la chute de

⁷⁵ Un comité Kosovo, également hébergé par *Esprit* existe aussi dès le début des années 1990. Un certain nombre de personnes -en particulier des rédacteurs et intellectuels les plus proches de la revue, tels que Olivier Mongin, Antoine Garapon ou encore Pierre Hassner- participeront aux deux entreprises.

⁷⁶ Marc Semo et Annette Levy-Willard, « Bosnie. La guerre des intellectuels. De l'indifférence de Vukovar à la passion de Sarajevo. Comment l'intelligentsia française a basculé dans l'engagement », *Libération*, 14 septembre 1996.

⁷⁷ *Le Monde*, 21 novembre 1991.

Srebrenica (juillet 1995) et ont soutenu les actions des artistes de théâtre en août et septembre 1995.

Le monde culturel

Bien que permettant de dégager différents positionnements, la présentation précédente introduit une typologie réductrice, là où les mobilisations ont été foisonnantes et souvent peu coordonnées. En effet, à côté des prises de position des intellectuels, hommes politiques et personnalités ayant accès aux médias nationaux, la crise yougoslave a suscité des réactions puis de véritables engagements individuels et collectifs dans des milieux et groupes relativement autonomes les uns des autres. Des prises de position et des actions publiques ont eu lieu dans les milieux artistiques dès le début de la guerre.

Pour reconstituer cette histoire, on dispose aujourd'hui de quelques récits bien documentés, mais relevant cependant plutôt du témoignage⁷⁸, de la presse de l'époque et des archives souvent non déposées des acteurs. Si des artistes de tous les domaines -écrivains, musiciens, plasticiens, cinéastes ou comédiens- se sont manifestés, le milieu théâtral a été particulièrement actif. De façon coordonnée et visible, c'est à partir de l'été 1993 que la corporation théâtrale s'est exprimée dans l'espace public. Elle l'a fait dans son lieu le plus symbolique et sa plus grosse caisse de résonance -la Cour d'honneur du Palais des Papes lors du festival d'Avignon- en organisant en juillet 1993 une nuit de lectures et d'hommages à la ville assiégée de Sarajevo⁷⁹. Cette mobilisation avait commencé à se structurer à la suite d'un appel lancé par le directeur du festival d'hiver de Sarajevo, Ibrahim Spahić, relayé par le Pen Club de Sarajevo, puis en France, par les organisations culturelles tournées vers l'Europe de l'Est que sont alors le Festival du Pied à Die et le Festival Passage de Nancy. Le Festival d'hiver de Sarajevo [*Sarajevska zima*] créé pour les Jeux olympiques d'hiver en 1984, a en effet lancé en 1992 une invitation aux artistes du monde entier à participer à l'édition 1993 dans la ville assiégée. Mobilisé autour de cette initiative et suite à un premier voyage à Sarajevo, un petit groupe de professionnels du théâtre français organisa des événements labellisés « Festival d'hiver de Sarajevo en France » durant les mois de septembre et octobre 1993, accueillit des

⁷⁸ Voir les articles de E. Wallon, « La guerre de Sarajevo ... », art. cit. ; « Portrait de l'artiste en témoin... », art. cit. ; F. Martel « Pour servir à l'histoire de notre défaite... », art. cit. ou encore l'article de G. Muhlmann, « Le culturel et la tentation de l'abstrait », art. cit.

⁷⁹ Un spectacle-témoignage organisé par le festival « en soutien aux populations assiégées de Sarajevo » a été organisé le 30 juillet 1993 ; des musiciens (le chef d'orchestre Jean-Claude Casadesu, le violoniste Olivier Charlier, le jazzman Didier Lockwood) et des comédiens (Gérard Desarthe, Roland Bertin, Michel Duchaussoy, Romane Bohringer, entre autres) ont lu et joué des extraits de lettres et de poèmes écrits par des enfants de Sarajevo.

artistes bosniens proposés par *Sarajevska zima* et lança différentes actions (lectures, performances, etc.) en hommage aux artistes de Bosnie-Herzégovine. En 1994 et 1995, d'autres artistes seront invités en France. La tournée de la compagnie Ensemble [*Zajedno*] dirigée par le metteur en scène sarajévien Haris Pašović en septembre-octobre 1994 a été à cet égard un événement particulièrement marquant pour le public et la critique française.

La mobilisation des artistes de la scène et de l'éducation populaire (Ligue de l'enseignement, Fédération des œuvres laïques, Solidarité laïque) a pu être facilitée par les habitudes de travail collectif et de prises de parole politique. Mais cet engagement a aussi un caractère paradoxal puisque le milieu théâtral français est faiblement internationalisé et que ses activités dépendent de modèles esthétiques et de schémas organisationnels définis au niveau national. Au début des années 1990, les institutions théâtrales et les structures de l'éducation populaire ont peu de mobilité internationale, les réseaux internationaux, européens en particulier, se sont constitués à partir du milieu de la décennie⁸⁰.

En septembre 1993, est formée l'association Sarajevo capitale culturelle de l'Europe, accueillie et chapeautée par le festival d'Avignon et dont les principaux initiateurs sont les metteurs en scène et directeurs de théâtre impliqués dans les premières actions que nous avons citées. Son objectif est de faire attribuer par la Commission européenne le prestigieux titre de 'capitale européenne de la culture' à Sarajevo, sous le patronage des villes d'Angers et de Lisbonne, titulaires respectivement en 1993 et 1994, cette attribution ayant des retombées politiques, économiques mais aussi culturelles et symboliques importantes. L'association a mené une campagne très active en France et au delà, pour l'attribution de ce titre, en y associant d'autres initiatives citoyennes pour la Bosnie. À Orléans les 23 et 24 janvier 1994 devant plus d'une centaine d'associations réunies dans le Centre dramatique national pour les premières 'assises de la convention nationale des collectifs contre la purification ethnique', ses initiateurs et en particulier son président Bernard Faivre d'Arcier, directeur du Festival d'Avignon, ont même proposé de fédérer un vaste mouvement en faveur de la Bosnie-Herzégovine. Si cette proposition n'a pas été retenue, les collectifs contre l'épuration ethnique, d'autres associations comme l'AEC et des associations humanitaires se joints à cette campagne. L'association organisa au Centre Georges Pompidou à Paris une manifestation artistique et intellectuelle de grande ampleur le 19 décembre 1993. Le ministre de la culture, Jacques Toubon, y annonça la création d'un pont aérien pour faciliter la circulation des artistes avec la Bosnie-Herzégovine appelé 'corridor de la liberté'. Cette décision fut cependant reçue comme

⁸⁰ Sur la constitution des réseaux européens dans les arts de la scène, voir Anne-Marie Autissier, *L'Europe de la culture, histoire(s) et enjeux*, Paris, Maison des cultures du monde, 2005 et Ibid., (ed.), *L'Europe des festivals. De Zagreb à Edimbourg, points de vue croisés...*, Paris, Éditions de l'Attribut, 2008.

une piètre consolation étant donné le refus de la Commission européenne d'honorer Sarajevo du prestigieux titre rendu public un peu plus tôt⁸¹. En mars 1994, l'association a organisé des états généraux pour la levée du siège de Sarajevo à la Sorbonne, où des représentants des associations contre la purification ethnique, des travailleurs humanitaires et des intellectuels interpellèrent les hommes politiques. Mais cette manifestation n'a pas eu l'ampleur du premier rassemblement d'Orléans, où des comités de toute la France avaient été représentés. L'association Sarajevo capitale culturelle de l'Europe a fonctionné comme une plateforme à géométrie variable pour des individus et des associations professionnelles, comme par exemple des bibliothécaires et des architectes menant des actions spécifiques en Bosnie-Herzégovine ou encore des artistes rassemblant des œuvres pour le futur musée d'art contemporain de Sarajevo. À Strasbourg, la mobilisation a été particulièrement forte avec l'implication d'institutions culturelles municipales et du Parlement international des écrivains.

Parmi les lieux culturels actifs dans les mobilisations pour la Bosnie à partir de 1993, on trouve plusieurs institutions théâtrales nationales. Aux côtés de François Tanguy et de sa compagnie le Théâtre du Radeau (Le Mans), les plus actives ont été le Théâtre national de Bretagne (Rennes) sous la direction d'Emmanuel de Véricourt jusqu'en 1994, le théâtre de la Cité internationale (Paris), le théâtre Gérard Philippe (Saint-Denis), le Quartz (Brest), le Conservatoire national supérieur d'art dramatique (Paris). Sous l'impulsion de leurs directeurs et avec le soutien du ministère de la Culture, ces institutions ont prêté matériel et main d'œuvre à des actions, des lectures et des campagnes de sensibilisation. Un peu plus tard à l'été 1995, une action publique autour d'un texte intitulé la « Déclaration d'Avignon », réclamant une intervention militaire française donna lieu à une grève de la faim menée par des artistes reconnus et intégrés dans l'institution théâtrale : les metteurs en scène Ariane Mnouchkine, Olivier Py, François Tanguy, Emmanuel de Véricourt et pendant un temps la chorégraphe Maguy Marin, ont souhaité par leur geste apporter une réponse à la critique qu'il était « trop facile de réclamer une intervention quand on n'[était] pas soi-même physiquement exposé »⁸². Bien relayé par les médias, leur comité de soutien a organisé des conversations téléphoniques avec les intellectuels de Sarajevo et de Gorazde, une ville qui était l'enjeu d'une menace d'intervention de l'OTAN, ainsi que trois rassemblements publics pendant les séances parlementaires⁸³.

⁸¹ Voir le récit qu'en fait E. Wallon, in « Le portrait de l'artiste... », art. cit.

⁸² Ibid., p. 396.

⁸³ Cette action fait l'objet d'une seule ligne dans le dictionnaire des intellectuels de Jacques Julliard, n'est pas mentionnée dans les mémoires de Bernard Henri-Lévy (*Le lys et la cendre. Journal d'un écrivain au temps de la guerre en Bosnie*, Paris, Grasset, 1996), alors qu'elle est centrale dans les récits d'acteurs des milieux culturels comme Emmanuel Wallon ou Frédéric Martel.

Des artistes français se sont rendus individuellement ou en groupe en Bosnie-Herzégovine, en Croatie ou en Slovénie dans des camps de réfugiés pendant les hostilités, mais cependant surtout à partir de 1994. Il y a eu aussi des initiatives individuelles, comme celle de Francis Bueb, ancien responsable culturel de la chaîne de librairies Fnac, qui organisa de nombreux débats sur le thème à Paris et dans toute la France, puis s'installa en 1994 à Sarajevo pour y ouvrir une librairie-bibliothèque, un lieu qui a joué un rôle central de médiation entre le monde culturel français, y compris le plus médiatique et le milieu culturel bosnien⁸⁴.

Ces réactions et mobilisations d'acteurs culturels français se sont produites dans un contexte immédiatement européen, elles ont suivi des initiatives internationales, qui avaient lieu parfois sous l'égide de l'UNESCO, comme la campagne pour la reconstruction de la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine, incendiée en août 1992⁸⁵, ou encore d'associations internationales d'écrivains ou d'artistes. Elles ont coexisté avec des actions symboliques aux frontières du spectaculaire et de l'humanitaire, comme le Nouvel An 1992 organisé dans la ville assiégée de Dubrovnik par le ministre Bernard Kouchner avec l'orchestre philharmonique de Toulouse et des stars internationales dont la chanteuse Barbara Hendricks. Elles ont fait aussi écho aux prises de parole et déplacement d'artistes du monde entier, tels que les écrivains Susan Sontag, Jorge Semprun, Umberto Eco, Juan Goytisolo ou les musiciens Joan Baez, Luciano Pavarotti, Zubin Mehta. La Catalogne a été particulièrement active, notamment pendant les jeux Olympiques de l'été 1992 organisés à Barcelone, rappelant que Sarajevo avait été moins d'une décennie plus tôt une ville olympique⁸⁶.

Ces réactions interagissent avec les initiatives des artistes locaux victimes de la guerre. Les appels du Festival d'hiver de Sarajevo et du groupe d'intellectuels du Cercle 99 [*Krug 99*]⁸⁷, en particulier, sont autant d'occasions pour mener des campagnes de sensibilisation en France. Plus encore, elles se sont produites dans le contexte d'une symbolisation du conflit qui a pris d'emblée une dimension internationale, alors que les formes et les enjeux des

⁸⁴ Son initiative portée par l'association Paris-Sarajevo-Europe a eu dès le début le soutien d'intellectuels, d'artistes et d'acteurs culturels très connus, comme la créatrice de mode Agnès B., l'actrice Jane Birkin, les éditeurs Antoine Gallimard, François Maspero et Maren Sell, le linguiste Paul Garde, les réalisateurs Romain Goupil, Chris Marker, les écrivains Jorge Semprun, Juan Goytisolo, Florence Malraux, Jean et Olivier Rolin, Nathalie de Saint-Phalle, les philosophes Bernard-Henri Lévy, Edgar Morin, le directeur du festival de cinéma Claude-Éric Poiroux, le chanteur Alain Souchon, le journaliste Olivier Todd, entre autres.

⁸⁵ Sur l'aide internationale sous l'égide de l'UNESCO, voir Bertrand Gauthier, « La bibliothèque nationale et universitaire de Sarajevo et les bibliothèques bosniaques », *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 6, 1997.

⁸⁶ Bru Rovira, alors journaliste au quotidien *La Vanguardia* (Barcelone), fit plusieurs séjours à Sarajevo pendant le siège. Il a mentionné en entretien des manifestations de soutien à la Bosnie organisées par la ville de Barcelone au moment des Jeux olympiques [entretien réalisé le 7 août 2013].

⁸⁷ Le Cercle 99 est une association établie en 1992 à Sarajevo. Se présentant comme une association de citoyens, elle a regroupé de nombreuses personnalités du monde culturel sarajevien : écrivains, professeurs d'université, artistes et publicistes. La radio locale, Radio 99, devenue TV 99 en 1995, en a été la tribune, proposant chaque jour des débats et des tables rondes.

mobilisations sont de leur côté déterminés plutôt à l'échelle nationale. Cette tension entre circulation internationale des symboles et cadres d'interprétation nationaux doit être analysée. La symbolisation passe d'abord par les images filmées qui ont un impact massif sur l'opinion. Ainsi, en marge des milieux journalistiques, les documentaires et les photographies ont occupé une place importante dans la transmission des images du conflit, puis dans la forme que peu à peu cette guerre a revêtu aux yeux du monde. Si on peut parler d'une mobilisation du 'monde culturel français', c'est au sens où ceux qui se sont exprimés l'ont fait au nom de la culture dans sa dimension universelle d'expression de l'humanité et, en partie, au nom de l'institution culturelle française.

Des réseaux de collectifs citoyens

Ce qui est tout à fait spécifique de la réaction à ce conflit, c'est l'importance numérique un peu partout sur le territoire français d'initiatives citoyennes qui ont prétendu (ré)agir face à l'éclatement sanglant de la Yougoslavie et ce, indépendamment des prises de position des intellectuels parisiens et des milieux culturels institutionnels. Les initiatives les plus visibles semblent naître d'un seul mot d'ordre : le besoin de réagir et de lutter contre la purification ethnique ; elles sont l'entreprise d'individus, certes liés à des réseaux politiques, syndicaux, associatifs ou étudiants mais qui sont restés relativement indépendants des organisations existantes et se sont volontiers présentés comme des « personnes sans appartenance ou en rupture de ban sur ce point avec leurs appartenances » :

Ce qui va donner naissance au mouvement se situe d'emblée à contre-courant de l'ensemble du monde politique et sans aucun des relais habituels [...] à contre courant de la majorité de la gauche et de l'extrême gauche restée engluées dans des schémas traditionnels qui, au mieux renvoient tout le monde dos à dos et au pire développent des positions pro-serbes (une exception à noter cependant, les Verts plus attentifs à la situation réelle). Syndicats, organisations de droits de la personne, organisations anti-racistes sont dans ce cas de figure. Réactions individuelles spontanées donc, à contre courant, de personnes sans appartenance ou en rupture de ban sur ce point avec leurs appartenances⁸⁸.

Le quotidien *Le Monde* a avancé le chiffre « d'au moins trois cents collectifs, associations et coordinations contre la 'purification ethnique' »⁸⁹. Le quotidien *Libération* a estimé à 230 le nombre des « Comités contre la purification ethnique en ex-Yougoslavie »⁹⁰. À

⁸⁸ *Bilan du mouvement*, compte-rendu d'atelier organisé dans le cadre des Assises nationales contre la purification ethnique, Montreuil, 19-20 novembre 1994, doc. dactylographié, p. 2.

⁸⁹ *Le Monde*, 11 mai 1994.

⁹⁰ *Libération*, 29 août 1994.

la fin de l'année 1998, le bulletin du « réseau des citoyens et citoyennes pour la Bosnie Herzégovine » listait encore 75 associations répertoriées en France ayant pour objet la solidarité avec la Bosnie-Herzégovine ou l'ex-Yougoslavie⁹¹. Alice Krieg-Planque indique avoir compté 71 associations répertoriées en préfecture portant dans leur nom « Yougoslavie » ou « Bosnie » actives entre 1991 et 1995 mais précise que d'autres associations ayant pour objet la situation en ex-Yougoslavie ont aussi existé⁹². Même si ces chiffres sont approximatifs et ne distinguent sans doute pas les antennes locales des associations dûment enregistrées⁹³, ils donnent la mesure d'une mobilisation éparpillée, mais dont l'importance est inédite pour un événement se déroulant dans un pays étranger, avec lequel la France n'a pas de relations très poussées ni d'intérêts économiques ou politiques particuliers.

Il est parfois difficile d'apposer un acte de naissance à ces initiatives. Les journaux nationaux font le constat de leur existence à partir de 1993. Certaines d'entre elles existent pourtant depuis le début du conflit, comme le Comité Vukovar fondé en 1991. D'autres sont constituées à partir d'initiatives ou de groupes au carrefour de l'humanitaire, du syndicalisme ou encore du lobbying bruxellois et une partie des associations voient le jour à la toute fin du conflit en Bosnie-Herzégovine. D'une façon générale, ces initiatives se manifestent dans l'espace public au moment où se popularisent l'informatisation et les nouveaux moyens de communication qui vont transformer en profondeur la vie des collectifs associatifs : ordinateurs, téléfax, premiers opérateurs de courrier électronique. Initiative citoyenne est la dénomination attribuée de l'extérieur par les journalistes, puis par les rédacteurs de cette histoire militante. L'affirmation citoyenne est également proclamée par leurs initiateurs eux-mêmes et permet de situer l'action de solidarité au-delà des affiliations partisans qui pourraient les délégitimer. Elle permet aussi de recruter en dehors des bases militantes traditionnelles. Ce positionnement n'empêche pas les ambiguïtés et les conflits. Il s'agit d'organisations associatives -le plus souvent *ad hoc*- qui coexistent et collaborent avec une solidarité organisée par des associations humanitaires, de droits de l'Homme ou encore des églises, des organisations politiques et syndicales traditionnelles. Si l'objet de notre recherche n'est pas de faire une sociologie de ces mouvements de solidarité, ces associations et collectifs organisés constituent une source originale et inexplorée d'informations pour comprendre les interactions et processus d'élaboration de savoirs. Leur existence témoigne d'une nouvelle façon de regarder le monde extérieur. Tout comme l'élan de solidarité envers la Roumanie un peu plus tôt, elles sont des

⁹¹ « Collectifs : solidarité toujours à l'ordre du jour », *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n° 25, nov.-déc. 1998, p. 14-17.

⁹² A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »... , *op. cit.*, p. 12.

⁹³ *Ibid.*, p. 13, note 7.

facteurs de contact et de connaissance de la région. Elles jouent un rôle dans les représentations individuelles et collectives au début des années 1990 et dans les années qui suivent.

Les ressortissants yougoslaves et ex-yougoslaves ne sont bien sûr pas absents des initiatives et collectifs créés sur le territoire français en réaction aux crises yougoslaves. Souvent c'est même à l'occasion d'une rencontre avec l'un d'entre eux qu'un groupe se constitue et c'est grâce à ce contact direct qu'il trouve une légitimité. Certaines initiatives associatives ont été lancées et menées par des ressortissants yougoslaves, comme l'Association Sarajevo qui fut initiée par Mirjana Dizdarević, fille du journaliste et diplomate Faik Dizdarević (réfugié en France après avoir démissionné de son poste d'ambassadeur de Yougoslavie en Espagne) et c'est ce dernier qui en sera le principal animateur. Cette association a joué un rôle important dans les contacts avec les intellectuels de Bosnie-Herzégovine. C'est aussi le cas de *Izbor* (« Choix »), association pour la défense juridique des personnes déplacées, dont l'un des principaux initiateurs est l'architecte parisien Nicolas Petrovitch Njegosh, le petit fils de Nicolas I^{er} Petrović-Njegoš roi du Monténégro jusqu'en 1918, et qui a pris dès 1991 des positions contre la guerre et la montée du nationalisme serbe. Il faut cependant souligner que ces associations sont avant tout des organisations françaises : dans leurs structures, leurs objectifs et leurs membres, elles ne peuvent s'apparenter aux associations communautaires actives à la même époque aux États-Unis⁹⁴. S'il a existé, du côté des 'défenseurs de la Serbie', certaines associations à caractère plus communautaire, du fait de la supériorité numérique de l'immigration serbe en France, leur impact et leur visibilité dans l'espace public français sont restées limités. Là aussi les initiatives non communautaires ont prédominé. C'est ce qu'a montré l'un des premiers débats télévisés organisés en France sur la crise yougoslave : réunissant des intellectuels originaires d'ex-Yougoslavie installés en France, ce débat a mis en évidence plutôt la confusion des positionnements que la mobilisation selon les appartenances ethniques qui régnait alors dans la diaspora⁹⁵.

Les associations de citoyens contre la purification ethnique, souvent appelés comités ou collectifs Bosnie dans les médias, se sont retrouvés à l'échelle régionale et nationale sous l'appellation générique Collectifs contre l'épuration ethnique- Citoyens, citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine, à l'issue d'un long processus de mise en réseau et de structuration d'une

⁹⁴ Comme le sont par exemple l'Albanian-American Committee, le Serbian American Voters Alliances (SAVA) ou encore la Croatian American Association, voir M. Kandel, *Mourir pour Sarajevo..., op. cit.*, p. 65-84.

⁹⁵ Animée par le présentateur vedette Guillaume Durand, l'émission en direct « Les absents ont toujours tort » du 25 novembre 1991, consacrée à la crise yougoslave et diffusée sur la chaîne La Cinquième, a réuni les universitaires Rada Iveković, Mirko Grmek (tout deux croates) et Milovan Danojlić, lecteur à l'université de Poitiers, serbe et alors critique la position de Belgrade. Stanko Cerović, chef de rédaction de la section serbo-croate de RFI, aurait décliné l'invitation à parler. G. Durand aurait cherché en vain des associations serbes pour défendre le point de vue de Belgrade (selon le témoignage de Miloš Lazin, alors journaliste à RFI dans la rédaction serbo-croate).

coordination nationale. Elles ont diffusé à partir de janvier 1996 le journal *Convergences Bosnie-Herzégovine*. Leurs actions les plus visibles furent des campagnes de presse et des manifestations ; celle qui eut lieu le 4 juin 1994, à l'occasion des cérémonies du cinquantième anniversaire du débarquement allié, a été la plus importante. Elles sont cependant loin d'inclure toutes les initiatives suscitées par ce conflit puisque d'autres ont vu le jour autour de groupes professionnels, de médias, d'étudiants ou de syndicats. Le conflit alimente ainsi le développement d'associations de professionnels utilisant le label sans frontières qui y trouvent un terrain pour le développement de leurs activités, par exemple Architectes sans frontières, Reporters sans frontières, Clowns sans frontières ou encore Psychiatrie sans frontières⁹⁶.

Les organisations pacifistes traditionnelles et les organisations de défense des droits de l'Homme, divisées sur l'interprétation du conflit, notamment dans sa première phase, sont aussi présentes dans le débat, même si elles n'en sont pas les moteurs principaux comme en Allemagne ou en Italie. La Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Amnistie internationale, la Cimade⁹⁷ ou encore l'association France Libertés, n'ont pas hésité à s'associer aux manifestations publiques organisées par les collectifs Bosnie en France et à mener sur le terrain des actions financées par des fonds privés ou ceux du gouvernement français et des bailleurs internationaux, comme le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) ou le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). D'autres organisations pacifistes ou de droits de l'Homme plus petites se sont impliquées dans des causes moins médiatiques, comme la défense des insoumis et des déserteurs ou le soutien à la lutte des Kosovars victimes de la répression de la part du gouvernement serbe ; c'est le cas du Mouvement pour une alternative non violente (MAN). Des réseaux associatifs spécialisés dans les relations avec les sociétés civiles est-européennes, tel que Helsinki citizens' assembly⁹⁸, se sont fortement mobilisés dans une dimension d'emblée internationale.

⁹⁶ Ces associations à profil professionnel « sans frontières » ont des formes et des objectifs très variés, les événements yougoslaves sont l'occasion pour presque toutes de développer leurs activités en synergie avec d'autres acteurs du secteur associatif. L'association Architectes sans frontières (ASF France) a été créée en 1979, pour mener des actions internationales, notamment dans les zones de conflit ou post-conflit ; Reporters sans frontières, créée en 1985, association reconnue d'utilité publique et luttant pour la liberté de l'information, a mené des actions spécifiques durant les conflits yougoslaves ; Clowns sans frontières, association créée en France en janvier 1994 (sur le modèle d'une association espagnole), a eu pour premier terrain d'action l'ex-Yougoslavie (voir chapitre 6) ; Psychiatrie sans frontières a été créée en avril 1993 par des agents du centre hospitalier de St Egrève (Isère) pour mener des actions en faveur des populations victimes de conflits, en particulier en ex-Yougoslavie.

⁹⁷ Comité inter-mouvements auprès des évacués : organisation créée par les églises protestantes en 1939 dans l'objectif d'assister les évacués d'Alsace-Lorraine. Actif dans la résistance et l'aide aux juifs persécutés, elle s'est engagée par la suite dans le dialogue franco-allemand, l'aide aux immigrés en France et dans des actions de solidarité internationale.

⁹⁸ L'objectif revendiqué était de « garantir une véritable expression des sociétés civiles ». Pour les participants à la première assemblée, en octobre 1990 à Prague, il s'agit d'abord de créer un forum permanent Est-Ouest des sociétés civiles, voir Paul Dalmas et Bernard Dréano, *Rapport de l'Assemblée européenne des citoyens/ Helsinki*

Les acteurs associatifs ont rencontré les hommes et les femmes qui étaient alors sur le terrain les témoins et les opérateurs occidentaux : les journalistes envoyés spéciaux ou *free lance*, les militaires sous mandat de l'ONU puis de l'OTAN, et les personnels humanitaires professionnels et volontaires. Les journalistes, dont la jeune génération a fait ses premières armes sur le terrain yougoslave, se passionnent pour ce conflit qui est souvent pour eux bien plus qu'une nouvelle guerre à couvrir. Pris à partie sur le terrain par des belligérants engagés dans une guerre de l'information, ils n'ont pas non plus hésité à se prêter aux débats en France. De leurs côtés, les militaires, pourtant tenus au devoir de réserve, ont été, au fil des étapes de l'intervention onusienne, de plus en plus nombreux à prendre la parole pour justifier leur action et leur investissement personnel (comme l'ont fait les généraux Philippe Morillon ou Jean Cot) mais aussi pour critiquer le rôle qu'on leur faisait jouer dans le brouillages des lignes entre politique, humanitaire et militaire, comme on l'a vu plus haut. On trouve aussi des témoignages de soldats et de fonctionnaires français, ayant servi dans l'administration onusienne, qui dénoncent l'impuissance militaire et civile de l'organisation internationale et des États qui la financent et l'orientent⁹⁹. Le conflit en Bosnie a été l'un des derniers conflits auquel ont participé des appelés du contingent français, certes en mission volontaire et la plupart sous bannière de l'ONU. L'armée française qui déploie en 1992 ses premiers casques bleus en Croatie est une armée de conscrits encadrés par des professionnels. En 1996 encore, le contingent français en Bosnie-Herzégovine compte 40% d'appelés¹⁰⁰.

Les organisations non gouvernementales humanitaires, en particulier celles qui s'étaient déjà mobilisées pour la Roumanie à partir de 1990, sont rapidement arrivées sur le terrain des opérations, mais leur visibilité dans l'espace public français est allée bien au-delà des habituelles campagnes de récolte de fonds. Avec des représentants n'hésitant pas à intervenir sur les plateaux de télévision comme experts ou témoins des conflits, ces organisations ont vu leur rôle politique considérablement accru. En mettant en place une communication basée sur la dénonciation des crimes, en s'associant à des campagnes publiques menées par des regroupements d'organisations aux statuts très divers, en publiant rapports et ouvrages ou

citizens' assembly. Activités concernant les Balkans et principalement les conflits de l'ancienne Yougoslavie 1990-1997, Assemblée européenne des citoyens, 1997.

⁹⁹ Le témoignage de François Crémieux et Marc Benda, appelés du service militaire en mission pour la FORPRONU à Bihać (*Paris-Bihac*, Paris, Michalon, 1995) a ainsi circulé dans un public plus large grâce au film documentaire que Chris Maker a consacré à François Crémieux (*Casque bleu*, Les films du jeudi, 1995) ; voir aussi le témoignage de Philippe Montigny, fonctionnaire des Nations Unies (*Quand il fait froid la mort. Guerres en Bosnie*, Paris, Dagorno, 1994).

¹⁰⁰ À partir de 1996, la commission parlementaire présidée par le député François Loncle a auditionné les anciens appelés français ayant servi sur le terrain ex-yougoslave. Cette commission a aussi produit un rapport de 1200 pages sur les événements de Srebrenica et le rôle de l'ONU : René André et François Lamy, *Rapport d'information*, n°3413, par la mission d'information commune sur les événements de Srebrenica présidée par François Loncle, Paris, Assemblée nationale, 2001 ; URL : <http://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i3413-01.asp>

encore en participant aux rencontres et manifestations publiques, les organisations humanitaires françaises ont pris le tournant d'un positionnement de plus en plus net en faveur des Bosniaques et ont participé ainsi pleinement à faire de l'éclatement de la Yougoslavie, surtout à partir de la guerre en Bosnie, un thème de débat public. En 1993, l'organisation humanitaire ÉquiLibre a été jusqu'à coordonner la logistique de l'opération *Mir sada* [La paix maintenant], une action citoyenne internationale initiée par plusieurs organisations pacifistes italiennes (dont la puissante Associazione per la Pace qui s'appuie sur des réseaux de gauche et l'association chrétienne Beati costruttori della Pace), qui visait à faire venir à Sarajevo des milliers de citoyens européens pour en rompre symboliquement le siège. Les conflits yougoslaves sont aussi le moment et le lieu de formation d'une génération de jeunes humanitaires qui affichent leur motivation aussi bien de comprendre un conflit qui semble confus que de venir en aide à des populations dont ils se sentent d'autant plus solidaires que le conflit a lieu en Europe¹⁰¹.

Fédérer ces initiatives citoyennes s'est rapidement affirmé comme une priorité. Des plateformes d'échange d'informations se sont organisées, contribuant à rendre visible cette nébuleuse dans l'espace public. Deux projets fédérateurs ont permis de mutualiser les efforts : le premier est l'appel pour 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe'. Initié par les milieux artistiques, la campagne a mobilisé les associations de citoyens, même si ces dernières ont refusé de s'unir sous une grande association commune. Le deuxième est la liste L'Europe commence à Sarajevo présentée aux élections européennes de 1994. Menée par le cancérologue et député européen Léon Schwartzberg, la liste a regroupé de nombreux membres des collectifs Bosnie et d'autres associations aux côtés des intellectuels et artistes qui l'ont médiatisée. Malgré cet effort pour représenter un mouvement diversifié, elle fut souvent désignée dans les médias comme la « liste BHL »¹⁰² puis désertée par une partie de ses initiateurs après le départ de Bernard Henri-Lévy, qui déclara alors que l'effet avait été atteint : « le but n'a jamais été d'envoyer cinq députés pro-bosniaques à Strasbourg mais de faire que chaque député européen ait la Bosnie en tête »¹⁰³. L'échec de la liste, qui recueillit 1,57% des suffrages alors que les sondages l'avait créditée de 5 à 12%, a aussi marqué la fin d'un certain effort pour transformer le mouvement citoyen en action politique

¹⁰¹ Sur la difficulté à appréhender les motivations des acteurs humanitaires, voir P. Dauvin et J. Siméant, *le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris, Les presses de Sciences Po, 2002.

¹⁰² E. Wallon, « La guerre de Sarajevo... », art. cit., p. 394. Parmi les intellectuels et artistes qui figurent comme candidats sur cette liste, on trouve outre B.-H. Lévy, Paul Garde, Alain Joxe, Bernard Faivre d'Arcier, Alain Touraine, Marina Vlady, Romain Goupil, Pascal Bruckner, André Glucksmann, Michel Polac, François Fejtő, Luc Boltanski, Jean Chéneaux, Nedim Grusel, Emmanuel Wallon. Parmi les représentants d'associations de citoyens contre la guerre et la purification ethnique, on trouve, entre autres, Francis Jeanson, Viviane Mounier, Patrick Varin, Boris Najman, Svebor Dizdarevic, Claire Lévy-Vroelant, Monique Guittenit, François Soltic, Marie-Françoise Allain, Isabelle Delpla.

¹⁰³ B.-H. Lévy, communiqué de presse du 30 mai 1994 ; voir aussi B.-H. Lévy, « Mise au point », in « Bosnie, les intellectuels s'expliquent », *Les Cahiers de la Règle du jeu*, n°1, 16-23 juin 1994, p. 1.

En 1999, l'intervention armée de l'OTAN en Serbie et au Kosovo a fait bouger les lignes et introduit des doutes parmi ceux qui militaient en faveur d'une intervention armée contre Belgrade, en particulier à gauche de l'échiquier politique. Courte et orchestrée avec une présence française importante, cette intervention a donné lieu à une couverture journalistique exceptionnelle rappelant la guerre du Golfe. Certains militants y ont vu une volonté de compenser le douloureux silence des années 1991-1995. De fait, les dons caritatifs ont dépassé tout ce qui avait été connu au moment des crises précédentes. Après la victoire de l'OTAN en juin 1999, les actes de vengeance perpétrés contre les civils non albanais (serbes, tziganes et autres) ont pris la tournure d'un nouveau nettoyage ethnique, provoquant des clivages dans les soutiens politiques et militants à l'intervention de l'OTAN et aux Albanais victimes de la répression serbe. Il n'y avait plus de victimes innocentes *a priori*. Avec la Résolution 1244 des Nations Unies, le Kosovo est devenu le terrain d'une nouvelle expérimentation : la création d'une entité étatique sous administration onusienne dont les disfonctionnements ont été de plus en plus visibles. Chez les humanitaires et les internationaux, un clivage a alors vu le jour entre ceux qui ont, du moins en parole, voulu faire de la protection des Serbes menacés une priorité et ceux qui, ayant connu la répression organisée par le régime de Belgrade, restaient fidèles à l'idée de protéger les Kosovars. Ces prises de position individuelles et assumées par les organisations humanitaires et internationales sont le signe de l'aboutissement du processus de rapprochement entre politique et humanitaire, dont Bernard Kouchner, premier chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK/UNMIK), a été un représentant emblématique.

Chronologies et positionnements dans l'espace public national

Peu après la fin de la guerre en Bosnie dans un texte paru au début de l'année 1996¹⁰⁴, Emmanuel Wallon dégageait dans les mobilisations françaises cinq actes, qui correspondent en réalité aux actions menées par le troisième groupe établi par Anne Rasmussen dans le *Dictionnaire des Intellectuels* cité plus haut : ceux qui considèrent les conflits yougoslaves comme majeurs pour l'avenir européen et la Serbie comme principal agresseur. D'après Wallon, le premier acte a été marqué par le travail des revues et les appels lancés par leurs animateurs dans une période qui va de la chute de Vukovar (novembre 1991) à la création des zones de sécurité par l'ONU (avril 1993). Le second a vu l'entrée en scène des artistes et des professionnels de l'action culturelle, alors que le siège de Sarajevo s'éternise durant l'hiver

¹⁰⁴ E. Wallon, « La guerre de Sarajevo... », art. cit., p. 394.

1993 ; puis la candidature de la liste « L'Europe commence à Sarajevo » aux élections européennes a marqué un troisième acte qui va de la période de l'ultimatum contre les forces serbes en 1994 à la crise des otages (mai 1995). Le quatrième acte est marqué par la mobilisation autour de la « Déclaration d'Avignon » et la grève de la faim des artistes à la Cartoucherie de Vincennes dans la période qui va de la prise de Srebrenica en juillet 1995 aux accords de Dayton en décembre de la même année. Enfin, le cinquième s'est ouvert avec l'après-guerre et le recouvrement du droit espéré.

D'autres tentatives de cartographie et de chronologie semblent pourtant mieux dégager combien ces mobilisations citoyennes font en réalité agir ensemble des réseaux et des groupes très différents et contribuent à réorganiser l'action collective aux frontières du politique, de l'humanitaire, du culturel et de l'aventure individuelle. Bernard Dréano, alors président de l'association Assemblée européenne des citoyens (AEC), la section française du réseau international Helsinki citizens' assembly (HCA), distingue deux approches discutables des conflits yougoslaves en France : les approches « géopolitique » et « antitotalitaire »¹⁰⁵. La première approche correspond pour l'essentiel aux conceptions du groupe hétérogène évoqué par Anne Rasmussen, qui a adopté une position attentiste. Ses partisans ont tendance à envisager les conflits à l'aune d'enjeux mondiaux où les impérialismes concurrents des grandes puissances sont particulièrement actifs. Ils privilégient les causes externes de la guerre. Cette vision serait dominante dans l'administration française. L'approche antitotalitaire, elle, s'appuie sur l'expérience du soutien aux dissidences est-européennes et la dénonciation du communisme, qui, selon Dréano, « n'a cessé de 'redécouvrir' l'ampleur tragique du stalinisme et d'établir le parallèle avec le nazisme (processus combiné avec la redécouverte constante de Vichy) »¹⁰⁶. La tragédie yougoslave viendrait ainsi combler un vide laissé par l'effondrement soudain du totalitarisme. Cette grille de lecture aurait tendance à lier communisme et nationalisme parfois au mépris de la réalité et à voir des victimes et des bourreaux absolus. À leur façon, ces deux visions useraient de schémas de pensée éprouvés dans la période de la guerre froide.

Parmi les acteurs qui refusent l'attentisme face à ce conflit post-guerre froide, Dréano distingue trois sensibilités : celle des « non-violents actifs », celle des « interventionnistes civiques » et celle d'un « bloc de la résistance »¹⁰⁷. Dans la première catégorie, il place les initiatives qui apportent leur soutien à la société civile en ex-Yougoslavie dans les zones en guerre ou non. Elles ne sont pas apolitiques, mais nécessitent pour durer de développer des activités de terrain plutôt que d'investir la parole politique : aide aux médias locaux

¹⁰⁵ B. Dréano, « Le révélateur bosniaque... », art. cit., p. 39.

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ Ibid., p. 44.

indépendants, soutien aux Albanais dans leur stratégie de société parallèle au Kosovo, promotion des échanges artistiques ou aide juridique aux réfugiés. Ces initiatives ont peu d'impact sur la structuration du mouvement en tant que forme d'expression en France, mais cette sensibilité a cependant nourri l'engagement d'acteurs associatifs, de citoyens engagés à titre individuel et souvent de ressortissants ex-yougoslaves installés en France¹⁰⁸. La division des courants pacifistes entre attentisme et engagement dans des actions de soutien aux sociétés civiles ex-yougoslaves, est un aspect de la recomposition politique.

Les « interventionnistes civiques » seraient ceux qui réclament plus d'intervention des gouvernements occidentaux, mais restent attachés à distinguer les gouvernants des sociétés civiles et préconisent de clarifier le mandat des Nations Unies et de coopérer avec les partis d'opposition non nationalistes dans toute l'ex-Yougoslavie. Ainsi, ces groupes se disent attentifs à donner la parole aux démocrates balkaniques. Des représentants de la première sensibilité sont également présents chez les interventionnistes civiques, modérant l'appel à l'intervention armée.

Le « bloc de la résistance », quant à lui, considère qu'il faut tout faire pour aider la résistance à « l'agression fasciste ». Ses partisans se concentrent sur la Bosnie-Herzégovine (ou pour certains sur la Croatie), militent pour la levée de l'embargo sur les armes, préconisent un soutien au gouvernement d'Alija Izetbegović en Bosnie-Herzégovine et concentrent leurs critiques sur la politique française et sur l'intervention occidentale en général, jugée inconséquente et complaisante. Cette position serait majoritaire au sein des associations qui se réfèrent clairement à la lutte contre l'épuration ethnique et partagée également par le courant antitotalitaire chez les intellectuels.

Ce tableau permet de distinguer des pratiques et des ancrages intellectuels et politiques et de les relier à une histoire militante plus vaste. Néanmoins, il est nécessaire d'aller plus loin. L'expérience concrète du soutien aux dissidences intellectuelles de l'Est n'a concerné que des groupes restreints plutôt parisiens : des associations de droits de l'Homme ou de solidarité internationale, quelques éditeurs ou revues et de rares associations humanitaires, ainsi que des universitaires spécialistes de l'Est européen auxquels se sont ensuite greffés d'une manière plus démonstrative que concrète ceux qu'on a appelés les 'nouveaux philosophes' –B.-H. Lévy, A. Glucksmann, A. Finkielkraut, P. Bruckner entre autres. Les échanges avec les dissidences intellectuelles est-européennes étaient en effet restreints dans les années 1970-1980, à l'exception du mouvement de soutien à Solidarność. L'expérience polonaise explique l'héritage

¹⁰⁸ On peut mentionner l'aide juridique apportée aux réfugiés en ex-Yougoslavie ou en France par la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), le soutien aux insoumis yougoslaves et aux écoles parallèles au Kosovo par le Mouvement pour une alternative non violente (MAN), l'aide aux médias locaux et aux échanges d'artistes prodiguée par différentes initiatives associatives (voir chapitre 6).

de certaines pratiques militantes des catholiques de gauche passés par les mouvements de l'Action catholique dans les années 1960 et 1970 et que l'on retrouve comme chevilles ouvrières d'association citoyennes pour la Bosnie, d'associations humanitaires et de comités de jumelage avec la Roumanie. Par ailleurs, les mobilisations citoyennes des années 1990 portent aussi la marque de l'héritage des pratiques militantes du gauchisme des années 1960, comme on peut le voir dans les engagements précédents d'un grand nombre des acteurs mentionnés ici (voir la liste biographique des acteurs, annexe n°2).

Enfin, entre 1991 et 1996, la mobilisation en France est loin d'avoir été continue ou même en constante progression. C'est en fait l'attaque de Dubrovnik le 1^{er} octobre 1991 plus que le pilonnage et le siège meurtrier de Vukovar, commencé trois mois plus tôt, qui en marque le début, alors que l'apparition en France des collectifs Bosnie date de la fin de l'année 1992 et du début de l'année 1993. Si le bombardement d'une cité millénaire, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, émeut l'opinion publique internationale et provoque de nombreuses réactions parmi les intellectuels et les politiques, dont Bernard Kouchner, alors secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire, c'est aussi la conséquence de la médiatisation qu'en fait le gouvernement croate. Il y a eu de longs moments où la mobilisation s'est affaiblie, en particulier après l'échec de la liste aux élections européennes de juin 1994. Ainsi, durant l'hiver 1994-1995, cassée dans sa dynamique, elle subit aussi l'enlisement du siège de Sarajevo et l'absence de perspective de sortie du conflit. C'est l'approche des élections présidentielles qui replace en France la Bosnie à l'agenda politique au printemps 1995, puis les offensives de l'Armée de la République serbe (VRS) sur les 'zones de sécurité' à partir du mois d'avril, le massacre de Srebrenica (12-14 juillet 1995) et la reprise des régions de Croatie sous contrôle des séparatistes serbes par l'armée croate (août 1995) qui retiennent de nouveau l'attention des médias. Les mobilisations citoyennes sont très sensibles aux temporalités médiatiques de la guerre mais ces dernières se distinguent des temporalités plus subjectives vécues par les militants.

Les clivages politiques habituels semblent dépassés par les débats que suscitent les conflits yougoslaves. Contre la retenue d'une majorité de la classe politique, des personnalités de bords différents ont fait entendre des voix dissonnantes pour condamner la politique menée par Belgrade et appuyer une intervention plus musclée des Européens : l'ancien Président de la république Valéry Giscard d'Estaing (UDF), deux anciens premiers ministres socialistes, Laurent Fabius et Michel Rocard ou encore les anciens ministres Jean-François Deniau (UDF-PR), Jack Ralite (communiste hétérodoxe), Bernard Stasi (centriste). Ces prises de position ont

contribué à brouiller, comme aux États-Unis, les clivages politiques traditionnels¹⁰⁹. Mais les débats aux États-Unis ont plutôt lieu au sein des organisations de droits de l'Homme, au Parlement et dans les groupes lobbyistes ; ils tournent autour de l'aide à apporter aux protagonistes pour se défendre. En Allemagne ou en Italie, ce sont les organisations pacifistes qui ont été à l'initiative d'opérations de solidarité avec les victimes des conflits yougoslaves¹¹⁰.

Des individualités de gauche comme de droite se sont démarquées des positions de leurs familles politiques et ont exprimé leur colère et leur honte face aux exactions rapportées chaque jour par les médias, protestant contre la politique jugée attentiste du gouvernement. « Les principaux tenants de la ligne française en ex-Yougoslavie, MM. Mitterrand et Dumas, Balladur, Juppé et Léotard, servirent de cibles à cette mobilisation hétéroclite, forte en gueule quoique faible en nombre »¹¹¹. Une partie du Front national a soutenu l'indépendance de la Croatie en 1991, mais son président, Jean-Marie Le Pen, a affiché son soutien au président serbe Slobodan Milošević. Le Parti communiste plutôt pro-serbe a aussi eu des membres ou sympathisants très actifs dans les mobilisations contre la guerre en Bosnie. Ceux qui ont alerté sur les exactions en défendant le camp bosniaque, voyaient, selon E. Wallon, dans la Bosnie-Herzégovine unifiée, un prolongement des principes républicains : « Le rejet du national-populisme et la dénonciation du repli identitaire ont permis d'établir une relation étroite entre les vertus républicaines et les principes de citoyenneté défendus par les Bosniaques »¹¹². Les tenants de l'intervention ont eu le sentiment de lutter contre une simplification à outrance de l'alternative du type : « ces gens ne peuvent vivre ensemble. La preuve ? Ils se battent. Une solution : les séparer »¹¹³. Les tenants de l'attentisme ont, eux, joué sur le doute porté sur l'équilibre des responsabilités, sous prétexte que l'autre camp n'avait pas les mains aussi propres qu'il le prétendait¹¹⁴. En 1996, Wallon écrit dans la même « note de l'engagement des artistes et des intellectuels » publiée dans *Les Temps modernes* :

¹⁰⁹ Sur les recompositions politiques, aux États-Unis au moment de la crise yougoslave, entre les interventionnistes (« faucons ») plutôt républicains et les pacifistes (« colombes ») plutôt démocrates et l'apparition des *liberal humanitarianists* ou *liberal hawks* de gauche, voir M. Kandel, *Mourir pour Sarajevo ?...*, *op. cit.*, p. 158-161.

¹¹⁰ Voir certains éléments sur les actions des organisations pacifistes italiennes, in P. Dalmas et B. Dréano, *Rapport de l'Assemblée européenne des citoyens...* *op. cit.*, p. 65-66 et sur les réactions et mobilisations en Allemagne, in N. Stefanov, « Shared Concepts, Diverging Perceptions. Left-Liberal Intellectuals and the Wars in Yugoslavia » (*Did the Wars in Yugoslavia...*, *op. cit.*, p. 524-534) et Thomas Bremer, « Das 'Neue Serbische Forum' im Kontext der Antikriegsinitiativen in Jugoslawien und Deutschland », *ibid.*, p. 536-542.

¹¹¹ E. Wallon, « La guerre de Sarajevo... », art. cit., p. 378.

¹¹² *Ibid.*, p. 378.

¹¹³ *Ibid.*, p. 381.

¹¹⁴ Voir les positions endossées par les journalistes et publicistes Jacques Merlino, Régis Debray ou Bernard Guetta. C'est aussi la position du Général Morillon, voir N. Ragaru, « Missed Encounters: Engaged French intellectuals and the Yugoslav War », art. cit.

La controverse sur la Bosnie-Herzégovine a joué dans la structuration de la scène intellectuelle française un rôle d'importance comparable à celui que l'affaire Dreyfus remplit un siècle plus tôt dans la délimitation d'une gauche et d'une droite¹¹⁵.

L'analogie est certes discutable étant donné que les événements ont lieu à l'étranger et que le rôle des intellectuels en politique est bien moindre à la fin du XX^e siècle qu'un siècle plus tôt, elle est révélatrice cependant du sentiment des acteurs et de la prégnance de modèles anciens dans l'analyse du rôle des intellectuels. En ajoutant dans le même texte que « la polémique tourne surtout sur le choix des mots et le sens des images »¹¹⁶, l'auteur pressent que la question de l'interprétation des faits a été première et qu'elle a souvent achoppé sur des problèmes de qualification. Même si les milieux où évoluent les individus qui se mobilisent sont relativement autonomes, les éditoriaux dans *Le Monde* et les polémiques des magazines de la presse nationale ont eu une influence décisive sur l'opinion publique. Ce phénomène se trouve conforté par le fait que les bulletins de liaison associatifs et autres périodiques *ad hoc* circulant entre 1992 et 1995 avaient l'habitude de reproduire les articles publiés dans la presse nationale (*Le Monde*, *Libération*, *Le Monde diplomatique*, *L'Express*), se faisant ainsi les échos des débats qui avaient lieu dans des sphères relativement étroites de l'espace public, essentiellement parisiennes. Dans le contexte du début des années 1990 où l'espace médiatique national est régi par quelques journaux et chaînes de télévision, on peut donc encore dire qu'un petit nombre d'intellectuels généralistes et de publicistes -Edgar Morin, Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Régis Debray, en particulier-, ont contribué à fixer les termes du discours public sur la guerre en Yougoslavie dans l'approbation ou la critique, comme l'avaient fait avant eux Sartre, Camus, Beauvoir ou Merleau-Ponty¹¹⁷.

Les récits des mobilisations cités précédemment éludent souvent l'action des immigrés, alors même que la plupart des associations, quelles que soient leur forme et leur importance, ont compté des ex-Yougoslaves parmi leurs membres. L'immigration yougoslave, sans être négligeable numériquement n'était pas organisée en associations politiquement encadrées, comme ont pu l'être d'autres groupes nationaux. Ses membres sont rarement représentés dans les Maisons des associations, qui sont alors les rares lieux d'expression culturelle des communautés immigrées en France. De fait, alors que leur pays éclate, ils ont été souvent invisibles en tant que diaspora, à l'exception des Serbes qui ont affiché leur soutien à la

¹¹⁵ E. Wallon, « La guerre de Sarajevo... », art. cit. , p. 376.

¹¹⁶ Ibid., p. 376.

¹¹⁷ « Les grands protagonistes de ce livre – Sartre, Mounier, Beauvoir, Merleau-Ponty, Camus, Aron et François Mauriac – ne représentent donc pas leurs contemporains de moindre notoriété et ne sont, bien entendu, « typiques » de rien du tout. En ce temps-là, ce sont leurs voix qui dominèrent la scène et acquirent la maîtrise de l'espace culturel : elles fixèrent les termes du discours public, façonnèrent les préjugés et le langage de leur public », Tony Judt, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France, 1944-56*, Paris, Fayard, 1992, p. 19.

politique du gouvernement de Belgrade mais de façon circonscrite autour de quelques actions publiques (manifestations, pétitions, lettres ouvertes) et de l'Église orthodoxe serbe. Avant d'aller plus loin dans l'analyse des liens que ces initiatives citoyennes ont tissés avec les pays auxquels elles se sont intéressées, on peut déjà constater que dans l'écriture de cette page de l'histoire militante, le rôle des ressortissants ex-yougoslaves installés en France a souvent été minoré. Cet évitement est d'abord lié à leur place dans les mobilisations : sauf dans les initiatives qu'ils ont portées -telles que l'Association Sarajevo, *Izbor* [le choix], Droit de Parole¹¹⁸ ou Le Lys par exemple-¹¹⁹, les ressortissants yougoslaves et ex-yougoslaves ont été cantonnés au rôle d'informateurs-médiateurs, œuvrant principalement à la mise en relation avec des interlocuteurs sur place, traduisant ou expliquant la situation du pays. Leur action est souvent peu visible dans les documents militants que nous avons consultés : bulletins associatifs et imprimés à vocation publique, comptes rendus de réunion, courriers internes, contributions aux assises nationales des comités.

Les mobilisations militantes autour de la Roumanie et de la Yougoslavie font donc bouger les lignes politiques habituelles comme l'avait fait dans la décennie précédente la mobilisation autour de Solidarność. Deux traits importants néanmoins différencient les mobilisations des années 1990 de celles des années 1980 : le contexte beaucoup plus dramatique des pays concernés rend les représentants des sociétés civiles qui sont les interlocuteurs visés, souvent plus insaisissables dans des États défailants ou en éclatement. La frontière est alors plus poreuse entre aide humanitaire et mobilisation citoyenne. La vision de l'autre comme victime est consolidée, renforçant une situation asymétrique entre bénéficiaires et donateurs, indépendamment des discours et idéaux démocratiques prônés par les organisations pour justifier leur mobilisation. L'engagement militant devient une pratique qui oscille entre le bénévolat et le professionnel, avec des conséquences importantes sur les stratégies des acteurs, qu'ils aient une visibilité médiatique ou non.

Les recadrages dans la vision des pays étrangers dont il est question sont tributaires de formes de spontanéité, d'un désir d'authenticité et d'individualisation des positions qui ne sont plus encadrés directement par les discours construits au sein d'organisations politiquement et idéologiquement structurées comme le sont les syndicats, les partis politiques ou les institutions

¹¹⁸ Droit de Parole installa une rédaction sur un bateau au large des côtes Adriatiques avec l'objectif déclaré de fournir des informations « indépendantes » à destination du territoire en conflit. Cette rédaction a émis des émissions à partir d'avril 1993 en serbo-croate sous le nom de Radio Bateau [*Radio Brod*]. Le projet a été soutenu par l'UNESCO, la Fondation France-Libertés et l'Union européenne. L'initiative s'est éteinte en février 1994 à la suite de difficultés juridiques et financières, après avoir bénéficié d'une large couverture médiatique en France.

¹¹⁹ Comme Faik et Mirjana Dizdarević pour l'association Sarajevo, Mirjana Robin-Cerović pour l'opération 'Droit de parole', Nicolas Petrovitch Njegosh pour l'association Izbor, Enisa Aličehić pour l'association culturelle Le Lys.

religieuses. Mais ce phénomène n'élude pas pour autant l'influence des croyances transmises par ces mêmes institutions ou organisations et la circulation des points de vue d'un nombre assez réduit d'intellectuels influents de l'espace public et médiatique. Ces mobilisations sont aussi tributaires des discours humanitaires triomphants, portés par des organisations non gouvernementales de plus en plus professionnalisées, qui investissent la prise de parole et la communication et émargent souvent à des fonds publics. Le foisonnement d'initiatives dépasse largement celles qui ont trouvé un écho médiatique, alors même que les outils de communication sont en profonde mutation. De virulents débats ont traversé l'espace public à propos de la guerre, de la nation et de l'ethnicité, et justifient qu'on s'interroge aujourd'hui sur l'impact des guerres yougoslaves sur notre conception des conflits sociétaux, mais aussi sur les conséquences des liens entre politique et humanitaire et, d'une manière plus générale, sur les questionnements suscités en Europe par ces crises.

Chapitre 6. Des militants entre politique et humanitaire : logiques, enjeux et effets

Sous quelles conditions une parole sur la souffrance peut-elle être considérée comme une parole agissante ?¹

En France, les mobilisations que nous avons appelées citoyennes et qui se saisissent des crises roumaines et yougoslaves sont contemporaines de l'intérêt croissant pour l'étranger de plus en plus accessible du fait de la révolution des moyens de communication dans la décennie 1990. Bien qu'elles soient novatrices et se veulent non partisans dans leurs formes, on peut leur trouver des filiations politiques et idéologiques avec des partis, syndicats ou mouvements dont l'activité internationale s'est structurée dans les décennies précédentes, voire des traditions politiques plus anciennes : le tiers-mondisme de tradition chrétienne et socialiste, l'anti-impérialisme, l'internationalisme communiste, le gauchisme des années 1960 et 1970 ou encore le double anti-impérialisme de la mouvance pacifiste de la deuxième gauche (critique de l'impérialisme américain et soviétique). Si les partis politiques sont dans les années 1990 en perte de vitesse sur ce terrain, les structures et réseaux associatifs (pacifistes ou de défense des droits de l'Homme) ainsi que l'action humanitaire sont en plein développement, les réseaux syndicaux et les mouvements catholiques restant des pôles militants importants. De nouvelles formes d'interventions publiques font leur apparition et allient solidarité internationale et défense des droits des immigrés. On voit notamment la création de structures associatives locales, telles que les Maisons du monde qui regroupent des activités dites de solidarité internationale. Les événements yougoslaves et roumains ont donc été investis entre autres par un secteur associatif ne relevant ni directement de l'humanitaire ni de la défense des droits de l'Homme, mais qui a fait du monde et de ses crises l'objet d'un engagement militant constant. « Les Kurdes, l'*apartheid*, la Palestine... on s'est approprié tous les sujets », explique ainsi Jacques Picard, directeur de la Maison du monde d'Évry de 1989 à 1994, initiateur d'un comité ex-yougoslave². La Maison du citoyen du monde, créée en 1996 à Nantes par quatre associations - l'Assemblée européenne des citoyens, Frères des hommes, Enfants réfugiés du monde et la Cimade - mentionne toujours en 2015 la place des mobilisations des années 1990, dont la Yougoslavie, dans sa structuration et sa philosophie d'action :

C'est en particulier lors des mobilisations liées aux conflits d'ex-Yougoslavie et du Rwanda que des associations ont pris conscience que les questions de développement et de solidarité

¹ L. Boltanski, *La souffrance à distance... op. cit.*, p. 10.

² Jacques Picard [entretien du 22 mai 2014].

internationale devaient s'articuler avec celles de la défense de droits de l'Homme et de la citoyenneté³.

Plus encore, il est important de saisir comment l'international devient dans les années 1980 et 1990 un terrain d'investissement politique et militant particulier. Se substituant souvent à un champ idéologique qui a conduit à des impasses, ce nouveau terrain permet de faire agir ensemble des acteurs divers dans 'la promotion des droits de l'Homme' et de dépasser les clivages au sein de la gauche -entre anciens gauchistes, communistes ou anticommunistes- et même entre gauche et droite. Cette situation est renforcée par la professionnalisation de l'action militante qui concerne au-delà des organisations humanitaires, le secteur associatif dans son ensemble, alors que les structures politiques et partisans traditionnelles (partis, syndicats, églises) sont affaiblies.

Un certain nombre de conditions doivent être remplies pour que l'étranger devienne un terrain d'action militante : il faut d'abord que des personnes se sentent concernées par une crise étrangère pour que s'engage une action collective :

L'appropriation subjective d'événements se déroulant ailleurs passe ainsi par l'identification avec des circonstances, -avec une condition sociale, des souffrances, des injustices... présents ou passés- qui nous touchent, parfois simplement parce que l'on a « reconnu » un nom, une désignation, lancés comme des traits d'union, avec des personnes dont par ailleurs on ignore tout⁴.

Même si l'engagement se présente comme une affirmation de principe, il existe un sous-texte, des mots chargés d'émotion, des analogies potentielles qui permettent à l'individu de s'approprier des événements se déroulant dans un pays étranger et de produire chez lui la conviction que l'affaire le concerne. Dans le cas des crises roumaine et yougoslaves, la conviction qu'il s'agit de problèmes européens, et même dans le cas yougoslave d'une crise de l'Europe, sont des motifs récurrents. Cette proximité géographique offre non seulement un espace d'identification avec des situations de crise et leurs victimes, mais aussi une possibilité concrète de se rendre sur place individuellement ou en groupe. Si le drame étranger touche, c'est qu'il atteint quelque chose de l'expérience de la personne qui la met en mouvement et produit son désir de s'engager. Reinhard Koselleck a défini le « champ d'expérience » comme ce qui forme la base des pratiques acquises d'un groupe social particulier, devenant habitude, présence du passé dans le présent. Dans cette perspective, l'expérience comporte toujours des

³ La Maison du monde de Nantes regroupe en 2014 une cinquantaine d'associations oeuvrant à la solidarité internationale, au développement des droits humains et de la citoyenneté et une trentaine d'adhérents individuels. <http://www.mcm44.org/spip.php?rubrique10> (consulté le 23/12/14).

⁴ Gabrielle Varro, « Introduction », in G. Varro (ed.), *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie...*, op. cit., p. 6.

comportements inconscients qui échappent à l'élaboration rationnelle qu'en ont les acteurs⁵. Le champ d'expérience est intrinsèquement lié à l'horizon d'attente qui est projection dans le futur.

[L'attente] aussi est à la fois liée à l'individu et interindividuelle ; elle aussi s'accomplit dans le présent et est un futur actualisé, elle tend à ce-qui-n'est-pas-encore, à ce-qui-n'est-pas-du-champ-de-l'expérience, à ce-qui-n'est-encore-qu'aménageable. L'espoir et la crainte, le souhait et la volonté, le souci mais aussi l'analyse rationnelle, la contemplation réceptive ou la curiosité – tout cela entre dans sa composition et constitue l'attente⁶.

Dans cette perspective, il n'y a pas de rapport de détermination entre expérience et attente mais une tension, l'expérience offrant un cadre pour formuler l'attente. En ce sens, le champ d'expérience des individus engagés dans les mobilisations des années 1990 est fait d'*habitus*⁷ construits dans des mobilisations passées parmi lesquelles on peut identifier la résistance au nazisme, le militantisme catholique des années 1950-1960, les utopies autogestionnaires de la deuxième gauche et le gauchisme des années 1960 et 1970. De la cartographie précédente des mobilisations (chapitre 5), on peut d'ores-et-déjà déduire que parmi les attentes des mobilisés sont formulées des craintes –celles de l'ethnisation des sociétés, de la répétition des crimes passés et même de l'anéantissement des valeurs fondatrices de l'Europe d'après 1945-, mais aussi des espoirs, en particulier l'espoir de contribuer à inventer des formes nouvelles –citoyennes- d'action politique.

Les analyses des guerres yougoslaves insistent en général sur l'explosion de la violence, moins sur la désintégration sociale concomitante de l'éclatement de l'État commun. Avec une moindre intensité, la chute du régime roumain en 1989 a aussi produit la destruction de l'ordre social existant et ouvert une période troublée sur le plan social et politique, rendant visibles les terribles conséquences du système totalitaire. On peut s'interroger sur ce qui résonne chez l'observateur français face au spectacle de la désintégration de sociétés étrangères, sous le coup de l'affaissement ou de l'explosion de l'État et la montée en puissance de l'exaltation de la nation portée par des 'entrepreneurs' communautaires. Cette désintégration fait-elle écho à des préoccupations déjà présentes, tels que le sentiment de dissolution du lien social et la peur de la montée du racisme ou du communautarisme ? Si les positions des militants s'individualisent, cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas conditionnées par des filiations militantes, des fidélités idéologiques et des croyances structurées. L'individualisation peut aussi produire des stratégies

⁵ R. Koselleck, *Le futur passé...*, *op. cit.*, p. 310.

⁶ *Ibid.*, p. 311.

⁷ Au sens que Pierre Bourdieu a donné à ce terme : « système de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectives et adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre... », *Le sens pratique*, Paris, Minuit, p. 88.

de visibilité, souvent reprochées aux intellectuels médiatiques, mais dont on peut trouver la trace chez d'autres acteurs.

L'engagement en tant que citoyen suppose de faire abstraction des raisons personnelles ou des liens particuliers -amicaux, familiaux, confessionnels, politiques-, qui motivent la volonté de s'engager. Il suppose de ne pas se positionner non plus en tant que professionnel. Si des associations professionnelles se sont mobilisées, elles ont toujours tenu à affirmer la motivation civique et non corporatiste de leur prise de position. Du point de vue individuel, deux modalités de l'engagement sont formulées : un engagement qui participe d'une prise de position personnelle pendant plusieurs années occupant entièrement le temps personnel et social, et des formes d'engagement plus ponctuelles en fonction de la médiatisation des événements, en particulier entre 1989 et 1991 autour de la 'révolution' puis de la crise humanitaire roumaine, puis entre 1993 et 1995 au moment de la guerre en Bosnie, finalement en 1999 et 2000 à l'occasion de la guerre du Kosovo. Si ces moments de mobilisation -ces épisodes militants-, ont été influencés par les informations et les images transmises par les médias, en particulier par la télévision, ce n'est pas la médiatisation qui motive l'engagement même si elle contribue à modeler l'interprétation de l'événement comme on l'a vu plus haut.

Si la sociologie des mouvements sociaux s'intéresse principalement aux organisations non gouvernementales et aux phénomènes de mobilisation autour d'une cause, nous choisissons d'inscrire les formes de mobilisation observées en Roumanie et en Yougoslavie dans une histoire sociale et culturelle où les processus de transmission sont centraux, pour en tirer des enseignements concernant les perceptions, les connaissances sur les sociétés balkaniques et les questions que pose la confrontation avec un pays étranger, dont on se sent solidaire. La sociologie de l'action collective offre une porte d'entrée fructueuse, en particulier dans l'analyse des motifs de l'engagement et des désengagements et la mise en évidence des filiations idéologiques et religieuses⁸.

On peut distinguer les mobilisations qui visent à comprendre un événement, à en produire une interprétation et à faire pression sur un gouvernement pour provoquer son intervention, et celles qui, en lien avec des démarches humanitaires, visent à reconstruire des sociétés, quels qu'en soient les domaines. Si les premières se déploient principalement sur le

⁸ Pour un état des recherches sur les mouvements sociaux et les engagements à l'international, voir J. Siméant, « La transnationalisation de l'action collective », in Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (eds.), *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, 2010. Sur l'histoire de l'altermondialisme en France, voir Eric Agrikolanski et Olivier Fillieule, Nonna Mayer (eds.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; E. Agrikoliansky et Isabelle Sommier (eds.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La dispute, 2005. Sur l'héritage de l'éducation catholique sur la pratique d'acteurs humanitaires français, voir J. Siméant « socialisation catholique et biens de salut dans quatre ONG humanitaires françaises », *Le Mouvement social*, n°227, 2009/2, p. 101-122.

plan politique et moral, les secondes engagent des activités souvent moins visibles, mais au niveau du terrain. Le thème de la reconstruction s'est épanoui dans des initiatives citoyennes dans la région balkanique en même temps que dans d'autres zones post-conflits ou post-totalitaires au Rwanda, en Irak, en Afghanistan ou encore dans les territoires palestiniens. La reconstruction a donc concerné aussi des régions qui n'étaient pas directement touchées par la guerre, mais où la dictature avait fait de tels dégâts que les intervenants étrangers ont pu définir leurs objectifs en termes de reconstruction sociale et politique ou culturelle. Le thème de la reconstruction nous semble riche de projections et de recadrages possibles des stéréotypes hérités. Il est en même temps porteur de nouveaux malentendus potentiels. Par ailleurs, la subjectivation du politique introduite par le discours humanitaire produit par les organisations non gouvernementales autant que par les gouvernants, permet d'échapper à une conception essentialisante de l'expérience du traumatisme et à certaines formes de victimisation⁹. Il semble intéressant d'explorer les formes nouvelles de tension dans l'engagement militant qui prend en compte ou reproduit des formes de discours humanitaires.

⁹ D. Fassin, *La raison humanitaire...*, *op. cit.*, p. 261.

6.1. Champs d'expérience militante et horizons d'attente

Un premier examen des mobilisations pour la Roumanie et la Yougoslavie, permet de constater la tension qui existe entre deux positions : l'affirmation d'un impératif à la fois moral et citoyen, d'une part, et la conviction de s'engager personnellement, de l'autre. Pour être crédible, l'engagement doit se référer à des valeurs supérieures : les droits de l'Homme, la paix, la démocratie, le respect de la personne humaine. En affirmant l'impératif moral et citoyen de son engagement, l'individu en tant qu'être social, affirme son rôle au sein de sa propre société et revendique le droit et le devoir d'interpeler à la fois son gouvernement et ses concitoyens – informer son pays d'une situation inadmissible, dénoncer les crimes, relayer les voix anti-nationalistes, réclamer une 'ingérence citoyenne' (en Roumanie) ou une intervention armée (dans les conflits yougoslaves). La parole est alors tournée plutôt vers la société d'origine du militant que vers le terrain sur lequel porte l'engagement. En tant qu'individu, le militant est touché dans ses émotions et son identité, éprouve de la compassion pour les victimes et de la colère à l'encontre des tortionnaires. Il se sent concerné par des histoires, des destins et des tragédies qui ont lieu en Europe, à 'deux heures d'avion' de lui.

La question de l'atteinte à l'identité de la personne est un thème récurrent dans les motifs d'indignation et de mobilisation. Ce qui paraît menacé et même nié, c'est le droit du citoyen à l'existence, lorsqu'il risque d'être réduit à son appartenance ethnique ; c'est l'autonomie de la personne face au groupe, sous la pression des nationalistes ou d'un régime totalitaire ; dans les cas les plus graves, c'est l'humain dans son intégrité, qui risque d'être ravalé au rang de sous-homme (réfugié, enfant maltraité) ou même d'être exterminé. Les positions morales, citoyennes et personnelles sont alors mêlées dans l'expression des investissements militants et ce mélange produit des tensions qui peuvent fausser la connaissance de l'objet d'investissement et même paralyser l'action.

« Je ne connaissais rien à la Yougoslavie... »

L'engagement 'pour la Bosnie' de Bernard-Henri Lévy s'est traduit autant par des prises de position répétées dans l'espace public (tribunes, films, débats, manifestations, participation à la liste « L'Europe commence à Sarajevo » pour les élections européennes de 1994) que par des démarches quasi-diplomatiques d'intermédiaire entre le président Alija Izetbegović et les

autorités françaises. Il commence son *Journal d'un écrivain au temps de la guerre en Bosnie* (1996) par ce constat :

Jamais je n'aurais cru que cette affaire occuperait tant de place dans mon existence.
Rien ne m'y avait préparé.
Ni ce nom de Bosnie que je n'avais rencontré que dans mes atlas d'adolescent.
Ni celui de Sarajevo qui, dans ma mémoire, évoquait les fureurs d'un monde en chaos mais pour l'essentiel, révolu.
Ni mon éducation européenne qui bannissait cette zone balkanique de l'univers intelligible – celui de la « grande » Histoire et de ses tumultes majeurs. [...]
C'est pourtant bien là dans ce lieu quasi abstrait, et qui ne me disait rien, que j'ai, quatre années durant, fixé mes regards, mes convictions [...] j'ai vécu quatre années à l'heure de la Bosnie.
J'ai consacré quatre années de ma vie à un pays qui n'était pas mon genre¹⁰.

Le besoin de rappeler son extériorité à la Yougoslavie, exprimée ici avec un certain narcissisme, est fréquent dans les témoignages oraux ou écrits de cette histoire militante. Dans la manière de présenter leur engagement face à la guerre, les Français mobilisés aiment dire que rien auparavant ne les attachait à ce pays, qu'ils l'ont en quelque sorte découvert avec la guerre¹¹. Ce positionnement semble cohérent dans une mobilisation citoyenne qui a l'ambition de se référer à des motifs civiques et éthiques et tend à répudier les attachements contingents, qu'il s'agisse d'une sympathie particulière, d'une attache familiale ou d'un lien idéologique passé.

Le moment qui compte est donc, dans cette topique, le moment de l'engagement compris comme le moment de basculement d'un état de récepteur d'une information, c'est-à-dire de spectateur, d'observateur, d'auditeur, dans celui d'acteur¹².

L'abstraction nécessaire à l'engagement citoyen tend à produire une prise de distance par rapport au pays concerné et oriente la façon dont les Français engagés perçoivent les ressortissants des pays en conflit et la place qu'ils leur donnent dans le débat. Rester sur des questions de principe peut aussi avoir comme conséquence de ne pas faire de la connaissance du pays étranger une priorité. Il y a une contradiction entre l'affirmation d'une position de principe qui justifie l'indignation et l'analyse de la situation sans *a priori* : en effet chercher à comprendre un événement dans un pays étranger, rentrer en communication avec ses ressortissants mobilisent des ressources différentes de l'affirmation de principes, qui, elle, implique une prise de distance par rapport à l'expérience sensible.

¹⁰ B.-H. Lévy, *Le lys et la cendre...*, *op. cit.*, p. 9.

¹¹ « Je suis pas du tout balkanique. Je n'ai nulle attache en ex-Yougoslavie. Je n'avais nul intérêt... La famille comme tous les Français moyens, était plutôt pro serbe », a déclaré Véronique Nahoum-Grappe au début de l'entretien du 21 avril 2011. Jacques Picard a affirmé : « je ne connaissais rien à la Yougoslavie... personne n'était spécialiste de la Yougoslavie dans le groupe » [entretien cit.].

¹² L. Boltanski, *La souffrance à distance...*, *op. cit.*, p. 54.

Parmi les intellectuels et les militants politiques qui se sont intéressés à l'autogestion yougoslave dans les décennies précédentes, rares sont ceux qui y font référence dans leurs prises de position sur le conflit, comme si la guerre éloignait ces liens et recouvrait ce territoire proche d'un voile d'étrangeté. Dans leurs analyses du conflit, ni le sociologue Edgar Morin, ni le journaliste Bernard Langlois¹³ ni même le député Michel Rocard, ancien secrétaire général du PSU et ancien premier ministre, ne font mention de la Yougoslavie autogestionnaire et non alignée qu'ils connaissaient et à laquelle ils se référaient quelques années plus tôt. Certes, l'autogestion yougoslave a été écornée par les critiques bien avant l'éclatement du pays, et comme on l'a vu, au début des années 1980, elle a été quasiment liquidée comme modèle de société par ses introducteurs principaux en France avant même que ne disparaissent les références à l'autogestion dans les programmes de la gauche au pouvoir. Néanmoins, il restait dans l'imaginaire sur la Yougoslavie une forme de sympathie et le souvenir d'une proximité de vue, faisant écho au-delà de la gauche autogestionnaire, à la volonté de non-alignement. Une telle éclipse mérite qu'on s'y attarde. Certes les sciences sociales ont été déstabilisées par la chute du mur de Berlin et la fin du communisme, mais il semble que la rupture d'intelligibilité soit plus profonde face à l'éclatement violent de la Fédération yougoslave. En affirmant ne rien connaître précédemment de la Yougoslavie ou en omettant de rappeler ce que l'on savait de ce pays dans la période socialiste, le lien entre l'avant et l'après est de plus en plus difficile à établir. Ainsi l'idée que la Yougoslavie était un État artificiel, idée très répandue dans l'espace public français, indépendamment des prises de position face au conflit, trouve un point d'ancrage dans cet effacement, presque revendiqué, des connaissances antérieures sur ce pays.

La découverte personnelle du drame

L'engagement face aux crises roumaine et yougoslaves a souvent pour origine une vive émotion face à une situation que l'individu a le sentiment de devoir affronter seul. Chez l'anthropologue Véronique Nahoum-Grappe, infatigable animatrice du comité Vukovar (puis comité Sarajevo-Vukovar), l'opportunité de se rendre dans des camps de réfugiés en Croatie et dans le sud de la Hongrie et d'accompagner des équipes humanitaires, dont fait partie son mari pédopsychiatre, la met en contact direct en juillet 1992 avec ce qu'elle perçoit être « la réalité de la guerre ». Elle est alors bouleversée par le déphasage entre la tragédie qu'elle appréhende sur le terrain par les témoignages des réfugiés, en particulier des Croates ayant

¹³ Bernard Langlois a été directeur jusqu'en 1999 du magazine *Politis* qu'il a fondé en 1988, rédacteur-en-chef de *Tribune socialiste*, journal du PSU de 1972-1974, dans des années où l'autogestion, au programme de ce parti, irrigue la pensée de gauche bien au-delà.

réussi à fuir la ville de Vukovar, et les réactions du milieu intellectuel parisien de gauche très proche de la position officielle du gouvernement français et de la couverture de la presse au début du conflit.

Ce que j'apprends est tellement stupéfiant, des crimes contre les civils alors qu'ici on dit que c'est une guerre civile ... C'est cet énorme déphasage entre ce que j'ai cru percevoir là-bas et ce qu'on en disait ici qui nous a le plus bouleversés. D'autant plus qu'à part les Comités contre la purification ethnique essentiellement en province, toute la classe politique est pro-serbe au sens de Mitterrand, c'est-à-dire [qu'elle pense que] c'est une guerre de tous coupables. Il s'agissait pour les Français d'équilibrer les crimes, parce qu'on soutenait les Serbes et on avait toujours soutenu les Serbes [...]

J'avais une énorme documentation, des dossiers psychiatriques sur les viols commis en 1991 en Croatie sur les gens de Vukovar. [...] J'avais ramené un film fait par des Croates pas du tout nationalistes sur Vukovar avant et après qu'on a essayé de montrer. Un ami nous dit « qu'est-ce que c'est que cette propagande ? »¹⁴.

Véronique Nahoum-Grappe explique que ce qui a déclenché son engagement est l'apparition dans l'espace public des références à la Seconde Guerre mondiale. Que cinquante ans après on assiste à des opérations de tri des populations entre les Serbes et les non Serbes lui a paru insupportable et a ébranlé la certitude qui s'était installée que ces pratiques avaient disparu et qu'après la Shoah, l'injonction 'plus jamais ça' était respectée. Selon son témoignage, cet engagement a occupé chez elle comme chez d'autres militants « tout l'espace de temps disponible jusqu'à la fin de la guerre en Bosnie »¹⁵.

Cette expérience personnelle initiale est souvent liée à des rencontres. Julie Biro qui était en 1991-1992 étudiante à la Sorbonne, se souvient avoir été sensibilisée par des amis yougoslaves installés en France avec leurs parents et également étudiants, Boris et Vladimir Najman. Engagée dans la Coordination étudiante contre l'épuration ethnique, elle a par ailleurs, avec un petit groupe d'étudiants dont les frères Najman, participé à l'élaboration d'une publication intitulée *Bosnie Réagir !*, critique de la position officielle de la France et du traitement médiatique du conflit, jugés par eux attentistes et pro-serbes. Elle aussi, invoque, vingt ans après les faits, un engagement personnel mais de principe. Cette guerre menaçait selon elle l'idée d' « Europe plurielle », que les Européens, par leur attentisme, ne prenaient pas soin de défendre¹⁶.

Jacques Picard, alors directeur de la Maison du monde d'Évry en région parisienne, explique pour sa part l'importance de la parole d'un témoin, l'avocat belgradois Nikola Barović, puis d'un voyage en Voïvodine au nord de la Serbie à la fin de l'année 1992 dans son

¹⁴ V. Nahoum-Grappe [entretien cit]

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Julie Biro, étudiante à la Sorbonne en 1991-1993, entretien du 1^{er} juin 2012. Elle était au moment de l'entretien chargée de mission pour l'Europe du Sud-Est dans l'association CCFD-Terre solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement).

engagement et celui d'un groupe d'habitants d'Évry. Si c'est la publication en couverture du magazine *Télérama* de « la photographie des camps », qui a déclenché la décision de former un collectif ex-Yougoslavie au sein de la Maison du monde, le contact avec des victimes du drame a été déterminant¹⁷. En affirmant leur choc personnel face à la tragédie, les acteurs, intellectuels, artistes et simples citoyens en France, rejoignent les témoignages des observateurs plus directs que sont les journalistes, les diplomates, les militaires ou les personnels humanitaires.

Dans la mobilisation pour la Roumanie et plus encore au moment des conflits yougoslaves, la violence contre les civils est l'élément déclencheur, qui suscite l'indignation première. C'est un élément de langage commun entre les intellectuels, les artistes, les collectifs de citoyens et sans doute le plus petit dénominateur commun des mobilisations citoyennes : Il s'agit « non une guerre civile mais une guerre contre les civils, menée par les militaires »¹⁸, même quand les militaires sont irréguliers. Au-delà des divergences de vue individuelles, cette émotion première est sensiblement la même au sein des collectifs citoyens, qui, presque tous en 1993, choisissent d'utiliser dans leur nom, l'expression « contre la purification ethnique »¹⁹. Patrick Varin, cheville ouvrière du collectif de Die, le rappelle dans une contribution pour les Assises nationales pour la Bosnie-Herzégovine, organisées en octobre 1995 à Toulouse :

Le viol systématique des femmes (tout particulièrement bosniaques) provoque une mobilisation de la mouvance féministe [...] la proximité de cette politique avec le nazisme, l'« ethnique » étant le cache-sexe de la race, a ouvert les yeux et les consciences. On commence aussi à identifier le pôle de résistance, symbolisé par Sarajevo assiégée, le pôle qui se réclame d'une interculturalité séculaire, des principes du droit et de la démocratie et qui se trouve agréée en tant que tel [...] C'est à partir de là que s'est clairement nouée la démarche citoyenne et que des collectifs ont peu à peu émergé, petits, sans relais ni de la part des syndicats, ni de la part des organisations des droits des personnes... Ils travaillent avec les ONG pour l'aide humanitaire²⁰.

La résistance des Bosniaques dans la ville de Sarajevo assiégée vient donc directement rejoindre les aspirations démocratiques de militants d'une France 'plurielle' qui voient là un exemple et peut-être même une leçon.

Cinq ans plus tard, au moment de la crise du Kosovo en 1999, les motifs de l'engagement de citoyens français en faveur de ceux qui apparaissent comme les victimes, les Albanais du Kosovo, n'ont pas fondamentalement changé. Martine Storti, inspectrice de

¹⁷ J. Picard [entretien cit]. Il s'agit de l'image extraite du reportage de la chaîne britannique ITN montrant les prisonniers derrière les barbelés dans le camp d'Omarska (voir chapitre 4).

¹⁸ Alain Finkielkraut, interviewé par Marcel Ophuls, in *Veillée d'armes... op. cit.*

¹⁹ Ces collectifs ont été renommés à la fin de la guerre. *Convergences Bosnie-Hérzégovine*, n° 4 (avril 1996) publie la liste des contacts d'une centaine de collectifs qui portent les noms de collectif Bosnie Aquitaine, Collectif du Mans pour la Paix en ex-Yougoslavie, Collectif pour la Paix en ex-Yougoslavie Saint-Brieuc, Coordination paloise, Citoyens Strasbourg pour Sarajevo, Sveza, Collectif de Montpellier, etc.

²⁰ P. Varin, *Contribution aux Assises nationales...*, rapport. cit.

l'éducation nationale, ancienne journaliste et professeur de philosophie, évoque dans un livre consacré aux projets éducatifs qu'elle a menés au Kosovo pour le compte du gouvernement français, les raisons de son engagement soudain pour la cause des Kosovars et la reconstruction du Kosovo, alors qu'elle reconnaît avoir peu suivi les événements précédents en Bosnie-Herzégovine et en Croatie :

Je n'ai jamais pour ma part considéré que les Albanais étaient victimes d'un génocide mais cette destruction délibérée de l'identité administrative signifiait clairement la volonté d'une expulsion sans retour, attestant que des milliers de femmes et d'hommes n'avaient pas le droit de vivre là où ils étaient nés, qu'ils étaient de trop, peut-être pas sur la terre entière mais assurément sur celle-là. Cette négation identitaire a été l'élément qui m'a le plus troublée, même si d'autres raisons ont joué aussi : le fait que cette guerre se passe en Europe, à deux heures d'avion de Paris, comme on ne cessait de le répéter ; que la France y était engagée, ce qui la faisait rompre enfin, avec la politique d'indulgence à l'égard de la Serbie, qu'elle avait manifestée pendant les guerres de la dernière décennie dans l'ex-Yougoslavie ; que l'intervention de l'OTAN paraissait si mal pensée, sans objectifs clairement affichés, qu'on pouvait craindre qu'elle n'aboutisse pas²¹.

Le sentiment d'atteinte à la personne et l'affirmation de la source personnelle de la colère et de l'engagement fait écho à une histoire personnelle et familiale. Ainsi, les réminiscences de la Seconde Guerre mondiale et du génocide juif touchent plus profondément des individus aux origines juives, alors même que les guerres en Croatie et Bosnie-Herzégovine coïncident avec le début du renouveau de la mémoire de la Shoah, y compris dans les familles où la tragédie avait été auparavant refoulée. Véronique Nahoum-Grappe et Julie Biro ont mentionné ce fait en entretien. La journaliste et écrivaine Louise Lambrichs, engagée dans la cause des Croates, écrit pour sa part dans un essai qu'elle a consacré à Peter Handke et à ses prises de position sur les conflits yougoslaves :

Eh bien disons que Handke m'apparaît comme un spécimen caractéristique de notre génération, en tant qu'elle est issue de cette horreur impensable que fut la Deuxième Guerre mondiale. Dix ans, ce n'est rien. Et pour des tas de raisons que je n'aurai pas le temps de te détailler ici – mais enfin tu sais que je suis juive, d'origine à la fois hongroise, autrichienne, belge et un peu française – nous sommes bien le produit de la même histoire²².

En décryptant l'histoire familiale de l'écrivain autrichien né en 1943, elle fait le lien entre l'engagement nazi de son père et ses positions pro-serbes à partir du milieu des années 1990²³. Ce faisant, elle raconte en creux sa propre redécouverte du génocide juif dans les phénomènes d'épuration ethnique de la Yougoslavie des années 1990.

²¹ M. Storti, *Cahiers du Kosovo...*, op. cit., p. 7.

²² Louise Lambrichs, *Nous ne verrons jamais Vukovar*, Paris, Philippe Rey, 2005, p. 19.

²³ Peter Handke, *Un voyage hivernal vers le Danube, la Save, la Morava et la Drina*, Paris, Gallimard, 1996 [éd. originale 1996], 125 p.

À leur façon, ces formes d'actions collectives citoyennes, qui prétendent faire de la politique par le bas, entendent donc respecter l'individualisation de l'engagement et le fait d'être touché émotionnellement. Il s'agit d'intégrer la revendication d'individualisation au risque d'une porosité entre intime et public, avec des conséquences importantes sur la définition de l'action collective :

Il ne s'agit plus d'une citoyenneté tendue vers le seul espace public, c'est-à-dire celui qui a été déterminé comme tel et qui renvoie à un espace « privé » ce qui ne doit pas faire irruption ce qu'on ne veut pas entendre [...]. Il s'agit au contraire d'une non séparation privé/public agissante dans ce creusement de la citoyenneté, où des subjectivités intimes transitent dans l'espace public²⁴.

De la focalisation sur les victimes à l'action politique

Les lectures médiatiques des crises roumaine et yougoslaves suscitent une dépolitisation du propos et une focalisation sur les victimes civiles des guerres, sur la misère ou le système deshumanisant dans le cas roumain, reflétant aussi le traitement que les différents gouvernements européens font de ces crises 'à deux heures d'avion'. Si on suit les conclusions de Didier Fassin, selon lequel une nouvelle vision du monde modelée par l'idéologie humanitaire se généralise à partir du milieu des années 1990 à la fois en politique intérieure et dans les opérations extérieures menées par les démocraties occidentales, on voit déjà la « raison humanitaire » à l'œuvre dans ces deux crises européennes du début de la décennie 1990 avec les contradictions, les impuissances et les errements des interventions extérieures, que nous avons relevés plus haut²⁵. La guerre du Kosovo et l'instrumentalisation de l'argument humanitaire à laquelle elle a donné lieu, marquent une étape supplémentaire dans le processus d'installation de l'humanitaire comme mode de gouvernement. En réaction à ce qu'ils perçoivent de ce traitement par leurs gouvernements et les médias, les citoyens mobilisés oscillent entre l'affirmation et la défense de valeurs et de principes impérieux -droit des personnes, démocratie, société multiculturelle, citoyenneté, égalité, anti-nationalisme-, et la focalisation sur le drame vécu pour le dénoncer.

Ce positionnement se traduit par l'organisation d'actions qu'on peut appeler symboliques à côté des actions plus traditionnellement protestataires que sont la manifestation ou la pétition, non seulement dans les milieux artistiques, mais aussi à l'initiative d'associations

²⁴ P. Varin, *Contribution aux Assises nationales...*, rapport. cit.

²⁵ Didier Fassin voit l'émergence d'une « nouvelle économie morale, dont la raison humanitaire serait le cœur » se mettre en place dans les dernières décennies du XX^e siècle, il situe « le moment humanitaire de l'histoire contemporaine » plutôt entre 1995 et 2005 (D. Fassin, *La raison humanitaire...*, *op. cit.*, p. 16 et p. 24.)

de citoyens, d'intellectuels ou de groupes divers. Parmi ces actions, on trouve des marches citoyennes sur le terrain en conflit visant à briser symboliquement le siège –celle qui a mobilisé le plus les Français a été organisée par le collectif *Mir sada* [La paix maintenant] à l'été 1993²⁶- et des *happenings* organisés localement. En décembre 1992, la première action du collectif ex-Yougoslavie d'Évry sera ainsi la réalisation en extérieur d'une gigantesque fresques composée des portraits d'habitants de la commune et portant le slogan : « sur le mur de la haine, construisons la mosaïque de nos visages » :

Durant tout un week-end en décembre 1992, il y a eu la construction d'une fresque ; chacun devait apporter un portrait de soi avec un mot pour se présenter. Histoire de répondre à la question : si la purification ethnique arrive chez nous, ça serait quoi ?²⁷

La question qui se pose aux militants est alors celle de la frontière entre action symbolique et action politique et celle des moyens pour passer de l'une à l'autre dans un contexte de crise de l'action politique traditionnelle. La difficulté n'est pas nouvelle : depuis les années 1980, on a vu émerger sur les questions sociétales (racisme, écologie, Sida) en France, comme ailleurs en Europe et aux États-Unis, des mobilisations qui ont affirmé leur apolitisme et qui ont introduit des actions novatrices parfois spectaculaires et médiatiques. L'organisation britannique Greenpeace a été un précurseur et en France deux organisations se sont particulièrement illustrées dans ce domaine en France : SOS Racisme sur le terrain de la lutte contre toutes les formes de racisme et Act up dans la sensibilisation et la lutte contre le sida.

Dans ces nouvelles façons de faire de la politique qui allient un engagement perçu d'abord comme personnel et le refus d'adopter un modèle d'interprétation proposé par un parti politique ou un courant de pensée déclaré, certains acteurs ont applaudi la mise en place d'une « politique antipolitique »²⁸ à l'image des dissidences est-européennes, qui place l'éthique au centre de l'attention. Même si elle s'appuie sur le sentiment que les menaces en Yougoslavie et en France peuvent être de nature similaire (racisme, nationalisme, exclusion de l'autre, attaque de la démocratie), l'engagement reste formulé sur le front moral.

[Toutes les initiatives concernant l'ex-Yougoslavie font le lien entre] la purification ethnique menée par par Karadžić, le développement de l'exclusion et du racisme en France et, souvent, la montée de l'islamisme en Algérie, moins pour imaginer un front antifasciste (que certains

²⁶ Des premières marches ont été organisées deux ans plus tôt à l'initiative du réseau HCA : « Citoyens pour la paix » du 25 au 29 septembre 1991 avec 400 participants, puis une autre plus petite en décembre 1991 menée par l'AEC Montpellier. Ces deux actions ont mobilisé plus d'associations anti-nationalistes yougoslaves que celles de Mir Sada, mais ont aussi compté moins de Français dans leurs rangs (P. Dalmas et B. Dréano, *Rapport de l'Assemblée européenne des citoyens...*, op. cit., p. 65-67).

²⁷ J. Picard [entretien cit].

²⁸ J.-A. Dérens, « La résistance citoyenne : une politique anti-politique », *Citoyens, citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine*, sept. 1994 [archives n.d. Dréano].

appellent cependant de leurs vœux) que pour exprimer ce sentiment d'une menace identitaire et cette idée de la nécessité d'agir pour « préserver quelque chose et résister des quatre fers à quelque chose qui vient²⁹.

Au moment de la guerre en Bosnie, les militants de divers horizons -intellectuels, artistes, humanitaires, simples citoyens-, expriment leur sentiment d'isolement et leur impression que personne n'a envie de mourir pour Sarajevo. Quelque chose de fondamental pour l'identité européenne paraît touché : l'idée de la coexistence des peuples différents. Imposer « la problématique de la Bosnie dans la politique française », c'est titiller la politique traditionnelle, pointer du doigt les problèmes du monde, donc être des lanceurs d'alerte. Dans leur bilan, les militants pour la Bosnie les plus lucides ont avoué qu'il était difficile de passer à l'étape supérieure qui consiste à peser dans un rapport de force politique :

Au total, le mouvement a réussi à imposer la problématique de la Bosnie dans l'opinion publique. On peut dire qu'il a réussi à planter l'épine dans la chair du politique en France. Mais on n'a pas réussi à dépasser ce niveau, à établir un rapport de force pour peser sur la politique détestable du gouvernement français³⁰.

Voyant leurs ennemis dans les nationalistes balkaniques (en particulier serbe) ayant prospéré sur le déclin du socialisme, ils ont eu l'impression que le mouvement citoyen pour la Bosnie a bousculé les clivages politiques traditionnels, et que c'est une raison de sa difficulté à passer au politique :

Se situant à l'entrecroisement périlleux de l'antifascisme et de l'antisocialisme réel, il a eu les sensibilités antifascistes habituelles plutôt contre lui, celles de la gauche et de l'extrême gauche. Il ne peut s'appuyer sur aucun des schémas politiques prégnants, déjà éprouvés, qui font sortir les gens de leur réserve (comme l'anti-impérialisme –avec toutes ses ambiguïtés- pendant la guerre du Golfe)³¹.

Si la cause poursuivie par les associations citoyennes n'arrive pas à s'élaborer de manière politique, le problème principal est qu'elle reste formulée en terme de victimes et bourreaux. En comparaison, la politique réelle avec ses négociations et ses compromis ne peut donc paraître que cynique. Dans les associations de citoyens, les divergences ont été latentes pendant tout le conflit entre les militants qui affichaient une solidarité avec les démocrates et les forces anti-nationalistes de tous les peuples yougoslaves, et ceux qui affirmaient

²⁹ B. Dréano, « Le révélateur bosniaque... », art. cit., p. 44 ; voir aussi le titre de l'essai de Jacques Julliard, *Ce fascisme qui vient...*, op. cit.

³⁰ P. Varin, *Contribution aux Assises nationales...*, rapport cit.

³¹ Ibid.

vouloir « défendre tous les Bosniaques, la résistance bosniaque dans toutes ses composantes, la Bosnie unie et pluriculturelle, l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine »³².

Ces derniers, majoritaires au sein des collectifs contre l'épuration ethnique³³ se sont insurgés contre ce qu'ils percevaient comme une « logique négationniste » dans les positions du gouvernement français et celles des médias, en particulier lors des négociations avec les dirigeants serbes de Bosnie et de Serbie. Cette position oblige à rester dans une opposition victimes/ bourreaux et à réclamer une intervention militaire extérieure comme unique solution.

Nous ne nous ingérons pas dans les affaires intérieures bosniaques, nous ne choisissons pas nos bons et nos mauvais Bosniaques, comme nous choisirions nos bons et nos mauvais sauvages³⁴.

En mettant en avant une « résistance bosniaque » idéalisée, sans prendre en compte la complexité des forces politiques en Bosnie-Herzégovine, on oublie que le Parti d'action démocratique [*Stranka demokratske akcije* – SDA] du président Izetbegović avait conclu une alliance avec les deux autres parti communautaires -le Parti démocratique serbe [*Srpska demokratska strana*, SDS] et la communauté démocratique croate [*Hrvatska demokratska zajednica*, HDZ]- lors des premières élections libres de mars 1991, permettant la victoire de ces derniers. Au final, cette position contribue à cautionner un traitement plus humanitaire que politique de la crise, même s'il part de présupposés opposés à ceux des gouvernements occidentaux qui, jusqu'en 1995 ont proposé des solutions humanitaires à la crise yougoslave, faute d'intervenir politiquement ou militairement.

En 1999, l'intervention occidentale au Kosovo en alliant une action militaire au nom de la protection des Albanais victimes de la répression du régime policier serbe et la mise en place d'une administration des Nations Unies sous-traitant massivement l'aide auprès des populations à des ONG humanitaires, a montré que l'intervention armée pouvait être compatible avec le traitement humanitaire des crises. Mais cette alliance a aussi conduit à de graves échecs politiques, en particulier sur le plan de la protection des minorités. Parce qu'elle n'a pas réussi à empêcher la persécution des populations serbes et d'autres minorités, après le retour des civils albanais en juin 1999, l'administration onusienne a été lourdement discréditée.

³² Bernard Liauted, *Pourquoi il faut dépasser les blocages de la Convention nationale des collectifs contre la purification ethnique*. Contribution pour les Assises nationales contre la purification ethnique du 19 et 20 novembre 1994, p. 2.

³³ B. Dréano, « Le révélateur bosniaque... », art. cit., p. 44.

³⁴ B. Liauted, *Pourquoi il faut dépasser...*, rapport cit., p. 2.

Les antécédents militants d'une solidarité avec les victimes

En France, la révolte étudiante de 1968 et ses conséquences dans la société sont des éléments structurant pour la formation politique d'une génération d'intellectuels et de militants à gauche. Le thème de la 'génération 68' trouve une actualité éditoriale au moment du vingtième anniversaire de ces événements en 1988 et participe à la constitution de la conscience générationnelle³⁵. Pour ces quadragénaires nés juste après la Seconde Guerre mondiale, la découverte du monde extérieur a été souvent associée aux luttes révolutionnaires en Amérique du Sud et en Asie. Être 'dans les convulsions de l'histoire' est une façon d'appréhender le monde. Rony Brauman, qui fut brièvement membre du groupe maoïste de la Gauche prolétarienne (GP) au début des années 1970, témoigne de ce rapport au monde et à l'histoire :

La résonance planétaire du mouvement anti-guerre, la sensation de vibrer à l'unisson comptaient beaucoup à 15 ans pour se bricoler une appartenance et se situer dans une filiation autre que familiale ou biographique³⁶.

Une expérience partagée dans un spectre large de la gauche française est le passage du soutien aux révolutionnaires dans le monde, en particulier dans le tiers-monde selon la terminologie alors en vigueur, à savoir au Vietnam, à Cuba, puis dans la Chine de la Révolution culturelle, à l'engagement humanitaire en faveur des victimes du communisme dans la seconde moitié des années 1970. Pourtant, ce tournant idéologique majeur a été rarement explicité et surtout, il ne s'est accompagné ni de recompositions politiques immédiates, ni de l'abandon des rhétoriques révolutionnaires. Cette distorsion des temporalités a des effets qui se font sentir sur plusieurs années, voire plusieurs décennies. Dans les années 1990, ce tournant ne paraît pas encore explicité.

Pour les chrétiens de gauche engagés dans le tiers-mondisme, comme pour les militants marxistes, le 'moment gauchiste' se termine à la fin des années 1970 dans la désillusion face au devenir des révolutions en Asie et en Amérique latine, accentuée par la reprise en main effectuée par l'Église catholique sur les associations affiliées qui s'en étaient quelque peu émancipées. Dans les milieux gauchistes, en particulier chez les maoïstes, le passage de l'engagement révolutionnaire à la défense des droits de l'Homme s'est matérialisé dans une initiative appelée « Un bateau pour le Vietnam » menée à l'automne 1978 en soutien aux *Boat people* vietnamiens fuyant le régime communiste. Touchés par les images de civils, dont beaucoup de femmes et d'enfants dans une situation dramatique, des intellectuels et des

³⁵ Voir l'enquête de Patrick Rotman et Hervé Hamon, *Génération, T.1. Les années de rêves. T.2. Les années de poudre* (Paris, Seuil, 1986) puis la série télévisée homonyme diffusée sur la chaîne de télévision TF1 (1988).

³⁶ R. Brauman, *Penser dans l'urgence...*, *op. cit.*, p. 12.

responsables humanitaires, dont Bernard Kouchner, entreprennent alors d'affréter un bateau pour recueillir les réfugiés en mer de Chine. Menée entre autres par les jeunes 'nouveaux philosophes', l'opération a associé des personnalités majeures de la scène intellectuelle parisienne, dont Jean-Paul Sartre, François Mauriac, mais aussi Jean-François Revel, Edgar Morin, Vladimir Jankélévitch ou encore Raymond Aron.

Le nombre d'ex-communistes parmi eux (dont des « nouveaux philosophes » comme André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy, cofondateurs du comité) montre la bascule qui s'est opérée ces années-là et le nom du comité lui-même était évidemment un clin d'œil des seventies à feu les sixties. Combien de signataires avaient participé, en 1966, au premier bateau pour le Vietnam destiné celui-là aux « héroïques combattants vietnamiens » ? Plusieurs, bien sûr et ils revenaient à la charge douze ans plus tard, avec un second « bateau pour le Vietnam », destiné aux victimes de leurs héros d'antan. Nous restions dans cette sainte trinité héros-victimes-bourreaux, mais avec une distribution différente des rôles. C'était cela la revanche, et si j'en parle un peu ironiquement, je n'oublie pas que je décris en même temps mon propre état d'esprit à ce moment³⁷.

Des études sociologiques ont montré que le désengagement des militants communistes est difficilement explicable par des raisons objectives, comme les révélations sur le monde soviétique ou l'effondrement du bloc communiste. On connaît en réalité mal « les processus subjectifs, probablement très variables, qui sont au principe de la rencontre entre des 'faits' et leur 'perception' »³⁸. Les logiques d'engagement et de désengagement militants se cristallisent à la croisée des trajectoires biographiques et des modifications des cadres de perception. Dans la conversion à la défense des droits de l'Homme et le soutien aux victimes de la violence des États, en particulier de ceux dirigés par des révolutionnaires, la logique du raisonnement héros-victimes-bourreaux, déjà présente dans les rhétoriques révolutionnaires des décennies précédentes, semble se perpétuer : il s'agit de sauver une victime persécutée et de dénoncer les actes perpétrés par des bourreaux. De plus, concernant un objet lointain, le passage de la défense des révolutionnaires à la défense des victimes des révolutions a pu rester peu explicite et s'accompagner de justifications approximatives.

D'une manière générale, le développement et l'évolution des mobilisations collectives s'appuient d'abord sur des logiques propres aux acteurs mobilisés et à leur environnement social immédiat, plutôt qu'ils ne suivent les besoins et les trajectoires de ceux qui en sont les bénéficiaires visés. Dans le cas d'une mobilisation pour une cause à l'étranger, cette distorsion est encore plus grande, même si les acteurs ont à cœur de veiller au respect de leurs interlocuteurs. Dans les différentes formes que prend au début des années 1990 l'élan

³⁷ *Ibid.*, p. 74.

³⁸ B. Pudal, « Gérard Belloin, de l'engagement communiste à l'auto-analyse », in O. Fillieule (ed.), *Le désengagement militant...op cit.*, p. 155.

humanitaire français envers une Roumanie imaginée plus que connue, les projections des militants ont été décisives dans leur engagement.

Qu'il s'agisse de la valorisation nostalgique – et révélatrice d'une idéologie de la société civile et du « bas »- des villages lors de la mobilisation d'OVR contre la systématisation lancée par le régime de Ceaușescu -, qu'il s'agisse de l'émotion des convoyeurs vivants, cinquante ans après la libération, l'émotion d'être accueillis en héros par des enfants quémendant des friandises, ou enfin du travail de fidélité à soi de certains acteurs de la gauche non communiste³⁹.

Dire que l'appréhension d'un événement a une dimension générationnelle peut aussi signifier qu'elle stabilise un rapport de génération qui va au-delà de la définition biologique du terme. Face à un événement comme un conflit armé, la césure entre l'avant et l'après est tellement profonde que les observateurs impliqués émotionnellement autant que ceux qui le vivent directement subissent ce rapport de génération. Julie Biro explique avoir eu « l'impression très forte de décalage générationnel », au sens où l'éclatement de la Yougoslavie avait touché particulièrement sa génération qui avait une vingtaine d'année en 1989-1990. Le politologue Xavier Bougarel, qui commença ses recherches de doctorat juste avant l'éclatement de la guerre et fut lecteur à la faculté de droit de Belgrade entre 1990 et 1992 constate pour sa part que le fait d'avoir connu la Yougoslavie avant 1991 le sépare irrémédiablement de ceux qui ont commencé à s'y intéresser pendant la guerre ou après :

Cette inscription dans l'espace et dans le temps de toute expérience de la guerre explique les effets de filiation ethnique et d'appartenance générationnelle auxquels les chercheurs travaillant sur l'espace yougoslave n'ont pas échappé. Ainsi, j'ai toujours été surpris de voir à quel point les personnes ayant commencé à étudier la Yougoslavie avant et après 1991 avaient une perception différente des événements, et je suis sorti de ce constat prématurément vieilli⁴⁰.

Les Français formés à l'action militante en 1968 ou juste après sont bien représentés dans les mobilisations des années 1990 dont il est question. Cependant, par les innovations qu'elles ont proposées, on peut supposer que ces dernières ont aussi participé à stabiliser un rapport de génération au-delà de la génération au sens biologique du terme.

Il existe des rythmes et des seuils de l'expérience spécifique aux générations qui, une fois institutionnalisés ou franchis, engendrent des histoires communes. Ils saisissent l'ensemble des hommes qui vivent à une même époque [...] D'un point de vue temporel, on peut par conséquent parler d'unités générationnelles politiques et sociales ayant pour trait commun d'avoir fait et recueilli des expériences uniques ou répétées, de les avoir régulées ou d'avoir justement fait l'épreuve de ces vagues d'expériences collectives⁴¹.

³⁹ J. Siméant, « Préface », in G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, *op. cit.*, p. 16.

⁴⁰ X. Bougarel, « Travailler sur l'Islam dans la Bosnie en guerre », *Les risques du métier. Engagement problématique en sciences sociales, Culture et conflits*, n° 47, automne 2002, p. 56, note 11.

⁴¹ R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, *op. cit.*, p. 209.

Les médiateurs autochtones des mobilisations

Aux États-Unis, l'analyse du poids des lobbies issus des migrations yougoslaves ou de groupes aspirant à les représenter sur la politique et l'opinion publique est pertinente pour comprendre les logiques qui ont pesé sur les décisions du gouvernement américain et les perceptions qu'ont eu les Américains des conflits yougoslaves. La question se présente différemment en Europe où les pratiques lobbyistes sont moins développées et où ces communautés étaient moins politisées. En France, l'impératif d'assimilation a de plus longtemps été dominant, laissant aux communautés immigrées une place faible pour l'affirmation de leurs particularités culturelles et quasiment aucune pour une représentation politique. Quand elles ont eu lieu, les dénonciations de l'influence du lobby serbe en France et du lobby croate en Allemagne ont donc souvent relevé plutôt du fantasme que de la réalité.

Par ailleurs, parmi les communautés immigrées en France, l'immigration yougoslave comme l'immigration roumaine étaient très peu organisée avant 1989. Les Serbes qui ont fait entendre leurs voix, en particulier autour de l'Église Saint Sava à Paris, ne l'ont fait que de façon épisodique en particulier au moment de l'intervention de l'OTAN en 1999. Ils ont eu le soutien du gouvernement de Belgrade via son ministère de la Diaspora [*Ministarstvo za veze sa Srbima izvan Srbije*] et de l'Union mondiale serbe [*Svetska srpska zajednica*], toutes deux créées à des buts ouvertement patriotiques⁴². Au début du conflit, la cohésion autour de Slobodan Milošević est bien moins grande parmi la diaspora serbe dans le monde (estimée à 5 millions de personnes) que celle de la diaspora croate (estimée à plus de 2 millions de personnes) autour de Franjo Tuđman⁴³. En France, cette immigration est au début des années 1990 majoritairement serbe : elle est de l'ordre de 100 000 à 150 000 personnes, soit les trois-quarts des immigrés yougoslaves. Arrivés dans l'hexagone majoritairement dans les années 1960, ils ont des rapports plutôt distendus avec leur pays d'origine. Le désir d'arrachement à un milieu immigré jugé par eux archaïque a pu freiner l'engagement actif en faveur de la Serbie au moment de l'éclatement⁴⁴. Au début des années 1990, des associations serbes d'entraide apparaissent mais leurs militants en critiquent l'inefficacité et l'incapacité à exprimer un autre point de vue que le point de vue perçu comme dominant et antiserbe de la presse française.

⁴² Diane Masson, « Les tentatives de manipulation de la mère-patrie. Slobodan Milošević et la diaspora serbe 1990-2000 », in Christophe Colera (ed.), *Une communauté dans un contexte de guerre. La « diaspora » serbe en Occident*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 54.

⁴³ *Ibid.*, p. 55.

⁴⁴ C. Colera, « Construction identitaire et engagement politique des Serbes de France ou Français d'origine serbe dans les années 1990 », in C. Colera (ed.), *op. cit.*, p. 111.

Dans ce milieu sur lequel les études manquent, il semble que l'éclatement de Yougoslavie ait certes provoqué un repli sur soi identitaire, mais il a été contrebalancé par la difficulté à donner un contenu précis à l'identité serbe et le sentiment d'un fossé avec le pays d'origine⁴⁵. Pour sa part, l'Association Sarajevo, bien que lancée par des Bosniens, s'est positionnée dans le débat public français comme une association non communautaire.

Les mobilisations communautaires sont restées périphériques dans l'espace public français et les ressortissants yougoslaves ou d'origine yougoslave qui s'y sont engagés au moment de la guerre l'ont fait la plupart du temps à titre individuel au sein d'organisations françaises. Certains intellectuels et acteurs politiques ex-yougoslaves, en France comme en Allemagne et dans d'autres pays européens, ont pu jouer un rôle d'informateurs, de médiateurs ou de conseillers au sein des mobilisations citoyennes autant qu'auprès des acteurs de l'intervention occidentale ou des médias, mais ils l'ont fait à titre individuel, parfois contre leurs assignations ethniques (dans le cas des Serbes ou des Croates). Ils ont alors participé à des actions collectives dans lesquelles étaient impliqués des individus sans origine yougoslave. Certes, le pôle culturel et idéologique qui s'est constitué autour des Éditions L'Âge d'homme a pu apparaître aux yeux du public français comme une initiative de la diaspora serbe, mais l'activité éditoriale de la maison d'édition et même son activité militante sont en réalité très différentes du lobby au sens américain du terme. Autour de son fondateur, l'éditeur Vladimir Dimitrijević, se sont groupés des écrivains et intellectuels français, ex-yougoslaves et venant d'autres pays européens. De l'autre côté, la parution du livre *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*⁴⁶ en 1993 a pu être vue comme une initiative de la diaspora croate, d'autant plus que l'un de ses auteurs, Neven Šimac, se présentait alors comme le délégué général du Conseil représentatif des Croates de France [*Vijeće hrvatskih udruga i zajednica Francuske*]. Néanmoins, là encore, même si la prise de position des auteurs est clairement partisane, nous y reviendront plus loin, ceux-ci ne représentent pas pour autant une communauté organisée ou numériquement représentative.

Enfin, le rôle de ressortissants yougoslaves affichant des positions anti-nationalistes doit être examiné. Quand ils ont servi d'informateurs, de médiateurs, d'explicateurs voire d'initiateurs dans les mobilisations ayant pour objet les conflits yougoslaves, ils ont pu se trouver en porte-à-faux avec leurs collègues français. Les malentendus peuvent être riches d'enseignement sur ce qui se joue en termes de projection et de représentation de soi et de l'autre. La première difficulté sémantique se trouve dans la qualification d'anti-nationaliste,

⁴⁵ *Ibid.*, p. 113.

⁴⁶ *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, textes rassemblés, traduits et commentés par Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Šimac, Paris, Seuil, 2002 [Fayard 1993].

dans un contexte où l'appartenance nationale et ethnique, enjeu discursif, est devenue une arme de guerre. On conviendra de désigner par ce terme les ressortissants yougoslaves, ou d'origine yougoslave ou ex-yougoslave (en fonction de la période mais aussi de la date considérée comme marquant la fin de la Yougoslavie), qui prennent ouvertement position contre les politiques nationalistes des belligérants, au risque d'aller contre leur assignation ethnique.

Efforts et difficultés de la structuration d'un 'mouvement de solidarité avec la Bosnie'

Avec l'éclatement de la Yougoslavie, faire du cas bosniaque un précédent dans l'organisation de la solidarité internationale apparaît comme une possibilité aux yeux de certains acteurs qui expriment leur conviction que l'engagement militant pour la Bosnie peut servir à enclencher un mouvement plus vaste et à expérimenter des nouvelles formes d'action. Dès le début de la mobilisation face à la crise yougoslave, le besoin de communiquer entre les groupes s'est fait sentir pour éviter la dispersion des forces militantes et se faire entendre dans l'espace public.

Premières actions communes et premiers déboires

Cet effort a commencé par la création d'espaces de dialogue entre acteurs associatifs citoyens et ONG humanitaires. C'est le cas de la plateforme Agir pour la paix en ex-Yougoslavie qui a regroupé, à l'initiative de la Fondation France-libertés, onze associations de défense des droits de l'Homme et des ONG humanitaires actives en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, constituant un lieu d'échanges, de réflexion et d'élaboration de projets en France et sur le terrain⁴⁷. Cet effort a aussi été porté dès 1993 par l'investissement des militants dans la préparation d'actions à dimension internationale, telle que la marche pacifiste vers la ville de Sarajevo initiée par le collectif Mir sada et surtout le soutien à la candidature de Sarajevo au titre de capitale européenne de la culture. Le projet de marche imaginé par des associations pacifistes italiennes au début de l'année 1993 a été relayé en France par des citoyens déjà impliqués dans la mobilisation pour la Bosnie et regroupés autour d'un collectif Mir sada

⁴⁷ La plateforme a été créée en 1993. Elle se réunit régulièrement, Roland Mérieux, permanent de France-Libertés, assure la rédaction des comptes rendus [archives n. d. Dréano]. Une Maison des citoyens a été ouverte à Sarajevo en février 1993 à l'initiative de plusieurs de ces ONG, dont l'AEC. Elle a mené des projets de solidarité dans la ville assiégée avec l'aide des forces armées de la FORPRONU, comme l'organisation d'une cantine scolaire ou l'accueil de jeunes.

France. La méthode n'a cependant pas fait l'unanimité auprès des militants des collectifs Bosnie dont la revendication récurrente était l'appel à l'engagement militaire des États occidentaux. Montée en un mois, l'opération avait pour objectif de faire converger jusqu'à 100 000 participants de 20 pays européens le 4 août 1993 dans la capitale assiégée, dans l'esprit des marches pacifistes de Martin Luther King ou Gandhi, et avec comme précédent l'organisation de marches en Israël et dans les territoires palestiniens en 1989-1990, dans lesquelles les internationaux avaient joué un rôle fructueux de médiateurs entre pacifistes israéliens et palestiniens.

N'ayant réussi finalement à regrouper que quelques 2500 participants, elle a aussi rencontré une série de déboires logistiques qui ont empêché même ces derniers d'atteindre leur but. Alors que de nouvelles négociations ont lieu à Genève sous l'égide de l'ONU qui vont aboutir à la présentation du plan de paix Owen-Stoltenberg proposant une partition de la Bosnie-Herzégovine, des pressions se sont accentuées sur les militants associatifs pour les faire renoncer à leur marche. L'association humanitaire ÉquiLibre qui en assurait l'organisation logistique côté français, s'est retirée fin juillet après avoir acheminé quelques centaines de personnes jusqu'à la ville de Split en Croatie. Des groupes ont essayé d'atteindre Sarajevo par la route, d'autres sont restés plusieurs semaines sur la côte dalmate. Pour les participants, la confrontation avec le terrain a été incontestablement importante, même s'il s'agissait plutôt de la base arrière que de la zone de conflit⁴⁸. Certains ont récusé l'idée que l'opération avait été un échec par le fait que plusieurs milliers de personnes étaient venus jusqu'à Split⁴⁹. D'autres ont déploré le manque de couverture médiatique côté français en comparaison des autres pays européens. La presse française s'est en effet fait l'écho surtout de l'enlèvement puis de la déroute de l'opération⁵⁰. En Italie, l'échec de cette action a marqué un coup d'arrêt aux mobilisations pour la Bosnie, d'autant plus que les organisations qui la portaient subissaient alors la crise frappant les partis de gauche⁵¹. Les associations françaises, qui n'en étaient pas

⁴⁸ Dans une lettre datée du 22 août 1993 et adressée au journal *Le Canard enchaîné*, le directeur de l'association ÉquiLibre, Alain Michel, explique que les problèmes se sont posés parce que les participants se sont retrouvés dans la situation d'un gros convoi et non plus d'un mouvement, alors que le front fixe devenait un front mobile rendant impossible les négociations avec les belligérants et les responsables de l'ONU et du HCR pour assurer le passage. [archives n.d. Dréano].

⁴⁹ « Les rencontres, les réflexions, les remises en question, tout ce qui aura été vécu durant ces dix jours auront beaucoup, beaucoup apporté », Alain Michel, lettre cit. ; Une militante d'un collectif Bosnie de Bretagne, qui a passé tout le mois d'août dans la ville de Split, fait part de son témoignage sur les tris de populations opérés par la police croate et appelle à dénoncer le nettoyage ethnique pratiqué par les Croates, voir Catherine Hervé, *Prisons et camps de détention en Herzégovine. Nettoyage ethnique de la rive gauche de la Neretva, au sud de Mostar*, doc. dactylographié, Collectif pour la paix en ex-Yougoslavie, Saint Briec [archives de l'A. S.]

⁵⁰ « Il faut noter l'absence totale de couverture des grands médias nationaux alors que la BBC ou la RAI ont suivi toute l'opération Mir sada », AEC Saint-Etienne, *Compte-rendu de « à ses adhérents et à toutes celles et ceux qui nous ont soutenus moralement et matériellement »*, p.1.

⁵¹ P. Dalmas et B. Dréano, *Rapport de l'Assemblée européenne des citoyens...*, op. cit, p. 67.

initiatrices, ont moins pâti de cet échec et les participants ont aussi retenu comme positive l'expérience du terrain et du travail en commun entre travailleurs humanitaires et associations de citoyens.

De la constitution de réseaux à l'expression d'un 'mouvement pour la Bosnie'

La mobilisation pour 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe' durant toute l'année 1993 n'a certes pas non plus atteint son objectif -obtenir de la Commission européenne la nomination effective de la capitale de Bosnie-Herzégovine-, mais elle a été plus positive pour la structuration des groupes et elle a permis le rapprochement entre les milieux artistiques et les associations de citoyens. C'est en effet autour de cette initiative que la volonté de structurer un mouvement visible sur le plan national s'est d'abord faite entendre. Cette démarche s'est poursuivie dans les efforts pour coordonner l'activité des collectifs de citoyens contre la purification ethnique. D'abord regroupés au sein d'une Convention nationale (à partir d'avril 1993), puis d'une Plateforme nationale, ils ont affirmé en juin 1994 leur objectif de « passer de l'action militante à l'action politique »⁵², d'émerger dans l'espace public en tant que « démarche citoyenne » pour constituer « un mouvement civique, capable d'agir en politique »⁵³.

Deux objectifs différents vont alors s'entremêler : atteindre un niveau de coordination entre les groupes suffisant pour rendre les actions plus efficaces (sur le terrain comme en France) et rendre visible un mouvement porteur d'une position politique commune vis-à-vis du conflit. Après des premières assises de la convention nationale des collectifs contre la purification ethnique qui ont regroupé une trentaine de collectifs le 4 avril 1993, la première tentative qui vise à structurer le mouvement citoyen au niveau national a lieu lors d'assises pour la Bosnie, organisée les 22 et 23 janvier 1994 à l'initiative de l'association Sarajevo capitale culturelle de l'Europe et accueillies par la Scène nationale d'Orléans. La majorité des collectifs contre l'épuration ethnique et les acteurs principaux des premières mobilisations publiques (Comité Vukovar, Association Sarajevo) ont participé à cette réunion mais non les intellectuels de la scène médiatique parisienne. La réunion, qui a rassemblé 250 à 300 participants venus de toute la France, a été l'occasion pour les collectifs, ainsi que pour l'Association Sarajevo capitale culturelle de l'Europe et son président le directeur du Festival d'Avignon Bernard

⁵² Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de l'Association Sarajevo, 1^{er} septembre 1994.

⁵³ *Manifestation du 4 juin à Caen, bilan et perspectives*, rapport de la Convention nationale des Comités contre la Purification ethnique. Citoyens, Citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine, 1994.

Faivre d'Arcier, de faire des propositions de regroupement, même si elles n'ont pas été immédiatement convergentes :

Début 1994, il y a un parallélisme entre l'équipe qui pense revenir à une formulation plus explicitement politique et les collectifs qui ont suivi le plus souvent l'opération avec enthousiasme, mais qui ne sont pas intégrés dans le travail. Cette difficulté se ressent dans le week-end d'Orléans où Convention et équipe de Sarajevo Cap. cult. (*sic*) ont du mal à trouver un langage commun. Aux États généraux de mars 94 (*sic*) à la Sorbonne cela se traduit par une absence de perspective et une incapacité à intégrer la force de travail des collectifs. Ces États généraux ont cependant le rôle positif de faciliter les échanges nationaux entre collectifs par la présence à Paris⁵⁴.

Les États généraux, annoncés à Orléans et organisés à la Sorbonne en avril 1994, n'ont pas eu l'ampleur escomptée et sont restés une manifestation parisienne où des intellectuels, des artistes et quelques humanitaires ont apporté des témoignages. De leur côté, les collectifs citoyens ont continué après la réunion d'Orléans à fédérer leurs activités en organisant plusieurs réunions nationales avec l'objectif affiché de structurer un mouvement. Une Convention nationale des collectifs contre la purification ethnique a eu lieu en avril 1994 à Lyon. Après la manifestation de Caen et les élections européennes (juin 1994), des assises nationales contre la purification ethnique ont été organisées les 19 et 20 novembre 1994 à Montreuil. Elles ont été suivies par d'autres assises à Toulouse les 28 et 29 octobre 1995 puis à Nantes les 20 et 21 mars 1996, après que les Accords de Dayton aient mis fin aux combats en Bosnie-Herzégovine⁵⁵.

Cet élan pour coordonner l'action de collectifs citoyens formés en réaction au conflit est aussi observable de la part des associations étudiantes et féministes, ainsi que dans l'action syndicale. Les associations étudiantes, particulièrement actives à Lyon, Rennes, Caen et Paris, ont mis en place en 1993 une coordination nationale. La mobilisation des associations féministes, vive dès le début du conflit sur le thème de la dénonciation du viol comme arme de guerre, se structure et se coordonne en 1993 autour de l'association Solidarité avec les femmes d'ex-Yougoslavie, qui centralise informations, pétitions, activités de mobilisation et de secours⁵⁶. On note aussi l'existence du 'Secours ouvrier pour la Bosnie' [*Worker aid for Bosnia*]⁵⁷ et du 'convoi syndical pour la Bosnie', deux initiatives syndicales européennes qui ont organisé l'acheminement d'aide humanitaire en collaboration avec d'autres acteurs associatifs. Leurs actions ont essentiellement concerné la ville industrielle de Tuzla, plus

⁵⁴ *Bilan du mouvement*, rapport cit., p. 4.

⁵⁵ Voir l'article « Compte-rendu des Assises des collectifs de Nantes », *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n°4, avril 1996, cahier spécial, p. VII à XIV.

⁵⁶ Françoise Collin, « Ex-Yougoslavie : l'aide humanitaire sans les droits humains », *Les Cahiers du GRIF*, n°47, 1993, p. 125-136.

⁵⁷ Workers Aid for Bosnia est une association créée au Royaume-Uni en 1993 par des militants syndicaux et qui a ensuite eu des relais en France.

accessible et épargnée des combats et surtout dirigée par un maire social-démocrate. Une observatrice proche des organisations syndicales décrit cet esprit de travail collectif comme une

tentative consciente de reconstruire l'internationale des travailleurs [alors même que] des discussions sont en cours pour transformer l'initiative du Convoi syndical pour la Bosnie en cadre de travail permanent de la solidarité internationale⁵⁸.

Reconstituer ces opérations et en mesurer l'impact dans l'évolution des pratiques de coopération internationale des organisations syndicales et dans les investissements individuels des militants nécessiteraient des recherches spécifiques qui n'ont pas pu être faites dans le cadre de ce travail. Néanmoins, il est intéressant de noter que l'effort de structuration d'une activité internationale européenne et intersyndicale se manifeste précisément au moment de la mobilisation pour la Bosnie.

La recherche d'un passage au politique

Outre les difficultés de fonctionnement inhérentes à des structures associatives formées à l'occasion d'un événement conjoncturel, en particulier la paralysie, la cacophonie ou la prise de contrôle par un petit groupe⁵⁹, les difficultés de la connaissance du terrain étranger qui fait l'objet de la mobilisation et de la transmission des informations à son propos sont ici accrues par les modes de décision du collectif participatif. En effet, pris dans l'impératif d'action, le risque est grand de tenir un discours qui ne soit que le plus petit dénominateur commun entre les participants. Au moment où la dynamique du 'mouvement pour la Bosnie' engendré dans le sillage de collectifs *ad hoc* est la plus visible en juin 1994 lors de la manifestation à Caen et des élections européennes, on peut dire qu'il a désormais une position unitaire : demander une intervention militaire occidentale contre ceux qui sont désignés comme les principaux agresseurs -« les nationalistes serbes »- et déplorer que ne soient pas fournis aux Bosniaques les moyens de se défendre.

Politiquement, le mouvement à ce moment-là s'est homogénéisé, il est très majoritairement d'accord pour désigner le nationalisme serbe comme principal agresseur et accepter les moyens militaires pour mettre fin aux sièges des villes bosniaques, et déplore qu'on ne donne pas aux Bosniaques les moyens de se défendre⁶⁰.

⁵⁸ Helen Shaw, « Succès du convoi ouvrier », *Imprecor*, n° 373, oct. 1993, p. 17.

⁵⁹ Le collectif de Paris contre l'épuration ethnique de Paris a ainsi connu un conflit important en 1995 lorsque le président, Alain Guedon, a été accusé par d'autres membres de l'association d'avoir détourné des fonds publics de la ville de Paris, via la structure Action logistique Bosnie qu'il avait créée [voir courrier et tracts, in archives n.d. Dréano].

⁶⁰ *Bilan du mouvement...*, rapport. cit., p. 5.

Les débats sur l'interprétation du conflit et les moyens de réagir, qui ont pu être virulents au sein des collectifs, sont passés au second plan. Les collectifs citoyens se sont multipliés au moment de la révélation par les médias de l'existence des camps en Bosnie à l'été 1993 et l'appel à se positionner contre l'épuration ethnique a bien fonctionné mais ces collectifs de citoyens ont eu plus de difficultés à développer une véritable analyse de la situation.

La liste L'Europe commence à Sarajevo présentée aux élections européennes de juin 1994 a été la tentative la plus visible pour assurer une expression véritablement politique au mouvement et fédérer les initiatives éparpillées. Elle a été aussi l'expression la plus cinglante de ses limites. Cette initiative soutenue par la majorité des acteurs -intellectuels, personnalités politiques, artistes et militants associatifs-, a permis d'inscrire, à la suite d'une initiative de citoyens, la question de la Bosnie-Herzégovine dans l'agenda politique national et européen en dehors des partis politiques. En ce sens, elle est une réalisation concrète d'une nouvelle forme de politique, où une question internationale fait irruption dans les préoccupations des citoyens et le débat public. Mais le retrait, peu de temps avant l'échéance électorale, de Bernard-Henri Lévy et d'un petit groupe de ses fidèles, le maigre score obtenu et surtout le traitement de l'initiative par les médias, qui ont centré leur attention sur les intellectuels et leurs prises de position, ont marqué les limites de la démarche. Les militants associatifs, qui avaient majoritairement soutenu l'initiative et étaient bien représentés sur la liste, ont eu le sentiment d'avoir été exclus du débat sur ce retrait et surtout méconnus comme sujet politique. Soutenant le maintien de la liste, ils ont été confrontés à la rumeur persistante de son retrait⁶¹. L'échec de la liste a eu incontestablement un impact important sur la démobilisation qui se manifeste dans la seconde moitié de l'année 1994 et le début de l'année 1995. Toute la lumière n'a pas été faite sur les raisons de ce retrait. Lévy juge pour sa part que la mobilisation pour la Bosnie a été animée de bien d'autres motifs que les réalités ex-yougoslaves, et qu'elle intervient dans un contexte de recomposition des formes de militantisme :

Nous lançons un appel en faveur de Sarajevo ; mais aussi et tout autant, Rwanda et Sida, ancienne et nouvelle gauche, discrédit du politique, évidence d'une décomposition rampante, volonté de recomposition, bref, toute une demande idéologique qui allait très au-delà de nos préoccupations bosniaques⁶².

⁶¹ « Très vite comme on le sait, la liste s'est trouvée confrontée au 'coup de force' de certaines personnalités de la liste dont les plus médiatiques (BHL, AG,...) pour arrêter l'opération avant les élections. La décision courageuse des collectifs et de la majorité des personnalités de continuer a malheureusement fait l'expérience de la 'mise à mort' médiatique. Le résultat, on le connaît », *ibid.*, p. 5-6.

⁶² B.-H. Lévy, « Mise au point », in « Bosnie. Les intellectuels s'expliquent », *Les Cahiers de la Règle du jeu*, n°1, 16-23 juin 1994, p. 5.

La mobilisation cristallise, selon lui, des attentes par rapport à la politique qu'elle n'est pas en mesure de remplir : « une immense détresse collective – doublée, comme il se doit, d'un non moins immense désir de croire, adhérer, espérer »⁶³. De part sa posture très personnelle dans les mobilisations et son statut de figure médiatique, Lévy n'est pas ici un observateur objectif du mouvement, il n'est pas non plus représentatif des collectifs Bosnie structurés en coordination nationale ou même d'un groupe identifié d'intellectuels. Il parle d'abord en son propre nom. Néanmoins, ce qu'il dit des attentes qu'a suscité cette mobilisation collective chez ceux qui y ont participé en France semble se confirmer dans la suite qu'a prise le mouvement.

Après l'épisode des élections européennes de 1994, le metteur en scène François Tanguy, qui était l'un des initiateurs de la liste L'Europe commence à Sarajevo, va se tourner vers Ariane Mnouchkine et utiliser le Festival d'Avignon pour relancer le mouvement au sein des théâtres. De leur côté, les collectifs Bosnie, après plusieurs mois de démobilisation au niveau national qui n'empêchent pas l'organisation d'actions locales (convois, débats, aide aux réfugiés, etc.), retrouvent au début de l'année 1995 un élan coordonné avec une campagne de soutien à la « Déclaration de Sarajevo libre et unie » (voir annexe n°3.f.). Lancé par la Radio 99 de Sarajevo en août 1994, revendiquant le soutien de « toutes les organisations politiques, professionnelles et religieuses »⁶⁴ de la ville, le texte a été d'abord relayé en France par l'Association Sarajevo et les collectifs Bosnie, puis à partir de juillet 1995 par les artistes de théâtre. Ce texte, signé « Les citoyens de Sarajevo » affirme le refus du partage de la ville⁶⁵. Il revendique la tolérance et le respect des différences comme « héritage » et « base d'un avenir pacifique et heureux ». Le texte demande la levée du siège de Sarajevo et sa démilitarisation et appelle les citoyens européens à apposer leur signature en signe de soutien à une « République bosniaque démocratique et multiculturelle » (selon la traduction française fournie par l'Association Sarajevo). Pour Patrick Varin, ce texte est arrivé à point pour relancer la mobilisation et rencontre pleinement les attentes politiques des militants :

La campagne de signatures en soutien à la « Déclaration de Sarajevo libre et unie » décidée à ces mêmes assises [Montreuil, novembre 1994] était un choix extrêmement juste. Tous avaient besoin d'un texte stimulant clairement ce autour de quoi s'articulait la résistance bosniaque dans la perspective d'une Europe démocratique, donc citoyenne⁶⁶.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ « Déclaration de Sarajevo libre et unie », *Déclaration d'Avignon : point presse*, Paris, Cartoucherie-Théâtre du Soleil, 20 août 1995. En août 1995, le texte revendique 200 000 signatures de sarajeviens (texte reproduit en annexe 3/g).

⁶⁵ En juillet 1994, une nouvelle version du plan Owen-Stoltenberg a été présentée par le Groupe de contact. Il propose toujours une fédéralisation de la Bosnie-Herzégovine, selon des lignes de partage correspondant aux territoires conquis dans les combats.

⁶⁶ P. Varin, « De la conscience à l'action citoyenne », *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n°1, janvier 1996, p. 1.

Malgré cette convergence, la collecte de signatures n'a pas apporté les résultats escomptés : les organisateurs ont revendiqué 140 000 signatures alors qu'un million était attendu⁶⁷. Durant toute l'année 1995, c'est la mobilisation des milieux culturels qui sera la plus visible sur le plan national, même si leurs actions sont soutenues par les collectifs citoyens.

Après la signature des Accords de Dayton en décembre 1995, les collectifs ont continué à s'organiser pour poursuivre leur action. Les dernières assises organisées à Nantes les 20 et 21 mars 1996 témoignent d'une volonté d'affirmer une position commune forte sur les accords de paix et leurs conséquences politiques d'un côté, et de redéployer la solidarité sur le terrain de la reconstruction de l'autre. La défense d'une Bosnie démocratique et multiethnique et le soutien au Tribunal pénal international en sont les lignes principales. Sur le terrain de l'aide à la reconstruction, les comptes rendus de ces assises annoncent plusieurs chantiers urgents pour l'action militante⁶⁸. L'aide aux réfugiés bosniens présents en France apparaît comme un domaine concret, urgent et à portée de comités locaux, même si elle requiert des compétences juridiques et administratives et par conséquent la coopération avec les organisations spécialisées travaillant dans le domaine. D'autres projets sont mentionnés dans le domaine de l'aide aux médias et au monde associatif. Cependant, les comptes rendus des Assises de Nantes pointent déjà en mars 1996 la faiblesse des moyens des associations au regard des enjeux de la reconstruction et l'indispensable professionnalisation de l'aide. Les fonds alloués à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine et plus largement des pays post-yougoslaves après les conflits, qu'ils l'aient été par les gouvernements occidentaux ou des organismes internationaux, ont, de fait, privilégié les projets portés par des organisations privées, publiques ou associatives professionnalisées, même si la problématique du développement de la société civile a été invoquée de façon récurrente. L'existence de fonds pour financer les projets introduit une autre logique que celle de la protestation citoyenne : elle induit la mise en place d'une concurrence entre les organisations, difficilement compatible avec des formes plus informelles d'alliances protestataires. Des avis critiques sur l'utilisation de ces fonds et la gestion des après-guerres ont été formulés dans les années 2000⁶⁹.

Les tentatives de structuration de ces mobilisations citoyennes avec l'objectif de poser les bases d'un mouvement de solidarité internationale, et l'ambition d'inventer de nouvelles façons de faire de la politique, précèdent de quelques années l'émergence du mouvement

⁶⁷ « Déclaration : encore un effort pour être citoyen(ne)s ? », *Citoyens, citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine, coordination régionale Bretagne sud, Bulletin de liaison*, n°4, février 1995, p. 1.

⁶⁸ « Cahier spécial Assises de Nantes 30-31 mars 1996 », *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n°4, avril 1996, p. VII à XIV.

⁶⁹ Voir par ex. Christophe Solioz et Svebor A. Dizdarevic (eds.), *La Bosnie-Herzégovine. Les enjeux de la transition*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; C. Solioz et Wolfgang Petritsch, *Après-guerre dans les Balkans : l'appropriation des processus de transition et de démocratisation pour enjeu*, Paris, Karthala, 2003.

altermondialiste et le tournant transnational dans les mouvements sociaux, qui se dessinent dans la seconde moitié des années 1990. Pourtant des liens existent entre l'altermondialisme en gestation et les mobilisations françaises envers la Roumanie et l'ex-Yougoslavie. Certains acteurs associatifs sont déjà des têtes de réseau dans la participation française aux premiers forums altermondialistes. Il y a cependant une différence notable : les mobilisations face aux guerres yougoslaves, et *a fortiori* celle fédérée par l'Opération villages roumains au moment le plus important de la vague humanitaire roumaine, sont beaucoup plus hétéroclites dans leurs orientations politiques puisque l'anticapitalisme n'est pas l'élément fédérateur. Ces mouvements témoignent plutôt du désir de faire de la politique hors du cadre partisan, d'inventer de nouvelles médiations entre l'individu et le collectif, toujours latent depuis les pratiques autogestionnaires des décennies 1960 et 1970, au moment où les gouvernements européens, expérimentent leur capacité d'unifier une politique étrangère commune et où les organisations humanitaires testent de nouvelles pratiques.

Or, certaines logiques militantes ne fonctionnent plus au début des années 1990. La question qui se pose avec le plus d'acuité est celle de la capacité d'agir face au spectacle de la souffrance, ce que Luc Boltanski appelle déjà en 1993 la « crise de la pitié », et qui se traduit par un profond scepticisme dans la capacité de fonder la politique sur des idéaux moraux⁷⁰. Ces derniers sont pourtant invoqués dans l'ambition de « devenir un grand mouvement de citoyens pour un combat sur des valeurs à l'extérieur de nos frontières », comme le formule par exemple en 1995 la Coordination rennaise des collectifs⁷¹. En s'appuyant sur un drame étranger pour structurer un mouvement citoyen ou établir de nouvelles modalités de l'action collective, les acteurs accordent davantage d'attention à des préoccupations internes plutôt qu'à la situation du pays concerné, au risque de provoquer des malentendus avec ceux auxquels ils destinent leur solidarité. Les traces laissées par ces mobilisations ont été profondes dans la vie de ceux qui s'y sont investis, comme on le constate dans la façon dont se racontent les histoires militantes, l'intensité déclarée de l'expérience vécue, mais aussi dans les non-dits et les difficultés à en parler. La pérennité des engagements et la transmission de ces expériences sur d'autres terrains posent alors problème. Aucun autre pays sortant d'une dictature n'a été, après la Roumanie de Ceaușescu en 1989, l'objet d'un mouvement de solidarité impliquant des acteurs locaux issus de tout le territoire français. Après l'éclatement de la Yougoslavie, aucun autre conflit n'a suscité un tel émoi et une mobilisation aussi forte à propos d'un conflit qui ne concernait pas le territoire national. Il semble qu'il y ait eu des distorsions entre l'investissement des militants dans une cause liée au drame d'un pays étranger, leurs attentes -faire entendre une parole et agir

⁷⁰ L. Boltanski, *La souffrance à distance...*, *op. cit.*, p. 10.

⁷¹ « Déclaration : encore un effort pour être citoyen(ne)s ? ... », art. cit., p. 1.

sur leurs gouvernants mais aussi inventer des nouvelles façons de faire de la politique- et leur espace d'expérience marqué par des pratiques militantes passées et en crise. Les expériences réussies, comme les relations partenariales inscrites dans la durée des jumelages franco-roumains ou le succès d'une manifestation ou d'une opération ponctuelle, toujours locales et circonscrites, ont été des épisodes dans des mobilisations qui visaient, même quand les acteurs s'en sont défendus, un horizon plus large que la crise étrangère. Le sentiment d'échec est beaucoup plus englobant et menace de déborder sur son objet, de contaminer à la fois les savoirs sur cette région et l'envie de s'y intéresser.

Le balancement entre politique et humanitaire et la difficulté à trouver une expression politique à un combat pour des valeurs, qui s'est manifestée dans les principales actions publiques, a eu des conséquences importantes sur la compréhension des crises et l'avenir des mouvements. Plus il a été difficile d'ancrer des actions concrètes dans le politique, plus les militants ont cherché à s'allier avec les artistes avec le sentiment que les actions symboliques étaient efficaces face au type de tragédie auquel ils étaient confrontés. La focalisation sur le drame vécu et le sentiment d'implication personnelle ont été une grande source d'énergie militante et explique d'une certaine façon la longévité et la puissance des engagements individuels, mais cette position induit un risque de victimisation et d'abstraction du propos. En outre, elle a fourni un espace de projection pour des attentes, des croyances ou des peurs qui avaient peu à voir avec le terrain étranger en question.

6.2. En Bosnie, la culture contre la barbarie (1992-1995)

Les douleurs spirituelles menacent Sarajevo plus encore que la souffrance matérielle. Aider les Bosniens à survivre spirituellement serait plus important que de leur envoyer des colis d'aide humanitaire puisque la menace concerne les valeurs universelles. C'est un des messages principaux formulé par le dramaturge Dževad Karahasan dans un court essai très bien accueilli en France lors de sa parution en 1994. Relatant la visite que lui fait un intellectuel français durant le siège de la ville, il écrit :

Mon invité m'a demandé comment je faisais pour vivre sans eau. Je lui ai répondu qu'il y en avait quand même un peu de temps à autre et que nous récupérons l'eau de pluie lorsqu'il pleuvait. Et j'ai essayé de lui expliquer qu'il était plus important de sauver Sarajevo et de faire en sorte que quatre religions et quatre nations puissent continuer à coexister que de s'occuper des problèmes que je pouvais avoir pour m'approvisionner en eau⁷².

Le nombre et l'ampleur des initiatives visant l'art et la culture durant la guerre en Bosnie-Herzégovine pourraient laisser croire que le monde culturel et intellectuel français a entendu l'appel de l'écrivain. Or, le texte intitulé « Le discours de la méthode bosniaque », dont il est question ici, est en fait une méditation sur le malentendu qui se noue entre l'auteur prisonnier dans sa ville assiégée et son interlocuteur français, un intellectuel militant. Ce dernier manifeste tant de pitié pour les malheurs de son hôte qu'il se révèle incapable de dialoguer avec l'autre et d'écouter ses préoccupations profondes : « sauver sa culture », c'est-à-dire « son âme » qui est sa « multiculturalité »⁷³. Karahasan confie son désarroi face à l'incompréhension de son invité et s'interroge sur ses causes :

Serais-je effectivement un salaud, un ingrat, parce que je ne souffre pas autant que mon invité l'espérait ou avait décidé que je le devais ? Lui-même était-il si bouleversé par ma souffrance qu'il n'était plus capable d'en saisir les causes ?⁷⁴

Le soliloque de l'intellectuel ou de l'artiste occidental se trouve ici dénoncé. Pourtant, la guerre en Bosnie, plus encore que les autres épisodes de la crise yougoslave, a été un moment particulièrement intense de mobilisation des acteurs culturels en France. Face à une guerre particulièrement atroce pour les civils, ceux qui se sont posés en représentants du monde culturel français ont voulu dénoncer les responsabilités, en particulier celles des Serbes de

⁷² Dževad Karahasan, *Un déménagement*, Paris, Calmann-Lévy, 1994, p. 57. [éd. originale Durieux, Zagreb 1993, prix européen de l'essai en 1995, traduit dans dix langues]. Le texte « Le discours de la méthode bosniaque » est paru d'abord en 1993, in V. Nahoum-Grappe... *Vukovar, Sarajevo...*, *op.cit.*, p. 17-24.

⁷³ *Ibid.*, p. 64.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 60.

Bosnie soutenus par Belgrade, et engager le gouvernement français à intervenir. Ils ont aussi dénoncé la destruction systématique des villes, des monuments religieux, des particularités de communautés stigmatisées à cause de leur appartenance religieuse, linguistique ou culturelle. Cette guerre semble porter gravement atteinte aux valeurs de l'humanité que l'art rend sensible. Ils ont donc logiquement posé les questions du sens de l'art et du rôle de la culture face à la destruction, à l'instar de leurs homologues dans les zones de conflit.

Une focalisation (apparemment) nouvelle sur la question culturelle

Avant 1989, malgré la critique antitotalitaire engagée à la fin des années 1970, les dissidences est-européennes n'avaient pas trouvé le soutien qu'elles attendaient en France. Certes, le thème de « l'Occident kidnappé » lancé par Milan Kundera introduit la problématique culturelle dans la définition de l'Europe, mais le soutien concret aux artistes et intellectuels menacés restait marginal même dans les dernières années de la décennie 1980. C'est toujours plutôt en terme d'amour déçu que les intellectuels est-européens réagissaient à ce qu'ils perçoivent comme l'incompréhension de leurs pairs français, y compris Milan Kundera dans son fameux texte de 1983⁷⁵. Pourtant c'est la réaction de la France qui était la plus attendue quand il s'agissait d'affirmer l'importance de la culture :

Lorsque l'intellectuel de Pologne ou de Hongrie s'efforçait d'expliquer à l'Occident pourquoi la survie de la culture était tellement capitale dans son pays, pourquoi la poésie et la musique avaient tant d'importance et pourquoi l'intellectuel était tout à la fois vital et vulnérable dans la culture nationale, il ne trouvait ou ne pouvait espérer trouver une empathie et une compréhension immédiates qu'en France. L'attrait magnétique de la France pour les intellectuels d'Europe de l'Est allait donc au-delà du simple accident de l'exil, de la Résistance ou de la fraternité latine (comme dans le cas roumain) ; à Paris, le penseur dissident se retrouvait dans un cadre familier⁷⁶.

L'isolement des intellectuels exilés des années 1950, dont Czesław Miłosz, Mircea Eliade, Emil Cioran et l'indifférence des intellectuels français sont vécus douloureusement à l'Est de l'Europe. À cet égard, dans les années 1956-1975, malgré les déclarations d'intentions, on assiste à un éloignement décisif de la France des sociétés est-européennes en transformation (voir chapitre 2). Cependant, l'intérêt pour les dissidences de l'Est a en quelque sorte inspiré une revitalisation de la croyance dans le geste politique de l'intellectuel et fourni un nouveau

⁷⁵ T. Judt, *Un passé imparfait...*, *op. cit.*, p. 332.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 328.

modèle positif d'intellectuel intervenant en politique. Par ailleurs, la culture est aussi depuis les années 1970, l'objet d'un investissement politique de la génération passée par le gauchisme⁷⁷.

Quand la guerre éclate à Sarajevo en avril 1992, et plus encore quand elle s'enlise durant l'hiver 1992-1993, des artistes, des écrivains et des acteurs culturels se font entendre pour dénoncer l'agression et réclamer une intervention de leurs gouvernements, mais aussi pour mener des actions dans le domaine spécifiquement culturel. La culture constitue alors un refuge par rapport à l'impuissance de l'action politique traditionnelle. Pour les observateurs français, elle se trouve aussi au cœur de ce qui est attaqué dans cette guerre, à savoir l'humanisme, la conscience européenne ou encore la citoyenneté. Le sociologue Emmanuel Wallon, qui a consigné cet épisode militant auquel il a participé, résume quinze ans plus tard les motifs d'engagement d'acteurs culturels français :

Premièrement le désir d'alerter les opinions publiques sur les responsabilités des gouvernements –au sein du périmètre des opérations comme en dehors– motiva l'engagement d'artistes et d'intellectuels dans les campagnes contre les crimes de la « purification ethnique », à travers des initiatives individuelles ou des campagnes collectives. Deuxièmement, la bataille fut dans une large mesure livrée dans le domaine de la culture, d'abord parce que l'idée d'identité nationale y affrontait l'idéal pluraliste de la citoyenneté, ensuite parce que les institutions de savoir et les manifestations artistiques constituaient des cibles pour l'artillerie des attaquants aussi bien que des symboles de résistance pour les défenseurs⁷⁸.

L'intervention des artistes et des acteurs culturels étrangers est ici présentée d'abord comme un engagement civique qui vise à alerter les gouvernants. La culture est vue d'un côté comme le terrain d'une lutte idéologique entre des nationalismes et un « idéal pluraliste de citoyenneté » fondé sur le droit du sol et non du sang et, de l'autre, comme une « cible » et un « symbole » de résistance humaniste au nationalisme.

Par sa violence contre les civils et face aux destructions systématiques de symboles, de monuments religieux et historiques, la guerre paraît donc s'attaquer à ce qu'il y a de plus sacré dans l'homme. Cette perception n'est bien sûr pas spécifiquement française. Elle fait l'objet de vifs débats en ex-Yougoslavie, elle est ainsi invoquée ailleurs en Europe, aux États-Unis, au sein des organisations internationales, comme l'UNESCO. L'opinion publique internationale a été particulièrement frappée par la destruction de la Bibliothèque nationale de Sarajevo incendiée en août 1992 avec ses milliers de volumes anciens ou encore par celle du pont de Mostar datant du XVI^e siècle et symbole de la ville en novembre 1993, mais aussi par l'acharnement à détruire les monuments religieux. On parle alors d'« uricide » pour qualifier la destruction de l'esprit urbain, selon le concept lancé par l'ancien maire de Belgrade et

⁷⁷ P. Grémion, *Paris/Prague....*, *op. cit.*, p. 190.

⁷⁸ E. Wallon, « Portrait de l'artiste en témoin... », *art. cit.*, p. 382.

opposant au régime de Milošević, Bogdan Bogdanović⁷⁹, mais aussi de ‘mémoricide’, des thèmes qui entrent en résonance avec l’attention de plus en plus grande accordée au patrimoine dans les années 1990. La spécificité française réside dans le caractère organisé des réactions du monde culturel et l’écho qu’elles ont rencontré, mais aussi dans les formes prises par les interventions artistiques, en particulier dans la manière dont les missions politique, morale voire métaphysique de l’art et de la culture ont été (ré)affirmées.

Néanmoins, ceux qui brandissent la culture comme terrain et instrument d’une lutte contre la guerre et ses barbaries, portent naturellement plus d’attention au sens politique de leur mobilisation voire à leur geste artistique qu’au souci de connaître la culture étrangère. Une deuxième source d’incompréhension avec les ressortissants du territoire en guerre a trait à l’articulation entre la croyance dans la mission de la culture comme force civilisatrice et la réalité du « travail dans la culture »⁸⁰ exercé par les nationalistes en ex-Yougoslavie. En idéalisant la culture et sa force civilisatrice, il peut être difficile de comprendre le rôle des élites intellectuelles, des artistes et des institutions culturelles dans les processus de refondation nationale à Zagreb, Belgrade ou Sarajevo.

Des actions culturelles et artistiques concrètes

Comme les autres actions militantes, les initiatives spécifiques menés par des acteurs culturels ou traitant d’un objet culturel sont souvent indépendantes les unes des autres. La mobilisation des théâtres menée d’abord par quelques metteurs en scène -François Tanguy et sa compagnie du Théâtre du Radeau au Mans, Emmanuel de Véricourt, alors directeur du Théâtre national de Bretagne et Jacques Blanc, directeur du Quartz de Brest- prend une ampleur nationale lorsque le Festival d’Avignon commence à fédérer l’initiative ‘Sarajevo capitale culturelle de l’Europe’. Dans le domaine théâtral, cette première action collective concertée en 1993 a été suivie d’une mobilisation importante à partir de l’été 1995 autour de l’appel à l’intervention armée de la « Déclaration d’Avignon » portée des artistes et acteurs culturels avec l’appui des collectifs Bosnie et d’acteurs politiques. Dans d’autres domaines, les prises de position et les actions de solidarité n’ont concerné qu’une partie des communautés professionnelles. Cette émotion s’est traduite aussi par la multiplication d’actions qui ont affirmé la vocation de l’art, de la littérature et de la culture à porter une révolte contre

⁷⁹ Bogdan Bogdanovic, « L’urbicide ritualisé », in V. Nahoum-Grappe (ed.), *Vukovar, Sarajevo..., op.cit.*, p. 27-34.

⁸⁰ R. Ivekovic, « La guerre sans fin », *Les Cahiers du féminisme*, n° 62, automne 1992, p. 31.

l'indifférence ou l'impuissance des politiques face aux atrocités de la guerre. Il s'agit alors d'exprimer une double révolte, contre la barbarie que constitue cette guerre et « contre l'indifférence et l'impuissance de la 'communauté' des nations »⁸¹. La cause bosniaque devient l'occasion de réaffirmer le rôle de la culture comme résistance et même comme double résistance, à la barbarie d'un côté et à l'indifférence des puissances occidentales de l'autre.

On peut distinguer les actes de témoignage, qui consistent la plupart du temps à se rendre sur le lieu du drame pour filmer ou écrire, des actions de coopération visant à soutenir les artistes locaux -y compris en les faisant venir en France-, ou à la reconstruction des structures culturelles locales. Les actes de témoignage sont des démarches plutôt individuelles. En revanche, les actions de coopération requièrent la mise en place de collectifs. Dans le premier cas, l'artiste s'affirme comme un individu à l'écoute du monde qui permet de donner une voix aux victimes. Une troisième catégorie d'actions regroupe celles où la parole de l'artiste est considérée comme un geste politique à part entière. Elle a été dominante dans l'activité des gens de théâtre à partir de la campagne 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe', puis de la publication de la « Déclaration d'Avignon » et de la grève de la faim de la Cartoucherie.

Parmi les actions de coopération, certaines ont été initiées par des artistes et des intellectuels ex-yougoslaves ou d'origine yougoslave résidant en France. Elles ont principalement visé à sortir les créateurs de leur solitude et à affirmer leur capacité à travailler ensemble au-delà des différences nationales ou politiques : ce fut le cas de la Biennale d'art contemporain organisée par Nicolas Petrovitch Njegosh à Cetinje au Monténégro (notamment de ses éditions de 1991, 1994 et 1997), du colloque L'art et la destruction, organisé au théâtre de la Fonderie au Mans en 1993 ou de l'ouverture du centre culturel Le Lys à Paris en 1997. Même si ces projets ont requis le soutien financier et humain d'institutions culturelles françaises, elles ont eu autant l'objectif de faire connaître en France des artistes et d'installer des coopérations avec les institutions françaises, que de soutenir la création sur place.

L'impératif citoyen est ici aussi important : il permet de s'appuyer sur des déclarations de principes et la défense des valeurs que sont la démocratie, la liberté d'expression, le pluralisme, la tolérance, la paix. Mais il s'articule avec l'affirmation que l'engagement artistique requiert un langage spécifique, comme le rappelle la documentariste Milène Sarvoy, qui se rendit à Sarajevo pour filmer des musiciens français invités par la station bosnienne Radio Zid en 1995.

⁸¹ Jean-Marie Laclavetine, écrivain et éditeur, à propos de l'origine du Centre André Malraux et des rencontres européennes de Sarajevo, in *Carnets de Sarajevo*, Paris, Gallimard, 2002, p. 9.

J'ai toujours pensé que s'engager à travers la culture était une manière intelligente et respectueuse de faire avec et non pour les autres [...] Si tu admires la culture de quelqu'un, c'est plus facile de le respecter et de comprendre que ce qu'on bombarde, ce sont des cultures, des histoires... Ce n'est pas de la politique qu'on bombarde, c'est de l'histoire, des gens avec une culture, un bagage. J'aime trouver un ancrage dans ce qu'on sait faire, mobiliser des gens de culture avec leur langage propre. Dans la militance, c'est bien d'aborder son propre langage⁸².

Si leurs visées sont d'ordre symbolique, les actions culturelles, quelle qu'elles soient, doivent pourtant s'appuyer sur une logistique très concrète pour intervenir dans les zones de conflit et dans les territoires sous embargo. Elles doivent souvent recourir aux plus hautes autorités de l'État, aux institutions onusiennes et aux ONG humanitaires. Cette logistique fait parfois l'objet d'une médiatisation spécifique, comme lors de la mise en place sous impulsion des autorités françaises de voies aériennes sécurisées afin de permettre la circulation d'artistes entre les deux capitales. Nommées 'corridor de la liberté' par le ministère de la Culture, ces opérations ont requis le soutien du HCR et de la FORPRONU. En Bosnie-Herzégovine et surtout à Sarajevo, des organisations internationales ont soutenu la vie culturelle dans ces conditions extrêmes, à commencer par l'UNESCO et la FORPRONU, alors que les organisations humanitaires et même les journalistes ont pu aussi apporter leur concours. Côté français, le Centre André Malraux, bibliothèque et lieu culturel ouvert en 1994 par Francis Bueb à Sarajevo a joué le rôle d'intermédiaire incontournable jusque dans les années 2000. À la veille du conflit, en 1990-1991, le centre culturel français de Belgrade sous l'impulsion de son directeur, Patrice Champion, organisait de son côté la venue dans la capitale serbe de nombreux intellectuels français dont certains se sont ensuite engagés dans les causes croate et bosniaque⁸³.

Aller voir et témoigner

Pourtant, entre 1991 et 1995, le voyage à Sarajevo ou dans les zones de guerre n'a été effectué en réalité que par un nombre réduit d'artistes et d'acteurs culturels⁸⁴. Ils ont été un peu plus nombreux à partir de 1994 et surtout en 1995, particulièrement à la fin du siège quand les

⁸² Mylène Sauloy, réalisatrice de documentaires, entretien réalisé le 3 avril 2013.

⁸³ Alain Finkielkraut, Bernard Henri-Lévy, Edgar Morin, mais aussi Jacques Derrida, Jean-Marie Domenach, voir P. Champion, *Un français à Belgrade 1990-1994*, Paris, Tamaris, 2012.

⁸⁴ Durant l'hiver 1993, François Tanguy et Jack Ralite, maire d'Aubervilliers et ancien ministre sont parmi les premiers à se rendre en Bosnie dans le cadre de la préparation de l'opération 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe' ; Ils témoignent lors des Assises pour la Bosnie d'Orléans le 23 et 24 janvier 1994. François Chaslin, architecte et rédacteur en chef de la revue *L'Architecture aujourd'hui*, déplore la faible présence du monde culturel français sur place dans *L'Architecture aujourd'hui*, décembre 1993, n° 290.

conditions d'accès à la capitale bosnienne se sont améliorées. Malgré les difficultés et les risques, le besoin d'aller voir la guerre de près et en personne, s'est exprimé pour des raisons qui ne se réduisent pas au seul désir de visibilité. S'il ne s'agit pas de parader en gilet pare-balles, comment doit se positionner l'artiste ou l'acteur culturel étranger sur le théâtre des opérations ?

Photographes, cinéastes et documentaristes ont été les premiers à vouloir se rendre sur place, et, malgré les difficultés, à rapporter leurs propres images, différentes de celles de l'actualité⁸⁵. Certains y sont retournés plusieurs fois, comme le photographe Gérard Rondeau⁸⁶, le cinéaste Romain Goupil, qui y a filmé *Lettre pour L.*, sorti sur les écrans français en 1994, puis y prépara un autre projet de film *-Les milles et un jour de Sarajevo-* finalement abandonné. Le jeune réalisateur François Lunel a été, quant à lui, l'assistant du cinéaste bosnien Ademir Kenović avant de tourner *Jours tranquilles à Sarajevo* (1996), film qui a pour sujet des acteurs de théâtre sous le siège. Une entreprise originale vit le jour, celle d'une émission quotidienne de 2 minutes intitulée *Chaque jour pour Sarajevo, chronique d'une rue assiégée*, réalisée par Patrice Barrat et son équipe et co-signée par Ademir Kenović. Elle fut diffusée sur la chaîne de télévision franco-allemande Arte de novembre 1993 à mars 1994, puis de nouveau en janvier 1995. Elle se situe aux frontières du journalisme et du documentaire et a joué un rôle pour rendre visible le quotidien de la ville.

Témoigner de la réalité de Sarajevo c'est aussi témoigner de la médiatisation de la guerre contemporaine, de ce qu'elle change dans la perception du conflit et du rapport du spectateur occidental et des gouvernements étrangers. Dans les trois films inspirés par le conflit en Bosnie-Herzégovine que Jean-Luc Godard a tourné, un court métrage *-Je vous salue Sarajevo* (1993)-, et deux longs métrages *For Ever Mozart* (1996) et *Notre Musique* (2004), le réalisateur a été moins intéressé par le quotidien de Sarajevo ou la réalité ex-yougoslave que par le rapport entre les images et les conflits contemporains à l'ère de la médiatisation. Le cinéaste Marcel Ophuls avoue, lui aussi, avoir d'abord été désireux de filmer de manière critique la médiatisation de la guerre contemporaine :

aller là où il y a la guerre, près des piscines des grands hôtels et filmer les journalistes qui attendent en jouant au poker, qui soudoient la standardiste pour connaître les événements avant les autres...⁸⁷

⁸⁵ E. Wallon, « Portrait de l'artiste en témoin... », art. cit., p. 384.

⁸⁶ Gérard Rondeau, Zlatko Dizdarevic, *Le silence et rien alentour, Bosnie-Herzégovine-Croatie*, Arles, Actes sud, 1994.

⁸⁷ « Entretien avec Marcel Ophuls par Thierry Frémaux », Dossier de presse du film *Veillée d'armes, Histoire du journalisme en temps de guerre*, p. 4.

Après six voyages à Sarajevo entre 1993 et 1994, son film d'une durée de presque quatre heures, *Veillée d'armes. Histoire du journalisme en temps de guerre*, est devenu un vibrant hommage aux journalistes, résistants des temps modernes, conscients des risques qu'ils prennent et de l'insignifiance de leur métier. Ce qu'il raconte à la fin de l'entreprise est donc plutôt l'histoire d'une prise de conscience :

Le point de départ est là : un cinéaste de documentaires qui a son petit sujet se retrouve entraîné dans la tragédie la plus caractéristique de notre culture de la fin de ce siècle. Et ça non plus, je ne l'avais pas prévu⁸⁸.

Le réalisateur, qui aime habituellement adopter le rôle du démystificateur, se montre ici rattrapé par son sujet : la tragédie du conflit est vue par les yeux des journalistes étrangers qui risquent réellement leur peau en racontant la guerre du côté des victimes. Quand leur vie n'est pas en danger, c'est leurs illusions sur leur métier qu'ils risquent de perdre. Leur héroïsme a alors un goût d'amertume.

Ces actes de témoignage, portés par des œuvres qui ont cherché le format adéquat pour traiter leur sujet, font cependant figures d'exception : racontés dans le format imposé par le journal télévisé ou l'article de magazine, les déplacements d'artistes étrangers sur le théâtre des opérations guerrières sont souvent devenus des gestes héroïques, parfois dérisoires ou ridicules, et ont prêté le flan à ceux qui dénonçaient les parades en gilets pare-balles. Quand le simple fait d'aller à Sarajevo devient un acte héroïque, la focalisation sur le geste et sa médiatisation risquent de dénaturer l'acte de témoignage. Aller sur le théâtre des opérations, en tant qu'artiste, pour témoigner, savoir ou aider, frise l'exhibition. Même l'envoyé spécial de *Libération*, Jean Hatzfeld, à qui l'expérience approfondie du conflit et une grave blessure en 1992 avaient prémuni jusque-là de verser dans le spectaculaire, met d'une certaine façon 'en scène' l'engagement de son compatriote le cinéaste Romain Goupil :

À la veille du troisième anniversaire du siège, Romain Goupil est venu célébrer le Siècle du cinéma à Sarajevo. Pas tout seul puisqu'il a emmené la vieille canadienne qui l'accompagne probablement depuis mai 68; et une caméra, qu'il tient à la main dans la rue, et ne pose jamais très loin lorsqu'il partage une bière au bistrot avec les copains.

Seul, il l'est cependant en tant que cinéaste. Il feint de s'en étonner avec une rhétorique de briscard : « la surprise n'est pas que je sois à Sarajevo pour commémorer le cinéma, mais que les autres n'y soient pas »⁸⁹.

À propos de la tournée en Bosnie de l'association Clowns sans frontières (CSF) en mars 1995, une journaliste de *l'Express* écrit :

⁸⁸ Ibid., p. 5.

⁸⁹ J. Hatzfeld, « Le cinéaste en amour de Sarajevo. Romain Goupil », *Libération*, 28 avril 1995.

C'est l'histoire de survivants qui empêchent Sarajevo de sombrer au fond du sectarisme. Que pèsent de minuscules nez rouges face à leurs cicatrices ? Ni plus ni moins que ce qui suit. 23 février 1995 : 6 membres de Clowns sans frontières (CSF) gagnent, derrière tant d'autres, l'étau de Sarajevo. Artistes de cirque, musiciens, comédiens bénévoles, ils jouent - entre deux contrats - devant des enfances perdues sous des attentats, des tirs et des obus⁹⁰.

L'association Clowns sans frontières créée en 1994 par l'acteur et clown Antonin Maurel sur le modèle d'une initiative espagnole auprès des réfugiés en Croatie⁹¹, s'est donnée pour objectif de monter des spectacles dans les camps de réfugiés et auprès de populations traumatisées. Après une première intervention franco-espagnole en Croatie, ils interviennent à Gaza durant la même période. « Association artistique de solidarité internationale », elle fait appel à ses membres, pour la plupart des artistes et des travailleurs du spectacle vivant, pour jouer bénévolement, cherchant par ailleurs des financements pour couvrir les frais d'organisation. En cet hiver 1995, des artistes de CSF se produisent donc dans les rues de Sarajevo avec l'aide logistique des militaires français de la FORPRONU. L'objectif annoncé est de jouer des deux côtés : pour les enfants de Sarajevo sous contrôle du gouvernement de Bosnie-Herzégovine et pour ceux du quartier périphérique de Grbavica tenu par l'armée des Serbes de Bosnie. Les bonnes intentions se sont pourtant heurtées à l'hostilité des habitants côté serbe, qui ont finalement obligé les artistes à battre en retraite⁹². Les leçons de tolérance que peuvent donner les artistes, *a fortiori* quand ils sont étrangers, semblent minces. La frontière est tenue entre l'affirmation d'une solidarité avec des populations menacées qui passe par le voyage sur place, accompagné ou non de performances artistiques, l'exhibition ou l'aventurisme. Certaines équipées artistiques ont, aux dires mêmes des participants, tourné à la farce et au tourisme de guerre⁹³. Les artistes connus n'ont pas échappé à cette difficulté ; les contradictions de l'acte artistique dans une ville en guerre ont donné lieu à des polémiques elles-aussi médiatiques. Ainsi, le geste de Susan Sontag venue une dizaine de fois dans la ville assiégée et ayant monté la pièce de Becket *En attendant Godot* avec des comédiens bosniens à l'été 1993 a suscité les vives critiques de Jean Baudrillard : la solidarité témoignée par l'artiste américaine envers les habitants de cette malheureuse cité n'est-elle pas le signe d'un nouvel ordre intellectuel, où les Occidentaux se saisissent de la souffrance d'autrui pour la mettre en mot ?

Susan Sontag est venue à Sarajevo pour convaincre [les sarajéviens] de la 'réalité' de leur souffrance, pour faire quelque chose de culturel, quelque chose de théâtral à partir d'elle, pour en faire une référence à l'intérieur du théâtre des valeurs occidentales, qui incluent la

⁹⁰ Sophie Grassin, « Sarajevo, les clowns s'en vont en guerre », *L'Express*, 16 mars 1995.

⁹¹ Payasos sin Fronteras, fondée par le clown catalan Tortell Poltrona.

⁹² S. Grassin, « Sarajevo... », art. cit

⁹³ En entretien, Mylène Sauloy a témoigné de la désorganisation et de caractère décalé de la participation française au festival franco-bosniaque « Le dernier des mohicans » organisé à Sarajevo avec Radio Zid (1995).

‘solidarité’⁹⁴.

Montrer en France une culture menacée et ‘faire l’expérience’ de Sarajevo

Sur ce qui a été montré en France de la vie culturelle de la Yougoslavie en guerre, une histoire reste à écrire. Bien qu’Emmanuel Wallon en ait tenu la chronique la plus complète jusqu’ici⁹⁵, le retour d’expérience des initiateurs a peu été fait. Une exposition, intitulée « Urbicide », organisée au début de l’année 1994 au Centre Georges Pompidou avec cinq architectes sarajévien, a été un moment important de la dénonciation des destructions du patrimoine culturel en ex-Yougoslavie. En proposant des documents sur les symboles de l’urbanité de la capitale bosnienne fortement endommagés, comme la Bibliothèque nationale et universitaire construite par les Austro-Hongrois, le marché couvert (1561) ou encore la Mosquée d’Ali Pacha (1536), l’exposition entendait développer les problématiques liées à la destruction de la mémoire d’une communauté à travers l’anéantissement de son patrimoine culturel. En affirmant les responsabilités des forces serbes dans la destruction et en reprenant le concept d’urbicide, l’initiative a été le point de départ d’une coopération entre architectes français et bosniens. François Chaslin, architecte et critique d’architecture, l’un des organisateurs de l’exposition, développe les thèses de Bogdan Bogdanović sur la destruction ritualisée du patrimoine civil et religieux⁹⁶. Selon Bogdanović, architecte et ancien maire de Belgrade, les villes et les monuments, en tant que supports de mémoire et d’identité, sont des cibles privilégiées pour ceux qui cherchent à détruire toute possibilité de vivre ensemble. Le conflit est vu comme une attaque de l’urbanité, espace naturel de la civilité, par les représentants d’un ‘monde rural agonisant’. Cette problématique de l’urbanité en Bosnie-Herzégovine et de ses transformations dûes au conflit a intéressé dès 1995 des sociologues de l’université de Nanterre, non spécialistes de la région mais qui avaient créé au sein de leur établissement une association de solidarité avec Bosnie-Herzégovine, l’association Paris X Sarajevo⁹⁷.

⁹⁴ J. Baudrillard, « Pas de pitié pour Sarajevo », *Libération*, 7 janvier 1993 ; voir l’analyse proposée par Gerry Coulter (*Jean Baudrillard: From the Ocean to the Desert or the Poetics of Radicality*, Intertheory Press, 2012).

⁹⁵ Outre ses articles déjà cités « La guerre de Sarajevo a vraiment eu lieu ... », « Portrait de l’artiste en témoin... », voir « L’origine au lieu du devenir », *Nous et les autres. Les cultures contre le racisme*, Internationale de l’imaginaire nouvelle série, n°10, Actes sud, 1999. p. 179-190, « Pur présent. L’implication et l’épopée (et l’échappée), de la Bosnie à la Syrie », in Gaëlle Maidon et Christian Biet (eds.), « Carte Blanche à Olivier Py », *Théâtre/public*, n° 213, juillet 2014, p. 100-105.

⁹⁶ François Chaslin, *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes*, Paris, Descartes & Cie, 1997.

⁹⁷ Le projet « L’urbanité de Sarajevo », a été lancé au début de l’année 1995 par le Centre de recherche population de société de l’université de Paris X Nanterre, sous la direction de Claire Lévy-Vroelant, maître de conférence et

En 1993, à la suite de l'invitation du Festival d'hiver de Sarajevo, plusieurs théâtres français –la Fonderie-Théâtre du Radeau au Mans, le Théâtre national de Bretagne, le Quartz de Brest et le théâtre de la Cité internationale à Paris- ont accueilli des artistes de Sarajevo sur leurs scènes. Coordonnée par le théâtre du Radeau, l'opération s'est accompagnée d'une action symbolique des lieux théâtraux impliqués : placer toutes leurs manifestations de la saison sous le signe du Festival d'hiver de Sarajevo⁹⁸. Un an plus tard, en septembre 1994, est organisée la tournée du Sarajevo Festival Ensemble dirigé par le metteur en scène Haris Pašović. Pilotées par les Bouffes du Nord et son directeur Peter Brook, des représentations ont été organisées dans plusieurs villes françaises -Le Mans, Tours, Blois, Marseille, Douai- et européennes - Amsterdam, Berlin, Bonn-. Deux spectacles ont été présentés : *Le voyage d'Anna Blume*, une adaptation d'un roman de Paul Auster⁹⁹, dont une version anglaise avait été présentée auparavant à Sarajevo, avec l'actrice britannique Vanessa Redgrave dans le rôle principal, et un spectacle adapté d'une pièce japonaise classique *nô*, *Les tambours de soie*. Dans son texte de présentation, Brook convie le public français à une leçon philosophique et existentielle, plus qu'esthétique :

À travers les formes culturelles, l'homme a toujours cherché à exprimer son aspiration la plus profonde. Il sent la nécessité que la vie soit autrement, il en cherche les traces, il les affirme. C'est pour cette raison que nous sommes tous si humbles, si étonnés, si respectueux devant les affirmations des artistes de Sarajevo. Ils voient avec clarté tout ce qui est dur et redoutable dans le comportement humain. Ils n'ont aucune illusion. S'ils s'accrochent à la culture, c'est parce qu'ils en découvrent et le sens fondamental et la nécessité. Grâce à la culture, ils se dressent devant la négation absolue. Ils affirment que la vie a le dernier mot. Ils sont ici pour nous permettre de partager leur certitude¹⁰⁰.

Confrontés à la mort et à la destruction, les artistes de Sarajevo réaffirmeraient aux yeux de leurs homologues français, les fondements de la culture, la raison première de l'art, sa noblesse, son sens profond et sa nécessité :

Ils ne dénoncent rien, ne versent pas dans le pathétique kleenex, ne se plaignent pas. Ils sont là ensemble, et nous disent regardez, écoutez, nous sommes là ensemble pour faire du théâtre, nous en faisons et c'est déjà un miracle¹⁰¹.

présidente de l'association Paris X-Sarajevo et Isaac Joseph, professeur de sociologie, vice-président de l'association [archives Paris X-Sarajevo].

⁹⁸ « Nos amis bosniaques (serbes, croates et musulmans, confondus) nous ont demandé d'y [au festival d'hiver] participer. Ils sont citoyens d'Europe. Ils veulent la paix. Faute de pouvoir nous y rendre, nous avons décidé de leur demander de placer toutes nos manifestations sous le signe du Festival d'Hiver de Sarajevo », Document de présentation de « Festival d'hiver de Sarajevo en France », Théâtre du radeau, 1993, doc. dactylographié [archives n. d. Dréano].

⁹⁹ *In the Country of Last Things*, New York, Viking Press, 1987.

¹⁰⁰ Plaquette de présentation des spectacles du Sarajevo Festival ensemble, Bouffes du Nord, p. 2

¹⁰¹ Jean-Pierre Thibaudat, « Veillée en provenance de Sarajevo », *Libération*, 15 septembre 1994.

Le critique de théâtre de *Libération*, auteur des lignes ci-dessus, et le metteur en scène britannique installé en France paraissent ici conforter la position de l'écrivain et dramaturge sarajévien Dževad Karahasan. Celui-ci, on l'a vu plus haut, place la culture comme principe de résistance et principal bien à préserver dans la destruction guerrière. Dans une interview trois jours plus tôt à *Libération* menée par le même critique, le metteur en scène Haris Pasović avait pour sa part signalé les limites de l'idéalisation de la puissance de la culture et de sa capacité unificatrice symbolique dans la confrontation avec le réel de la guerre :

En novembre, quatorze villes européennes ont lancé un appel visant à rassembler des livres pour Sarajevo. Le jour où cet appel m'est parvenu, cinq personnes avaient été tuées dans le centre-ville. J'ai répondu qu'il était vain de vouloir faire venir des livres à Sarajevo, que les livres on s'en servait pour se chauffer (comme dans le roman d'Auster, ndlr) ou pour rouler des cigarettes, que le jour où leurs livres arriveraient, il n'y aurait peut-être plus personne pour les lire mais que l'important, en revanche, c'est qu'il reste des gens à Sarajevo. Car eux pourront un jour écrire des livres comme Anna Blume a écrit le sien¹⁰².

Peut-on simultanément être témoin et victime de la destruction -des êtres, de sa ville mais aussi des valeurs qui ont modelé la vie commune- et affirmer la puissance de l'art comme antidote à cette destruction ? Il y a là une aporie à laquelle n'ont pas échappé les artistes yougoslaves. Face à elle, les solutions ont d'abord été individuelles. Ce n'est pas tant l'art qui est mort en temps de guerre -proclamer la mort de l'art peut même relever d'une posture-, que le discours sur l'art qui paraît inopérant, renforçant la solitude du créateur. Sur le terrain yougoslave, des artistes en ont fait la lucide découverte dès le début du conflit ; « en temps de guerre, la littérature se réduit à deux genres : la lettre ouverte et le témoignage », constatait déjà la romancière zagreboise Dubravka Ugrešić en 1992¹⁰³.

Quoiqu'il en soit, un bilan fait *a posteriori* en a montré l'extrême vitalité de la vie théâtrale dans la Bosnie-Herzégovine en guerre. « Un chapitre particulier de l'histoire théâtrale a été écrit dans Sarajevo assiégée (1992-1995), avec 107 créations et presque 2000 représentations scéniques »¹⁰⁴. Des institutions ont vu le jour pendant le siège, comme le Théâtre de guerre de Sarajevo, le SARTR [*Sarajevski ratni teatar*], alors que le Festival des petites scènes expérimentales de Sarajevo MESS [*Festival Malih i eksperimentalnih scena*

¹⁰² « Pasovic, à la scène comme en cavale », propos recueillis par J.-P. Thibaudat, *Libération*, 12 septembre 1994.

¹⁰³ Dubravka Ugrešić, « Zagreb, Amsterdam, New York », *Lettre internationale*, n° 33, été 1992, p. 78.

¹⁰⁴ M. Lazin, « Le théâtre et l'écriture dramatique face aux guerres antiyugoslaves des années 1990 », Fiona McIntosh et Serge Rolet (eds.), *Écrire la guerre, écrire le conflit*, CEGES, Éditions du conseil scientifique de l'Université de Lille 3, Villeneuve d'Ascq, à paraître en 2015. Sur la vie théâtrale à Sarajevo pendant le siège, voir aussi M. Lazin, « Nouveau drame des Balkans et d'ailleurs », www.serbica.fr/ ; Marko Kovačević (ed.), *MESS Sarajevo. Internacionalni teatarski festival/ International theater festival*, Sarajevo, International Theater and Film Festival MESS, 1997. Par ailleurs, Vojislav Vujanović, chroniqueur de la vie théâtrale sarajévienne, a publié, en 1995, un recueil de critiques concernant les spectacles de ces « saisons de guerre » (*Iz Talijina hrama*, édition d'auteur, Sarajevo, 1995).

Sarajevo] créé en 1960, s'est transformé pendant cette période en maison de production et festival international sous la direction de Haris Pašović, celui-là même qui critiquait pour *Libération* certaines actions des acteurs culturels occidentaux. À propos du rôle social de l'art, en particulier du spectacle vivant, pendant le conflit, les témoignages insistent sur son attrait pour un public qui pouvait risquer sa vie pour aller au cinéma ou au théâtre¹⁰⁵.

Pour une compagnie théâtrale locale, comme de celle d'Haris Pašović, quitter Sarajevo en 1994 pour partir en tournée constitue en réalité un problème complexe. Sortis grâce au soutien logistique de l'UNESCO d'une ville qui subit un siège depuis deux ans et demi, les acteurs et le metteur en scène sont venus jouer dans le monde 'libre et normal' au sein d'institutions théâtrales qui remplissent une certaine fonction sociale. Il était prévu qu'ils regagnent ensuite leur ville toujours sous les tirs quotidiens des *snipers*. Cette situation a quelque chose d'absurde en soi. Prévue pour durer plusieurs semaines, la tournée de la Compagnie Ensemble fut difficile à monter, plusieurs participants ayant décliné de peur de laisser leurs familles à Sarajevo. La plupart des acteurs étaient jeunes, à l'exception d'une actrice retraitée du théâtre Kamerni, Ines Fančović, et certains firent défection pendant la tournée et demandèrent l'asile politique, ce qui ne fut pas sans causer des difficultés au sein de la troupe¹⁰⁶. Les préoccupations des artistes bosniens lors de la tournée française et européenne ont donc pu être assez éloignées des perceptions du spectacle par les spectateurs français, telles que les articles ci-dessus les présentent.

Cette tournée est aussi un exemple de la façon dont l'attention internationale s'est portée sur une scène théâtrale peu connue à l'étranger et considérée auparavant en Yougoslavie comme provinciale, en comparaison de celles de Belgrade, Zagreb ou même Ljubljana. Le bouleversement des règles établies de la vie artistique n'a pas manqué pas de susciter des désirs de carrière, des stratégies de visibilité ou des passe-droits qui ont peu à voir avec des choix esthétiques ou moraux. Or, ce problème s'est posé pour les intellectuels et artistes de l'espace yougoslave dans son ensemble face à l'écroulement des institutions, de la hiérarchie, des systèmes d'évaluation et de carrières dont elles étaient les garantes¹⁰⁷. Il nous paraît constituer une des données de l'adhésion de nombreux acteurs du monde culturel aux thèses et aux partis nationalistes. Accédant au pouvoir, ceux-ci ont recruté largement pour faire face aux départs forcés ou volontaires de ressortissants d'autres nationalités et d'opposants politiques. Le monde

¹⁰⁵ Davor Diklić, *Teatar u ratnom Sarajevu (1992-1995). Svjedočanstva* [Le théâtre dans Sarajevo en guerre (1992-1995). témoignages], Sarajevo-Zemun, Kamerni Teatar 55/Most Art, 2004.

¹⁰⁶ Selon le témoignage de M. Lazin qui suivit cette tournée pour Radio France internationale.

¹⁰⁷ A. Madelain, « Les artistes serbes face à la guerre invisible », *Au sud de l'Est*, n°4, 2008, p. 29- 38.

théâtral et intellectuel fut particulièrement touché par l'embrigadement nationaliste¹⁰⁸ : Nikola Koljević, professeur de littérature anglaise, un spécialiste reconnu de Shakespeare, qui pendant des années mena les débats du Festival MESS devint en 1992 le porte-parole du gouvernement autoproclamé de la République serbe de Bosnie. À Pale, leur siège, plusieurs professeurs de l'université de Sarajevo ont eu des postes politiques de premier ordre, à commencer par la professeure de biologie Biljana Plavšić, proche de Radovan Karadžić, qui devint présidente de la République serbe de Bosnie en 1996. Pour ceux qui refusaient de soutenir les politiques nationalistes, il a pu être tentant, d'autre part, de profiter des occasions de visibilité offertes par la médiatisation internationale du drame.

Dans leurs témoignages postérieurs, les artistes du Sarajevo Festival Ensemble ayant participé à la tournée parisienne ont rappelé combien elle a été un moment important et attendu. Pourtant, la comparaison avec le travail dans la capitale bosnienne assiégée vient conforter l'idée que c'est dans cette dernière que l'expérience fut la « plus essentielle », parce que la responsabilité de l'artiste y était engagée d'une manière plus intense et produisait des moments de communion spécifiques entre des acteurs et un public partageant les mêmes dangers¹⁰⁹. À Paris, selon la critique, les spectateurs français « déchiffrent ce spectacle qui émet des signes et qui, au bout du compte, transmet plus de choses sur la vie dans Sarajevo assiégé que des kilomètres d'images télévisées »¹¹⁰. Ce jugement réaffirme le rôle de l'art comme espace où la réalité se donne à voir, alors qu'elle reste d'une certaine façon invisible malgré le flot des images d'un conflit surmédiatisé. On peut néanmoins douter que ce spectacle théâtral ait pu être reçu hors des cadres de la perception médiatique du conflit par des spectateurs ayant par ailleurs peu d'autres sources d'information. S'il est difficile de séparer émotion esthétique et compassion face à un événement réel, cette distinction semble dans ce cas encore plus difficile à effectuer. Les journalistes autant que les spectateurs ont fait en quelque sorte leur expérience de Sarajevo durant la représentation -une « veillée en provenance de Sarajevo », selon le titre de l'article que lui consacre *Libération*-. Ils l'ont accomplie en s'identifiant aux victimes. Il y a dans cette communion quelque chose de très différent de l'expérience esthétique qui suppose l'expérience au-delà du bien et du mal. Ce moment restera dans leurs mémoires empreint d'un sentiment de compassion envers les victimes autant que d'admiration envers les survivants en lutte. Dans ces conditions, il est difficilement envisageable que le spectacle soit mauvais, que

¹⁰⁸ Sava Andljeković et Paul-Louis Thomas (eds.), « Le théâtre d'aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie et au Monténégro. Nationalisme et autisme », *Revue des études slaves*, n° 1-2, 2006 ; A. Madelain, « Ex-Yougoslavie : les écrivains face à l'écroulement... et après », *Courrier des pays de l'Est*, n°1058, nov. 2006, p. 55-61.

¹⁰⁹ Témoignage de Lejla Pašović, in Davor Diklić, *Teatar u ratu... op. cit.*, p. 215.

¹¹⁰ J.-P. Thibaudat, « Veillée en provenance de Sarajevo », art. cit.

l'émotion soit factice ou que les acteurs soient peu convaincants. Le metteur en scène Haris Pasović replace pour sa part les enjeux dans le concret :

Voyez-vous, nous ne sommes pas des gens extraordinaires, mais des gens qui ont des réactions saines dans une situation de crise. Si une telle chose arrivait à Paris, cela serait la même chose. Certains fuiraient, d'autres vendraient du sucre à un prix incroyable, d'autres passeraient outre pour faire du théâtre ou écrire des livres en se souvenant du marquis de Sade qui, jeté en prison à cause de ses livres, continua à écrire dans sa cellule¹¹¹.

D'une manière générale, la force du contexte fait que ce qui était connu de la production artistique yougoslave antérieure a tendance à être effacé ou réinterprété par le prisme du présent conflit. Dans les années qui ont suivi la fin du conflit en Bosnie-Herzégovine, la réception des œuvres en provenance des États post-yougoslaves a continué de porter la marque de focalisation sur le conflit : leurs artistes ont souvent été considérés lors de leurs rares prestations en France comme les représentants de leur pays et on a cherché dans leurs œuvres des explications sur la tragédie : un des thèmes prisés des invitations lancées aux artistes des pays post-yougoslaves en France ou des événements culturels organisés autour de l'ancien territoire en guerre a été la réconciliation, l'événement culturel étant considéré comme un acte pour un rapprochement entre les peuples hier ennemis¹¹².

Les campagnes de mobilisation

C'est sur un autre terrain que se sont placées les campagnes de mobilisation françaises parfois européennes qui, au nom de la culture mais sur le plan des principes, ont appelé à défendre la Bosnie-Herzégovine agressée et se sont appuyées sur le rôle politique de l'artiste-citoyen. Elles ont permis aux acteurs culturels de jouer un rôle de fédérateurs d'initiatives citoyennes en s'appuyant sur d'autres forces militantes, en particulier sur les associations *ad hoc* et des acteurs humanitaires.

Lancée en septembre 1993 et placée sous le patronage du Festival d'Avignon, la campagne pour 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe' a été, comme je l'ai mentionné précédemment, la première opération d'ampleur nationale. En réponse à l'invitation faite par le Festival d'hiver de Sarajevo, il s'agissait d'organiser à Sarajevo une saison culturelle d'envergure internationale. Réclamer pour Sarajevo le prestigieux titre permettait d'affirmer le caractère pleinement européen de la Bosnie-Herzégovine et de sa culture. En ce sens, cette

¹¹¹ H. Pašović, interview, in « Pasovic, à la scène comme en cavale », art cit.

¹¹² Voir par ex. le festival Du monde au Balkans, organisé à partir de 1998 à Toulouse par plusieurs associations dont Guernica ADPE (Toulouse) et Mladi Most (Grenoble).

action répondait aux souhaits des institutions bosniennes, et à un désir de reconnaissance très répandue dans les sociétés balkaniques, qui passe toujours par la reconnaissance culturelle. Les responsables culturels bosniens –le directeur du Festival d’hiver, Ibrahim Spahić et le président du Pen Club de Sarajevo- en avaient appelé à ce qui rapprochait Sarajevo des autres capitales de l’Europe : sa tradition, sa richesse multiséculaire et sa modernité. Le Festival d’hiver ayant été créé pour les Jeux Olympiques d’hiver de 1984, l’année 1994 était celle de son dixième anniversaire¹¹³.

Cependant en 1993, alors que le conflit paraissait sans issue et la communauté internationale impuissante, cette exigence de reconnaissance européenne a été formulée par les initiateurs français comme un principe abstrait. Le philosophe Jean-Luc Nancy, qui a signé le texte d’ouverture dans le dossier de candidature expliquait :

Il faut exiger l’investiture officielle de Sarajevo comme « capitale culturelle de l’Europe » pour une raison principale : Sarajevo est déjà, de fait, la capitale culturelle de l’Europe. Elle ne l’est pas à titre de la richesse de son passé ; elle ne l’est pas non plus au titre des forces créatrices qui y subsistent de manière héroïque, et dont témoigne à l’appel du Festival d’hiver. Elle l’est, de manière beaucoup plus radicale, au titre de la désolation qui règne dans cette ville. Car celle-ci nous force à donner au mot de « culture » un sens et une charge qu’il est peut-être à peine capable de soutenir. Devant Sarajevo, l’oisiveté frivole des « affaires culturelles » est insupportable. Dès lors, le mot de « culture » est investi d’une toute autre exigence : il doit désigner ce qui donne à l’existence une autre forme que celle, informe, de l’écrasement. Sarajevo est aujourd’hui, pour l’Europe, la capitale de cette exigence absolue. L’investiture officielle n’a de sens que si elle désigne cela. C’est en ce sens qu’il faut la demander, et c’est dans ce sens qu’il faudra en faire usage¹¹⁴.

L’argument du philosophe français place la ville de Sarajevo dans une position d’exemplarité et déplace aussi la focale : ce n’est pas Sarajevo en soi qui mérite l’investiture, mais sa situation –être une ville assiégée- qui la lui confère. Elle donne à la culture son rôle principal : être un moyen de résistance à l’oppression. En se battant au nom des principes, les acteurs culturels français renouent avec une tradition du combat politique impliquant les intellectuels dans la cité qui remonte au moins au XIX^e siècle. Mais l’abstraction de la cause et le cadre analogique dans lequel elle vient s’inscrire ont pour conséquence un manque d’attention aux actions concrètes qu’une telle investiture réclame, à la vie culturelle de Sarajevo, mais aussi aux formes concrètes de résistance à l’agression. En universalisant la souffrance de la ville, on lui retire certes sa balkanité -qu’on reproche aux médias et aux politiques de lui appliquer-, mais on se prive de toute relation concrète. Le caractère européen de la ville de Sarajevo et de sa culture est donc paradoxalement synonyme

¹¹³ Voir Ibrahim Spahić, « Lettre d’invitation du Festival d’hiver aux artistes français », 2 octobre 1992 [archives n. d. Lazin].

¹¹⁴ Jean-Luc Nancy, « Petite réflexion supplémentaire », Dossier de presse de la candidature ‘Pour Sarajevo, capitale culturelle de l’Europe’, secrétariat à Paris, c/o Festival d’Avignon.

aussi de sa fragilité. Il évoque la proximité avec la mort et le caractère épouvantable des guerres qui ont façonné le continent européen, ce qui est une autre façon de l'europaniser. Sarajevo rappelle la fragilité de la vie et les malheurs de l'histoire, ce qui lui confère sa valeur particulière. Cette abstraction du propos peut expliquer que certaines actions du monde culturel aient pu produire des ambiguïtés, sinon des contre-sens, sur l'identité des victimes. Ainsi, Olivier Py, alors considéré comme un jeune metteur en scène prometteur, appose en juillet 1995 une grande croix noire sur le décor de sa pièce *La servante* présentée au Festival d'Avignon, en hommage aux victimes du massacre de Srebrenica, qui étaient exclusivement musulmanes. Quelques mois auparavant en mai 1995, le jury du Festival de Cannes avait remis sa seconde Palme d'Or au réalisateur Emir Kusturica, pour son film *Underground*, coproduit par la télévision publique de Serbie (RTS) contrôlée par le gouvernement, bien que l'intention affichée avait été de consacrer la Bosnie-Herzégovine. Ce geste provoqua une polémique bruyante sur la position du film par rapport au conflit (voir chapitre 8).

Malgré la large mobilisation et le soutien des maires des deux villes capitales culturelles de l'Europe 1993 et 1994 -Anvers et Lisbonne-, l'initiative 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe' ne fut pas couronnée de succès. La Commission européenne se contenta d'une vague promesse de faire de Sarajevo la « capitale multiculturelle de l'Europe »¹¹⁵.

Or, bien que la mobilisation ait permis de cristalliser les énergies militantes et de rapprocher des acteurs peu habitués à collaborer ensemble, comme les militants associatifs et les artistes de la scène, ses initiateurs n'ont pas trouvé nécessaire de revenir sur cet échec. Par ailleurs, les organisateurs français de la campagne étaient plutôt en contact avec des représentants des partis dit 'citoyens' en Bosnie-Herzégovine (le Parti social démocrate ou des associations d'intellectuels, tels que le Cercle 99 à Sarajevo). Ont-ils perçu les réactions de certains dirigeants du Parti d'action démocratique (SDA) au pouvoir, critiquant la possible désignation de Sarajevo comme capitale culturelle de l'Europe, « alors que l'Europe est le plus sanglant des continents...[et que] Sarajevo et toute la Bosnie-Herzégovine n'ont bénéficié d'une tolérance intercommunautaire que grâce à l'islam et aux musulmans »¹¹⁶ ? Lorsqu'en 2011, le Parlement européen a proposé de nommer Sarajevo capitale européenne de la Culture 2014, c'est en référence au déclenchement du premier conflit mondial et « aux événements tragiques » dont la ville fut le théâtre :

¹¹⁵ E. Wallon, « Portrait de l'artiste en témoin... », art. cit., p. 409-410.

¹¹⁶ Džemaludin Latić, « Ubiše Rizu, a rodio se Nermin » [Ils ont tué Riza, et Nermin est né], *Ljiljan*, vol II, n°54 (26 janvier 1994), cité par X. Bougarel, « L'islam bosniaque, entre identité culturelle et idéologie politique », in Bougarel (Xavier) et Clayer (Nathalie) (eds.), *Le nouvel islam balkanique. Les musulmans acteurs du post-communisme 1990-2000*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001, p. 108.

Le parlement européen [...] estime que le fait de décerner le titre de capitale européenne de la culture à une ville qui fut le théâtre de tant d'événements tragiques au XX^e siècle, permettrait d'accomplir un pas important en vue de dépasser les divisions que l'Europe a connues par le passé, et de mettre en valeur la nouvelle Europe¹¹⁷.

Le deuxième objectif mentionné en 2011 était la volonté d'affirmer le caractère multiculturel de la ville menacée par les politiques nationalistes à l'œuvre dans le pays en temps de paix comme en temps de guerre. La députée européenne, présidente de la commission culture du Parlement européen, Doris Pack, déclara alors :

Sarajevo possède une place particulière dans l'histoire et la culture du vieux continent. Cette nomination peut devenir un signal de sa multiculturalité et de celle de la Bosnie-Herzégovine toute entière. Cela peut inciter certains hommes politiques à changer leurs points de vue, souvent nationalistes. Mais la ville montre aussi l'impuissance de l'Europe à agir ensemble, contre les usurpateurs professionnels¹¹⁸.

Si le projet n'est finalement pas réalisé en 2014, il témoigne de la permanence des représentations dont la ville fait l'objet dans les milieux institutionnels. En 1993, les acteurs culturels français militant pour 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe', fustigeaient déjà la vision des instances européennes :

L'idée qui préside à cette formulation est absolument inacceptable [...] la première [raison] est qu'elle ne reconnaît pas à Sarajevo la plénitude du concept européen de « capitale culturelle de l'Europe », en lui attribuant le fac-similé de « capitale multiculturelle de l'Europe ». En réalité, ce déplacement discret est décisif, politiquement parce qu'il proclame que nous, Europe qui décide pour (ou contre) l'Europe ne sommes pas « multiculturels »¹¹⁹.

Une image, ou plutôt une scène, incarna l'idée de la désolation évoquée par Jean-Luc Nancy, symbolisant à la fois la fragilité du destin de l'Europe et la résistance radicale que doit lui opposer l'art : celle, reproduite à de nombreuses reprises, qui figurait sur les affiches du Festival d'hiver de 1993 montrant un violoncelliste jouant dans les ruines de la Bibliothèque nationale de Sarajevo (voir annexe n°3.d.). Contenant une référence explicite à un autre célèbre musicien russe jouant des sonates de Bach au pied du mur qui venait de tomber à Berlin en novembre 1989, cette image du musicien balkanique peut aussi incarner la phase noire du post-communisme.

Reproduite maintes fois sur les photos de presse et les affiches, sa carcasse [celle de la bibliothèque] fournit, quelques jours après le sinistre, le décor d'un solo du violoncelliste

¹¹⁷ Résolution du Parlement européen, 12 mai 2011.

¹¹⁸ Doris Pack, communiqué de presse, 12 mai 2011.

¹¹⁹ Bruno Tackels, « Compte rendu à Sarajevo », in R. Iveković (Rada) et D. Blažević (Dunja) (eds.), *Hommage à Sarajevo. Destruction de l'image/ image de la destruction*, Paris, La Fonderie-L'Harmattan, 1997, p. 26.

Vedran Smajlovic, dont la détresse assombrit l'Ode à la liberté de Mstislav Rostropovitch devant les brèches du mur de Berlin, le 11 novembre 1989¹²⁰.

Lancée le 20 juillet 1995 durant le Festival d'Avignon, la seconde mobilisation importante du monde culturel français -la campagne lancée par la « Déclaration d'Avignon »- se présente différemment. La pétition, à l'initiative de grands noms de la profession, est un appel à l'intervention armée des gouvernements occidentaux en Bosnie-Herzégovine. Cette action marque un changement de ton et de stratégie, dans un contexte qui a, lui-aussi, changé : le massacre de Srebrenica (11-12 juillet) a rendu urgente une réaction vigoureuse de la part des puissances occidentales. Par ailleurs, l'armée croate multiplie les incursions dans les zones sécessionnistes de Croatie. Elle va lancer au début du mois d'août l'Opération Tempête [*Oluja*] qui fait repartir la guerre de mouvement. En France, le changement de gouvernement, après la nomination de Jacques Chirac président de la République au mois de mai, est propice à un geste qui pourrait placer la France dans l'initiative d'une intervention.

Dans le texte de la « Déclaration »¹²¹ (voir annexe n°3.f.), les revendications des signataires sont décrites comme non négociables et les organisateurs entendent s'appuyer sur le très large mouvement de soutien existant. La « Déclaration » -hébergée à la Cartoucherie de Vincennes par le Théâtre du Soleil dirigée par Ariane Mnouchkine-, s'appuie sur des institutions locales comme le Conseil municipal de Grenoble, les collectifs Bosnie et des personnalités politiques. Elle se veut fédératrice aussi dans le monde des arts et appelle chaque structure collective à organiser des débats et des mobilisations sur la situation en Bosnie-Herzégovine. Le texte annonce une série d'actions. La grève de la faim organisée à la Cartoucherie en septembre 1995 en a été la plus spectaculaire car elle a permis de donner du poids à la parole des grévistes exposés physiquement. Après s'être exprimés « en tant que citoyens qui [ont] la possibilité de pouvoir parler aux citoyens », ces hommes et ces femmes de culture prétendent renouer avec la tradition révolutionnaire :

Les grévistes de la faim sont les descendants directs des élus qui proclamèrent au Jeu de Paume, le 20 juin 1789, le principe de la souveraineté populaire et qui l'opposèrent à la force des armes¹²².

Une série de lettres ouvertes suivront invitant le Président à donner une impulsion à l'intervention militaire sans accepter de plans de partage de la Bosnie. À l'interpellation qui lui est faite par les signataires, le président Chirac répondra par une argumentation sur les valeurs :

¹²⁰ E. Wallon, « L'artiste en témoin.. », art. cit., p. 7.

¹²¹ Déclaration d'Avignon, publiée dans *Le Monde* daté du 20 juillet 1995 avec une liste des premiers signataires.

¹²² Alain Touraine, « Une grève de la faim juste et réalite », *Ouest-France*, 25 août 1994 (article reproduit dans le *Dossier de presse de la Déclaration d'Avignon*, 27 août 1994.

Comme vous le soulignez, ce qui est en cause en ex-Yougoslavie, c'est à la fois la paix en Europe, mais aussi les valeurs qui fondent notre civilisation et notre démocratie. La France n'acceptera pas le retour sur notre continent de la haine ethnique et de la barbarie¹²³.

Le lien entre engagement politique et statut d'artiste de la scène semble ici naturel : ce sont les artistes qui dénoncent ici les ficelles de la cynique comédie politique, au nom de la réalité humaine. La métaphore peut être filée jusqu'au bout : c'est le triste spectacle du monde, la « sinistre mise en scène de la politique », qu'il faut dénoncer, au nom de l'engagement revendiqué dans la réalité :

Tous comptes faits, peut-être ces comédiens, ces metteurs en scène, ces artisans du spectacle étaient-ils précisément les mieux placés pour dénoncer une cynique Comédie de l'impuissance, une constante Mise en scène de la démission. Les voici en tout cas s'employant à représenter pour nous, à leurs dépens, le grand écart entre la consommation d'un spectacle et notre implication dans la réalité¹²⁴.

L'intervention de l'OTAN à partir de septembre 1995 et l'implication militaire française avec la création de la Force de réaction rapide (FRR), ont semblé fournir un dénouement heureux à la mobilisation autour de la « Déclaration d'Avignon ». Cela n'empêcha pas que les Accords de paix n'aient été par la suite vivement critiqués par les militants.

Activité artistique ou action culturelle ?

On a pu lire dans le développement des initiatives 'pour la Bosnie' dans le monde artistique et culturel français à partir de 1993, une reconversion de l'engagement politique vers le terrain symbolique du culturel, qui aurait risqué de cautionner des positions attentistes¹²⁵. À l'instar de l'humanitaire, le culturel serait un dérivatif à l'impuissance politique. La chronologie des mobilisations (voir chapitre 5) montre cependant que si le culturel devient effectivement, à partir de cette période, un domaine d'expression et d'action dans lequel s'investissent des forces politiques, les actions culturelles se sont développées parallèlement à d'autres types de mobilisations, et elles ont pris des formes très diverses. Les détracteurs de l'action culturelle ont relevé la disproportion entre l'horrible réalité de la guerre et le réconfort abstrait apporté par

¹²³ Jacques Chirac, « Lettre du 10 août 1995 à M. Bernard Faivre d'Arcier, directeur du festival d'Avignon », *Dossier de presse...*, cit.

¹²⁴ Francis Jeanson, « Résistance citoyenne », *Dossier de presse...*, cit.

¹²⁵ Géraldine Muhlmann, « Le culturel et la tentation de l'abstrait », art. cit.

l'art et la culture¹²⁶. Cette disproportion fut accusée de friser l'obscénité quand le malheur des uns devient en quelque sorte l'inspiration de l'œuvre des autres. Quant aux actions culturelles médiatiques visant à mobiliser le grand public pour placer Sarajevo à l'agenda européen, en particulier la campagne de 1993 pour 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe', elles ont été critiquées pour leur inefficacité et l'ambiguïté qu'elles entretiennent avec la politique : « Il est bon de rappeler que la dimension politique de cet acte culturel n'aurait été précisément que symbolique, rien ne permettait donc d'en espérer des répercussions politiques *réelles* »¹²⁷.

L'idée que la culture peut être un réconfort ou une reconnaissance de la dignité humaine de la victime¹²⁸ n'est alors acceptable que si on reconnaît qu'elle n'est pas séparable du politique, mais au contraire qu'elle est traversée par lui. Parmi ces critiques, celle qui dénonce l'abstraction inhérente à l'action culturelle face à la guerre semble la plus fondée, mais il convient d'analyser les conceptions de la culture qu'elle implique. L'activité artistique en temps de guerre, comme réponse existentielle, a été une position partagée par de nombreux artistes yougoslaves. Pour eux, le fait de continuer à faire leur travail devenait une question de survie mentale et une façon de résister individuellement aux multiples formes d'agression liées aux conflits.

La distinction essentielle entre activité artistique et action culturelle a pu être brouillée dans la mobilisation des artistes et acteurs culturels étrangers en Bosnie-Herzégovine pendant et après le conflit :

Peut-on interdire que des gens, réunis autour de quelque chose qu'il faut bien nommer « l'art » rappellent et réveillent le politique. Pourquoi l'art ne serait pas le médiateur d'un tel sursaut ? [...] la question qui se pose est de savoir pourquoi l'art devenu culture résonne nécessairement comme une « oisiveté frivole » [...] Est-ce parce qu'il a perdu le pouvoir et le sens qui lui auraient donné le droit de la nécessité ? Ou n'est-ce pas plutôt justement parce que devenant culture, il est devenu l'allié d'une pensée politique qui ne peut cautionner l'art qu'en tant qu'il participe à la construction d'un mythe de la civilisation et du progrès infini¹²⁹.

Entre l'engagement et l'exhibition, la position et la posture, la frontière a pu être très tenue, tant pour les groupes que pour les individus. Comme dans les autres engagements citoyens, les mobilisations du monde culturel s'énoncent souvent dans une terminologie datée,

¹²⁶ « Je regrette mais cette idée de la culture et de la civilisation qui préfère les pierres, si prestigieuses soient – elles, aux hommes est immonde », Annie Lebrun (*Les assassins et leur miroir, Réflexion à propos de la catastrophe yougoslave*. Paris, Pauvert/Le terrain vague, 1993, p. 92.) à propos de la déclaration de l'écrivain Jean d'Ormesson : « Il ne s'agit pas de prendre parti dans la guerre qui oppose les Croates et les Serbes, il s'agit de l'idée que nous nous faisons de la culture et de la civilisation », cité par G. Muhlmann, art. cit. p 179.

¹²⁷ Ibid., p. 180.

¹²⁸ « Ces deux motivations de l'engagement pour la culture ne s'auto-justifient, finalement, que par l'affirmation de la politisation immédiate de la culture », *ibid.*, p.184.

¹²⁹ B. Tackels, « Compte rendu... », art. cit., p. 26-27

considérée parfois avec distance sans pour autant être abandonnée. S'engager face à la guerre en Yougoslavie, reste pour les artistes et les acteurs culturels une manière d'affirmer leur rôle dans la société française contre les positions de leur gouvernement, mais aussi de s'inscrire dans la tradition universaliste et d'intervenir dans le monde. À propos de Francis Bueh et de sa librairie devenue le centre André Malraux à Sarajevo, l'écrivain Alain Borer rappelle la tradition française de cette culture engagée dans le politique et la défense des valeurs :

La culture c'est-à-dire la tradition occidentale du questionnement de soi et de la *vie examinée* contre l'orthodoxie qui ne conçoit de torts qu'en dehors d'elle ; et puis, et puis (comme si une tristesse permanente sur le visage de Francis admettait par avance qu'on en sourie) *une certaine idée de la France*, contre l'esprit du temps qui veut que civilisé signifie *post-national*... Il me semble qu'il y a là, dans cet idéalisme spécifiquement français qui inscrit cette démarche anonyme dans la longue lignée d'idéalistes, un caractère *abstrait lyrique* comme est toujours l'art français¹³⁰.

Dans son court métrage *Je vous salue Sarajevo* (1993), Jean-Luc Godard compose une méditation poétique sur le pouvoir des images, la guerre médiatisée et le rôle de l'art. Lui aussi distingue la culture qui fixe les conventions sociales, de l'art toujours inattendu, exceptionnel et individuel. Dans le film, la voix *off* du cinéaste rappelle avec finesse et humour à ceux qui se prendraient trop au sérieux, que ce ne sont que des mots : l'art a certes à voir avec la mort, mais ni plus ni moins que la condition humaine en général.

Il y a la culture, qui est de la règle, il y a l'exception, qui est de l'art. Tous vous disent la règle (cigarette, ordinateur, *T-shirt*, télévision, tourisme, guerre), personne ne dit l'exception. Cela ne se dit pas : cela s'écrit (Flaubert, Dostoïevski), cela se compose (Gershwin, Mozart), cela se peint (Cézanne, Vermeer), cela s'enregistre (Antonioni, Vigo), ou cela se vit et c'est alors l'art de vivre : Srebrenica, Mostar, Sarajevo. Il est de la règle de vouloir la mort de l'exception, il sera donc de l'Europe de la culture d'organiser la mort de l'art de vivre, qui fleurit encore¹³¹.

Sarajevo, ville européenne subissant un siège perçu comme moyenâgeux a fait indiscutablement l'objet de symbolisations dans l'espace post-yougoslave autant qu'à l'étranger. À l'instar de la Première Guerre mondiale, ces événements ont paru être porteurs d'une « injonction à écrire »¹³² malgré le fait qu'ils n'ont pas été pas vécus directement mais appréhendés par l'intermédiaire des médias. Les pièces de théâtre inspirées directement par des événements yougoslaves ont été particulièrement nombreuses en France¹³³. Sujet éminemment

¹³⁰ Alain Borer, « La tentation de Sarajevo. Carnets de route », in *Carnets de Sarajevo 1. Rencontres européennes du livre de Sarajevo*, Paris, Gallimard, 2002, p. 30. [Italiques de l'auteur]

¹³¹ Jean-Luc Godard, *Je vous salue Sarajevo*, 1993.

¹³² Hélène Kuntz, « Écrire sur la guerre en ex-Yougoslavie : le théâtre européen à l'épreuve de l'histoire contemporaine », *Théâtre/Public*, n°188, 2008, p. 50.

¹³³ Enzo Cormann, *Diktat* (1995) ; Olivier Py, *Requiem pour Srebrenica* (1998) ; Laurent Gaudé, *Cendres dans les mains* (2001) ; Fabrice Melquiot, *Le Diable en partage* (2002) ; Matej Visniec, *Du sexe de la femme comme champ*

tragique, offrant notamment la possibilité de variations sur les thèmes de Roméo et Juliette ou des frères ennemis, les guerres yougoslaves sont souvent l'occasion d'écrire contre le traitement médiatique qui leur est fait¹³⁴.

Mais ces symbolisations ont été différenciées selon les pays. En France, elles se sont développées, d'une part, dans le cadre de la perception de la culture des pays de l'Est (voir chapitre 2), de l'autre, dans celui de la conception de l'artiste démiurge et intervenant politique. On pourrait analyser ce qui rapproche ces images et formules sur la Bosnie multiculturelle, l'urbicide ou la résistance de Sarajevo, des formes de romantisation produites sur l'Europe centrale et sur l'Apocalypse viennoise de la fin du XIX^e siècle. En effet, celles-ci propagent également des représentations d'un territoire qui serait le lieu d'une conscience pessimiste mais lucide, et donc, en ce sens, exemplaire. Le fait de s'inspirer d'un événement dramatique étranger appréhendé non pas directement, mais par le prisme de sa médiatisation n'est pas en soi un problème pour la création. Les difficultés sont cependant décuplées pour réussir à créer un espace pour l'échange d'expériences, clé pour toucher un public :

Pour qu'un partage d'expériences demeure possible, et pour qu'un partage d'émotions puisse se jouer au sein de l'assemblée théâtrale, reste à inventer, comme le font les dramaturges expressionnistes des histoires et des formes qui engagent notre sens de l'humain, qui nous engagent¹³⁵.

À propos des artistes français s'étant exprimés sur les guerres yougoslaves, Emmanuel Wallon a estimé qu'il importait « moins de saisir ce que leurs œuvres nous apprennent de cette guerre que de comprendre comment elle ébranla leur appréhension de l'art »¹³⁶. Ce constat implique que cet événement touche aux moyens d'en parler et qu'il faut d'une certaine manière les réinventer. Quand ils ont su trouver des espaces pour l'échange d'expériences, les artistes, même quand ils n'ont connu le conflit que par sa médiatisation, ont su exprimer une vérité – subjective- sur cet événement. Le malaise s'est installé lorsque des acteurs culturels étrangers ont précisément accordé à la culture une valeur civilisatrice universelle et se sont imposés comme ses représentants, en traitant leurs interlocuteurs comme des victimes à soulager. Ils ont ainsi risqué de mettre leurs propres mots sur la souffrance des autres, considérés de façon globale et abstraite, et de contribuer à les rendre sans voix.

de bataille dans la guerre en Bosnie (1996), entre autres. Pour une liste plus complète, voir M. Lazin, « Le théâtre et l'écriture dramatique face aux guerres antiyugoslaves », art. cit.

¹³⁴ H. Kuntz, « Écrire sur la guerre... », art. cit., p. 52.

¹³⁵ Ibid., p. 53.

¹³⁶ E. Wallon, « Portrait de l'artiste en témoin », art. cit., p. 386.

Conclusion de la partie II

Le caractère protéiforme et mouvant des mobilisations que nous avons étudiées remet en cause un certain nombre de frontières. D'abord, celle entre militants et observateurs, puisque dans des formes d'engagement fluctuants, voir conjoncturels, où la prise de parole du citoyen et la position personnelle sont intimement liées, la distinction entre ces deux types n'est pas aisée. On peut être successivement l'un et l'autre, voire en même temps l'un et l'autre. Il remet en question également la limite entre les sensibilités politiques et religieuses pourtant encore forte dans la France du début des années 1990, ainsi que les frontières entre différents milieux professionnels. Ce point est incontestablement un élément de séduction des mobilisations. À l'instar des mouvements internationalistes depuis l'après-guerre, comme le pacifisme, le tiers-mondisme, le gauchisme, les 'moments militants' que nous avons décrits permettent à des individus et des groupes très divers de se rencontrer. La distinction entre l'humanitaire et le politique est également remise en cause : ces crises dont on a pu dire qu'elles bouleversaient les valeurs européennes sont des moments dramatiques où se donnent à voir des victimes absolues qu'il faut défendre. Les mobilisations ne forment en réalité aucun mouvement cohérent, même si les appels à créer des mouvements n'ont pas manqué. Elles ont plutôt constitué des initiatives traversées par des volontés de structuration qui, à certains moments, ont fait de cette structuration un objectif prioritaire. Cela ne signifie pas non plus qu'il n'y ait plus de militants, mais plutôt que, durant l'épisode de la crise, la position d'observateur s'est trouvée contaminée par la position militante. Les recadrages dans la perception de ces pays et de la région des Balkans sont donc tributaires d'un intérêt régi par des émotions face au spectacle du désastre, mais aussi par une position d'acteur face à la crise, même lorsque ce dernier prend conscience de son impuissance. La crise étrangère devenait un peu la sienne. Ce sont ces formes d'inclusion, voire de contamination qu'il faut maintenant analyser.

Des sociétés en décomposition ont été vues en France à travers des prismes militants au moment précis où les croyances dans l'action collective vacillaient et où de nouvelles modalités d'action militantes étaient recherchées. Il y a un sentiment d'échec latent dans ces mouvements, celui d'un échec collectif à faire de la politique autrement, qui n'empêche pas des réalisations individuelles ou partielles. L'amertume est patente, surtout au moment de la crise yougoslave. « Y-a-t-il une vie après la Bosnie ? », se sont demandés les militants des collectifs citoyens

juste après les Accords de Dayton¹³⁷, interrogeant alors plutôt leur capacité d'action que la situation de ce pays après les accords de paix (voir annexe n° 3.h.). La mobilisation citoyenne 'pour la Bosnie', définitivement close au début des années 2000, parfois même avant la crise du Kosovo de 1999, n'a pas eu de postérité lors des crises internationales qui lui ont succédé, alors même qu'elles présentaient des caractères similaires : désagrégation d'États socialistes ou assimilés, ethnicisation brutale des rapports sociaux, phénomène de violence extrême contre les civils. Il convient de s'interroger sur cette absence de postérité.

¹³⁷ Jean-Louis Darrière, « Y a-t-il une vie après la Bosnie ? », *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n°3, mars 1996, p. 1.

**Partie III. Une mutation d'expérience : formes, appartenances
et actions des collectifs**

Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, l'humanitaire comme mode de gouvernance s'installe dans le champ politique et avec lui, ce que Didier Fassin a appelé la « raison humanitaire », mise en œuvre autant par les gouvernements occidentaux que par des organisations non gouvernementales qui se donnent pour vocation de soulager la souffrance et de sauver des vies. Elle est présente dans la façon dont les crises roumaine et yougoslaves ont été traitées par les gouvernements occidentaux, mais aussi dans les réactions et interventions émanant de la société civile française.

Une nouvelle économie morale – dont la raison humanitaire est en quelque sorte le cœur – s'est donc constituée au cours des dernières décennies du XX^e siècle. Nous en sommes encore tributaires en ce début de XXI^e siècle. Elle induit des réponses inédites – ce qu'on peut appeler un gouvernement humanitaire – par lesquelles une attention particulière est portée à la souffrance et au malheur¹.

Cette raison humanitaire modèle le cadre et les formes des interventions collectives, mais aussi le cadre de perception du monde et le regard porté sur les bénéficiaires. D'un côté, les sociétés dites 'en crise' et leurs ressortissants sont perçus comme 'traumatisés', de l'autre, on s'intéresse à leurs perceptions subjectives. Les conflits eux-mêmes se disent « dans le langage de la subjectivité »². La façon dont cette subjectivation du politique s'articule avec la réorganisation des représentations, des manières de raconter les événements et de décrire la réalité mérite notre attention.

Comme on l'a vu plus haut, les bouleversements qui affectent la péninsule balkanique de 1990 à 1999 ont d'abord engendré de l'incompréhension autant dans les pays concernés que chez les observateurs extérieurs, y compris parmi ceux qui se sont sentis solidaires avec leurs habitants et ont milité pour une intervention étrangère ou ont affiché des positions tranchées. Si la raison humanitaire contemporaine s'inscrit dans la tradition chrétienne de la charité³, que les habitants des Balkans ont effectivement été les victimes de crises graves et que s'est exprimé à leur égard un devoir de compassion et un impératif d'action, on doit s'interroger sur les

¹ D. Fassin, *La raison humanitaire* ..., *op. cit.*, p 16.

² *Ibid.*, p. 259-260.

³ « Profondément ancrées dans l'histoire chrétienne du monde occidental, la sacralisation de la vie et la valorisation de la souffrance font du gouvernement humanitaire contemporain une forme de théologie politique », *ibid.*, p. 324.

recompositions à l'œuvre dans l'ordre des croyances, sur ce qu'implique la logique humanitaire dans la construction des savoirs et sur le sens que les événements ont pris dans l'écriture de l'histoire contemporaine de l'Europe.

De la fin des années 1980 au milieu des années 1990, la critique de la médiatisation de la société, de la 'société du spectacle', de l'humanitaire teinté de colonialisme, de bonne conscience⁴ et même de « bienfaisance médiatique »⁵, puis le constat de la dissolution de l'événement dans sa représentation médiatique⁶, rencontrent un écho important dans l'espace public. Or, cette déconstruction qui aboutit parfois à des conclusions contradictoires, symptomatiques de la crise de la pitié en politique constatée par Boltanski en 1993⁷, ne recoupe pas nécessairement les croyances des observateurs qui se sont sentis concernés par les crises roumaine et yougoslaves, ni celles d'un public plus large.

Le spectacle de la désagrégation des sociétés balkaniques produit, en France comme dans d'autres pays européens -en particulier en Allemagne ou en Italie-, des débats sur la nécessité de prendre conscience des illusions antérieures sur le socialisme, sa démocratisation et une Europe conçue comme le cadre du développement démocratique d'une société pacifiée. Il semble que des transformations similaires affectent les pays où les régimes socialistes s'effondrent et ceux qui les observent de l'extérieur, en particulier en Europe, même si les débats s'y déroulent en parallèle. Durant cette période, le continent européen semble en effet traverser ce que Reinhart Koselleck a appelé une « mutation d'expérience », à savoir une transformation individuelle et collective (voir générationnelle) qui remet en cause le cadre d'interprétation des événements et introduit de nouvelles façons d'appréhender le réel⁸. Même si elle s'exprime différemment dans chaque contexte national, un des premiers traits de cette mutation est le désarroi face à des événements, qu'on n'arrive pas à saisir et pour lesquels la terminologie pose problème.

Pour les spectateurs touchés et pour les militants ayant le désir d'agir, la mutation d'expérience touche de façon sensible au spectacle de la violence -guerrière ou non- et de la destruction. La médiatisation des crises se trouve mise en cause en raison de son impuissance à aider l'action. Les questions que pose la désintégration des sociétés roumaine et yougoslaves, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, touchent à l'appartenance aux collectifs et à leurs modes d'action. Elles sont liées aux conditions d'émergence de l'individu et à ses rapports avec

⁴ Voir en particulier les débats dans la revue *Le débat* entre 1991 et 1993, en particulier le n°67 (novembre 1991) consacré à l'action humanitaire et au droit d'ingérence ; le n°74 (mars-avril 1993), le n°75 (mai-juin 1993). Voir aussi les essais, interventions et articles de Régis Debray, Marcel Gauchet, Marc Fumaroli de la même période, ainsi que Alain-Gérard Slama (*L'Angélisme exterminateur. Essai sur l'ordre moral contemporain*, Paris Grasset, 1993).

⁵ Gilles Lipovetsky, *Le crépuscule du devoir. L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, Paris Gallimard, 1992, p. 138-145.

⁶ J. Baudrillard, *L'illusion de la fin ou la grève des événements*, Paris, Galilée, 1992.

⁷ L. Boltanski, *La souffrance à distance...op. cit.*, p. 10.

⁸ R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire ...*, *op. cit.* p. 201-247.

les institutions sociales -État, nation, religion, groupe ethnique, famille-. Si les formes étatiques et nationales apparaissent comme défailtantes ou destructrices dans les États balkaniques post-communistes, elles n'en sont pas moins omniprésentes. Face à la puissance et à la popularité des nationalismes, aucun collectif alternatif -sur des bases citoyennes- à l'intérieur ou à l'extérieur n'arrive réellement à opposer une action efficace à ce qui se déroule sur le terrain. La désintégration de la Yougoslavie et la barbarie qui l'accompagne, témoigne d'une profonde faillite des élites et des détenteurs de savoirs à prévoir, à empêcher et même à penser la fin des régimes communistes. Certains de ces régimes se défont avec une violence qu'il n'est pas aisé d'observer de l'extérieur sans en être affecté.

Les engagements militants au moment des conflits en Yougoslavie ont été plus forts à gauche, même s'ils ont brouillé les repères politiques traditionnels. Or la gauche française, forte du soutien des intellectuels, a longtemps perçu sa mission comme étant d'éclairer le peuple sur la vérité de l'aliénation et les idéaux sociétaux à atteindre. Le terme d'intellectuel est intrinsèquement lié à l'engagement des gens de lettres, philosophes et écrivains en faveur des idées progressistes et révolutionnaires. Cette posture avant-gardiste, renforcée par le marxisme puis le léninisme au XX^e siècle, a irrigué les milieux militants⁹. Depuis les années 1980, le constat d'une rupture de plus en plus consommée entre la gauche et les intellectuels, mais aussi entre les intellectuels et les milieux populaires, semble aller de pair avec leur éloignement des cultures populaires, perçues comme perverties par les médias de masse et la marchandisation. Or, c'est par leurs liens à des formes de culture populaire et en représentants de leur peuple, que plusieurs artistes de la péninsule balkanique se sont pourtant affirmés en France dans les années 1990. La vision des Balkans qu'ils proposent et les récits populistes qu'ils cautionnent, posent donc un certain nombre de questions au regard des débats soulevés par l'éclatement de la Yougoslavie et des transformations socio-politiques de la région.

⁹ P. Corcuff, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, 2012 et *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?*, Paris, Textuel, 2013.

Chapitre 7. Les ruptures d'intelligibilité

Si réagir et agir face à la crise étrangère a été un impératif moral pour un certain nombre d'individus, avant de prendre la forme d'un engagement plus ou moins suivi dans le temps, le caractère confus des crises en question, leurs contradictions et les conflits d'interprétation ajoutent un deuxième impératif : celui de comprendre (pour soi) et d'expliquer (aux autres) pour convaincre. Entre la compréhension d'événements étrangers dramatiques, la transmission de ces explications et l'urgence d'agir, s'est souvent jouée pour l'individu une véritable épreuve morale. Elle n'a pas épargné non plus la recherche universitaire. Ce trouble existe pour ceux qui se sont confrontés à la 'transition' roumaine et il a été formulé de façon plus évidente pour les observateurs de l'éclatement de la Yougoslavie :

Vue sa proximité géographique, sa forte médiatisation, et plus encore, ses liens indéniables mais complexes avec la référence morale fondatrice qu'est devenu l'Holocauste, la guerre en Bosnie-Herzégovine a avant tout constitué pour ceux qui s'y sont confrontés de l'extérieur, une épreuve morale¹⁰.

Les mobilisations citoyennes des années 1990 contribuent à réorganiser l'action collective aux frontières du politique, de l'humanitaire et de l'aventure individuelle. Dans un contexte fortement émotionnel, la quête de vérité et la compréhension empathique sont des sources de motivation pour s'intéresser à des problématiques parfois très lointaines. Comprendre et agir sont donc deux impératifs inextricablement liés. Si les nouveaux savoirs qui émergent sont conditionnés par l'urgence de l'action, deux attitudes opposées dominent le débat public en France : affirmer la complexité de la situation et dénoncer les responsabilités de certains protagonistes que sont les dirigeants nationalistes ou corrompus locaux, mais aussi les gouvernements occidentaux, les Nations Unies, la 'communauté internationale' et les médias. La tension entre ces deux positions ne permet cependant pas de résoudre le problème de l'impuissance des interventions étrangères, qui remet en question l'engagement lui-même, ses formes et ses modalités.

Quand l'effort pour comprendre ce qui est en train de se passer est réel et sincère, il constitue une première étape de l'action, « une première démarche vers une solidarité concrète avec ceux qui ont le projet d'une société égalitaire et fraternelle », comme l'écrivent dans leur rapport le prêtre catholique Jean-Paul Numez et le pasteur protestant Jean Costil, en mission en

¹⁰ X. Bougarel, « Travailler sur l'islam dans la Bosnie... », art. cit., p. 49.

Bosnie-Herzégovine pour la CIMADE en 1993¹¹. Pourtant, la volonté de comprendre s'est souvent heurtée à des apories et des malentendus produisant à plusieurs reprises un sentiment de défaite. Certes, tout événement, dans la mesure où il soulève des questions inédites qui exigent l'élaboration d'un discours nouveau pour y répondre, peut faire naître l'obligation de produire des recadrage de la pensée. Cependant, ici, se sont jouées de véritables crises de la pensée. Ce sont ces moments de crise chez les observateurs et militants français qu'il s'agit maintenant d'examiner.

La situation étrangère observée est l'espace de projection des attentes, mais aussi des peurs liées à une mémoire et un vécu autant individuels que collectifs. L'expérience médiatisée des événements roumains et yougoslaves s'exprime, s'écrit et finalement se transmet, éclairée par la mémoire d'autres événements, vécus dans la communauté nationale de ceux qui les observent. On a vu précédemment que la perception des Balkans en France au XXe siècle doit beaucoup au prisme hérité de la mémoire officielle de la Première Guerre mondiale et du découpage de l'Europe en 1919 (chapitre 1). On a également mis à jour le rôle des projections d'une conception universaliste de la citoyenneté dans les mobilisations de citoyens et d'intellectuels face aux crises roumaine et yougoslaves entre 1989 et 1999 (chapitre 5 et 6). D'autres projections sont également perceptibles dans l'appréhension des événements des années 1990. En effet, l'agression systématique des civils et la violence interethnique dans le cas yougoslave rappellent aussi aux Français des souvenirs refoulés de conflits qui ont touché leur pays, d'abord ceux de la Seconde Guerre mondiale, de l'occupation allemande et de la collaboration dans la conjoncture commémorative du cinquantenaire, mais aussi ceux de la guerre d'Algérie, dont la mémoire est encore vive au début des années 1990. La déshumanisation de la société totalitaire face aux orphelins en Roumanie a pu aussi évoquer aux observateurs français frappés par l'européanité du pays, la misère passée de certaines campagnes françaises.

¹¹ Costil (Jean) et Numez (Jean-Paul), « Bosnie : le fiel, la haine et la folie. Missions en Bosnie Cimade et Conseil œcuménique des Églises. Février et avril 1993 », *CIMADE Informations*, août 1993, p. 50.

7.1. Les malentendus de l'élan humanitaire en Roumanie

La perception d'une Roumanie misérable s'est installée en France à partir de la fin des années 1980. Elle a perduré tout au long des années 1990 sur un mode émotionnel. En effet, la perception du peuple roumain comme victime a été amplifiée par 'la crise humanitaire', dont les organisations non gouvernementales humanitaires –en particulier les organisations françaises qui ont structuré l'aide humanitaire dans la période 1990-1995- n'ont d'une certaine façon pas su décréter la fin. L'humanitaire comme activité internationale se structure et expérimente de nouvelles méthodologies dans une concurrence qui s'accroît entre les organisations intervenantes. Pourtant, bien que se professionnalisant, les ONG comptent encore de nombreux bénévoles dans leurs rangs. Le sociologue Gauthier Pirotte a constaté les difficultés qu'ont eues les acteurs de l'intervention étrangère à passer de l'aide d'urgence au soutien à des politiques de développement, même quand l'aide apportée était perçue comme inadéquate et source de dysfonctionnements¹². Cette difficulté a alimenté un sentiment d'échec peu analysé, puisque le retour d'expérience sur la crise roumaine a été faible, y compris dans les organisations alors très investies¹³.

Entre 1990 et 1995, alors que les organisations humanitaires étaient soumises à la pression des médias et de l'opinion publique française pour agir vite, la misère en Roumanie a été de plus en plus perçue comme une fatalité et les institutions comme irréformables (voir chapitre 6). Certes, le contexte totalitaire et ses conséquences sur les comportements étaient incontestablement difficiles à appréhender pour les militants français qui arrivaient dans ce pays sans préparation et étaient peu informés des réalités des régimes socialistes. Il y a cependant des raisons plus structurelles liées aux transformations des interventions humanitaires extérieures : leur développement s'est accompagné de la mise en place de nouvelles méthodologies, comme le traitement des traumatismes psychiques et l'écoute des victimes, alors que l'informatisation et la révolution des moyens de communication, avec l'apparition du téléphone portable, du télécopieur puis du réseau internet, ont donné la possibilité à des individus et à des petits groupes d'agir directement.

L'élan de générosité envers la Roumanie s'est d'abord manifesté dans une mobilisation désordonnée faite de convois, de dons dispersés aux organisations humanitaires et de proclamation 'd'adoption' de villages menacés. Il a été soutenu par des croyances dans l'efficacité du don individuel dans la tradition chrétienne de la charité et avec l'idée que

¹² G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...op. cit.*,

¹³ Quand Rony Brauman, par exemple, revient en 2006 dans son « parcours critique » sur l'histoire de MSF et du mouvement humanitaire, l'épisode roumain n'est quasiment pas mentionné, alors qu'il développe abondamment la situation du mouvement dans les années 1990 (R. Brauman, *Penser dans l'urgence... op. cit.*).

l'Europe après 1945 était et devait être un espace de paix et de prospérité. Ces croyances ont motivé l'engagement dans le catholicisme social, le tiers-mondisme avant de se reformuler, après les engagements gauchistes des années 1960, dans le mouvement humanitaire.

Déceptions des humanitaires français face à la 'misère roumaine'

Dans la Roumanie post-communiste, l'intervention étrangère a souvent été perçue de façon ambivalente. L'image de la misère véhiculée à l'étranger, y compris par les humanitaires et les bénévoles étrangers, y a été critiquée à la fois par une élite intellectuelle soucieuse de l'image de son pays à l'extérieur et par les autorités qui, bien qu'ayant propagé des informations alarmistes sur l'ampleur de la crise, ont par la suite critiqué le traitement qui en était fait par les Occidentaux. Dans la situation chaotique des premières années qui ont suivi la chute du régime communiste, la corruption et les détournements fréquents de l'aide humanitaire, avec parfois la complicité de membres d'associations occidentales, les scandales autour des adoptions tarifées organisées au grand jour ont provoqués chez les humanitaires et bénévoles étrangers des réactions, parfois vives, de déception vis-à-vis des Roumains et de la Roumanie, mais aussi des désillusions et des réflexes de repli dans la société roumaine. Pourtant, les pratiques des donateurs ont mis du temps à évoluer ; l'organisation de convois sans analyse des besoins s'est par exemple poursuivie pendant toute la décennie. Le réseau de communes du département d'Ille-et-Vilaine n'a ainsi décidé qu'en 2001 d'arrêter les collectes de dons en nature à destination des communes roumaines jumelées, à la suite d'une campagne dans la presse roumaine fustigeant ce type d'action¹⁴. Ces associations bretonnes étaient pourtant familières des jumelages internationaux et avaient une longue pratique de la solidarité internationale héritée du catholicisme social.

L'expérience humanitaire roumaine est une première pour des institutions locales et des citoyens français qui, dans leurs engagements précédents, avaient été tenus beaucoup plus éloignés du terrain. Plus la méconnaissance des réalités de l'aide humanitaire est grande, plus est grand le décalage entre l'expérience concrète de l'aventure humaine et un schéma directeur de l'action collective, entre les motivations individuelles et les représentations de l'engagement. Ce décalage entre horizon d'attentes et expérience concrète a été une source de déceptions et peut expliquer que les discours dépréciatifs taxant les Roumains de « voleurs et mendiants » se soient propagés.

¹⁴ Les communes regroupées autour de Solidarité 35 Roumanie ont continué d'envoyer des convois jusqu'en 2001, même si l'efficacité de ces pratiques était critiquée en interne, selon l'association elle-même : voir le récit de cet épisode sur son site internet : <http://www.solidarite35roumanie.fr/notre-histoire/> (consulté le 12.09.2014)

Pour les militants français impliqués, l'expérience du terrain a pu cependant permettre l'abandon salutaire d'illusions concernant l'action humanitaire, envisagée parfois comme une succession de dons en nature ou l'adoption d'enfants abandonnés. Certains acteurs ont approché ces difficultés inhérentes à une expérience nouvelle comme un apprentissage nécessaire pour passer à des formes de solidarité et de coopération plus durables. Un militant de l'association Argentré du Plessis-Roumanie (Ille-et-Vilaine), fondée en 1990, raconte le passage de l'aide humanitaire aux coopérations culturelles en ces termes :

On a fait le premier camion, puis un petit groupe est retourné après avec un camion plus petit. On a très vite compris que ce n'était pas ce qu'on allait amener là-bas qui était utile. Il y avait des besoins tellement énormes [...] Ensuite, une pompe a été envoyée car il n'y avait pas l'eau courante. De plus, ils utilisaient mal leur fumier et il était souvent près des puits... Mais elle n'a pas été installée, parce que c'était pour le dispensaire et qu'il fallait creuser. La situation s'est un peu envenimée... alors on a décidé de quitter le pays, c'était en 1992-1993... En fait, on est allé dans le village d'à côté et, là, ils ont tout installé [...] Là, ils étaient demandeurs d'échanges. Jamais, ils ne nous ont demandé un centime... Ce qui comptait pour eux c'était les échanges culturels¹⁵.

Cet agriculteur breton, alors âgé d'une quarantaine d'années, a milité dans différentes associations d'entraide agricole et des groupes locaux de l'Action catholique. L'expérience des premiers pas de leur association en Roumanie qu'il raconte ici est celle de la recherche d'un cadre d'action qui corresponde aux attentes du groupe : l'aide envisagée ne pouvant être reçue par le village roumain pour des raisons qui lui étaient propres, les militants français ont cherché d'autres interlocuteurs demandeurs de ce qu'ils souhaitaient opportun et possible d'échanger.

Pour les organisations humanitaires, les échecs ont parfois été difficiles à reconnaître. Des disfonctionnements et des malversations ont été passés sous silence et l'arrêt brutal de certains programmes a suscité peu de réaction ni au sein des organisations concernées ni parmi les donateurs. L'idée que la misère en Roumanie avait une dimension atavique et que le système était irréformable a pu s'installer de façon insidieuse mais durable. Pirotte critique vivement l'idéologie humanitaire toute puissante qui, en refusant d'interroger ses outils et en imposant la vision d'une population victime et d'institutions irréformables, prolonge d'une certaine façon le totalitarisme du régime communiste :

On peut se demander si le paradoxe de l'intervention humanitaire roumaine en Roumanie post-Ceausescu n'a pas été, dans un premier temps, de prolonger (par la pitié) le totalitarisme du régime, tout en cherchant à en dénoncer les méfaits. Au totalitarisme d'un régime ne voyant sa population que sous l'angle d'une masse indifférenciée d'ayants droits, aurait ainsi succédé le totalitarisme de la pitié des humanitaires ne voyant dans les Roumains que les victimes indifférenciées d'un tyran ou d'un régime le plus souvent qualifié d'ubuesque¹⁶.

¹⁵ Bernard Veillard, ancien président de l'Association Argentré-du-Plessis/Roumanie [entretien réalisé le 17 février 2014].

¹⁶ G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, op. cit., p. 87..

Si cette critique peut sembler exagérée, il est évident que le problème des orphelinats a particulièrement cristallisé le débat public tant dans les pays donateurs, en particulier en France, qu'en Roumanie. Là-bas, se sont manifestées des réactions de rejet vis-à-vis des 'donneurs de leçons' occidentaux. La médiatisation de la question des orphelinats a aussi obligé la société roumaine à prendre en compte les conséquences connues mais souvent minimisée de la politique nataliste du régime communiste et du traitement des enfants confiés à l'institution.

Le contraste est trop grand entre les déploiements fastueux, ordonnés et rythmés des dernières années de fêtes du régime de Ceausescu pour célébrer la nation, les beaux défilés chorégraphiques, les anniversaires où défilent des enfants très propres en uniformes et d'un coup, l'obligation de reconnaître par exemple le chiffre de 100 000 enfants abandonnés. Les Roumains savaient ; ils sont confrontés à l'obligation de voir à travers les reportages et les caméras des amis curieux occidentaux¹⁷.

Les travailleurs humanitaires étrangers découvrant les institutions sociales roumaines dédiées à accueillir les enfants orphelins ou abandonnés, ont en effet été confrontés à des situations sanitaires et humaines qui les révoltaient et pour lesquelles les responsabilités leur paraissaient évidentes. Cette idée est par exemple très explicite dans le message que Médecins sans frontières-France (MSF-France) fait passer à ses donateurs:

Ce qui a bouleversé tous ceux qui l'ont vu c'est l'univers concentrationnaire dans lequel vivent un grand nombre de ces enfants. À la violence de l'abandon s'ajoute celle de l'attitude de garde-chiourmes d'une partie du personnel, violences responsables du retard psychomoteur et des troubles du comportement dont souffrent à des degrés divers à peu près tous les enfants¹⁸.

MSF-France, qui a fermé ses programmes et quitté la Roumanie en 1995, établit un bilan à cet égard sans appel :

Les orphelinats roumains contaminent les enfants qu'ils sont censés protéger [...] l'espace humanitaire dans cet ancien pays de l'Est rétif au changement est étroit. La solidarité, retrouvée individuellement, est absente et non réciproque au niveau étatique¹⁹.

Pourtant, en rejetant la responsabilité de l'échec des programmes sur un personnel roumain encadrant déshumanisé ou sur des autorités publiques incapables de changer leurs pratiques, les organisations humanitaires ont pu avoir la tentation d'éviter d'interroger leurs propres interventions dont on peut se demander si elles ne répétaient pas les attitudes que ces mêmes ONG cherchaient à dénoncer. En effet, face à la brutalité du personnel encadrant envers des enfants diagnostiqués 'irré récupérables', certains humanitaires reconnaissent que l'approche qu'ils ont eu, a pu mimer cette brutalité envers le personnel encadrant, qualifié lui-aussi par eux

¹⁷ C. Durandin, *Roumanie, un piège ?*, op. cit., p. 47.

¹⁸ *MSF Message*, n°3, 1990, p. 2, cité par G. Pirotte, *L'épisode humanitaire...*, op. cit., p. 135.

¹⁹ Médecins sans frontières, *Rapport d'activités 94-95*, Paris, juin 1995, p. 61-62, *ibid.*, p. 138.

‘d’irréparable’²⁰. Reporter la responsabilité sur le personnel soignant local permet aussi de ne pas tirer le bilan des innovations méthodologiques apportées par l’arrivée des soignants de l’âme, à la fois sur le plan de l’action et sur celui des façons de décrire la réalité. Cette intervention des psychiatres, psychologues ou psychanalystes s’est pourtant dans un premier temps révélée très aléatoire, voire tout à fait inefficace, en particulier parce que les cadres de l’intervention des équipes médicales ont d’abord été pensés sur le modèle des soins du corps²¹. Par ailleurs, sur le plan des représentations, l’introduction des ‘psys’ dans le traitement humanitaire des crises accentue la perte de l’autonomie du sujet politique. En traitant ce qu’on appelle désormais les traumatismes, les post-traumatismes et les douleurs invisibles, on introduit non seulement l’idée d’une société victime, mais on propose aussi une lecture qui focalise sur la subjectivation des acteurs au détriment de la perception des structures et des facteurs collectifs²².

L’oubli de cette crise dans l’histoire de l’humanitaire, alors même que ce milieu a fait du retour d’expérience une pratique ordinaire de son fonctionnement, n’est donc pas anodin. Il est le signe d’une difficulté à adapter les pratiques aux nouvelles situations. On a vu que l’intervention humanitaire, parce qu’elle est la première en Europe de cette ampleur depuis la fin de la guerre froide, a eu besoin en quelque sorte de s’alimenter (chapitre 4). Sur le plan de la construction des représentations, la ‘misère roumaine’ a eu pour figures principales, l’orphelin -enfant de la politique nataliste délirante conçue par un tyran fou- et les chiens errants de Bucarest -incarnation de l’abandon des centres urbains, de la maltraitance animale et du retour à la vie sauvage-. On peut d’une certaine façon considérer la ‘misère roumaine’ comme une formule au sens linguistique, un lieu commun problématique qui alimente la victimisation et le fatalisme dont on affuble ce pays. Elle l’est d’autant plus que l’espace public roumain a participé à la construction de ce discours tout en le critiquant.

L’absence de retour d’expérience sur cette intervention en Roumanie dans les milieux professionnels -organisations humanitaires et acteurs de la coopération institutionnelle- et dans le grand public, a eu des conséquences sur la construction des savoirs sur ce pays. D’un côté, cette éclipse n’est pas sans conséquence sur la perpétuation d’une vision de la Roumanie comme un réservoir de spécificités et de populations à problème. De l’autre, les discours compassionnels ont relégué au second plan l’effort pour comprendre les mécanismes spécifiques de déshumanisation produits durant la fin du règne de Nicolae Ceaușescu -en particulier sur la cellule familiale-, ainsi que la façon dont cette déshumanisation s’inscrit dans une histoire plus longue, celle du servage dans les campagnes roumaines jusqu’aux années 1870

²⁰ Comme en témoigne Rony Brauman, président de MSF-France à l’époque où l’organisation se retire de Roumanie, *Ibid.*, p. 127.

²¹ Voir le témoignage de Philippe Chabasse, président de Handicap international, *ibid.* p. 146-147.

²² D. Fassin, *La raison humanitaire...*, *op. cit.*, p. 159-160.

et de l'asservissement des populations roms jusqu'en 1864. L'abandon des enfants a fait naître chez les observateurs et les militants français des projections, en résonance avec leur propre mémoire et les normes régies par la morale catholique de la famille.

L'utopie citoyenne face à la 'transition'

Le réseau Opération villages roumains (OVR) n'a pas traversé la crise vécue par les autres organisations non gouvernementales. Néanmoins, sa transformation après 1989 est significative. Alors que ses initiateurs avaient conçu leur engagement comme une 'utopie citoyenne' visant la démocratisation des sociétés, les projets dans lesquels ils se sont lancés à la faveur de la popularisation du mouvement ont d'abord eu un contenu humanitaire puis ont relevé du développement local et rural. Cependant, dans cette seconde phase, l'idée d'accompagner la transition du communisme au capitalisme n'a pas été sans leur poser question. Les fondateurs bruxellois et parisiens du mouvement qui avaient soutenu les dissidences de l'Est et la lutte contre le totalitarisme et les militants ruraux marqués par l'engagement du catholicisme social, qui ont été nombreux dans les promoteurs des jumelages en Bretagne, dans le grand Ouest ou ailleurs, n'abandonnaient pas l'idée d'une alternative sociétale à la toute puissance du marché. Ils ont exprimé un certain malaise à voir la Roumanie, comme les autres pays de la région, embrasser le libéralisme sans critique et lâcher le communisme sans inventaire.

Je trouvais que c'était très bien de sortir de la dictature communiste du point de vue politique mais je ne trouvais pas non plus très bien de s'embarquer dans l'économie libérale. Il n'y avait pas d'inventaire de fait par rapport à ce qui s'était passé²³.

Dans la période 1990-1992, alors que se multipliaient les associations locales de solidarité envers la Roumanie la plupart du temps dans le cadre des jumelages initiés par OVR, le réseau s'est trouvé sollicité pour aider à l'acheminement de dons disparates. Les initiateurs du mouvement ont d'abord vu dans cette effervescence un danger de reproduction des stéréotypes négatifs sur la Roumanie, contre lesquels ils souhaitaient lutter. Si l'appauvrissement des sociétés est-européennes dans la première moitié des années 1990 est perçu comme une séquelle du passé ou un mal incontournable de la transition dans les discours dominants²⁴, le même phénomène était plutôt considéré avant 1989 par les militants français qui soutenaient les dissidences, comme un moyen de conditionnement et de répression des populations par les pouvoirs en place.

²³ É. Lhomel [entretien cit.]; R-M. Lagrave va dans le même sens, *Une Utopie déchuée...* p. 142-149.

²⁴ Sur la transitologie dominante dans la décennie 1990, voir G. Mink, « Les sciences sociales à l'épreuve », art. cit.

Cela m'a tout de suite agacée l'image misérabiliste qu'on renvoyait de ce pays à partir de la fin des années 1980. C'est vrai qu'il y avait là-bas une grande propagande sur les économies d'énergie, le remboursement de la dette... On voyait les tickets de rationnement, les queues. C'est vrai que dans les trois dernières années, c'était très fort. Mais moi je le ressentais déjà alors comme un outil d'encadrement et de répression. Ça ne me renvoyait pas l'image d'un pays pauvre. À Bucarest, il n'y avait pas d'éclairage et des queues dans les magasins... mais si on partait dans les campagnes et on n'avait pas du tout cette impression de misère²⁵.

Au début des années 1990, le sentiment de proximité qui anime les militants français, dans leurs premiers contacts avec la Roumanie peut s'appuyer sur des traits perçus comme des affinités culturelles : la latinité et la chrétienté. S'y ajoutent la pratique de la langue française de nombreux interlocuteurs et les références à l'alliance historique franco-roumaine dont le moment emblématique serait le soutien de la France à la création de la grande Roumanie lors du redécoupage de l'Europe en 1919. La révolution de 1989 alimente le sentiment de convergence à un moment où la mythologie de la Révolution française est réactivée. Ces éléments appartiennent aux perceptions héritées, déjà constatées aux époques précédentes et sont en Roumanie des éléments du discours sur soi²⁶. Cependant, ils ont été souvent contredits par l'expérience de terrain : les observateurs et les militants français découvrent que la proximité de langue et la francophonie, autant que l'expérience historique commune, ne sont plus des réalités probantes :

S'il y a eu déception d'une partie de l'opinion publique française à l'égard de la Roumanie, il y a eu un énorme malentendu. On entendait les Roumains parler français à la télévision et on a cru que parce qu'ils parlaient français, ils pensaient comme nous [...] C'est comme si la révolution roumaine était une révolution qui devait être bien faite et qu'on s'apercevait six mois plus tard que ce n'est pas le cas... qu'il y avait beaucoup de zones d'ombre... que l'ancien Parti communiste n'était pas du tout parti²⁷.

Il existe des difficultés multiples à transférer des typologies, des catégories et des méthodes d'un pays à l'autre, souvent constatées par les chercheurs en organisation, mais pas toujours assumées par les acteurs. Daniel Cefaï insiste par exemple sur l'importance à accorder aux statuts juridiques des organisations en question et aux différences d'un pays à l'autre, qui orientent autant l'action, les objectifs que les méthodes des collectifs²⁸. Dans le cas d'Opération villages roumains, la partie française a décidé de prendre en quelque sorte en charge le problème statutaire en aidant les Roumains à exhumer le statut associatif disponible dans la législation roumaine d'avant-guerre et notamment une loi sur les associations datant de 1924, pour leur permettre de disposer d'un cadre législatif propre à créer des associations locales.

²⁵ É. Lhomel [entretien cit.].

²⁶ Voir M. Todorova, *Imaginaire... op. cit.*, ch. 2, p. 69-101 ; L. Boia, *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe... op. cit.* p. 35.

²⁷ É. Lhomel [entretien cit.].

²⁸ D. Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on... op. cit.* p. 19.

Dans le même temps, les membres français du réseau, eux-mêmes organisés en associations locales, ont encouragé et même souvent posé comme condition la création d'associations roumaines pour l'établissement de partenariats, afin d'éviter de traiter avec les municipalités. Par ce biais, les militants français se sont constitués formellement des interlocuteurs qu'ils estimaient légitimes, démocratiques et représentatifs de la société civile et ont pu contourner les figures traditionnelles de l'autorité avec lesquelles ils ont dû traiter dans leurs premières actions : le maire, le pope ou le prêtre, l'instituteur ou encore avant 1989, le secrétaire du Parti. Ces modifications législatives, voulues par la partie française, étaient-elles un souhait de la partie roumaine, correspondant à un besoin local ou remplissaient-elles leur volonté de répondre aux demandes de leurs partenaires français ? Ce type de transfert permet aussi de diffuser une normativité européenne, qu'elle soit assumée ou non par les militants.

Les malentendus ont de plus régulièrement porté sur le type d'aide, les Français constatant la préférence de leurs interlocuteurs pour l'assistance directe, là où eux-mêmes, contrairement aux grandes organisations humanitaires ou aux convois désorganisés des débuts, s'appuient sur la méthodologie de projets qui se généralise avec le développement des projets européens et proposent plutôt de l'aide technique, de la conception de projets de développement ruraux. « Vous nous imposez une méthodologie qui n'est pas la nôtre » est une remarque entendue maintes fois par les militants français²⁹. De l'autre côté, un des problèmes de l'assistance proposée par les associations qui agissent dans un cadre municipal est qu'elle s'appuie la plupart du temps sur des moyens très faibles par rapport aux besoins auxquels elle doit faire face. Cette disproportion a pu être une source de frustration pour les donateurs. Des déceptions similaires ont été constatées par les collectifs Bosnie juste après les Accords de paix de 1995 ou encore dans celles des associations françaises au Kosovo après la fin de l'intervention armée de l'OTAN en 1999³⁰.

Sans avoir la prétention de tirer un bilan des coopérations décentralisées avec la Roumanie, on peut cependant remarquer que l'espace offert par « l'inter-relation partenariale », selon la terminologie en vigueur dans le réseau OVR, a globalement constitué un cadre fonctionnel efficace pour établir des relations interpersonnelles durables, pour inventer des formes novatrices de développement rural, tels que les premiers réseaux de tourisme rural [*retea turistica*] et des micro-projets de coopération techniques et éducatives en promouvant une philosophie des échanges équitables. Cependant, comme les organisations humanitaires, ces militants novices sur un terrain européen et post-communiste ont rencontré des difficultés à évaluer les transformations subies par la société roumaine, en particulier les conséquences de

²⁹ É. Lhomel [entretien cit.].

³⁰ Sur les difficultés des collectifs Bosnie à mettre en place des projets après la guerre, voir par exemple le « Cahier spécial Assises de Nantes 30-31 mars 1996 », art. cit. Voir aussi le témoignage de Martine Storti sur les attentes qu'elle perçoit de la part des kosovars envers l'aide française in *Cahiers du Kosovo ... op. cit.*

l'effondrement des cadres sociaux de l'avant 1989 et la persistance de certaines pratiques après la disparition du cadre institutionnel ancien. Quand les militants français estiment que leurs partenaires roumains manquent de sens du collectif ou restent assujettis à des formes hiérarchiques du pouvoir³¹, quand ils se plaignent des doutes émis par leurs interlocuteurs sur la motivation citoyenne de leur démarche ou quand ils s'étonnent de l'élitisme des intellectuels roumains, ils participent à réassurer la croyance dans le bon fonctionnement de leurs propres représentations démocratiques.

Le réseau OVR et les coopérations décentralisées franco-roumaines, dans leur double composante municipale et associative, ont dû se prémunir de deux écueils principaux : d'abord celui de proclamer un désir de transformation sociale en se cantonnant à des terrains où des réalisations étaient possibles et en évitant les terrains plus dévastés, comme les zones urbaines ou péri-urbaines, une démarche qui revient à s'autolimiter pour ne pas se contredire. L'autre écueil consiste à idéaliser des formes rurales préservées, auxquelles il faudrait retourner après des décennies de modernisation ravageuse sous le régime communisme. Le premier écueil renvoie aux limites de l'action du réseau et explique son essoufflement dans la décennie 2000. Si l'idéalisation de la ruralité résiste difficilement à l'expérience du terrain, elle n'est pas absente de la nostalgie qu'inspire la Roumanie et des déceptions qu'ont pu rencontrer les militants par rapport aux choix de leurs interlocuteurs roumains et à l'évolution économique et sociale du pays vers un capitalisme toujours plus libéral.

Un hiatus se dessine donc entre un discours sur la transition et ses dogmes dominants, y compris dans les milieux scientifiques, et les croyances politiques des militants français souvent héritées du catholicisme social, du tiers-mondisme ou encore de l'expérience récente de la modernisation des campagnes françaises. Face aux traitements inhumains d'enfants en institutions et à la fatalité de la misère, les humanitaires, suivis par l'opinion publique française, ont eu tendance à désigner les responsables : les soignants et les institutions roumaines. Il fallait trouver les 'racines' de la violence : cette injonction a commandé la perception de la situation, sans réellement mettre en cause ce que l'intervention étrangère au niveau gouvernemental et non gouvernemental pouvait générer d'effets secondaires. Le manque de retour d'expérience sur l'investissement militant, en particulier au moment de l'élan humanitaire, et les difficultés de sa transmission constituent un problème. L'épisode roumain semble condamné à l'oubli, car il se déroule juste avant une prise de conscience des transformations des formes d'intervention internationales, qu'elles soient gouvernementales ou non. Cette chronologie a contribué à détourner l'intérêt pour ce pays vers d'autres régions du monde.

³¹ É. Lhomel [entretien cit.] ; R.-M. Lagrave, *Voyage aux pays d'une utopie...*, op. cit. p. 132-133.

7.2. Logique de l'indignation et difficultés à penser l'effondrement yougoslave

Entre 1991 et 1995, un des principaux reproches fait aux médias généralistes et en particulier à la télévision par les militants associatifs et les intellectuels partisans d'une intervention en faveur des Bosniaques est celui d'embrouiller la compréhension du conflit. Ils ont le sentiment que la position dominante exprimée dans les médias en convergence avec celle du gouvernement français surtout jusqu'en 1993³², est celle d'une équidistance des responsabilités qui s'abrite derrière le jugement que la guerre est très compliquée. Ils la voient comme une « doxa »³³ souvent qualifiée de cynique, et estiment que cette attitude va de pair avec une propension de tout un chacun à s'improviser géopoliticien.

Il y a une chose qui me rend dingue et qui m'a rendue dingue pendant toute la guerre, c'était l'impression que les gens n'y croyaient pas, « Quand je dis 'les gens', c'était 'tout le monde' autour de moi, les parents, les proches... Ils disaient que les choses étaient beaucoup plus compliquées, qu'on avait une vision simpliste. Je ne savais pas comment leur expliquer ce décalage que je sentais entre ce que je savais par l'épluchage de la presse et les informations qui venaient de là-bas et cette espèce d'indifférence³⁴.

Or, la complexité et le caractère inextricable des nationalités étaient déjà invoqués par les observateurs occidentaux à la veille de la Première Guerre mondiale pour expliquer et décrire les horreurs provoquées par les guerres balkaniques de 1912-1913 (voir chapitre 1). Ce sont des analogies dans les analyses et les grilles de lecture plus que dans les faits constatés qui ont permis par exemple que la fondation anglo-américaine Carnegie réédite en 1993 son rapport sur la situation dans les Balkans élaboré par une commission internationale à la veille de 1914, en l'affublant d'une nouvelle préface qui insiste sur la persistance des « mêmes problèmes » dans les années 1990³⁵. *A posteriori*, les analyses et les témoignages ont pu faire état de l'ignorance des réalités yougoslaves et du peu d'intérêt pour le terrain des dirigeants français, en particulier du Président Mitterrand, de formation littéraire et ignorant les langues étrangères³⁶.

³² À partir de 1993, le gouvernement de cohabitation dirigé par Edouard Balladur apporte une première inflexion à la politique du président Mitterrand et de son ministre des affaires étrangères Roland Dumas. Le changement sera encore plus net après l'élection de Jacques Chirac en mai 1995.

³³ Selon A. Finkielkraut, lorsqu'il analyse la position des politiques et les commentaires des journalistes à la télévision française, dans le film de Marcel Ophuls, *Veillée d'armes... op. cit.*

³⁴ J. Biro [entretien cit.].

³⁵ *Report of the International Commission to Inquire into the Cause and Conduct of the Balkan Wars*, Carnegie Endowment for International Peace, 1914, réédité en 1993. Voir l'analyse qu'en fait M. Todorova, in *Imaginaire... op. cit.*, p. 21-24.

³⁶ Voir le témoignage de l'ambassadeur en Croatie, George-Marie Chenu, in Mathieu Braunstein, *François Mitterrand à Sarajevo...*, *op. cit.*, p. 58 et celui de B.-H. Lévy sur le désintérêt de F. Mitterrand pour la crise yougoslave, *Le Lys et la cendre... op. cit.*, p. 60-61.

Face au spectacle de la souffrance d'autrui, la description neutre, pourtant perçue comme le meilleur garant d'un discours de vérité, est en quelque sorte proscrite³⁷. La tension est alors inévitable entre l'exigence de vérité et l'interdiction morale de décrire ce drame sans « perspective »³⁸. Saisis par des impératifs de positionnement, les intellectuels et les hommes politiques, comme tous ceux qui s'efforcent d'analyser à chaud l'éclatement de la Yougoslavie, se sont sentis confrontés à un drame qui requière des explications. Ils parlent souvent plutôt en experts qu'en philosophes³⁹ alors que leurs connaissances du contexte sont réduites. Les positions sont tranchées et assumées comme telles, avec souvent l'idée que la vérité se trouve 'd'un côté'⁴⁰. Le difficile accès aux sources locales du fait de la méconnaissance des langues a joué un rôle dans la propagation de certaines apories ou dans la répétition d'erreurs ou d'approximations. La première synthèse traitant de l'éclatement de la Yougoslavie à avoir utilisé abondamment les sources en serbo-croate n'a été publiée en français qu'en 1999, soit quatre ans après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine⁴¹. Par ailleurs, le Mémoire de l'Académie des sciences de Belgrade (1987), souvent décrit comme le texte fondateur du nationalisme serbe des années 1990, n'a longtemps été disponible en français que sous formes d'extraits (voir chapitre 8.1).

Simplifications ou apories de la complexité ?

En entrant dans l'arène politique sur le thème de la guerre, les argumentations s'appauvrissent et la simplification devient nécessaire. Bien que l'activité des collectifs de citoyens mobilisés par la crise yougoslave soit en partie tournée vers la collecte d'informations, via l'examen de la presse et même la constitution de bibliographies sur les Balkans et le conflit⁴², les textes qu'ils rendent public visent d'abord à mobiliser. Les tracts, pétitions, appels à manifestation, témoignages dans les bulletins associatifs développent des argumentations visant à dénoncer des agresseurs -serbes la plupart du temps- et à défendre des victimes – bosniaques en général- en promouvant un cadre d'analogies avec la Seconde Guerre mondiale.

³⁷ L. Boltanski, *La souffrance ...*, op. cit., p. 43.

³⁸ *Ibid.*, p. 44.

³⁹ « Chez l'expert, une compétence se mue en autorité sociale ; chez le philosophe, les questions banales deviennent un principe de soupçon dans le champ technique », Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, T. 1. *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p. 22.

⁴⁰ Pendant la guerre du Kosovo, l'écrivain Ismail Kadaré explique par exemple que la revue *Esprit* et l'éditeur Fayard sont « les deux citadelles de la vérité sur le Kosovo » (*Il a fallu ce deuil pour se retrouver. Journal de la guerre du Kosovo*, Paris, Fayard, 2000, p.12).

⁴¹ F. Hartmann, *Milosevic...*, op. cit.

⁴² Voir par exemple celle de Dominique Laroque Laborde, dans la revue *Mots*, n°47, 1996, p. 134-143, ou encore celle de Emmanuel Wallon publiée en 2001 sur son site personnel : <http://e.wallon.free.fr/IMG/doc/Biblio-Yougo.pdf>

Quand ils dénoncent par exemple l'unanimisme inefficace et naïf des positions pacifistes, les militants n'en appellent pas moins à des réponses simples, voire simplistes, qui distinguent clairement l'agressé de l'agresseur :

Dans cette représentation d'un pays où régnait l'entente, où la guerre paraît avoir été comme une catastrophe naturelle et sur la genèse et le fonctionnement de laquelle on ne s'interroge guère, et dans la volonté de restaurer l'unité de la Yougoslavie par l'unité des femmes de toutes les cultures et confessions, les revendications politiques culturelles ou économiques des uns et des autres ne sont guère analysées, ni même prises en compte, ni assumée la distinction entre agresseurs et agressés⁴³.

Pourtant, le discours de l'indignation ne semble pas suffisant et les militants cherchent constamment à comprendre ce qui se passe et à se justifier par rapport à des positions qu'ils jugent dominantes et scandaleuses, comme l'attentisme du gouvernement. Il y a donc une tension entre le désir de comprendre ce qui semble malgré tout compliqué -et peut-être contradictoire-, et l'indignation face à une situation intolérable qu'il s'agit de dénoncer.

De leur côté, les intellectuels intervenant dans l'espace public, surtout s'ils ne sont pas historiens, invoquent plutôt l'histoire que la sociologie ou la politique quand ils abordent la question yougoslave. Au début du conflit, au moins jusqu'en 1992, la position politique dominante est attentiste. Dans son article « L'agonie yougoslave », publié dans *Le Monde* en 1992 et souvent cité⁴⁴, le sociologue Edgar Morin se livre à un survol de l'histoire balkanique depuis le XIV^e siècle, en passant par les Empires, la première Yougoslavie (1919-1941), la guerre civile pendant la Seconde Guerre mondiale, sans évoquer les processus concrets qui ont engendré le démantèlement de la Yougoslavie des années 1990, en particulier la crise institutionnelle, économique et politique. Comme explication au démantèlement, il insiste sur la fragilité de « la communauté de destin » que constituait la Yougoslavie⁴⁵, sans préciser pourtant ce qu'il entend par « communauté » : s'agit-il d'une communauté nationale, de la Yougoslavie historique née sous un autre nom avec le Traité de Versailles sur les ruines des empires, de la Fédération socialiste qui a vu le jour après la Seconde Guerre mondiale ? Quand il aborde la crise des partis communistes yougoslaves⁴⁶, c'est sans s'attarder sur le rôle des hommes politiques qui en ont modifié le fonctionnement, à commencer par Slobodan Milošević. La logique à l'œuvre dans le texte amène son auteur à conclure son explication de l'effondrement yougoslave en invoquant le destin et le retour de l'Histoire :

⁴³ F. Collin, « Ex-Yougoslavie : l'aide humanitaire... », art. cit, p. 126.

⁴⁴ *Le Monde*, 6 et 7 février 1992, réédité in E. Morin, *Les fratricides, Yougoslavie-Bosnie, 1991-1995*, Paris, Arléa, 1996.

⁴⁵ « La communauté yougoslave des nations et des ethnies, parce qu'elle était constituée d'éléments issus de destins historiques très divers, était trop fragile et récente pour se cristalliser en communauté de destin », *ibid.*, p. 14.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 23.

Le 25 juin 1991, commence en Yougoslavie, un circuit infernal où comme en 1914 pour la Première Guerre mondiale, il est vain de chercher un responsable unique et unilatéral de la mise à feu. Seule une causalité circulaire permet de concevoir l'engrenage tragique des événements⁴⁷.

Dans ses nombreux textes -interventions, commentaires, tribunes- publiés pendant la guerre dans la presse nationale, en particulier dans le quotidien *Le Monde*, et dont un choix a été réédité en 1996 dans le recueil *Les fratricides*, le processus de désintégration des institutions socialistes occupe une place réduite dans les explications sur le déclenchement du conflit. Le passage du communisme au nationalisme semble se produire d'une manière presque mécanique :

En Yougoslavie, dès les années 1960, la foi dans le socialisme s'était évanouie, dans l'esprit des dirigeants communistes, au profit des nationalismes slovène, serbe et croate, ce qui creusa un fossé longtemps invisible entre eux⁴⁸.

La guerre paraît naître tout aussi naturellement des nationalismes concurrents. L'attention ne se porte pas sur les acteurs concrets des affrontements ni sur les forces en présence -police, forces armées, leaders locaux, États extérieurs, etc. Au contraire, le conflit s'énonce d'emblée en catégories ethniques : « Les affrontements ethniques entre Serbes et Croates ont commencé en Slavonie et en Krajina, de façon sporadique en mars 1991 »⁴⁹. Bien qu'il prône une « approche de la complexité des faits » contre les stéréotypes de la guerre des ethnies et qu'il critique les « imprécations » d'Alain Finkielkraut⁵⁰, Morin n'évoque jamais dans ces articles les processus sociaux ou économiques influant l'éclatement de la Yougoslavie. La complexité se trouve donc dans l'histoire, éventuellement dans la question épineuse des responsabilités. Si l'évolution d'Edgar Morin vers une critique plus grande du gouvernement serbe est sensible dans ses prises de positions publiques et dans ses articles du *Monde*, il n'a jamais fait de référence précise au système de la Yougoslavie socialiste auquel il s'était pourtant intéressé pour alimenter sa réflexion sur l'autogestion vingt ans auparavant. L'effacement des références à l'autogestion, sensible dès les années 1980, ici consommée, est un évitement significatif.

L'article « L'agonie yougoslave » s'est trouvé en bonne place dans le dossier de presse du colloque parisien très médiatisé intitulé « L'Europe ou les tribus », auquel ont participé en février 1992 de nombreux écrivains et intellectuels en vue, dont Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Peter Handke, Edgar Morin, Jorge Semprun et même le président Mitterrand⁵¹. La

⁴⁷ *Ibid.*, p. 26.

⁴⁸ « Le surgissement du total nationalisme », É. Morin, *Les fratricides... op. cit.*, p. 64.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ « Alain Finkielkraut est un imprécateur. J'essaie d'être un explicateur », « Dézolant Finkielkraut », *Le Monde*, 25 juin 1992.

⁵¹ « L'Europe ou les tribus », 8-29 février 1992, Palais de Chaillot (Paris), colloque organisé par la revue *Globe*, la Fnac et la chaîne de télévision publique culturelle La Sept. Georges-Marc Bénéamou, directeur de *Globe* et le

présentation du colloque est illustrée par une carte portant sur l'évolution des frontières européennes sur deux siècles, qui met en évidence un contraste saisissant entre une Europe occidentale aux frontières anciennes qui apparaît donc sur la carte en grands aplats unifiés et l'Europe centrale et orientale divisée en de multiples fragments par les lignes des frontières étatiques successives (voir annexe n°3.a)⁵². Cette distinction des deux Europe qui se propage au début des années 1990 et dont on a vu plus haut les antécédents, est lourde de projections. Efficace, elle n'en impose pas moins l'idée d'un rapport de causalité entre la solidité des frontières et leur ancrage temporel et, *a contrario* entre la multiplication des changements de frontières et leur fragilité. Elle oppose de manière frontale la 'complexité' des histoires nationales est-européennes à la 'simplicité' de celles des États occidentaux. La complexité dont on affuble la situation yougoslave dans le contexte français du début des années 1990 se trouve d'une certaine manière résumée par cette carte : elle fait référence à une histoire vue comme complexe où les peuples ont été soumis à de nombreux changements de frontières, de régimes et de noms. Elle fait référence aussi au miroir de l'unité fantasmée que les observateurs français attribuent à leur nation et à leur État. Elle met à distance la désintégration yougoslave de toute possible comparaison avec la société française.

Au début du conflit surtout, certains intellectuels militants ont fait preuve de contradictions promptement relevées par leurs adversaires. Lorsqu'Alain Finkielkraut soutient la cause croate dès le début du conflit, il utilise des arguments en faveur de la nation ethnique qu'il avait quelques années plus tôt critiqués avec virulence dans son livre emblématique *La défaite de la pensée*⁵³. Il justifie encore cette position plusieurs années plus tard, en défendant l'intellectuel Mirko Grmek et son essentialisation de la Croatie :

Lorsqu'on fait partie d'un petit peuple négligé et menacé, on a besoin de parler en son nom. Mirko Grmek l'a fait en se battant avec ardeur contre l'arrogance et la nonchalance de la France, la patrie qui l'a adopté [...] En souffrant avec la Croatie, il n'a jamais sacrifié l'exactitude au pathétique; il savait défendre son pays d'origine qui était menacé, calomnié, méprisé en se distanciant en même temps de la politique du gouvernement de Franjo Tudjman envers la Bosnie [...] Pendant toute cette guerre, il était pour moi un interlocuteur béni. Le pays que je défendais avait son visage [...] Quand on appartient à une petite nation tout à la fois négligée et agressée, il faut bien parler pour elle [...] Saisi par le romantisme de l'appartenance, il restait un homme des Lumières⁵⁴.

Dans la *Défaite de la pensée*, qui connut un succès retentissant à la fin des années 1980, le philosophe entendait faire une « généalogie de l'effacement de la pensée » menacée selon lui par les particularismes culturels opposés à la culture. Sa critique portait explicitement sur

géographe Michel Foucher ont été particulièrement impliqués dans l'organisation. Voir F. Martel, « Pour servir à l'histoire de notre défaite... », art. cit., p. 136 et B.-H. Lévy, *Le lys et la cendre...*, op. cit., p. 17.

⁵² Carte de Michel Foucher, reprise dans M. Foucher (ed.), *Fragment d'Europe, Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Paris, Fayard, [1993]1998, p. 41 (annexe 3/a).

⁵³ A. Finkielkraut, *La défaite de la pensée*, Paris, Seuil, 1987.

⁵⁴ Préface à Mirko Grmek, *La guerre comme maladie sociales et autres textes*, Paris, Seuil, 2001, p. IV.

l'émergence en France d'un discours en faveur du multiculturalisme et d'une société métissée, porté par exemple par l'association SOS Racisme, proche du Parti socialiste. Il visait aussi la pensée postmoderne et « ses porte-paroles Gilles Deleuze et Felix Guattari », une doctrine présentée comme critique mais qui serait fondamentalement « culturaliste », selon Finkielkraut, et renouerait avec l'esprit du *Volkgeist* herderien :

Malaise dans la culture. Certes, nul désormais ne sort son revolver quand il entend ce mot. Mais ils sont de plus en plus nombreux ceux qui, lorsqu'ils entendent le mot pensée, sortent leur culture. Le livre que voici est le récit de leur ascension et de leur triomphe⁵⁵.

En 1987, le philosophe voyait l'universalisme attaqué par les revendications nationalistes et la pensée anticolonialiste qui combat les méfaits de l'ethnocentrisme « avec les armes du *Volkgeist* »⁵⁶. En 1991, en soutenant les revendications du peuple croate, il reconnaît à ce peuple le droit au « romantisme de l'appartenance ». On peut voir dans ces contradictions un traitement spécifique des questions nationales est-européennes et *a fortiori* balkaniques, ou, comme le fait Pierre Grémion, l'expression de la crise de l'universalisme français, qui, « dans la période de l'après Soljenitsyne se trouve menacée de sombrer dans l'arbitraire »⁵⁷. En fait, si la question nationale est-européenne pose ici problème, c'est dans le cadre d'une interprétation de la pensée herderienne traditionnelle en France qui fait du philosophe allemand l'emblème même du tribalisme. Mais, étant donné que Herder a proposé une critique du rationalisme abstrait des Lumières et analysé les multiples facettes entre langue et nation, d'autres lectures de son héritage sont possibles :

[Il pourrait] être de ceux dont l'œuvre peut aider à lever cette angoisse, en ouvrant le chemin à un rationalisme rénové, apte à comprendre le lien qui, à l'Est de l'Europe en particulier, mais à l'Ouest parfois aussi, unit nationalisme et recherche de la démocratie⁵⁸.

À partir du déclenchement de la guerre en Bosnie-Herzégovine (1992), la situation se complexifie donc pour les observateurs français et semble se poser dans les termes suivants :

Faut-il dès lors, choisir entre un État fondé sur une base ethnique, laquelle est majoritaire (Slovénie, Croatie) et la Bosnie, État multiethnique ? Faut-il défendre la Bosnie en tant que Yougoslavie en miniature ? Peut-on à la fois combattre le partage de la Bosnie et soutenir le séparatisme slovène, croate, macédonien ou albanais ?⁵⁹

Un certain nombre de ceux qui se sont positionnés contre les indépendances croates et slovènes en 1991 ont été après 1992 des défenseurs inconditionnels de la Bosnie-Herzégovine

⁵⁵ A. Finkielkraut, *La défaite de la pensée*, op. cit., p. 9.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 96.

⁵⁷ P. Grémion, *Modernisation et progressisme...*, op. cit., p. 130.

⁵⁸ Max Caisson, « Lumières de Herder », *Terrain*, n° 17, 1991 ; version numérique : DOI : 10.4000/terrain.3007, § 2.

⁵⁹ F. Martel, « Pour servir à l'histoire de notre défaite... », art. cit., p. 137.

dite multiethnique, plus conforme aux positions traditionnelles de la gauche française que le soutien aux petits peuples. La constitution de nouveaux États en Europe n'a pas suscité l'enthousiasme ni sur la scène politique, ni dans le débat public, quelles que soient les prises de position. En 1990-1991, la position officielle de la France est en faveur du statut quo sur les frontières ; les arguments en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le soutien aux 'petites nations d'Europe centrale', invoqués dans l'enthousiasme en 1920 comme en 1989, est désormais passé sous silence. Sur ce plan, la position d'Alain Finkelkraut en faveur de la nation croate est isolée. Il fait d'ailleurs de la défense des Croates un combat personnel, rejoignant l'individualisation qui s'exprime dans les prises de position sur l'éclatement de la Yougoslavie.

Contre l'idée que les conflits yougoslaves sont la répétition du passé, les militants des collectifs contre l'épuration ethnique et ceux qui s'associent à leurs mobilisations affirment que quelque chose de nouveau se manifeste dans l'éclatement de la Fédération yougoslave, qui est le fruit du post-communisme :

Qu'il y ait de la nouvelle synthèse dans l'air, que le laboratoire bosniaque soit en train de nous concocter une molécule politique inconnue, voilà qui, en revanche, ne me paraît guère douteux⁶⁰.

Mais en voulant re-politiser le propos, leur parole emprunte aussi une rhétorique usagée sur la dénonciation du nationalisme et du fascisme. Contre les interprétations des haines ancestrales, l'historien Jacques Julliard affirme qu'existe une « école de haine » mise en place par les belligérants (en premier lieu par les dirigeants serbes et bosno-serbes) et que sa logique est propre aux systèmes totalitaires⁶¹. Fustigeant le silence de la communauté intellectuelle « tout occupée à se gausser des gesticulations médiatiques de BHL ou du prétendu militantisme pro-croate d'Alain Finkelkraut »⁶², il dénonce en 1994 l'absence d'engagement des politiques, dont il prédit des conséquences néfastes pour l'avenir démocratique de l'Europe :

Enfin la guerre de Yougoslavie aura été la guerre des occasions perdues : celle d'ériger l'Europe en véritable acteur politique, sujet à part entière de l'histoire du XXI^e siècle. Celle de donner un coup d'arrêt décisif au fascisme qui vient⁶³.

Cette phraséologie plus analogique que descriptive permet difficilement de saisir ce qu'il y a de nouveau dans cette crise. Alors que les hommes politiques et les médias français font souvent

⁶⁰ B.-H. Lévy, *Le lys et la cendre...*, *op. cit.*, p. 164.

⁶¹ « Voilà donc cette 'école de haine' froidement organisée, qui est à l'œuvre dans l'ex-Yougoslavie et non les mythiques 'haines ancestrales' qui plaisent tant aux politiciens occidentaux. Il est plus facile de renvoyer dos à dos les sauvages que de regarder en face la figure hideuse du fascisme », *Ce fascisme qui vient...*, Paris, Seuil, 1994, p. 108.

⁶² *Ibid.*, p. 157.

⁶³ *Ibid.*, p. 196.

preuve de méconnaissance des problématiques yougoslaves⁶⁴, il devient difficile à ceux qui se sentent concernés par les événements dramatiques qui touchent ce pays, de tenir des propos cohérents. Le discours de l'indignation découpe en effet la réalité en bourreaux et victimes, tandis que le discours de la complexité fait de l'histoire un destin, et de la montée des nationalismes une conséquence logique du post-communisme. L'évidence de la vérité nourrit une posture d'indignation et un sentiment de solitude, mais d'une part, l'évidence est souvent remise en cause par les événements eux-mêmes, et à l'épreuve de l'action, la conviction de détenir la vérité se heurte à l'impuissance collective.

La compréhension empathique

Désireux d'éclairer autrement la situation ou peu satisfaits des explications fournies par les médias jugés biaisés et partiiaux, les militants des collectifs *ad hoc* et les individus qui, au-delà de leurs tâches professionnelles, s'engagent par rapport au conflit yougoslave, expriment de façon récurrente leur désir de comprendre et de donner à voir la tragique réalité d'une autre façon. Ils le font d'abord en livrant leurs propres témoignages ou en relayant le témoignage des populations civiles qui sont sur le théâtre de la guerre. Cet objectif est revendiqué par les associations de citoyens, mais aussi par les organisations humanitaires qui produisent sur la situation des rapports qui mêlent témoignages et analyses. Les militaires de la FORPRONU ont aussi montré, comme on l'a vu, leur besoin de livrer des témoignages pendant et après leurs missions.

Le besoin d'approcher le drame d'une façon plus directe pour se faire sa propre opinion et aller à la rencontre de ceux qui le vivent, se traduit très souvent par un premier voyage au moment de la formation du groupe, et même des missions régulières organisées par les associations, y compris les plus petites. L'objectif affiché peut être d'apporter une aide d'urgence, d'établir des contacts ou de définir un plan d'action, mais la mission permet d'abord de voir de ses propres yeux et donne une assurance pour témoigner en toute légitimité. Si ces voyages sont des aventures individuelles, vécues comme telles par leurs initiateurs, les contacts locaux sont pourtant souvent similaires d'un groupe à l'autre, d'un collectif Bosnie ou d'une visite plus officielle d'intellectuels. Ce sont des personnalités perçues par les Français comme anti-nationalistes et représentatifs de la 'société civile', des membres d'organisations répertoriées de défense des droits de l'Homme et avant tout de francophones. Les noms les plus

⁶⁴ Patrice Champion, directeur de l'Institut français de Belgrade, témoigne en ces termes de la méconnaissance teintée de prétention qu'il rencontre auprès des hommes de pouvoir au début du conflit : « Un patron de journal nous donna des avis définitifs sur la question yougoslave en mélangeant tout, les noms des lieux, les noms de personnes, confondant les Croates et les Serbes, n'hésitant pas à étayer son ignorance de références pseudo-historiques », *Un français à Belgrade 1990-1994*, Paris, Editions Tatamis, 2012, p. 104.

cités parmi les contacts sarajévien⁶⁵ sont ceux de Zdravko Grebo, directeur de la station indépendante Radio Zid, Zlatko Dizdarević, directeur du quotidien sarajévien *Oslobođenje* et Ibrahim Spahić, directeur du Festival d'hiver de Sarajevo et président de l'association Centre international pour la Paix [*Međunarodni centar za mir*], une personnalité devenue incontournable pour les Français en mission en Bosnie. Certains militants avouent s'agacer de cette position dominante⁶⁶. Pour ceux qui ont tenté d'établir des relations surtout culturelles ou politiques, les intellectuels regroupés autour du Cercle 99 et de la station de Radio 99, ainsi que le Pen Club de Sarajevo ont été les interlocuteurs habituels. À partir de 1994, la librairie de l'association Paris-Sarajevo installée par Francis Bueb dans la capitale et qui prend le nom de Centre André Malraux, est devenue un médiateur très actif.

Dans l'espace éditorial, le succès des publications de témoignage traduit aussi le désir du public d'approcher le drame par le récit personnalisé des événements. La ville de Sarajevo est au cœur de ces témoignages. Le journal d'une jeune sarajévienne de treize ans, Zlata Filipović, publié d'abord en France par les éditions Robert Laffont, devient un *bestseller* européen⁶⁷. Destiné à un public d'adolescents et d'adultes, ce livre aux nombreuses rééditions trouve un écho significatif dans le grand public. Mais d'autres ouvrages sont aussi venus alimenter le récit au jour le jour de ce qui est devenue une tragédie européenne, ceux des journalistes étrangers qui couvrent le conflit au plus près du terrain, comme l'américain Roy Gutman, qui fut le premier à témoigner des camps d'internement mis en place par les forces serbes en Bosnie ou encore du français Jean Hatzfeld, correspondant de *Libération*, qui perdit sa jambe en Slavonie en 1993⁶⁸, mais aussi les écrits de certains journalistes, d'écrivains et d'acteurs locaux qui ont été des succès de librairie⁶⁹.

Cependant cet engouement ne signifie nullement qu'on s'intéresse particulièrement à ces écrivains. Leur motivation à rédiger leur témoignage a pu venir d'une demande de publication venue de l'étranger.

⁶⁵ Des rapports de mission émanent de groupes aussi différents que l'Association Sarajevo, la Maison des citoyens (projet de l'AEC et de la fondation France-Libertés) et Étudiants pour Sarajevo (Lyon) citent ces noms. Voir Jean-Paul Borel et Thierry Royer, *Rapport de mission*, Maison des citoyens, mars-avril 1993, É. Anglade, *Rapport de séjour à Sarajevo*, Étudiants pour Sarajevo (avril 1993), Louis de la Roncière *Voyage à Sarajevo*, Association Sarajevo, 3 au 10 mars 1994. Plusieurs rapports de Zoran Udovičić, représentant à Sarajevo de l'Association Sarajevo entre 1994-1995, citent les mêmes interlocuteurs [archives de l'A. S.]. Les mêmes noms de contacts locaux sont également cités par B.-H. Lévy, lorsqu'il relate ses « dix » voyages à Sarajevo, in *Le lys et la cendre...*, *op. cit.*, not. p. 110-112, p. 160, p. 184 ; p. 204-214, p. 339-340, p. 420 et p. 438-439.

⁶⁶ Éric Anglade, fondateur d'Étudiants pour Sarajevo, dans son rapport cité ci-dessus, décrit Ibrahim Spahić, comme un interlocuteur qui « monopolise la communication et les relations avec le monde extérieur » -

⁶⁷ Zlata Filipović, *Le journal de Zlata*, Paris, Robert Laffont, 1993 [Le Grand livre du mois, 1993] [Pocket 1998][Pocket jeunesse 2004]. Le livre a été aussi publié aux Pays-Bas [Forum 1993] et en Grande Bretagne [Viking 1994].

⁶⁸ Roy Gutman, *Bosnie, témoin du génocide*, Paris, Desclée de Brouwer, 1993 ; J. Hatzfeld, *L'air de la guerre...* *op. cit.*

⁶⁹ Zlatko Dizdarević, *Portraits de Sarajevo*, Paris, Spengler, 1994; Jovan Divjak, *Sarajevo mon amour*, Paris, Buchet-Chastel, 1994 ; Dževad Karahasan, *Un déménagement...* *op. cit.* ; Ozren Kebo, *Bienvenue en enfer. Sarajevo, mode d'emploi*, Strasbourg, La Nuée bleue, 1997.

Les revues étaient toujours demandeuses de textes sur le désastre yougoslave [raconte en 1998 la traductrice de serbo-croate Mireille Robin], cependant j'éprouvais de plus en plus une impression de malaise en les traduisant. D'une part, parce que je savais maintenant qu'ils n'empêchaient rien, de l'autre, parce que, tant là bas qu'ici, le discours sur la guerre devenait un fond de commerce [...] Bien vite, je me suis aperçue que si on publiait des textes rédigés dans l'urgence par certains écrivains, on n'était nullement curieux de connaître ce que ces personnes avaient écrit par ailleurs. Je trouvais cela humiliant pour des auteurs de la valeur d'un Bogdan Bogdanović, d'un Dževad Karahasan, d'un Bora Cosić⁷⁰.

Utiliser une langue personnelle, voire la poésie et le texte littéraire, ne revient pas à « s'éloigner du réel, mais des réalistes, ces amoureux de la 'réalité' », affirment les éditeurs de la revue *Sveza* [le lien], initiée par l'association lyonnaise Étudiants pour Sarajevo⁷¹. Il s'agit d'abord de sympathiser avec les victimes, mais aussi de comprendre les repères mentaux des personnes engagées dans le conflit, y compris des bourreaux. La question est de saisir le hiatus entre les points de vue des acteurs et les problèmes de compréhension posés par le conflit. Mais ce cadrage sur la subjectivité des acteurs a tendance à évacuer le niveau étatique des événements et les éléments qui relèvent des rapports de force.

Le souci d'aborder les sociétés de l'intérieur en multipliant les contacts directs et individuels, semble une attitude nouvelle dans l'approche de l'étranger, *a fortiori* de la région balkanique avec laquelle les relations directes n'étaient pas très développées. En se plaçant dans une relation individuelle pour, en empathie avec les victimes, saisir la réalité au plus près, on risque néanmoins de se trouver rapidement en situation de partager l'incompréhension que les acteurs ou victimes ressentent eux-mêmes face à des situations vécues comme absurdes, à moins d'adhérer à un discours justificatif de type nationaliste. De fait, l'urgence d'agir face aux souffrances des victimes et la compréhension qui requiert un certain recul, sont des positions qui nécessitent des temporalités différentes. Par ailleurs, en s'engageant en tant que citoyen, on s'engage en tant qu'individu qui participe à la cité et relève de la protection et de l'autorité d'un État, en tant qu'individu qui a des droits et des devoirs civiques. En prenant position par rapport à un pays où se désagrège l'ordre social, le militant court le risque de faire résonner en lui, tout ce qui dans cette guerre a trait à l'effondrement de l'État.

⁷⁰ Mireille Robin, « L'urgence de traduire », *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n°23, juillet/août 1998, p. 4.

⁷¹ « Suite », *Sveza, revue bilingue et vagabonde*, n° 2, janvier 1994, p. 1. Éditée par l'association Étudiants pour Sarajevo, avec le soutien de l'association lyonnaise Agir ensemble pour les droits de l'Homme, la revue, avec 4 numéros par an, proposait des témoignages, une analyse critique de la presse française sur le conflit, des poèmes et des textes écrits par des jeunes.

Comprendre grâce aux sources locales

Dans leurs soucis de compréhension, les militants français ont cherché à accéder à des sources locales d'information indépendantes des États ou des belligérants jugés nationalistes. Les associations ayant une certaine assise internationale se sont mobilisées les premières pour chercher à diffuser des informations provenant du terrain. De leurs côtés, les intellectuels ex-yougoslaves affichant des positions anti-nationalistes se sont efforcés de faire entendre leurs voix à l'étranger pour trouver un soutien. Cependant, on constate dans les bulletins associatifs une récurrence de reproduction d'articles de la presse française, en particulier des articles parus dans *Le Monde* et *Libération*. C'est donc la presse française qui sert de source principale, même s'il s'agit de la critiquer.

L'examen d'une série de bulletins des associations *ad hoc* entre 1993 et 1996, montre de plus que les auteurs ex-yougoslaves mentionnés sont souvent les mêmes que ceux qui sont publiés dans la presse ou les revues françaises durant la même période⁷² : de Bosnie-Herzégovine, outre le directeur du quotidien sarajévien *Oslobođenje*, Zlatko Dizdarević, dont le journal a reçu l'aide massive de la presse française, le directeur de la Radio *Zid*, Zdravko Grebo et certains intellectuels du Cercle 99, on trouve aussi les noms du professeur de littérature française Nikola Kovač, premier ambassadeur de la Bosnie-Herzégovine en France (à partir de 1993), d'Ibrahim Spahić et encore du général Jovan Divjak. Il n'est pas rare que les textes et interventions de ces auteurs et protagonistes locaux soient déjà diffusés ailleurs en français ou en anglais⁷³. Les moyens techniques de communication et de reproduction limités dans la première moitié de la décennie 1990 et la désorganisation de la production d'informations indépendantes sur le territoire en guerre expliquent en partie la faiblesse de cette circulation. Mais s'y ajoutent aussi d'autres difficultés liées à la circulation transnationale des informations et à des rencontres manquées⁷⁴ entre militants français et intellectuels ex-yougoslaves.

L'intérêt pour les médias indépendants est manifeste dans les associations citoyennes, les initiatives professionnelles et les mobilisations d'intellectuels. La notion de média indépendant couramment utilisée dans les années 1990 dans le contexte post-yougoslave réfère à des organes de presse ou médias audiovisuels échappant à la tutelle des pouvoirs publics, dans une situation de transition entre l'héritage d'un système de médias publics et l'émergence

⁷² On a ici analysé la *Lettre d'information* mensuelle de l'association Sarajevo, publiée à partir de 1993, plusieurs numéros de la revue *Sveza*, la publication *Bosnie Réagir !*, plusieurs bulletins de liaison des collectifs contre la purification ethnique de Rennes, de la coordination régionale Bretagne sud et de Paris, ainsi que les numéros 1 (janv. 1996) à 4 (nov.-déc. 1996) de *Convergences Bosnie-Herzégovine*.

⁷³ Le bulletin de l'association Centre anti-guerre à Albi (Tarn) *Ça presse* (n°5, nov-déc 1993), reproduit par exemple un extrait des chroniques de Zlatko Dizdarević, parues dans le quotidien de Split (Croatie), *Slobodna Dalmacija* qui viennent de paraître en anglais (*Sarajevo : a war journal*, Fromm Press, octobre 1993). Ces chroniques paraîtront l'année suivante (1994) en français (*Portraits de Sarajevo, op. cit.*).

⁷⁴ Pour reprendre l'expression de Nadège Ragaru, « Missed Encounters : Engaged French... », art. cit.

d'initiatives privées ou associatives⁷⁵. Si les militants français ont cherché à les soutenir dès 1991-1992, ne serait-ce que symboliquement, les informations professionnelles alternatives à celles propagées par les médias ex-yougoslaves contrôlés par les différents pouvoirs politiques ne sont en réalité disponibles en français qu'après 1995, avec le développement d'internet, c'est-à-dire après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

Certaines associations s'étaient pourtant fixé dès le début de la crise l'objectif de faire circuler en France des informations en provenance des 'sociétés civiles' ex-yougoslaves, mais les résultats sont restés confidentiels jusqu'au milieu des années 1990. C'est en anglais et à Londres qu'un projet pilote a vu le jour en 1991 sous le nom de *Yugofax*, puis de *Balkan War Report*⁷⁶: il s'agit d'un bulletin mensuel composé d'articles d'analyses rédigés en anglais en collaboration avec des journalistes originaires de Yougoslavie. Ces bulletins qui circulent au sein des associations françaises -on en retrouve des exemplaires dans les archives des associations-, constituent incontestablement des sources alternatives d'information. L'association qui deviendra en 1998 The Institute for War and Peace Reporting (IWPR) va aussi nouer des partenariats en France notamment avec l'Assemblée européenne des citoyens (AEC) puis plus tard avec le Courrier des Balkans, un site internet créé en 1997 dans le but de diffuser des informations sur la région balkanique dans son ensemble, en traduisant des articles de la presse dite indépendante des pays concernés⁷⁷. De son côté, le Forum civique européen, association franco-belge créée en 1989, soutient en France le projet de réseau alternatif d'informations mis en place par l'association *Alternativna informativna mreža* [réseau alternatif d'informations], qui utilise dès 1992 internet et les échanges de messagerie électronique, une technologie alors naissante. Subventionnée par des fonds européens avec l'objectif de soutenir l'indépendance des médias malmenée par les pouvoirs politiques en ex-Yougoslavie, l'association *Alternativna informativna mreža* (AIM) a œuvré à la production et à la diffusion d'informations alternatives d'abord sur le terrain des hostilités. Les initiatives associatives d'aide aux médias indépendants se produisent dans un contexte où ce domaine s'est peu à peu imposé comme une priorité de l'intervention occidentale qui affirme par là soutenir les forces démocratiques locales. Souvent dispersées, ces aides sont venues du Conseil de l'Europe, de la

⁷⁵ A. Madelain, « L'agence de presse Beta », Serge Bailly et Didier Beaufort, *Médias résistance. Un écho pour les voix discordantes*, Karthala, Bruxelles, 2000, p. 255-267 ; « Les médias en République fédérative de Yougoslavie », *Confluences Méditerranée*, n° 30, été 1999, p. 47-57.

⁷⁶ À l'initiative des journalistes Antony Borden, Ben Cohen et Vanessa Quick en collaboration avec le journaliste Miloš Vasić. Après 1995, l'association s'est intéressée à d'autres régions traversées par des conflits et a créé à côté du bulletin *Balkan War Report* (devenu *Balkan report*), un *Central Asia Report*. À partir de 1998, l'association a abandonné la publication papier pour la publication en accès libre sur internet : <https://iwpr.net>

⁷⁷ Créée en 1997 par Jean-Arnault Dérens et Thierry Royer, qui ont participé auparavant à la mobilisation contre la guerre en Bosnie, l'association Le Courrier des Balkans a mis en place un réseau de traducteurs et de correspondants dans toute la région et noué des partenariats pour développer sa propre expertise. <http://www.courrierdesbalkans.fr>

fondation Soros, mais aussi de l'Union européenne et des États-Unis, dans une moindre mesure d'autres gouvernement européens.

En France, les médias audiovisuels et la presse écrite couvrent la crise yougoslave à gros renforts d'envoyés spéciaux ou de correspondants majoritairement français. Des opportunités n'ont pourtant pas été saisies pour se procurer certaines ressources alternatives. Bien que coordonné depuis Paris, le projet AIM n'a été utilisé par la presse française comme source potentielle d'informations⁷⁸. Les articles produits par AIM ont par contre été traduits en anglais par IWPR et diffusés d'abord dans le bulletin papier *Balkans War Report* puis en accès libre sur le site internet de l'association. Cette source alternative d'informations a été consultée par les journalistes français au moment de la crise du Kosovo, quand la circulation des informations sur internet s'est généralisée. Le *Courrier des Balkans* a traduit en français à partir de 1998 régulièrement un choix d'articles. Ce n'est donc qu'à la fin de la décennie 1990 que les ressources produites par les associations AIM et IWPR ont été consultés par les médias français dans leur traitement de l'actualité de la région balkanique.

Par ailleurs, alors que les rédactions en langue serbo-croate des principales stations de radio internationales (Radio Free Europe, Deutsche Welle, BBC, Voice of America) créées pendant la guerre froide se sont séparées au moment du conflit, la rédaction serbo-croate de Radio France internationale, créée en 1986, a continué à fonctionner dans le même format que précédemment. Mais ce choix a plutôt émané de sa rédaction qu'il n'a été le fruit d'une décision de la direction de la station⁷⁹. Comme les autres stations internationales précédemment citées, RFI en serbo-croate jouit d'un réseau fourni de correspondants sur place qui sont pour la plupart des journalistes réputés travaillant pour des médias indépendants⁸⁰. Parce qu'elle était restée unie et malgré certaines tensions, cette rédaction de RFI occupait donc une position particulière. Installée au cœur de la Maison de la Radio à Paris son travail a pourtant peu profité au reste des programmes de la radio publique française. Elle a servi plutôt à suppléer aux défaillances de l'information sur le terrain grâce à des retransmissions par des radios locales (en particulier à partir de 1993 en FM sur la Radio 99 de Sarajevo, où elle était très écoutée). Certes, l'objectif principal des rédactions en langues étrangères de RFI, station financée en

⁷⁸ Aucun média français n'était abonné aux services d'AIM jusqu'à la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, selon le témoignage de sa coordinatrice à Paris Dragica Mugoša.

⁷⁹ Au début du conflit, la direction de RFI a demandé à la rédaction en langue serbo-croate d'envisager les évolutions de l'organisation : à cette occasion, la rédaction a été amenée à voter le maintien ou non de la rédaction unifiée, selon les témoignages de Miloš Lazin et de Sadzida Jerlačić, membres de la rédaction.

⁸⁰ Parmi les correspondants réguliers de RFI sur le territoire ex-Yougoslave se trouvent Stojan Cerović, journaliste puis rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire *Vreme* (Belgrade), Milka Tadić, journaliste puis rédactrice-en-chef de l'hebdomadaire *Monitor* (Podgorica). Les correspondants en Bosnie-Herzégovine en sont Nedim Lončarević, journaliste à la station TV Sarajevo, Dževad Sabljaković, ancien journaliste de la station Radio-télévision Belgrade et de la chaîne de télévision yougoslave YUTEL, et Emir Habul, journaliste au quotidien *Oslobođenje* (Sarajevo). À Zagreb, il s'agit de Marinko Čulić, journaliste à l'hebdomadaire *Ferald Tribune* et à Prishtina de Fehim Redxepi, correspondant de AIM.

partie par le ministère des Affaires étrangères, est d'abord de produire de l'information 'à la française' à destination de territoires étrangers, mais après 1989 dans le nouveau contexte européen et surtout avec l'éclatement de la guerre, de nouveaux services potentiels de ces rédactions pour les médias -très demandeurs de sources en période de crise- n'ont pas été imaginées. Au moment où les technologies de l'information sont en pleine mutation, la difficulté matérielle pour accéder à des sources locales se double donc d'un manque d'intérêt ou d'une méfiance envers des analyses journalistiques produites localement.

Les intellectuels anti-nationalistes en Serbie et en Croatie : miroirs des attentes françaises

Dès le début du conflit, les médias internationaux ont souvent incité les ressortissants ex-yougoslaves qu'ils interrogeaient à déclarer leur identité par rapport aux États nouveaux ou en formation. À partir de 1991, il apparaît compliqué de montrer le visage d'une 'autre' Serbie ou d'une 'autre' Croatie quand ces deux républiques s'affirment comme les pôles principaux des nationalismes antagonistes. La qualification d'anti-nationaliste reste, comme on l'a déjà mentionné, pourtant vague : opposition politique, groupes organisés d'intellectuels critiques, résistance morale ou alternative politique. L'idée dominante issue de l'époque des dissidences est-européennes, est qu'il existe à côté des régimes nationalistes, de simples citoyens ou des intellectuels qui manifestent leur opposition aux politiques guerrières de leurs gouvernements, ouvrant des espaces, au moins potentiels, pour une alternative en mots ou en actes.

Montrer un autre visage de leurs pays d'origine, que celui d'un territoire en guerre gouverné par des nationalismes concurrents a aussi préoccupé des intellectuels ex-yougoslaves exilés en France au début des années 1990, mais ces tentatives ont eu des difficultés à trouver un écho dans l'espace public français. Rada Iveković, philosophe et épouse d'un ancien ambassadeur yougoslave, installée en France au début de la guerre, a rassemblé dans un petit ouvrage publié en 1994 plusieurs textes d'auteurs croates qualifiés d'« intellectuels non nationalistes »⁸¹. Cet ouvrage s'inscrit en faux vis-à-vis de l'enthousiasme de certains intellectuels français défendant la Croatie agressée par une Serbie communiste et fascisante, mais aussi de ceux qui critiquent le monolithisme nationaliste croate. L'entreprise a suscité dans la presse de Zagreb des critiques avant même sa parution et s'est trouvée accusée de participer au complot contre la Croatie. Cette campagne de presse a provoqué le désistement de plusieurs contributeurs pressentis⁸². En prenant position contre le régime de Franjo Tujman, l'ouvrage

⁸¹ R. Iveković (ed.), *La Croatie depuis l'effondrement de la Yougoslavie. L'opposition non nationaliste*, textes traduits du croate par Mireille Robin et Danka Šošić-Vijatović, Paris, L'Harmattan, 1994.

⁸² *Ibid.*, p. 9.

annonce l'existence d'autres voix, mais reconnaît qu'il s'agit de celles, isolées, d'une opposition souvent individuelle, silencieuse ou conformiste, confuse et indécise⁸³.

Cet ouvrage militant dénonce l'emprise du nationalisme dans les États successeurs de la Yougoslavie, y compris en Croatie, ainsi que les processus de refondation historique qui l'accompagnent. Il avance l'idée que la purification ethnique est « précédée, suivie et soutenue par la purification idéologique et un nouveau génocide culturel »⁸⁴. Malgré les effets d'annonce de l'introduction et les noms prestigieux des quinze contributeurs -dont l'économiste Branko Horvat, un ancien pilier du groupe *Praxis*, l'essayiste Predrag Matvejevič vivant alors entre Paris et Rome, la militante féministe Biljana Kačić ou encore la sociologue Nada Švob-Đokić-, les textes relèvent pour la plupart du témoignage personnel et informent sur l'endoctrinement, le conformisme social et national ainsi que sur la situation délicate de l'intelligentsia en Croatie. Ils abordent peu les processus concrets qui lient le nationalisme et l'entrée en guerre. Par ailleurs, bien que conçue pour un public français, cette succession de textes autonomes reste difficile d'accès pour un lecteur étranger ignorant des réalités sociologiques et historiques du pays.

Un peu plus tard, le numéro spécial que la revue *Les Temps modernes* consacre à « une autre Serbie », au début de l'année 1994⁸⁵, est la première tentative d'envergure pour présenter en français l'opposition intellectuelle anti-nationaliste serbe. Par le format choisi –une juxtaposition de textes courts qui ont la forme de déclarations d'adhésion à une « autre Serbie »- et par le choix des intellectuels regroupés autour du Cercle de Belgrade [*Beogradski krug*]⁸⁶, le numéro de la revue française paraît ouvrir une première brèche dans l'image d'une Serbie monolithique et va-t-en-guerre, en affirmant l'existence d'un espace alternatif constitué par les noms de Filip David, Radomir Konstantinović, Ivan Čolović, Latinka Perović, Nebojša Popov, Aljoša Mimica, Bogdan Bogdanović, Zagorka Golubović, Nataša Kandić, Vesna Pešić, Sonja Licht, Mirjana Miočinović, Miljenko Dereta, etc.

Dans ce numéro de la revue française, les intellectuels serbes s'apparentent aux dissidents dans les régimes communistes des années 1980 : ils ressemblent pour le lecteur français de 1994 à une poignée de 'sans pouvoirs' affirmant leur adhésion en tant qu'individus, intellectuels et créateurs, à cette 'autre Serbie' qui refuse le nationalisme.

Les intellectuels dont nous publions ici les interventions de l'hiver 92 au Cercle de Belgrade sont dans la situation des dissidents des « pays de l'Est » à la fin des années 70 : peu nombreux,

⁸³ *Ibid.*, p. 14.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 9.

⁸⁵ *Une autre Serbie, Les Temps modernes*, n° 570-572, janvier-mars 1994.

⁸⁶ Le Cercle de Belgrade a été créé en janvier 1992 en réaction au déclenchement de la guerre. L'association a regroupé des figures majeures du monde culturel et intellectuel ex-yougoslaves. Ayant compté jusqu'à 400 membres, elle a été un des foyers intellectuels les plus importants d'opposition anti-nationaliste en Serbie jusqu'en 1999.

résolus, souvent ignorées de leur concitoyens, mais porteurs d'une réflexion dont ne pourront se passer, lorsque la guerre sera finie, leur propre pays ni l'espace yougoslave⁸⁷.

De fait, ces noms viennent servir moins d'une entrée en matière que d'une illustration. Le numéro dans son ensemble semble plutôt répondre au devoir d'affirmer l'existence de cette opposition qu'au souci d'en faire connaître les réflexions. Ces textes n'ont en réalité pas été écrits spécifiquement pour la revue française, mais traduits du recueil *Druga Srbija*⁸⁸ publié en 1992 par le Cercle de Belgrade comme manifeste de sa constitution. Choisis, traduits et réunis sans sans mise en contexte, ils n'offrent aucune réponse aux questions que peut se poser le lecteur français sur l'organisation d'une potentielle opposition et permet encore moins de diffuser leurs analyses de la situation.

Ce n'est qu'en 1996, soit après la fin du conflit en Bosnie-Herzégovine, qu'est apparue une entreprise plus ambitieuse mais portée par un projet similaire : donner la voix aux intellectuels anti-nationalistes pour penser la tragédie yougoslave. L'ouvrage *Radiographie d'un nationalisme*⁸⁹ -dans sa traduction française- présente une analyse collective produite des chercheurs réunis par l'hebdomadaire *Republika*, un des foyers intellectuels de l'opposition anti-nationaliste en Serbie qui recoupe en grande partie des auteurs membres du Cercle de Belgrade⁹⁰. C'est de fait un important travail collectif pour décrypter l'emprise du nationalisme dans la société serbe et la décomposition de la Yougoslavie dans une perspective sociologique et historique. Le titre original *Srpska strana rata. Trauma i katarza u istorijskom pamćenju* [La face serbe de la guerre. Traumatisme, catharsis et mémoire historique], témoigne de l'ambition de l'entreprise, dont la traduction française propose une version allégée des chapitres historiques. Alors que sa parution coïncide avec la médiatisation des tensions au Kosovo à la fin de l'année 1998, l'ouvrage dont la couverture présente une photographie de Slobodan Milošević haranguant la foule, trouve sa place dans les librairies bien que la préparation de l'ouvrage, véritable travail militant, ait connu des aléas⁹¹. Les ouvrages traduits d'auteurs ex-

⁸⁷ Danielle Sallenave, « introduction », *Une autre Serbie, op. cit.* p. 7.

⁸⁸ I. Čolović, Aljoša Mimica, *Druga Srbija* [L'autre Serbie], Belgrade, Plato, 1992.

⁸⁹ Nebojša Popov (ed.), *Radiographie d'un nationalisme*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998, 336 p. L'édition originale : *Srpska strana rata. Trauma i katarza u istorijskom pamćenju*, Beograd, Republika, 1996, 832 p.

⁹⁰ La revue *Republika*, bimensuelle ou souvent mensuelle faute de moyens, a pour sous-titre « journal d'autolibération citoyenne contre la peur, la haine et la violence » [glasilo građanskog samooslobađanja protiv stihije, mržnje i nasilja]. Elle est née en 1989 à Zagreb sous l'égide de l'Association pour l'initiative démocratique yougoslave. À la fin de l'année 1990, sa rédaction déménage à Belgrade. Sa cheville ouvrière pendant deux décennies a été le sociologue Nebojša Popov (qui avait été, au début des années 1970, secrétaire de la rédaction de revue *Praxis*). Durant toutes les années 1990, *Republika* a été la revue des intellectuels d'orientation démocratique et anti-nationalistes de Serbie mais aussi de tout l'espace ex-yougoslave.

⁹¹ La traduction de l'ouvrage dirigée au départ par l'équipe de la revue belgradoise *Republika* a rencontré des difficultés de révision et sera publiée avec l'aide de deux organisations non gouvernementales : le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH).

yougoslaves, quasiment inexistants avant 1995, sont par ailleurs beaucoup plus nombreux dans la seconde partie de la décennie⁹².

La confusion autour de la notion d'une 'autre' Serbie, alternative à celle du régime de Milošević, réside principalement dans son caractère politique : s'agit-il d'une alternative ayant vocation à être une force politique ou bien un noyau intellectuel, qui serait plutôt une alternative morale ? La situation de l'opposition en Serbie entretient en partie cette confusion, du fait de sa faiblesse numérique et des compromissions d'un nombre non négligeable des leaders politiques avec des formes de nationalisme et le rêve hégémonique d'une grande Serbie. À part le petit parti du Forum civique [*Građanski savez*] dirigé par la sociologue Vesna Pešić, aucun parti ne peut prétendre avoir tenu une position constante par rapport à la rhétorique nationaliste et à ses conséquences militaires, de l'ouverture des hostilités en Croatie en 1991 à la fin de la guerre en Kosovo en 1999. Parmi les dirigeants des trois partis regroupés en 1996 au sein de la coalition Ensemble [*Zajedno*] contre le successeur de la Ligue des communistes de Serbie, le Parti socialiste de Serbie dirigé par Slobodan Milošević [*Socialistička partija Srbije*], Zoran Đinđić, qui dirige le Parti démocratique [*Demokratska stranka*] a soutenu en 1993 le gouvernement autoproclamé des Serbes de Bosnie et Vuk Drašković, leader du Mouvement du renouveau serbe [*Srpski pokret obnove*], a certes été emprisonné en 1993, mais la défense du peuple serbe était son mot d'ordre en 1990, avant qu'il ne manifeste son désaccord avec les solutions guerrières en 1991. Il est aussi entré dans une éphémère coalition avec Slobodan Milošević au début de l'année 1999, quelques mois avant la guerre au Kosovo. Dans les recompositions politiques de la Serbie au début des années 1990, l'anti-nationalisme est le fait d'une poignée d'individus et non une force organisée.

Même si la situation n'était pas monolithique, une majorité des militants anti-nationalistes dont la voix est entendue à l'étranger ont eu une carrière dans la Yougoslavie socialiste, à l'exception de la jeune génération apparue après 1995. Ceux qui ont étudié dans des universités occidentales avant 1990 sont pour leur part majoritairement issus de familles de hauts fonctionnaires du Parti. Parmi les intellectuels qui se sont affichés anti-nationalistes au début des années 1990, un certain nombre avaient aussi été membres ou proches du Parti communiste, en particulier de la ligne libérale, évincée au début des années 1970 : c'est le cas de nombreux membres actifs du Forum civique, à commencer par sa présidente Vesna Pešić, l'historienne Latinka Perović, qui dirigea la Ligue des communistes de Serbie de 1968 à 1972, le sociologue Nebojša Popov, suspendu de la Faculté de philosophie de l'Université de Belgrade depuis 1975. Dans la génération suivante (née entre 1945 et 1955), moins marquée par

⁹² On peut en avoir une bonne idée en consultant la *Bibliographie européenne des travaux sur l'ex-URSS et l'Europe de l'Est* (Paris, Éditions de l'EHESS), en particulier les volumes XVIII (1992), XIX (1993), XX (1994) et XXI (1995).

l'engagement communiste, ils sont nombreux à être issus de familles de fonctionnaires du Parti : Ivan Vejvoda, directeur du bureau de la fondation Soros⁹³ à Belgrade de 1998 à 2002 est le fils d'un ambassadeur de Tito. La philosophe zagreboise Rada Iveković installée en France au début des années 1990 est l'épouse d'un ambassadeur, la critique d'art Dunja Blažević qui fit connaître en France le travail des plasticiens s'opposant à la guerre est issue d'une famille de haut fonctionnaires et Borka Pavićević, femme de théâtre et directrice du Centre de décontamination culturelle à Belgrade⁹⁴ est la fille d'un éminent professeur d'université, spécialiste des religions. C'est le cas aussi de la famille Dizdarević dont Faik Dizdarević, ancien ambassadeur et sa fille Mirjana ont été à Paris à l'origine de l'Association Sarajevo. Le frère de Faik, Raif Dizdarević, un ancien partisan, occupa de très hautes fonctions dans la direction de la République de Bosnie-Herzégovine et fut même président de présidence tournante de la Fédération Yougoslavie de mai 1988 à mai 1989.

Si avoir appartenu à la *nomenklatura* au pouvoir dans les régimes socialistes suffit au début des années 1990 à disqualifier bon nombre d'intellectuels est-européens aux yeux des Occidentaux, les parcours antérieurs des ressortissants ex-yougoslaves sont généralement éclipsés par la guerre. La situation politique de la Yougoslavie des années 1970-1980 est certes très différente du monopole qui prévalait dans les démocraties populaires, mais la continuités des carrières autant que des réseaux de sociabilité, les expériences politiques et sociales des personnalités concernées sont néanmoins des facteurs décisifs pour comprendre leurs choix et leurs parcours postérieurs. Cette éclipse s'est aussi produite dans les pays post-yougoslaves, où les anciens membres des partis communistes sont très présents tout le long des années 1990 dans les structures politiques, intellectuelles et dans les positions de pouvoir en général, même si les partis politiques ne revendiquent quasiment jamais l'héritage titiste -à l'exception en Serbie du Parti de la gauche unifiée yougoslave [*Jugoslovenska ujedinjena levica*] dirigé par l'épouse du président Milošević, Mira Marković. La culture politique de la Yougoslavie titiste forme une base commune de références -en particulier langagières-, difficilement perceptible par les commentateurs français. L'effacement soudain du passé récent produit par la destruction de la vie sociale yougoslave obscurcit à l'étranger les enjeux de positionnement social des acteurs, mais aussi la compréhension plus générale des enjeux sociétaux. Il faut donc se rappeler les opportunités en terme de carrière ouvertes par les bouleversements provoqués par la guerre et l'éclatement du pays pour des *outsiders* politiques, comme Vojislav Šešelj, le

⁹³ Créée par le milliardaire américain Georges Soros à Budapest au début des années 1990, la Fondation Soros, active en Serbie sous le nom de *Fond za otvoreno društvo* [Fond pour une société ouverte], a œuvré au développement de la société civile.

⁹⁴ Centar za kulturnu dekontaminaciju (CZKD), centre culturel et espace associatif fondé à Belgrade en 1995 pour la promotion du mouvement anti-guerre.

fondateur du Parti radical serbe [*Srpska radikalna stranka*], mais aussi pour des intellectuels anti-nationalistes.

De leur côté, les ressortissants ex-yougoslaves installés à l'étranger, affichant des positions anti-nationalistes entre 1991 et 1999, ont exprimé leur sentiment de vivre un double drame : la perte de leur pays d'origine qui leur confère le statut inconfortable d'être devenus des « ex »⁹⁵ et la négation par leur pays d'accueil de la réalité de leur existence passée, étant donné que la seule image disponible de leur ancien pays est alors celle d'un territoire déchiré par des nationalismes concurrents. L'écrivain David Albahari, parti en exil en 1994 au Canada, fait ainsi dire au narrateur dans son roman *L'appât* :

Puisque j'avais continué à croire à cette langue commune, ai-je dit à Donald, j'étais devenu pareil à un homme préhistorique, je vivais dans une histoire qui n'existait plus, dans un temps dont tous disaient qu'il n'avait jamais été. Un homme dans cette situation, lui ai-je dit, n'a d'autres possibilités que de partir en exil volontaire, devançant ainsi ceux qui l'y enverraient de force⁹⁶.

Ils ont souvent connu plusieurs 'états identitaires' au gré de l'évolution des événements et des réactions de la société du pays d'accueil. Sauf à en faire une gloire ambiguë, venir d'un pays en guerre est plutôt une honte. Pour eux, ce qui hier était évident comme le nom de leur langue et de leur pays, ne l'est plus. Ils sont d'autant plus sensibles aux erreurs, aux approximations et aux positions tranchées des militants étrangers et à leur manque d'écoute.

Je suis passée par plusieurs stades [confie la coordinatrice du réseau AIM à Paris], j'étais Yougoslave et tout à coup on m'a dépossédée... alors je suis devenue ex-Yougoslave. Et c'est cet 'ex' qui était très dur à assumer... Je me reconnaissais pas dans la nouvelle Yougoslavie, ni dans l'image très négative que l'on donnait ici. Et je ne pouvais pas me dire que j'étais Française, même si je vivais en France depuis des années et que j'avais la nationalité française, surtout pas dans cette France où l'opinion dominante avait une image si négative de la Yougoslavie⁹⁷.

S'ils ont intériorisé la perte de sens que constitue la disparition du pays natal, ils se trouvent dans un double exil par rapport à leur pays d'origine disparu et effacé de la mémoire commune, et par rapport à leur pays d'adoption où ils se sentent incompris. Le contexte d'accueil a changé par rapport aux exilés politiques des années 1960 et 1970 ; les ressortissants ex-yougoslaves s'affichant anti-nationalistes se sont ni des dissidents ni les victimes d'une dictature et pas nécessairement des victimes des combats :

Le mouvement des exilés de conscience se « tiersmondise », car leurs cas, sans aura idéologique est vécu comme un problème régional. Les dictatures latino-américaines dans les années

⁹⁵ Predrag Matvejevič, *Le monde « ex »*. *Confessions*, Paris, Fayard, 1996 ; Voir aussi les romans de l'écrivaine zagrebaise réfugiée à Amsterdam, Dubravka Ugrešić, en particulier *Le musée des redditions sans condition* (Paris, Fayard, 2004) et *Le ministère de la douleur* (Paris, Albin Michel, 2008).

⁹⁶ David Albahari, *L'appât*, Paris, Gallimard, [1996] 1999.

⁹⁷ D. Mugoša [entretien cit.]

soixante représentaient, dans la logique politique occidentale, surtout celle de divers mouvements de gauche, une récurrence du fascisme, de quelque chose qui, dans l'histoire européenne de ce siècle, n'était pas seulement un fait idéologique lointain mais une partie de la mémoire collective⁹⁸.

Cet isolement explique que les observateurs et les militants français qui affirment que la crise yougoslave est un problème européen, aient pu aussi éprouver des difficultés à cerner la réalité de l'opposition aux forces guerrières et à les intégrer à une histoire des luttes plus générales, renvoyant alors les questions balkaniques à la catégorie de problèmes locaux.

Alors que les oppositions anti-nationalistes en Serbie et en Croatie ont eu du mal à s'organiser et à se faire connaître à l'étranger, leur réception semble avoir été compliquée en France par des attentes contradictoires et des idées préconçues sur ce qu'ils étaient. D'un côté, la figure traditionnelle de l'intellectuel engagé à la française et les schémas hérités de la perception des dissidences est-européennes, riches de projections potentielles, forment un cadre d'interprétation dominant mais inadapté à la situation yougoslave. De l'autre, le manque de relations suivies par le passé est un handicap pour en créer de nouvelles dans un contexte où le milieu intellectuel yougoslave a subi un séisme complet. Ainsi, les oppositions anti-nationalistes ou du moins les voix alternatives aux discours dominants en Serbie comme en Croatie, ont-elles été la plupart du temps inaudibles, réduites à l'état de symboles ou instrumentalisées, ce qui explique qu'un journaliste occupant une position centrale dans l'espace public français comme Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* (1988-1996) puis de *Libération* (1996-1999) ait pu écrire en 1999 :

Quels grands noms, quelles consciences, en Serbie par exemple, mais aussi en Croatie, se sont élevés contre la folie de leurs dirigeants, ont condamné la torture et l'épuration ethnique, ont prêché avec force pour le retour à l'humanité, pour la réconciliation, contre l'intérêt apparent de leur ethnie ? On cherche vainement, à l'échelle des Balkans, les Camus, les Sartre, les Mauriac de ces guerres d'Algérie, les Norman Mailer ou les Bertrand Russell de ces Viêtams du post-communisme. En Serbie, en Croatie ou en Bosnie, quand elle n'appelait pas au meurtre, l'intelligence est restée muette⁹⁹.

L'effondrement intellectuel et moral dans la Yougoslavie éclatée

Le caractère inaudible des voix anti-nationalistes en Croatie et en Serbie -c'est à dire dans les deux républiques numériquement et culturellement dominantes-, n'est pas seulement dû aux circuits de communication avec l'étranger et aux projections dont elles font l'objet,

⁹⁸ M. Lazin, « À quoi sert l'exil européen aujourd'hui ? », in Renata Scant (ed.), *20 ans de festival de théâtre européen. De l'Atlantique à l'Oural*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004, p. 71.

⁹⁹ Laurent Joffrin, *Yougoslavie, suicide d'une nation. Kosovo, la guerre du droit*. Paris, éditions Mille et une nuit. 1999, p. 10.

même si celles-ci ont produit des effets de confusion supplémentaire. Il est aussi le signe de l'effondrement social, moral et intellectuel du pays, impensable en tant que tel et, donc, d'une certainement manière, invisible.

En septembre 1993, la revue française de philosophie et de débats engagée à gauche, *Lignes* ouvre ses colonnes à des intellectuels ex-yougoslaves et pose le problème en ces termes :

Comment penser la crise, comment penser dans la crise, comment penser malgré tout dans l'isolement et la désorientation, comment tout simplement maintenir l'exigence de la pensée ?¹⁰⁰

Désireux de susciter une réflexion au-delà des préjugés et d'« ouvrir les yeux de l'opinion française sur la situation intellectuelle et morale dans l'ex-Yougoslavie », ses initiateurs entendent aussi « contribuer à la reconstitution d'un espace public de débat »¹⁰¹, dont on peut comprendre qu'il inclut la communication entre le pays en crise et celui de la revue. En s'appuyant sur des liens intellectuels datant de la période de l'autogestion, mais surtout grâce à la contribution à Paris de Rada Iveković, l'initiative se rapproche de celle de la revue *Esprit* lorsqu'elle publia en février 1968 son numéro spécial sur « l'autre Europe » avec des ressortissants centre-européens, sauf que les auteurs de 1993 sont pour la plupart restés au pays et font donc entendre une voix de l'intérieur¹⁰².

Cependant si les contributeurs du numéro dressent « un terrible constat de faillite de la fonction intellectuelle »¹⁰³ dans le pays en guerre, ils suggèrent aussi que cette faillite risque de toucher la pensée occidentale dans son ensemble. En effet, est soulignée l'impréparation des intellectuels yougoslaves mais aussi des intellectuels européens face à l'effondrement du communisme en Europe de l'Est. À gauche, l'idéalisme de la réflexion sur les modèles démocratiques, en particulier chez les philosophes de l'École de Francfort est directement visé. Il ne permettrait pas de répondre au défi de l'effondrement de la société yougoslave :

Comment reconstituer une communauté, une communauté rationnelle ? Contre ce que le philosophe croate Gvozden Flego appelle d'un oxymore, 'une communauté sans société' –le nationalisme ne faisant que remplacer l'incapacité du socialisme à moderniser la communauté¹⁰⁴.

¹⁰⁰ Gérard Roulet, « avant-propos », in *Yougoslavie. Penser dans la crise*, textes réunis par G. Roulet et R. Iveković, *Lignes*, n°20, sept. 1993, p. 7.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 7.

¹⁰² Dans l'introduction, le rédacteur-en-chef pose le cadre de l'entreprise : donner la parole aux intellectuels yougoslaves d'horizons divers, en sollicitant des anciens contributeurs de la revue yougoslave *Praxis* (1964-1974), avec laquelle la revue française se reconnaît une filiation. La revue aurait contacté y compris ceux qui ont pris des positions nationalistes, comme Mihailo Marković, devenu conseiller de Slobodan Milošević, mais qui n'a pas répondu à l'appel.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 10.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 12-13.

Ce constat d'échec de la pensée progressiste européenne, critique du marxisme, justifie pour un autre contributeur du numéro, Abdulah Šaračević, philosophe sarajévien, spécialiste de l'École de Francfort, sa propre incapacité à analyser la situation, y compris dans ce numéro où sa contribution se limite à une « Lettre de Sarajevo » :

Il me semble que cette expérience du mal a atteint son comble, que l'explosion est devenue depuis longtemps implosion, qu'une partie de l'intelligentsia est depuis longtemps d'humeur suicidaire et que les catégories anciennes et nouvelles nous aident peu à comprendre ce mal¹⁰⁵.

L'ébranlement de la pensée ou, comme l'écrit le sociologue slovène Rastko Močnik, la « liquidation de la position intellectuelle »¹⁰⁶ ne se produit pas *ex nihilo*. Il pointe pour sa part le danger de la « matrice hégélienne de la mythologie de l'après communisme », qui produit de nouvelles évidences et remet au goût du jour une nécessité historique pour expliquer la crise yougoslave, permettant de propager l'idée que « l'éclatement était inéluctable » et que « le nationalisme est mauvais mais il n'y a pas d'autres solutions »¹⁰⁷. Ces nouvelles logiques seraient d'ordre idéologique et travailleraient les sociétés post-communistes autant que les sociétés occidentales. Alors qu'auparavant, le 'sens de l'histoire' permettait de glorifier le combat de la classe ouvrière, une nouvelle nécessité historique, faite d'analogies et de retours fantasmés sur le passé, entretient le sentiment de fatalité pour, au final, cautionner les états de fait des agressions nationalistes. En ce sens, les analogies historiques, en créant de nouvelles causalités et nécessités historiques, entretiennent ce raisonnement : toute pensée sur l'effondrement yougoslave semble contaminée par cette idéologie qui fait la matrice des nouveaux nationalismes. Ces perspectives proposées par le numéro de *Lignes*, bien que n'ayant pas eu d'échos particuliers en France lors de la parution de la revue, nous renseignent sur les difficultés à expliquer l'éclatement de la Yougoslavie à chaud et ses conséquences sur l'activité intellectuelle et militante.

¹⁰⁵ Abdulah Saracević, « Lettre de Sarajevo 26 janvier 1993 », in *Yougoslavie. Penser dans la crise.., op. cit.*, p. 164.

¹⁰⁶ R. Močnik « Penser aujourd'hui », *Ibid.*, p. 100.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 101.

7.3. La rhétorique émotionnelle et l'épreuve morale

Dans les discours qui circulent au sein de l'espace public français de la décennie 1990, la tension est forte entre des modèles et des croyances hérités -l'espace d'expérience-, et les logiques d'une nouvelle situation où les discours humanitaires sont de plus en plus prégnants, alors que la France est politiquement et militairement engagée dans des interventions humanitaires, soit en son nom, soit sous l'égide des Nations Unies. Dans les cas roumain et yougoslave, les lectures essentialisantes et une vision de la fatalité du malheur ont eu tendance à s'imposer, malgré les efforts des militants pour leur opposer à la fois une action réparatrice et un discours alternatif. On a constaté la difficulté à se connecter aux forces qui pourraient empêcher la destruction des sociétés. Les lectures fatalistes ont eu tendance à se propager, en partie à cause des apories du raisonnement rationnel pour expliquer la crise et l'effondrement intellectuel et moral des forces anti-nationalistes face au basculement dans la guerre dans le cas yougoslave. Devant les drames sanitaires et humains en Roumanie, les organisations humanitaires françaises ont souvent conclu à la responsabilité -voire à la culpabilité- des autorités politiques et des institutions locales. En réponse à la difficulté de tenir un discours explicatif et à mener une action efficace contre la désagrégation de la Yougoslavie, une rhétorique émotionnelle est venue combler le vide. On l'a déjà mentionné, celle-ci use abondamment des références historiques qui surgissent à la faveur du contexte de commémoration de la Seconde Guerre mondiale et se focalise sur la question ethnique. L'impuissance alimente la mauvaise conscience, jusqu'à faire de cette crise médiatisée une épreuve morale pour ceux qui s'y sont intéressée de l'extérieur. Nous avons déjà abordé cet aspect des choses, mais nous voudrions l'envisager ici sous un angle différent.

Le raisonnement analogique avec la Seconde Guerre mondiale

Il eut été moins coûteux de se battre contre le fascisme dès la guerre d'Espagne, ou avant l'occupation de la Tchécoslovaquie. Ce n'est pas en abandonnant la Bosnie à son sort que nous sauverons la démocratie en Occident¹⁰⁸.

Lors d'un retour en France en 1993, le directeur du centre culturel français de Belgrade, Patrice Champion, qui a pris plusieurs fois position malgré son devoir de réserve pour dénoncer

¹⁰⁸ Michel Polac, « Mourir pour Sarajevo ? », éditorial, *L'Oubli Bosnie-Herzégovine*, journal de la coordination rennaise contre la purification ethnique, n°2, mai 1994.

les responsabilités serbes dans les crimes, découvre la campagne d’affichage comparant Slobodan Milošević à Hitler sur les murs de Bayonne dans le pays basque. Il écrit plusieurs années plus tard :

Je n’en croyais pas mes yeux. La vue de ces affiches provoqua en moi une sorte de joie adolescente, comme celle que l’on éprouve quand un adulte dont on a eu à subir l’autorité tyrannique se trouve brusquement dans une situation ridicule. J’étais clairement conscient qu’il s’agissait d’une joie puérile. Mais c’était quand même plaisant¹⁰⁹.

L’analogie entre les événements des années 1990 et la Seconde Guerre mondiale peut donc satisfaire ceux qui voient dans le conflit un événement majeur et dans le régime serbe, un agresseur génocidaire : elle a la force de l’évidence. Si une organisation humanitaire respectée compare Milošević à Hitler dans une campagne publique menée dans la France entière¹¹⁰, elle peut difficilement avoir tort. Pourtant pour de nombreux militants, cette joie est aussi puérile, ramenée à l’impuissance ressentie devant l’inertie des gouvernants, la déroute onusienne et peut-être aussi devant la difficulté à comprendre ce qui se passe. Elle est aussi ambiguë, car la possibilité de comparer introduit une mesure là où on supposait qu’il n’y en avait pas. Elle pose alors insidieusement la question « qui est le plus criminel ? ». Elle risque autant de relativiser le nazisme que réduire l’importance des crimes actuels.

Même critiquée, la référence à Hitler est pourtant présente dans les discours des citoyens mobilisés car, d’une certaine façon, elle s’impose aux acteurs. Elle est une donnée de l’expérience collective et surtout une donnée du cadre d’interprétation. Elle est totalement disponible à un moment où la mémoire de cette période se réélabore. Les analogies, comparaisons et métaphores s’appuient sur une conjonction commémorative (1941-1945), qui fait sens dans la perception des acteurs. Cette conjonction entre un sujet d’actualité et la commémoration des événements les plus traumatiques que l’Europe ait vécus sur son sol dans une période récente donne une valeur de symbole et frappe les imaginations¹¹¹. Si cette référence obligée aux crimes de la Seconde Guerre mondiale est la conséquence d’une certaine impuissance à penser l’effondrement yougoslave, elle alimente le sentiment que l’histoire bégaie, qu’on ne peut plus regarder l’avenir avec naïveté et que nos facultés d’action sont limitées. En évoquant vingt ans plus tard le moment où il a découvert la campagne de Médecins du monde, Patrice Champion constate : « la référence constante au passé de la Seconde Guerre mondiale est peut-être la cause essentielle de l’impuissance de ma génération »¹¹².

¹⁰⁹ P. Champion, *Un Français...*, *op. cit.*, p. 185.

¹¹⁰ Campagne lancée par l’organisation *Médecin du monde* en janvier 1993 (voir chapitre 4 et annexe n°3.c).

¹¹¹ « 50 ans après, c’est extrêmement grave au cœur de l’Europe. Au plan de la mémoire. Personnellement, cela m’a fait réviser beaucoup de choses, notamment la croyance ‘Au plus jamais ça’ », V. Nahoum-Grappe [entretien cit.].

¹¹² P. Champion, *Un Français...*, *op. cit.*, p. 187.

Le cadre analogique

Les analogies avec des actes -ségrégation, persécution, séparation des populations selon des critères religieux ou ethniques, mise en place de camps-, mais aussi avec les attitudes des gouvernements occidentaux -impuissance et démission-, telles que la mémoire culturelle de la Seconde Guerre mondiale les a consignés et transmis, constituent sans conteste un cadre d'interprétation des événements en Yougoslavie très communément partagé au moment des faits. Il est d'autant plus actif que le cinquantenaire du conflit mondial est un moment important pour la revitalisation de la mémoire de l'extermination des Juifs d'Europe. Pour les militants pour la Bosnie, l'analogie permet d'ancrer l'impératif moral : alors qu'on fête le cinquantenaire du débarquement allié en juin 1994 et la fin de l'Europe nazie, ce sont des crimes de même nature ensanglantant la Bosnie qui sont dénoncés : déportation, tri des populations, épuration ethnique. Ce rapprochement paraît scandaleux : « Ils commémorent une victoire passée et célèbrent dans le même temps, leur défaite présente. La bête s'éveille, ils s'agenouillent ! »¹¹³.

L'analogie est principalement un ressort émotionnel mobilisateur d'une mémoire collective. Elle permet de considérer des faits en les reliant avec des mots chargés d'une émotion liée à d'autres événements ; elle utilise « des énoncés vivants qui participent au dialogue social »¹¹⁴. Les écueils du raisonnement analogique sont par contre nombreux : il permet de masquer des faits présents en se focalisant sur des ressemblances avec une situation passée. Ce faisant, elle place très haut la barre de l'insoutenable. Répété, ce raisonnement risque même de rendre l'émotion factice et de produire des effets rhétoriques. Ces critiques ont été formulées par des militants qui accordaient pourtant à ce cadre référentiel une certaine pertinence.

Depuis cinquante ans que nous le disons, que nous pleurons au cinéma, 'ça', c'est-à-dire la Shoah, la Shoah qui ne ressemble à rien, cet événement unique, irréductible, spécifique, eh bien mon Dieu, on ne le voit plus jamais. On ne le voit pas au Cambodge, on ne le voit pas en 1987-88-89 dans ce qu'ont vécu les Kurdes en Irak. [...] à force de dire ' plus jamais ça', on ne voit plus jamais ça. Et on dort bien. Et à chaque fois, à l'ombre de la Shoah, on juge les autres tyrans, '20/20 pour Hitler, 14/20 pour les Tchétchik. Alors moi, face à ça, je trouve que ces pleurs-là (sur la Shoah) n'irriguent rien ; ce sont des larmes perdues, stériles. Il faut faire des comparaisons quand elles ne sont pas encore trop vraies. Va-t-on attendre six millions de morts pour qu'on dise : 'eh bien, peut-être que là, ça commence à y ressembler'¹¹⁵.

¹¹³ Yvon Inizan, « L'avenir de la mémoire » in *L'Oubli -Bosnie-Herzégovine..., op. cit.*, p. 2.

¹¹⁴ « Un énoncé vivant, significativement surgi à un moment historique et dans un milieu social déterminé, ne peut manquer de toucher à des milliers de fils dialogiques vivants, tissés par la conscience socio-idéologique autour de l'objet de tel énoncé et de participer activement au dialogue social. Du reste, c'est de lui que l'énoncé est issu : il est comme sa continuation, sa réplique, il n'aborde pas l'objet en arrivant d'on ne sait où », Mikhaïl Bakhtine, *Esthétique et théorie du roman*, Paris, Gallimard, [1975] 1978, cité par A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »..., *op. cit.*, p. 13.

¹¹⁵ V. Nahoum-Grappe, extrait d'une interview donnée à France Culture dans l'émission « Nuits magnétiques. Bosnie, an 2 », le 14 avril 1994, retranscrit in *L'Oubli -Bosnie-Herzégovine..., op. cit.*, p. 13.

Les références au passé ont été des facteurs de mobilisation pour les belligérants également ; elles ont été des injonctions à l'action et même à la revanche et ont suggéré la vision d'une continuité quasi atemporelle entre le présent et un conflit passé. Dans le folklore guerrier serbe mais aussi croate, on trouve de nombreuses références à la Seconde Guerre mondiale, à la lutte contre l'Empire ottoman et même à la mythique bataille de Kosovo polje de 1389¹¹⁶. Ces analogies ont pu alimenter l'impression que l'histoire bégaie. La littérature écrite pendant le conflit propose de saisissantes évocations de la façon dont l'individu se trouve désorienté voire contaminé par les réminiscences du passé que le discours collectif draine¹¹⁷. Alors qu'il travaille comme interprète pour une organisation humanitaire étrangère, le narrateur du roman *l'Appât* de David Albahari relate ainsi sa décision de quitter le pays :

Une fois arrivé à Banja Luka, au crépuscule, on nous a tout d'abord emmenés sur une place vide où, nous a-t-on dit, on reconstruirait l'église que les Oustachis, au cours de la guerre précédente, avaient démolie en obligeant ensuite des Juifs à déblayer briques et autres décombres. Je ne savais pas si c'était vrai mais cela n'avait pas d'importance. J'étais traducteur et non pas interprète de l'histoire, et d'ailleurs, à cet endroit-là, l'histoire avait cessé d'exister, ou plutôt, c'était là une sorte de temps post-historique qui était censé reprendre un temps passé comme si la vie était un manuel dont on pouvait arracher certaines pages pour les remplacer par des pages neuves, lesquelles étaient en fait elles-mêmes anciennes¹¹⁸.

La présence quasi surnaturelle du passé ou sa réincarnation hallucinatoire dans le présent a pu être vécue comme menant à la folie. La littérature autant que le cinéma ou les arts visuels de l'espace ex-yougoslave des années 1990 en ont livré de nombreuses élaborations, exprimant par là des prises de position parfois radicalement opposées¹¹⁹. Ce thème est présent dans la filmographie d'Emir Kusturica. Dans *Underground* (1995) par exemple, les protagonistes qui ont trouvé refuge dans un souterrain lors de l'attaque allemande sur Belgrade en 1941, en ressortent en 1991 alors qu'une nouvelle guerre commence. Dans une sorte de contraction du temps, ce nouveau conflit se présente ainsi comme la suite logique du premier (voir chapitre 8). Pour saisir le passage du communisme au nationalisme, l'écrivain Vidosav Stevanović a proposé pour sa part un portrait de Slobodan Milošević en tyran ordinaire qui doit beaucoup à l'idée de la banalité du mal élaborée par Hannah Arendt à propos du dirigeant nazi Adolf Eichmann¹²⁰. Les artistes et les écrivains dans l'espace post-yougoslave ont mis en scène

¹¹⁶ I. Čolović, *Politika simbola* [la politique des symboles], Belgrade, Biblioteka XX vek, 1997 et *Le bordel des Guerriers. Folklore, politique et guerre*, Paris, Non lieu, 2009 ; N. Popov (ed.), *Radiographie...*, *op. cit.*

¹¹⁷ Boris Koroman, «Nostalgija modernosti : Predodžba socijalističke prošlosti u suvremenim hrvatskim romanima o tranziciji », in Lada Duraković et Andrea Matošević (eds.), *Socijalizam na klupi...op. cit.*, p. 251-277.

A. Madelain, « Les artistes serbes face à la guerre invisible », *Au sud de l'Est*, n°4, 2008, p. 29- 38 ; « Ex-Yougoslavie : les écrivains face à l'écroulement... et après », *Courrier des pays de l'Est*, n°1058, nov. 2006, p. 55-61.

¹¹⁸ D. Albahari, *L'appât ...*, *op. cit.*, p. 96.

¹¹⁹ Dans un autre roman postérieur (*L'homme de neige*, Paris, Gallimard, 2004), Albahari met en scène la plongée dans la folie de son narrateur, un professeur d'université venant d'un pays européen en éclatement et arrivant au Canada.

¹²⁰ Vidosav Stevanović, *Milosevic. Une épitaphe*, Paris, Fayard, 2000.

le brouillage des temporalités qui se manifeste en particulier par la présence du passé, avec le sentiment d'en tirer des enseignements sur le sens des événements et parfois pour en dénoncer les amalgames.

Au moment où ils ont lieu, les conflits yougoslaves donnent de l'actualité à la construction mémorielle de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah un peu partout en Europe. Ils réactivent des expériences individuelles et des mémoires familiales sur le génocide, mais ces mémoires sont en réalité extrêmement différenciées entre les pays. Le raisonnement analogique rencontre en effet l'expérience et la mémoire de ceux qui l'emploient. Alors que Reinhardt Koselleck est marqué dans son expérience du nazisme et de la guerre « par le sentiment de l'écart insupportable entre la boucherie au quotidien et les discours qui voudraient imprimer un sens à ce qui en est dépourvu »¹²¹, les références à la Seconde Guerre mondiale dans le contexte français n'ont pas nécessairement, pour ceux qui les emploient, une assise dans le vécu d'un effondrement social. Elles sont, au contraire, souvent liées dans les années 1990 à une mythologie de la résistance et à des non-dits sur la collaboration. L'usage des mêmes analogies en contexte yougoslave travaille une mémoire collective beaucoup plus traumatique que dans l'espace français, du fait de l'ampleur des destructions matérielles, des pertes en vies humaines et des combats entre acteurs locaux qui ont eu lieu dans le sillage du conflit mondial, et aussi à cause de la première dissolution de la Yougoslavie diversement expérimentée sous le nazisme dans ses territoires et régions.

La purification ethnique dans le cadre analogique

Le concept de purification ethnique et ses variantes épuration ethnique', 'nettoyage ethnique', apparus avec la guerre en Yougoslavie, sont rapidement devenus des formules pour décrire cette guerre et motiver l'engagement. « Rarement on vit carrière de syntagme plus fulgurante : entré dans les discours de langue française au printemps 1992, 'purification ethnique' est introduite dans les dictionnaires avant un an révolu »¹²². Elle est utilisée immédiatement après en 1994, lors du génocide rwandais. Le syntagme engage un préconstruit, présuppose une évidence de sens et de sous-entendus :

À un moment du débat public, une séquence verbale, formellement repérable et relativement stable du point de vue de la description linguistique qu'on peut en faire, se met à fonctionner dans les discours produits dans l'espace public comme une séquence conjointement partagée et problématique¹²³.

¹²¹ Mickaël Werner, « préface », in R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire ...*, op. cit., p. 11.

¹²² A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »..., op. cit., p. 13.

¹²³ *Ibid.* p. 14.

La formule structure et organise les discours dans l'espace public. On peut effectivement penser qu'elle a assuré la description de l'événement. Partagé, repris, répété, mais problématique, le terme fait l'enjeu de débats et de controverses. La formule est un concept d'explication mais aussi de mobilisation, à la fois pour les intellectuels, les artistes et pour les citoyens. Elle traverse donc les milieux et les groupes. Sa force émotionnelle explique sa prégnance : on détruit des êtres humains, on les sépare, on les chasse à cause de leur appartenance à un groupe particulier. Cet affront fait aux droits humains les plus élémentaires renvoie de manière explicite au nazisme. Mais la formule induit aussi une forme de schématisation de la pensée qui ne favorise pas une approche plus empirique des événements. A. Krieg-Planque a dégagé une série de « lieux discursifs secondaires » qui accompagnent la formule : « plus jamais ça », « l'Europe commence à Sarajevo », « nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas », etc. L'utilisation de formules va de pair avec le raisonnement analogique. Il se met en place au moment où on découvre l'existence de camps en Bosnie (voir chapitre 4). La réactivation de schémas de lecture de la Seconde Guerre mondiale est alors un acte de dénonciation. Au moment de la découverte des camps, Alain Finkielkraut s'est exclamé :

Certes, il ne se passe pas *la même chose* à Sarajevo qu'à Buchenwald. Mais les différences n'excusent rien car Buchenwald n'est pas seulement un lieu de mémoire, c'est une injonction¹²⁴.

Néanmoins, la formule 'purification ethnique', qui aurait pu éviter l'analogie trop directe avec le nazisme, puisqu'elle est un concept nouveau, ne fait en réalité qu'y ramener car elle est jugée à l'aune du nazisme¹²⁵, soit on l'attribue aux nazis, soit plus prudemment, on dit qu'elle évoque le nazisme. L'éclatement de la Yougoslavie, et surtout la guerre en Bosnie-Herzégovine, informent donc à leur manière l'évolution de la mémoire du nazisme. Le moment est en France douloureux car il est marqué par un changement concernant l'interprétation de l'héritage de Vichy et par conséquent de la responsabilité française dans la Shoah¹²⁶.

En fait, le raisonnement analogique ne revitalise pas une mémoire globale de l'événement passé, il éclaire l'une ou l'autre facette de l'évènement passé, inscrit dans une histoire et par rapport au présent. Ici, les analogies avec la Seconde Guerre mondiale se centrent sur la politique de Milošević, sur l'épuration ethnique comme réminiscence du nazisme, sur la vision raciale des nazis et sur une similitude des actes de violence. Mais le raisonnement

¹²⁴ *Ibid.* p. 57, citant Alain Finkielkraut, « L'injonction de Buchenwald », *Le Monde*, 15 décembre 1993, p. 2.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 13.

¹²⁶ Plusieurs procès entre 1985 et 1999 marquent cette prise de conscience : le procès de Klaus Barbie, chef de la gestapo de Lyon, condamné à Lyon en 1987, celui de l'ancien chef de milice Paul Touvier, à Versailles en 1994 et enfin celui de Maurice Papon, l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde, qui, après des procédures annulées dans les années 1980, a été de nouveau inculpé en juin 1993 et jugé en 1997-1998. S'y est ajoutée la révélation sur le passé vichyste de François Mitterrand, au moment de l'assassinat de l'ancien chef de la police de Vichy, René Bousquet, en juin 1993 au moment de son procès.

analogique ne porte pas sur l'effondrement des sociétés et leur remplacement par des régimes autoritaires, pas plus que sur la reconstruction de l'Allemagne après la guerre. Il est utilisé dans le cadre d'une pensée focalisée sur les victimes et d'un traitement humanitaire des crises.

Certes, les conflits yougoslaves mettent en jeu des forces qui visent à construire des États¹²⁷ mais elles le font en détruisant un État existant. Distinguer les processus qui relèvent de la destruction de l'État commun (pillage des ressources, criminalisation et transformations idéologiques) et ceux qui relèvent de la construction de nouveaux États n'est pas aisé. Cependant, cette distinction permet aussi de mettre en évidence des continuités dans les pratiques et les processus matériels, et non des continuités idéologiques référant à des formes de nécessité historique. Cette distinction met à jour des continuités souvent invisibles derrière les ruptures très visibles que sont les changements de régime et de frontières : il s'agit de continuités des *habitus* sociaux, des loyautés, des cultures professionnelles (comme celle de l'armée) ou encore des références intellectuelles. Cet exercice intellectuel semble pourtant difficile à effectuer dans le contexte français des années 1990 où l'effondrement de l'État est une réalité impensable qui pourrait faire écho à deux effondrements récents : l'effondrement de la République en 1940 et celui de l'Empire colonial entre 1954 et 1968.

Comprendre l'éclatement de la Yougoslavie comme l'effondrement d'une société, dont les intellectuels se retrouvent séduits par des expériences fascistes et populistes, aurait peut-être rappelé aux Français des expériences occultées de leur histoire comme celle du sentiment de désastre inévitable et de la nécessité d'une *tabula rasa* au moment de la défaite de 1940¹²⁸, un sentiment qui conduisit à ne pas défendre la Troisième République. Il existe en effet des filiations entre les intellectuels et les militants issus des milieux sartriens et de l'action catholique actifs dans les années 1990, et l'expérience de l'ambivalence de la défaite de 1940. L'usage d'un cadre analogique avec la Seconde Guerre mondiale et le nazisme, la focalisation émotionnelle sur la purification ethnique et l'ethnisation du conflit sont aussi des signes de la grande difficulté à regarder l'effondrement de l'État yougoslave et ses conséquences sociales en tant que telles.

¹²⁷ X. Bougarel, « Twenty Years Later... », art. cit., p. 569.

¹²⁸ T. Judt, *Un passé imparfait...*, op. cit., p. 45.

Le traitement juridique

Avec la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) en 1993, le traitement juridique de la crise s'impose au sein de la Cour de justice de la Haye, mais il influence aussi les discours médiatiques, les débats qui ont lieu dans l'espace public, puis les lectures postérieures des conflits. Encore balbutiant jusqu'en 1995, il va prendre de l'importance durant la crise du Kosovo en 1999 avec les inculpations des principaux dirigeants politiques et militaires dont le président Slobodan Milošević. L'inscription de cet événement dans l'écriture de l'histoire contemporaine en porte la marque¹²⁹.

Au début des années 1990, cette innovation contemporaine, prometteuse d'un ordre mondial plus juste est encore pensée en référence à la Seconde Guerre mondiale et au tribunal de Nuremberg de 1945. C'est pourtant à défaut de pouvoir agir politiquement de façon efficace que les Nations Unies ont décidé en 1993 de mettre en place un tribunal destiné à poursuivre des criminels, qui sont alors encore à des postes de commandements. Ce rôle de substitut à la force politique ou militaire imposé au tribunal international est loin d'être confortable et les circonstances de cette genèse ont influé sur l'efficacité de l'action judiciaire, ouvrant de nouvelles apories pour la compréhension de l'évènement. Si la création de cette juridiction novatrice offre un nouveau cadre d'action aux mobilisations citoyennes et donne une légitimité autant juridique que morale à la condamnation des politiques nationalistes, il n'est pas sûr qu'elle permette de révéler la vérité des crimes avec autant de clarté que les militants des années 1990 l'auraient souhaité. Les effets néfastes de la politisation du Tribunal ont été vivement critiqués depuis sa création, puisqu'il s'est avéré que son action dépendait de la bonne volonté des États et pouvait aussi être instrumentalisée par l'Union européenne et sa politique de conditionnalité¹³⁰. Le TPIY a bien influencé l'évolution des croyances dans la justice, mais le traitement judiciaire du conflit a ouvert de nouvelles apories au-delà même des déconvenues d'une justice entravée par la politique.

Dans le cadre des procès, le Tribunal a fait appel à des experts issus des sciences humaines et sociales pour fournir les explications générales sur le conflit, en particulier pour attester de la chaîne de commandement et des responsabilités pénales des acteurs. Or, cette pratique est problématique. Le sociologue britannique John B. Allcock raconte qu'en tant que

¹²⁹ I. Delpla, « How Has the ICTY Changed Our Perception of War? », « Did the Wars in Yugoslavia Change the Perception of Societal Conflicts ? »..., op. cit. p. 543-554

¹³⁰ Deux types de critiques ont été ainsi formulées : les unes fustigeant la complaisance du tribunal vis-à-vis des intérêts serbes (par exemple F. Hartmann, *Paix et châtimeur. Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationale*. Paris, Fayard 2007), les autres mettant à plat l'instrumentalisation du tribunal par l'Union européenne (par exemple Mladen Ostojić, « Reassessing the 'Peace vs. Justice' Trade-Off: International Justice and Democratic Stability in Post-Milošević Serbia » *Revue d'études comparatives Est/Ouest*, vol. 45, n° 0304, décembre 2014, p. 107-148).

témoin-expert, il a été amené à présenter à la cour une explication sur la violence interethnique dans l'ex-Yougoslavie. Il a alors avancé l'idée que

l'animosité interethnique et la « purification ethnique » ont relevé de pratiques de manipulation du sommet à la base [*top down*] caractéristiques des politiques menées par les dirigeants politiques dans la construction des États, plutôt que de la remontée de la base au sommet [*bottom up*] de l'expression de sentiments.¹³¹

Ce faisant, le sociologue explique avoir été conscient qu'il fournissait, plus que des faits, un cadre d'interprétation des faits (en traitant de l'identité ethnique dans le cadre d'une « théorie de l'idéologie ») qui contribuait à créditer la thèse de la responsabilité de la chaîne de commandement, en dehors de toute mention des faits. *A contrario*, un autre cadre interprétatif - en l'occurrence celui d'un autre témoin-expert appelé par la défense pour le contrer- s'est trouvé discrédité au cours du contre-interrogatoire du procureur, l'expert n'ayant pas réussi, d'après Allcock, à fournir une « performance crédible » permettant d'attester la relation entre le cadre théorique qu'il avançait et les faits. Là encore, ce ne sont pas les faits qui sont en cause.

Le témoin expert n'est pas seulement quelqu'un qui peut attester de certains faits, mais quelqu'un qui est engagé dans la « définition de la situation » (pour employer un concept de psychologie sociale interactionniste)- une structure narrative et une manière de donner du sens aux faits.¹³²

Quand il s'agit de juger des crimes dans un contexte de conflits entre des États ou au sein d'un État, les procès ne révèlent plus la vérité sur les crimes, comme une certaine idée de la justice internationale le proclame encore au moment de la création du TPIY. Il donne encore moins d'informations nouvelles sur le contexte qui a permis à de tels crimes d'avoir lieu. En fait, le traitement juridique du conflit, au-delà même du problème des usages politiques du tribunal, semble, ouvrir avec les procès concernant la Yougoslavie, plus de questions qu'il n'en résout concernant l'interprétation des événements et même le règlement du conflit :

La rencontre d'un système judiciaire avec ses règles propres et d'une narration produite par le « praticien des sciences sociales », met surtout en évidence qu'il est impossible de séparer la tâche de fournir des faits et le choix d'un cadre de référence (ordinairement, dans notre cas, une position théorique) à partir duquel les faits sont sélectionnés pour leur pertinence et qui les rend intelligibles¹³³.

¹³¹ John B. Allcock, « Le praticien des sciences sociales en qualité d'expert et de témoin », in I. Delpla et M. Bessone (eds.), *Peines de guerre...*, *op. cit.*, p. 141.

¹³² *Ibid.*, p. 147.

¹³³ *Ibid.*, p. 147.

La mauvaise conscience

Si le thème de l'Occident kidnappé a donné dans la seconde moitié des années 1980 en France un cadre à la critique du communisme, autour du traumatisme de Sarajevo s'est développé dans les années 1990 un discours de mauvaise conscience, c'est à dire un discours qui articule l'idée que le locuteur et celui qui l'écoute ont une responsabilité par rapport à des événements dramatiques, mais qu'en même temps ils sont impuissants à les arrêter. Ce discours, pour autant qu'on y adhère, produit un sentiment de culpabilité. Les discours défaitistes du gouvernement français, en particulier l'injonction à « ne pas ajouter la guerre à la guerre » émise par le Président Mitterrand, au moment où le monde découvre les camps en Bosnie¹³⁴ et les tentatives infructueuses militaires et diplomatiques de la Communauté internationale, ont provoqué un sentiment de honte bien présent dans les mobilisations citoyennes. La mauvaise conscience s'appuie sur des formules, telle que « notre liberté se termine et commence en Bosnie »¹³⁵, sur la répétition que le drame bosniaque est 'révélateur' de l'état du monde, de la 'faillite' de l'Europe et de l'hypocrisie des dirigeants. Elle se manifeste aussi dans la démystification désespérée de cette faillite, exprimée par exemple par Jean Baudrillard dans une tribune de *Libération* :

On sauve les meubles de l'Europe dans les négociations du GATT et on les brûle à Sarajevo. Dans un sens, c'est plutôt une bonne chose. L'Europe bidon, l'Europe introuvable, l'Europe bidouillée dans les convulsions les plus hypocrites se plante à Sarajevo. Et dans ce sens, les Serbes seraient presque l'instrument de la démystification, l'analyste sauve de cette Europe fantôme, celle des politiques techno-démocratiques aussi triomphalistes dans leurs discours que déliquescents dans les faits¹³⁶.

Elle passe aussi par la réaffirmation que Sarajevo représente, d'une manière absolue, une cause européenne, comme l'ont fait les campagnes pour 'Sarajevo capitale culturelle de l'Europe' ou la Liste « L'Europe commence à Sarajevo ». Héritage d'une approche catholique du monde, la mauvaise conscience se déploie à propos d'une crise extérieure, dans une société déchristianisée mais fortement marquée par la vision chrétienne.

Cette mauvaise conscience accompagne la représentation du caractère multiethnique d'une Bosnie qui aurait été 'lâchée' par l'Occident. Faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'une guerre des tribus, mais qu'il y a un agresseur et un agressé est le mot d'ordre de ceux qui militent en faveur d'une intervention militaire. « Il n'y a pas de guerre à Sarajevo, il y a une

¹³⁴ La phrase « Il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre », prononcée par le président Mitterrand dans une interview au journal *Sud-Ouest* (12 août 1992) est devenue une formule reprise dans les analyses postérieures, soit pour résumer la position du gouvernement français, soit pour dénoncer l'hypocrisie de la posture.

¹³⁵ « La Bosnie et nous. Notre liberté se termine et commence en Bosnie », *Bosnie Réagir !*, dossier p. 7 à 21.

¹³⁶ J. Baudrillard, « Pas de pitié pour Sarajevo », *Libération*, 7 janvier 1993, p. 6.

formidable prise d'otage à l'échelle d'une ville entière »¹³⁷. Cela passe par l'affirmation que Sarajevo n'est pas une ville 'musulmane' mais une capitale cosmopolite et multiculturelle : « une ville métisse. Une ville impure. Une ville qui, de cette impureté a fait son charme et sa loi. Sarajevo, ville frontière entre les civilisations et les empires »¹³⁸. Dans cette perspective, il s'agit de défendre la Bosnie multiethnique et non une Bosnie musulmane. Les Bosniaques seraient des musulmans tolérants, « comme on les voudrait dans nos banlieues »¹³⁹ avec l'idée que si l'Europe laisse tomber les représentants de l'islam tolérant en Bosnie-Herzégovine, elle risque d'en subir les conséquences dans ses propres banlieues. En s'adressant aux étudiants dans la ville de Sarajevo assiégée en 1993, Edgar Morin place lui-aussi les intellectuels européens dans l'obligation morale d'agir pour sauver l'avenir de l'Europe :

La mission de l'intelligence européenne est de résister à l'hystérie de la guerre où l'on hait un peuple au lieu de condamner un système ou un régime.

Cette mission nous impose de poser le problème de Sarajevo dans son contexte qui est l'irruption démente de l'ethno-nationalisme et du total-nationalisme dans la crise du futur, dans la crise du communisme et dans la crise de l'Europe.

Il faut comprendre que la dislocation de la Bosnie-Herzégovine porte en elle l'assassinat de l'avenir européen. Mais tout n'est pas encore accompli. Il faut tout faire pour sauver les villes multiculturelles, les villes de citoyens, les villes de démocrates qui résistent encore-au premier chef Sarajevo¹⁴⁰.

En plaçant l'obligation morale à un tel niveau d'abstraction, on risque pourtant l'inefficacité. Si ce discours présente des accents lyriques et idéalistes qui appartiennent à une tradition bien établie de la gauche française, il semble qu'on assiste ici au vacillement de celle-ci.

Parmi les intellectuels généralistes, Bernard-Henri Lévy est un de ceux qui a le plus alimenté sa mythologie personnelle avec son engagement, à travers ses voyages à Sarajevo, de nombreuses interventions publiques et les deux films qu'il a co-réalisés¹⁴¹. La 'croisade de BHL' devenue un symbole de l'ambivalence de la médiatisation des bonnes causes est l'objet de critiques répétées, la discussion sur la Bosnie se résumant parfois à commenter le comportement du personnage. Il a réactivé à propos de la crise yougoslave une mythologie souvent éculée de l'engagement politique des intellectuels, passant par des visites sur les lignes de front et des appels à créer une brigade internationale, tout en déplorant que l'engagement contre la guerre se transforme en événement mondain où Sarajevo était devenu « le dernier chic parisien »¹⁴².

¹³⁷ B.-H. Lévy, *Le lys et la cendre...*, op. cit., p. 47.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 49.

¹³⁹ Cette idée revient sous la plume de B.-H. Lévy, par exemple dans sa lettre au premier ministre E. Balladur en 1993, *Ibid.*, p. 165.

¹⁴⁰ Extrait du discours d'Edgar Morin donné à l'université de Sarajevo le 11 septembre 1993, repris en 4^e de couverture de son ouvrage, *Les fratricides, Yougoslavie-Bosnie...* op. cit.

¹⁴¹ Thierry Ravalet et Alain Ferrari *Un jour dans la mort de Sarajevo*, avec le commentaire de B.-H. Lévy (Odessa Film, 1993) et Alain Ferrari et B.-H. Lévy, *Bosna !* (Mars Distribution, 1994).

¹⁴² B.-H. Lévy, *Le lys et la cendre...* op. cit., p. 332

Si le drame de Sarajevo a été l'occasion de revitaliser certaines postures de la mythologie de l'engagement de gauche, elles ont disparu rapidement une fois les armes tuées, et même avant, dans le cas de B.-H. Lévy qui s'est montré discret après les élections européennes de juin 1994¹⁴³. En revanche, la mauvaise conscience a encore trouvé matière à s'alimenter dans le massacre de Srebrenica, où la responsabilité des militaires de l'ONU et des gouvernements commanditaires de la mission onusienne s'est trouvée engagée. C'est en des termes quasi religieux que le général Morillon, catholique pratiquant, s'est exprimé lors de son premier retour quinze ans après les faits :

Je suis ici pour prier, je comprends votre douleur, je suis venu demander pardon pour l'Occident, pour l'Europe, parce que nous n'avons pas su faire¹⁴⁴.

La mauvaise conscience imprègne aussi la façon dont les militants pour la Bosnie conçoivent leur action. Le drame bosniaque est 'ce qui fait mal' et la façon d'agir face à cet événement est d'introduire de la mauvaise conscience en politique, comme une « épine dans la chair du politique ».¹⁴⁵

Si la mauvaise conscience alimente l'injonction à agir, elle handicape pourtant l'action de plusieurs manières. Souvent incantatoire, le discours qui l'articule risque de se muer en simple rhétorique ou d'accabler ceux qui l'entendent au point de les rendre impuissants. Face au spectacle du malheur, la mauvaise conscience mine les idéaux proclamés et sert d'abord à légitimer la position de celui qui l'éprouve. En éprouvant de la mauvaise conscience, on peut avoir déjà le sentiment d'agir. C'est alors tout autant contre cette mauvaise conscience diffuse que contre l'impuissance proclamée des gouvernants que les initiateurs de la « Déclaration d'Avignon » se positionnent en août 1995, lorsqu'ils affirment que la situation actuelle est le résultat d'un choix et non d'une impuissance des États européens ou de l'ONU :

Il n'y a pas d'impuissance politique des nations prises une à une face à la prééminence paralysante du Conseil de sécurité de l'ONU [...]

Il n'y a pas d'impuissance militaire. Il n'est pas question de se demander s'il faut ou non envoyer des troupes pour défendre la paix. Ces troupes sont déjà à pieds d'œuvre [...]

Il n'y a pas d'impuissance morale. Depuis son installation par le Conseil de sécurité, le tribunal sur les crimes en de guerre en ex-Yougoslavie a commencé son travail...¹⁴⁶

En réaffirmant la possibilité d'agir politiquement et militairement, ses initiateurs entendent redonner de la capacité d'action au citoyen, dont la mission est de rappeler à ses gouvernants la force du droit et la légitimité des institutions nationales et internationales à agir contre les

¹⁴³ Il sera pourtant fait « citoyen d'honneur de la ville de Sarajevo » en 2013 aux côtés de l'écrivain Predrag Matvejevitich, né à Mostar.

¹⁴⁴ Lors de sa visite à Srebrenica le 3 septembre 2010, comme le rapporte la presse française du lendemain (par ex. *Ouest-France, La dépêche du midi, Le télégramme de l'ouest*, daté du 4 septembre).

¹⁴⁵ P. Varin, *Contribution aux Assises nationales...*, rapport. cit. (voir note 30, p. 256).

¹⁴⁶ « Déclaration d'Avignon », art. cit.

crimes. La période est, comme on l'a vu, plus propice à cette démarche que les années précédentes, et l'initiative a eu un écho important. Mais si la résolution du conflit se profile, la paix de Dayton a entériné le partage produit par le conflit en légalisation l'existence des deux entités au sein de l'État unique : la République serbe [*Republika Srpska*] et la Fédération de Bosnie-Herzégovine [*Federacija Bosne i Hercegovine*].

Après 1995, les associations contre l'épuration ethnique et d'autres acteurs des mobilisations contre la guerre en Yougoslavie ont tenté de poursuivre leur engagement dans des actions concrètes en faveur des réfugiés en France et dans des projets de reconstruction dans le pays. En même temps, ils ont tenté d'élaborer un discours plus politique contre les Accords de Dayton et la partition déguisée de la Bosnie-Herzégovine. Les mobilisations se sont pourtant essouffées et éparpillées au début de l'année 2000, juste après la crise du Kosovo (mars-juin 1999). La plupart des initiatives *ad hoc* pour la Bosnie, même celles qui visaient à établir des liens à long terme, se sont donc étioilées au moment où les bailleurs français et internationaux proposaient des crédits de coopération et où l'intervention de l'OTAN en Serbie donnait raison aux partisans d'une intervention armée contre le régime de Milošević. Le mouvement n'a donc pas profité de ce qui apparaît comme un triomphe du droit d'ingérence. Le journal du réseau des comités, *ConvergenceS Bosnie-Herzégovine*, tient la chronique de cet épuisement de l'action militante. Dès son 3^e numéro en mars 1996, le ton est donné dans l'éditorial « Y-a-t-il une vie après la Bosnie ? », qui s'interroge sur l'avenir d'un mouvement né « d'une émotion à défendre des valeurs » et qui a montré son incapacité à « constituer un véritable mouvement, construit, étayé, efficace »¹⁴⁷.

Quatre ans plus tard au printemps 2000, dans le dernier numéro du journal, les militants dressent le constat d'un triple échec : échec à comprendre les enjeux sociétaux du pays en guerre, à convaincre la société française qu'il s'agissait bien d'une cause européenne, et enfin échec à se structurer comme mouvement pour d'autres causes citoyennes :

L'indignation morale qui avait été la matrice et l'inspiratrice du mouvement mené par les collectifs Bosnie n'a pas été relayée par un engagement politique aussi fort malgré nos appels incantatoires à une citoyenneté active. D'abord il y a eu une réelle difficulté à saisir tous les enjeux internes liés au développement des forces civiques en Bosnie et dans la région. Ensuite il a fallu faire face au manque de mobilisation de l'opinion publique française et au blocage de la classe politique refusant majoritairement d'appréhender la situation en Bosnie et en ex-Yougoslavie, comme partie intégrante de notre propre développement civique européen. Enfin il faut dire l'impuissance de notre mouvement lui-même à se structurer suffisamment pour favoriser nationalement des articulations mobilisatrices entre les collectifs et avec d'autres organisations antiracistes et citoyennes¹⁴⁸.

¹⁴⁷ J.-L. Darrière, « Y a-t-il une vie après la Bosnie ? », art. cit., p. 1.

¹⁴⁸ Bernard Vrignon, « De convergences BiH à convergences est-ouest ? », *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n°30, printemps 2000, p. 1-2.

La critique que Frédéric Martel adresse en 1994 aux intellectuels dans son texte « Pour servir l'histoire de notre défaite »¹⁴⁹ était déjà désillusionnée. Si le jeune sociologue de la culture reproche aux gouvernants leurs errements et à ses pairs aînés la faiblesse de leur dénonciation des agresseurs serbes, c'est la défaite du devoir moral des intellectuels qui fait l'objet du regret principal.

Le sentiment, qui s'exprime dans ces engagements divers, d'une lutte désespérée contre les impuissances des gouvernants occidentaux, des institutions internationales et des médias face aux événements du monde, est aussi une lutte sans illusion contre sa propre impuissance. En janvier 1996, alors que le conflit s'achève finalement en Bosnie-Herzégovine et que les collectifs Bosnie, sur le point de redéfinir leur cadre d'action, peuvent enfin espérer devenir des acteurs de la reconstruction pour laquelle les États occidentaux et les organisations internationales ont d'ores et déjà promis des fonds importants, le sentiment dominant chez les militants est l'amertume.

[...] les Accords de Dayton, au lieu de nous soulager, comme ils ont soulagé les populations civiles décimées et meurtries de Bosnie-Herzégovine, pourraient presque apparaître comme marquant la fin de la justification de notre action. Comme si nous avions encore besoin de massacres à Markale ou de charniers à Srebrenica pour oser agir. Pour avoir la force de faire face au découragement.¹⁵⁰

Les échecs des collectifs Bosnie et des engagements multiples contre la guerre en Yougoslavie, vont donc au-delà des difficultés à faire entendre leur voix en France au sujet d'une crise particulière et de l'amertume face à une paix qui entérine le partage ethnique. Malgré leurs formes nouvelles, les mobilisations citoyennes contre la guerre en Yougoslavie sont plutôt l'ultime avatar d'un engagement politique 'à la française'. Tous les milieux ont été confrontés à la même désillusion qui semble les concerner intimement, car elle touche aux croyances politiques. La mauvaise conscience qui s'exprime de manière diffuse mais insistante est une façon dont s'exprime cet échec.

L'épreuve morale

Se confronter à des drames qui ont lieu en Europe, face auxquels les institutions et les gouvernements européens ont été impuissants, a créé au sein des mobilisations contre la guerre en Yougoslavie, une mauvaise conscience alimentée, on l'a vu, par des formes de symbolisation et des analogies avec la Seconde Guerre mondiale. Mais si la crise yougoslave, et avant elle la crise roumaine, ont constitué pour ceux qui s'y sont confrontés de l'extérieur des épreuves

¹⁴⁹ F. Martel, « Pour servir à l'histoire de notre défaite... », art. cit.

¹⁵⁰ J.-L. Darrière, « Y a-t-il une vie après la Bosnie ? », art. cit. p. 1.

morales, c'est dans la tension entre des croyances politiques en reflux qui, à l'occasion de cet engagement, trouvent un terrain pour montrer leur inadéquation, et des nouvelles subjectivités politiques qui peu à peu s'expriment. On peut mettre en évidence une de ces tensions entre la morale humanitaire, qui imprègne la plupart des initiatives militantes et impose l'impératif de « sauver des vies nues selon le seul principe de l'altruisme »¹⁵¹, et le sentiment d'appartenance européenne, appuyé par les processus d'intégration économique et politique de l'Union, qui donne sens aux références historiques et aux analogies avec la Seconde Guerre mondiale. Ce sentiment revitalise des références et alimente les engagements, mais il produit aussi des projections. Il revitalise les croyances dans l'universalisme de l'action, mais plutôt néanmoins sur un mode rhétorique.

Face à la crise yougoslave, le sentiment de fatalité de la guerre et l'essentialisation des problématiques ethniques et nationales se sont propagés un peu partout en Europe. En Allemagne, la gauche libérale qui entretenait dans les années 1980 des liens beaucoup plus forts avec les intellectuels yougoslaves que ses homologues français, n'a pas mieux réussi à formuler des explications face à l'effondrement yougoslave. Qu'ils se soient réfugiés dans un silence gêné face à la tragédie, - ce qui fut le cas de la majorité d'entre eux-, ou qu'ils aient pris position pour l'un ou l'autre camp¹⁵², les intellectuels allemands, en particulier à gauche, ont été forcés de constater leur perplexité [*Ratlosigkeit, helplessness*]¹⁵³.

S'interrogeant sur ce paradoxe, Nenad Stefanov met en évidence la rupture d'intelligibilité que constitue l'effondrement yougoslave pour les intellectuels de la gauche libérale allemande. Si cette expérience douloureuse fait écho à celle que vivent leurs homologues yougoslaves, en particulier ceux qui partagent leurs idées, elle se produit parallèlement plus qu'elle ne constitue une expérience partagée, bien que leurs représentants les plus éminents – les philosophes et sociologue de l'École de Francfort d'un côté, et les philosophes héritiers du groupe *Praxis* de l'autre- dialoguent au sein de *Praxis international*, la revue qu'ils ont conjointement créée avec des intellectuels américains au début des années 1980¹⁵⁴. Malgré des liens intellectuels apparemment ininterrompus avec la Yougoslavie depuis les années 1960, le désarroi face à l'éclatement de la Fédération et à son enfoncement dans la violence ne permet pas d'élaborer d'autres explications que le constat désarmant du retour des

¹⁵¹ D. Fassin, *La raison humanitaire...*, op. cit., p. 297.

¹⁵² Comme l'écrivain Hans Magnus Enzensberger pour le camp bosniaque ou le romancier et dramaturge Peter Handke dans la défense des Serbes à partir du milieu des années 1990. Juste après les Accords de paix, la publication dans la presse quotidienne du long texte de ce dernier intitulé « Justice pour la Serbie » a suscité des débats virulents sur le rôle de l'Allemagne dans les Balkans durant la Seconde Guerre mondiale, voir *Süddeutsche Zeitung*, 5 et 13 janv. 1996.

¹⁵³ N. Stefanov, « Shared Concepts, Diverging Perceptions... », art. cit., p. 523.

¹⁵⁴ La revue *Praxis international* a été créée en 1981. Dans le comité éditorial international établi à New York et Belgrade, se trouvent alors Mihailo Marković, Richard J. Bernstein et Ferenc Feher. Après 1986, ces derniers ont été remplacés par Seyla Benhabib et Svetozar Stojanović.

nationalismes du passé. Interrogé sur le massacre de Srebrenica en 1995, Jürgen Habermas a lui-même déclaré, qu'il ne se sentait pas le droit de juger ces crimes et a expliqué :

La dynamique de destruction dans les Balkans me rappelle le drame conditionné par l'histoire naturelle de notre propre nationalisme, du nationalisme européen du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle¹⁵⁵.

En fait, les divergences ne sont pas seulement le produit de la crise des années 1990 : les réflexions des philosophes allemands et celles de leurs collègues yougoslaves ont divergé de plus en plus au fil des années 1980. Malgré les apparences, *Praxis international* est très différent de la revue *Praxis* et du groupe homonyme des décennies précédentes, la plupart des anciens membres n'ayant pas participé à cette nouvelle initiative qui concerne surtout un courant belgradois. De plus, la Yougoslavie n'était pas au centre de la réflexion, l'intérêt se focalisant d'abord sur les nouveaux mouvements sociaux (comme Solidarność en Pologne), les pays du tiers monde et surtout les questions théoriques, délaissant la réflexion sur le socialisme réel¹⁵⁶.

Après l'éclatement du conflit, les intellectuels allemands n'ont nullement cherché à examiner les raisons sociologiques de l'ethnisation de la société yougoslave, bien que certaines analyses de ce phénomène aient circulé dans la revue avant la crise.

Il est alors d'autant plus stupéfiant que seulement deux ans après l'éclatement de la guerre, ces intellectuels occidentaux, qui avaient participé comme éditeurs au sein de *Praxis international*, soient devenus muets au point d'être incapables de trouver les termes pour expliquer ce qui étaient en train de se passer. Dans ce cas, il semble que le « transfert d'idées et de concepts » ait complètement échoué¹⁵⁷.

En évitant d'analyser l'éclatement de la Yougoslavie avec les concepts qu'ils avaient eux-mêmes élaborés et en reprenant à leur compte des formes de discours essentialisant et fataliste, les membres de la gauche libérale allemande signent donc aussi en quelque sorte leur défaite intellectuelle, mais sans prendre la peine de l'interroger. C'est donc bien une contamination, signalée déjà en 1993 par Rastko Močnik, que constate Nenad Stefanov chez les intellectuels allemands. La contamination ne signifie en rien que l'expérience de la rupture d'intelligibilité ouvre un espace de partage : au contraire, chaque groupe se referme sur sa perception des choses, divergente de celle des autres, et subit en son for intérieur son propre désarroi.

Face aux apories du raisonnement rationnel, le recours à la nécessité historique et à l'essentialisation du social a pu alors constituer une forme d'évitement. Des chercheurs étrangers ont témoigné de l'extrême difficulté pour les spécialistes de la région à « garder [leur]

¹⁵⁵ « Ein Abgrund von trauer. Interview mit dem Philosophen Jürgen Habermas über die Intellektuellen und den Balkan-Krieg », *Der Spiegel*, 7 août 1995, cité par N. Stefanov, « Shared Concept... », art. cit. p. 532 [trad. A. M.].

¹⁵⁶ Ibid., p. 528 [trad. A. M.].

¹⁵⁷ Ibid., p. 530 [trad. A. M.].

objectivité »¹⁵⁸ dans le traitement des événements yougoslaves. L'analyse des débats parfois extrêmement vifs dans le monde académique en Europe et ailleurs pendant et après les conflits montre combien le sujet a été et reste polémique, autant que la création d'Israël ou la partition de Chypre¹⁵⁹. Cependant, si les polémiques ont pu être rudes dans certains réseaux scientifiques, la recherche française a surtout évité de toucher au sujet et les débats dans l'espace public se sont déployés entre non spécialistes. D'ailleurs, dans ces débats mêmes, l'effondrement intellectuel yougoslave est peu mentionné, sauf à la marge, comme dans le numéro de la revue *Lignes* cité plus haut.

On peut voir une autre forme d'évitement dans des silences significatifs : celui d'anciens promoteurs de l'autogestion, qui se sont gardés de penser le lien entre l'utopie d'une société socialiste et humaine incarnée par la Yougoslavie et la barbarie des années 1990 ; celui des penseurs de la modernité traditionnellement engagés sur la scène sociale et politique depuis l'après-guerre, tel que Pierre Bourdieu –qui est alors très présent dans les mouvements sociaux en France et avait auparavant milité contre les guerres d'Algérie et du Vietnam–, ou encore Jacques Derrida, connu pour son soutien aux dissidents est-européens et à la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud et son opposition à la guerre du Golfe.

Le silence des historiens français de la longue durée face à l'éclatement de la Yougoslavie demanderait une analyse approfondie. Il constitue un élément important de réflexion sur l'écriture de l'histoire contemporaine de l'Europe. Alors que l'effacement du communisme en Europe en 1989-1990 est très tôt pris en charge par les historiens, tels que François Furet ou Jacques Le Goff, ils sont majoritairement restés silencieux au sujet de l'éclatement de la Yougoslavie avec sa violence spécifique et ses rhétoriques nationalistes. Une première explication tient à la formation des savoirs académiques qui ont pendant longtemps limité l'approche de l'histoire de l'Europe orientale et encore plus de la péninsule balkanique (voir chapitre 3). Mais une raison plus décisive se trouve, nous semble-t-il, dans les événements eux-mêmes. Ils ont si profondément dérouté les historiens qu'à l'instar de leurs collègues sociologues et philosophes allemands, ceux-ci ont finalement laissé la parole sur ce sujet aux non spécialistes.

Si tout événement « manifeste à lui-seul une rupture d'intelligibilité »¹⁶⁰, bouleversant les cadres d'interprétation établis, les événements qui ont traversé les Balkans dans les années 1990 et, en particulier l'éclatement de la Yougoslavie, en ont produit plusieurs, non seulement

¹⁵⁸ J. B. Allcock, «Revisiting Involvement and Detachment: Yugoslavia As an Object of Scholarship», in Robert Hudson et Glend Bowman, *After Yugoslavia. Identities and Politics within the Successor States*, Basingstoke, Palgrave Macmillan. Cet article réfère aussi à un précédent écrit pendant le conflit : «Involvement and Detachment: Yugoslavia As an Object of Scholarship», *Journal of Area Studies*, n°3, 1993, p. 144-160. Voir aussi pour la sociologie et l'ethnologie, Gabrielle Varro (ed.), *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie... op. cit.*

¹⁵⁹ Robert Hayden, *Blueprint for a House Divided: The Constitutional Logic of the Yugoslav Conflict*. University of Michigan Press, 2000.

¹⁶⁰ A. Bensa et E. Fassin, « Les sciences sociales », art. cit., version numérique, § 11.

dans les territoires concernés, mais aussi au-delà. En France, la crise humanitaire roumaine et les conflits yougoslaves ont provoqué des réactions et des mobilisations collectives qui se sont focalisées sur la compréhension des phénomènes, autant que sur les interventions politiques, humanitaires, militaires à mener. Indignation, incompréhension, honte face à l'insupportable réalité et à l'impuissance occidentale, c'est même parfois à une mise en scène de la rupture d'intelligibilité qu'on a assisté dans les débats où l'obsession de comprendre motive l'engagement individuel autant que l'impératif moral à (ré)agir.

Pourtant, l'ébranlement vécu est différent, et même douloureusement différent, dans les pays concernés et à l'extérieur. Ni les guerres yougoslaves ni les troubles sociaux du post-communisme n'ont pas été en Europe des expériences partagées, comme a pu l'être d'une certaine façon la Première Guerre mondiale. Ces événements sont plutôt allés dans le sens d'une fragmentation du continent européen. Motivant en France des mobilisations où des individus se sont engagés en leur nom et en tant que citoyens, les événements ont souffert d'être abordés de manière abstraite et de devenir des objets de symbolisations, générant de grands moments d'émotion mais plutôt liés à l'engagement des acteurs qu'à la rencontre avec un interlocuteur. Le spectacle de la souffrance a isolé les pays concernés et ses ressortissants. La crise humanitaire roumaine et les mobilisations inédites à cette échelle, et innovantes sur le plan des moyens d'intervention, ont rapidement été oubliées. En France, les débats sur l'interprétation des conflits yougoslaves se sont presque déroulés en vase clos. Plusieurs années après les faits, les analyses des discussions et des controverses au sujet de cet événement s'intéressent rarement à l'espace public français, où il a pourtant eu un retentissement important¹⁶¹. Ceux qui ont vu les conflits yougoslaves comme un événement majeur pour l'avenir de l'Europe et n'ont pas renié par la suite cette idée, se sont autant que les autres désintéressés de ce pays après la guerre. La Bosnie est simplement sortie du champ de réflexion sur l'Europe.

Malgré la focalisation médiatique et les milliers de lignes écrites, ces épisodes sont donc caractérisés par un éloignement lié au spectacle de la souffrance et la multiplication des malentendus avec les ressortissants balkaniques, par une grande confusion conceptuelle et par un jeu de miroir qui fait renvoyer les débats sur la situation étrangère à des réalités sociales, politiques et culturelles vécus par les acteurs mobilisés. Malgré les apparences, la crise provoque des réactions de repli et d'évitement et la mutation d'expérience, vécue souvent en parallèle plus que dans un partage ou un dialogue, touche à la nature de la guerre, au rapport entre l'État, la nation et l'ethnicité, mais aussi à la croyance dans l'action collective. Elle a

¹⁶¹ Voir par exemple les analyses proposées par Sabrina Ramet à propos des débats intellectuels et académiques sur les guerres en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo publiés en anglais, en allemand, en serbo-croate et italien, *Thinking about Yugoslavia...op. cit.*

affecté cette dernière sous différentes formes et contaminé les missions dont se sentaient investis des groupes aussi divers que les militaires, les journalistes, les intellectuels, les acteurs culturels ou les militants associatifs. La désintégration des sociétés balkaniques met en relief la crise des croyances de la gauche et la déchristianisation qui irrigue des pans larges de la société française.

L'ébranlement est sans doute plus profond qu'il ne paraît car la difficulté à expliquer rationnellement la nature de la guerre, les motivations des belligérants, l'évolution des institutions post-communistes ou encore la destruction de l'ordre familial, a pu produire chez les observateurs étrangers une contamination par les discours dénoncés : idéologies nationalistes, fatalisme et logique autoritaire. Avec des grilles de lectures héritées de l'époque antérieure, en particulier de la période de la guerre froide (modèle de la résistance-dissidence, État-nation et État protecteur), les événements extérieurs deviennent souvent des espaces de projection pour des préoccupations plutôt liées à l'espace national français, un des problèmes étant la difficulté à faire émerger des discours alternatifs universalisables face aux discours nationalistes et aux logiques post-totalitaires.

Chapitre 8. Le spectre ethnique et la culture balkanique

Si les ruptures d'intelligibilité ont porté principalement sur le lien de cause à effet entre nationalisme et guerre ainsi que sur les origines de la violence, elles ont aussi affecté la façon d'y remédier. La crise humanitaire roumaine donne à voir la destruction d'un ordre social et familial dont on a alors du mal à saisir les causes et l'ampleur. Elle remet en cause les outils déployés pour y faire face, sans que les solutions humanitaires ne soient réellement questionnées. L'éclatement de la Yougoslavie interroge le processus de création des États et plus encore l'ambiguïté de l'idée d'État-Nation qui, dans le contexte balkanique des années 1990, apparaît plus meurtrier que légitime, quand il s'accompagne de phénomènes d'expulsions, de massacres de civils considérés du jour au lendemain comme des étrangers aux nouvelles nations, et, de surcroît, de la destruction des signes matériels de leur présence culturelle et religieuse, un phénomène qui prend à l'occasion de cette guerre, le nom 'd'épuration ethnique'.

Toutefois, les interventions envisagées par les puissances occidentales pour remédier à ces fléaux sont elles-mêmes problématiques : elles apparaissent au mieux impuissantes, au pire, contreproductives voire néfastes, lorsque qu'elles donnent lieu à l'accusation de complicité de génocide au moment du massacre de Srebrenica en juillet 1995. L'engagement militant en France ne réussit pas à produire d'alternatives politiques efficaces. Expériences individuelles et collectives émotionnellement fortes, les formes de mobilisation pourtant inventives ont été sans postérité, alors que le renouvellement des formes de solidarité internationale s'est produit sur d'autres fronts avec l'altermondialisme en particulier. Cet épisode militant a aussi eu du mal à s'ancrer dans les mémoires individuelles : les récits d'engagements ont été peu nombreux et rares ont été les acteurs qui ont continué à s'intéresser à la région après la guerre¹. À l'inverse, les deux crises ont produit de nombreux phénomènes d'évitement : mise à distance, mauvaise conscience, abandons et renoncements.

¹ On doit bien sûr constater des différences générationnelles : des étudiants ou jeunes travailleurs, acteurs des mobilisations citoyennes, ont fait dans les années 2000 de la région des Balkans leur objet d'études ou leur terrain de travail. Parmi ceux que nous avons cités : Jean-Arnault Dérens est devenu après 1997 le rédacteur-en-chef du site d'information Le Courrier des Balkans ; la philosophe Isabelle Delpla s'est penchée sur la justice internationale et le TPIY à partir de 2000 ; Julie Biro a été chargée de mission pour l'Europe de l'Est dans une ONG de développement de 2002 à 2012, et travaille depuis 2014 à la réalisation d'un documentaire sur la mémoire de la guerre à Sarajevo. Comme on l'a vu, des journalistes ou des chercheurs sont revenus après les événements sur le sujet de l'éclatement de la Yougoslavie, d'une manière plus approfondie et personnelle, c'est le cas des journalistes Rémi Ourdan et Jean Hatzfeld, de la sociologue Carole Mann, par exemple.

Les difficultés à penser les effondrements des sociétés en Roumanie, et *a fortiori* en Yougoslavie, renvoient aussi en France à la construction de la mémoire collective nationale. Les questionnements sur l'ethnicité, le religieux et le populaire qui sont formulés dans l'espace public français à l'occasion de ces crises nous semblent faire évoluer les débats et le cadre d'interprétation. Les réactions aux crises produisent des évitements, mais elles participent aussi aux recompositions en termes de significations. D'un côté, la peur de l'ethnicité comme génératrice de violence s'exprime avec force dans les perceptions françaises des conflits yougoslaves. De l'autre, tout au long de la décennie 1990, l'intérêt pour des formes artistiques qui paraissent spécifiques à la péninsule balkanique (musique, contes, poésie, etc.) se fait sentir dans la production culturelle en France dans les champs musical, cinématographique ou encore littéraire. Des artistes originaires des Balkans qui se présentent comme les porteurs de la voix de leurs peuples trouvent une consécration dans l'hexagone. Ces phénomènes montrent combien la problématique de l'identité vient s'exprimer dans des champs très différents et participe aux recompositions des cadres d'analyse : la fascination pour des cultures qui auraient gardé une relation privilégiée avec 'le peuple' se produit au moment où, en France, ce dernier, en tant que réalité sociale, s'efface des discours politiques, et où la croyance dans le principe abstrait d'une nation de citoyens est altérée. À la peur de l'ethnisation des sociétés répond le succès de formes folklorisées de la culture balkanique. C'est l'articulation de ces deux phénomènes apparemment contradictoires qu'il s'agit d'examiner.

8.1. Le spectre ethnique

L'omniprésence du concept d'ethnicité pour décrire la crise yougoslave au début des années 1990 est assez nouvelle, comme le rappelle Rony Brauman en 2006 :

Je ne crois pas que le mot « ethnique » ait connu depuis la fin de la colonisation, une telle vogue dans la presse et les débats publics de cette période. La guerre de Yougoslavie a aussi été décrite comme un « affrontement interethnique », ce qui n'était ni plus vrai ni plus faux qu'au Rwanda. C'était d'abord un acte de jugement étroit et vaguement dédaigneux qui s'appuyait néanmoins sur une réalité sociale, car ces constructions identitaires, ces « ethnies existentielles » comme les nomme Claudine Vidal², avaient de fait pris corps dans les sociétés concernées³.

Le concept d'ethnicité va être utilisé pour qualifier soit le conflit lui-même (on parle alors de 'conflit inter-ethnique' ou même de 'conflit ethnique'), soit ses causes ou les mobiles des acteurs, soit les formes de ségrégation et de destruction qu'il génère, quand bien même ce terme paraît assez approximatif, y compris à ceux qui l'utilisent. L'ethnicité est à la fois un objet de fascination, un principe d'explication et un argument pour dénoncer une réalité, mais reste dans le contexte français des années 1990, une notion qui comporte de nombreuses ambiguïtés et un fond de non-dits. Le constat de l'existence de l'ethnicité et en même temps le refus de la penser a souvent été cause de tension, nous l'avons déjà vu au cours de ce travail.

Dans le passé, la France a mené une politique de soutien aux peuples vivant sous la domination des empires autrichiens et ottomans qui n'était pas dépourvue d'ambiguïtés puisqu'elle promouvait des principes (droits linguistiques et culturels voir droits politiques des minorités) qu'elle se gardait d'appliquer sur son propre territoire. La mémoire française de l'État-Nation entretient aussi un rapport très ambivalent avec l'idée de la nation ethnique, non seulement parce que l'unité de la République s'est construite contre les particularismes locaux, mais aussi parce que l'identité française -la francité-, s'est élaborée en étroite relation avec les colonies depuis l'époque moderne dans des pratiques d'exclusion et d'hétérogénéité des territoires⁴. Au début de la décennie 1990, l'histoire coloniale y est encore un sujet tabou et le débat public, quand il fait référence à la Nation, en porte la marque. Notre hypothèse est donc que l'ethnisation des rapports sociaux dans les Balkans après 1989 et l'élaboration des discours sur ces questions en France suivent deux logiques distinctes mais que, dans les deux cas, une même mutation d'expérience est à l'œuvre dans laquelle les événements dans les Balkans et leurs lectures extérieures participent à la transformation du cadre d'analyse.

² Claudine Vidal, *Sociologie des passions. Côte d'Ivoire. Rwanda*, Paris, Karthala, 1991.

³ R. Brauman, *Penser dans l'urgence...*, op. cit., p. 223.

⁴ Cécile Vidal (ed.), *Français ? La nation en débat entre colonies et métropole (XVI^e-XIX^e siècles)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

Quand les militants français prétendent défendre la Bosnie multiethnique ou multiculturelle et que certains intellectuels bosniens tentent de théoriser une « culture de la pluralité »⁵, quand les uns et les autres s'organisent en associations pour défendre les principes de la citoyenneté contre le dogme des appartenances ethniques utilisé comme une arme de guerre, ils ne parlent pas nécessairement de la même chose. Les militants français formulent leur adhésion à des principes construits sur un discours républicain (l'égalité de tous, la pluralité dans l'unité), alors que les motivations des intellectuels bosniens ont souvent été de mettre en évidence une spécificité bosnienne dans le contexte régional. Les perceptions divergentes venant d'expériences sociales différentes s'expriment dans des termes proches mais qui sont loin de former un espace conceptuel partagé et peuvent engendrer des malentendus importants.

Ethnicité et violence

Au début de l'année 1993, savoir qui est responsable du conflit yougoslave semble d'autant plus urgent qu'il s'agit d'un tournant dans la guerre, puisqu'en janvier les forces croates d'Herzégovine⁶ ont lancé une offensive contre les forces armées du gouvernement de Sarajevo, suscitant de nombreuses incompréhensions dans l'opinion publique internationale. En février, l'ONU, sous impulsion américaine et avec l'appui de la France, a annoncé la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie : la perspective de juger à l'extérieur du territoire yougoslave les responsables de crimes de guerre devient plausible. Dans un contexte de rareté éditoriale⁷, se pencher sur les causes historiques de la guerre semble particulièrement nécessaire. C'est ce que vont proposer « trois intellectuels français d'origine croate » comme l'annonce la jaquette du livre, Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Šimac, dans *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*⁸. La même année est paru à Belgrade le livre de l'anthropologue Ivan Čolović intitulé *Bordel ratnika. Folklor, politika, rat (Le bordel*

⁵ Rusmir Mahmutćehajić, *Une réponse bosniaque. Modernité et tradition*, Non lieu, 2005 ; Ivan Lovrenović, *Unutarnja zemlja. Kratki pregled kulturne povijesti Bosnie-Herzegovine* [le pays intérieur. Un aperçu de l'histoire culturelle de la Bosnie-Herzégovine], Zagreb, Durieux, 1998 ; D. Karahasan, *Un déménagement, ...op. cit.*

⁶ Il s'agit de groupes armés se revendiquant du Conseil de défense croate [*Hrvatsko vjeće obrane*, HVO], l'organe armé de la Communauté croate d'Herceg-Bosna qui devient ensuite la République d'Herceg-Bosna avant son intégration dans la Fédération croato-musulmane en mars 1994, sous impulsion américaine.

⁷ Au début de l'année 1993, très peu d'ouvrages sur le conflit sont parus en France et un seul a connu un succès critique et public. Il s'agit de l'essai du linguiste Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie* (Fayard, 1992). *Le nettoyage ethnique* sorti en mars sera suivi la même année du livre du Comité Vukovar – Sarajevo, *Vukovar, Sarajevo...La guerre en ex-Yougoslavie* (Éditions Esprit, 1993), puis du *Livre noir de l'ex-Yougoslavie. Purification ethnique et crime de guerre*, préparé par Reporters sans frontières et le Nouvel Observateur, qui paraît en décembre 1993 aux éditions Arléa.

⁸ *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, textes rassemblés, traduits et commentés par Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Šimac, Paris, Seuil, 2002 [Fayard 1993].

des guerriers. Folklore, politique et guerre, selon la traduction française postérieure⁹). Les deux ouvrages ont en commun d'explorer la façon dont le passé est mobilisé par les belligérants, et dont les symboles religieux et nationaux sont exploités politiquement, avec une attention comparable aux légendes, poèmes épiques et chansons populaires revenus au goût du jour dans les meetings et les discours politiques en Serbie. Dans les deux cas, il s'agit d'écrits d'universitaires ex-yougoslaves engagés par rapport à leur objet, se focalisant sur la Serbie qui apparaît alors comme la principale responsable de l'initiative guerrière et des exactions contre les civils.

Le nettoyage ethnique, écrit pour le public français¹⁰, se présente comme une anthologie de textes datant de 1820 à 1992 « qui font partie de l'héritage culturel serbe », rassemblés, traduits, commentés, des textes de « grands ancêtres [...] dont les nettoyeurs d'aujourd'hui se réclament »¹¹. Mirko Grmek (né en 1924), historien des sciences biomédicales est un spécialiste reconnu de Claude Bernard, Marc Gjidara est professeur de droit public à l'université d'Orléans, Neven Šimac, ancien élève de l'École nationale d'administration, est un haut fonctionnaire et comme on l'a déjà dit, représentant d'une association de Croates de France. Publié chez Fayard, éditeur influent et engagé contre le communisme, proche des intellectuels antitotalitaires, l'ouvrage a connu dès sa parution un succès important pour un livre regroupant des traductions de textes plutôt ardues.

Les textes d'Ivan Čolović, écrits entre 1989 et 1993, sont d'abord parus dans des quotidiens (*Delo, Večerne novosti*), des magazines (*Nin, Vreme, Feral Tribune, Republika*) ou des revues scientifiques (*Glasnik etnološkog instituta, Etnološka tribina*) à Belgrade, Zagreb et Ljubljana. Ils ont été regroupés dans l'ouvrage *Bordel ratnika. Folklor, politika, rat*, publié en 1993 par Biblioteka XX vek [La bibliothèque du XX^e siècle], une maison d'édition dirigée par l'auteur. L'ouvrage a été réédité quatre fois. Biblioteka XX vek existe comme collection de sciences humaines depuis 1971, à l'initiative de Čolović. Ce dernier a poursuivi son travail d'éditeur en indépendant après 1989 lorsque Prosveta, la maison d'édition qui l'hébergeait depuis 1980, a été restructurée et reprise en main par le pouvoir. Membre fondateur du Cercle de Belgrade, il a fait de Biblioteka XX vek une référence dans l'édition de sciences humaines en serbo-croate¹². *Bordel ratnika* a été traduit en allemand en 1994 aux éditions Fibre Verlag, mais seulement en 2005 en français, à l'université de Fribourg (Suisse) avec une diffusion

⁹ Ivan Čolović, *Bordel ratnika. Folklor, politika, rat*, Biblioteka XX vek, 1993, en français *Le bordel des guerriers. Folklore, politique et guerre*, Paris, Non lieu, trad. du serbe par Mireille Robin, 2009 [1^{ère} éd. fr. Fribourg, Lit Verlag, 2005].

¹⁰ *Le nettoyage ethnique* s'inspire aussi d'une anthologie similaire parue en Croatie : Bože Čović (ed.), *Izvori velikosrpske agresije* [Les sources de l'agression grand-serbe], Zagreb, August Cesarec, 1991. Cette inspiration est revendiquée par Mirko Grmek (*La guerre comme maladie sociale*, Paris, Seuil, 2001, p. 187). *Le nettoyage ethnique* sera traduit à Zagreb dès 1993.

¹¹ Paul Garde, *Le nettoyage ethnique... op. cit.*, préface, p. 17.

¹² Sur l'histoire de l'aventure éditoriale de Biblioteka XX vek, voir Dubravka Stojanović, *Noga u vratima* [un pied dans la porte], Belgrade, Biblioteka XX vek, 2011.

réduite. Cette version a été rééditée en France en 2009 chez un éditeur indépendant n'appartenant pas au monde académique¹³. Bien que les auteurs de *Nettoyage ethnique* fassent référence à Čolović en tant que membre de « l'autre Serbie », les thèses de ce dernier n'ont pas réellement circulé en France, alors même qu'élève de l'anthropologie française, éditeur et intellectuel anti-nationaliste, il fut aussi lecteur à l'université de Rennes dans les années 1980. Plusieurs fois invité par des institutions universitaires françaises pendant la guerre, il a été un des contacts privilégiés des associations citoyennes françaises qui cherchaient des liens avec l'opposition anti-nationaliste en Serbie¹⁴.

Une généalogie des « maladies sociales »

Le livre de Grmek, Gjidara et Šimac entend « reconstituer une généalogie d'un phénomène actuel, monstrueux et à première vue incompréhensible »¹⁵ : l'idéologie serbe de l'épuration ethnique. Il se pose comme objectif de faire connaître « les textes de référence d'une école de haine »¹⁶, de montrer que les événements des années 1990 ne sont ni la continuation de la Seconde Guerre mondiale, ni une revanche sur les Oustachis, comme le ressassent les nationalistes en Serbie, mais qu'ils ont des racines dans le Réveil national serbe du début du XIX^e siècle et même plus tôt. Il s'agit de montrer que le nettoyage ethnique appartient à une idéologie serbe et de réfuter l'idée selon laquelle cette pratique a existé à grande échelle dans les Balkans depuis la fin du XIX^e siècle, puis fut banalisée par l'échange de populations turco-grecques des années 1920, et légalisée au niveau international par les Accords de Lausanne.

Grmek cite un article de la journaliste Florence Hartmann paru dans *Le Monde* comme déclencheur de la décision d'écrire ce livre¹⁷. Cet article porte sur les historiens serbes et la purification ethnique. La journaliste française y écrit notamment :

Selon l'historien belgradois Andrej Mitrovic, le concept de 'nettoyage ethnique' et la politique qui en découle sont apparus dans la région pendant la Seconde Guerre mondiale sous le régime pronazi d'Ante Pavelić en Croatie. Il ajoute toutefois que cette idéologie a appartenu 'par nature' à tous les grands mouvements nationaux qui ont existé dans les Balkans, que ce soit en Grèce en 1830, en Serbie, au Monténégro ou en Bulgarie. Pour lui, il s'agissait alors d'une

¹³ L'édition française de 2005 est la traduction de la 2^e édition serbe (2000) qui compte deux textes supplémentaire : « Le folklore politique et la religion » (1995) et « Des criminels héros de la guerre » (2000).

¹⁴ Ivan Čolović (né en 1938), a traduit les œuvres de plusieurs anthropologues et philosophes français dont Roland Barthes, Georges Bataille, Claude Lévi Strauss, Georges Poulet, Jean Marie Domenach, avec lesquels il se reconnaît des filiations. Dans les années 1990, il écrit notamment pour la revue française *Transeuropéenne*. Il est un contact habituel des associations françaises qui cherchent des relations avec des opposants serbes. Il a été aussi invité par la Fondation Maison des sciences de l'homme à plusieurs reprises entre 1992 et 1995.

¹⁵ P. Garde, « Préface », in *Le nettoyage ethnique...*, *op. cit.*, p. 16.

¹⁶ « On ne hait pas les autres par instinct inné ; on l'apprend. C'est précisément cette 'école de haine' qui retient notre intérêt et dont il nous paraît aujourd'hui utile de faire connaître les textes de références », M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac, « Avant-propos », *ibid.*, p. 32-33.

¹⁷ *Ibid.*, p. 33 et M. Grmek, *La guerre comme maladie...*, *op. cit.*, p. 168.

option 'normale' visant à rétablir la structure ethnique après les diverses invasions, et cela se faisait 'sans douleurs'¹⁸.

C'est au nom des atrocités de la guerre actuelle et sous l'éclairage du discours nationaliste serbe des années 1990 que sont traduits et introduits les textes du passé¹⁹, sans que ne soient analysés ni les discours actuels, ni les liens de filiation qui les attachent à ces textes anciens²⁰. Pour les auteurs, le constat d'un contenu similaire suffit à justifier la filiation : appel à l'expansion de la Nation, appel à la haine du peuple voisin, plan d'expansion du territoire, exaltation des origines et des héros. Pourtant, en fait de textes des 'grands ancêtres', on a plutôt à faire à des extraits sortis de leur contextes, abondamment commentés, et à des discours de statuts fort différents, ce qui n'est jamais relevé. Certains ressortent de la politique d'État, comme celui d'Ilija Garašanin, ministre de l'intérieur de la principauté de Serbie datant de 1844²¹ ou celui de Vasa Čubrilović, professeur et homme politique, datant de 1937²². D'autres sont des écrits d'opinion, comme le texte écrit en 1902 par Nikola Stojanović, un étudiant serbe de Croatie qui deviendra ensuite avocat²³. On y trouve aussi des extraits des poèmes épiques de Petar Petrović Njegoš, appelant à la vengeance contre les Turcs, écrits dans les années 1830-1840, relatant des faits datant du premier soulèvement contre l'Empire ottoman au début du XIX^e siècle, ainsi que des extraits du texte du philologue Vuk Karadžić qui définit le peuple serbe comme l'ensemble des locuteurs de la langue serbe, quelle que soit leur religion (« Serbes toujours et partout » 1849)²⁴, et finalement la seconde partie du fameux « Mémoire de l'Académie serbe des sciences et des arts » (1986), un rapport d'académiciens sur la crise institutionnelle, morale et sociale en Serbie et en Yougoslavie, jamais publié officiellement mais dont les extraits dévoilés dans la presse firent scandale avant l'éclatement du pays²⁵.

En isolant ces textes du contexte qui les a vus naître pour les réorganiser dans une démonstration, *Le nettoyage ethnique* vise explicitement à montrer la continuité d'une

¹⁸ F. Hartmann, « La genèse du 'nettoyage ethnique' », *Le Monde*, 30 août 1992, p. 1-2.

¹⁹ « S'il n'y avait pas de mise en œuvre de cette idéologie, nous n'en serions pas là à traiter de ses origines », M. Grmek, *La guerre comme maladie...*, *op. cit.*, p. 168.

²⁰ « Ce livre ne comprend pas de documents sur les nettoyages présents. Ce n'est pas notre propos », M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac, « Avant-propos », *ibid.*, p. 32-33.

²¹ Ilija Garašanin, texte connu sous le nom de « *Nacertanije* » [Plan] et dont la traduction du sous-titre est « Programme de la politique extérieure et nationale de la Serbie à la fin de l'année 1844 » (1844), *ibid.*, p. 82-98.

²² Vasa Čubrilović, « L'expulsion des Albanais » (1937), *ibid.*, p. 179-202.

²³ Nikola Stojanović, « Jusqu'à l'extermination, la vôtre ou la nôtre » (1902), *ibid.*, p. 102-111.

²⁴ « Quand on sait qu'il y a par exemple des Hongrois catholiques et calvinistes et que néanmoins, ils s'appellent tous hongrois ou qu'il y a des Allemands catholiques, luthériens et calvinistes et qu'ils s'appellent tous allemands, on « s'étonne que les Serbes, au moins ceux de confession romaine, ne veuillent pas accepter le nom de Serbes », Vuk Karadžić, « Serbes partout et toujours » (1849), *ibid.*, p. 62.

²⁵ C'est la seconde partie du Memorandum « La situation de la Serbie et du peuple serbe » qui est publiée ici. Le texte entier du Memorandum (dont la première partie « La crise de l'économie et de la société yougoslave ») a été traduit et publié en septembre 1992 dans la revue *Dialogue*, n°2/3 (Guernes, Yvelines), p. 3-27, dirigée par Boguljub Kochovich et diffusée de manière assez confidentielle.

idéologie²⁶. Une logique médicale plus qu'historienne prévaut dans l'analyse de ce que les auteurs appellent des « maladies sociales » : le nettoyage ethnique et la haine nationale²⁷. Le préfacier Paul Garde annonce la résolution des mystères des causes de la guerre :

Ainsi l'énigme posée plus haut ('l'événement incompréhensible') est résolue. La Serbie tant admirée par nos grands-pères est bien la même que celle dont « UNE idéologie » est reconstituée, pièces en mains, par ce livre²⁸.

La méthode utilisée par Ivan Čolović dans *Le bordel des guerriers* est tout à fait différente. Il décrypte des textes et des discours produits dans les années 1980-1990 : chansons, bandes dessinées, slogans politiques, commentaires politiques, articles de presse, événements sportifs. Il en décortique les liens avec des références plus anciennes qui parcourent les chansons populaires traditionnelles, les poèmes épiques et les récits sur la lutte de libération nationale, des textes souvent similaires à ceux qui sont traduits et commentés dans *Le nettoyage ethnique*. Alors que l'ouvrage précédant vise à montrer que l'épuration ethnique se trouve « au cœur de la culture serbe », les analyses de Čolović élargissent le champ de l'analyse :

Ces guerres, ainsi que les autres conflits ethniques et religieux qui se sont multipliés après l'écroulement de l'empire soviétique, ont simplement montré de la manière la plus brutale qu'il soit, que le sentiment d'appartenance nationale –la sensibilité nationale- n'avait rien perdu de son pouvoir mobilisateur en politique et pouvait toujours être utilisé à des fins de propagande guerrière²⁹.

Alors que Čolović s'efforce de montrer, à partir du cas serbe, comment la politique remet à l'honneur une mythologie nationale construite dans le temps, le précédent ouvrage vise à prouver le caractère essentiellement criminel de la culture serbe. Sans ôter au nationalisme serbe et à ses propagateurs leurs responsabilités dans la guerre des années 1990, l'anthropologue démonte les mécanismes d'un phénomène qui tient d'une expérience universalisable. Avec la démonstration du trio Grmek, Gjidara et Šimac, il n'y a pas de comparaison possible : ce qui se passe dans les Balkans est la conséquence d'une idéologie ancrée dans une culture particulière.

²⁶ « Entre les uns et les autres, il y a une continuité parfaite : les revendications territoriales se recouvrent, les appels aux expulsions et aux échanges de populations concernent les mêmes lieux, ceci quelle que soit l'époque ... et quelle que soit la situation des auteurs », P. Garde, « Préface », *Le nettoyage ethnique...*, op. cit., p. 20. Cette démonstration est sensible dès la table des matières : « Première partie : LES RACINES, deuxième partie : LE PROGRAMME, Troisième partie : D'UNE YOUGOSLAVIE A L'AUTRE, quatrième partie : LA TRAGEDIE ACTUELLE ; cinquième partie : La SERBIE A LA CROISEE DES CHEMINS dont L'AUTRE SERBIE » (consacrée à « l'infime minorité » qui en Serbie ne défend pas l'épuration ethnique).

²⁷ « En tant qu'historien des sciences et historien des mentalités, je ne m'écarte pas, en réalité, des limites de ma discipline. Je considère le nettoyage ethnique et la haine nationale comme des maladies sociales. Il existe une espèce de virus de la haine », M. Grmek, *La guerre comme maladie sociale*, op. cit., p. 190-191.

²⁸ P. Garde, « préface », *Le nettoyage ethnique ...*, op. cit., p. 23.

²⁹ I. Čolović, *Le bordel des guerriers...* op. cit., p. 139.

Contexte, enjeux et cadre de lecture

Alors que l'offensive croate en Bosnie centrale amène une certaine confusion dans l'analyse de la guerre et pourrait faire douter des seules responsabilités serbes, *Le nettoyage ethnique*, malgré une méthodologie contestable, connaît un vrai succès en France au moment de sa sortie. Abondamment commenté dans la presse nationale, il trouve un écho élogieux dans les quotidiens régionaux de l'Ouest et dans le quotidien catholique *La Croix*, alors que le grand Ouest (Bretagne, Normandie, Pays de la Loire, Bordelais) est particulièrement actif dans la mobilisation pour la Bosnie. Les textes publiés font office de preuves, ils « sont là qui témoignent », on loue « un dossier implacable et indispensable » dans *Sud-Ouest*, « un instructif recueil de documents historiques sur 'le nettoyage ethnique' » dans *l'Express*³⁰. Les quotidiens *Ouest-France* et *La Croix* sont particulièrement virulents : selon eux, l'épuration ethnique n'est pas une invention de la Seconde Guerre mondiale mais bien une invention serbe de 1804, période du soulèvement contre les Ottomans mené par Karađorđe (Karageorges). Le futur président Jacques Chirac en personne adresse ces mots aux auteurs : « Ce livre présente, de façon tout à fait inédite en France, une information abondante et éloquente sur le nationalisme serbe à l'origine de plus de deux ans de guerre dans l'ex-Yougoslavie »³¹. Défendu par Alain Finkielkraut et Pascal Bruckner, soutenu par le Comité Vukovar-Sarajevo, l'ouvrage a contribué à la diffusion dans l'espace public français du Mémorandum de l'Académie des sciences de Serbie. Ce dernier est ici présenté comme le texte par lequel « tout était dit, écrit, programmé »³² et qui « prouve » que les nationalistes serbes préparaient la guerre depuis 1986.

Si plusieurs critiques ont été faites à ce réquisitoire au moment de la parution, elles ont cependant été discrètes et ont souvent prétexté la présence de la 5^e partie (consacrée aux opposants anti-nationalistes) pour sauver l'entreprise³³. Par ailleurs, les critiques les plus audibles, parce qu'elles venaient du camp considéré comme pro-serbe, ont été taxées de partisans. *Le nettoyage ethnique* reprend la thèse, alors populaire en Croatie et Bosnie-Herzégovine, selon laquelle deux figures intellectuelles et politiques du XIX^e siècle ont joué un rôle essentiel dans le nationalisme serbe : le poète philosophe Petar Petrović Njegoš, du fait du « caractère violent » de ses vers, et le linguiste Vuk Karadžić qui serait le père du panserbisme³⁴. À cet argument, certains ont opposé le fait que la poésie romantique et les écrits

³⁰ A. Krieg Planque en cite de nombreuses occurrences dans la presse régionale et nationale, *op. cit.*, p. 126-131 ; voir aussi M. Grmek, *La guerre comme Maladie sociale*, ...*op. cit.*, p. 190.

³¹ Dans une lettre aux auteurs (13 mai 1993), citée en 4^e de couverture de l'édition de poche (2002).

³² Dominique Durand, « S'il nettoie, c'est donc ton frère », *Le Canard enchaîné*, 28 avril 1993, cité par A. Krieg-Planque, « *Purification ethnique* »..., *op. cit.*, p. 130.

³³ *Ibid.*, p. 127.

³⁴ « à sa conception assimilatrice de conquête et d'édification d'un empire, où il prône l'idée que les Serbes doivent assimiler les autres les transformer en serbe », M. Grmek, *La guerre comme maladie*..., *op. cit.*, p. 194.

littéraires du Printemps des peuples ont été partout en Europe emprunts de violence³⁵ et que cette thèse élude le rôle de Karadžić, mais aussi des élites intellectuelles croates dans le mouvement pour l'unification des Slaves du Sud³⁶. On a reproché aussi à l'ouvrage de minorer les nettoyages ethniques pratiqués par les Croates ou les autres peuples, ce dont Mirko Grmek se justifie, en qualifiant ces phénomènes d'« isolés » et « d'extérieurs à leur tradition politique »³⁷. Enfin, des erreurs et des approximations ont été relevées sans que ne soit mis en cause la crédibilité de l'ensemble³⁸.

Signe que les auteurs ont consacré beaucoup d'énergie à défendre leurs thèses et à contrer les critiques, ils ont attaqué en diffamation la géographe Catherine Lutard pour une note parue dans un article où elle qualifiait les analyses du *Nettoyage ethnique* de « racistes »³⁹. Le procès fut gagné en appel par le trio qui parvint à prouver que le livre n'était pas « la dénonciation de tout un peuple » (donc qu'il n'était pas un « appel à la haine »), car il s'attaquait à « une » idéologie serbe et non à l'idéologie serbe en général. La dernière partie consacrée à l'opposition anti-nationaliste (« L'autre Serbie ») en étant la caution. Pourtant, les représentants de cette dernière, dont Ivan Čolović, ont vigoureusement protesté contre l'instrumentalisation de leurs textes⁴⁰ et refusé cet « hommage non désiré » rendu à l'opposition anti-nationaliste dans ce qu'ils estiment être un « pamphlet politique de dilettantes, destiné pour l'essentiel à criminaliser l'histoire serbe et les Serbes en tant que peuple »⁴¹. En France, ni l'éditeur Fayard ni la presse n'ont fait écho de cette protestation et la réédition en poche, datée de 2002, présente l'ouvrage comme une « référence documentaire sur le thème du nettoyage ethnique » et une « explication des conflits yougoslaves »⁴².

On doit donc s'interroger sur le succès de ce livre et l'influence des thèses qu'il défend malgré sa méthodologie contestable ainsi que sur les raisons qui ont rendues inaudibles des analyses pourtant plus scientifiques des mêmes phénomènes : les mobilisations du passé et les

³⁵ Catherine Lutard, « Dérive autoritaire en Croatie et en Serbie », *Le Monde diplomatique*, juillet 1993, p. 14 ; Ivan Đurić, débat avec Mirko Grmek, « Les Serbes ont-ils la purification ethnique dans le sang », *Globe Hebdo*, n°11, 21 avril 1993, p. 38-39.

³⁶ D. Bataković, « Le nettoyage ethnique sous la loupe de l'historien », *Raison Garder, revue de l'Institut serbe de Lausanne*, n°10-11, p. 11-26.

³⁷ « Nous avons répondu qu'au cours de l'histoire croate il y avait eu effectivement, à un moment donné, des agissements correspondant à l'idéologie du nettoyage ethnique, mais que néanmoins, cette manifestation pathologique n'était pas du tout révélatrice de la tradition politique croate. Elle fut isolée et s'appuyait sur les idéologies fasciste et national-socialiste », M. Grmek, *La guerre comme maladie...*, *op. cit.*, p. 188.

³⁸ Des doutes planent sur l'authenticité de la lettre de Draža Mihailović, « Instruction pour le nettoyage » (p. 229) datant de 1941, reconnus par Paul Garde lui-même (« La purification ethnique dans l'histoire », *La Croix*, 18 août 1992, p. 3).

³⁹ C. Lutard-Tavard, « Serbie et Croatie : des systèmes autoritaires », *Dialogue*, n°2, vol 2, p. 25-32. Dans un article postérieur, elle revient sur ce procès (C. Lutard-Tavard, « être à la barre, être accusé(e) », *Socio* n°3, FMSH éditions, 2014 p. 63-78). Elle y raconte notamment comment les plaignants avaient minutieusement suivi toutes ses interventions publiques et ses écrits qui touchaient de loin ou de près les conflits yougoslaves.

⁴⁰ Publiés dans *Druga Srbija...*, *op. cit.*

⁴¹ Ivan Čolović et Aljoša Mimica, extrait du communiqué publié dans le quotidien belgradois *Politika*, 29 mars 1993.

⁴² *Le nettoyage ethnique...*, *op. cit.*, 4^e de couverture.

usages des mythes, des lieux et symboles supposés incarner la mémoire d'un peuple. Ces thèmes étaient pourtant en plein développement dans les sciences sociales françaises, comme en témoigne l'entreprise monumentale des *Lieux de mémoire* dirigée par Pierre Nora et publiée entre 1984 et 1992⁴³. On doit s'interroger sur ce qui renvoie ainsi la réalité yougoslave du côté du non scientifique, sur les dynamiques d'une réception qui favorise les explications généalogiques et les nécessités historiques et finalement la propagation des présupposés du nationalisme.

Au moment des faits, le choc de la guerre chez les observateurs extérieurs explique certes la difficulté à prendre du recul. Le caractère extrêmement émotif et partisan des débats quand l'urgence est d'arrêter la tragédie, implique des réponses simples à des questions complexes. Face au spectacle épouvantable de cette guerre, on est donc souvent dans le registre du réquisitoire ou du témoignage. Les perspectives offertes par Čolović produisent une certaine distance face aux événements tragiques traités, même si l'auteur confesse s'être senti lui aussi pris dans les événements. Par ailleurs, la propagation des thèses culturalistes formulées dans *Le nettoyage ethnique* témoigne d'une déception face à ce qui apparaît comme la trahison d'une mémoire (certes affaiblie mais encore vivante) de l'amitié franco-serbe. Paul Garde lui-même en témoigne dans sa préface, comme on l'a vu plus haut. Cette mémoire se réfère, en 1993, à un discours vieilli mais néanmoins sensible au sein de certains groupes influents, comme les militaires ou les diplomates. Certaines figures, telle que celle du 'brave' soldat serbe, revisitées par la mémoire de la résistance durant la Seconde Guerre mondiale, sont aussi encore vivaces. Entre l'exaltation de la courageuse nation serbe construite par la propagande patriotique de la Grande Guerre et la dénonciation dans les années 1990 d'une nation « forgée dans une école de haine », on peut ainsi tracer des similitudes discursives : celle d'une essentialisation du peuple serbe et de sa supposée nature guerrière, voire génocidaire. Quelques années plus tard, le débat sur la responsabilité des Allemands dans le nazisme et la Shoah sera alimenté par des travaux se référant aussi à l'impact des textes culturels sur la formation des mentalités. Le livre de l'historien Daniel Jonah Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*⁴⁴, paru aux États-Unis en 1996 en Allemagne (et en 1997 en France), va connaître un vrai engouement. D'une facture plus scientifique, ce dernier n'en produit pas moins une essentialisation du caractère génocidaire d'un peuple particulier.

Le succès du *Nettoyage ethnique* tient aussi aux réseaux d'influence dans le monde universitaire et éditorial français que ses auteurs possèdent incontestablement⁴⁵. Ils ont effectué

⁴³ Pierre Nora (ed.), *Les lieux de mémoire*, sept volumes publiés par les éditions Gallimard entre 1984 et 1992.

⁴⁴ Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997 [éd. originale 1996].

⁴⁵ Mirko Grmek, directeur d'études à l'École pratique des hautes études de 1972 à 1989, a une solide réputation dans le monde universitaire, notamment après avoir dirigé des recherches collectives internationales sur l'histoire

un lobbying actif auprès des médias et dans les mobilisations citoyennes⁴⁶. Ils ont aussi empêché que leurs thèses soient débattues de façon sereine, en déplaçant sur le terrain judiciaire un débat qui pouvait se tenir dans l'arène universitaire ou l'espace public. N'étant ni historiens, ni spécialistes de la Yougoslavie, ils n'avaient pas la légitimité académique de l'objet de leurs travaux. Ceci renforce l'idée que le conflit en Yougoslavie fut bien un thème traité dans l'espace public français par des non spécialistes, peut-être aussi à cause de la place marginale que tiennent en France les études historiques ou anthropologiques sur l'Europe orientale. Ivan Čolović et les auteurs publiés par les éditions Biblioteka XX vek n'ont pas pu bénéficier des mêmes appuis médiatiques et relationnels en France, même si on commençait à s'intéresser au Cercle de Belgrade. La publication des auteurs ex-yougoslaves est alors encore ponctuelle⁴⁷ et témoigne surtout d'un intérêt pour eux en tant que force d'opposition potentielle, dont l'existence, plus que les analyses, retient l'attention. Le dossier que la revue *Les Temps modernes* consacre à « une autre Serbie » au début de l'année 1994, est composé quasiment des mêmes textes, extraits du recueil *Druga Srbija* (1992), dont certains extraits sont parus dans *Le nettoyage ethnique*, là encore sans réelle consultation des auteurs.

Après 1995, et surtout après 2000, les textes d'Ivan Čolović sur le folklore et la guerre ont été partiellement traduits et publiés en France, ainsi que ceux d'autres auteurs qui traitent du rapport entre mémoire, construction nationale et déclenchement de la violence en Serbie, tels que le philosophe Radomir Konstantinović⁴⁸ et le groupe de la revue *Republika*⁴⁹. Si on tient compte des contraintes multiples qui pèsent alors sur la circulation des travaux de sciences humaines, on peut conclure que la diffusion en France de ces anthropologues, sociologues ou historiens écrivant en serbo-croate n'était pas nulle. Cependant leurs analyses, diffusées souvent avec retard et à la marge de l'institution universitaire et de l'édition grand public, souvent grâce à des intermédiaires ex-yougoslaves et à des traducteurs⁵⁰, n'ont pas été discutées dans les

de la médecine. Son épouse, Louise Lambrichs est la fille de Georges Lambrichs, critique littéraire, éditeur et directeur de la Nouvelle revue française de 1977 à 1987. Elle a milité pour faire connaître les thèses de son mari et s'est fortement engagée dans l'espace public, voir not. son essai : *Nous ne verrons jamais Vukovar*, *op. cit.*

⁴⁶ On note leur présence dans des débats, manifestations, tribunes tout au long de la guerre.

⁴⁷ *La règle du jeu*, *le Messager européen*, *Esprit*, *Les Temps modernes*, *Le Monde diplomatique* ont publié régulièrement des articles d'intellectuels ex-yougoslaves entre 1991 et 1999. Plusieurs articles d'Ivan Čolović ont été traduits et publiés en français avant 1995, en particulier « L'inconscient et la guerre », *Le Courrier de l'Unesco*, février 1993, « Purification ethnique, mode d'emploi », *La règle du jeu*, n°10, mai 1993, repris in *L'autre Serbie*, *Les Temps modernes*, *op. cit.* ; « Ceux qui pète le feu », *Les Temps modernes*, n°576-579, été-décembre 1994.

⁴⁸ Radomir Konstantinović, *Filosofija palanke* [La philosophie du Bourg], Belgrade, Nolit, [1969] 1981. Extraits traduits en français : « Sur le nazisme serbe », *Lignes*, n°6, 2001, p. 53-74 et « Sur le style du bourg », *Transeuropéennes*, n°21, 2001, p. 129-138.

⁴⁹ N. Popov (ed.), *Radiographie d'un nationalisme...op. cit.*

⁵⁰ Voir chapitre 7.2. Parmi ces passeurs, outre la philosophe Rada Iveković, déjà mentionnée pour les auteurs ex-yougoslaves publiés dans la revue *Lignes*, rappelons l'engagement des traductrices Mireille Robin (outre ses nombreuses traductions littéraires, elle a traduit nombre de textes pour les bulletins des collectifs Bosnie) et Pascale Delpech (pour l'ouvrage dirigé par Nebojša Popov, *Radiographie d'un nationalisme* en 1998) mais aussi le travail du metteur en scène et journaliste Miloš Lazin (pour la publication aux éditions Non lieu des ouvrages d'Ivan Čolović et de Miodrag Popović, entre autres).

milieux universitaires français. Alors qu'après 2000, le rapport entre ethnicité et violence devient un objet de prédilection des sciences sociales, ces auteurs ne sont quasiment jamais mentionnés dans les synthèses parues en France sur le sujet, alors que les conflits yougoslaves en sont devenus un cas d'école⁵¹. La difficulté à formuler le rapport entre ethnicité, nationalisme et politique concrète dans le discours public mais aussi dans les sciences sociales doit être questionnée.

Les apories de l'ethnicité

L'idée qu'une guerre entre des communautés déchire la Yougoslavie, très répandue dans les sphères du pouvoir en France et les discours médiatiques jusqu'en 1992-1993, ethnicise incontestablement la vision des conflits. Elle s'accompagne d'un évitement de l'analyse des rapports de forces, dépolitise le propos et au final peut cautionner l'attentisme. Elle contribue aussi à naturaliser et essentialiser le groupe ethnique. En 1993, le général Morillon défend encore l'idée qu'une stricte équité de traitement envers les différentes « communautés » est le moyen de faire revenir la paix dans le pays :

Quels sont les buts que le monde s'est fixé en Bosnie-Herzégovine, sinon mettre fin à la politique de purification ethnique et permettre aux habitants de ce pays de reconstruire le modèle d'harmonie qui régissait leurs relations avant cette crise ? Prendre partie pour l'une ou l'autre des communautés risque de creuser davantage encore et irrémédiablement le fossé entre elles⁵².

Cependant, l'autre position qui consiste à défendre les victimes et à dénoncer la politique de Belgrade ainsi que les entrepreneurs ethniques qui mobilisent leur communauté dans la haine de l'autre, n'empêchent pas de rencontrer des difficultés à décrire et expliquer les événements. Il semble tout simplement impossible d'éviter l'essentialisation de l'ethnicité et de penser les conflits en termes politiques, sociaux ou économiques. Toujours en 1993, face à une guerre épouvantable où « ne rien faire est une espèce particulière d'infamie »⁵³, quand la place du témoin impuissant paraît insupportable, le Comité Vukovar-Sarajevo et la revue *Esprit* édite un recueil collectif qui propose au lecteur de « s'arracher aux phantasmes et stéréotypes », notamment celui d'assimiler ce conflit à une querelle ancestrale entre tribus⁵⁴. Il s'agit d'une des premières publications sur la guerre en cours où des textes d'intellectuels ex-yougoslaves

⁵¹ Jean-François Gossiaux, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, PUF, 2002 ; Jacques Semelin, *Purifier et détruire, Usages politiques des massacres et des génocides*, Paris, Seuil, 2005 ainsi que le projet international qu'il a dirigé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI- Sciences-po) à partir de 2004, « On-line Encyclopedia of mass-violence. » ; Michel Sivignon *Géopolitique de la violence*, Paris, Belin, 2009.

⁵² P. Morillon, *Croire et oser, ... op. cit.*, p. 118.

⁵³ Guy Coq et V. Nahoum-Grappe, « introduction », in V. Nahoum-Grappe (ed.), *Vukovar, Sarajevo... la guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Éditions Esprit, 1993, p. 11.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 12.

de renom sont traduits et publiés en France et dialoguent avec les contributions françaises. Parmi les contributeurs ex-yougoslaves d'origines très diverses, se trouve un seul historien : Ivo Banac qui enseigne aux États-Unis⁵⁵. Dans son article, il retrace l'histoire de la formation de l'État yougoslave et des conceptions nationales concurrentes -notamment du rôle de la langue comme marqueur national- et les controverses sur l'organisation de l'État (centralisé ou décentralisé). Les autres contributions sont celles d'écrivains -Rajko Djurić, Dževad Karahasan, d'un philosophe -Muhamedin Kullashi-, de l'architecte et homme politique Bogdan Bogdanović-, du journaliste et ex-ambassadeur Faik Dizdarević, qui apportent des éclairages personnels sur le thème de la guerre et traitent des appartenances identitaires dans leurs complexités. Comme on l'a vu plus haut, ces intellectuels sont déjà présents dans le débat en France⁵⁶.

Si l'ouvrage se positionne comme la critique d'une conception où « le conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie [est] une mêlée inextricable mettant aux prises des ethnies sauvages, se donnant un argument facile pour déguiser la lâcheté et la passivité »⁵⁷, il se focalise cependant sur la question ethnique et le phénomène d'épuration ethnique pour

[permettre] à chacun de prendre conscience que se réalise sous nos yeux, à notre porte, une entreprise de purification ethnique qui n'a rien à envier à la barbarie nazie de la Seconde Guerre mondiale⁵⁸.

La coordinatrice du volume, Véronique Nahoum-Grappe, développe l'idée que l'ethnie n'est pas une catégorie évidente et même qu'il s'agit d'une catégorie créée ou consolidée par la guerre, une catégorie utilisée par les uns pour qualifier les autres et reprise à leurs comptes par les observateurs étrangers. Elle émet l'idée que d'autres clivages sont en jeu, en particulier le clivage ville-campagne. Cependant ce monde paysan « plus enclavé plus traditionnel », est ici montré comme le porteur d'une vision ethniciste de la réalité par opposition aux urbains « citoyens européens à part entière »⁵⁹. Cet argument de l'antagonisme ville-campagne a une longue histoire dans la sociologie yougoslave depuis les années 1930 et vient juste de retrouver une actualité dans la sociologie croate des années 1980-1990 où il a été largement instrumentalisé⁶⁰. Plus loin, Véronique Nahoum-Grappe émet l'hypothèse que le degré de violence atteint dans le conflit est justement lié à l'impossibilité du but à atteindre (« la pureté ethnique ») :

⁵⁵ *The National Question in Yugoslavia: Origins, History, Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

⁵⁶ Faik Dizdarević vit à Paris où il a initié l'Association Sarajevo, M. Kullashi enseigne à l'université de Paris 8, B. Bogdanović, ancien maire de Belgrade et l'écrivain R. Djurić sont exilés à Berlin, Dž. Karahasan vit à Graz après avoir quitté Sarajevo en 1993.

⁵⁷ V. Nahoum-Grappe (ed.), *Vukovar, Sarajevo...*, op. cit., 4^e de couverture.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ V. Nahoum-Grappe, « L'épuration ethnique : désastre et stupeur », *ibid.*, p. 68.

⁶⁰ X. Bougarel, « La revanche des campagnes'. Entre réalité sociologique et mythe nationaliste », *Balkanologie*, Vol II., n° 1, juillet 1998.

Comme si pour une part, la cruauté en jeu devait sa démesure à l'impossibilité de son but affiché, à savoir le découpage en 'parties ethniquement pures' d'une population en fait inextricablement mêlée⁶¹.

La conscience ethnique prendrait donc réalité dans la durée et l'usure des combats, la cruauté et la réalité des combats et des violences finissant par cautionner l'idée de la cause ethnique de la guerre pour les bourreaux comme pour les victimes. Elle serait plus une conséquence des conflits que sa cause⁶². Ce constat logique, si on analyse la situation sans présupposés, amène pourtant une question paradoxale :

Comment donc penser la réalité d'un tel désastre en fonction de l'irréalité d'une telle « cause » affichée ? Qu'y a-t-il au cœur de l'idée « ethnique » (ou « nationaliste », qui désigne un même système d'identification) d'assez fort, d'assez persuasif pour ainsi fonctionner comme étendard au cœur de l'Europe en cette fin du XX^e siècle ?⁶³

Ici est émise l'intuition que quelque chose dans l'idée ethnique -et par extension nationaliste- et sa capacité de persuasion se laisse difficilement appréhender : la croyance dans cette idéologie semble inexplicable pour ceux qui l'observent de l'extérieur. Cependant, après avoir remis en cause la réalité de la « cause ethnique », la suite de l'analyse continue d'explorer les croyances qui légitiment « les possibilités identificatoires par la racine » et « la séduction d'un diagnostic ethnique de l'identité individuelle »⁶⁴, en particulier dans le nationalisme serbe. Puisant ses exemples chez les écrivains contemporains serbes, tels que Vuk Drašković et Dobrica Ćosić⁶⁵, ainsi que dans les discours des dirigeants nationalistes, l'anthropologue dresse un rapide inventaire des croyances et les pratiques proposées par « l'idée ethnique » : la terre-mère, la transmission du sang, le viol des femmes de l'ethnie ennemie.

La relation d'appartenance n'a pas été assez prise en compte dans les constructions collectives des identités, elle met en jeu derrière l'être, l'avoir : à qui ma personne appartient-elle ? À qui dois-je rendre le fait d'être vivant ? À mon père ? À ma mère ? Au sol de ma patrie ? À mon chef politique ? À l'État ? Au sang transmis par les générations ?⁶⁶

Dans cette dénonciation –aussi légitime et honnête soit-elle-, on touche une vraie difficulté des analyses à chaud du conflit : même dénoncée comme fantasmée, l'ethnicité est l'élément de focalisation sans être pour autant relié à son inscription sociale dans le contexte yougoslave.

⁶¹ V. Nahoum-Grappe « L'épuration ethnique... », art. cit., p. 69-70.

⁶² Ibid., p. 70.

⁶³ Ibid., p. 71.

⁶⁴ Ibid., p. 71.

⁶⁵ Vuk Drašković (*Le couteau*, Paris, J.-C Lattes, 1993) et Dobrica Ćosić (*Le temps du mal*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1990 ; *Le temps de la mort*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1991 ; *Le temps du pouvoir*, 1996 ; Lausanne, L'Âge d'homme/Le Fallois).

⁶⁶ Ibid., p.72.

Concept problématique, exploité autant par les bourreaux que par les victimes, l'ethnicité n'est pas non plus définie en tant que telle.

La plupart des autres contributions d'auteurs français à cet ouvrage –celles d'Alain Finkielkraut, de Pascal Bruckner, Patrice Canivez, d'Annie Le Brun, de Michel Grappe, Laurence Hansen-Löve, Guy Coq- à l'exception de l'article de Pierre Hassner sur « les impuissances de la communauté internationale »-, usent des catégories de 'Serbes', 'Croates', 'Bosniaques' pour nommer les acteurs du conflit, sans les définir ni en interroger les usages. S'agit-il d'États, de nations ou de groupe ethniques, une confusion récurrente dans les textes publiés en France à cette époque et entretenue aussi par les rhétoriques nationalistes locales. Critiquer les représentations du conflit comme « guerre des ethnies » ne suffit donc pas à éclaircir les enjeux de l'ethnicité. L'ethnicité qui semble se réifier dans les conflits yougoslaves aux yeux des observateurs les plus pertinents se laisse difficilement déconstruire dans le contexte conceptuel et les codes culturels de la France des années 1990. Elle devient en même temps un thème obsessionnel des militants français pour la Bosnie : le problème principal de cette guerre, son scandale le plus manifeste, au risque d'obscurcir les explications et de rendre les événements très abstraits.

L'analyse linguistique que fait Alice Krieg-Planque du fonctionnement de la formule 'purification ethnique' dans l'espace public français entre 1991 et 1995, effectuée sur des séries significatives de textes, a mis en évidence les apories de son usage : en se positionnant contre la purification ethnique, on se positionne en général aussi contre le terme en tant qu'objet langagier inadéquat à qualifier le réel. Pourtant rares sont les commentateurs à proposer des qualificatifs alternatifs plus justes. Savoir si l'expression qualifie l'événement particulier (et donc constitue un nom propre) ou bien si elle marque l'émergence d'une catégorie nouvelle d'usage n'a pas non plus été tranché⁶⁷.

D'autres phénomènes d'obscurcissement sont observables, par exemple, dans le traitement des viols commis envers les femmes de la communauté ennemie, en particulier par les Serbes envers les femmes musulmanes. À partir du moment où on apprend leur existence, ils sont perçus comme des viols de guerre. Sans pour autant les considérer à la lumière de ce qu'on sait des guerres, les commentateurs les ont le plus souvent rattachés à la « politique d'épuration ethnique », sous-entendant ainsi une particularité yougoslave de la pratique⁶⁸, ce qui a contribué à considérer le viol, certes, comme un acte politique mais surtout comme une arme de guerre spécifique de ces conflits. Se trouvent alors écartées les possibles comparaisons avec d'autres conflits, en particulier avec ceux qui ont touché la France et où ces pratiques ont

⁶⁷ A. Krieg-planque, « *Purification ethnique* »..., *op. cit.*, p. 385-404.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 75.

été attestées, comme la Première Guerre mondiale, les conquêtes coloniales ou encore la guerre d'Algérie.

On a insisté sur le sens symbolique du viol comme destruction communautaire. Cette thèse a été adoptée par des féministes et des femmes politiques de différents horizons comme Antoinette Fouque ou Simone Weil, des intellectuelles et des universitaires comme Annie Lebrun, Véronique Nahoum-Grappe, Françoise Héritier qui ont dénoncé les viols, arme des Serbes dans la purification ethnique⁶⁹. Parfois le viol est vu comme l'instrument de destruction d'un groupe, d'autres insistent sur l'ethnicisation qu'il produit et la violence masculine qu'il symbolise. Pour montrer la gravité de l'acte, on met en avant la perversité qui fait que la femme violée engendrerait son propre assassin, parce que l'enfant issu du viol appartiendrait à l'ethnie du violeur (« on sème du Serbe, on récolte du Serbe »⁷⁰), selon la tradition patriarcale balkanique qui attribue la filiation au père, ou encore selon le point de vue supposé des nationalistes serbes. On oublie alors que « le produit d'un viol est d'abord un bâtard »⁷¹. En développant les argumentations autour de l'identité, la dénonciation du crime participe insidieusement à renforcer l'ethnicisation de la vision du conflit.

D'autres lectures des viols commis en Bosnie-Herzégovine ont été faites mais sont restées minoritaires dans l'espace public français. Le rapport des viols en Bosnie avec la violence ordinaire est la question centrale que pose en 1995 la dramaturge britannique Sarah Kane dans sa pièce *Anéantis* :

Quel pourrait bien être le lien entre un viol banal dans une chambre d'hôtel de Leeds et ce qui se passe en Bosnie ? Et brusquement ça a fait tilt et je me suis dit : « Mais bien sûr, c'est évident – le premier est la graine et l'autre est l'arbre ». Je pense vraiment que les germes d'une guerre de grande ampleur se trouvent toujours dans la civilisation en temps de paix⁷².

Cette pièce qui fit scandale est devenue quelques années après sa parution la référence d'une génération d'écrivains de théâtre qui commencent à écrire en Europe au milieu des années 1990 et ont été préoccupés par le rapport entre violence politique et violence intime⁷³. Néanmoins en France, les lectures qui attribuent la spécificité des viols en ex-Yougoslavie à la « politique de purification ethnique » ont été les plus audibles avec pour conséquence d'empêcher d'universaliser le propos et de réexaminer les guerres du XX^e siècle, mais aussi d'éclairer les caractéristiques des violences dans le monde contemporain. L'ethnicisation des rapports

⁶⁹ A. Lebrun, *Les assassins et leurs miroirs...*, op. cit. ; Nahoum-Grappe, « La haine ethnique et ses moyens : les viols systématiques », *Confluences méditerranée*, n°17, printemps 1996, p. 39-57, « Purifier le lien de filiation », *Esprit*, n°227, décembre 1996, p. 150-163, « Guerre et différence des sexes », in Cécile Dauphin et Arlette Farge (eds.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 154-184.

⁷⁰ Antoinette Fouque, in Isabelle Legrand-Bodoin, « Antoinette Fouque, combats de femmes », *La Croix*, 9 mars 1993, p. 8.

⁷¹ X. Bougarel, « Voisinage et crime intime », art. cit.

⁷² in Graham Saunders, *Love me or kill me. Sarah Kane et le théâtre*, L'Arche, Paris, 2004, p. 73.

⁷³ M. Lazin, « Le théâtre et l'écriture dramatique ... », art. cit.

sociaux pendant les conflits yougoslaves n'est évidemment pas une particularité de la vision française des événements, elle est une réalité de terrain et une donnée de la perception des conflits à l'extérieur. Certains auteurs ont même pointé l'existence d'un tournant ethnique [*ethnic turn*] dans les années 1980 pour qualifier la transformation des rapports sociaux en Yougoslavie⁷⁴. Cependant la fascination pour l'ethnisation des sociétés contemporaines et conjointement la difficulté à la penser comme processus renvoient à une expérience spécifique à l'organisation sociale de la France.

Enfin, les difficultés à penser ce conflit en France renvoient aussi au traitement de la guerre par les historiens et les sciences sociales au cours du XX^e siècle. Les sciences sociales françaises ont longtemps évité de se pencher sur l'expérience de la guerre contemporaine vécue par les acteurs au contraire de leurs homologues anglo-saxonnes⁷⁵. Comme l'a montré Stéphane Audoin-Rouzeau, les historiens ayant vécu directement le traumatisme des tranchées de la Première Guerre mondiale ou l'horreur des camps de la Seconde, -à l'exception de quelques personnalités comme Marc Bloch, Jean-Pierre Vernant ou encore Germaine Tillon-, sont restés silencieux sur leur expérience qu'ils ont rarement intégré dans leur réflexion sur l'histoire. Ainsi, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, « un embranchement décisif n'a pas été pris »⁷⁶ dans l'analyse du fait guerrier. À la suite de Fernand Braudel qui rédigea sa *Méditerranée* en captivité et élaborait sa théorie de la longue durée, en tenant à distance les événements qui bouleversaient son époque, nombreux sont ceux qui ont soigneusement évité de mêler leur expérience personnelle des combats ou des persécutions à leurs analyses. Le tournant n'a pas été pris non plus dans les années 1960-1970 malgré les expériences de l'Indochine ou de l'Algérie et les recherches menées outre-Atlantique⁷⁷.

Depuis 1991, la crise de la guerre (où la victoire militaire se solde sans victoire politique) se double, d'une crise de la pensée sur la guerre, selon Audoin-Rouzeau qui, en appelle à « changer de focale » pour accroître l'intelligibilité des conflits contemporains⁷⁸. Pour se faire, il faudrait intégrer l'expérience de la guerre vécue, et en particulier, celle des corps. Il faudrait regarder en face l'expérience vécue de la guerre, au risque de constater sa propre incapacité à comprendre, ce que semble avoir vécu lors de l'épisode yougoslave un grand nombre d'observateurs étrangers sur le terrain. De fait, les débats sur les causes et les raisons de la guerre et sur le rôle de l'ethnicité ont eu tendance à tourner à vide, à décrocher de l'expérience vécue du locuteur, et à devenir rhétoriques. On a vu combien la réalité concrète

⁷⁴ Dans les débats produits par la guerre à l'étranger, le rapport entre violence et ethnicité est récurrent, voir Sabrina P. Ramet, *Thinking about Yugoslavia. Scholarly Debates, op. cit.* ; Hannes Grandits, « Wie die Gewalt der Jugoslawienkriege konzeptionalisieren? Wissenschaftliche Ansätze seit den 1990er Jahren », *Did the Wars in Yugoslavia Change the Perception...*, *op. cit.*, p. 578-594.

⁷⁵ S. Audoin-Rouzeau, « La guerre, mais de très près », *art. cit.*

⁷⁶ *Ibid.*, p. 70.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*, p. 71.

des sociétés balkaniques a souvent été peu visible dans les périodes précédentes. Cette invisibilité est encore renforcée dans les périodes de crise où le sens même des événements a tendance à échapper aux spectateurs. Si depuis le début des années 1990, penser les conflits est devenu problématique autant que les conflits eux-mêmes, il paraît effectivement opportun de se saisir de l'expérience de l'éclatement de la Yougoslavie pour penser la guerre contemporaine, mais aussi pour éloigner certains 'spectres ethniques', à savoir les projections et la confusion que drainent les perceptions héritées sur l'ethnicité.

8.2. « Le peuple a pris la parole »⁷⁹

A la fin des années 1980 en Europe occidentale, la vision des sociétés est-européennes saisies par ‘le réveil du peuple’ a pu se développer sur fond de contestations croissantes dans les démocraties populaires. La problématique de la société civile faisait alors son entrée dans les discours des politiques, ceux des militants des droits de l’Homme et dans les sciences sociales, mais ses frontières avec le peuple compris comme le ‘corps de la Nation’ restaient souvent floues. La société civile était certes vue comme le foyer de contestation des régimes communistes, mais aussi comme la gardienne de valeurs spirituelles longtemps réprimées. En Pologne où Solidarność avait apparemment réussi à unir classe ouvrière et catholicisme dans un même combat, mais aussi en Hongrie, en Russie et ailleurs, le retour du religieux était salué comme un facteur de lutte contre l’idéologie totalitaire. Ethnologues et militants s’intéressaient à la survivance des traditions paysannes et au folklore dans la Roumanie post-communiste⁸⁰. Lorsque les Allemands de l’Est criaient « Wir sind ein Volk » [Nous sommes un peuple] devant la porte de Brandebourg en 1989, c’était pour les observateurs français une ‘nation faisant corps’ qui se manifestait. Ce retour du peuple, dans sa dimension lyrique, a ensuite été obscurci par les guerres qui ont ravagé la Yougoslavie entre 1991 et 1999, mais aussi par la montée des nationalismes et des particularismes menaçant l’Europe de fragmentation. Dans la première décennie du XXI^e siècle, on a donc presque oublié cet élan bien présent au tournant des années 1990 et ses expressions artistiques multiples, y compris à travers la vague des musiques du monde alors en pleine expansion.

Avant l’éclatement de la Yougoslavie, les peuples du continent européen étaient vus de France plutôt comme des abstractions entre sociétés et ethnicités. Ce qui faisait le ciment de leur unité n’étant pas toujours explicitement défini, ils pouvaient d’une certaine façon encore être innocents. Rien n’obligeait à s’interroger sur les manipulations dont ils faisaient l’objet ou sur ce qui était fait en leur nom. Alors que la nation civique était dans la France républicaine une réalité intouchable et l’objet d’un culte peu écorné, qui touchait au religieux⁸¹, l’ethnicité était une réalité invisible, oubliée depuis l’époque de la décolonisation, un concept éventuellement pertinent pour les autres. C’est dans les études consacrées aux migrations que la problématique de l’ethnicité a refait surface dans les années 1990, au moment où l’immigration

⁷⁹ I. Čolović, « Folklore et politique » (1990), *Le bordel ...*, op. cit., p. 26.

⁸⁰ Jean Cuisenier, *Le feu vivant : la parenté et ses rituels dans les Carpates*, Paris, PUF, 1994 ; Claude Karnoouh, *Petites chroniques d’Europe orientale et d’ailleurs*, Paris, Acratie, 1996 (chroniques publiées dans le magazine roumain *Dilema* entre 1994 et 1995) ; *L’invention du peuple. Chroniques de Roumanie et d’Europe orientale*, Paris, L’Harmattan, 2005.

⁸¹ S. Citron, *Le mythe national...op.cit.*, p 31-45.

apparaissait de plus en plus comme une immigration de peuplement, et que refluit la lecture majoritairement économique des flux migratoires qui prévalait auparavant⁸².

Folklorisation du politique

Des analyses des rhétoriques nationalistes qui avaient cours en Yougoslavie, en particulier en Serbie à la veille de l'éclatement du pays, étaient disponibles au moment des faits, mais on s'en est peu saisi en France, malgré la persistance du thème dans l'espace public. Ivan Čolović analyse par exemple les transformations du discours public en Yougoslavie dans une situation instable où les références sont mouvantes. En décryptant les banderoles, les slogans, les chansons, les mots d'ordre des journaux au début du conflit et dans les grandes manifestations au moment de la révolution « anti-bureaucratique » (1988)⁸³, il met en évidence l'omniprésence du terme de peuple et ses changements de sens : « Le mot peuple y est le mot clé [...] il est la signature de nombreux messages, et la référence au peuple en devient le principal contenu »⁸⁴. Il montre les va-et-vient entre la rhétorique communiste et la litanie nationaliste, entre le peuple de Tito et le peuple serbe, ainsi que les nombreuses déclinaisons que permettent le nom *narod* [peuple/nation] et l'adjectif *narodni* [populaire/national] dans leur double acceptation sociale et ethnique.

L'anthropologue montre aussi comment les formes versifiées nombreuses dans les discours publics font appel aux ressorts émotionnels de la poésie épique :

L'utilisation de modèles et formules folkloriques, l'emploi de citations empruntées à la poésie populaire ajoutent aux messages une dimension sémantique qui va bien au-delà de la politique et nous incite à les lire sous l'éclairage de la mythologie populaire et des croyances collectives.⁸⁵

La forme poétique et ses déclinaisons populaires (chansons, slogans, comptines, jurons) sont particulièrement efficaces. Le culte de la figure patriarcale est revitalisé en plaçant Tito puis Milošević aux côtés des héros de Kosovo Polje, dans des chansons populaires interprétées par les chanteurs à la mode, lors de compétitions sportives ou de manifestations. Les ressources langagières de la poésie traditionnelle sont grandement utiles pour susciter l'adhésion au chef :

⁸² Chantal Crenn et Laurence Kotobi (eds.), *Du point de vue de l'ethnicité. Pratiques françaises*, Paris, Armand Colin, 2012.

⁸³ La révolution anti-bureaucratique est une campagne lancée au nom de la réforme du parti par Slobodan Milošević et ses partisans entre juillet et décembre 1989 qui a abouti à la destitution des directions en place au Kosovo et en Voïvodine.

⁸⁴ « Folklore et politique » (1990), in I. Čolović, *Le bordel ..., op. cit* p. 29.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 33.

« La déification du chef-incarnation du père et la déshumanisation de l'adversaire sont les conséquences complémentaires du traitement folklorique des thèmes politiques »⁸⁶.

Čolović met en évidence différentes modulations de l'usage des figures des héros nationaux, empruntées à une histoire qui a, depuis le XIX^e siècle, revisité plusieurs fois sa propre mythologie. Il existe des figures alternatives, susceptibles de séduire des populations urbaines, peu réceptives aux usages populaires de la poésie épique. C'est le cas du Capitaine Dragan, chef milicien ayant participé au soulèvement de la ville de Knin contre le pouvoir croate en 1991, dont la figure de guerrier contraste grandement avec l'héroïsme traditionnel. Elle est donc utile pour convaincre ceux que les images éculées de combattants barbus et coiffés de bonnets poilus ornés d'une cocarde, avaient fini par éloigner de la politique. C'est un guerrier 'civilisé' que l'opinion publique serbe accueille avec soulagement, il défend les Serbes, parce qu'ils sont dans leur bon droit et non pour des raisons ethniques :

S'il combat pour son peuple, le capitaine Dragan ne saurait pourtant se montrer attaché à sa seule tribu et afficher des convictions nationalistes, car sa seule motivation est la défense des valeurs humaines universelles, et non des intérêts particuliers des Serbes et des orthodoxes⁸⁷.

Dans la symbolique nationale mobilisée par le folklore guerrier, le mythe de Kosovo est particulièrement important car c'est le symbole mobilisateur de la lutte de libération nationale. Revitalisée dans les années 1980 par l'Église orthodoxe⁸⁸, la légende qui se pare d'un christianisme de façade, est d'abord païenne. Durant la bataille décisive à Kosovo Polje en juin 1389, le prince Lazar à la tête des armées chrétiennes aurait été défait par le sultan Mourad qui mourut aussi au combat, par la main de Miloš Obilić devenu le 'vengeur de Kosovo', un personnage ajouté dans les versions postérieures du texte. Si les sources historiques sont pauvres sur cet événement, la fortune de sa légende est considérable. Plus que sur sa généalogie, c'est sur l'instrumentalisation politique dont cette histoire a fait l'objet qu'il convient de s'arrêter. Dès 1976, Miodrag Popović en avait proposé une archéologie et mettait en garde contre les usages politiques passés ou à venir⁸⁹. Il a montré que loin d'être une histoire orale, la légende a été écrite et réécrite en fonction des circonstances et des événements politiques, y compris à l'extérieur du territoire serbe et ottoman -en particulier en Autriche et en Vénétie- et que sa forme contemporaine est le produit d'une politisation effectuée au XIX^e siècle puis au début du XX^e siècle. L'usage de la légende par les élites politiques a accompagné

⁸⁶ Ibid., p. 38.

⁸⁷ I. Čolović, *Le bordel des guerriers...*, op. cit., p. 67.

⁸⁸ Radmila Radić, « L'Église et la 'question serbe' », in N. Popov (ed.), *Radiographie d'un nationalisme...*, op. cit., p. 137-178.

⁸⁹ M. Popović, *Kosovo : histoire d'un mythe...*, op. cit., publié originellement sous le titre *Vidovdan i Časni krst* [Le jour de Vid et la Sainte croix], Belgrade, Biblioteka XX vek, 1998 [Nolit 1976].

les luttes de libération contre l'Empire ottoman durant tout le XIX^e siècle, jusque dans les guerres balkaniques et la lutte pour la création d'un État national.

Vuk S. Karadžić et Petar Petrović Njegoš, dont les œuvres principales datent des années 1830-1840, s'attèlent à la tâche de revitaliser la langue du peuple [*narodni jezik*] en la modernisant ; le premier en la codifiant, le second en lui offrant ses plus beaux vers. Néanmoins, l'un en collectant les chants populaires ancestraux, et l'autre en utilisant la versification de l'épopée traditionnelle, ils participent tous les deux à revitaliser des motifs et des formes d'une tradition littéraire prémoderne. En voulant créer une langue et une littérature populaires, ils perpétuent des croyances anciennes dans leurs pratiques littéraires. Plus tard, au début du XX^e siècle, la légende de Kosovo fait l'objet d'un culte renouvelé grâce à la mobilisation guerrière contre l'Empire ottoman que mène une nouvelle élite politique et bourgeoise au nom de l'indépendance nationale. Celle-ci se situe toutefois dans une perspective de reconquête du Sud, dans laquelle il s'agit d'éradiquer l'élément turc et musulman associé au Mal. La légende se modifie : la figure de Miloš prend de l'importance et s'affirme comme celle du vengeur impitoyable alors que celle de Lazar devient une figure christique, incarnation de la nation céleste [*Nebeski narod*]. Il s'agit de mobiliser des masses paysannes qui sont, selon Popović, encore sous l'emprise d'une culture patriarcale qui vénèrent le dieu païen Vid dont le culte finit par s'identifier avec la commémoration de la bataille perdue de Kosovo le jour de la Saint Guy [*Vidovdan*]. Le passage du poétique au politique a pu apporter aux pratiques violentes une justification mystique, facilitant leur généralisation.

Ainsi sous le voile des intérêts supérieurs de la nation, identifiée avec l'absolu et qui prend les dimensions de l'éternité, un culte se crée qui autorise à peu près tout, même le meurtre⁹⁰.

L'héroïsme du peuple serbe, vanté durant la Grande Guerre par Ernest Denis et les patriotes français, s'appuie donc sur l'esprit de sacrifice d'un peuple de paysans-soldats pour lequel l'élite a revitalisé des discours à portée mythique, en particulier la légende de Kosovo. Ce que Miodrag Popović résume brillamment en 1976 par des mots qui résonnent de façon prémonitoire : « on avait besoin de héros prêts à mourir pour les nouveaux idéaux sous le signe des anciens dieux »⁹¹. En Serbie, la modernité s'est ainsi nourrie d'usage de symboles et de discours du passé⁹².

Le désir de venger des batailles qui se sont produites dans des temps immémoriaux a nourri dans les années 1990 ce que certains sociologues ont appelé « le nationalisme du

⁹⁰ *Ibid.*, p. 161.

⁹¹ *Ibid.*, p. 158

⁹² Sur l'ambivalence des élites politiques serbes par rapport à la modernité occidentale, voir Dubravka Stojanović, *Kaldrma i asfalt. Urbanizacija i evropeizacija Beograda, 1890-1914* [Le pavé et l'alphalte. Urbanisation et européanisation de Belgrade, 1890-1914], Belgrade, Udruženje za drustvenu istoriju, 2012.

revanchisme » ou « le nationalisme du ressentiment »⁹³, qui a investi les discours politiques en Serbie. Cependant, on doit s'interroger sur ce qui relève ici du mythe. Popović a proposé de distinguer le fonctionnement circulaire du temps mythique qui ferait chercher une liberté future dans le retour à l'ancien, et l'instrumentalisation dont il fait l'objet à une époque différente -en XIX^e et au XX^e siècle. En 1976, Popović prévenait des usages contemporains du mythe :

S'il devait se pérenniser en état d'esprit durable, le mythe de Kosovo pourrait être fatal à tous ceux qui ne peuvent s'arracher à ses rets pseudo-mythiques et pseudo-historiques. La pensée moderne et l'esprit en général pourraient alors subir un nouveau Kosovo polje : une débâcle intellectuelle et éthique⁹⁴.

Dans les chants du Kosovo écrits à l'époque des guerres balkaniques, il indiquait déjà que seules les images étaient anciennes mais que les messages insurrectionnels, eux, étaient bien neufs⁹⁵. Le retour instrumentalisé d'un mythe dans une société qui ne fonctionne plus de façon mythique explique en partie le caractère apparemment irrationnel de la violence, y compris la destruction du culte de l'autre et de ses symboles. Cela n'explique pas tant l'intensité que l'apparence de cette violence, l'archaïsme des images en jeu et leur réception. Il y a dans l'usage des images et des symboles dans l'espace public yougoslave et post-yougoslave dans les années 1990 des passages de références et un brouillage des significations, qui échappent souvent aux observateurs occidentaux. Le 11 juillet 1995, en prenant la ville de Srebrenica et avant le massacre qui s'en suivit, le général Ratko Mladić, commandant de l'Armée de la 'république serbe' (VRS), déclara devant les caméras de la chaîne de télévision de Pale :

Nous voici le 11 juillet 1995 dans Srebrenica serbe. A la veille d'une grande fête serbe, nous offrons au peuple serbe cette ville, et enfin est arrivé le moment, depuis la révolte contre les chefs des Janissaires, de nous venger des Turcs⁹⁶.

Cette citation n'a pas été reprise par les médias occidentaux.

Il faut noter la rapidité du changement interprétatif qui touche non seulement aux discours mais aussi aux images et aux symboles et explique la force et le caractère apparemment évident des nouveaux discours majoritaires des années 1990 que sont les discours nationalistes. En actualisant une logique discursive ancienne, les images peuvent rester les mêmes et se trouver investies d'une réalité nouvelle. La distance ironique avec les traditions et les questions nationales qui avait pu exister jusqu'aux années 1980 et s'exprimer avec force

⁹³ Vesna Pešić, « La guerre pour les États nationaux », N. Popov, *Radiographie d'un nationalisme...*, op. cit., p. 9-62.

⁹⁴ M. Popović, *Kosovo : histoire d'un mythe...* op. cit., p. 163.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 165.

⁹⁶ « Evo nas 11. jula 1995. godine u srpskoj Srebrenici. Uoči još jednog velikog praznika srpskoga, poklanjamo srpskome narodu ovaj grad i, napokon, došao je trenutak da se, posle bune protiv dahija, Turcima osvetimo na ovom prostoru », interview pour RTV Pale, 11 juillet 1995. La révolte contre les chefs des janissaires marque le début du soulèvement serbe de 1804.

dans les formes artistiques, y compris les plus populaires comme la musique pop, disparaît avec la réalité de la destruction du pays. Si en 1984 le groupe de pop rock sarajévien *Bijelo dugme* [Le bouton blanc] a illustré la pochette de son album avec l'image christique d'une femme pleurant un soldat 'serbe' blessé au combat lors de la fameuse bataille de Kosovo⁹⁷, dans l'esprit de citation qui règne dans le postmodernisme et la culture pop européenne, certains de ces mêmes musiciens et leurs fans ont pu quelques années plus tard être perméables à l'ethno-idéologie invitant à se battre de nouveau pour venger Kosovo.

Ces réminiscences langagières de batailles anciennes et de poésie épique masquent de fait la prégnance de souvenirs beaucoup plus récents -mais tout aussi investis par le folklore guerrier des années 1990-, datant eux de la Seconde Guerre mondiale. *Oustachis*, Partisans, *Tchetniks* et Allemands sont des figures mentales omniprésentes dans les imaginaires des combattants yougoslaves des années 1990 et les discours mobilisateurs guerriers. Elles ont été scénarisées dans un univers culturel et idéologique régissant la vie quotidienne et la mémoire commune dans la période socialiste et sont d'autant plus attractives qu'elles ont été introduites dans la culture de masse et les arts populaires dès les années 1960, en particulier via le cinéma avec l'importation des techniques hollywoodiennes⁹⁸. Si ces figures sont mieux connues que celles de la poésie épique traditionnelle des observateurs français, qui partagent une certaine mémoire du conflit mondial, la folklorisation dont elles ont fait l'usage et ses effets mobilisateurs n'ont pas été pour autant visibles.

Le malaise français autour du concept d'ethnicité

Dans la France de la décennie 1990, le public méconnaît la plupart du temps les conceptions nationales à l'est de l'Europe et notamment les rapports entre langues et nations. Il méconnaît aussi les débats sur l'ethnicité qui ont cours dans les sciences sociales anglophones depuis l'après-guerre⁹⁹. En France, le débat sur l'ethnicité à propos de l'éclatement de la Yougoslavie s'est souvent focalisé sur la question de l'existence ou de l'illusion des appartenances ethniques. Sur ce point, militants et intellectuels se sont distingués entre ceux qui ont affirmé l'existence des appartenances ethniques dans les Balkans et leur caractère néfaste, et ceux qui ont nié que ces appartenances existaient essentiellement. La première position aboutit

⁹⁷ Il s'agit de la reproduction d'une image retouchée du tableau du peintre Uroš Predić « Kosovka Devojka » [La jeune Kosovienne] datant de 1919, figure centrale d'un poème épique éponyme du cycle de la Bataille de Kosovo.

⁹⁸ Radina Vučetić, *Koka-Kola socijalizam. Amerikanizacija jugoslovenske popularne kulture šezdesetih godina XX veka* [Le socialisme coca-cola. L'américanisation de la culture populaire yougoslave des années 1960], Belgrade, Službeni glasnik, 2012.

⁹⁹ Ce n'est qu'en 1995 que paraît un ouvrage qui fait le point sur les débats dans le monde anglophone et les met en perspective du contexte français : Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fénard *Théories de l'ethnicité*, suivi de Fredrik Barth, « Les groupes ethniques et leurs frontières » [1969], Paris, PUF, 1995.

souvent à interpréter implicitement la guerre en terme de conflits inter-ethniques, et la seconde à l'envisager comme l'agression d'une des parties -en général des forces serbes avec le soutien du gouvernement de Belgrade. À gauche surtout, les débats sont révélateurs du problème conceptuel : constatant au début de l'année 1994 l'islamisation de la Bosnie en guerre et dénonçant l'hypocrisie des bien-pensants de la gauche intellectuelle, le journaliste Bernard Langlois déclare son désarroi et invite au désarmement général plutôt qu'à armer les Bosniaques, provoquant des réactions vives au sein des collectifs Bosnie¹⁰⁰. Renvoyant dos-à-dos les différents nationalistes¹⁰¹, son argumentation montre la difficulté à penser l'ethnicité et l'ethno-idéologie comme réelles mais construites, donc éventuellement fluctuantes ; en effet le désespoir du journaliste est provoqué moins par le déséquilibre des forces donnant la victoire aux nationalistes, que par le fait que le partage ethnique semble l'emporter sans alternative :

Comment arrêter ce massacre quotidien des populations civiles bosniaques, dès lors que la situation sur le terrain est (était) à peu près fixée, et qu'on ne reviendra pas sur la constitution d'États sur des bases ethniques dans toute l'ex-Yougoslavie¹⁰².

Si l'expression 'États sur des bases ethniques' reste floue, le constat témoigne surtout d'un déficit de croyance dans ce qui fait partie des fondements idéologiques de la gauche française : l'idée qu'un État démocratique fondant les droits égaux du citoyen est possible. Ce déficit est pointé par Bernard Dréano dans sa réponse à Bernard Langlois. Dréano s'interroge sur la faiblesse du soutien des Occidentaux aux forces non nationalistes (« la défense de Tuzla, le mouvement étudiant de Belgrade ou les médias indépendants » *sic*) et se demande « pourquoi les militants de gauche, chez nous, ont refusé en 1990-1992 cette solidarité »¹⁰³.

Qu'ils insistent sur la force des identités ethniques dans l'ex-Yougoslavie ou qu'ils la récuse, les observateurs français sont souvent restés dans un cadre de pensée défini par l'anthropologie classique et des implicites primordialistes sur l'ethnicité, à l'opposé des théories développées dans les années 1970 dans le contexte anglo-saxon, pour lesquelles l'ethnie était une organisation sociale soumise à des assignations catégorielles. En 2012, des sociologues constatent encore l'absence de tradition académique et le retard de la recherche française dans ce champ¹⁰⁴, une absence certes explicable par la tradition jacobine de la France, mais qui doit cependant être questionnée, d'autant plus que la recherche sur les relations interethniques a fini

¹⁰⁰ Bernard Langlois, « Sarajevo jusqu'à quand ? », *Politis. L'hebdo*, n° 268, 13-21 janvier 1994, p. 1 ; « Bosnie : le débat », *Politis l'hebdo* n° 272, 10-16 février 1994, p. 14-17.

¹⁰¹ « Il me semble qu'on peut tous les mettre dans le même sac, et renvoyer dos à dos le Mémorandum de l'Académie serbe, le bouquin révisionniste de Tudjman et la Déclaration islamique d'Izetbegovic » (B. Langlois, « Sarajevo jusqu'à quand », *Politis. L'hebdo* n° 268, p. 17).

¹⁰² *Ibid.*, p. 15.

¹⁰³ B. Dréano, « Bosnie : le débat », *Politis. L'hebdo*, n° 272, p. 16.

¹⁰⁴ C. Crenn et L. Kotobi, « Introduction », in C. Crenn et L. Kotobi (eds.), *Du point de vue de l'ethnicité...*, *op. cit.*, p. 14.

par se renforcer récemment sous « la pression des débats idéologiques, parallèlement à l'introduction plus récente des *postcolonial studies* »¹⁰⁵.

Peu travaillée par les sciences sociales françaises, inscrite dans des débats dont les implications politiques sont loin d'être négligeables, l'ethnicité est donc un thème compliqué à manier dans le débat public, surtout à propos d'une région dont on ignore les réalités historiques et nationales concrètes. Dans les débats qui ont trait aux situations balkaniques, éviter de définir les concepts employés risque toujours de produire des apories : en se positionnant contre l'essentialisation de l'ethnicité, on peut être tenté de récuser par principe l'existence d'identités ethniques, tout en décrivant les conflits comme les mettant en jeu. Le débat est donc resté dans les années 1990 nationalement déterminé, et ses impensés ont été nombreux : le refus de penser l'ethnicité est souvent lié en France au dogme de l'assimilation dominant dans la gestion de la politique d'immigration 'à la française'. C'est aussi une façon d'opposer deux prétendus modèles : la pluralité ethnique à l'anglo-saxonne et l'assimilation :

Pour décrire ces processus d'assignation catégorielle et d'organisation des relations sociales à partir de différences culturelles présumées essentielles, les sciences sociales anglo-saxonnes disposent depuis plus de vingt ans d'un concept : celui d'*ethnicity*. Le mot est en France porteur de phantasmes liés à l'image-repoussoir d'un modèle américain qui promeut l'existence des groupes ethniques et leur constitution en forces politiques au sein de la Nation. Il évoque irrésistiblement le spectre d'un 'communautarisme ethnique' en tout opposé à la tradition nationale française qui fonde la démocratie sur le lien direct non médiatisé par des groupes, entre le citoyen et l'État. On en conclut sans plus d'examen que 'la notion typiquement américaine d'ethnicité n'est pas transposable à l'analyse de la situation française' (Schnapper 1991)¹⁰⁶.

Le refus de penser l'ethnicité cache souvent une conception rigide de l'identité ethnique, proche des conceptions primordialistes qui assignent à des individus une appartenance à un groupe perçu comme une réalité immuable. Un regard sur les théories de Fredrik Barth permet de déplacer la perspective :

Le meilleur usage du terme d'ethnicité est celui d'un concept d'organisation sociale qui nous permet de décrire les frontières et les relations des groupes sociaux en termes de frontières et de contrastes culturels hautement sélectifs qui sont utilisés de façon emblématique pour organiser les identités et les interactions¹⁰⁷.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 23.

¹⁰⁶ P. Poutignat, J. Streiff-Fénart Jocelyne, *Théories de l'ethnicité...*, *op. cit.*, p.17. Les auteurs critiquent la position de la sociologue Dominique Schnapper dans son ouvrage *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990* (Gallimard, 1991), dont « la vision dynamique de la culture immigrée comme 'bricolage culturel' s'accompagne d'une conception très statique de l'identité du migrant conçue comme *héritage culturel* », *ibid.*, p. 17

¹⁰⁷ F. Barth, cité par P. Poutignat et J. Streiff-Fénart, *op. cit.*, p. 200.

Quand, entre 1991 et 1999, les débats français tournaient autour de l'existence ou non des identités ethniques dans les Balkans, peu se sont demandés dans quelle mesure la guerre comme interaction paroxystique était un facteur décisif d'affirmation des identités ethniques.

Les frontières persistent en dépit des flux de personnes qui les franchissent ; ainsi les distinctions ethniques ne dépendent pas d'une absence d'interaction mais sont au contraire les fondations même sur lesquelles sont bâtis les systèmes sociaux. Les groupes ethniques sont des catégories d'attribution et d'identification opérées par les acteurs eux-mêmes. Les similitudes et les différences culturelles sont socialement organisées¹⁰⁸.

Sur la configuration des appartenances ethniques et leurs liens avec un projet national, la distinction entre les différentes situations régionales et territoriales n'est quasiment jamais faite dans les débats français des années 1990 ; elle est pourtant décisive pour interpréter les situations concrètes. Les structures communautaires et les relations intercommunautaires ont certes joué un rôle décisif dans le basculement dans le crime intime en Bosnie-Herzégovine, mais c'est moins du fait des appartenances ethniques en elles-mêmes, en concurrence avec d'autres identifications et soumises à des fluctuations temporelles et spatiales, que de leur politisation par les forces nationalistes puis sous l'effet de la guerre. La modernisation politique portée par le modèle de l'État-nation ayant été dans la péninsule balkanique souvent génératrice de violences, la rupture du pacte yougoslave en 1991 a bien provoqué des phénomènes de nettoyage ethnique et de « basculement du *komšiluk* dans le crime », mais dans un processus de construction étatique¹⁰⁹.

Les conflits yougoslaves ont été un moment où la question du rapport entre ethnicité et projet national dans les Balkans a été éclairée sous un jour dramatique, mais rares sont les observateurs français qui les ont alors identifiés comme un phénomène de création des différences ethniques. Si la thèse du conflit interethnique a imprégné le traitement journalistique de l'éclatement de la Yougoslavie et a continué à influencer la perception commune de la région à l'étranger, une critique des conceptions primordialistes de l'ethnicité et des conflits dits inter-ethniques s'est élaboré à partir des années 1990 dans les sciences sociales anglophones, mais n'a pas été réellement discutée en France¹¹⁰. Le balkanisme a été particulièrement vif aux États-Unis où l'éclatement de la Yougoslavie était systématiquement

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 204-206.

¹⁰⁹ X. Bougarel, « Voisinage et crime intime », *Confluences Méditerranée*, n° 13, hiver 1994-1995, p. 83-98.

Le *komšiluk* définit dans l'ordre ottoman les relations de respect et de coexistence entre les communautés. Ce faisant, le respect du voisin [*komšija*] est d'abord une réassurance de la différence communautaire. Voir aussi Igor Štiks, « Being a Citizen the Bosnian Way: Transformations of Citizenship and Political Identities in Bosnia-Herzegovina », *Transitions*, n°51.1-2, 2011, p. 245-267.

¹¹⁰ Pour avoir une approche des débats sur les « conflits ethniques en Yougoslavie » dans les sciences sociales anglophones, voir Valère P. Gagnon Jr., *The Myth of Ethnic War. Serbia and Croatia in the 1990s*, Ithaca and London, Cornell University Press, [2004], 2006, Appendix, p. 195-200 ; S. P. Ramet, *Thinking about Yugoslavia...*, *op. cit.*; H. Grandits, « Wie die gewalt der Jugoslawienkriege konzeptionalisieren? Wissenschaftliche... », art. cit.

traité comme une ‘guerre des Balkans’, mais aussi en Allemagne où les représentations du Turc et de la sauvagerie ont ressurgi avec force dans les années 1990. Ces discours stéréotypés ont cependant concerné des objets différents. En contexte américain ou allemand, ils ont porté plutôt sur la sauvagerie et la violence comme caractère atavique intrinsèque à la région, alors qu’en France, la révélation de l’ethnicité comme ‘organisation sociale propre aux Balkans’ a imprégné le discours public, jusque dans les mobilisations contre la guerre et leur focalisation sur le nettoyage ethnique. Le spectre des Balkans serait donc pour les Français surtout celui de l’ethnicité perçue comme un marqueur du communautarisme ethnique, source de violence potentielle et antithèse de la civilisation. Distinguer la part d’assignation catégorielle extérieure et la part de choix dans l’ethnicité est sujet d’âpres discussions entre spécialistes outre atlantique¹¹¹, mais le contexte français des années 1990 évite plutôt de problématiser le processus concret d’ethnisation des sociétés contemporaines. D’un côté, souligner l’ethnisation des Balkans peut permettre d’affirmer par contraste son absence dans la société française -c’est alors un moyen de faire face à une peur diffuse-, de l’autre la réifier permet de ne pas la penser comme processus. L’ethnicité peut donc continuer d’être le miroir des phantasmes et des projections.

Ce n’est peut-être pas un hasard si ceux qui, du haut de leurs certitudes ou de leurs phantasmes, entendent désigner et punir, sont les hérauts de la citoyenneté et de l’Europe, les champions d’une modernité politique pourtant bien ambivalente en Bosnie-Herzégovine¹¹².

Ethnicité, famille, *zadruga* et autogestion : les passages de références

L’organisation communautaire des groupes familiaux dans les campagnes de la péninsule balkanique appelée *zadruga*, a longtemps fasciné les ethnologues occidentaux au point que certains chercheurs ont tenu à critiquer la mythification dont elle a fait l’objet. Maria Todorova, elle-même, dans ses premières recherches, réévalue la place d’un modèle communautaire dans la Bulgarie rurale. Elle conclut notamment que la structure familiale y est beaucoup plus variée que ne l’a vue la tradition ethnologique occidentale et que la *zadruga* a décliné au début du XIX^e siècle partout dans la région. Ce réexamen permet plus largement de réévaluer les thèses évolutionnistes qui font passer les structures familiales d’un modèle complexe et large vers un modèle nucléaire¹¹³. La *zadruga*, « association agricole, dont les membres unis par des liens de parenté exploitent une propriété collective », comme la décrit le

¹¹¹ P. Poutignat, J. Streiff-Fénart Jocelyne, *Théories de l’ethnicité...*, op. cit.

¹¹² X. Bougarel, « Voisinage et crime intime », art. cit., p. 88.

¹¹³ M. Todorova, *Balkan Family Structure and the European Pattern. Demographic Developments in Ottoman Bulgaria*, Budapest, CEU Press, 2006 [1993].

sociologue français Émile Sicard dans les années 1940¹¹⁴, était certes déjà en déclin au début du XIX^e siècle. Elle n'en a pas moins servi de modèle à certains théoriciens socialistes en particulier au serbe Svetozar Marković qui souhaitait ancrer les théories progressistes occidentales dans le contexte local¹¹⁵. La *zadruga* que décrit Sicard est une communauté dont le chef n'est pas l'ancêtre, mais un personnage élu et amovible, ce qui la rapproche de la communauté politique. La référence à un type d'organisation sociale, familiale et paysanne, même si la réalité de son implantation est plus complexe et surtout les cas concrets plus hétérogènes, renvoie à un modèle construit dans l'histoire et la mémoire collective des sociétés de la péninsule balkanique.

En utilisant le terme *samouprava* [autogestion/ gestion par soi même], un terme référant à l'organisation de la *zadruga*, Marković, consacré plus tard père du socialisme yougoslave, amarre le socialisme et le marxisme au contexte local, dans une vision idéalisée de cette structure traditionnelle déjà déclinante¹¹⁶. Presque un siècle plus tard en 1951, en introduisant le terme *samoupravljanje* pour qualifier le système autogestionnaire yougoslave et non *samouprava*, les dirigeants communistes ont voulu se distinguer d'un lien trop direct avec une organisation sociale et familiale, perçue comme une réalité serbe plus que yougoslave et de références largement mythifiées. Malgré cette distinction, l'héritage des structures 'égalitaires' du passé et la référence à des réalités de l'organisation familiale ont laissé des traces dans l'autogestion yougoslave et la recherche d'égalité qui l'anime, y compris dans le développement des réseaux informels, de l'organisation du pouvoir et la relation de l'individu à l'État.

Dans le contexte européen, certains auteurs ont développé l'idée d'un rapprochement entre communisme et structures familiales communautaires¹¹⁷. Cependant, ces continuités et ces transformations des structures familiales et sociales sur la longue durée, débattues, instrumentalisées ou évitées dans le contexte yougoslave puis post-yougoslave, sont presque invisibles dans la perception française des années 1990. Les intellectuels français, autant les autogestionnaires des années 1970 que, plus tard, ceux qui se mobilisent face aux guerres qui détruisent la Yougoslavie, n'ont pas la perception de ces continuités souterraines. Les débats se déroulent du point de vue des références historiques autant que des attentes militantes, plutôt de façon parallèle.

¹¹⁴ Émile Sicard, *La Zadruga sud slave dans l'évolution du groupe domestique*, Paris, Thèse Lettres Clermont Ferrand, Orphys, 1943.

¹¹⁵ Svetozar Marković, *Srbija na istoku*, in *S Književna zadruga*, Novi Sad-Beograd, 1969 [1872], p. 187-300.

¹¹⁶ S. Marković (1846-1875) ; le parti radical, qui se réclame de son héritage, éditera la revue *Samouprava* de 1881 à 1939.

¹¹⁷ Sur les conditions d'émergence et de maintien des systèmes communistes en Europe et en Eurasie en fonction des structures familiales, voir Emmanuel Todd, *L'origine des systèmes familiaux*, T. 1, *L'Eurasie*, Paris, Gallimard, 2011.

Si l'existence d'un espace conceptuel partagé est souvent illusoire, il est intéressant d'observer comment s'organisent les décalages entre les espaces nationaux ou transnationaux dans lesquels s'organisent les débats. L'héritage social de la *zadruga*, qui a beaucoup intéressé les ethnologues français avant 1945, est ignoré dans les débats sur la Yougoslavie socialiste et post-socialiste développés par les militants et les intellectuels dans les années 1990 autant que dans les décennies précédentes. D'un côté, la conception française de l'autogestion en fait une expérience neuve et novatrice. De l'autre, les considérations sur l'ethnicité que produisent les Français, alors que le pays éclate, sont tout aussi peu ancrées dans l'histoire concrète des formes d'organisations communautaires et des projets politiques qui les animent.

Si la guerre réactive en France la vision des Balkans comme région archaïque dont la modernité est absente, c'est aussi parce les passages entre le social, le politique et l'ethnique et les glissements multiples dont ils font l'objet sont presque toujours ignorés. Alors que la connaissance des réalités ethnographiques de la péninsule s'était développée au long du XIX^e et XX^e siècle, la perception des continuités sur la longue durée a toujours fait défaut. En se focalisant sur les dangers de l'ethnisation des sociétés en prise avec les nationalismes, le spectateur français même le plus attentif, prête peu attention aux processus de symbolisation. Plus conjoncturellement, si l'effort d'analyse à chaud dans les années 1990 a été réel et a pu aboutir à des conclusions pertinentes, ce qui semble faire le plus défaut, ce sont les processus et circuits de transmission des savoirs, le contexte de réception qui minimise la connaissance de la réalité matérielle au profit de visions englobantes, et encourage la prolifération des formules, telles que 'purification ethnique', favorisant en pratique les lectures nationalistes combattues... en théorie.

8.3. Une culture balkanique hors sol : Emir Kusturica et Ismail Kadaré, figures de démiurges balkaniques

Au XIX^e siècle, la poésie populaire étrangère séduisait les lettrés français et celle qui venait des Balkans particulièrement : au-delà même du philhellénisme, elle était vue comme l'expression de peuples en lutte pour leur émancipation du 'joug ottoman'. La réception française a cependant procédé à plusieurs déplacements : l'épopée était attribuée aux Grecs et aux Serbes, quasiment jamais aux autres peuples de la péninsule, et son caractère oral était souvent minoré au profit de la reconnaissance d'auteurs, à l'instar d'un Vuk Karadžić loué comme poète, moins comme linguiste¹¹⁸. Par ailleurs, l'enthousiasme pour cette expression populaire, qui allait parfois jusqu'à faire des Balkans un *Volksmuseum* -un conservatoire de traditions populaires et un réservoir d'exotisme-, renvoyait souvent au refoulement des expressions populaires dans la culture française (voir chapitre 1). Etant donnés ces antécédents, il paraît légitime de se demander quel sens donner au regain d'intérêt pour les formes de culture populaire de la péninsule balkanique, quand il se manifeste dans le contexte d'effondrement des sociétés socialistes et de médiatisation soudaine de la région au début des années 1990. Cette question est d'autant plus aigüe que la focalisation sur l'ethnicité des sociétés aboutit à des apories et risque constamment de favoriser les lectures nationalistes.

L'intérêt pour la culture balkanique se manifeste d'abord par un engouement pour la musique dite balkanique dans le sillage de la musique du monde [*world music*]. Elle est portée en France par des groupes comme Les voix bulgares et le compositeur-interprète Goran Bregović et, à leur suite, une myriade de petits groupes dont les musiciens ne sont pas toujours originaires de la péninsule¹¹⁹. Cet intérêt est aussi visible dans le succès retentissant de deux artistes devant leur carrière internationale à la consécration qu'ils trouvent en France et qui entretiennent un rapport spécifique à la culture populaire : l'écrivain albanais Ismail Kadaré¹²⁰ et le cinéaste yougoslave Emir Kusturica, dont les musiques de ses plus grands succès

¹¹⁸ M. Aubin, « La réception de Vuk Karadzic en France ... », art. cit., p. 183.

¹¹⁹ Durant la décennie 1970-1980, un des précurseurs est le groupe Bratch spécialisé dans les musiques dites 'de l'Est' et dont les musiciens sont tous français. Le Taraf de haïdouk venu de Roumanie, introduit en France par le musicien breton Eric Marchand, et le macédonien Kočani Orchestar ont connu en France le succès dans la seconde moitié des années 1990. D'autres formations musicales se lancent alors dans les musiques balkaniques à proprement parler, accueillies par des petits salons et des festivals de plus en plus nombreux (Slonovski Bal, Haïdouti Orkester, Balkart, etc.). Le festival de trompettes créé en 1961 à Guča dans le Sud de la Serbie commence à attirer un public étranger important au début des années 2000. Voir aussi I. Čolović, *Etno*, Belgrade, Biblioteka XX vek, 2006.

¹²⁰ On choisit ici d'utiliser l'orthographe française pour le patronyme Kadaré et non Kadare, puisque c'est ainsi que le font la plupart des publications françaises des années 1990 qui nous servent ici de références.

cinématographiques -*Le temps des Gitans* (1989) et *Underground* (1995)- ont d'ailleurs été composées par Bregović. Chacun à leur manière, ces artistes ont été perçus comme des démuirges incarnant leur peuple et écoutés pour leurs points de vue politiques, des attributs qui font en général défaut aux artistes contemporains des pays occidentaux. Ils ont aussi éclipsé d'autres formes littéraires et artistiques qui avaient connu un certain succès en France dans les décennies précédentes et se situaient plutôt dans des courants modernistes ou avant-gardistes, tels que les romans de Danilo Kiš, ou encore les films de la 'vague noire' du cinéma yougoslave¹²¹.

Avant 1990, Kadaré comme Kusturica avaient connu leurs premiers succès en France : le premier avait publié entre 1970 et 1991 pas moins d'une vingtaine de titres en français principalement aux éditions Fayard, alors que le second, après un prix de la première œuvre à la Mostra de Venise en 1981 pour *Te souviens-tu de Dolly Bell ?*, décrocha la Palme d'Or à Cannes pour son film *Papa est en voyage d'affaires* en 1985 alors qu'il n'était âgé que de 31 ans. Pendant ces années, ils ont été marqués par des relations complexes faites d'oppositions et de compromis avec les régimes socialistes dans lesquels ils avaient grandi. Mais c'est dans les décennies 1990 puis 2000 que se situe le couronnement de leurs succès populaires respectifs, en France puis dans le monde.

Il ne s'agit pas d'analyser les univers romanesques ou cinématographiques de ces deux artistes contemporains majeurs, encore moins d'établir sur eux un jugement critique, mais de comprendre comment la production de leurs œuvres et leur réception française nous informent sur l'expérience française des Balkans et les recadrages à l'œuvre dans les années 1990. Parce qu'ils se sont faits -volontairement ou non- les porte-voix de leurs peuples, parce qu'ils ont été perçus par un public français comme capables de donner des clés pour comprendre des régions vues comme tourmentées, leurs œuvres et conjointement les visions qu'ils ont proposé des Balkans ont évolué en fonction des événements qui ont traversé la région : la fin des régimes communistes, la désintégration de la Yougoslavie et les recompositions entre les États, les sociétés, les identités politiques et ethniques. Leurs œuvres et leurs personnes respectives ont offert des espaces de projection où la culture renouait avec l'ambition de donner une voix au peuple, au moment où ces peuples étaient singulièrement malmenés par les guerres, les crises économiques et identitaires. Une attention aux contextes de production et aux parcours des artistes permet aussi d'aborder la transformation des usages de la culture populaire et le brouillage entre l'idée du peuple au sens social et au sens ethnique avec ses conséquences esthétiques et politiques.

¹²¹ Avec, entre autres, les cinéastes Dušan Makavejev, Aleksandar Petrović, Živojin Pavlović, Mića Popović, Želimir Žilnik.

Pourvoyeurs de clés et démiurges de monde(s) balkanique(s)

J'avais lu un essai d'Ismaïl Kadaré, *Eschyle ou le grand perdant*, où il écrivait que dans le nord de l'Albanie, rien n'avait changé depuis Eschyle, il y a deux mille cinq cents ans. La vision du film a commencé avec cette région où le temps ne passe plus. J'avais envie de quelque chose d'archaïque et d'opératique. Avec des codes : respecter les rites des funérailles, des noces, rituels des hommes face aux femmes¹²².

C'est en ces termes que l'actrice Fanny Ardant décrit en 2009 l'origine de *Cendres et Sang*, son premier film en tant que réalisatrice, un drame familial qui se déroule dans un pays jamais nommé mais qui « évoque fortement les Balkans », selon le critique Philippe Azoulay, « une histoire gorgée de haine et de secrets [...] où, comme chez Gatlif, tout ici n'est que passion et emportements »¹²³. On y suit une femme d'âge mûr qui revient au pays, en compagnie de ses deux fils élevés en France, devenus adultes et qui découvrent peu à peu le passé caché de leur mère, la raison de son départ, l'archaïsme des mœurs locales. L'intrigue se noue autour de crimes passés et impunis, qui appellent réparation à l'occasion de noces et de retrouvailles familiales. Si le critique concède que le film est par moment inégal, il en souligne néanmoins l'attrait : « il y a là des choses qu'on ne dit plus, des histoires de clans, de sang, de vengeance, qui résonne avec l'histoire, avec les racines du mythe »¹²⁴.

Le film a été tourné en Transylvanie (Roumanie) alors que l'Albanie évoquée n'est jamais nommée, et que l'époque n'est pas précisée ; elle « pourrait être aussi bien dans les années 1950 que l'année dernière », selon la réalisatrice qui justifie le bien fondé de ces décontextualisations¹²⁵. En situant son action dans un ailleurs imaginaire mais pourtant connoté, dans des Balkans dont l'écrivain Kadaré semble avoir fourni les clés, l'actrice-réalisatrice déclare y retrouver une pleine liberté créatrice :

J'inventais un terrain vierge, où je pouvais rêver d'une histoire et la mettre en scène sous la coupe de sentiments extrêmes : vengeance, amour, drames. L'opéra est mon modèle : c'est le dernier endroit où ça hurle à bon escient¹²⁶.

¹²² Fanny Ardant, « Comme à l'opéra, ça hurle à bon escient », entretien avec Philippe Azoulay, *Libération*, 9 septembre 2009, p.VI.

¹²³ Philippe Azoulay, « 'Cendres' de gravité », *Libération*, 9 septembre 2009, p. VI. Tony Gatlif, cinéaste français, auteur notamment de *Latcho Drom* (1993), *Gadjo Dilo* (1997), *Transylvania* (2006), a pour thème le monde rom dans les Balkans et l'Europe de l'Est.

¹²⁴ Ibid., p. VI.

¹²⁵ « Pour ne pas parler d'un pays dont je ne suis pas ressortissante. C'est une question de légitimité. Ni tomber dans le piège du folklorisme », justifie Fanny Ardant (« Comme à l'opéra... », art. cit.)

¹²⁶ Ibid.

Mais l'écrivain n'inspire pas seulement des actrices ou des journalistes. L'intérêt des scientifiques pour son œuvre s'exprime aussi à travers une fascination pour le monde mystérieux auquel elle donne accès :

Balançant entre le réel et l'imaginaire, l'œuvre d'Ismail Kadaré exerce sur les spécialistes du monde méditerranéen une sorte de fascination. Elle campe une Albanie où résonne, avec plus d'intensité qu'ailleurs, des rumeurs tragiques et familiales : celles de devoir familiaux, de légendes qui auraient traversé les siècles, de batailles et de conquêtes qui taraudent les mémoires, de schismes et de conversions forcées, de violences au nom de la religion, du destin des empires, de la fierté des nations, de la lourde chape du totalitarisme. Comme si tous les démons et les mirages d'une interminable histoire méditerranéenne s'étaient donnés rendez-vous dans ce petit territoire coincé entre les mondes slaves et grecs¹²⁷.

C'est ainsi que l'anthropologue Christian Bromberger introduisait en 2003 l'écrivain dans sa préface à un ouvrage d'entretiens ayant pour titre *L'Albanie entre la légende et l'histoire*, publié à l'occasion d'une manifestation scientifique à laquelle il était invité :

S'étonnera-t-on, à l'énoncé de ces thèmes d'inspiration et d'engagement romanesques, que l'œuvre de Kadaré occupe une place singulière pour tous ceux qui s'intéressent au monde méditerranéen ? C'est d'abord pour débattre des rumeurs et des drames persistants - qui ont pour noms la vengeance et l'endogamie familiale, les conflits religieux et « ethnique » dans les Balkans - que nous avons convié le grand écrivain albanais à la IIe Conférence Germaine Tillion d'Ethnologie méditerranéenne¹²⁸.

Alors qu'il est d'usage de distinguer travail scientifique et œuvre littéraire, l'invitation ainsi présentée ignore les précautions habituelles concernant le rapport de la fiction au réel. Force est de constater que l'écrivain albanais a souvent été tout au long des années 1990 sollicité pour parler de l'Albanie et des Balkans, de « donner des clés pour [les] comprendre »¹²⁹, devenant une sorte d'ambassadeur dépositaire d'un savoir sur son pays :

Même s'il se défend d'être un écrivain albanais, Ismail Kadaré est d'abord, pour le public français et occidental, l'écrivain de l'Albanie, celui qui fit connaître ce pays fermé et mal connu, victime à l'intérieur d'une dictature redoutable et à l'extérieur de l'indifférence et de stéréotypes grossiers¹³⁰.

Ce livre n'est pas le seul à présenter Kadaré, l'écrivain « prométhéen »¹³¹, comme le détenteur des clés de la mystérieuse Albanie ou encore « la seule voix entendue à l'extérieur de l'Albanie »¹³². Nombre de publications françaises des années 1980 et 1990 le font explicitement.

Dans son *Lexique subjectif d'Emir Kusturica*, le photographe Matthieu Dhennin, ayant travaillé avec le réalisateur, introduit le glossaire qu'il a réalisé sur le cinéaste et son univers,

¹²⁷ Christian Bromberger, « Préface », in G. de Rapper et I. Kadaré, *L'Albanie...*, *op. cit.*, p. 9.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 11-12.

¹²⁹ *Ibid.*, 4^e de couverture.

¹³⁰ G. de Rapper, *ibid.*, p. 81.

¹³¹ Eric Faye, *Ismail Kadaré, Prométhée porte-feu*, Paris, José Corti, 1991.

¹³² I. Kadaré et Fernandez D. Recatalà, *Les quatre interprètes*, Paris, Stock, 2003, 4^e de couverture.

avec la retranscription de plusieurs rêves présentés comme « kusturiciens »¹³³. Plutôt cauchemardesques, ils ressemblent à des scénarios archétypaux composés de bribes d'images empruntées à ses films –surtout à ceux postérieurs à 1989 : *Le temps des gitans*, *Underground*, *Chat noir, chat blanc*, *La vie est un miracle*-, tout en faisant appel à un réservoir d'images plus anciennes sur les Balkans : tziganes, musiciens, sentiments extrêmes, alliances des contraires, fêtes, mariages et enterrements. La qualité principale attribuée à l'artiste est celle du démiurge, capable de faire émerger un monde fortement archétypal.

Rêve numéro un : je cours dans une ruelle sombre. Je cours pour tenter d'échapper à une bande de furieux musiciens criant, soufflant, jouant, et tirant en l'air avec des armes à feu. Je cours dans le noir, je tourne à droite puis à gauche pour tenter de leur échapper. Quand je me retourne, ce sont des soldats que je vois, et ils continuent de tirer. La musique s'est tue, à moins qu'elle ne soit couverte par le bruit des armes à feu et des bombes qui s'écrasent. La ville flambe autour de moi. Je cours toujours. J'entends des menaces dans des langues inconnues aux accents slaves. Je me retourne encore : en fait ce sont des animaux qui me courent après et qui vocifèrent de leurs cris aigus. Tout un zoo est à mes trousses. Des animaux sauvages aux plus inoffensifs, des lions, aux dindons, des ânes aux éléphants, tous courent, finissent par me rattraper, et moi, essoufflé, je trébuche et je tombe, sans fin, dans un puits¹³⁴.

Si on en croit leurs lecteurs français enthousiastes, ces artistes ouvrent la porte à des mondes assez similaires : mystérieux et défiant les repères de la réalité quotidienne, leurs univers sont pleins de métamorphoses (les musiciens s'y transforment en soldats et les humains en animaux), les extrêmes s'y rejoignent, et la société y est sans demi-mesure (les voitures sont soit des Trabant, soit des Cadillac). Dans ce monde paradoxal, qui défie les lois de la rationalité, jusqu'aux lois de la physique (ce qui est en haut semble en bas), les contraires se rejoignent (les vivants ressemblent à des morts).

Rêve numéro trois : je nage sous l'eau. Je respire, je nage, je marche même au fond de l'eau. Je croise un poisson dont les deux yeux sont du même côté. Un turbot sans doute. Je rencontre des gens. En fait tout le monde semble vivre sous l'eau, mais les vivants semblent morts, à moins qu'ils n'attendent le bon moment pour mourir ; et les morts semblent vivants, à moins que ce ne soient leurs esprits, apaisés, revenus de l'au-delà. Tous font la fête, chantent des chansons à la gloire de Tito, boivent de l'alcool, jouent de la musique et tirent avec leurs pistolets. Mais les bruits sont étouffés. Rien ne parvient à mes oreilles. Des voitures roulent à mes côtés, ce ne sont que des Trabant ou des Cadillac. Je suis toujours sous l'eau, et il se met à pleuvoir. Je commence à manquer d'air ; mais ce qui est en haut semble être en bas, et inversement : je n'arrive pas à revenir à l'air libre. Je m'agite, je remue, je panique »¹³⁵.

Le temps semble s'être arrêté (on pourrait être aujourd'hui ou dans les années 1950 ou même dans l'Antiquité, puisque rien n'est arrivé depuis Eschyle), et des lois archaïques comme les règles du *Kanun* qui remonte à la nuit des temps, sont encore en vigueur. Il s'agit d'un monde

¹³³ Matthieu Dhennin, *Le lexique subjectif d'Emir Kusturica*. Lausanne, L'Âge d'homme, 2006, p. 9-10. Il a aussi réalisé une « kustupedia » sur le modèle de wikipédia, une encyclopédie en ligne sur l'univers du réalisateur : www.kustu.com/ (consulté le 15/03/15)

¹³⁴Ibid., p. 9.

¹³⁵ Ibid., p.10.

sanglant où résonne avec plus d'intensité qu'ailleurs les conflits et les drames, les « batailles et les conquêtes qui taraudent les mémoires, [les] schismes, [les] conversions forcées, [la] violence au nom de la religion, [le] destin des Empires, [la] fierté des nations, [la] lourde chape de plomb du totalitarisme »¹³⁶.

Si on retrouve dans les évocations de ces univers artistiques des caractéristiques attribuées aux Balkans par le discours balkaniste -temps arrêté, archaïsme, absence de rationalité, violence voir sauvagerie-, elles sont formulées sous un angle positif et offrent l'attrait du mystère, de l'exotisme et des formes baroques ou lyriques. L'essentialisation des réalités balkaniques n'en est pas moins patente. On peut certes estimer qu'il s'agit d'une forme d'autoexotisation et donc de reprise du discours balkaniste par des ressortissants des Balkans¹³⁷. Elle a incontestablement permis à ses auteurs d'atteindre le succès et même la consécration internationale, pour laquelle la France a été le tremplin. Que les frontières soient brouillées entre fiction et investigation du réel n'est pas un problème en soi, puisqu'il est d'usage que l'artiste donne accès à une vérité subjective. La question s'est ici cependant déplacée : d'une part, ces artistes ont pris dans le monde réel des positions politiques pour lesquelles ils ont été écoutés, d'autre part, ils ont été vus comme les éminents représentants d'une culture balkanique à la lois contemporaine et atemporelle. Tous les deux sont à leur manière venus appuyer des formes de croyances dans le retour de conflits anciens, dans l'existence des Balkans comme région à part, soumise à des lois différentes de celles dictées par la rationalité européenne, même si chacun a présenté aussi sa patrie comme un rempart contre un 'autre' asiatique et barbare. Ils sont les auteurs d'une œuvre romanesque ou cinématographique, mais ils ont aussi fortement contribué à créer une vision des Balkans.

Contextes de production et de réception

Les œuvres d'art et les œuvres de l'esprit n'ont pas en soi de sens stable, universel et figé.

Elles sont investies de significations plurielles et mobiles, construites dans la négociation entre une proposition et une réception, dans la rencontre entre les formes et les motifs qui leur donnent leurs structures et les compétences ou les attentes des publics qui s'en emparent¹³⁸.

Cette dimension de l'œuvre d'art est d'autant plus sensible pour des œuvres qui s'inscrivent dans des parcours transnationaux et dont le pays d'origine a subi des bouleversements

¹³⁶ C. Bromberger, « Préface »..., *op. cit.* p. 9.

¹³⁷ M. Todorova, *Imagining...*, *op. cit.*, p. 69

¹³⁸ R. Chartier, *Au bord de la falaise, L'histoire entre certitudes et inquiétudes*. Paris, Albin Michel, 2009, nouv. éd. rev. et aug., p. 114.

politiques et sociaux sans précédents. En effet, à partir de 1990-1991, le contexte initial d'élaboration est en train de disparaître : d'un côté, la Bosnie se développant face aux cultures dominantes de Belgrade et Zagreb a sombré dans la guerre. De l'autre, l'Albanie gouvernée par la terreur, où la société nouvelle s'élaborait dans le dogme de la destruction des traditions, se réveille du cauchemar de la dictature. La reconnaissance de ces deux artistes en France, dans une culture perçue comme prestigieuse, a également eu des conséquences sur leur réception dans leurs pays d'origine ainsi que sur celle de leurs pairs.

Produites dans un champ qui a ses règles, ses conventions, ses hiérarchies, les œuvres s'en échappent et prennent densité en pérégrinant, parfois dans la très longue durée, à travers le monde social. Déchiffrées à partir des schémas mentaux et affectifs qui constituent la culture propre (au sens anthropologique) des communautés qui les reçoivent, elles deviennent en retour, une ressource pour penser l'essentiel : la construction du lien social, la conscience de soi, la relation au sacré¹³⁹.

La façon dont ces œuvres font sens dans le paysage culturel français est donc fortement liée aux événements qui traversent les Balkans : on lira Kadaré en cherchant à comprendre comment le peuple albanais a été traumatisé par le régime d'Enver Hoxha et ce qui se passe dans l'Albanie post-communiste. À partir de 1997, on va chercher chez l'écrivain des clés pour éclairer le conflit albano-serbe au Kosovo, d'autant plus que l'auteur écrit alors un roman et un essai et en réédite un autre sur le sujet¹⁴⁰. Dans les films de Kusturica à partir d'*Underground* (1995), on lira des évocations de la désintégration de la Yougoslavie. Ces attentes du public sont d'autant plus fortes que les artistes ont eux-mêmes alimenté l'intérêt par leurs prises de position par rapport aux événements. Il est remarquable qu'ils aient pu ainsi tenir ce rôle en France où les écrivains et artistes l'ont perdu, depuis la disparition de la génération des Gide, Sartre, Aragon ou Picasso, « la décomposition du pouvoir spirituel laïque de l'écrivain, décomposition s'inscrivant dans un mouvement plus général de désacralisation et de sécularisation du monde »¹⁴¹.

Emir Kusturica : des 'nouveaux primitifs' à la consécration cannoise

Emir Kusturica, né à Sarajevo en 1954, d'un père fonctionnaire du Parti, a étudié dans la très réputée école de cinéma de Prague [*Filmová i televizní fakulta akademie múzických umění v Praze*, FAMU] comme ses aînés Srdjan Karanović (né en 1945), Goran Marković (né en 1946), Rajko Grlić (né en 1947) et Goran Paskaljević (né en 1947) qui forment ce qu'on a appelé le groupe de Prague [*Pražka grupa*] et l'école tchèque [*česká škola*] du cinéma yougoslave. Au

¹³⁹ R. Chartier, *Au bord de la falaise...*, op. cit., p. 114.

¹⁴⁰ *Le cortège de noce s'est figé dans la glace* (Fayard 1987, 1990 ; Le livre de Poche, 1992), *Trois chants funèbres pour le Kosovo* (Fayard, 1998), *Il a fallu ce deuil pour se retrouver*. *Journal du Kosovo* (Fayard, 2000).

¹⁴¹ P. Grémion, *Modernisation et progressisme ...*, op. cit., p. 198

début des années 1980, Kusturica tourne ses premiers films –*Te souviens-tu de Dolly Bell ?* (1980) et *Papa est en voyage d'affaires* (1985)- et enseigne à la nouvelle académie des arts dramatiques de Sarajevo, alors que la ville, longtemps provincialisée, connaît un renouveau culturel après les Jeux Olympiques d'hiver de 1984. Sarajevo est alors le creuset du mouvement des *Novi primitivci* [Nouveaux primitifs]. Il a été lancé par le musicien Elvis J. Kurtović et Nele Karajlić, le leader du groupe de pop-rock *Zabranjeno pušenje* [Interdiction de fumer], avec lequel Kusturica a joué comme bassiste en 1986. Une autre source du mouvement a été la pièce *Audicija* [Audition] créée au sein de la scène alternative Obala par des étudiants des arts dramatiques. Il s'agit d'un mouvement surtout musical et scénique, qui influence aussi les arts visuels et la culture urbaine de Sarajevo. En réaction à la culture prétendument raffinée des capitales Belgrade et Zagreb, les *Novi primitivci* s'approprient avec une distance ironique des symboles attribués à la culture rurale locale, perçus comme les signes du sous-développement de cette république jugée orientale. Ailleurs en Yougoslavie, en particulier en Slovénie, le groupe de rock *Laibach* et le mouvement artistique de la *Neue Slovenische Kunst* pratiquent des formes comparables de déstabilisation des symboles en jouant sur le kitsch, à la manière du *pop art*.

Ce besoin d'émancipation artistique manifesté par la jeune génération est peut-être comparable à la culture hip hop, à la fois par son autosuffisance et par sa révolte contre la marginalisation culturelle¹⁴².

Néanmoins, à la différence de leurs homologues américains à leurs débuts, les artistes bosniens n'étaient pas socialement marginalisés et la rue n'était pas leur seul lieu d'expression. Revendiquant une tradition satirique locale, mais aussi l'héritage d'humoristes britanniques tels que les *Monty Python*, ils traitent l'actualité et ses questions polémiques : la religion, les appartenances ethniques et nationales. À la fin des années 1980, des membres des *Novi Primitivci* créent l'émission radiophonique puis télévisée *Top lista nadrealista* [hit-parade surréaliste] qui connaît un vif succès. Abordant avec dérision les nationalismes montants, elle se révélera tristement prémonitoire dans son évocation de la guerre à venir. La guerre disperse le groupe et les prises de position de certains membres serbes qui ont rejoint Belgrade attirent de vives critiques dans Sarajevo assiégée¹⁴³. En 1997, ces derniers ont reformé le groupe sous le nom de *No Smoking Orchestra* puis composé les bandes son des films de Kusturica à partir de 1998.

Le surréalisme revendiqué est bien sûr très différent des avant-gardes historiques et il n'y a aucune réalité idéale à atteindre. En jouant avec les symboles et en pratiquant les

¹⁴² Nermina Zildžo, « Ma terreur d'oublier est plus grande que ma terreur de me souvenir. L'art contemporain à Sarajevo », *Au sud de l'Est*, n°4, p. 44.

¹⁴³ Sur l'histoire des *New primitives* et les liens que Emir Kusturica entretient avec ce groupe, voir Pavle Levi, *Disintegration in Frame. Aesthetics and Ideology in the Yugoslav and Post-Yugoslav Cinema*, Stanford University Press, 2007. [*Raspad Jugoslavije na filmu*, Belgrade, Biblioteka XX vek, 2009, p. 98-127.]

détournements humoristiques et la satire, ces artistes se sont intéressés, non seulement à la musique pop mais à toutes les formes de culture populaire et de culture de masse comme la chanson, la bande dessinée, l'univers sportif, en particulier le football et la culture des supporters. De son côté, la culture pop des années 1970-1980 appelée parfois la « septième république », qui avait porté une culture alternative au conformisme socialiste dans toute la Yougoslavie, n'a pas été le vecteur d'une contestation audible aux nationalismes une fois confrontée à la désintégration de la société¹⁴⁴. Au contraire, on a assisté à la dissolution de nombreuses formations musicales et à des radicalisations individuelles, alors que la musique populaire était investie par les entrepreneurs nationalistes, particulièrement en Serbie. La scène musicale des années 1990 revisite alors le répertoire de chansons traditionnelles en la mixant avec des rythmes électroniques ; on parle de 'musique recomposée' [*novokomponovana muzika*] ou *turbofolk*. Ce genre florissant envahit les ondes et plusieurs de ses vedettes, telle que la chanteuse Svetlana Veličković Ceca qui épouse en 1995 Željko Ražnatović dit Arkan, le chef d'un groupe paramilitaire serbe, ont accompagné sans complexe la mobilisation nationaliste et guerrière en Serbie.

Les premiers films de Kusturica *Te souviens-tu de Dolly Bell ?* et *Papa est en voyage d'affaires*, produits et tournés en Bosnie, portent les traces de l'influence du cinéma centre-européen et de l'enseignement délivré à Prague. Produit par Bosna Film, *Papa est en voyage d'affaires*, servi par une équipe d'acteurs yougoslaves de premier plan -Predrag Manojlović, Mira Furlan, Mirjana Karanović- et le scénario du poète sarajévien Abdulah Sidran, reçoit à Cannes la récompense suprême en 1985. C'est Miloš Forman, cinéaste tchèque exilé aux États-Unis qui est président du jury et révèle alors au public français un cinéaste encore inconnu. Même dans l'univers emprunt de réalisme poétique et nostalgique de ses débuts, Kusturica a pratiqué avec virtuosité les décalages humoristiques, la fantaisie et l'univers onirique et usé de références souvent difficilement perceptibles hors du contexte yougoslave. Les détails de la vie de ce pays socialiste des années 1980 (*Te souviens-tu de Dolly Bell ?*) et 1950 (*Papa est en voyage d'affaires*) ne captive pourtant pas réellement le public français : le premier film est passé inaperçu en France et le second, chaleureusement accueilli par la critique, a été vu comme une critique légère des purges communistes. C'est en 1989, *Le Temps des gitans*¹⁴⁵ qui consacre le réalisateur une nouvelle fois à Cannes du prix de la mise en scène, et lui offre un succès populaire en France. Mais la facture du film est radicalement différente : revendiquant l'influence de Gabriel Garcia Marquez et de son 'réalisme magique', comparé alors à Federico Fellini, le réalisateur sarajévien propose une vision du monde des Roms en démesure, alliant le

¹⁴⁴ Ante Perković, *Sedma republika. Pop kultura u YU raspadu* [la septième république. La culture pop et l'éclatement de la Yougoslavie], Zagreb, Belgrade, Novi Liber, Glasnik, 2011.

¹⁴⁵ *Dom za vešanje* [une maison qui doit être pendue, selon la traduction littérale].

grotesque au féérique et portée par la partition musicale de Goran Bregović qui y recycle de nombreux thèmes musicaux de son groupe de pop folk *Bijelo Dugme*. Les références à la vie quotidienne yougoslave se sont effacées. Vu de l'hexagone, un style est né, porté par des plan-séquences interminables tels que les pratiquait alors le cinéaste hongrois Miklós Jancsó. L'imagination flamboyante du réalisateur offre au spectateur occidental un feu d'artifice d'images magistralement montées et une entrée dans un monde inconnu qui se prête déjà à de nombreuses symbolisations :

Kusturica, avec ce lyrisme qui lui va si bien est devenu immortel. Il a créé un style unique, reconnaissable et inimitable, incompréhensible pour la grande majorité des décideurs du cinéma, qui fonctionne à merveille sur les populations. Les gens vont admirer un Kusturica de la même façon qu'ils iraient se recueillir devant une peinture ou écouter un opéra. Ses expositions se déroulent dans des salles obscures et envahiront bientôt le petit écran. Car Kusturica est un réalisateur culte. C'est un artiste populaire. Il réussit ce dont les politiques ont toujours rêvé : créer un parti stable. Son programme est clair : « vous n'avez aucune chance de survie mais voici un moyen d'améliorer votre existence : envolez-vous ! ». ¹⁴⁶

Sarajevo le fête alors d'abord parce qu'il incarne une revanche par rapport aux élites culturelles de Belgrade et de Zagreb. En mai 1995, alors que la guerre ravage encore son pays, sa seconde Palme d'Or cannoise pour son nouveau film *Underground* le fait rentrer dans le club très fermé des doubles palmés. Malgré une tradition cinématographique bien établie, Kusturica est le premier réalisateur à donner à son pays un succès international, non seulement critique (comme avant lui, Aleksandar Petrović, Želimir Žilnik, Dušan Makavejev) mais aussi populaire¹⁴⁷. Produit du cinéma yougoslave, le cinéaste est pourtant considéré en France dès ses premiers succès comme une figure indépendante, un novateur et un rebelle.

Pendant et après la guerre, malgré des controverses sur ses prises de position, son succès va aussi éclipser en France d'autres cinéastes de sa génération et plus jeunes. Même s'ils ont reçu des prix prestigieux et acquis une reconnaissance à l'étranger, plusieurs cinéastes ex-yougoslaves dont les films traitent des événements récents dans leur pays sont restés confinés au cercle des cinéphiles : Danis Tanović qui reçut l'Oscar du meilleur film étranger aux États-Unis, le prix du meilleur scénario à Cannes et le prix européen du meilleur scénario pour *No Man's Land* en 2001, Pjer Žalica lauréat du Léopard d'Argent au Festival de Locarno pour *Au Feu ! [Gori Vatra]* en 2003, Srdjan Vuletić, lauréat du Festival de Rotterdam avec *L'été dans la vallée d'or [Ljeto u Zlatnoj dolini]* en 2003 ou encore Jasmila Žbanić, dont le film *Sarajevo mon amour [Grbavica]* remporta l'Ours d'Or à Berlin en 2006. C'est donc *ex-nihilo* et, d'une

¹⁴⁶ Jean-Marc Bouineau, *Le petit livre de Emir Kusturica*, SpartOrange, Paris, 1993, p. 12.

¹⁴⁷ Avant lui, un des rares films yougoslaves qui ait connu un succès populaire à l'étranger, *J'ai même rencontré des tziganes heureux [Skupljači perja – les ramasseurs de plumes]* d'Aleksandar Petrović (1967) avait aussi pour thème le monde gitan.

certaine façon, seul sur le plateau qu'a évolué Emir Kusturica en France à partir des années 1990 en artiste total -réalisateur, acteur, musicien- et démiurge volcanique.

Ismail Kadaré : de la peinture de la dictature au chantre de l'albanité

Né en 1936 à Gjirokäster dans le sud de l'Albanie, Ismail Kadaré a étudié la littérature à Tirana puis à l'Institut Gorki de Moscou qui lui ouvre les portes d'un univers littéraire international. Entre 1970 et 1991 sont publiés en France près d'une vingtaine de ses livres (en majorité des romans ou nouvelles), presque tous aux éditions Fayard qui devient son éditeur principal, détenteur de ses droits mondiaux. Dès cette époque, lors de ses nombreux voyages et séjours en France, il fréquente un cercle d'artistes, d'intellectuels et de personnalités du monde des médias et du cinéma, dont le réalisateur Costa Gavras, le présentateur de télévision Michel Drucker et l'acteur Michel Piccoli. Il se lie aussi d'amitié avec son éditeur Claude Durand, directeur des éditions Fayard depuis 1980. En même temps, il voyage beaucoup, représente l'Albanie à des congrès d'écrivains à l'Est comme à l'Ouest et n'hésite pas à fréquenter les ambassades d'Albanie. Il se présente comme un écrivain européen qui aime à invoquer Faulkner, Rimbaud, Pierre Loti, les classiques grecs et russes.

Après *Le général de l'armée morte* (1968, publié en France en 1970) les romans qui font son succès dans les décennies 1970 et 1980 - *Les tambours de la pluie* (1970, publié en France 1972) *Chronique de la ville de pierre* (1970, publié en France en 1973), *Le grand hiver* (1973, publié en France en 1978) ou encore *Le palais des rêves* (1981, publié en France en 1990)- ont pour décor l'Albanie, souvent située avant 1945 ou dans un passé plus lointain. Ce choix a l'avantage d'éviter le contemporain. L'auteur exprime très tôt sa préoccupation d'albanologue, attentif à décrire un monde marqué par les traditions, à présenter la richesse de la poésie populaire nationale et à exploiter les rapprochements entre les mythes grecs et le fond épique albanais¹⁴⁸. Son œuvre est alors reçue dans la constellation des romans venant de l'Est -avec des auteurs comme Alexandre Soljenitsyne, Milan Kundera, Miloš Crnjanski ou encore Danilo Kiš-, et dans le contexte des relations culturelles et politiques Est-Ouest. Les quêtes métaphysiques de ses personnages pris dans des univers étranges et inquiétants, sont appréciées à l'aune de ce qu'on sait ou imagine du monde communiste.

Le contexte idéologique est certes un facteur décisif pour comprendre comment l'œuvre se constitue, sous la pression de la censure et autocensure. Plusieurs des livres de Kadaré ont dû être remaniés ou ont été purement et simplement interdits, l'écrivain a été plusieurs fois sous

¹⁴⁸ L'écrivain a publié plusieurs essais sur la poésie et l'ethnologie du peuple albanais. En français : *Nos chansons de gestes*, Tirana, 8 Nëntori, 1979 ; *Autobiographie d'un peuple en vers*, Tirana, 8 Nëntori, 1988 ; *Eschyle ou l'éternel perdant*, Fayard 1988 .

pression policière forte. Pourtant, il réussit à se faire une place dans la littérature albanaise officielle qu'il a représentée à l'extérieur avant 1990. Le premier roman d'Ismail Kadaré, *Le général de l'armée morte* n'était nullement un samizdat puisqu'il fut à l'édition française proposé par l'ambassadeur d'Albanie, Javer Malo, qui avait dans ce milieu de nombreux contacts¹⁴⁹. De son côté, Kadaré décrit ainsi ses relations avec le régime communiste : « Je savais bien qu'au fil des années, notre esprit avait été déformé, hanté qu'il était par leurs propres fantasmagories¹⁵⁰ ». Il décrit son œuvre comme sombre mais sans haine, ce qui « suffisait pour faire de cette œuvre une contre-culture au milieu des réjouissances stériles des communistes »¹⁵¹. Après plusieurs tentations d'exil dans les années 1980, il quitte l'Albanie pour la France en 1990, un geste qu'il explique alors par sa volonté de ne pas cautionner un pouvoir qui prétendait se libéraliser sans engager des réformes, un geste « pour accélérer le processus de démocratisation qui n'avait pas commencé en Albanie »¹⁵².

Au début des années 2000, la publication de ses œuvres complètes permet de mesurer le volume impressionnant de sa production : douze tomes ont été publiés par Fayard entre 1993 et 2004 comprenant pour l'essentiel ses œuvres de fiction et de poésie¹⁵³. Traduits dans une quarantaine de langues, il est devenu un monument. Si certains ont estimé que le succès de l'écrivain devait beaucoup à son traducteur en français Jusuf Vrioni qui fut d'abord anonyme¹⁵⁴, la reconnaissance de son œuvre en France a été acquise dès les premiers romans. Malgré un réel effort de traduction et la publication en France à partir de 1990 d'autres écrivains albanais, tels que par exemple Fatos Kongoli, Besnik Mustafaj ou Ornela Vorpsi¹⁵⁵, Ismail Kadaré est bien devenu l'auteur de l'Albanie, celui qui a éclipsé tous les autres.

Storytelling épique et géopolitique des Balkans

Le succès de ces artistes en France au moment où leurs pays respectifs sont sous le feu des projecteurs médiatiques a eu pour effet de faire des imaginaires qu'ils ont produit la matière

¹⁴⁹ G. de Rapper, « Ismail Kadaré et l'Albanie, paysage d'une œuvre », in I. Kadaré et G. de Rapper, *L'Albanie entre la légende...*, op. cit. L'écrivain raconte pour sa part comment il présenta au début des années 1970 son deuxième roman à l'éditeur d'Hachette littérature en compagnie de l'ambassadeur d'Albanie à Paris, in *Invitation à l'atelier de l'écrivain*, suivie de *Le poids de la Croix*, Fayard 1991, p. 143. Voir aussi le témoignage de Nils Andersson qui séjourna de 1967 à 1972 en Albanie à l'invitation des autorités albanaises pour vérifier les traductions vers le français, « Celui par qui Kadaré est arrivé... », *Les Temps Modernes*, 51^e année, Janv.-fév. 1996, n° 586, p. 88.

¹⁵⁰ *Invitation à l'atelier...*, op. cit., p. 532.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 540.

¹⁵² « Entretien avec Ismail Kadaré », *L'Albanie entre la légende...*, op. cit., p. 71.

¹⁵³ Pour une bibliographie des traductions françaises, voir Ariane Eissen et Véronique Gély (eds.), *Lectures d'Ismail Kadaré*, Paris, Presses universitaires de Paris-Ouest, 2011, p. 341-357.

¹⁵⁴ Nils Andersson, « Celui par qui Kadaré est arrivé... », art. cit., p. 88.

¹⁵⁵ Par exemple six romans de Fatos Kongali ont été traduits et publiés aux Éditions Rivages à partir de 1997 ; huit ouvrages (romans et récits) de la romancière et photographe Ornela Vorpsi sont parus chez Actes sud (traduits de l'italien) à partir de 2004 et plusieurs romans de Besnik Mustafaj sont parus aux éditions Fayard et L'esprit des Péninsules à partir de 1994.

d'une vision commune sur leur pays. Leurs œuvres sont devenues, à la faveur des crises des réservoirs d'images et d'émotions, un langage disponible pour penser la géopolitique des Balkans et la poésie d'un territoire mystérieux. Un processus complexe d'interprétation et d'appropriation d'un univers étranger est ici à l'œuvre, les éléments que le lecteur retient d'un auteur étant la corrélation entre ce que ce dernier livre et ce que le lecteur ou spectateur y lit.

Des thèmes récurrents et très tôt affirmés participent à la constitution de cette vision particulière : la dénonciation des empires et la glorification de la nation albanaise et de sa langue imprègnent les œuvres de Kadaré qui paraissent en français dès les années 1980. La magie tzigane, la démesure et la poésie étrange des Balkans ont déjà fait le succès du film de Kusturica *Le temps des Gitans* en 1989. Les crises et leur médiatisation dans la décennie 1990 transforment le cadre de réception de ces œuvres, autant qu'elles ont des conséquences sur le processus de création lui-même.

Si le rapport entre idéologie et forme culturelle dans un espace politique donné se donne plus aisément à analyser, la question qui se pose ici est celle de la nature des rapports entre idéologie, vision du monde et formes artistiques dans des œuvres produites par des auteurs étrangers, ayant pour thème principal un pays étranger. L'hypothèse que nous formulons est que l'expérience française des Balkans trouve une expression dans ces succès. La vision des Balkans qui rencontre en France son public est marqué non seulement par le discours balkaniste, mais aussi par une forme narrative qu'on peut qualifier de *storytelling* épique, un art de raconter qui développe, élabore et compose sur un modèle épique. À un moment où de nouvelles expériences ont besoin de récits pour se dire, ces compositions peuvent s'avérer très efficaces et apporter des réponses face aux ruptures d'intelligibilité.

Référent à une culture populaire des Balkans

Ismail Kadaré et Emir Kusturica exploitent des formes de culture populaire d'une manière différente. Le premier se réfère explicitement depuis ses premiers livres à un fond de la littérature orale albanaise, il cherche à s'y inscrire et à le décrypter en spécialiste et en écrivain. Le second procède plutôt à des citations d'éléments d'un folklore visuel et scénique (musiciens, roms, bestiaire, coutumes dites ancestrales, etc.) dans le contexte de désintégration de la société yougoslave. Le cinéaste revendique une relation moins intellectualisée avec les éléments et les symboles culturels souvent pris dans des décalages humoristiques, oniriques ou grotesques produisant des hésitations sur le degré de modalisation¹⁵⁶.

¹⁵⁶ Dans le sens que Goffman a donné au terme de modalisation, c'est à dire un processus de transcription par lequel une activité qui a un certain sens dans le cadre primaire en prend un autre sensiblement différent. La fiction,

La critique française fait de son côté le lien entre ces œuvres et les pays de leurs auteurs. Elle leur accorde volontiers la place qu'ils revendiquent d'être les artistes de leurs peuples. Dans l'univers romanesque d'Ismail Kadaré, le lecteur français aura le sentiment de découvrir l'Albanie, alors que la fascination des ethnologues étrangers vis-à-vis de l'œuvre de Kadaré est provoquée par la présence des thèmes classiques de l'ethnologie.

Entre autres lecteurs de l'œuvre de Kadaré, les ethnologues non albanais – français en particulier – sont aisément fascinés par ses romans dans lesquels ils retrouvent des thèmes qui leur sont chers : l'honneur et la parole donnée, l'hospitalité, le mariage, mais aussi l'identité nationale, la transmission orale, l'épopée et bien d'autres¹⁵⁷.

Certains romans de Kadaré offrent des descriptions quasi ethnographiques d'éléments perçus comme relevant de traditions millénaires : c'est le cas du Kanun dans le roman *Avril brisé*, un code de l'honneur qui impose la reprise du sang et est présenté ici comme faisant encore office de loi dans les régions du nord du pays avant la Seconde Guerre mondiale. Le romancier emprunte également des trames narratives aux balades et de légendes traditionnelles (*Le Pont aux trois arches* qui paraît en français en 1981, et *Qui a ramené Doruntine ?* en 1986). L'auteur met plusieurs fois en scène des décrypteurs de la société traditionnelle albanaise : le *Dossier H* (qui paraît en France en 1989) a pour protagonistes principaux deux jeunes ethnologues irlandais convaincus que les chants homériques ont été transmis oralement et ont perduré dans un seul pays : l'Albanie. Kadaré s'inspire ici de deux pionniers de l'ethnologie américaine des années 1930 étudiant la poésie épique en Yougoslavie. Il met dans leurs bouches une vision de l'Albanie qui revient abondamment dans son œuvre :

Un petit pays. Un peuple ancien. Une histoire tragique. Au début, un pays d'Europe. Puis la domination asiatique. Au XX^e siècle, retour à l'Europe. La moitié de la population hors des frontières du pays¹⁵⁸.

Dans le regard des albanologues présents dans ses romans, « l'Albanie, ses habitants et sa culture sont définis par leurs caractères les plus marquants et comme des objets intemporels qui traversent les époques historiques sans changer en profondeur »¹⁵⁹. Ces *alter ego* albanologues défendent les mêmes thèses que l'auteur développe par ailleurs dans ses essais publiés en Albanie¹⁶⁰ : paternité albanaise de la poésie épique disputée aux Slaves, en particulier aux Serbes, lien intime entre culture albanaise et mythologie grecque, supériorité du

les blagues, les cérémonies, par exemple, sont des formes de modalisations (E. Goffman, *Les cadres de l'expérience... op. cit.*, p. 58-62).

¹⁵⁷ G. de Rapper, « Ismail Kadaré et l'ethnologie albanaise de la seconde moitié du XX^e siècle », in Ariane Eissen et Véronique Gély (eds.), *Actes du colloque Lectures d'Ismail Kadaré*, Université de Paris X, Nanterre, 29-31 mai 2008, p. 44.

¹⁵⁸ I. Kadaré, *Le dossier H*, Paris, Fayard, 1989, p. 63.

¹⁵⁹ G. de Rapper, « Ismail Kadaré et l'ethnologie... », art. cit., p. 48.

¹⁶⁰ Par ex. dans *Autobiographie d'un peuple en vers* (Tirana, 8 Nëntori, 1988).

fond culturel illyrien et grec sur le fond slave. Dans son intérêt pour les ballades populaires, en particulier celles de la parole donnée [*Besa*] et celle de l'emmurement, une histoire présente dans tous les Balkans, l'écrivain s'est efforcé de montrer l'origine purement albanaise de ces légendes. Pour Kadaré, les Albanais sont aussi, en tant que descendants des Illyriens, les récepteurs et les continuateurs d'un héritage illyro-grec. C'est dans son essai *Eschyle ou l'éternel perdant* (paru en français en 1988) qu'il définit le mieux ce qu'il entend par le « vieux fond illyro-grec » ou le « substrat illyro-albano-grec » en décrivant la continuité qu'assure la culture médiévale albanaise par rapport à la culture grecque antique disparue. Ses essais qui ne s'embarrassent guère de l'appareil critique des textes scientifiques ni de prudence face aux sources, sont décrits comme « largement empreints d'un nationalisme dirigé contre les Yougoslaves et surtout contre les Serbes »¹⁶¹.

Dans l'albanologie, Kadaré se veut donc un passeur entre travaux savants et grand public. Il donne aux légendes et aux éléments ethnographiques une place fondamentale dans la culture actuelle de son pays. Kadaré n'est pas albanologue, mais la différence tient selon lui avant tout à la liberté dont jouit l'écrivain par rapport au chercheur lorsqu'il traite de ces thèmes. Il en résulte plusieurs caractéristiques de la conception kadaréenne de l'Albanie et de sa culture : une essentialisation allant jusqu'à la personnalisation, une religion de la langue et une forme d'orientalisme.

Ce qu'on peut appeler, avec Enis Sulstarova, l'orientalisme de Kadaré, c'est-à-dire sa tendance à poser l'Albanie comme européenne face à un autrui radicalement différent et menaçant, toujours défini comme « asiatique », qu'il soit ottoman, russe ou slave en général, ou encore chinois¹⁶².

Dans cette conception, la réinterprétation de l'histoire relève de la liberté de l'artiste. À propos d'un petit pays dont on ne connaît pas grand-chose et en l'absence de contradicteurs, la parole du créateur peut donc faire autorité. La place prépondérante conférée à l'auteur dans la culture française, en littérature comme dans les arts de l'image¹⁶³, permet de négliger les sources orales au profit du créateur. À l'inverse du dogme balkanique selon lequel la littérature orale est transmise par des rhapsodes anonymes et illettrés, on a facilement considéré Charles Perrault, les frères Grimm, Vuk Karadžić comme des poètes à part entière. En conséquence de cet évitement de la culture orale en France, les processus de production et de transmission sont peu analysés. On peut ainsi expliquer en partie le manque d'intérêt pour la véracité des thèses ethnographiques de Kadaré, puisque seule la beauté esthétique du chant et la force créative du poète comptent.

¹⁶¹ G. de Rapper, « Ismail Kadaré et l'ethnologie... », art. cit., p. 45.

¹⁶² Ibid., p. 70.

¹⁶³ Le cinéma français contemporain a construit tout son système de production sur le culte de l'auteur, voir Olivier Alexandre, *La règle et l'exception. L'écologie du cinéma français*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2015.

Dans les films d'Emir Kusturica à partir du *Temps des gitans*, les rêves rousseauistes du sauvage heureux sont portés par des personnages de tziganes, de musiciens, de vagabonds qu'on pourrait rapprocher de figures d'Indiens. À partir de ces personnages de marginaux, se déploie un univers qu'on retrouve de films en films, décliné autour d'un bestiaire (oies, poissons, poules, lapins, singes, cochons, chats), d'objets métaphores (la cave, l'eau, les maisons qui s'envolent), de scènes archétypales (les mariages, les enterrements, les banquets, les concerts de musique populaire, etc.). Cette grammaire qui va devenir un style s'est structurée à partir du *Temps des Gitans* (1989). Elle entraîne le spectateur dans un monde fantasmagorique, atemporel, où le loufoque et le tragique sont mêlés. Alors que ses deux précédents films se déroulaient dans un pays réel, les Balkans de Kusturica deviennent un territoire rêvé, où règnent la magie, la démesure et la grandiloquence, où la musique est un élément central. Le réalisateur s'est métamorphosé en chef d'orchestre d'un monde excessif, lyrique et baroque. On lui attribue même la paternité du « renouveau du cinéma baroque qui s'est si bien peint l'amour, la musique et la joie dans un monde de bruit et de fureur »¹⁶⁴. À partir des années 2000, il dirigera son 'propre' orchestre, le *No Smoking Orchestra*¹⁶⁵, héritier contesté du groupe sarajévien *Zabranjeno pušenje*. Le style qui passe pour baroque en France a été parfois sévèrement interprété par les spécialistes du cinéma yougoslave, qui y ont vu une « esthétique de la jouissance nationaliste »¹⁶⁶.

La voix du peuple blessé

Dans les années 1990, de plus en plus sollicités par les médias, face aux événements tragiques que traversent leurs pays, Kadaré comme Kusturica se sont fait les chantres de leurs nations 'blessées' et 'mal connues' dans le monde. L'écrivain albanais, qui se livre fréquemment dans des entretiens à partir de 1990, explique par exemple à propos de son œuvre :

Qu'il s'agisse d'une œuvre gravement abîmée, c'était évident. Elle avait été principalement déformée par la pression de la tyrannie. Mais certaines de ses tares provenaient d'une autre blessure : celle qu'avait subi la nation albanaise elle-même. Celle-ci avait été coupée en deux au bout de deux millénaires et cette déchirure intervenue au 20^e siècle avait totalement détruit son équilibre [...] Troisième facteur de déformation : la connaissance extrêmement partielle, pour ne pas dire l'ignorance de cette nation par le reste du monde, qui contribuait à charger sa littérature d'un fardeau excessif qui tout à la fois la freinait et l'exténuait¹⁶⁷.

¹⁶⁴ Jean-Max Méjean, *Emir Kusturica*, Rome, Gremese, 2007, page de couverture.

¹⁶⁵ Depuis le milieu des années 2000, Kusturica se produit sur scène dans le monde entier avec le groupe, sous le titre « Emir Kusturica & the No Smoking Orchestra » : <http://thenosmokingorchestra.com/>

¹⁶⁶ P. Levi, *Raspad Jugoslavije...*, op. cit., p. 129.

¹⁶⁷ I. Kadaré, *Invitation à l'atelier...*, op. cit., p. 541.

L'écrivain affirme sa conception de l'unité du peuple albanais au-delà des frontières étatiques, une position qu'il a réitérée de nombreuses fois en France¹⁶⁸.

Alors que l'écrivain albanais exprimait au début de la décennie 1990 sa mission dans des termes patriotiques, la position du cinéaste sarajévien a été en apparence moins monolithique et a évolué avec l'éclatement du pays. S'affirmant profondément yougoslave au début du conflit et jusqu'en 1995, il s'est peu à peu positionné pour la défense de la Serbie, perçue d'abord comme la gardienne mal comprise de la Yougoslavie, pour finalement revendiquer de plus en plus une identité serbe, quand sa famille parternelle était musulmane. Ainsi, après avoir défendu le yougoslavisme, s'être déclaré yougo-nostalgique, il a commencé dans *Underground* (1995) à reprendre à son compte une partie du folklore nationaliste serbe, avec ses héros mythiques, ses slogans, ses rites. La manière dont les deux artistes évoquent leurs pays incompris et négligés par l'Occident les rapproche cependant. Kusturica déclarait en 1995 :

Il faut comprendre que dans les Balkans, tout procède des anciens empires. C'est même la dernière région d'Europe qui n'ait pas rompu tout à fait avec son passé colonial. La Yougoslavie est la résultante de guerres qui n'ont jamais été terminées, de processus de construction nationales qui n'ont jamais abouti, un territoire où le reste de l'Europe a déversé toutes ses ordures¹⁶⁹.

Chez les deux artistes, la nation est vue comme constamment menacée. L'Albanie de Kadaré est « harcelée » par les Serbes depuis des temps forts anciens. Les Albanais paient tout autant ces derniers par leur « silence méprisant ». Il évoque à de nombreuses reprises le « martyr du Kosovo », dont le destin funeste est d'avoir été « donnée à la Serbie en 1913 »¹⁷⁰. L'exploration de la dimension mythique de l'histoire nationale, sensible dès les premières œuvres de Kadaré, est surtout accessible par le public français dans les années 1990. Cependant, dans les années 1970, il a déjà écrit plusieurs romans et récits ayant pour cadre un Empire ottoman archétypal, symbole de l'Empire comme source du mal, référant aussi directement à l'URSS. Ce « cycle ottoman » trouve des échos tout au long de son œuvre où l'évocation de périodes historiques avec lesquelles l'écrivain prend toutes les libertés, est en effet récurrente :

Ismail Kadaré ne fait pas mystère du mépris qu'il porte au roman historique et du peu d'intérêt qu'il trouve à feuilleter les archives. Mis à part les romans qui se situent à l'époque contemporaine, les autres textes frappent par l'absence de repères temporels et géographiques. Le nom de la citadelle des *Tambours de la pluie* nous reste inconnu. Lorsque je demandai à l'auteur lui-même si le roman *Le palais des rêves* se situait peu après le traité d'Andrinople

¹⁶⁸ Voir ses nombreux développements sur la question dans ses livres d'entretien : *Invitation à l'atelier...* op. cit. ; *L'Albanie entre légende et histoire...*, op. cit. ; *Il a fallu ce deuil*, op. cit.

¹⁶⁹ E. Kusturica in Serge Grünberg, *Il était une fois... UNDERGROUND* (Paris, Éditions des cahiers du cinéma, 1995), cité par M. Dhennin, *Le lexique subjectif...*, op. cit. p. 38.

¹⁷⁰ I. Kadaré, *Il a fallu ce deuil...* op. cit., p. 22-23.

(1829) et la Conférence de Londres (1830) ou bien à l'époque de la Paix de San Stefano (1878), il me répondit qu'il n'en savait rien et que cela importait peu¹⁷¹.

À propos du Kosovo, Kadaré et Kusturica invoquent de façon symétrique mais pour en tirer des conclusions opposées, l'assimilation d'autres peuples balkaniques aux envahisseurs turcs. Évoquant la littérature du Kosovo, l'écrivain affirmait déjà en 1991 :

C'est au Kosovo que s'est rééditée la tragédie antique. De même que l'épopée orale albanaise, c'est le cauchemar turco-ottoman que ranima dans les mémoires l'invasion slave, de même que dans les lettres kossoviennes, c'est le cauchemar slavo-serbe qui a réveillé le souvenir du déferlement ottoman¹⁷².

L'appartenance à l'Europe est revendiquée en même temps que la rébellion contre la prétendue rationalité de l'Occident. L'euroanéité des Balkans apparaît ambiguë, comme dans le discours balkaniste : à la fois dedans et dehors, il s'agit d'une région « où les Don Quichotte sont nombreux » et où les règles qui prévalent ailleurs dans les pays 'civilisés' n'ont pas forcément cours¹⁷³. La Grèce de Kadaré n'est jamais celle de l'invention de la rationalité occidentale, contrairement à la vision française dominante sur ce pays dans les années 1990¹⁷⁴.

Du jeu sur le kitsch au storytelling épique

Comme Kusturica, Kadaré concède son goût pour les images communes fortes, les symboles qui servent de matière à la création. Dans son essai publié en 1991, il raconte comment, après la rédaction du *Général de l'armée morte*, alors qu'il est en train d'écrire son roman *Le Concert* qui se passe dans le désert de Gobi, l'Empire ottoman est devenu un travestissement pour évoquer des réalités contemporaines :

¹⁷¹ Jean-Paul Champseix, « L'Empire ottoman, cœur de l'anti-utopie kadaréenne », *Cahiers balkaniques*, n°36-37, 2008, version numérique DOI : 10.4000/ceb.1510, § 12.

Le cycle ottoman concerne les romans *Les Tambours de la pluie* (1971, en français 1972), *Le Pont aux trois arches* (1978, en français 1981) *La Niche de la honte* (1978, en français 1984) et *Le Palais des Rêves* (1981, en français 1990).

¹⁷² I. Kadaré, *Invitation à l'atelier...*, *op. cit.*, p. 217.

¹⁷³ « Ici tout est hors normes, hors règles » déclare Emir Kusturica à propos des Balkans, in « Il faut vivre d'idéaux. Interview avec E. Kusturica », *TGV Magazine*, n°117, sept. 2009. De son côté, Kadaré note, alors que l'écrivain Agolli et lui projetaient d'écrire tous les deux sur Don Quichotte : « nous étions deux balkaniques, donc nés et élevés dans des régions où la densité de Don Quichotte était parmi les plus élevée du monde », I. Kadaré, *Invitation à l'atelier...*, *op. cit.*, p. 183.

¹⁷⁴ « Les Grecs ont inventé un certain type de rationalité (l'introduction de la prose qui doit rendre des comptes, suscite la controverse, la critique, etc., contrairement à la narration mythique qui suit sa propre cohérence). Les Grecs ont invité un certain type d'activité intellectuelle qui vise à rendre raison des phénomènes et à instaurer un discours qui obéisse à sa propre logique (historia : enquête) », Jean-Pierre Vernant, « L'avènement de la rationalité chez les Grecs », *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1995, p. 253.

Ce qui m'attirait, c'était l'Empire ottoman, incommensurable, tragique, grotesque, bureaucratique, totalitaire – bref, une mine d'or pour la littérature¹⁷⁵.

Les formules bien connues de « colosse aux pieds d'argile », malade du Bosphore, empire croulant, entre autre du même tabac, tournoyaient à tout propos dans mon esprit¹⁷⁶.

L'écrivain affirme aussi son goût pour les grandes figures et les trames narratives déjà existantes :

Le fait que les plus grands créateurs, depuis les tragiques grecs jusqu'à Joyce en notre siècle, en passant par Dante, Shakespeare et Goethe, que ces créateurs pour qui rien n'était plus aisé que de concevoir des canevas et des personnages surprenants, originaux, y aient renoncé pour reprendre à leur compte des canevas et des personnages déjà conçus, pétris par d'autres, ce fait ne témoignent pas seulement d'une absence de préjugé de leur part, mais, semble-t-il, tient à quelque chose de plus profond, à la nature de l'art¹⁷⁷.

Ce faisant, il revendique une forme de classicisme. Mais cette conception de la littérature le rapproche surtout d'une conception de l'artiste porte-voix d'histoires existantes et rapsode en contact direct avec les récits immémoriaux du monde :

Qu'il le veuille ou non, l'écrivain est radicalement autre. Son ouïe n'est pas identique à celle du commun des mortels (...) Il est trop las pour leur faire comprendre que le fardeau de la littérature a été assez lourd pour le courber à jamais. Pour leur dire qu'il n'est venu au monde que dans un but, à l'exclusion de tout autre : garder le temple¹⁷⁸.

Kusturica de son côté, évoque les stéréotypes, les clichés, les images typiques comme étant une matière qui doit être travaillée, présente en politique comme dans les arts. Il les utilise abondamment pour les effets qu'ils produisent mais développe aussi une argumentation pour revendiquer leur utilisation. Le kitsch et les stéréotypes qui prolifèrent dans les cultures dominantes et impériales (celles des empires russes et américaines) doivent être utilisés pour les subvertir.

Je cherche à faire quelque chose qui ressemble à une petite boutique ancienne, avec une multitude d'objets kitsch que vous pouvez admirer ou acheter [...] je crois profondément au thème du kitsch, surtout le kitsch américain qui est le signal le plus puissant émanant de ce pays. Le kitsch me donne l'espoir, me donne envie de combattre CNN. C'est la plus grande fascination que j'ai pour les États-Unis, parce qu'il met en lumière l'ultime sentiment humain de l'*American way of life*¹⁷⁹.

Cette position qui rappelle l'esprit des *new primitives* pose pourtant la question du moment où la frontière est franchie entre dérision et prise au mot, kitsch et jeu sur le kitsch dans un contexte général de brouillage des symboles et des significations qui caractérise la fin des

¹⁷⁵ I. Kadaré, *Invitation à l'atelier...*, op. cit, p. 239-240

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 241.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 179-180.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 272.

¹⁷⁹ E. Kusturica, cité par Jean-Marc Bouineau in *Le petit livre de Emir Kusturica*, SpartOrange, Paris, 1993, p. 62.

années 1980 en Yougoslavie et constitue le contexte du déclenchement des conflits. Comme dans les romans de Kadaré, le sens pris par les images est donc renvoyé aux conditions de sa réception. Quand ce qui était subversif -les revendications nationales et ethniques- devient la norme et, de surcroît, une norme qui justifie la violence, on peut s'interroger sur le devenir de la contre-culture.

Réécrire l'histoire - universalité versus balkanité

Dans les années 1990, les deux artistes se trouvent, chacun de leur côté, engagés dans des processus de réécriture de l'histoire de leur pays, rendus nécessaire par l'effondrement des régimes communistes et leurs conséquences. S'ils ont auparavant lutté contre les effacements produits par les régimes communistes, cette démarche a pris un autre sens après 1990 et elle a pu être aussi lue différemment à l'extérieur. Au début du conflit en Bosnie-Herzégovine en 1992, Emir Kusturica enseigne à l'Université de Columbia et tourne aux États-Unis *Arizona Dream*, un film qui a pour cadre les États-Unis et obtient l'Ours d'Or à Berlin en 1993. Pendant la guerre, le réalisateur reste pourtant assez silencieux mais sa seconde Palme en mai 1995 avec *Underground* provoque la consternation en Bosnie et des polémiques en France.

En récompensant *Underground*, le jury de Cannes a cru distinguer un créateur à l'imagination foisonnante. En fait, il a honoré un illustrateur servile et tape-à-l'œil des clichés criminels ; il a porté aux nues la version rock, postmoderne, décoiffante et branchée, américanisée et tournée à Belgrade, de la propagande serbe la plus radoteuse et la plus mensongère. Le diable lui-même n'aurait pu concevoir un aussi cruel outrage à la Bosnie ni un épilogue aussi grotesque à la frivolité et à l'incompétence occidentale¹⁸⁰.

Dans un contexte où le public étranger regarde impuissant la guerre s'enliser, le film co-produit par la Radio Télévision de Serbie (RTS) qui est alors un instrument de propagande au service du régime de Milošević, semble surtout avoir fait l'objet d'une double méprise¹⁸¹ : *Underground* est accusé, comme d'autres films sur la guerre produits à l'époque, de faire de la propagande proserbe. Néanmoins, si effectivement différents aspects de l'histoire yougoslave mis en avant dans le film paraissent le justifier -rappel insistant sur le fascisme croate et slovène, images de Belgrade bombardée en 1941, continuité des conflits entre la Seconde Guerre mondiale et la guerre des années 1990-, le message est souvent crypté et *Underground* a en réalité très peu contribué à améliorer l'image des Serbes. En revanche, les critiques du film

¹⁸⁰ A. Finkielkraut, « L'imposture Kusturica », *Le Monde*, 2 juin 1995, p. 16.

¹⁸¹ Dina Iordanova « *Underground* de Kusturica : allégorie historique ou propagande », *Au sud de l'Est*, n°1, Paris, Non lieu, 2006.

ignorent souvent d'autres aspects du film, telle que la liquidation de l'héritage communiste que pour la première fois, le réalisateur exprime :

À l'exception de la dernière image radieuse de paix joyeuse, *Underground* est un film noir sur l'héritage communiste. La dédicace – « à nos parents et leurs enfants » (c'est-à-dire, « à nous-mêmes ») – mène à croire que le film est adressé à, et mieux compris par ceux qui ont vécu le communisme et qui ont vu son effondrement. En remettant en cause l'argument répandu qui met en avant le caractère tribal du conflit Yougoslave, *Underground* entreprend de démontrer que les racines de la guerre actuelle naissent du nihilisme moral qui prévalait sous le communisme¹⁸².

Cependant, ce nihilisme moral semble préexister à la période communiste, la vision du monde proposée par le film rejoint alors encore le balkanisme. Si le message pro-serbe a pu se perdre dans la traduction, le fait que le film ait été tourné à Belgrade et sa production en partie financée par la RTS, alors que le réalisateur n'avait aucun mal à lever des fonds pour ses films, a été interprété à Sarajevo comme une trahison.

Les questions morales qui planent sur la réalisation de *Underground* sont en quelque sorte comparables au débat moral quant au travail de Leni Riefenstahl des années 1930. Il est important de souligner que cette comparaison est avant tout utile parce que Riefenstahl représente un cas bien connu, à côté duquel il est possible de dresser plus clairement le cas de Kusturica. Riefenstahl affirme que ses intentions n'étaient pas de glorifier les nazis, et qu'elle cherchait uniquement à célébrer la beauté ; Kusturica soutient qu'il n'avait pas l'intention de faire de la propagande proserbe, et qu'il souhaitait uniquement réaliser sa vision artistique¹⁸³.

La critique américaine s'est tenue à l'écart des polémiques françaises et a fait un accueil mitigé au film, à l'exception de Slavoj Žižek, philosophe slovène installé aux États-Unis, qui a vu dans le film un cas exemplaire de balkanisme :

Avec *Before the Rain* de Milche Manchevski, *Underground* devient l'ultime produit idéologique du multiculturalisme occidental. Les deux films offrent au regard occidental libéral précisément ce que ce même regard souhaite voir dans la guerre des Balkans – le spectacle d'un cycle de passions intemporel, incompréhensible et mythique, en contraste à la vie décadente et anémique du monde occidental¹⁸⁴.

Enfant chéri du cinéma yougoslave dans les années 1980, Kusturica réinvente dans les années 1990 son point de vue sur une Yougoslavie devenue dans *Underground* un bunker dont les habitants ont été tenus à l'écart des réalités du monde, produisant au mieux des êtres naïfs à l'image du personnage principal Blaky, au pire des êtres apeurés et atrophiés comme son fils. Après 1995, le réalisateur participe activement au processus de réécriture entrepris par les théoriciens et historiens de la culture dans les États successeurs de la Yougoslavie. Elle suit deux principes : consolider la culture dite nationale et traiter la production cinématographique

¹⁸² *Ibid.*, p. 57-58.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 60.

¹⁸⁴ Slavoj Žižek cité in *ibid.*, p. 64.

de l'époque yougoslave comme le fruit d'une époque totalitaire¹⁸⁵. Dans son ancien pays, certains préconisent de regarder les films du réalisateur, en particulier ses premiers, sans tenir compte de ses déclarations, de « lire Kusturica contre Kusturica », pour constater à quel point ces films portent les problématiques de la Yougoslavie des années 1980¹⁸⁶.

Dans les années 2000, les prises de position du cinéaste ont continué de faire débat. Il reçoit le baptême orthodoxe et prend le prénom de Nemanja, en référence au fondateur du royaume de Serbie au XII^e siècle. Il s'installe en Serbie et y construit à partir du décor de son film *La vie est un miracle* (2003) un village idéal baptisé Küstendorf, sorte de parc d'attraction paré de studios de cinéma qui a ouvert ses portes au public en 2008. En rêvant que ses descendants lui bâtiront là un mausolée¹⁸⁷, il achève sa métamorphose en patriarche balkanique. À partir de 2010, un autre projet de construction accompagne son adaptation du roman culte d'Ivo Andrić *Le pont sur la Drina*. D'abord baptisé Andrićgrad [*la ville d'Andrić*], puis Kamengrad [*la ville de pierres*], ce « projet culturel » vise en construisant un décor en pierre pour le film, à forger une nouvelle mémoire à la ville de Višegrad. La valeur historique de cette reconstitution a été contestée, autant que l'utilisation de matériaux prélevés sur d'autres monuments historiques et le choix de la situer dans une ancienne zone industrielle où furent détenus des habitants musulmans de la ville de Višegrad pendant la guerre. De créateur d'images et d'univers oniriques, le réalisateur est devenu un bâtisseur de villes et de pays 'idéaux', au risque de participer activement au processus d'effacement des mémoires adverses.

Dans les années 1990 et plus encore durant l'intervention de l'OTAN (1999-2000), Ismail Kadaré a été invité à s'exprimer dans des assemblées d'intellectuels ou à l'occasion de conférences littéraires où les questions politiques occupèrent une place importante. C'est un habitué des lettres ouvertes dans les grands journaux occidentaux, il a été consulté par les responsables politiques, tant français qu'américains¹⁸⁸. Si avant 1990 l'écrivain a surtout dénoncé l'Empire ottoman, assimilé aussi à 'l'Empire soviétique', la défense du peuple albanais passe à partir de 1991 par la cause des Kosovars et ce combat autorise les falsifications de l'histoire ancienne et récente autant que les prises de positions partiales.

Avant ou après 1990, les critiques des positions politiques d'Ismail Kadaré ont surtout porté sur les ambiguïtés de sa situation par rapport au régime communiste, beaucoup moins sur

¹⁸⁵ Nebojša Jovanović, « *Futur antérieur* of Yugoslav Cinema, or Why Emir Kusturica's Legacy is Worth Fighting for », in Daniel Šuber (Daniel) & Slobodan Karamanić (eds), *Retracing Images. Visual Culture after Yugoslavia*, Leiden-Boston, Brill, 2012, p.149-169.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ « À ma mort, on me mettra dans un beau monument, dans mon village des Balkans. Mes enfants auront avec ce mémorial une forte présence de leur père » (E. Kusturica, in « Il faut vivre d'idéaux... », art. cit.).

¹⁸⁸ Voir le journal qu'il tient durant l'année 1999 dans *Il a fallu ce deuil...*, op. cit.

sa vision essentialisante de la culture albanaise et son approche de l'histoire nationale. Quand il commence à connaître le succès international, ses romans fascinent mais désarçonnent :

Il y avait dans ces textes trop de marxisme et trop de nationalisme pour que leur auteur ne soit pas suspecté à droite, d'être le produit du communisme albanaise – en clair, de ne pas être un authentique dissident-, et il y avait en même temps en eux trop d'archaïsme, pas assez de réalisme socialiste pour que, à gauche, les nostalgiques de l'utopie albanaise ne se sentent pas trahi par lui¹⁸⁹.

Après 1991, l'écrivain a éprouvé le besoin de s'expliquer face aux accusations dont il faisait l'objet et son rapport avec le régime communiste est resté la zone d'ombre sur laquelle a continué à se focaliser la critique¹⁹⁰.

Aucune analyse approfondie de l'œuvre n'a nié le fait que l'écrivain se soit fait le chantre de l'albanité. Mais quand ils n'en n'ont pas loué les mérites¹⁹¹, les analystes ont souvent été tentés de justifier cette position : certains y ont vu une « double méprise » liée à la « lumière salutaire et aveuglante » qui a accompagné le succès de Kadaré en France¹⁹². Dans cette perspective, Kadaré dans son œuvre serait « toujours à la lisière », « à l'intérieur et à l'extérieur du monde » qu'il observe et décrit et il faudrait voir son œuvre comme une « exploration des zones d'ombre ». Il faudrait donc séparer ses prises de position d'un côté -son engagement ouvertement nationaliste- de « la façon dont ces mêmes engagements et, plus largement, la question du nationalisme sont distribués dans la polyphonie des récits kadaréens »¹⁹³.

Ceux qui ont formulé des critiques sur la lecture nationaliste présente dans l'œuvre et les réécritures et les falsifications historiques qu'elle comporte, ont cependant insisté sur la liberté de l'écrivain :

Une telle entreprise de reformulation de la réalité historique – que l'on ne peut reprocher à l'écrivain- dans le sens d'une « nationalisation de l'histoire » est visible dans la plupart des romans historiques d'Ismaïl Kadaré, et bien sûr dans ceux qui traitent du passé ottoman¹⁹⁴.

Cette liberté de l'écrivain pose cependant problème lorsque ce dernier a fait largement usage de sa parole publique pour donner des avis sur le terrain politique. D'une certaine façon, le droit de rester « entre la légende et l'histoire » a été accordé à Ismail Kadaré et les effets éventuellement

¹⁸⁹ A. Eissen et V. Gély, « Avant propos. L'ombre, la lisière, la reprise », in, *Lectures d'Ismaïl Kadaré, op. cit.*, p. 13.

¹⁹⁰ Maks Velo, *La disparition des « Pachas rouges » d'Ismaïl Kadaré : enquête sur un crime littéraire*, Paris Fayard, 2004, Sinanj Shaban, *Le dossier Kadaré* suivi de Ismaïl Kadaré avec Gérard Courtois, *La vérité des souterrains*, Paris, Odile Jacob, 2006.

¹⁹¹ Par ex. E. Faye, *Ismaïl Kadaré, Prométhée...op. cit.*, Anne-Marie Mitchel, *Un Rhapsode albanaise. Ismaïl Kadaré*, Marseille, Le temps parallèle, 1990 ; *Ismaïl Kadaré, gardien de la mémoire. Actes du deuxième colloque international francophone du canton de Payrac (Lot)*, organisé par l'Association des écrivains de langue française, Paris, Sepeg international, 1993.

¹⁹² A. Eissen et V. Gély, « Avant propos. L'ombre... », art. cit., p. 10.

¹⁹³ Ibid., p. 11.

¹⁹⁴ G. de Rapper, « Ismaïl Kadaré et l'Albanie... », art. cit., p. 116.

manipulatoires de cette position ont été minimisés. Le mysticisme et la métaphysique sont intimement liés à la recherche et à la création artistique, mais la différence entre une quête métaphysique ou religieuse, et la religion de la nation et du peuple se trouve dans l'objet du sacré :

La recherche d'une expérience de la transcendance et du sacré dans la langue, notamment en poésie, n'est pas étrangère à l'histoire de la littérature européenne. Les poètes antiques, déjà prétendaient être les médiums des dieux. Ils disaient, comme Ovide dans *Les Fastes*, « *Est deus in nobis* » [...] Il ne faudrait cependant pas confondre cette tradition de recherche universelle d'une littérature métaphysique et mystique avec la tradition d'une littérature nationaliste et avec son « mysticisme ». Les poètes nationalistes disent : *Est natio in nobis*¹⁹⁵.

Conclusion de la partie III

On peut donc s'étonner de la convergence de deux phénomènes apparemment contradictoires. D'un côté, l'affirmation en France d'auteurs issus de la péninsule balkanique qui proposent avec beaucoup de talent une vision des Balkans marquée par une parole mythique et le discours balkaniste, des auteurs perçus comme les représentants de 'leur peuple' au risque de porter une parole franchement nationaliste. De l'autre, la dénonciation de l'ethnicité comme notion suspecte et comme racine de la violence. Dans leurs cheminements respectifs du contexte socialiste dans lequel ils ont construit leur œuvre, au contexte post-socialiste et transnational qui a fait leur maturité et leur succès international, Kusturica et Kadaré ont tous les deux assumé des modifications de cadrages importantes : après l'attention au peuple dans le cadre du système socialiste, ils ont accepté dans les années 1990 de glorifier de façon de plus en plus franche le peuple au sens ethnique.

Dans le contexte dramatique d'effondrement des sociétés, l'élaboration de récits [*narratives*] permettant d'expliquer la guerre, la destruction ou la chute du communisme, est indispensable. Ils viennent combler le vide ouvert par les ruptures d'intelligibilité provoquées par ces événements et l'effacement des discours et des croyances sociales passées. Mais l'élaboration de récits relevant du *storytelling* épique participe de la construction d'une interprétation fortement finalisée de l'histoire qui explique le présent. Elle renoue avec une symbolique et des conceptions théologiques de l'histoire, et participe à l'effacement des périodes antérieures, accusées d'avoir précipité la fin. Elle entre aussi dans des stratégies

¹⁹⁵ I. Čolović, « Les prêtres et la langue. Poésie, nation et politique en Serbie », *Terrain*, n°41, sept. 2003, version numérique, DOI : 10.4000/terrain.1615, § 36.

individuelles de carrières. Le fait que les univers romanesques de Kadaré ou cinématographiques de Kusturica aient remporté de tels succès critiques et publics en France, et surtout qu'ils aient été pris comme des références pour la compréhension des Balkans, peut être considéré comme une opération de cadrage au sens de Goffman. 'Comprendre les Balkans' devient alors une formule qui suppose une forme d'essentialisation : les Balkans incarnant plutôt un problème qu'une réalité territoriale ou humaine.

Qu'il ait fallu à Kadaré proposer une vision de l'Albanie entre la légende et l'histoire, éternelle et mythique, et à Kusturica inventer des Balkans folklorisés, pour exister en tant qu'auteurs dans l'espace culturel français, éclaire sur les horizons d'attente du public qui les accueille : là où Milan Kundera proposait une vision de l'Europe centrale essentialisée, mais vue comme une Europe en miniature et non pas une 'réalité tchèque', l'horizon national et des déclinaisons du balkanisme sont attendus de la part d'un artiste de la péninsule balkanique. Pour le public français, cet engouement semble aussi répondre à un besoin d'épopée. Source de références pour le public et d'émotions mises en formes, s'appuyant sur la mémoire culturelle des Balkans, la vision des Balkans proposée par ces oeuvres témoigne de l'usage des récits mythifiés des conflits contemporains et d'un désir de mythe dans lequel la recherche de la vérité est moins importante que la cohérence du discours. L'essentialisation des Balkans, le temps arrêté, l'effacement du passé récent a son pendant : l'obsession de l'ethnisation des sociétés.

Dans leurs pays respectifs, le débat sur la responsabilité politique de ces auteurs et l'ambiguïté de la liberté de l'artiste face à la politique a été ouvert depuis le début des années 2000. Celui de l'authenticité de leurs évocations de la réalité balkanique reste à ouvrir en France. Quand elle a prêté aux images et aux émotions exprimées une caution de vérité, en particulier dans les évocations du peuple, de l'histoire ou du caractère prétendument balkanique de la réalité, la réception française a participé à la folklorisation de la culture populaire balkanique, quelque soit le degré de dérision ou des jeux sur le kitsch qu'ont pu pratiquer leurs auteurs.

Conclusion

Cette thèse a tenté de répondre à une double question : comment s'élaborent les perceptions et la connaissance d'une région étrangère dans une société donnée et en quoi ces données nous informent sur des transformations communes aux deux espaces ? Nous avons donc abordé la question de la connaissance de biais, comme une construction historique qui serait le fruit d'une transmission de savoirs et de la sédimentation complexe d'expériences collectives et individuelles. Si les perceptions et les connaissances sont deux notions distinctes, elles sont souvent enchevêtrées dans l'expérience concrète. L'étranger est le domaine du nouveau, mais il se fait connaître à nous par le biais de ce que nous pouvons en saisir. Le sensible est ici très dépendant de l'intelligible et inversement.

La péninsule balkanique qui a connu des bouleversements politiques et sociaux très importants entre 1989 et 2000 a concentré l'attention non seulement des médias, mais aussi d'observateurs français qui ont réagi et se sont mobilisés par rapport à des événements perçus comme tragiques et incompréhensibles. La notion de cadre permet d'articuler les perceptions à un moment donné et les cadres de l'expérience qui les limitent, les orientent, rendent celles-ci possibles. Les questions que posent des événements se déroulant à l'étranger, surtout si les réactions sont fortes et lorsque les observateurs affirment leur implication, nous renseignent d'abord sur la société qui observe.

En chemin, notre recherche a permis d'explorer les liens entre une expérience que nous avons qualifiée de spécifiquement française de la région des Balkans, et l'élaboration des savoirs sur celle-ci. Jacob Grimm regrettait en 1862 la dissociation moderne entre l'expérience de la réalité vécue et la connaissance de cette dernière, et il cherchait à « préserver l'unité globalisante du vieux concept d'expérience »¹. Plus d'un siècle plus tard, au début des années 1990, il semble que le rapport entre l'expérience (individuelle et collective) et la connaissance soit en train de se modifier en profondeur.

S'interroger sur les perceptions et les savoirs sur cette région et les questions qu'elle a fait émerger dans la société française nous a semblé utile pour saisir les transformations communes aux deux espaces, en sachant bien que les interactions sont multiples et que l'observateur est autant l'observé et l'observé, l'observateur. J'ai donc tenté de saisir la conjonction entre des représentations et des narrations, ainsi que les moments où des individus ont cherché à comprendre des événements qui leur étaient extérieurs mais qui les ont néanmoins touchés. Nous pouvons alors conforter l'idée de Pierre Grémion que l'analyse de la perception de sociétés étrangères peut être fructueuse pour comprendre l'histoire intellectuelle et sociale de

¹ R. Koselleck, *L'expérience... op. cit.*, p. 203.

la France. Ce sont des *in put* extérieurs qui permettent de saisir des phénomènes qui sinon resteraient dans l'ombre.

Une expérience française

On a montré que l'expérience française des Balkans a une réalité historique dans le sens où les cadres de l'expérience sont régis par un héritage, celui d'une absence de familiarité due à la faiblesse des relations économiques, commerciales ou politiques, et celui du prisme des relations avec l'Allemagne. L'expérience française des réalités balkaniques est traditionnellement une expérience médiatisée, au sens où elle a besoin d'intermédiaires : non seulement elle s'appuie sur une faible connaissance de terrain, mais elle entre dans le cadre d'une vision de l'Europe dominée par la puissance et la menace allemandes. Les peuples balkaniques, leurs histoires et leurs coutumes sont généralement perçus à l'aune de cette peur longtemps doublée de fascination pour le monde germanique.

Cette persistance, observable également dans les perceptions de l'Europe centrale en France, trouve des formulations différentes selon les périodes. Durant la guerre froide, elle existe dans la vision idéologique développée sur les pays de l'Est, pris en bloc, objet de projections et de malentendus. Après 1989, cette difficile perception des réalités concrètes a pris d'autres formes : tendance aux symbolisations, discours balkaniste, peur de l'ethnisation, propagation des lectures nationalistes ou misérabilistes. Une autre continuité des cadres de l'expérience française des Balkans est la difficulté à percevoir les conséquences de la destruction des Empires centraux et ottoman, et même, d'une manière générale, les héritages impériaux, comme continuité et comme perception, selon la définition de Maria Todorova, la réalité impériale et ses conséquences à long terme constituant un angle mort de la vision française. On en trouve encore la trace dans l'incompréhension récurrente des problématiques de coexistence des peuples et religions et des mémoires des temporalités du XX^e siècle propres à l'Europe centrale et orientale.

Après 1990, la peur de l'Allemagne n'a pas disparu mais elle s'est affaiblie. Elle nourrit la concurrence économique en Europe centrale et le jugement négatif porté sur les reconnaissances des indépendances croate et slovène en 1991, mais elle n'alimente que peu ou plus la conscience patriotique française. La construction européenne cristallisant l'espoir d'une dynamique collective nouvelle, l'idée qu'elle est une antidote aux troubles du post-communisme est alors une croyance partagée. Dans cette perspective, la désintégration yougoslave a été un anti-modèle radical. Ainsi, entre 1989 et 2000, la région des Balkans se trouve au centre de l'actualité et elle est vue entièrement à travers le prisme d'une médiatisation

au sens devenu le plus courant de 'vision des médias'. Confronté aux dynamiques de déstructuration sociale et étatique propres aux situations post-communistes mais aussi singulières à certains territoires, l'observateur européen, et singulièrement français, a été tenté de projeter ses peurs autant que ses espoirs dans l'unification européenne.

La médiatisation est aussi une conséquence de la situation périphérique de cette région par rapport à la centralité européenne. Les événements qui s'y déroulent sont plus que d'autres des objets de projection qui s'inscrivent dans un horizon d'attentes concernant d'abord l'observateur étranger. Chez lui se cristallise une mémoire collective complexe, où la conscience que la guerre froide est finie éclipse souvent la vision des réalités sociales des pays au profit de perspectives historiques et culturelles. Mais cette éclipse, produite par l'apparent retournement de situation que constitue la fin des régimes socialistes puis l'éclatement de la Fédération yougoslave, est aussi liée à des pertes de croyance propres aux observateurs français, sensibles chez ceux qui se mobilisent dans les années 1990. On peut parler d'une expérience française des Balkans dans le sens où l'effondrement de la Yougoslavie et les troubles du post-communisme dans les Balkans posent aux Français des questions et des problèmes spécifiques et qu'ils provoquent des réactions engageant un vécu national particulier, lié aux conceptions de la nation, de la culture et de l'engagement politique.

Recadrages ou gains d'expérience

La transformation des cadres d'interprétation, des points de vue et des perspectives est influencée par les événements observés et vécus, mais elle subit souvent des décalages temporels. Plusieurs temporalités se chevauchent : celle des événements dans les Balkans, celle de l'interprétation par les spectateurs (les « moments médiatiques ») et celle de la transformation des cadres de l'expérience ou des paradigmes qui permettent de la penser. Alors que le début de la décennie 1990 voit les paradigmes des sciences sociales bousculés par la prise de conscience de la fin des grands systèmes structurants et par les transformations politiques à l'Est de l'Europe, il faut constater que la décennie 1990 ne constitue pas non plus une unité temporelle absolue. Pour notre propos, les années 1989-1995 sont les plus décisives car elles cristallisent les épisodes militants vis-à-vis des crises roumaine et yougoslaves (malgré un regain d'intérêt pour le Kosovo en 1999-2000), et qu'elles sont suivies de la césure que constitue la révolution des moyens de communication entre 1995 et 1996 avec la généralisation de l'ordinateur personnel et d'internet.

Face aux crises qui ont traversé la péninsule balkanique, on a d'abord constaté des ruptures fortes d'intelligibilité. Ce sont elles qui ont motivé notre attention et nous ont amené à nous interroger sur l'origine du sentiment d'incompréhension. Nous nous sommes attachée à saisir les moments de vacillement voire de basculement des croyances. Après les 'révolutions' à l'Est de l'année 1989, les conflits en Yougoslavie achoppent sur des problèmes de qualification : la purification ethnique, qui apparaît comme le fléau d'une guerre fratricide, est autant un phénomène décrié qu'un terme impropre, aux yeux mêmes de ceux qui l'utilisent, le dénoncent mais n'en proposent pas d'autre.

Les recadrages liés aux transformations brutales de la réalité socio-politique prennent donc d'abord la forme d'une dissolution des cadres de pensée datant de l'après-guerre et des solutions héritées du passé. La dissolution affecte la vision des pays concernés par ces événements et les croyances dans l'action collective. Il s'agit d'un moment où un certain nombre de modalités d'action paraissent sans effets et erronées : le don face à la misère, l'intervention pacifiste dans une situation de conflit et, au final, la mobilisation citoyenne qui paraît pourtant si légitime. Ceux qui tentent d'agir de l'extérieur font alors l'expérience douloureuse des difficultés, des limites, et de l'impuissance de l'action collective : celles des États à gérer les crises extérieures autant que celles de citoyens organisés dans des collectifs militants. Il s'agit du moment où se formulent ces impuissances. La décennie 1990 est aussi une période durant laquelle se multiplient les relations interpersonnelles entre Français et ressortissants de la péninsule balkanique. Après des années de fermeture et d'ignorance mutuelle, l'ouverture à l'international permet de multiplier les échanges et d'accroître la connaissance directe de la région. Cette approche de première main, nouvelle dans l'expérience française de la région, a laissé incontestablement des traces mais ne change pas pour autant la donne.

Les questionnements face aux crises dans les Balkans peuvent se résumer à deux séries principales. La première série porte sur l'ethnicité et la nation : il devient impossible de penser le monde contemporain seulement en termes économiques et sociaux, la question identitaire fait son irruption dans le débat public et introduit la problématique de l'ethnicité, avant que les sciences sociales n'aient le temps de s'en emparer. L'épuration ethnique en ex-Yougoslavie en est le scandale le plus manifeste et l'ethnicité devient un élément incontournable d'explication du monde. Il devient très difficile d'échapper à l'ethnisation de la vision du conflit yougoslave, quelles que soient les positions. Cette aporie entretient la force des discours nationalistes, qui contaminent les narrations sur la crise. Les militants autant que les autres observateurs font le constat de la transformation du regard idéologique en une vision ethnicisante. Si ce constat n'est pas spécifique à la perception française des événements, il prend une résonance particulière dans le contexte français où l'ethnicité est un concept insuffisamment travaillé par

les sciences sociales et encore éludé par le dogme de la nation civique, au moment où les revendications mémorielles de groupes particuliers, peuples des provinces (Bretons, Basques, Corses, Alsaciens, etc.) et anciens colonisés, prennent des formes nouvelles.

La seconde série de questionnements porte sur les croyances politiques qui motivent l'action collective. Alors que les modalités de l'action militante sont en train de se transformer, les épisodes militants que nous avons observés à propos de la Roumanie post-Ceaușescu et de l'effondrement de la Yougoslavie sont des moments où s'expérimentent de nouvelles façons d'agir collectivement, en citoyens dans l'espace public. Ils seront néanmoins sans postérité et marquent la fin d'un cycle. En réalité, un certain nombre de paradigmes qui présidaient à l'action collective étaient déjà périmés au moment où ont eu lieu ces mobilisations et elles constituent des moments où les acteurs prennent conscience de ces décalages. La pensée progressiste dans son ensemble s'est montrée incapable de penser la fin des régimes communistes, mais aussi de proposer de nouvelles manières de penser le vivre ensemble. La guerre est devenue une réalité insaisissable et les moyens d'y remédier collectivement inefficaces, dans un contexte où les nouvelles formes que prennent les conflits sont difficiles à saisir.

Ces ruptures d'intelligibilité renvoient donc à une mutation d'expérience qui modifie en profondeur les cadres d'interprétation et la façon de penser les événements. Outre l'ébranlement des croyances politiques des décennies précédentes, les transformations de la guerre et les difficultés de les penser, la mutation se caractérise par la généralisation d'une raison humanitaire comme mode de gouvernement et l'émergence de nouvelles subjectivités politiques. Si les ruptures d'intelligibilité peuvent s'observer un peu partout en Europe, force est de constater l'absence de partage d'expérience. Ainsi, du point de vue des références historiques et des attentes militantes, les débats se sont souvent déroulés parallèlement dans chaque espace national. On constate donc, à l'occasion de ces crises, les multiples difficultés à constituer un espace transnational permettant de penser le monde contemporain.

La place des Balkans dans l'histoire contemporaine de l'Europe

Comment la mutation d'expérience des années 1990, qui touche de manière très visible la péninsule balkanique mais concerne l'Europe entière, et les transformations de références et de croyances qu'elle induit, s'inscrivent-elles dans les transformations de l'écriture de l'histoire européenne ?

Les crises roumaine et yougoslaves sont cocommittentes de l'élaboration et de la diffusion d'un nouveau vocabulaire concernant la 'gestion des crises' et ses remèdes supposés, en particulier les modalités des nouvelles interventions internationales, étatiques et non gouvernementales. On pourra donc s'interroger sur le devenir de la formule 'purification ethnique' et sur la façon dont les conflits yougoslaves ont informé la mémoire de la Shoah. Une fois ébranlés un certain nombre d'espoirs abstraits dans la construction de l'Union européenne, on assiste depuis les années 2000 à une crise de l'intercompréhension en Europe. La chute des régimes communistes vécue à chaud comme une délivrance à laquelle ont succédé les conflits yougoslaves, a contribué à alimenter une mélancolie face au contemporain². Un examen renouvelé des bouleversements qu'a connus la péninsule balkanique entre 1989 et 2000 peut nous aider à penser les phénomènes contemporains, c'est l'hypothèse que nous formulons au terme de ce travail. Il nous permet en effet de constater un certain nombre d'évitements et de projections produits par la vision médiatisée des crises, y compris dans les visions militantes : évitements à examiner les processus concrets et les temporalités plus longues, projections des peurs et des questionnements propres à l'observateur. Ce réexamen permet aussi de saisir l'ampleur des transformations qui touchent non seulement aux concepts, mais aussi au sens des images. Enfin, il permet d'intégrer les problématiques liées à la réalité contemporaine de cette région dans une histoire de l'Europe.

Après les travaux pionniers de Maria Todorova, d'Ivan Čolović, de Robert M. Hayden ou encore d'Andrew B. Wachtel³ entre autres, on a vu depuis le milieu des années 2000, un renouvellement des recherches sur les imaginaires, la mémoire et les représentations dans les travaux ayant pour objet la péninsule balkanique. Menées d'abord en Allemagne et en Autriche, à la Central European University de Budapest ou encore au Royaume-Uni, elles se sont développées aussi dans les pays balkaniques⁴. Attentives à la vie quotidienne, à la construction des discours, aux phénomènes de construction et déconstruction des historiographies⁵, ces recherches s'intéressent aux transformations des cadres de perception, des discours, des symboles, aux processus parfois très violents d'effacement et de réécriture de l'histoire qui ont

² Ainsi en 1997, François Furet, commentant la réception du *Passé d'une illusion*, s'interroge sur ce qui va remplir les passions démocratiques après la chute de l'illusion communiste (F. Furet, *Inventaires du communisme*, Paris, Editions de l'EHESS, 2012, p. 86-92.)

³ Andrew Baruch Wachtel, *Making a Nation. Breaking a Nation. Literature and Cultural Politics in Yugoslavia*. Stanford Ca, Stanford University Press, 1998.

⁴ Voir par ex. les travaux récents de Hannes Grandits et Nenad Stefanov (Humboldt Universität, Berlin), Igor Štiks (Edimbourg University), Ulf Brunnbauer (Universität Regensburg) ; pour un état des lieux des recherches actuelles sur le socialisme dans l'espace post-yougoslave, voir I. Duda, « Nova istraživanja svakodnevice i društveno-kulturne povijesti jugoslavenskoga socijalizma » [Nouvelles Recherches sur le quotidien et l'histoire culturelle et sociale du socialisme yougoslave], *Tabula*, Pula, Sveučilište Jurja Dobrile, 12, 2014, p. 105-116.

⁵ Par ex. la collection « Balkan studies library » aux éditions Brill, dont l'ouvrage cité plus haut dirigé par Daniel Šuber et Slobodan Karamanić (*Retracing Images... op. cit.*) ; M. Todorova (ed.), *Balkan Identity, Nation and Memory*, Londres, Hurst, 2004 ; L. Duraković et A. Matošević (eds.), *Socijalizam na klupi... op. cit.* ; N. Ragaru et A. Capelle-Pogacean (eds.), *Consommer à l'est..., op. cit.*

accompagné et parfois précédé les transformations politiques : la fin des régimes communistes, l'éclatement de la Yougoslavie et les recompositions sociales et économiques douloureuses qui l'ont accompagnée. Ces approches sont peu développées en France où la péninsule balkanique, plus encore que l'Europe centrale, continue d'être un terrain peu intégré à l'histoire de l'Europe. Contre la vision de la fragmentation inéluctable des Balkans et d'une Yougoslavie perçue comme un état artificiel, on soutiendra que cette région participe pleinement de la dynamique territoriale de l'Europe :

Qu'est-ce que l'Europe ? Réponse provisoire, sous réserve de confirmation et de précision : un ensemble multiple d'éléments engagés dans un jeu complexe de disjonctions et de conjonctions, ou mieux encore, de diffractions et de réfractions, telles que les ensembles et les éléments ne cessent de se provoquer dans une tension continue entre une fragmentation qui peut être poussée très loin et une attente d'unité peut-être introuvable⁶.

Les militants et les individus qui se sont mobilisés en France face aux crises roumaine et yougoslaves n'ont pas été sans critiquer leur action, le cadre dans lequel elle a pu se déployer, ses limites et ses ambiguïtés. Ma position critique a pu s'appuyer sur leur réflexivité sans pour autant renoncer à en explorer les points aveugles⁷.

Si on admet qu'un nouveau rapport entre l'expérience et la connaissance s'élabore dans les années 1990, il concerne particulièrement le rapport de l'individu au monde extérieur présenté par le biais de l'actualité. Il touche donc à la conscience de soi et à la conscience du monde. On peut provisoirement avancer l'idée que ce nouveau rapport est marqué par l'individualisation des approches, l'introduction de nouvelles subjectivités politiques, mais aussi par la généralisation de la raison humanitaire comme mode de gouvernance et mode de pensée et la prolifération de discours généralisant et stéréotypés qui opèrent de façon autonome. Ce rapport touche aussi à la perception des temporalités. Alors que le présent est devenue la temporalité centrale dans la perception contemporaine, effaçant le passé et l'avenir et que nous sommes entrés dans un nouveau « régime d'historicité » qu'on peut qualifier de « présentisme »⁸, les bouleversements de la péninsule balkanique et les épisodes militants que nous avons ici étudiés ont participé activement à cette transformation. Ils marquent le moment d'une prise de conscience. Dans cette configuration, une des fonctions de la discipline historique portant sur des objets contemporains est aussi de donner à voir ce qu'il y a de présent

⁶ Pierre Caussat, Dariusz Adamski, Marc Crépon, *La langue source de la nation. Messianismes séculiers en Europe centrale et orientale – du XVII^e au XX^e siècles*, Hayen, Mardaga, 1996, p. 8.

⁷ Voir la façon dont D. Fassin se situe par rapport aux travailleurs humanitaires et à ceux qui mettent en œuvre la politique humanitaire : « Je savais d'expérience qu'il était possible d'obéir à cette double injonction. Je connaissais la possibilité et même la nécessité – mais aussi la difficulté – de ce jeu d'engagement et de distanciation, qui loin d'être une sorte de schizophrénie, provient tout simplement d'une exigence éthique et intellectuelle au regard de laquelle le respect des interlocuteurs n'empêche pas l'exploration des territoires sur lesquels ils ne peuvent ou ne veulent aller », D. Fassin, *La raison humanitaire...*, *op. cit.*, p. 318.

⁸ F. Hartog, *Régimes d'historicité...*, *op. cit.*, p 28.

et de futur dans le passé et ce qu'il y a de passé dans le présent, pour en quelque sorte 'alléger' le présent.

Sources et références bibliographiques

Sources

Pour notre sujet qui s'intéresse aux représentations sociales et à leurs modalités d'expressions publiques et de transmission, les sources primaires sont pour la plupart des documents publiés -ouvrages (essais, documents, œuvres de fiction), publications périodiques- ou documents audiovisuels (films, productions des médias audiovisuels). Beaucoup le sont en France, qui est notre terrain, mais certains sont parus dans les pays balkaniques ou ailleurs.

Parmi ces publications, nous avons distingué celles qui ont été pour nous des sources primaires et celles qui font office de références bibliographiques. Pour certaines occurrences cependant, la distinction a pu s'avérer difficile à établir, étant donné que l'analyse et l'interprétation d'événements (les 'crises' roumaine et yougoslaves) et d'une période historique (la décennie 1990) font partie de notre objet de recherche.

Nous avons aussi consulté des écrits produits par les mobilisations collectives (bulletins, tracts, rapports, correspondances) qui se trouvent majoritairement dans des archives associatives non déposées. Elles nous ont été communiquées par les principaux responsables. La consultation de ces archives militantes a été complétée par une vingtaine d'entretiens réalisés auprès de militants et de personnalités ayant eu des responsabilités dans les mouvements étudiés.

Fonds d'archives

Fonds d'archives déposées

- Fond Jean-René Chauvin, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne-Bibliothèque d'histoire sociale, cote 1-JRC-8F : « Association Sarajevo et engagement Bosnie et Kosovo »

[cette partie des archives de Jean-René Chauvin (1918-2011), secrétaire du bureau de l'Association Sarajevo, comporte d'une part des archives de l'association Sarajevo – statuts, comptes rendus du conseil d'administration, rapports, courriers internes ; d'autre part des appels, tracts et autres documents produits par le réseau Citoyens citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine et des acteurs associatifs de la mobilisation autour de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo, ainsi que des coupures de presse. Les documents ont été classés à l'origine par le producteur]

Trois boîtes

[archives de l'A. S.]

- Conseil œcuménique des églises, Nanterre, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, cote BDIC-F delta 2149/1241 : « Actions en Bosnie-Herzégovine et en ex-Yougoslavie entre 1992 et 1996 »

[Documentation sur un projet de mise en place d'un centre de protection des femmes victimes de crimes de guerre. Missions en Bosnie : projet, comptes rendus de réunions, correspondances, journal de voyage, notes, documentation, coupures de presse, appels à la mobilisation, ébauches de communiqué de presse, notes de synthèse, rapports de mission, listes de contacts].

Une boîte

[archives du COE].

- Archives de l'association Paris X- Sarajevo, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Nanterre (déposées mais encore non classées en septembre 2015)

[Carton 1. Documentation diverse sur les crises yougoslaves : coupures de presse, bulletins associatifs, dont *Convergences Bosnie-Herzégovine*, *Balkan Report*, *Balkans War Report*.

Carton 2. Livres et revues.

Carton 3. Archives de l'association Paris X-Sarajevo : appels à la mobilisation, correspondances, rapports de mission et d'activités.

-Documents émanant d'autres associations ou réseaux : Association Étudiants pour Sarajevo, Association pour la renaissance de la Bibliothèque nationale de Sarajevo, Fédération internationale des droits de l'Homme, comité Kosovo, Association Sarajevo, Convention nationale des collectifs contre l'épuration ethnique.

Coopération entre Paris X-Paris VIII-Université de Sarajevo. Projet de recherche sur l'urbanité de Sarajevo, projet européen]

[archives Paris X-Sarajevo].

Fonds d'archives privées non déposées (n. d.)

-Archives privées de Bernard Dréano

[Archives du réseau international Helsinki citizens' assembly (HCA) et de sa branche française l'Assemblée européenne des citoyens (AEC)

Documentation diverse sur les mobilisations face aux conflits en Yougoslavie émanant du réseau Citoyens citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine et d'associations diverses qui en sont membres : Comité de Paris contre la purification ethnique, Mouvement pour une action non violente, Comité Vukovar-Sarajevo, Comité Mir sada, Association Sarajevo capitale culturelle de l'Europe, Fondation France-libertés, etc.);

Publications associatives diverses dont *Reseaux de citoyens*, *Balkans War Report*, bulletins de liaison des comités locaux AEC, coupures de presse, résultats de symposium, projets, rapports, appels des associations bosniennes, correspondances]

8 boites

[archives n.d. Dréano]

-Archives privées de Sadžida Jerlagić

[Documentation sur les mobilisations citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine : coupures de presse en français et serbo-croate, documents produits par des associations françaises, tracts, pétitions, etc.]

[archives n. d. Jerlagić].

-Archives privées d'Édith Lhomel

[Documentation sur le réseau Opération villages roumains (OVR), en particulier sur la période 1988-2005 : bulletins associatifs, coupures de presse, ouvrages publiés par OVR]

(a été consultée principalement la documentation destinée au public)

[archives n.d. Lhomel]

-Archives privées de Miloš Lazin

[Documentation sur les campagnes de mobilisation des institutions théâtrales françaises face au conflit en Bosnie-Herzégovine -campagne Sarajevo Capitale culturelle de l'Europe, Déclaration d'Avignon-

Documents concernant la mobilisation de la Ligue de l'enseignement et les médias indépendants en ex-Yougoslavie et coupures de presses en français et en serbo-croate]

[archives n. d. Lazin].

Archives privées de Jacques Picard

[archives du Comité ex-Yougoslavie, Maison du monde de la ville d'Évry]

[archives n. d. Picard].

Sources publiées

Outils bibliographiques

Bibliographie européenne des travaux sur l'ex-URSS et l'Europe de l'Est, Paris, Éditions de l'EHESS [en particulier les volumes XV (1989) à XXI (1995)].

Ibrovac (Miodrag) et Popović (Pavle), *Essai de bibliographie française de la littérature yougoslave*, Felix Alcan, 1931, 32 p.

Lasić (Stanko), « Bibliographie de la littérature croate en langue française », *Le Pont. Magazine littéraire*, n°3-4, Zagreb/Paris, 1998, rééd. augmentée [*Annales de l'Institut français de Zagreb*, 2^e série, n°20-21, 1969], p. 275-338.

Laroque Laborde (Dominique), « Bibliographie sur les conflits yougoslave », *Mots*, n°47, 1996, p. 134-143.

Lazin (Miloš), *Le théâtre de l'espace culturel yougoslave. Bibliographie et sitographie des textes d'auteurs dramatiques de Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie traduit en français*, 2015 ; URL : www.troisiembureau.com/qui-sommes-nous/le-centre-de-ressources/

Savadjian (Léon), *Bibliographie balkanique*, Paris, Éditions de la Revue des Balkans

Vol. I. 1920-1930, introduction d'Albert Mousset, 1931, 270 p.

Vol. II. 1931-32, introduction de Maurice Muret, 1934. 152 p.

Vol III. 1933, introduction de Charles Loiseau, 1934, 119 p.

Vol IV. 1934, introduction d'Albert Jullien, 1935, 76 p.

Vol V. 1935, introduction de Gustave Demorgny, 1936, 109 p.

Srebro (Milivoj), *Bibliographie de la littérature serbe en France (1945-2004)* précédée de *La littérature serbe dans le miroir français*, Belgrade, Bibliothèque nationale de Serbie, 2004, 200 p.

Wallon (Emmanuel), « Bibliographie sur la guerre en ex-Yougoslavie, publiée en 2001 sur le site Internet de Médecins sans frontières (www.msf.org) au sujet de Srebrenica », URL : <http://e.wallon.free.fr/IMG/pdf/Biblio-Yougo.pdf>

Témoignages, récits de voyage, guides touristiques

Benda (Marc), Crémieux (François), *Paris-Bihac*, Paris, Éditions Michalon, 1995, 186 p.

- Brauman (Rony), *Penser dans l'urgence. Parcours critique d'un humanitaire*, entretien avec Catherine Portevin, Paris, Seuil, 2006, 268 p.
- Camboulives (Bernard), *Journal de Roumanie. La richesse sous les gravats*, Fontenay-sous-bois, Anako Éditions, 1999, 317 p.
- Carnets de Sarajevo 1. Rencontres européennes du livre de Sarajevo*, Paris, Gallimard, 2002, 202 p.
- Champion (Patrice), *Un français à Belgrade 1990-1994*, Paris, Tatamis, 2012, 254 p.
- Champseix (Elisabeth) et Champseix (Jean-Paul), *57, boulevard Staline. Chroniques albanaises*, Paris, La Découverte, 1990, 311 p.
- *L'Albanie ou la logique du désespoir*, Paris, La Découverte, 1992, 301 p.
- Costil (Jean) et Numez (Jean-Paul), « Bosnie : le fiel, la haine et la folie. Missions en Bosnie Cimade et Conseil œcuménique des Églises (février et avril 1993) », *CIMADE Informations*, août 1993.
- Derouette (Catherine), *Au nom des enfants oubliés de Roumanie*, préf. du Dr. Xavier Emmanuelli, Paris, Montréal, Budapest, L'Harmattan, 2001, 276 p.
- Diklić (Davor), *Teatar u ratnom Sarajevu (1992-1995). Svjedočanstva*, [Le théâtre dans Sarajevo en guerre (1992-1995). Témoignages], Sarajevo-Zemun, Kamerni Teatar 55/Most Art, 2004. 279 p.
- Dimitrijevic (Vladimir), *Personne déplacée*, Lausanne, Pierre Marcel Favre, 1986, 219 p.
- Divjak (Jovan), *Sarajevo, mon amour*, préf. de Bernard Henri-Lévy, Paris, Buchet-Chastel, 1994, 298 p.
- Dizdarević (Zlatko), *Portraits de Sarajevo*, trad. du serbo-croate par Sasa Sirovec, préf. d'André Glucksmann, Paris, Spengler, 1994, 164 p.
- *Le silence et rien autour*, avec les photographies de Gérard Rondeau, Arles, Actes sud, 78 p.
- Djordjevic (Mirko), *La voix d'une autre Serbie. L'anti-journal*, Saint-Maur, Parole et silence, 1999, 173 p.
- Domenach (Jean-Marie) et Poutault (Alain), *La Yougoslavie*, Paris, Le Seuil, coll. « Petite planète », n°25, 1960, 189 p.
- Durandin (Catherine) (ed.), *L'engagement des intellectuels à l'Est. Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, Paris, L'Harmattan, 1994, 160 p.
- Fernandez (Dominique), *Rapsodie roumaine*, avec les photographies de Ferrante Ferranti, Paris, Grasset, 1998, 288 p.
- Filipović (Zlata), *Le journal de Zlata*, trad. du serbo-croate par Alain Cappon, Paris, Pocket jeunesse, 2004 [Pocket 1998] [1^{ère} éd. française Robert Laffont, 1993] [éd. originale 1993], 205 p.

- Fortis (Alberto), *Voyage en Dalmatie par M. l'abbé Fortis*, Berne-Paris, La société typographique, 1778 [éd. originale 1774], 2 T.
- Garde (Paul), *Journal de voyage en Bosnie-Herzégovine*, Strasbourg, La Nuée bleue, 1995, 141 p.
- Goytisolo (Juan), *Cahier de Sarajevo*, trad. de l'espagnol par François Maspéro, La Nuée bleue, Strasbourg, 1993, 93 p.
- Gutman (Roy), *Bosnie, témoin du génocide*, trad. de l'américain par Michel Valois, Paris, Desclée de Brouwer, 1994 [éd. originale 1993], 284 p.
- Hatzfeld (Jean), *L'air de la guerre. Sur les routes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine*, Paris, Le Seuil 1995 [1^{ère} éd. Éditions de l'Olivier 1994], 301 p.
- Handke (Peter), *Un voyage hivernal vers le Danube, la Save, la Morava et la Drina*, trad. de l'allemand par Georges Lorfèvre, Paris, Gallimard, 1996 [éd. originale 1996], 125 p.
- Heller (Yves), *Des brasiers mal éteints. Un reporter dans les guerres yougoslaves 1991-1995*, Paris, Le Monde Éditions, 1997, 339 p.
- Kadaré (Ismail), *Invitation à l'atelier de l'écrivain*, suivi de *Le poids de la Croix*, trad. de l'albanais par Jusuf Vrioni, Paris, Fayard, 1991, 217 p.
- *Il a fallu ce deuil pour se retrouver. Journal de la guerre du Kosovo*, trad. de l'albanais par Jusuf Vrioni, Paris, Fayard, 2000, 243 p.
- Kusturica (Emir), *Où suis-je dans cette histoire ?*, trad. du serbo-croate par Vladimir Cejovic et Anne Renoue, Paris, Lattes, 2011, 300 p.
- Kebo (Ozren), *Bienvenue en enfer. Sarajevo, mode d'emploi*, trad. du bosniaque par Mireille Robin, photographie de Gérard Rondeau, Strasbourg, La Nuée bleue, 1997, 171 p.
- Jammes (Louis), *Sarajevo n'est en réalité le nom de rien qui puisse être représenté* [photographies], Paris, Flammarion 4, 1994, 140 p.
- Lagrave (Rose-Marie), *Voyage aux pays d'une utopie déchue*, Paris, PUF, 1998, 183 p.
- Lebas (Jacques), *À la vie, à la mort. Médecin par temps d'épidémies*, Paris, Le Seuil, 1993, 240 p.
- Leger (Louis), *Souvenirs d'un slavophile (1863-1897)*, Paris, Librairie Hachette, 1905, 311 p.
- Lejean (Guillaume), *Voyages dans les Balkans (1857-1870)*, préf. de Marie-Thérèse Lorain, postface de Bernard Lory, Paris, Non lieu, 2011, 493 p.
- Liiceanu (Gabriel), *Le journal de Paltinis. Récit d'une formation spirituelle et philosophique*, trad. du roumain par Marie-France Ionesco, Paris, La Découverte, 1999 [éd. originale 1983], 259 p.
- Lamartine (Alphonse) (de), *Voyage en Orient*, texte établi, présenté et annoté par Sarga Moussa, Paris, Honoré Champion, 2000 [1^{ère} éd. 1835], 778 p.
- Lebreton (Jean-Marie), *La fin de Ceausescu. Histoire d'une révolution*. Paris, L'Harmattan, 1996, 186 p.
- Lévy (Bernard-Henri), *Le lys et la cendre. Journal d'un écrivain au temps de la guerre en Bosnie*, Paris, Grasset, 1996, 552 p.

- Londres (Albert), *Les Comitadji*, Paris, Le Serpent à plumes, 2002 [1^{ère} éd.1932] [1997], 191 p.
- Mann (Carole), *Les femmes de Sarajevo*, Bellecombe-en-Bauge, Éditions du Croquant, 2014, 219 p.
- Maspero (François), *Balkans transit*, avec les photographies de Klavdij Sluban, Paris, Le Seuil, 1997, 391 p.
- Matvejevitch (Predrag), *Le monde « ex »*, Paris, Fayard, 1996, 288 p.
- Montigny (Philippe), *Quand il fait froid la mort. Guerres en Bosnie*, Paris, Dagorno, 1994, 270 p.
- Morand (Paul), *Bucarest*, Paris, Plon, 1990 [1^{ère} éd. 1935], 293 p.
- Morillon (Philippe), *Croire et oser. Chronique de Sarajevo*, Paris, Grasset, 1993, 215 p.
- Neyrac (Georges), *Les larmes du Kosovo*, Paris, Cerf, 2001, 119 p.
- Paléologue (Alexandre), *Souvenirs merveilleux d'un ambassadeur des Golans*, entretiens réalisés avec Marc Sémo et Claire Tréan, Paris, Balland, 1990, 245 p.
- Plisson (Gabriel), *Mourir pour Sarajevo*, Paris, Éditions In Fine, 1994, 319 p.
- Pelletier (René), *Chez les Yougoslaves, de la Save à l'Adriatique, Sarajevo et sa région*, Paris, Belles-Lettres, 1934, 273 p.
- Peress (Gilles), *Farewell to Bosnia*, New York, Scalo Publisher, 1994, 160 p. [photographies]
- Sallenave (Danièle), *Passages de l'Est. Carnets de voyages 1990-1991*, Paris, Gallimard, 1992, 329 p.
- Šta ima ? *Ex-Yougoslavie, d'un État à d'autres*, Toulouse, L'Œil électrique/Guernica ADPE, 2005, 260 p.
- Storti (Martine), *Cahiers du Kosovo. L'urgence de l'école*, Paris, Textuel, 2001, 215 p.
- Reed (John), *La guerre dans les Balkans*, trad. de l'américain et préf. de François Maspéro, Paris, Le Seuil, 1996 [éd. originale 1916], 328 p.
- Rolin (Jean), *Campagnes*, Paris, La Table ronde, 2011[1^e éd. Gallimard 1999], 228 p.
- Rondeau (Gérard), *Parcours roumains*, préf. de Jean Rolin, Paris, Bernard Barrault Éditeur, 1990, non paginé.
- Tchossitch (Dobrica), *Le temps du réveil. Entretiens avec Dobritsa Tchossitch*, suivi de *Lettre ouverte aux intellectuels d'Europe*, par Schiffer (Daniel S.) et précédé de *En route pour Belgrade* par Marazzani (Toschi) et Visconti (Jeanie), Lausanne, L'Âge d'homme, 1992, 41 p.
- *L'effondrement de la Yougoslavie : positions d'un résistant*, trad. du serbe par Slobodan Despot, Lausanne, L'Âge d'homme, 1994, 175 p.
- Troude (Alexis), *Serbie-Monténégro*, Paris, Le Petit futé, 2005.
- Ugrešić (Dubravka), « Zagreb, Amsterdam, New York », *Lettre internationale*, n° 33, été 1992, p. 78-81.
- Védrine (Hubert), *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, 784 p.

Voyage balkanique. Dalmatie et Bosnie-Herzégovine en 1929 et maintenant, avec les photographie de Charles-Marcel Heidsieck, Paris, Association voyage balkanique (Collectif d'éditeurs), diffusion Stock, Paris, 1994, 229 p.

Vulliet (France), *Un peu à l'est. Rencontres*, Poissy, La Main multiple, 2003, 156 p.

West (Rebecca), *Agneau noir et faucon gris. Un voyage à travers la Yougoslavie*, trad. de l'anglais par Gérard Joulié, Lausanne, L'Âge d'homme, 2000 [éd. originale 1940], 909 p.

Zograf (Aleksandar), *E-mails de Pančevo*, trad. de l'anglais par Monique Laxalt, Paris, L'association, 1999, 62 p.

Essais et documents

Une autre Serbie, Les Temps modernes, n° 570-572 (numéro spécial), janvier-mars 1994, 208 p.

L'autre Europe, Esprit, n°368, février 1968, p. 161-328.

Les Balkans en feu à l'aube du XX^e siècle. Reportages, essais, nouvelles, textes réunis et présentés par Timour Muhidine et Alain Quella-Villéger, Paris, Omnibus, 2004, 923 p.

Bariot (Patrick), *L'affaire Handke. La pensée criminalisée ou l'affaire Bonnazet*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2006, 157 p.

Baudrillard (Jean), *La guerre du Golf n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991, 104 p.

Baverez (Nicolas), « Yougoslavie, 1992 ou 1936 », *Commentaire*, n°60, 1992/4, p. 823-828.

Besson (Patrick), *Coup de gueule contre les calomniateurs de la Serbie*, Paris, Ramsay, 1995, 114 p.

Besson (Patrick), Dutour (Frédéric), Dutourd (Jean), Leroy (Jérôme) *et al.*, *Avec les Serbes*, L'Âge d'homme, Lausanne, 1996, 118 p.

Brossat (Alain) et Potel (Jean-Yves), *Au miroir de la guerre : Réflexions sur la bataille de Kosovo*, La tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999, 163 p.

Canivez (Patrice), *Questions de responsabilité. La France et l'idée d'Europe face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie*, Paris, Colibri, 37 p.

Cerović (Stanko), *Dans les griffes des humanistes*, Climats, Castelnau-le-Lez, 2001, 316 p.

Chaslin (François), *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes*, Paris, Descartes & Cie, 1997, 106 p.

Chateaubriand (de) (François-René), *Note sur les Grecs*, Paris, Lenormant père, 1825, 48 p.

Coq (Bertrand) et Floquet (Michel), *Les tribulations de Bernard K. en Yougoslavie ou l'imposture humanitaire*, Paris, Albin Michel, 1993, 221 p.

- Čolović (Ivan) *Le bordel des guerriers. Folklore, politique et guerre*. Paris, Non lieu, trad. du serbe par Mireille Robin 2009 [1^{ère} éd. française Fribourg, Lit Verlag, 2005] [éd. originale 1993], 203 p.
- Čolović (Ivan) et Mimica (Aljoša), *Druga Srbija [L'autre Serbie]*, Belgrade, Plato, 1992, 192 p.
- Constant (Benjamin), *Appel aux nations chrétiennes en faveur des Grecs*, Paris, Treutel et Würtz, 1825, 16 p.
- Cot (Général d'armée cr Jean) (ed.), *Dernière guerre balkanique ? Ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives*, Paris, Fondation pour les études de défense-L'Harmattan, 1996, 253 p.
- Denis (Ernest), *La grande Serbie*, Paris, Librairie Delagrave, 1915, 336 p.
- Dizdarević (Zlatko), *J'accuse l'ONU*, trad. du bosniaque par Saša Sirovec et de l'italien par Chantal Moiroud, Paris, Spengler, 1993, 207 p.
- L'ex-Yougoslavie en Europe : de la faillite des démocraties au processus de paix* (sous la responsabilité du comité d'organisation du colloque « L'ex-Yougoslavie en Europe », Paris 15-16 décembre 1995), Paris, L'Harmattan, 1997, 340 p.
- Durrieu (Yves), *L'héritage de Tito : l'autogestion nécessaire*, Paris, Syros, 1980, 281 p.
- Faye (Jean-Pierre), *La frontière. Sarajevo dans l'archipel*, Arles, Actes sud, 171 p.
- Finkelkraut (Alain), *La défaite de la pensée*, Paris, Gallimard, 1987, 167 p.
- *Comment peut-on être croate ?*, Paris, Gallimard, 1992, 151 p.
- Garapon (Antoine) et Mongin (Olivier), *Kosovo, un drame annoncé*, Paris, Michalon, 1999, 292 p.
- Garde (Paul), *Vie et Mort de la Yougoslavie*. Paris, Fayard, éd. Augmentée, 1999 [1994] [1992] [1^{ère} édition 1992], 464 p.
- Goupil (Romain), Herzog (Gilles), Lambert (Christian) *et al.*, « Bosnie : la honte continue », *La Règle du jeu*, n°14, septembre 1994, p. 41-162.
- Grmek (Mirko), *La guerre comme maladie sociale*, Paris, Le Seuil, 2001, 257 p.
- Guezennec (Georges), *La Yougoslavie autogestionnaire : bilan critique d'une époque prestigieuse*, Nonette, Éditions Créer, 1991, 181 p.
- Hermant (Paul), *Tous les fleuves vont à la mer. Cinq ans d'Opération villages roumains*, Bruxelles, Éditions de la démocratie, 1993, 88 p.
- *Au temps pour moi. Journal intime d'une association d'idées, 1989-2004*, Les Carnets du Dessert de Lune, 2004, 181 p.
- Iveković (Rada) (ed.), *La Croatie depuis l'effondrement de la Yougoslavie. L'opposition non nationaliste*, trad. du croate par Mireille Robin et Danka Šošić-Vijatović, Paris, L'Harmattan, 1994, 127 p.
- Iveković (Rada) et Blažević (Dunja) (eds.), *Hommage à Sarajevo. Destruction de l'image/ image de la destruction*, actes du colloque organisé par La Fonderie au Mans du 22 au 24 octobre 1993, Paris, La Fonderie-L'Harmattan, 1997, 110 p.

- Ismail Kadaré, *gardien de la mémoire. Actes du deuxième colloque international francophone du canton de Payrac (Lot)*, organisé par l'Association des écrivains de langue française, Paris, Sepeg international, 1993, 304 p.
- Janson (Francis), « Le parler en action (entretien) », *Les Temps modernes*, n°587, mars-avril-mai 1996, p. 160-173.
- Joffrin (Laurent), *Yougoslavie, suicide d'une nation. Kosovo, la guerre du droit*, Paris, Éditions Mille et une nuit, 1999, 63 p.
- Julliard (Jacques), *Ce fascisme qui vient...*, Paris, Le Seuil, 1994, 195 p.
- Kadaré (Ismail), *Autobiographie d'un peuple en vers*, Tirana, 8 Nëntori, 1988, 181 p.
- *Eschyle ou l'éternel perdant*, trad. de l'albanais par Alexandre Zotos, Paris, Fayard 1988 [éd. originale 1985], 131 p.
- Kaplan (Robert. D.), *Balkan Ghosts. A Journey through History*, New York, Picador, 2005 [1^{ère} éd. 1993], 368 p.
- Karahasan (Dževad), *Un déménagement*, trad. du serbo-croate par Mireille Robin, Paris, Calmann-Levy, 1994 [éd. originale 1993], 90 p.
- Karnouh (Claude), *Petites chroniques d'Europe orientale et d'ailleurs*, Paris, Acratie, 1996, 206 p.
- *L'invention du peuple. Chronique de Roumanie et d'Europe orientale*, Paris, L'Harmattan, 2005, 408 p.
- *Adieu à la différence. Essais sur la modernité tardive*, Paris, Arcantère, 1993, 228 p.
- Kovač (Nikola), *Bosnie. Le prix de la paix*, préf. de François Fejtö, Paris, Michalon, 1995, 170 p.
- Kundera (Milan), « Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, n° 27, 1983, p. 3-23 ; DOI 10.3917/deba.027.0003.
- Lambrichs (Louise L.), *Nous ne verrons jamais Vukovar*, Paris, Philippe Rey, 2005, 475 p.
- *Le cas Handke. Conversation à bâtons rompus*, Paris, Inventaire/invention, 2003, 94 p.
- Laplace (Yves), *Considérations salutaires sur le désastre de Srebrenica*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, 187 p.
- Le Brun (Annie), *Les assassins et leurs miroirs. Réflexion à propos de la catastrophe yougoslave*, Paris, Pauvert-Le Terrain vague, 1993, 92 p.
- Lévy (Bernard-Henri), « La Yougoslavie au cœur », *Politique internationale*, n°57, 1992, p. 273-287.
- Lévy-Vroelant (Claire), Joseph (Isaac) (eds.), *La guerre aux civils : Bosnie-Herzégovine, 1992-1998*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1997, 263 p.
- Le livre noir de l'ex-Yougoslavie. Purification ethnique et crimes de guerre*, doc. rassemblés par le Nouvel observateur et Reporters sans frontières, Paris, Arléa, 1993, 485 p.

- Mahmutćehajić (Rusmir), *Le meurtre de la Bosnie*, trad. du bosniaque par Mauricette Begić et Nicole Dizdarević, Non lieu, 2008 [éd. originale 1998], 200 p.
- Matvejevitch (Predrag) (ed.), *Ex-Yougoslavie, les seigneurs de la guerre*, Paris, L'Esprit des péninsules, 1999, 157 p.
- Merlino (Jacques), *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*, Paris, Albin Michel, 1993, 265 p.
- Michel (Andrée), *Justice et vérité pour la Bosnie-Herzégovine*, Paris, L'Harmattan, 2001, 147 p.
- Moch (Jules), *Yougoslavie, terre d'expériences*, Paris, Éditions du rocher, 1953, 340 p.
- Morin (Edgar), *Les fratricides. Yougoslavie-Bosnie, 1991-1995*, Paris, Arléa, 1996, 123 p.
- Nahoum-Grappe (Véronique), « L'usage politique de la cruauté. L'épuration ethnique, ex-Yougoslavie, 1991-1995 », Françoise Héritier (ed.), *De la violence*. Paris, Odile Jacob. 1996, pp. 275-323.
- Nahoum-Grappe (Véronique) (ed.), *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, (publié à l'initiative du Comité Vukovar-Sarajevo, de la CFDT et de la Ligue de l'enseignement Éditions Esprit, 1993, 295 p.
- Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, textes rassemblés, traduits et commentés par Grmek (Mirko), Gjidara (Marc) et Simac (Neven), Paris, Seuil, 2002 [Fayard 1993], 353 p.
- Opération villages roumains, *Société civile et devoir d'ingérence*, Bruxelles, Z Éditions, 1989.
- *L'Europe à l'épreuve de ses démocraties locales*, Charleroi, OVR Éditions, 1994, 128 p.
 - *Une utopie citoyenne. Dix ans d'Opération villages roumains, 1989-1999*, Charleroi, OVR Éditions, 1999, 267 p.
 - *Les rencontres de l'Epau. Premiers ateliers des communes de l'association française de l'Opération villages roumains, 1989-1999*, Charleroi, OVR Éditions, 1999.
- The Other Balkan Wars. A 1913 Carnegie Endowment Inquiry in Retrospect*, with a new introduction and reflections on the present conflict by George F. Kennan, Washington, Cargerie Endowment for International Peace, 1993 [éd. originale 1914], 413 p.
- Quinet (Edgar), *Les Roumains*, Paris, Kryos, 2008, [1^e éd. 1856], 170 p.
- Raufier (Xavier) et Haut (François), *Le chaos balkanique*, Paris, La Table ronde 1992, 181 p.
- Ravenel (Bernard), *Une guerre de gauche. Pour la paix à travers le droit*. Paris, Golias, 1999, 221 p.
- Smith (Général Sir Rupert), *L'utilité de la force : l'art de la guerre aujourd'hui*, trad. de l'anglais par Philippe Ricalens, Paris, Economica, 2007 [éd. originale 2005], 365 p.
- Soloz (Christophe), *Retour aux Balkans, essais d'engagement (1992-2010)*, Paris, L'Harmattan, 2010, 404 p.
- Stark (Hans), *Les Balkans. Le retour de la guerre en Europe*, Paris, Dunod-Ifri, 1993, 238 p.

- Stevanović (Vidosav), *Milosevic, une épitaphe*, trad. du serbe par Angélique Ristic, Paris, Fayard, 2000, 390 p.
- Thiers (Henri), *La Serbie. Son passé et son avenir*, Paris, Dramard Braudry, 1876 [1862], 159 p.
- Vernet (Daniel) et Gonin (Jean-Marc), *Le rêve sacrifié. Chronique des guerres yougoslaves*, Paris, Odile Jacob, 1994, 282 p.
- Vukadinović (Vladimir), *Le mur de Sarajevo : les Serbes devant la justice française*, préf. de Paul-Marie de la Gorce, Lausanne, L'Âge d'homme, 1995, 175 p.
- Wolton (Dominique), *War Game. L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991, 289 p.
- Yankovitch (Paul) (ed.), *La Yougoslavie*, Paris, Larousse, 1975, 159 p.
- Yougoslavie. Penser dans la crise*, textes réunis par Gérard Roulet et Rada Iveković, *Lignes*, n°20, sept. 1993, 178 p.

Oeuvres littéraires

- Albahari (David), *L'appât*, trad. du serbe par Gabriel Iaculli et Gojko Lukić, Paris, Gallimard, 1999 [éd. originale 1996], 157 p.
- *L'homme de neige*, trad. du serbe par Gabriel Iaculli et Gojko Lukić, Paris, Gallimard, 2004 [éd. originale 1995], 128 p.
- Andrić (Ivo), *Le pont sur la Drina*, trad. du serbo-croate par Pascale Delpech, postface de Predrag Matvejevič, Paris, LGF, 2008 [1997, 1999] [Belfond 1994 et 1997], 380 p.
- *La chronique de Travnik*, trad. du serbo-croate par Pascale Delpech, préf. de Paul Garde, Paris, Le Serpent à plumes, 2005 [1^{ère} éd. française Belfond, 1996 et 1997], 678 p.
- Gaudé (Laurent), *Pluie de cendres*, Arles, Actes sud-Papiers, 2001, 38 p.
- *Cendres sur les mains*, Arles, Actes sud-Papiers, 2002, 41 p.
- Hatzfeld (Jean), *La guerre au bord du fleuve*, Paris, Éditions de l'Olivier, 1999, 272 p.
- *Robert Mitchum ne revient pas*, Paris, Gallimard, 2013, 240 p.
- Kadaré (Ismail), *Le Général de l'armée morte*, trad. de l'albanais par Jusuf Vrioni, Paris, LGF, 2011 [1974] [1^{ère} éd. française Albin Michel 1970] [éd. originale 1968], 317 p.
- *Avril Brisé*, trad. de l'albanais par Jusuf Vrioni, Paris, LGF, 1997 [éd. originale 1974] [1^e éd. française, Fayard 1981] [éd. originale 1980], 277 p.
- *Trois chants funèbres pour le Kosovo*, trad. de l'albanais par Jusuf Vrioni, Paris, Fayard 1998, 118 p.
- *Le dossier H*, trad. de l'albanais par Jusuf Vrioni, Paris, LGF, 2001 [1^{ère} éd. française Fayard 1989], 220 p.

- Kosovo dans la nuit*, textes réunis, trad. et prés. par Anne-Marie Autissier, Christine Montécot et Alexandre Zotos, préf. de Jean-Yves Potel, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999, 128 p.
- Melquiot (Fabrice), *Le Diable en partage- Kids*, Paris, L'Arche, 2002, 156 p.
- Py (Olivier), Gilbert (Philippe), *Requiem pour Srebrenica*, manuscrit, créé le 8 janvier 1999 au Centre Dramatique National/Orléans-Loiret-Centre.
- Šnajder (Slobodan), *La dépouille du Serpent*, trad. du serbo-croate par Mireille Robin, Paris, L'Espace d'un instant, 2002, 117 p.
- Tchossitch (Dobritsa), *Racines*, trad. du serbo-croate par Dejan M. Babić, Paris, L'Âge d'homme, 1992, 255 p.
- *Le temps de la mort*, T. 1 et T. 2, trad. du serbe par Dejan Babić, Paris, L'Âge d'homme, 1991, 767 p. + 1015 p.
 - *Le temps du mal*, T. 1. *Le pêcheur, l'hérétique* et T. 2. *Le croyant*, trad. du serbo-croate par Slobodan Despot, Paris, L'Âge d'homme, 1990, 702 p. + 594 p.
- Ugrešić (Dubravka), *Le musée des redditions sans condition*, trad. du serbo-croate par Mireille Robin, Paris, Fayard, 2004, 349 p.
- *Le ministère de la douleur*, trad. du serbo-croate par Janine Matillon, Paris, Albin Michel, 2008, 324 p.
- Vazov (Ivan), *Sous le joug*, trad. du bulgare et annoté par Marie Vrinat-Nikolov, préf. de Bernard Lory, Paris, Fayard, 2007 [1^e ed. française 1897], 481 p.
- Visniec (Matéi), *Paparazzi ou la chronique d'un lever de soleil avorté. Du sexe de la femme comme champ de bataille dans la guerre en Bosnie*, Arles, Actes sud-Papiers, 1996, 105 p.

Films documentaires et de fiction

- Ardant (Fanny), *Cendres et Sang*, 2009 (Diffusion : Alfama Film).
- Barrat (Patrice), *Chaque jour pour Sarajevo. Chroniques d'une rue assiégée* 1993, 1994, 1995 (Production : Point du jour ; diffusion : Arte)
- Ferrari (Alain) et Lévy (Bernard-Henri), *Bosna !*, 1994 (Diffusion : Mars Distribution)
- Kusturica (Emir), *Papa est en voyage d'affaires* [Otac na službenom putu], 1985 (production Bosna Film).
- *Le temps des gitans* [Dom za vešanje], 1988 (Production : Forum Film-Sarajevo, TV Sarajevo, Columbia Pictures ; diffusion en France : Charlotta Film).
 - *Underground*, 1995 (Production : Pandora Film, Novo Film, Ciby 2000, avec la participation de Radio-Televizije Srbije, Communa Film, Chaplain Film, diffusion en France : Ciby distribution).

Marker (Chris), *Casque bleu*, 1995 (Production et diffusion : Les films du jeudi).

Mungiu (Cristian), *Occident*, 2002 (Production : Temple Film, Diffusion : New Film Romania)

Porumboiu (Corneliu), *12h08 à l'est de Bucarest [A fost sau n-a fost?]*, 2006 (Diffusion en France : Bac Film)

Ophuls (Marcel), *Veillée d'armes, histoire du journalisme en temps de guerre*, 1994 (Diffusion : Arte)

Ravalet (Thierry) et Ferrari (Alain), *Un jour dans la mort de Sarajevo*, avec le commentaire de B.-H. Lévy, 1993 (Diffusion : Odessa Film)

Périodiques

Ont été consultés des articles des quotidiens *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro* (en particulier les rubriques Débat, Tribune, Controverse), les hebdomadaires *Télérama*, *L'Express*, *Paris Match*, *Politis*, le mensuel *Le Monde diplomatique*, les revues *La Règle du jeu*, *Esprit*, *Commentaire*, *Les Temps modernes*, *Le Messager européen*, *Transeuropéennes*, *Confluences Méditerranée*, *Cultures et conflits*, dans la période 1989-1999.

Plusieurs ouvrages proposent des recensions assez complètes des articles traitant des conflits yougoslaves dans la presse française (Bounafous, Fiala et Krieg 1996 ; *Croyances en guerre* 1999 ; Clarinard et Collette 1999 ; Pergnier 2002 ; Palmer 2003 ; Krieg-Planque 2004 ; Halimi et Vidal 2014, voir p. 464-468), d'autres le font sur le traitement télévisuel de ces crises (Charaudeau, Lochard, Soulages, 2001).

Articles de presse traitant de l'engagement militant face aux crises yougoslaves

« Bosnie : la guerre des intellectuels », dossier spécial, *Libération*, 14 septembre 1996, avec l'éditorial de Joffrin (Laurent) « Bosnie, la guerre des intellectuels », la tribune de Brauman (Rony) « Mortelles illusions », les articles de Semo (Marc) et Levy-Willard (Annette) « De l'indifférence de Vukovar à la passion de Sarajevo. Comment l'intelligentsia française a basculé dans l'engagement » et Dizdarevic (Zlatko) « Vu de Sarajevo. Amertume ».

Chemin (Ariane), « Les examens de conscience des intellectuels », *Le Monde*, 22 février 1997.

- « Des intellectuels toujours séduits, en gardant leurs distances », *Le Monde*, 07 avril 1996.

« Chronique. Le bruit des intellectuels », *Le Monde*, 23 mai 1994.

Ferenzci (Thomas) « La force des faibles », *Le Monde*, 15 novembre 1993.

- Goytisolo (Juan), « Madrid 1936-Sarajevo 1996 », *Le Monde diplomatique*, février 1996.
- « De la soumission des intellectuels. Pigeons apprivoisés », *Le Monde diplomatique*, août 1997.
- Grassin (Sophie), « Sarajevo, les clowns s'en vont en guerre », *L'Express*, 16 mars 1995.
- Haguet (Henri), « Bosnie : le 'J'accuse' d'un général humilié », *L'Express*, 3 février 1994.
- Hassner (Pierre), « Bosnie. La guerre des intellectuels. Pessimisme sans résignation », *Libération*, 14 septembre 1996.
- Hatzfeld (Jean), « Le cinéaste en amour de Sarajevo. Romain Goupil », *Libération*, 28 avril 1995.
- Léotard (François), « Bernard-Henri Lévy est l'un des nôtres », *L'Express*, 15 février 1996.
- Roux (Emmanuel) (de), « Les intellectuels saisis par le doute à l'approche de l'élection », *Le Monde*, 25 avril 1995.
- Van Renterghem (Marion), « Comité Kosovo, les militants de la première heure », *Le Monde*, 21 avril 1999, p. 17.

Sources non publiées et publications à faible diffusion

Périodiques associatifs

Réseaux de citoyens : bulletin de liaison de l'Assemblée européenne de citoyens [dir. publ. Jean Brugié]

n° 1 (1992, déc.)- n°20 (2002, mars)

BNF : 4- JO- 69047

Convergences Bosnie-Herzégovine : mensuel d'information sur la Bosnie Herzégovine / Citoyens citoyennes pour la Bosnie Herzégovine [dir. publ. Jean-Louis Darrière]

n° 1 (1996, janv.)-n° 31 (2000, mars)

Edité par AIBH (Association pour l'information Citoyens/citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine)

BNF- FOL- D2 PER- 2

Mensuel de janvier 1996 à mai 1998 : n°1 (Janv. 1996)- n°22 (mai 1998)

Bimensuel ou trimestriel après juillet 1998 : n°23 (juillet-août 1998) « La culture arme de résistance », n°24 (sept.-oct. 1998) « Accords de Dayton, trois ans après » ; n°25 (nov.-déc. 1998) « Kosovo » ; n°29 (juillet-août 1999) « Exil et retour » ; n°26 ; n°27 ; n°28 ; n°29 (juillet-

août 1999), n°30 (oct.-nov. 1999) « Les femmes et la guerre » ; n°31 (print. 2000) « de Convergence BiH à convergence Est-Ouest ? ».

Sarajevo : lettre d'information de l'Association Sarajevo [dir. publ. Francis Jeanson]

Mensuel

n° 1 (1993, févr.)- n° 109-110 (2002, juin/juil.)

BNF : 4- D2 PER- 2886

Aller/retours : journal des organisations OVR et Causes communes.

Numéros consultés : n° 1 (nov. 1994), 2, 3, 4, 5 et 6 (Mai 1995) [archives n.d. Lhommel]

Bulletin de liaison de l'Opération villages roumains, France.

[archives n.d. Lhommel]

Bulletin de liaison de l'Opération villages roumains, rédigé par la coordination bruxelloise (depuis 1989).

[archives n.d. Lhommel]

Numéros de revues ou de bulletins associatifs isolés [archives n.d. Dréano et Lazin] :

Bosnie. Réagir ! [dir. publ. Mathias Gerard]

1 numéro publié mai-juin 1993 (41 p.)

Ça presse : bulletin du Centre anti-guerre de Albi (Tarn), n°5 (nov.-déc. 1993).

Citoyens citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine : coordination régionale Bretagne sud, bulletin de liaison, n°2 (déc. 1994), n°4 (fév. 1995).

Dialogue : bulletin d'information du réseau européen Étudiants pour Sarajevo (mars, mai et juin 1995), éditée par l'association DIA, Lyon.

Féministes solidaires des femmes de l'ex-Yougoslavie, Lettre d'information, n°1, 30 juin 1993.

L'Oubli, Bosnie-Herzégovine, journal de la Coordination rennaise contre la purification ethnique, n° 2, mai 1994.

Opération villages roumains, Coordination Mayenne-Roumanie

n°1 (juillet 1993), BNF : 4- JO- 71925

Sveza : revue bilingue des jeunes de France et d'Ex-Yougoslavie / [dir. publ. Luc Bossi].

Strasbourg, Maison des associations, en français et en serbo-croate

n°1 (mai 1993), n°2 (janv. 1994)

Rapports et dossiers de presse

- AEC Saint-Etienne, *Compte-rendu « à ses adhérents et à toutes celles et ceux qui nous ont soutenus moralement et matériellement »*, doc. dactylographié, 1993 [archives n.d. Dréano].
- André (René) et Lamy (François), *Rapport d'information*, n°3413, par la mission d'information commune sur les événements de Srebrenica présidé par François Loncle, Paris, Assemblée nationale, 2001, 1210 p. ; URL : <http://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i3413-01.asp>
- Anglade (Éric), *Rapport de séjour à Sarajevo en avril 1993*, Étudiants pour Sarajevo, 1993 [archives n.d. Dréano].
- Association Sarajevo, *Comptes rendus du Conseil d'administration (1993-1996)* [archives de l'A. S.]
- Bilan du mouvement*, compte-rendu d'atelier organisé dans le cadre des Assises nationales contre la purification ethnique, Montreuil, 19-20 nov. 1994, doc. dactylographié, 11 p. [archives n.d. Dréano].
- Borel (Jean-Paul) et Royer (Thierry), *Rapport de mission*, mars-avril 1993, Maison des citoyens, 1993 [archives n.d. Dréano].
- Bougarel (Xavier), *Rapport de mission en Allemagne (Munich, 19/25 mars 2000)*, Paris, Association française d'études sur les Balkans (AFEBALK), 2000, 27 p.
- *Rapport de mission en Grande-Bretagne (Londres-Bradford /29 mai-10 juin)*, Paris, Association française d'études sur les Balkans (AFEBALK), 2000, 14 p.
- Les centres français de recherche sur les Balkans. Recensement non exhaustif*, Paris, Association française d'études sur les Balkans (AFEBALK), 2000, 5 p.
- Collectif du Loiret, *Bilan du mouvement du refus de la 'purification ethnique' et de solidarité envers la Bosnie-Herzégovine*, contribution rédigée pour les Assises nationales contre la purification ethnique, Montreuil, 19-20 nov. 1994, doc. dactylographié, 3 p. [archives n.d. Dréano].
- Commission européenne, *L'aide humanitaire de la Communauté européenne*, rapport annuel 1992, Bruxelles, Commission européenne, 1993.
- Commission européenne, *L'aide humanitaire de la Communauté européenne*, rapport annuel 1993, Bruxelles, Commission européenne, 1994.
- Déclaration d'Avignon : point presse*, Paris, Cartoucherie-Théâtre du Soleil, 20 août 1995 [archives n. d. Lazin].
- Dossier de presse de la Déclaration d'Avignon*, Paris, Cartoucherie-Théâtre du Soleil, 27 août 1995 [archives n. d. Lazin].
- Dréano (Bernard) et Dalmas (Paul), *Rapport de l'Assemblée européenne des citoyens/Helsinki citizens' assembly. Activités concernant les Balkans et principalement les conflits de l'ancienne*

- Yougoslavie 1990-1997*, Assemblée européenne des citoyens, 1997, 159 p. [archives n.d. Dréano].
- Eurom, *L'officiel 96-97 de la coopération franco-roumaine*, annuaire publié avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères, Paris, 1996, 160 p. [archives n.d. Lhomel].
- Hervé (Catherine), *Prisons et camps de détention en Herzégovine. Nettoyage ethnique de la rive gauche de la Neretva, au sud de Mostar*, Collectif pour la paix en ex-Yougoslavie, Saint Briec, doc. dactylographié, non daté, 10 p. [archives de l'A. S.].
- Leveau (Rémy), *Rapport sur les études balkaniques*, Paris, Association française d'études sur les Balkans (AFEBALK), 2000, 9 p.
- Lévy-Vroelant (Claire), *Rapport de mission à Zagreb, 3-8 juillet 1995*, Association Paris X-Sarajevo, 1995 [archives Paris X-Sarajevo].
- Liauted (Bernard), *Pourquoi il faut dépasser les blocages de la Convention nationale des collectifs contre la purification ethnique*. Contribution pour les Assises nationales contre la purification ethnique du 19 et 20 novembre 1994, 4 p. [archives n.d. Dréano].
- Ma commune à l'heure roumaine*, texte de l'appel lancé en février 1989 à toutes les communes de Belgique, doc. dactylographié, 1 p. [archives n. d. Lhomel].
- Manifestation du 4 juin à Caen, bilan et perspectives*, Convention nationale des collectifs contre la purification ethnique, Citoyens citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine, 1994 [archives n.d. Dréano].
- Médecins sans frontières, *Rapport d'activités 91-92*, Paris, juin 1992.
- *Rapport d'activités 92-93*, Paris, juin 1993.
 - *Rapport d'activités 93-94*, Paris, juin 1994.
 - *Rapport d'activités 94-95*, Paris, juin 1995.
- Ter Minassian (Taline), *Les Balkans : état des lieux en sciences humaines*, Paris, Association française d'études sur les Balkans (AFEBALK), 2000, 14 p.
- Varin (Patrick), *Contribution aux Assises nationales pour la Bosnie-Herzégovine*, Toulouse, 28-29 Octobre 1995, doc. dactylographié, 8 p [archives n.d. Dréano].
- Voiron (Philippe), *Compte rendu de voyage à Sarajevo (15-26 juin 1994)*, Association Sarajevo, 1994 [archives de l'A. S.].
- Udovičić (Zoran), rapports du représentant à Sarajevo de l'Association Sarajevo entre 1994-1995, 4 doc. dactylographiés de 2 pages [archives de l'A. S.].

Sites et archives numériques associatives (consultés le 13/06/2015)

Alternativna informativna mreža (AIM)

<http://www.aimpress.ch>

[ce site constitue une sauvegarde des archives des articles en anglais, en serbe/croate/bosniaque, macédonien, albanais et slovène produits par AIM entre 1991 et 2002]

Association Sarajevo

www.association-sarajevo.org

[site actualisé jusqu'en 2013; contient les lettres mensuelles de l'association entre 2002 et 2013]

Balkan investigation reporting network (BIRN)

<http://www.balkaninsight.com>

[site associatif anglo-américain d'information sur les Balkans, créé en 2005 par l'équipe du programme Balkan de IWPR et auparavant du bulletin *Balkan Report* (1991)]

Courrier des Balkans [site associatif français d'information sur les Balkans depuis 1997]

<http://www.courrierdesbalkans.fr>

Institut for War and Peace Reporting (IWPR) [site de l'association basée à Londres éditrice du Balkan War Report puis du *Balkan Report*]

<https://iwpr.net>

Kustupedija [site internet consacré à Emir Kusturica, créé par le photographe français Matthieu Dhennin]

www.kustu.com

Réseau Opération villages roumains

www.villagesroumains.be [site de la branche belge du réseau]

<http://www.ovrfrance.org> [site de la branche française du réseau]

<http://www.ovr-suisse.ch> [site de la branche suisse du réseau]

Serbica [revue électronique et base de données sur la littérature et culture serbe]

<http://serbica.u-bordeaux3.fr/>

Liste des entretiens réalisés

Enisa Alićehić

Ancienne chargée de mission à Jugoslavija Film (Belgrade), fondatrice et directrice de l'association culturelle Le Lys, Paris (1997-2003)

Entretien réalisé le 22 juin 2011

Julie Biro

Chargée de mission associative, auteur de documentaires

Entre 1991 et 1995, étudiante à la Sorbonne, membre de l'initiative *Bosnie Réagir !* et de la Coordination étudiante contre l'épuration ethnique

Entretien réalisé le 1^{er} juin 2012.

Hervé Caiveau

Volontaire pour l'organisation humanitaire ÉquiLibre en Slavonie orientale (1992-1993), puis chargé de mission pour l'agence de la Commission européenne Echo (aide humanitaire et protection civile) en Serbie (1994-1995), Monténégro (1996-1997), Albanie (1997-1999), Kosovo (1999-2001)

Entretien réalisé le 15 mai 2012.

Irina Dobre

Chargée de communication, présidente de l'Association Gironde Roumanie - échanges et cultures depuis 2004 (association membre du réseau OVR)

Entretien réalisé le 25 mai 2011.

Bernard Dréano

Membre fondateur puis président de l'Assemblée européenne des citoyens, branche française du réseau Helsinki citizens' assembly (AEC-HCA)

Entretiens réalisés les 12 mai 2011 et les 20 et 21 mars 2012.

Sadžida Jerlagić

Assistante de rédaction à Radio France internationale, section serbo-croate

Entretien réalisé le 5 juin 2014.

Rose-Marie Lagrave

Sociologue, responsable de la coopération internationale de l'EHESS entre 1989 et 1996

Entretien réalisé le 31 mars 2011.

Miloš Lazin

Metteur en scène indépendant et journaliste à Radio française internationale

Signataire de la Déclaration d'Avignon

Entretien réalisé le 14 mars 2012.

Anne Le Huérou

Sociologue

Entre 1989 et 1999, étudiante puis doctorante en sociologie, membre du Mouvement pour une alternative non violente (MAN) puis de l'AEC-HCA

Entretien réalisé le 23 juin 2011.

Edith Lhomel

Rédactrice de la revue *Courrier des Pays de l'Est* jusqu'en 2012, membre fondatrice du réseau Opération Villages Roumains (OVR) puis présidente de OVR- international jusqu'en 1997.

Entretiens réalisés les 12 mai 2011 et 25 mai 2011.

Dragica Mugoša

Coordnatrice de l'association Alternativna informativna mreža (AIM) [réseau d'informations alternatives] entre 1992 et 2003

Entretien réalisé le 18 février 2011.

Véronique Nahoum-Grappe

Anthropologue, membre fondatrice du Comité Vukovar puis du Comité Vukovar-Sarajevo

Entretien réalisé le 21 avril 2011.

Michel Naepels

Anthropologue

Entre 1991 et 1994, doctorant en ethnologie, membre fondateur du groupe *Bosnie, Réagir !*

Entretien réalisé le 12 septembre 2013.

Jacques Picard,

Directeur de la Maison du monde d'Évry, initiateur du collectif Actions pour la paix en ex-Yougoslavie (1993-1996)

Entretien réalisé le 22 mai 2014.

Evelyne Pivert

Présidente d'Opération villages roumains (OVR) depuis 2011

Entretien réalisé le 26 mai 2011.

Mireille Robin

Traductrice de serbo-croate

Entretien réalisé le 10 juillet 2007.

Bru Rovira

Journaliste, grand reporter au quotidien espagnol *La Vanguardia* durant toute la décennie 1990

Entretien réalisé le 6 août 2013

Mylène Sauloy

Réalisatrice de documentaires, présidente de l'association Marcho Dorila

Entretien réalisé le 3 avril 2013.

Bernard Veillard et Joseph Foucher

Agriculteurs, membres de l'association Argentré du Plessis- Roumanie et de Solidarité 35 Roumanie

Entretien réalisé le 17 février 2014.

Soizic Veillard

Travailleuse sociale auprès des mineurs isolés puis menuisière

Étudiante à Science Po Rennes, volontaire pour l'association Solidarité 35 Roumanie à Axintele (sud-est de Bucarest) durant les étés 1991 et 1992 et à Sibiu durant l'été 1993

Entretien réalisé le 17 février 2014.

Références bibliographiques

Ouvrages et articles généraux

- Allen (Tim) et Seaton (Jean) (eds.), *The Media of Conflict. War Reporting and Representations of Ethnic Violence*, London, New York, Zed Books, 1999, 312 p.
- Anderson (Benedict), *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Trad. de l'anglais [1983]. Paris, La Découverte, 1996, 504 p.
- Baczko (Bronislaw), *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, 242 p.
- Bayart (Jean-François), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996, 306 p.
- Bensa (Alban) et Fassin (Éric), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain* n°38, mars 2002, p. 5-20 ; URL : <http://terrain.revues.org/1888>.
- Bertheleu (Hélène), « Sens et usages de 'l'ethnisation'. Le regard majoritaire sur les rapports sociaux ethniques », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n°2, 2007, p.7-28.
- Boltanski (Luc), *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993, 287 p.
- Bourdieu (Pierre), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, 670 p.
- « Les conditions sociales de la circulation des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, 2002/5, p. 3-8.
- Brubaker (Rogers), *Ethnicity without groups*, Harvard University Press, 2004, 296 p.
- *Citoyenneté et nation en France et en Allemagne*, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Bardos, Paris, Belin, 1997, 288 p.
- «Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, 2001/3, p. 66-85.
- Capelle-Pogacean (Antonela), Michel (Patrick) et Pace (Enzo) (eds.), *Religion(s) et identité(s). L'épreuve du pluriel*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2008, 333 p.
- Cefaï (Daniel), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007, 727 p.
- Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (eds.), *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, 322 p.
- Certeau (Michel) (de), *L'invention du quotidien*. T. 1. *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990 [1^{ère} éd. Union générale de l'édition 1980], 349 p.

- Chartier (Roger), *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*. Paris, Albin Michel, nouv. éd. rev. et aug. 2009 [1^e éd. 1997], 379 p.
- « Le monde comme représentation », *Annales*, nov.-déc. 1998, n°6, p. 1505-1520.
- Crenn (Chantal) et Kotobi (Laurence) (eds.), *Du point de vue de l'ethnicité. Pratiques françaises*, Paris, Armand Colin, 2012, 347 p.
- Čolović (Ivan), *Politika simbola. Ogledi o političkoj antropologiji* [Politique des symboles. Perspective de l'anthropologie politique], Belgrade. Biblioteka XX vek, 2000 [1^{ère} éd. B 92 1997], 305 p.
- *Etno [Ethno]*, Belgrade, Biblioteka XX vek, 2006, 336 p.
- Descombes (Vincent), *Les embarras de l'identité*, Paris, Gallimard, 2013, 282 p.
- Dubar (Claude), *La crise d'identité. L'interprétation d'une mutation*. Paris, PUF, 2000, 248 p.
- Espagne Michel et Werner Michael (eds.), *Philologiques, T. III : Qu'est-ce qu'une littérature nationale ? Approches pour une théorie interculturelle du champ littéraire*. Paris, Éditions de la MSH, 1994, 505 p.
- Farge (Arlette), « Penser et définir l'événement en histoire », *Terrain* n°38, mars 2002, p. 67-78.
- Fassin (Didier), *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Hautes études, Seuil-Gallimard, 2010, 368 p.
- Foucault (Michel), *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1990 [1^{ère} éd. 1966], 400 p.
- *L'ordre du discours*. Paris, Gallimard, 1971, 82 p.
- Furet (François), *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/ Calmann-Levy, 1995, 580 p.
- *Inventaire du communisme*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, 92 p.
- Goffman (Erving), *Les cadres de l'expérience*, trad. de l'anglais par Isaac Joseph avec Michel Dartevelle et Pascale Joseph, Paris, Minuit, 1991 [éd. originale 1974], 576 p.
- Goldhagen (Daniel Jonah), *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, trad. de l'anglais par Pierre Martin, Paris, Seuil, 1997 [éd. originale 1996], 580 p.
- Goody (Jack), *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, trad. de l'anglais par Fabienne Durand-Bogaert, Paris, Gallimard, 2010, 497 p.
- Grignon (Claude) et Passeron (Jean-Claude), *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Hautes études, Seuil-Gallimard, 1989, 260 p.
- Gros (Frédéric), *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*. Paris, Gallimard, 2006. 309 p.
- Hartog (François), *Le miroir d'Hérodote. Essais sur la représentation de l'autre*, Paris, Gallimard, 1991, 347 p.
- *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*. Paris, Seuil, 2003, 260 p.
 - *Évidence de l'histoire. Ce que voient les historiens*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005, 285 p.

- « Les Scythes imaginaires, espace et nomadisme », *Annales ESC*, vol. 34, n° 6, 1979, p. 1137-1154.
- Halbwachs (Maurice), *La mémoire collective*, Paris Albin Michel 1997 [1^{ère} éd. 1950], 287 p.
- *Les cadres de la mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1994 [1^{ère} éd. 1925], 367 p.
- Heinich (Nathalie), *De la visibilité. Excellence et singularité en régime médiatique*, Paris, Gallimard, 2012, 593 p.
- Hobsbawm (Eric J.), *L'ère des empires. 1875-1914*, trad. de l'anglais par Jacqueline Carnaud et Jacqueline Lahana, Paris, Hachette Littérature, 2007 [Fayard 1989] [éd. originale 1987], 495 p.
- Jauss (Hans Robert), *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, 1978, 333 p.
- Kaldor (Mary), *Human Security. Reflections on Globalization and Intervention*, Cambridge, Polity Press, 2007, 228 p.
- Koselleck (Reinhart), *L'expérience de l'histoire*, trad. de l'allemand par Marie-Claire Hoock et Jochen Hoock, Paris, Hautes études, Gallimard-Seuil, 1997, 250 p.
- *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, trad. de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990 [1979], 329 p.
- Lavabre (Marie-Claire), *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire du communisme*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, 319 p.
- « Usages politiques du passé, usage de la mémoire », *Revue française de science politique*, n°3, 1994, p. 480-493.
- Lenclud (Gérard), « Quand voir c'est reconnaître. Les récits de voyage et le regard anthropologique », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie*, n° 1, 1995, p. 113-129.
- Le Pape (Marc), Siméant (Johanna), Vidal (Claudine), *Crises extrêmes, Face aux massacres, guerres et génocides*, Paris, La Découverte, 2006, 336 p.
- Maurel (Marie-Claude) et Mayer (Françoise) (eds.), *L'Europe et ses représentations du passé*, Paris, L'Harmattan, 2008, 226 p.
- Messling (Markus), « Philologie et racisme. À propos de l'historicité dans les sciences des langues et des textes », *Annales HHS*, 1/2012, Paris, p. 152-183.
- Mink (Georges) (ed.), *Le Passé au présent : gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Nanterre, Michel Houdiard, 2010, 324 p.
- Moscovici (Serge), *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, PUF, 1961, 650 p.
- *L'âge des foules. Un traité historique de psychologie des masses*, Paris, Fayard, 1981, 503 p.
- Niemeyer (Katarina), *De la chute du mur de Berlin au 11 Septembre 2001. Le journal télévisé, les mémoires collectives et l'écriture de l'histoire*, Lausanne, Antipode, 2011, 342 p.
- Poutignat (Philippe), Streiff-Fénart (Jocelyne), *Théories de l'ethnicité*, suivi de : Barth (Fredrik), « Les groupes ethniques et leurs frontières » [1969], Paris, PUF, 1995, 269 p.

- Prochasson (Christophe), *L'empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Paris, Démopolis, 2008, 253 p.
- Revel (Jacques) (ed.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*. Paris, Gallimard-Le Seuil, 1996, 243 p.
- Rouso (Henry), *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent et le contemporain*, Paris, Gallimard, 2012, 338 p.
- Sapiro (Gisèle) (ed.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des Etats-nations à la mondialisation, XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, La Découverte, 400 p.
- *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008, 430 p.
- Semelin (Jacques), *Purifier et détruire. Usage politique des massacres et génocides*. Paris, Seuil, 2005, 484 p.
- Siméant (Johanna), « What is Going Global ? The Internationalization of French NGOs « without Borders », *Review of International Political Economy*, 12 (5), 2005, p. 851-883.
- « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire », *Mots - Les langages du politique*, n° 65, mars 2001, p. 28-50.
- « Un humanitaire 'apolitique' ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in Lagroye (Jacques) (ed.), *La politisation*, Belin, 2003, p. 163-196.
- « La transnationalisation de l'action collective », in Agrikoliansky (Éric), Fillieule (Olivier) et Sommier (Isabelle) (eds.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-144.
- Shaw (Jo) et Štiks (Igor), *Citizenship after Yugoslavia*, Londres, Routledge, 2012, 154 p.
- Smouts (Marie-Claude), *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995, 191 p.
- Todorov (Tzvetan), *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Le Seuil, 1989, 452 p.
- Tönnies (Ferdinand), *Critique de l'opinion publique*, trad. de l'allemand par Pierre Osmo, Paris, Gallimard, 2013 [éd. originale 1922], 761 p.
- Touraine (Alain), *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2004, 427 p.
- Traïni (Christophe), *Emotions...mobilisation !*, Paris, Les presses de Sciences Po, 2009, 304 p.
- Traverso (Enzo), *L'histoire déchirée. Essais sur Auschwitz et les intellectuels*, Paris, Cerf, 1996, 236 p.
- Veyne (Paul), *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971, 352 p.
- Vernant (Jean-Pierre), *Entre mythes et politique*, Paris, Seuil, 1995, 635 p.

- Welzer (Harald), Moller (Sabine) et Tschuggnall (Karoline), « *Grand père n'était pas un nazi* ». *National-socialisme et Shoah dans la mémoire familiale*, trad. de l'allemand par Olivier Magnoni, Paris, Gallimard, 2013 [éd. originale 2002], 342 p.
- Werner (Michaël) et Zimmermann (Bénédicte) (eds.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004, 236 p.

Histoire, cultures et sociétés de la Péninsule balkanique

- Allcock (John B.), *Explaining Yugoslavia*, Londres, Hurst, 2000, 449 p.
- Ancel (Jacques), *Peuples et nations des Balkans*, Paris, Armand Colin CTHS, 1992 [1^{ère} éd. 1930], 220 p.
- Anderson (Nils), « Celui par qui Kadaré est arrivé... », *Les Temps modernes*, janv.-fév.1996, n° 586, p. 78-94.
- Andjelković (Sava) et Thomas (Paul-Louis) (eds.), *Le théâtre d'aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie et au Monténégro. Nationalisme et autisme*, *Revue des études slaves*, n° 1-2, 2006, 314 p.
- Antohi (Sorin), *Imaginaire culturel et réalité politique dans la Roumanie moderne. Le stigmaté et l'utopie*, trad. du roumain par Claude Karnoouth et Mona Antohi, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, 305 p.
- Aubin (Michel), « La réception de Vuk Karadzic en France », in Aubin (Michel) (ed.), *Vuk Stef. Karadzic*, Paris, UER de slavistique Centre universitaire du Grand-Palais, 1988.
- Balkans et Balkanisation, Hérodote*, n°63, 1991.
- Banac (Ivo), *The National Question in Yugoslavia: Origins, History, Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1984, 452 p.
- Begić (Midhat), *La Bosnie, carrefour des identités culturelles*, trad. du serbo-croate par Mauricette Begić, Paris, L'Esprit des péninsules, 1994, 256 p.
- Bernard (Antonia) (ed.), *Histoire de la slavistique*, Paris, Institut d'études slaves, 2003, 267 p.
- Bogdan (Henry), *Histoire des pays de l'Est*, Paris, Perrin, 2008 [1^{ère} éd. 1991], 752 p.
- Bougarel (Xavier), *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, 174 p.
- « Voisinage et crime intime », *Confluences Méditerranée*, n° 13, hiver 1994-1995, p. 75-87.
- Bougarel (Xavier) et Clayer (Nathalie) (eds.), *Le nouvel islam balkanique. Les musulmans acteurs du post-communisme 1990-2000*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001, 509 p.
- Carneci (Magda), *Art et pouvoir en Roumanie (1945-1989)*, Paris, L'Harmattan, 273 p.
- Castellan (Georges), *Histoire des Balkans, XIV^e-XX^e siècle*. Paris, Fayard, 2^e éd. aug. 1999 [1^e éd.

- 1991], 643 p.
- *Le monde des Balkans, poudrière ou zone de paix ?*, Paris, Vuibert, 1994, 213 p.
- Clayer (Nathalie) et Bougarel (Xavier), *Les musulmans de l'Europe du Sud-Est. Des Empires aux États balkaniques*, Paris, IISMM-Karthala, 2013, 349 p.
- Clayer (Nathalie), Grandits (Hannes) et Pichler (Robert), *Conflicting Loyalties in the Balkans. The Great Powers, the Ottoman Empire and Nation Building*, Londres, Tauris, 2011, 350 p.
- Cvijić (Jovan), *La péninsule balkanique : géographie humaine*, Paris, Colin, 1918, 530 p.
- Colera (Christophe) (ed.), *Une communauté dans un contexte de guerre : la « diaspora » serbe en Occident*, Paris, L'Harmattan, 2003, 199 p.
- Čolović (Ivan), *Balkan-Terror kulture* [Les Balkans, terreur de la culture], Belgrade, Biblioteka XX Vek, 2008, 228 p.
- Drulovic (Milojko), *L'autogestion à l'épreuve*, préface de Michel Rocard, Paris, Fayard, 1973, 245 p.
- Dhennin (Matthieu), *Le lexique subjectif d'Emir Kusturica*. Paris, L'Âge d'homme, 2006, 132 p.
- Durandin (Catherine), *Histoire de la nation roumaine*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1994, 166 p.
- *Roumanie, un piège ?*, Saint Claude-de-Diray, Édition Hesse, 2000, 165 p.
- Djokić (Dejan) (ed.), *Yugoslavism. Histories of a Failed Idea (1918-1992)*, London, Hurst, 2003, 356 p.
- Écrivains yougoslaves, Les Temps modernes*, n°150-151 (numéro spécial), août –septembre 1958, p. 357-465.
- Eissen (Arianne) et Gély (Véronique) (eds.), *Lectures d'Ismail Kadaré*, Paris, Presses universitaires de Paris-Ouest, 2011, 372 p.
- Fauriel (Claude), *Chants populaires de la Grèce moderne*, Paris, Firmin Didot, père et fils (1824-1825), T.1 : *Chants historiques*, 306 p. ; T. 2 : *Chants historiques, romanesque et domestiques*, 391 p.
- Faye (Éric), *Ismail Kadaré, Prométhée porte-feu*, Paris, José Corti, 1991, 176 p.
- Fuga (Artan), *L'Albanie entre la pensée totalitaire et la raison fragmentaire*, Paris, L'Harmattan, 1998, 196 p.
- Gervereau (Laurent) et Tomic (Yves) (eds.), *De l'unification à l'éclatement. L'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, Paris, Musée d'histoire contemporaine-BDIC, 1998, 320 p.
- Golubović (Zagorka) *Kriza identiteta savremenog Jugoslavenskog društva. Jugoslovenski put u socijalizam vidjen iz različitih uglova* [La crise identitaire de la société contemporaine yougoslave. La voie yougoslave vers le socialisme vue sous différents angles], Belgrade, Filip Višnjić, 1988, 441 p.
- Gossiaux (Jean-François), *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, PUF, 2002, 217 p.

- Goga (Mircea), *Une île de latinité. Culture, civilisation, langue et littérature roumaines*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2004, 385 p.
- Hartmann (Florence), *Milosevic. La diagonale du fou*, Paris, Denoël, 1999, 441 p.
- Ibrovac (Miodrag), *Claude Fauriel et la fortune européenne des poésies populaires grecques et serbes*, Paris, Didier, 1966, 719 p.
- Iordanova (Dina), *Cinema of Flames: Balkan Film, Culture and the Media*, Londres, British Film Institut, 2001, 322 p.
- *Emir Kusturica*, World Director Series, Londres, British Film Institut, 198 p.
- « *Underground* de Kusturica : allégorie historique ou propagande », *Au sud de l'Est*, n°1, 2006, p. 57-64.
- Iorga (Nicolae), *Byzance après Byzance*, Paris, Balland, 1992, 312 p.
- Jelavich (Barbara), *History of the Balkans: Eighteenth and Nineteenth Centuries*, New York, Cambridge University Press, 1983, 2 vol. 438 + 407 p.
- Haumant (Émile), *La Formation de la Yougoslavie (XV^e-XX^e siècles)*, Bossard, 1930, 751 p.
- Hayden (Robert M.), *From Yugoslavia to the Western Balkans. Studies of a European Disunion, 1991-2011*, Leiden-Boston, Brill, 2013, 387 p.
- Kadaré (Ismail) et Rapper de (Gilles), *L'Albanie entre la légende et l'histoire*. Arles, Actes sud, 2004, 125 p.
- Kapidžić-Osmanagić (Hanifa), *Le surréalisme serbe et ses rapports avec le surréalisme français*, Paris, les Belles Lettres, 1968, 288 p.
- Konstantinović (Radomir), *Filozofije palanke* [La philosophie du Bourg], Belgrade, Nolit, 1981.
- Extraits trad. en français : « Sur le nazisme serbe », *Lignes*, n°6, 2001, p. 53-74.
- Krulic (Josef), *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1993, 252 p.
- « D'une autogestion à l'autre : Paris-Belgrade 1950-1985 », *Pouvoirs*, n°52, janvier 1990, p. 141-155.
- Lasic (Stanko), *Les intellectuels et la contrainte idéologique : conflit interne de la gauche littéraire en Yougoslavie, 1928-52*, trad. du serbo-croate par Janine Matignon, Paris, Denoël, 1974, 294 p.
- Leger (Louis), *Histoire de l'Autriche-Hongrie, depuis les origines jusqu'à l'année 1894*, Paris, Hachette, 5^e éd., 1907, 687 p.
- Levi (Pavle), *Disintegration in Frames. Aesthetics and Ideology in the Yugoslav and Post-Yugoslav Cinema*, Stanford, Stanford University Press, 2007, 203 p. Trad. en serbe [*Raspad Jugoslavije na filmu*. Beograd, Biblioteka XX vek, 2009, 260 p.].
- Lory (Bernard), *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 1996, 207 p.
- *De la transition post-ottomane à la transition post-communiste*, Istanbul, Isis, 2005, 435 p.

- Lovrenović (Ivan), *Unutarnja Zemlja. Kratki pregled kulturne povijesti Bosnie-Herzegovine* [Le pays intérieur. Un aperçu de l'histoire culturelle de la Bosnie-Herzégovine], Zagreb, Durieux, 1998, 292 p.
- Madelain (Anne), « Ex-Yougoslavie : les écrivains face à l'écroulement... et après », *Courrier des pays de l'Est*, n°1058, nov. 2006, p. 55-61.
- « Petar Petrovic Njegos : politique, histoire et littérature », *Courrier des pays de l'Est*, n°1067, nov. 2008, p. 104-108.
- « Les artistes serbes face à la guerre invisible », *Au sud de l'Est*, n°4, 2008, p. 29- 38.
- Mac Millan (Margaret), *Les artisans de la paix*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2006, 660 p.
- Mahmutćehajić (Rusmir), *Une réponse bosniaque. Modernité et tradition*, trad. de l'anglais par Paul Bellanfat, Paris, Non lieu, 2005, 262 p.
- Meister (Albert), *Socialisme et autogestion : l'expérience yougoslave*, Paris, Le Seuil 1964, 399 p.
- *Où va l'autogestion yougoslave ?* Paris, Anthropos, 1970, 384 p.
- Mesnil (Marianne) et Mihailescu (Vintilia), *Être ou ne pas être balkanique*, *Civilisation*, n° 60-2, 2012, 160 p.
- Mishkova (Diana), « Symbolic Geographies and Visions of Identity: A Balkan Perspective », *European Journal of Social Theory*, n°11(2), 2008, p. 237-256.
- « The Balkans as an idée-force: Scholarly Projections of the Balkan Cultural Area » *Civilisations*, n° 60-2, 2012, p. 39-64.
- Muršič (Rajko), « Introduction. Qu'est-ce que la Slovénie ? », *Ethnologie française*, n°2, avril 2012, p. 197-208
- Nahoum-Grappe (Véronique), « Rumeur et langue de bois, à propos de l'hiver roumain », *Chimères*, n°8, été 1990 ;
- URL : http://www.revue-chimeres.fr/drupal_chimeres/files/08chi01.pdf , p. 1-9.
- Neculau (Adrian) (ed.), *La vie quotidienne en Roumanie sous le communisme*, préf. de Serge Moscovici, éd. française établie par Laure Hinckel, Paris, L'Harmattan, 2008, 262 p.
- Olujić Oluja (Dragomir) i Stojaković (Krunoslav), *Praxis. Društvena kritika i humanistički socijalizam. Zbornik radova sa međunarodne konferencije o jugoslavenskoj ljevici : Praxis-filozofija i Korčulanska ljetna škola (1963-1974)* [la critique sociale et le socialisme humaniste. Recueil de travaux issus de la conférence internationale sur la gauche yougoslave : la philosophie de Praxis et l'école d'été de Korčula (1963-1974)], Belgrade, Rosa Luxembourg Stiftung, 2012, 417 p.
- Perović (Latinka), Obradović (Marija) et Stojanović (Dubravka) (eds.), *Srbija u modernizacijskim procesima XX. veka* [La Serbie dans le processus de modernisation au XXe siècle], Belgrade, INIS, 1994.

- Popović (Alexandre), *Les musulmans yougoslaves (1945-1989). Médiateurs et métaphores*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1990, 71 p.
- Popović (Miodrag), *Kosovo : histoire d'un mythe. Essais d'archéologie littéraire*, trad. du serbe par Christine Chalhoub, Paris, Non lieu, 2010 [éd. originale 1976], 172 p.
- Prevelakis (Georges), *Les Balkans, culture et géopolitique*, Paris, Nathan, 1996 [1^{ère} éd. 1994], 192 p.
- Prpa (Branka) (ed.), *Moderna srpska država 1804-2004. Hronologija* [la société moderne serbe, 1804-2004. chronologie], Belgrade, Istorijiski arhiv Beograda, 2004, 534 p.
- Rapper (de) (Gilles) et Sintès (Pierre) (eds.), *Nommer et classer dans les Balkans*, Athènes, École française d'Athènes, 2008, 398 p.
- Ragaru (Nadège) et Capelle-Pogačean (Antonela) (eds.), *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Karthala, 2010, 464 p.
- Sabotič (Ines), « Le printemps croate dans la presse quotidienne française », *Balkanologie*, vol. XII, n° 2, décembre 2010 ; URL : <http://balkanologie.revues.org/2252>.
- Samary (Catherine), *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Paris, Publisud, 1988, 331 p.
- Sicard (Émile), *La Zadruga sud slave dans l'évolution du groupe domestique*, Paris, Thèse Lettres Clermont Ferrand, Orphys, 1943, 705 p.
- Stojanović (Dubravka), *Noga u vratima* [un pied dans la porte], Belgrade, Biblioteka XX vek, 2011, 296 p.
- Supek Rudi (ed.), *Étatisme et autogestion. Bilan critique du socialisme yougoslave*, Paris, Éd. Anthropos, 1973, 384 p.
- Štiks (Igor), « Being a Citizen the Bosnian Way: Transformations of Citizenship and Political Identities in Bosnia-Herzegovina », *Transitions*, n°51.1-2, 2011, p. 245-267.
- Šuber (Daniel) & Karamanić (Slobodan) (eds.), *Retracing Images. Visual Culture after Yugoslavia*, Leiden-Boston, Brill, 2012, 344 p.
- Todorova (Maria) (ed.), *Balkan Identity, Nation and Memory*, Londres, Hurst, 2004, 374 p.
- Tomić (Yves), *La Serbie du prince Miloš à Milošević*, Bruxelles-Berne-Berlin, Peter Lang, 2003. 165 p.
- Wachtel (Andrew Baruch), *Making a Nation, Breaking a Nation. Literature and Cultural Politics in Yugoslavia*, Stanford Ca, Stanford University Press, 1998, 302 p.

La France, la nation, les intellectuels

- Alexandre (Olivier), *La règle de l'exception. L'écologie du cinéma français*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2015, 272 p.
- Citron (Suzanne), *Le mythe national. L'histoire de France revisitée*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008 [1^{er} éd. Les Éditions ouvrières, 1987], 351 p.
- Charle (Christophe) et Verger (Jacques), *Histoire des universités*, éd. revue et aug., Paris, PUF, 2012, 334 p.
- Corcuff (Philippe), *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?* Paris, Textuel, 2013. 80 p.
- D'Iribarne (Philippe), *L'étrangeté française*, Paris, Seuil, 2009, 296 p.
- Fabiani (Jean-Louis), *Qu'est-ce qu'un philosophe français ? Une histoire sociale des concepts (1880-1980)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 316 p.
- Furet (François), *Penser la révolution française*, Paris, Gallimard, 2009 [1^{ère} éd. 1978], 351 p.
- Georgi (Frank) (ed.), *L'autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, 612 p.
- « L'autogestion, une utopie chrétienne ? », Denis Pelletier, Jean-Louis Schlegel (eds.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012, p. 273-389.
- Judt (Tony), *Un passé imparfait. Les intellectuels en France, 1944-56*, trad. de l'anglais par Pierre-Emmanuel Douzat, Paris, Fayard, 1992, 404 p.
- *La responsabilité des intellectuels. Blum, Camus, Aron*, trad. de l'anglais par Jean-François Sené, Paris, Calmann-Levy, 2001 [éd. originale 1999], 255 p.
- Lipovetsky (Gilles), *Le crépuscule du devoir. L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques*, Paris Gallimard, 1992, 292 p.
- Ozouf (Mona), *Composition française. Retour sur une enfance bretonne*, Paris. Gallimard, 2009, 258 p.
- Pelletier (Denis), Schlegel (Jean-Louis) (eds.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012, 614 p.
- Prochasson (Christophe), *Le socialisme, une culture*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2009, 62 p.
- Prochasson (Christophe) et Rasmussen (Anne), *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, 1996, 303 p.
- Renan (Ernest), *Qu'est-ce qu'une nation et autres essais politiques*, textes choisis et présentés par Joël Roman, Paris, Pocket, 1992, 316 p.
- Rosanvallon (Pierre), *L'Âge de l'autogestion*, Paris, Éditions du Seuil, 1976, 184 p.

- *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 345 p.

Schnapper (Dominique), *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*, Paris Gallimard, 1991, 384 p.

Vidal (Cécile) (ed.), *Français ? La nation en débat entre colonies et métropole (XVIe-XIXe siècles)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

La France et l'Europe centrale, les relations Est-Ouest

Aleksiun (Natalia), Beauvois (Daniel), Ducreux (Marie-Elizabeth) *et al.*, *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, PUF, 2004, 997 p.

Bernard (Antonia) (ed.), *La Slovénie et l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 2005, 170 p.

- (ed.), *Histoire de la slavistique : le rôle des institutions*, Paris, Institut d'études slaves, 2003, 267 p.

- « *Le Monde slave*, première revue française consacrée aux pays slaves », *Revue des études slaves*, tome 74, fasc. 2-3, 2002, p. 397-409.

Bibó (István), *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, trad. du hongrois par György Kassai. Paris, Albin Michel, nouv. éd. revue et corrigée 1993 [éd. originale 1932], 426 p.

Boia (Lucian), *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe*, trad. du roumain par Laurent Roisson, Paris, Les Belles lettres, 2007 [1^{ère} éd. française 2003], 433 p.

Caisson (Max), « Lumières de Herder », *Terrain*, n°17, 1991, p. 17-28.

Caussat (Pierre), Adamski (Dariusz) et Crépon (Marc), *La langue source de la nation. Messianismes séculiers en Europe centrale et orientale –du XVII^e au XX^e siècles*, Hayen, Mardaga, 1996, 539 p.

Coeuré (Sophie), *La grande lueur à l'est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, 358 p.

Coeuré (Sophie) et Dullin (Sabine), *Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, 2007,

Coeuré (Sophie) et Mazuy (Rachel) (eds.), *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique. 150 documents inédits des archives russes*, Paris, CNRS Éditions, 2012, 371 p.

Craia (Sultana), *Francophonie et francophilie en Roumanie*, Bucarest, Editura Meronia, 1994, 217 p.

- Chrobák (Tomáš), *Pour la Patrie, pour les Slaves. Les slavissants français et leur rôle dans la vie publique (1863-1920)*, thèse de doctorat sous la dir. de Bernard Michel et Lud'a Klusáková, Université de Panthéon Sorbonne (Paris I) et Université Charles de Prague, 2008.
- Delaperrière (Maria) et Marès (Antoine) (eds.), *Paris capitale culturelle de l'Europe centrale ? Les échanges intellectuels entre la France et les pays de l'Europe médiane (1918-1939)*, Paris, Institut d'études slaves : Centre d'études slaves, 1997, 240 p.
- Ducreux (Marie-Élizabeth), « Nation, état, éducation. L'enseignement de l'Histoire en Europe centrale et orientale », in Ducreux (Marie-Élizabeth) (ed.), *Histoire et Nation en Europe Centrale et Orientale. Histoire de l'éducation*, n°86, 2000, p. 5-36.
- « Langue et Histoire. L'Europe centrale entre l'érudition et la tradition 1760-1810 (ou quelques réflexions autour de Schläzer, Herder, Dobrovský et Dobner », in Barbier (Frédéric), *Est-Ouest. Transferts et réceptions dans le monde du livre en Europe (XVII^e-XX^e siècle)*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2005, p. 263-282
 - « Entre catholicisme et protestantisme : l'identité tchèque », *Le Débat*, n° 59, mars-avril 1990, p. 103-121, DOI : 10.3917/deba.059.0103
- Ducreux (Marie-Élizabeth) et Marès (Antoine) (eds.), *Enjeux de l'histoire en Europe centrale*, Paris, L'Harmattan, 2002, 266 p.
- Faure (Justine) et Kott (Sandrine) (eds), *Le bloc de l'Est en question, Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°109, 2011/1, 288 p.
- Fejtő (François), *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Perrin, éd. revue et augmentée, 2014 [1^e éd. 1988], 638 p.
- Foucher (Michel) (ed.), *Fragments d'Europe. Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Paris, Fayard, nouv. éd. revue et corr. 1998 [1^e éd. 1993], 326 p.
- Foucher (Michel) et Potel (Jean-Yves) (eds.), *Le continent retrouvé*, DATAR/Éditions de l'aube, 1993, 182 p.
- Garton Ash (Timothy), *The Use of Adversity: Essays on the Fate of Central Europe*, Londres, Penguin books, 1999 [1^{ère} éd. 1983], 441 p.
- « Does Central Europe exist? », *New York Review of Books*, 32 (1985-1986), n°9, p. 45-52.
- Godin (André), *Une passion roumaine. L'Institut français des Hautes Études à Bucarest (1924-1948)*, Paris, L'Harmattan, 1998, 239 p.
- Gorand (François), « L'Europe de la nostalgie », *Politique étrangère*, n°1 - 1984 - 49^e année, p. 127-135.
- *La chaudière Europe centrale 1980-1990*, Paris, Gallimard, 1990, 441 p.
- Grémion (Pierre), *Paris-Prague, la gauche face au renouveau et la régression tchécoslovaque, 1968-78*, Paris, Julliard, 1984, 362 p.

- *Modernisation et progressisme. Fin d'une époque (1968-1981)*, Paris, Éditions Esprit, 2006, 259 p.
- « Méprises, résistances et malentendus : la gauche française face au printemps de Prague », in Fejtö (François) et Rupnik (Jacques) (eds.), *Le printemps Tchécoslovaque*, Éditions Complexe, 1999.
- Grumel-Jacquignon François, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux guerres (1918-1935)*, Berne, Peter Lang, 1999, 670 p.
- Hassner (Pierre), *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Paris, Seuil 2000 [1^{ère} éd. Esprit, 1995], 370 p.
- « L'Europe de l'Est, vue de loin », *Esprit*, n°12, décembre 1972.
- Heinich (Nathalie) et Pollack (Michaël) (eds.), *Vienne à Paris : portrait d'une exposition*, Paris, BPI/Centre Georges Pompidou, 1988, 189 p.
- Heurtaux (Jérôme), Pellen (Cédric) (eds.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, Paris, L'aube, 2009, 335 p.
- Hodge (Carole), *Britain and the Balkans: 1991 until the Present*, London, Routledge, 2006, 300 p.
- Horel (Catherine), *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne*, Paris, Beauchesne, 2009, 480 p.
- Kaldor (Mary), *Europe from Below. An East and West Dialogue*, Londres, Verso, 1990, 223 p.
- Mantoux (Paul), *Les délibérations du conseil des quatre, 24 mars- 28 juin 1919*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1955. T. 1 : *Jusqu'à la remise à la délégation allemande des conditions de paix*, 514 p. ; T. 2 : *Depuis la remise à la délégation allemande des conditions de paix jusqu'à la signature des traités*, 579 p.
- Marès (Antoine), « André Mazon, un slaviste au XX^e siècle. Profil politique d'un savant », *Revue des études slaves*, T. 82, Fasc. 1, Institut d'études slaves : Centre d'études slaves, 2011, p. 69-94.
- « La vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle », *Les Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 7, 1991 ; DOI : 10.4000/ccrh.2843.
- Masaryk (Tomaš, G.), *La nouvelle Europe*, Paris, L'Harmattan, [1918] 2005, 222 p.
- Michel (Patrick), *La société retrouvée. Politique et religion dans l'Europe soviétisée*, Paris, Fayard, 1988, 346 p.
- (ed.), *Europe centrale, la mélancolie du réel*, Paris, Autrement, 2004, 137 p.
- (ed.), *L'Europe centrale au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1997, 159 p.
- Pollack (Michael), *Vienne 1900*, Paris, Gallimard/Julliard, 1984, 205 p.
- Pénisson (Pierre) et Waszek (Norbert) (eds.), *Herder et les Lumières. L'Europe de la pluralité culturelle et linguistique*, *Revue germanique internationale*, n° 20, 2003, 207 p.

- Peroche (Grégory), *Croatie-France. 797-1997, douze siècles d'histoire*, Paris, François-Xavier de Guibert, 1998, 281 p.
- Pogacean (Antonela), « Europe et incertitudes européennes : perspectives hongroises et roumaines », in Nicolas Weil (ed.), *Existe-t-il une Europe philosophique ?* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 155-166.
- Popa (Ioana), « D'une circulation politisée à une logique de marché. L'importation des littératures d'Europe de l'Est », in Gisèle Sapiro (ed.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, CNRS Éditions, 2008, p. 257- 285.
- Rana (Mitter), Major (Patrick) (eds.), *Across the Blocs: Cold War Cultural and Social History*. Londres, Frank Cass, 2004, 178 p.
- Reznikow (Stéphane), *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris, Honoré Champion, 2002, 745 p.
- Roger (Philippe), *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Seuil, 2002, 601 p.
- Rossiaud (Jean), « L'intégration européenne par les conférences inter-citoyens », *Revista de Ciências Humanitas*, n° 26, 1999, p. 135-148.
- Rupnik (Jacques), *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, 2^e éd. rev., Paris, Odile Jacob, 1993 [éd originale Weidenfeld & Nicholson, 1988], 446 p.
- Szűcs (Jenő), *Les trois Europe*, trad. du hongrois par Véronique Charaire, Gabor Klaniczay et Philippe Thureau-Dangin. Paris, L'Harmattan, 1985, 127 p.
- Schöpflin George et Wood Nancy (eds.), *In Search of Central Europe*, Cambridge, Polity Press, 1989.
- Schreiber (Thomas), *Les actions de la France à l'Est ou les absences de Marianne*, L'Harmattan, 2000, 254 p.
- Thiesse (Anne-Marie), *La création des identités nationales*, Paris, Le Seuil, 2001 [1^{ère} éd. 1999], 307 p.
- Verdery (Katherine), « Thinking between the Post : Postcolonialism, Postsocialism, and Ethnography after the Cold War », *Comparative Studies in Society and History*, n°1, 2009, p. 6-34.
- Žižek (Slavoj), *Que veut l'Europe ? Réflexion sur une nécessaire réappropriation*, trad. de l'anglais par Frédéric Joly, Paris, Climat, 2005, 198 p.

Perceptions et connaissance des Balkans

- Bakic-Hayden (Milica), « Nesting Orientalisms: the case of Former Yugoslavia », *Slavic Review*, n°54 (4), hiver 1995, p. 917-931.
- Bakic-Hayden (Milica), Hayden (Robert), «Variation on the Theme 'Balkans': Symbolic Geography in recent Yugoslav Cultural Politics », *Slavic review*, n°51 (1), Printemps 1992, p. 1-15.
- Bataković (Dušan T.), *French influence in Serbia 1835-1914: four generations of "Parisians"*, Belgrade, Institute for Balkan Studies, Serb Academy for Sciences and Arts, 2011, 126 p.
- *Les sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS Éditions, 2013, 570 p.
- (ed.) *La Serbie et la France, une alliance atypique : relations politiques, économiques et culturelles 1870-1940*, Belgrade, Institut d'études balkaniques, Académie serbe des sciences et des arts, 2010, 632 p.
- Bjelić (Dušan), Savić (Obrad) (eds.), *Balkan as Metaphor. Between Globalization and Fragmentation*, Cambridge, Mass, MIT Press, 2002, 382 p.
- Bowd (Gavin), *Paul Morand et la Roumanie*, Paris, L'Harmattan, 2002, 152 p.
- *France-Romania: Twentieth Century Cultural Exchanges, Forum for Modern Language Studies*, vol 36, n° 2 (numéro special), Oxford, Oxford University Press for the University of St. Andrews, 2000, 111 p.
- Camboulives (Bernard), *La Roumanie littéraire. Aperçu à l'usage des lecteurs francophones*, Paris, Le Manuscrit, 2005, 413 p.
- Les Croates vus par les Français, Cahiers croates*, n°5-6, printemps-été 1998, 173 p.
- Duda (Igor), « Dokono mnoštvo otkriva Hrvatsku. Engleski turistički vodiči kao izvor za povijest putovanja na istočnu jadransku obalu od 1958. do 1969 » [Les masses désœuvrées découvrent la Croatie. Les guides touristiques britanniques comme sources pour une histoire des voyages sur la côte Adriatique de 1958 à 1969], *Časopis za suvremenu povijest*, 35^e année, n°3, Zagreb, 2003, p. 803-822.
- Gangloff (Sylvie) (ed.), *La perception de l'héritage ottoman dans les Balkans. The Perception of the Ottoman Legacy in the Balkans*, Paris, L'Harmattan, 2005, 224 p.
- Garde (Paul), *Le discours balkanique, les mots et les hommes*. Paris, Fayard, 2005, 479 p.
- « Les Balkans vus de France au XX^e siècle », *Esprit*, n° 270, déc. 2000, p. 17-43
- Goldsworthy (Vesna), *Inventing Ruritania: The Imperialism of the Imagination*, Londres, Hurst, 2013 [1^{ère} éd. Yale University Press, 1998], 302 p.
- Iorga (Nicolae), *Les voyageurs français dans l'Orient européen*, Paris, Boivin, J. Gambier, 1928. 128 p.

- *Histoire des relations entre la France et les Roumains*, Paris, Payot, 1918, 282 p.
- Jezernik (Bozidar), *Wilde Europe, The Balkans in the Gaze of Western Travellers*, London, Saqi Book, 2004.
- Lejean (Guillaume), *Voyages dans les Balkans, 1857-1870*, textes édités et présentés par Marie-Thérèse Lorain et Bernard Lory, Paris, Non lieu, 2011, 487 p.
- Maixner (Rudolf), *Charles Nodier et l'Illyrie*, Paris, Dedier, 1960, 132 p.
- Ogden (Alan), *Romania Revisited. On the Trail of English Travellers (1602-1941)*, Iași, Oxford, Portland, The Center for Romanian Studies, 2000, 239 p.
- Pavlović (Mihailo), *Jugoslovenske teme u francuskoj prozi* [Le theme yougoslave dans la prose française], Belgrade, Institut za književnost i umetnost, 1982.
- *Du regard au texte. Écrivains français et peuples yougoslaves. Od pogleda do teksta. Francuski pisci i jugoslovenski narodi*, Belgrade, Narodna knjiga, 1983, 523 p.
- *Témoignages français sur les Serbes et la Serbie 1912-1918. Francuzi o Srbima i Srbiji 1912-1918*, Belgrade, Narodna knjiga, 1988, 389 p.
- « Les relations franco-serbes entre les deux guerres. Enjeux politiques et poids économiques », *Études danubiennes*, T. XXIII, n° 1-2, 2007.
- Pavlowitch (Stevan), « Who is Balkanizing Whom ? The Misunderstanding Between the Debris of the Yugoslavia and an Unprepared West », *Deadalus*, printemps 1994, p 203-223.
- Rama (Luan), *Pont entre les deux rives. Albanie-France*, Paris, Éditions de la Société des écrivains, 2005, 523 p
- Rajčić (Danica), « L'image de la Yougoslavie en France (1945-1975) », *Balkanica. Annuaire de l'Institut d'études balkaniques*, Vol. 20, Belgrade, Académie serbe des sciences et des arts, 1989, p. 381-392.
- *Les problèmes de la réception de Miroslav Krleža en France*, Thèse pour le doctorat de 3^e cycle, Paris III sous la direction de François de Labriolle et Janine Matillon-Lasic, 1986, 443 p.
- Saïd (Edward) *L'orientalisme. L'orient créé par l'Occident*, trad. de l'américain par Catherine Malamoud, Paris, Éditions du Seuil, 2003 [1^{ère} éd. française 1980] [éd. originale 1978], 422 p.
- Šamić (Midhat), *Les voyageurs français en Bosnie. À la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e et le pays tel qu'ils l'ont vu*, Paris, Didier, 1960, 281 p.
- *Les sources historiques et la valeur documentaire de la Chronique de Travnik de Ivo Andrić. Contribution à l'étude des sources de la littérature yougoslave*, thèse complémentaire pour le doctorat ès-Lettres, faculté des Lettres de l'Université de Paris, 1957.
- « Les rapports intellectuels entre J. J. Strossmayer et le slavisant français Louis Leger », *Annales de l'Institut français de Zagreb*, 2^e série, n°20-21, Zagreb, 1968-1969, p. 65-89.

- Sekeruš (Pavle), « Le vocabulaire de l'image sud-slave dans les textes français du XIX^e siècle », Fredet (Florentina), Laurian (Anne-Marie) (eds.), *Linguistique contrastive, linguistique appliquée, sociolinguistique*, Bern, Berlin, Bruxelles, Francfort /New York/Oxford/Vienne, Peter Lang, 2006, p. 238-247.
- *Image des Slaves du sud dans la culture française (1830-1848)*, thèse de doctorat, sous la direction de Daniel-Henri Pageaux, Université de la Sorbonne nouvelle (Paris), 1999.
- Sivignon Michel, « Le politique dans la géographie des Balkans : Reclus et ses successeurs, d'une Géographie universelle à l'autre », *Hérodote* 2/2005, n° 117, p. 153-182.
- Srebro (Milivoj), *La littérature serbe contemporaine vue par la critique française (1975-1995)*, Thèse de doctorat, Université Bordeaux 3, 1997, 477 p.
- Stanić (Veljko), « Les Instituts français en Yougoslavie à l'époque de l'entre-deux-guerres », *Etudes danubiennes*, T. XXVIII, 1-2 (2012), p. 73-95.
- Tchoukarine (Igor), *Politiques et représentations d'une mise en tourisme : le tourisme international en Yougoslavie de 1945 à la fin des années 60*, thèse soutenue sous la direction d'Alain Blum, Paris, EHESS, 2010.
- « Un espace offert au tourisme : les représentations de la Yougoslavie dans les guides touristiques imprimés français et yougoslaves au XX^e siècle », *Etudes balkaniques*, n°12, 2005, p. 221-251 ; URL : <http://etudesbalkaniques.revues.org/index120.html>.
- Todorova (Maria), *Imaginaire des Balkans*, trad. de l'anglais par Rachel Bouissou, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011 [éd. originale 1997], 351 p.
- Yérasimos (Stéphane) (ed.), *Le retour des Balkans. 1991-2001*, Paris, Autrement, 2001, 193 p.
- Wolff (Larry), *Inventing Eastern Europe: the Map of Civilisation in the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, Stanford, 1994, 419 p.
- *Venice and the Slaves. The Discovery of Dalmacia in the Age of Enlightenment*, Stanford. Stanford University Press, 2001, 408 p.

Perceptions des conflits yougoslaves et réactions

- Allcock (John B.), « Revisiting Involvement and Detachment: Yugoslavia As an Object of Scholarship », in Hudson (Robert) et Bowman (Glenn) (eds.), *After Yugoslavia. Identities and Politics within the Successor States*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, p. 223-243.
- Bataković (Dušan), « Le nettoyage ethnique sous la loupe de l'historien », *Raison Garder. Revue de l'Institut serbe de Lausanne*, n°10-11, L'Âge d'homme, printemps 1996, p. 11-26.

- Blažević (Dunja), « Yougoslavie, post-Yougoslavie, Le début de la fin, la fin du début », in *Face à l'histoire, 1933-1996. L'artiste moderne devant l'événement historique*, Catalogue de l'exposition, Paris, Centre Georges Pompidou, Flammarion, 1996, p. 558-570.
- Bettati (Mario), Touraine (Alain), Mouchet (Jacques) et Joxe (Alain), « Les droits de l'homme à l'épreuve de la crise bosniaque », *Cultures & Conflits*, 19-20, automne-hiver 1995 ; URL : <http://conflits.revues.org/2180>.
- Boidevaix (Francine), *Une diplomatie informelle pour l'Europe. Le groupe de contact Bosnie*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1997, 192 p.
- Bonnafous (Simone), Fiala (Pierre) et Krieg Alice (eds.), *Les médias dans le conflit yougoslave*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, 160 p.
- Bougarel (Xavier), « Force et limites d'une lecture moderne des guerres yougoslaves. À propos de l'ouvrage *Explaining Yugoslavia* », *Balkanologie*, Vol VI., n°1-2, déc. 2002, p. 231-244.
- « La revanche des campagnes. Entre réalité sociologique et mythe nationaliste », *Balkanologie*, Vol. II., n° 1, juillet 1998 ; URL : <http://balkanologie.revues.org/237>.
 - « Travailler sur l'Islam dans une Bosnie en guerre », *Les risques du métier. Engagement problématique en sciences sociales*, *Cultures & Conflits*, n°47, 2002, p. 49-80.
 - « L'Islam et la guerre en Bosnie-Herzégovine, l'impossible débat ? », *L'autre Europe*, n°36-37, hiver 1998-1999 p 106-116.
- Bougarel (Xavier), Grandits (Hannes) et Stefanov (Nenad) (eds.), *Did the Wars in Yugoslavia Change the Perception of Societal Conflicts ? Debates in France and Germany, Südosteuropa*, Index 61, 2013/ 4, p. 472-609.
- Braustein (Mathieu), *François Mitterrand à Sarajevo, 28 juin 1992. Le rendez-vous manqué*, Paris, L'Harmattan, 2003, 204 p.
- Charaudeau (Claude), Lochard (Guy), Soulages (Jean-Claude) et al., *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ? Le conflit en Bosnie (1990-94)*, Bruxelles, De Boeck université, 2001, 163 p.
- Clarinard Raymond et Collette (Julien), *Kosovo : les batailles de l'information*, Paris, l'Harmattan, 1999, 185 p.
- Chomsky (Noam), *Le nouvel humanisme militaire. Leçon du Kosovo*. Lausanne, Éditions Pages deux, 2000, 293 p.
- Collin (Françoise), « Ex-Yougoslavie : l'aide humanitaire sans les droits humains », *Les Cahiers du GRIF*, n° 47, 1993, p. 125-136.
- Croyances en guerre. L'effet Kosovo* (numéro spécial), *Cahiers de médiologie*, n° 8, 1999, 208 p.
- Delcourt (Barbara), *Droits et souverainetés. Analyse critique du discours européen sur la Yougoslavie*, Bruxelles, P.I.E.- Peter Lang, 2003, 490 p.

- Delcourt (Barbara) et Corten (Olivier), *Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la guerre du Kosovo*, Bruxelles, Bruylant/ Éditions de l'université de Bruxelles, 2001, 310 p.
- Dréano (Bernard), « Le révélateur bosniaque. Essai d'interprétation d'un mouvement de solidarité internationale à la fin du XX^e siècle », *La revue M*, n° 84, août-septembre 1996, p. 39-43.
- Gagnon (Valère Philip Jr.), *The Myth of Ethnic War. Serbia and Croatia in the 1990s*, Ithaka-Londres, Cornell University Press, 2004, 217 p.
- Glamočak (Marina), *La transition guerrière yougoslave*, Paris, L'Harmattan, 2002, 287 p
- Gow (James), *Triumph of the Lack of Will. International Diplomacy and the Yugoslav War*, Londres, Hurst, 1997, 343 p.
- Gow (James), Paterson (Richard) et Preston (Alison) (eds.), *Bosnia by Television*, London, Film Institute, 1996, 181 p.
- Halimi (Serge), Vidal (Dominique), *L'opinion, ça se travaille. Les médias et les « guerres justes »*, Marseille, Agone, 2014, 6^e. éd. actualisée et augmentée, 2014 [1^{ère} éd. *L'opinion, ça se travaille. Les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo*, 2000], 270 p.
- Kandel (Maya), *Mourir pour Sarajevo ? Les États-Unis et l'éclatement de la Yougoslavie*, Paris, CNRS Éditions, 2013, 381 p.
- Kovačević (Marko) (ed.), *MESSarajevo. Internacionalni teatarski festival/ International theater festival*, Sarajevo, International Theater and Film Festival MESS, 1997.
- Krieg-Planque Alice, « *Purification ethnique* ». *Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éditions, 2004, 523 p.
- Kolstó (Pál) (éd.), *Media Discourse and the Yugoslav Conflicts. Representation of Self and Other*, Londres, Ashgate, 2009, 269 p.
- Krulic (Joseph), « L'échec du modèle yougoslave à la lumière de la réunification allemande », *Hermès*, n° 51, 2008/2, p. 91-99.
- « De Grotius à Srebrenica. La violence et la régulation de la violence dans l'espace yougoslave : réflexions critiques sur l'archéologie de la balkanisation », *Astérior*, n°2, 2004 ; URL : <http://asterion.revues.org/84>
- Kuntz (Hélène), « Écrire sur la guerre en ex-Yougoslavie : le théâtre européen à l'épreuve de l'histoire contemporaine », *Théâtre/Public*, n°188, 2008, p. 50-53.
- Lindenberg (Daniel), « D'une guerre à l'autre : la Yougoslavie des intellectuels », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°48, octobre-décembre 1997, p. 52-54.
- Lukić (Reneo), *L'agonie yougoslave (1986-2003). Les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*, Québec, Presses de l'université de Laval, 2004, 656 p.
- Martel (Frédéric), « Pour servir à l'histoire de notre défaite. L' « élite intellectuelle et morale » française et la guerre en ex-Yougoslavie », *Le Messager européen*, n° 8, 1994, p. 127-154
- Les médias dans le conflit yougoslave*, *Mots. Les langages du politique*, n° 47, juin 1996, 160 p.

- Moreau Defarges (Philippe), « Les organisations internationales et la crise yougoslave », *Politique étrangère*, n° 2, été 1992, p. 359-368.
- Mudry (Thierry), *Guerre de religions dans les Balkans*, Paris, Ellipses, 2005, 288 p.
- Muhlmann (Géraldine), « Le culturel et la tentation de l'abstrait », *Le Messager européen*, n°8, 1996, p. 173-188.
- Palmer (Michael), *Quels mots pour le dire ? Correspondants de guerre, journalistes et historiens face aux conflits yougoslaves*, Paris, L'Harmattan, 2003, 232 p.
- Pergnier (Maurice), *Mots en guerre. Discours médiatiques et conflits balkaniques*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2002, 164 p.
- Popov (Nebojša) (éd.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, traduction du serbo-croate dirigée par Pascale Delpech et Florence Hartmann, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998 [éd. originale 1996], 336 p.
- Ramet, (Sabrina P.), *Thinking about Yugoslavia. Scholarly Debates About the Yugoslav Break-up and the Wars in Bosnia and Kosovo*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 328 p.
- Rasmussen (Anne), « Yougoslavie : la guerre en Croatie, en Bosnie et au Kosovo », in Julliard (Jacques) et Winnock (Michel), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 3^e éd. révisée, 2009, p. 1437-1441.
- Tardy (Thierry), *La France et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995). Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 504 p.
- « L'ONU et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995) : faillite d'une institution, faillite des États ? », *Relations internationales*, n° 128, 2006/4, p. 37-53.
- Varro (Gabrielle), *Regards croisés sur l'ex-Yougoslavie, des chercheurs face à leurs objets de recherche et aux événements sociaux et politiques*, Paris, L'Harmattan, 2005, 246 p.
- Wallon (Emmanuel), « La guerre de Sarajevo a vraiment eu lieu. Notes sur l'engagement des artistes et des intellectuels », *Les Temps modernes*, n° 587, mars-avril-mai 1996, p. 374-399.
- « L'origine au lieu du devenir », *Nous et les autres. Les cultures contre le racisme*, Internationale de l'imaginaire, nouvelle série, n° 10, Actes sud, 1999, p. 179-190.
- « Portrait de l'artiste en témoin. Les guerres yougoslaves de la page à l'écran » in *Les mises en scène de la guerre au XX^e siècle, Théâtre et cinéma*, in Lescot (David) et Véray (Laurent) (eds.), Paris, Nouveau Monde Éditions, 2011, p. 381- 417.
- Žarkov (Dubravka), *The Body of War. Media, Ethnicity and Gender in the break-up of Yugoslavia*, Durham-Londres, Duke University Press, 2007, 286 p.

Transition post-communiste et reconstruction post-conflit

- Berindei (Mihnea), Combes (Ariadna) et Planche (Anne), *Roumanie, le livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste*, Paris, La Découverte, 1990, 259 p.
- Cataruzza (Amael), Chaveneau-Lebrun (Emmanuelle), Sanguin (André-Louis), *L'ex-Yougoslavie, dix ans après Dayton. De nouveaux Etats entre déchirements communautaires et intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2005, 264 p.
- Delpla (Isabelle), Bessone (Magali) (eds.), *Peines de Guerre. La justice pénale internationale et l'ex-Yougoslavie*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 316 p.
- Deprost (Michel), *ÉquiLibre : une faillite humanitaire*. Villeurbanne, Golias, 2003, 173 p.
- Destexhe (Alain), *L'humanitaire impossible ou deux siècles d'ambiguïtés*, Paris, Armand Collin, 1993, 236 p.
- Ensellem (Karine), « L'opération village Roumains. Une coopération locale transeuropéenne », *Revue géographique de l'Est*, XXXV (2), 1995, p. 115-136.
- Forest (Maxime) et Mink (Georges) (eds.), *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, Paris, l'Harmattan, 2004, 200 p.
- Gauthier (Bertrand), « La bibliothèque nationale et universitaire de Sarajevo et les bibliothèques bosniaques », *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 6, 1997 ; URL : <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1997-06-0072-007>
- Hartmann (Florence), *Paix et châtement. Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationale*, Paris, Fayard 2007, 322 p.
- Laignel-Lavestine (Alexandra), « Le massacre des villages roumains. Analyse du projet et réactions », *La nouvelle Alternative*, n°14, juin 1989, p. 35-40.
- Lepage (Dominique) et Kullashi (Muhamedin) (eds.), *Ex-Yougoslavie, une Europe du Sud-Est en reconstruction*, Paris, L'Harmattan, 2002, 168 p.
- Lefranc (Sandrine) (ed.), *Après le conflit, la réconciliation ?* Paris, Michel Houdiard, 2006, 344 p.
- Maqueda (Francis), *Carnet d'un psy dans l'humanitaire*, Toulouse, Érès, 1998, 200 p.
- « Humanitaire : le jardinier, le camionneur et le 'psy' », *Psychiatrie de l'enfant*, XXXVIII, 1995, p. 311-343.
- Mink (Georges) et Szurek (Jean Charles) (eds.), *Cet étrange post-communisme, rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, La Découverte/Presses du CNRS, 1992, 336 p.
- Ostojić (Mladen), « Reassessing the 'Peace vs. Justice' Trade-Off: International Justice and Democratic Stability in Post-Milošević Serbia », *Revue d'études comparatives Est/Ouest*, vol. 45, n°0304, déc. 2014, p. 107-148.

- Pirotte (Gautier), *L'épisode humanitaire roumain. Construction d'une « crise », état des lieux et modalités de sortie*, Paris, L'Harmattan, 2006, 263 p.
- Rupnik (Jacques) (ed.), *Les Balkans, paysage après la bataille*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, 169 p.
- Soloz (Christophe) et Dizdarevic (Svebor, André) (eds.), *La Bosnie-Herzégovine. Les enjeux de la transition*, Paris, L'Harmattan, 2003, 159 p.
- Soloz (Christophe) et Petritsch (Wolfgang), *Après-guerre dans les Balkans : l'appropriation des processus de transition et de démocratisation pour enjeu*, Paris, Karthala, 2003, 158 p.

Annexes

Annexe n°1 : éléments chronologiques sur l'éclatement de la Yougoslavie dans le contexte balkanique et international

11 février 1969 : l'assemblée yougoslave adopte une loi concernant la « défense populaire ». Cette loi crée la Défense territoriale [*Teritorijalna odbrana* – TO] placée sous le contrôle et la responsabilité des républiques, des régions autonomes et des communes, indépendante des forces armées fédérales [*Jugoslovenska narodna armija* – JNA].

21 février 1974 : proclamation de la nouvelle constitution de la République socialiste fédérale yougoslave (RSFY) qui donne un statut étatique aux unités fédérales (six républiques et deux régions autonomes – Kosovo et Voïvodine, qui restent formellement au sein de la république de Serbie) et proclame Josip Broz Tito président de la Fédération « à durée illimitée », en sus de sa fonction de président de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY), le parti unique.

4 mai 1980 : mort de Josip Broz Tito. Le pays est dorénavant dirigé par un Comité présidentiel de huit membres composé des représentants des unités fédérales.

1^{er} avril 1981 : manifestations d'étudiants (en grande majorité albanais) à Pristina. Au cours de l'intervention des forces de l'ordre, 9 étudiants et 2 policiers sont tués et 57 personnes sont blessées, selon les sources officielles.

15-17 décembre 1983 : François Mitterrand se rend à Belgrade, c'est la première visite officielle d'un président français de la 5^e République.

24 avril 1987 : Slobodan Milošević, le président de la présidence du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie, une des composantes de la LCY, exprime son soutien aux Serbes du Kosovo à l'occasion de leur grand rassemblement dans la ville de Kosovo polje.

23-24 septembre 1987 : Slobodan Milošević prend le contrôle de la Ligue des communistes de Serbie, provoquant un mois et demi plus tard la démission de son parrain politique, Ivan Stambolić, du poste de président du Comité présidentiel de Serbie.

14-18 mars 1988 : Mihail Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste de l'U.R.S.S. est en visite officielle à Belgrade.

Juillet-décembre 1988 : le nouveau pouvoir serbe provoque une « révolution anti-bureaucratique », en organisant de nombreuses « protestations populaires » et en remplaçant les dirigeants de la Voïvodine, du Kosovo et du Monténégro par des partisans de la politique de Slobodan Milošević.

3 février 1989 : lancement à Bruxelles de l'Opération villages roumains (OVR), un appel lancé aux communes européennes afin qu'elles « adoptent » un village ou un espace urbain roumain menacé de destruction par les programmes urbains mis en place par le président roumain, Nicolae Ceaușescu. Des coordinations de OVR sont créées les mois suivants en France, en Suisse, en Hongrie, au Royaume-Uni et en Hollande.

20-27 février 1989 : grève des mineurs albanais de Trepça contre le limogeage des dirigeants du Kosovo. La Présidence fédérale proclame des « mesures exceptionnelles » au Kosovo, renforcées un mois plus tard par des décisions prises par les nouveaux pouvoirs régionaux.

16 mars 1989 : le gouvernement fédéral d'Ante Marković entre en fonction et applique une politique de libéralisation économique et d'économie de marché, ce qui provoque rapidement une baisse de l'inflation (qui passe de 59% en décembre 1989 à 0,3% en mai 1990).

28 mars 1989 : le parlement de Serbie adopte des modifications constitutionnelles qui limitent l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine. En réaction, le même jour, des manifestations massives ont lieu au Kosovo, qui font 22 morts et 92 blessés parmi les manifestants et 2 morts et 121 blessés parmi les policiers, selon les sources officielles. Ces changements constitutionnels ont suscité de la réprobation et même des protestations de la part des dirigeants des autres unités fédérales.

6 mai 1989 : le parlement de Serbie élit Slobodan Milošević président du Comité présidentiel de Serbie.

23 mai 1989 : le jury du festival de Cannes, sous la présidence de Wim Wenders, décerne le Prix de la mise en scène à Emir Kusturica pour son film *Le Temps des gitans*.

4 juin 1989 : élections partiellement libres en Pologne.

4 juin 1989 : intervention des chars de l'armée chinoise contre les manifestants à la place Tien An Men à Pékin. Le bilan est de 2000 morts.

17 juin 1989 : constitution du parti de la Communauté démocratique croate [*Hrvatska demokratska zajednica*- HDZ] ; Franjo Tudjman en est élu président.

juin-juillet 1989 : la chambre des représentants et le Sénat des États-Unis font part de leurs préoccupations concernant les atteintes aux droits de l'Homme et la situation en Yougoslavie.

2 octobre 1989 : le parlement slovène adopte une modification de la constitution de la république, ouvrant la possibilité de faire sécession de la Fédération yougoslave.

23 octobre 1989 : proclamation de la nouvelle République de Hongrie.

9-10 novembre 1989 : chute du mur de Berlin.

10 novembre 1989 : chute de Todor Živkov, le président de la république socialiste bulgare.

11 novembre 1989 : élections unipartites au parlement de Serbie (avec plusieurs candidats, selon le principe du « pluralisme unipartite »).

6-7 décembre 1989 : visite officielle du Premier ministre français Michel Rocard à Belgrade.

17 décembre 1989 : de violentes manifestations éclatent à Timișoara à la suite de la décision du régime roumain d'écarter de sa paroisse le pasteur luthérien Lázló Tőkés.

24 décembre 1989 : après huit jours de manifestation et la fuite de Nicolae Ceaușescu, la 'révolution' est proclamée victorieuse à Bucarest. Le lendemain, le 25 décembre, le chef de l'État et sa femme sont jugés et exécutés. Le Front de salut national est constitué.

29 décembre 1989 : Vaclav Havel est élu président de Tchécoslovaquie.

20-22 janvier 1990 : congrès extraordinaire de la Ligue des communistes yougoslaves. La proposition des dirigeants de Serbie d'une nouvelle Constitution fédérale introduisant une plus grande centralisation obtient la majorité mais provoque le départ des délégués de la Slovénie puis de la Croatie. Le parti qui gouvernait la Yougoslavie depuis 1944 est *de facto* dissous.

31 janvier 1990 : à la suite de nouvelles manifestations estudiantines au Kosovo, la présidence de la République socialiste fédérale de Yougoslavie décide l'utilisation des forces armées dans cette région autonome estimant qu'elle se trouve au bord de la guerre civile ; l'intervention provoque, durant les deux jours qui suivent, la mort de 27 manifestants et d'un policier.

6 février 1990 : publication du rapport de Médecins du monde sur l'épidémie de sida pédiatrique dans plusieurs institutions dédiées à l'enfance en Roumanie.

21 février 1990 : le parlement serbe adopte la loi concernant des organisations politiques introduisant ainsi le système pluripartite.

8 avril 1990 : premières élections pluripartites en Slovénie. La coalition anti-communiste DEMOS obtient la majorité et le candidat de la Ligue communiste slovène, Milan Kučan, est élu président de République.

22 avril-6 mai 1990 : premières élections pluripartites en Croatie remportées par le HDZ (42% des voix, 66% des sièges). Franjo Tudjman est élu par le nouveau parlement président de la République.

13 mai 1990 : au cours d'un match de football, au stade Maksimir à Zagreb, des incidents violents éclatent entre supporters du Dinamo de Zagreb et ceux de l'Étoile rouge de Belgrade.

20 mai 1990 : élections présidentielles et législatives en Roumanie ; le Front du salut national remporte 66% des suffrages, Ion Iliescu est élu président avec 80% des voix.

26 mai 1990 : constitution à Sarajevo du Parti d'action démocratique [*Stranka demokratske akcije* – SDA], « alliance politique des citoyens de Yougoslavie appartenant à la sphère historico-culturelle musulmane » ; Alija Izetbegović en est élu président.

Juin 1990 : descente des mineurs à Bucarest. Le président Iliescu dénonce une menace néo-fasciste qui justifierait les actions de « maintien de l'ordre » par les mineurs.

12 juillet 1990 : constitution du Parti démocratique serbe [*Srpska demokratska stranka* – SDS], le parti politique qui se présente comme représentant les Serbes de Bosnie-Herzégovine ; Radovan Karadžić en est élu président.

25 juillet 1990 : le rassemblement des Serbes de Croatie adopte, dans la localité de Srb, une « Déclaration sur la souveraineté et l'autonomie du peuple serbe » et un « Conseil national serbe » se présentant comme représentant les Serbes de Croatie. Trois semaines plus tard, le 16 août, ce « Conseil » annonce l'organisation d'un référendum sur l'autonomie des Serbes en Croatie ; les autorités croates déclarent vouloir empêcher ce référendum en utilisant tous les moyens de l'État de droit. Le lendemain, le 17 août, à la suite d'une attaque des forces spéciales de la police croate sur le poste de police de Benkovac contrôlé par les Serbes, ces derniers saisissent les armes des policiers de réserve et élèvent des

barricades sur les routes : le soulèvement serbe commence en Croatie.

18 août 1990 : constitution de la Communauté démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ BH), le parti politique qui se présente comme représentant les Croates de Bosnie ; trois présidents se succèdent en un an, Mate Boban (vice-président dès la constitution du parti) est élu à cette fonction le 24 novembre 1992.

19 août 1990 : L'équipe nationale yougoslave de basket remporte en Argentine le titre de champion de monde.

septembre 1990 : manifestation de milliers de mineurs à Bucarest. Le chef du gouvernement Petre Roman est contraint à la démission. Formation du gouvernement Stolojan.

3 octobre 1990 : réunification allemande.

11-25 novembre 1990 : premières élections multipartites en Macédoine et victoire de la coalition non communiste VMRO-DPMNE.

18 novembre 1990 : premières élections multipartites en Bosnie-Herzégovine (BiH) qui voit la victoire des trois partis 'ethniques' qui avaient mené campagne ensemble contre les partis 'citoyens' : le SDA, le SDS et le HDZ BiH forment un gouvernement de coalition.

9-23 décembre 1990 : premières élections parlementaires et présidentielles multipartites en Serbie. Slobodan Milošević est élu président avec 65,35% des voix. Son parti – le Parti socialiste de Serbie (SPS) – obtient 46% des voix, ce qui lui procure 80% des sièges au parlement. Des élections parlementaires ont lieu au Monténégro à la même période : la Ligue communiste de cette république obtient 64% des voix.

22 décembre 1990 : une nouvelle constitution définit la Croatie comme un « état-nation du peuple croate » ; la minorité serbe (12% de population) perd le statut de « peuple constitutif ».

23 décembre 1990 : 86% des électeurs slovènes s'expriment par référendum pour l'indépendance de la Slovénie. Elle est proclamée par le Parlement de Slovénie trois jours plus tard.

janvier 1991 : la présidence et le ministère fédéral yougoslave de la défense ordonnent le démantèlement des forces armées irrégulières affiliées aux partis politiques nouvellement créés ou issues de la transformation d'unités de la Défense territoriale et des formations miliciennes 'politico-mafieuses'. La Slovénie et la Croatie y voient une ingérence de l'armée fédérale dans les compétences du ministère de l'Intérieur de leurs républiques.

17 janvier-28 février 1991 : intervention militaire de la coalition internationale en Irak.

25 janvier 1991 : le parlement macédonien adopte une déclaration d'indépendance. Kiro Gligorov est élu président deux jours plus tard.

28 février 1991 : le « Conseil national serbe » et le « Conseil exécutif de la Région autonome serbe de Krajina » (sud-est de la Croatie) décident la séparation de cette région du reste de la République de Croatie et son maintien dans la Fédération yougoslave. Deux jours plus tôt, ils proclament la création de la « région autonome serbe de Slavonie, Baranja et Srem occidental » (nord-est de la Croatie).

Mars 1991 : des affrontements armés entre les forces de l'ordre croates et les formations irrégulières serbes ont lieu en Croatie. L'armée populaire yougoslave (JNA) tente de s'interposer.

9-13 mars 1991 : manifestations de l'opposition et des étudiants à Belgrade contre la mainmise du pouvoir sur les médias.

25 mars 1991 : tenue d'une réunion secrète à Karadjordjevo entre les présidents de la Serbie et de la Croatie, Slobodan Milošević et Franjo Tuđman. Le partage de la Bosnie-Herzégovine entre la Serbie et la Croatie y aurait été conclu.

4 avril 1991 : la Communauté européenne soutient le maintien de la Fédération yougoslave.

2 mai 1991 : conflit armé à Borovo Selo (nord-est de la Croatie) entre les forces irrégulières serbes et des unités de la police croate. 20 policiers tués.

13 mai 1991 : début du licenciement des fonctionnaires serbes n'ayant pas prêté serment à la nouvelle république de Croatie.

16 mai 1991 : l'« assemblée » de la « région autonome serbe de Krajina » proclame son rattachement à la république de Serbie.

28 mai 1991 : premier défilé à Zagreb des unités de la Garde nationale croate [*Zbor narodne garde – ZNG*], force armée formellement appartenant au ministère de l'Intérieur mais commandée par le ministère de la Défense. Réunies aux unités de la Défense territoriale, la Garde va constituer le noyau de l'armée croate [*Oružane snage Republike Hrvatske – OSRH*], créée officiellement le 3 novembre 1991.

29 mai 1991 : l'Étoile rouge de Belgrade gagne la Coupe des champions de l'U.E.F.A. en battant en final à Bari l'Olympique de Marseille.

21 juin 1991 : le secrétaire d'État américain, James Baker, en visite à Belgrade, déclare son soutien à

l'unité de la Yougoslavie démocratique et souligne que les États-Unis n'accepteront pas les sécessions unilatérales.

25 juin 1991 : les Républiques de Slovénie et de Croatie proclament séparément leur indépendance et leur séparation de Yougoslavie. Le lendemain, le gouvernement fédéral déclare ces décisions nulles et non avenues et décide de reprendre le contrôle des postes frontières.

27 juin 1991 : des affrontements éclatent entre la JNA et la Défense territoriale de Slovénie.

28 juin 1991 : la Communauté européenne (CE) gèle l'aide économique à la Yougoslavie.

29 juin 1991 : accord de cessez-le-feu entre la Présidence slovène et le gouvernement fédéral. Durant les trois jours d'affrontements sporadiques sur le territoire slovène, 49 soldats de l'armée yougoslaves sont tués, 2 333 sont capturés.

7 juillet 1991 : la CE proclame un moratoire de trois mois sur les décisions d'indépendance de Croatie et Slovénie dans le cadre d'une rencontre avec les représentants des républiques et organes fédéraux sur l'île de Brioni. L'accord conclu prévoit le retrait de l'armée fédérale (JNA) de Slovénie (appliqué à partir du 29 juillet) et la création d'une mission d'observation de la CE.

Juillet-août 1991 : des incidents armés se multiplient en Croatie entre les forces de police et celles de la Garde croate, d'un côté, et les forces irrégulières serbes appuyées par la JNA de l'autre.

15 juillet 1991 : création à Belgrade du Centre pour les actions contre la guerre [*Centar za antiratne akcije*] dont le premier directeur est le journaliste Stojan Cerović. Une série d'actions pacifistes est organisée devant la Présidence de Serbie en octobre et novembre.

18-21 août 1991 : coup d'état manqué à Moscou contre le président Gorbatchev.

Août-septembre 1991 : les affrontements armés en Croatie se transforment en guerre ouverte. Mobilisation partielle des réservistes de l'armée fédérale sur le territoire de Serbie, à laquelle 25% d'appelés répondent.

21 août 1991 : le gouvernement croate annonce le blocus des casernes de l'armée fédérale (JNA) sur le territoire de la république.

26 août 1991 : début de l'attaque de la JNA et des milices associées contre Vukovar.

6 septembre 1991 : l'U.R.S.S. reconnaît l'indépendance de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie.

7 septembre 1991 : début de la conférence sur la paix en Yougoslavie à la Haye sous la présidence du Lord Peter Carrington et création d'une Commission d'arbitrage de la CE, présidée par Robert Badinter, pour trancher dans les débats institutionnels entre les républiques de la fédération. Référendum sur l'indépendance en Macédoine (79% de votants, 90% de « oui »).

Septembre-novembre 1991 : constitution de « régions autonomes serbes » dans différentes parties de la Bosnie-Herzégovine.

26 septembre 1991 : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la première résolution concernant la situation en Yougoslavie (résolution n° 713). Elle impose un embargo sur les livraisons d'armes à destination de ce pays et demande la poursuite des négociations sous l'égide de la Communauté européenne.

30 septembre 1991 : fin du référendum sur l'indépendance du Kosovo organisé par les Kosovars albanais et déclaré « illégal » par le pouvoir serbe. 99,86% des réponses s'expriment en faveur de l'indépendance.

1^{er} octobre 1991 : début du siège de Dubrovnik par la JNA composée majoritairement de réservistes du Monténégro.

7 octobre 1991 : l'aviation de la JNA bombarde le palais présidentiel à Zagreb.

8 octobre 1991 : Cyrus Vance est nommé médiateur des Nations Unies pour la Yougoslavie.

14 octobre 1991 : les députés du SDA et du HDZ du Parlement de Bosnie-Herzégovine adoptent un mémorandum sur la souveraineté de leur État. Le Leader du Parti démocratique serbe (SDS), Radovan Karadžić, déclare qu'en cas de guerre « les musulmans seront exterminés ». Les députés serbes quittent l'assemblée pour créer leur propre Parlement, l'« assemblée du peuple serbe en Bosnie-Herzégovine », à Pale, sur les hauteurs de Sarajevo, le 25 octobre.

24 octobre 1991 : accord de cessez-le-feu autour de Dubrovnik.

18 novembre 1991 : constitution de la Communauté des communes croates de Bosnie-Herzégovine, « Communauté croate de Herceg-Bosna » [*Hrvatska zajednica Herceg-Bosna*] ; Mate Boban en est élu président.

8 novembre 1991 : la conférence ministérielle de la CE adopte des sanctions contre la Yougoslavie. Le 2 décembre, la mesure est restreinte à la Serbie et au Monténégro. 4 jours plus tard, les États-Unis décident, de leur côté, de maintenir des sanctions contre toutes les républiques yougoslaves.

18 novembre 1991 : la JNA et des unités paramilitaires de la « Région autonome serbe de Slavonie Baranja et Srem occidentale » prennent la ville de Vukovar. Au moins 264 civils tués, d'après le

Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

27 novembre 1991 : le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution 721 sur la nécessité d'envoi d'une force de la paix en Yougoslavie. Par les décisions du 21 février 1992 (résolution 743), elle porte le nom Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) et concerne la présence de 14 000 casques bleus, dont 2 500 soldats français.

7 décembre 1991 : la commission Badinter déclare que la Fédération yougoslave est « en voie de dislocation » et se prononce pour la reconnaissance de la Slovénie et de la Macédoine.

9 décembre 1991 : démantèlement de l'U.R.S.S.

19 décembre 1991 : proclamation de l'unification de la « Région serbe autonome de Krajina » et de la « Région autonome serbe de Slavonie, Baranja et Srem occidental » dans une « République serbe de Krajina ».

20 décembre 1991 : démission du premier ministre fédéral Ante Marković.

23 décembre 1991 : l'Allemagne annonce la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie.

3 janvier 1992 : entrée en vigueur du quinzième cessez-le-feu en Croatie ; fin des combats.

6 janvier 1992 : un ordre secret de Slobodan Milošević organise le transfert en Bosnie-Herzégovine de tous les officiers serbes de la JNA originaires de cette république.

8 janvier 1992 : un avion de la JNA abat un hélicoptère de la mission d'observation de CE. Le bilan est de 5 morts. Le même jour, le secrétaire de la défense fédéral, le général Veljko Kadijević, démissionne.

15 janvier 1992 : la CE reconnaît la Slovénie et la Croatie et demande à la Bosnie-Herzégovine d'organiser un référendum d'autodétermination. Le gouvernement grec s'oppose à toute reconnaissance de la république de Macédoine tant que celle-ci n'accepte pas de modifier son nom et ses emblèmes nationaux.

25 janvier 1992 : création du Cercle de Belgrade, association d'intellectuels indépendants. Les premiers co-présidents en sont Radomir Konstantinović, Filip David, Miladin Životić et Ivan Čolović.

29 février-1^{er} mars : référendum en Bosnie-Herzégovine sur l'indépendance et la souveraineté de cette république (63,04% de votants, le SDS ayant invité les Serbes à boycotter la consultation). 99% sont en faveur du « oui ». Premiers incidents à Sarajevo et apparition des premières barricades. Deux jours plus tard (le 3), le Parlement de Bosnie-Herzégovine proclame l'indépendance.

Mars-4 avril 1992 : multiplication des incidents armés en Bosnie-Herzégovine entre les groupes de la Défense territoriale de Bosnie-Herzégovine et les milices du SDA d'un côté et des formations paramilitaires serbes (comme la Garde serbe des volontaires [*Srpska dobrovoljačka garda*], dirigée par Željko Ražnatović Arkan à Bijeljina) de l'autre. Des manifestations pour la paix et l'unité du pays ont lieu dans plusieurs villes

24 mars 1992 : le « Parlement de peuple serbe de Bosnie-Herzégovine » décide la formation d'un gouvernement de la « République serbe de Bosnie Herzégovine » et adopte sa constitution le 27.

26 mars 1992 : la JNA quitte la Macédoine.

3 avril 1992 : la présidence de Bosnie-Herzégovine ordonne la mobilisation des unités de la Défense territoriale (TO).

5 avril 1992 : manifestation pacifiste à Sarajevo devant le Parlement de Bosnie-Herzégovine au cours de laquelle des tirs de snipers font 8 morts.

6 avril 1992 : le Conseil des ministres de la CE recommande la reconnaissance de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine au cours du lendemain, jour où les États-Unis reconnaissent l'indépendance du pays ainsi que celles de la Croatie et de la Slovénie.

6 avril 1992 : début d'offensives concomitantes contre la Bosnie-Herzégovine par des forces venant de Serbie et de « République serbe de Krajina » et début du siège de Sarajevo. Dans les jours qui suivent, des massacres de civils ont lieu dans plusieurs villes près de la frontière avec la Serbie et le Monténégro (Bijeljina, Foča, Zvornik en particulier) ; résistances sporadiques des miliciens du SDA (Višegrad). Étant donnée l'ampleur et la coordination des actions armées menées, les États-Unis, la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et le Conseil des ministres de Communauté européenne dénoncent la responsabilité de l'armée fédérale (JNA) (le 14 et le 16 avril et le 11 mai). La participation des milices 'politico-mafieuses' venant de Serbie et de la « République serbe de Krajina » et des milices locales dans l'offensive est maintenant avérée. Belgrade nie toute responsabilité, expliquant qu'il s'agit d'une « guerre civile » dans un pays limitrophe à la Serbie.

7 avril 1992 : proclamation de l'indépendance de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » à Banja Luka par « l'Assemblée du peuple serbe ».

8 avril 1992 : formation du « Conseil de défense croate » [*Hrvatsko vijeće obrane – HVO*], « force

armée des croates de Bosnie » ; Mate Boban est désigné « commandant suprême ».

14 avril 1992 : le ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, Haris Silajdžić, évoque lors d'une conférence de presse à Washington, le 'nettoyage' de populations, selon leur appartenance ethnique, orchestré par Belgrade. Un mois plus tard (le 12 mai), à une occasion similaire et de nouveau à Washington, le chef de la diplomatie de BIH popularise la formule 'nettoyage ethnique'.

15 avril 1992 : création des premières forces armées de la Bosnie-Herzégovine indépendante, officiellement la Défense territoriale de Bosnie-Herzégovine, regroupant d'anciennes unités de TO et des milices. La nouvelle formation devient l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine [*Armija republike Bosne i Hercegovine – ARBIH*] le 23 juin.

22 avril 1992 : concert pour la paix à Belgrade devant environ 50 000 personnes. Le Parti démocratique lance le lendemain une pétition demandant la démission de président Milošević, signée par plus de 800 000 citoyens de Serbie.

27 avril 1992 : proclamation de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) comprenant les républiques de Serbie et du Monténégro (la constitution de nouvel État ne mentionne pas les « régions autonomes » du Kosovo et de la Voïvodine).

3 mai 1992 : le conflit a déjà fait un million de réfugiés, d'après le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

12 mai 1992 : le parlement de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » décide de constituer son armée [*Vojska republike srpske – VRS*] ; y sont incorporés une grande partie des unités et des armes appartenant à la JNA présente en Bosnie-Herzégovine ainsi que les unités de TO des « régions autonomes » serbes autoproclamées dans cette république.

15 mai 1992 : le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution n° 752 demandant la fin des combats en Bosnie-Herzégovine et le retrait des unités de la JNA et des forces armées de la république de Croatie (OSRH).

20 mai 1992 : la république fédérale de Yougoslavie décide de transformer l'armée populaire yougoslave (JNA) en armée de Yougoslavie [*Vojska Jugoslavije-VJ*].

24 mai 1992 : les élections parlementaires et présidentielles au Kosovo, non-reconnues mais non-empêchées par Belgrade, voient la victoire d'Ibrahim Rugova, leader de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK).

27 mai 1992 : un obus explose dans la rue centrale de Sarajevo faisant 16 morts et 144 blessés. Le gouvernement de Sarajevo accuse l'armée de la « République serbe », qui dément. La Communauté européenne adopte des sanctions économiques contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

30 mai 1992 : adoption de la Résolution n° 757 par le Conseil de sécurité de l'ONU instaurant un embargo économique à l'égard de la RFY et la rupture des relations culturelles, scientifiques et sportives avec ce pays.

Juin-juillet 1992 : protestations des étudiants, des citoyens et des partis d'opposition en Serbie contre Slobodan Milošević.

15 juin 1992 : le parlement de la RFY élit l'écrivain Dobrica Ćosić président de la nouvelle fédération. Slobodan Milošević reste président de la Serbie.

28 juin 1992 : visite surprise à Sarajevo du président Mitterrand. Après une rencontre officielle avec le président Izetbegović et une promenade en ville, où il est accueilli par les ovations des habitants, Mitterrand rencontre Radovan Karadžić à l'aéroport de Sarajevo. Le lendemain, le Conseil de sécurité des Nations Unies étend le mandat de la FORPRONU à l'aéroport de Sarajevo, qui reste sous le contrôle militaire de l'armée de la « République serbe ». Le premier avion d'aide humanitaire dédiée à la ville, totalement encerclée et assiégée, atterrit le 30 juin. Une partie de la 6^e flotte des États-Unis entre en mer Adriatique.

2 août 1992 : publication de l'article « Death Camps in Bosnia » (Roy Gutman) dans le journal américain *New York Newsday*. Les premières images sur les camps sont diffusées par les chaînes de télévision du monde entier à partir du 6 août.

12-14 août 1992 : session extraordinaire de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU où les États-Unis propose la création d'un Tribunal pour les crimes de guerre en Yougoslavie. Tadeusz Mazowiecki est nommé rapporteur spécial de Commission pour l'ancienne Yougoslavie. Parallèlement, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte les résolutions n° 770 et n° 771 permettant l'emploi de force par l'OTAN en Bosnie-Herzégovine contre tout ce qui menace les droits de l'Homme.

26 août 1992 : début de la Conférence internationale sur la Yougoslavie. Cyrus Vance, représentant des Nations Unies et David Owen, représentant de Communauté européenne, en sont élus les coprésidents permanents.

1^{er} septembre 1992 : Radovan Karadžić signe un accord avec la FORPRONU sur le contrôle d'artillerie

de l'armée de la République serbe. L'accord est appliqué autour de Sarajevo à partir du 12.

14 septembre 1992 : le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution n° 776 : création de la FORPRONU (II) pour la Bosnie. La France en est le plus gros contributeur.

23 septembre 1992 : sous la proposition de Conseil de sécurité, l'assemblée générale des Nations Unies exclut la RFY de l'organisation mondiale.

27 septembre-octobre 1992 : élections législatives et présidentielles en Roumanie ; le président Iliescu est réélu avec 61% des voix. Le parti du président obtient 28% des suffrages. Formation du gouvernement Vacaroiu.

Novembre 1992 : 6^e dévaluation du dinar yougoslave dans l'année. L'hyperinflation galopante ne sera jugulée en RFY qu'en janvier 1994.

20 décembre 1992 : élections anticipées pour le parlement et le président serbe : Slobodan Milošević et sa coalition (Parti socialiste de Serbie-SPS et Parti radical serbe-SRS) remportent les élections.

1^{er} janvier 1993 : division pacifique de Tchécoslovaquie.

3 janvier 1993 : présentation du plan de paix Vance-Owen à Genève, prévoyant la division de la Bosnie-Herzégovine en 10 provinces qui posséderaient de nombreuses prérogatives vis-à-vis du pouvoir central, ainsi que la démilitarisation de cette république.

8 janvier 1993 : le vice-premier ministre de Bosnie-Herzégovine Hakija Turajlić est assassiné près de l'aéroport de Sarajevo par un soldat de l'armée de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » (VRS) dans une voiture de l'ONU.

Janvier-février 1993 : combats intenses pour l'Armée de Bosnie-Herzégovine sur deux fronts : contre la VRS et la HVO.

11 janvier 1993 : la direction de la Radio et de la Télévision de Serbie (RTS) limoge 1 500 employés.

20 janvier 1993 : William (Bill) Clinton prend ses fonctions comme Président des États-Unis. Warren Christopher devient secrétaire d'État.

22 février 1993 : création par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un tribunal international chargé d'enquêter et de juger les crimes de guerre et contre l'humanité (il prend ensuite le nom de Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, TPIY).

11 mars 1993 : arrivée du général Morillon, commandant de la FORPRONU, à Srebrenica assiégée par la VRS depuis onze mois. Il est retenu par les habitants et annonce qu'il ne les abandonnera pas.

5 mai 1993 : Thorvald Stoltenberg remplace Cyrus Vance comme coprésident de la Conférence internationale sur la Yougoslavie.

5-6 mai 1993 : l'assemblée de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » rejette du plan de paix Vance-Owen signé quatre jours avant à Athènes par Radovan Karadžić.

6 mai 1993 : création par le Conseil de sécurité de l'ONU de cinq zones de sécurité en Bosnie-Herzégovine, autour de Sarajevo, Tuzla, Žepa, Bihać, Goražde ; la région de Srebrenica a obtenu le même statut trois semaines avant (le 17 avril).

9 mai 1993 : offensive des forces du conseil de défense croate (HVO) à Mostar contre des unités de l'ARBIH et des volontaires.

4 juin 1993 : résolution n° 836 des Nations Unies qui renforce pour les zones de sécurité la possibilité d'usage de la force de la FORPRONU, en cas d'attaque.

Juin-juillet 1993 : contestation d'Alija Izetbegović au sein de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine.

Juillet 1993 : offensive de la VRS sur le mont d'Igman, près de Sarajevo.

5 juillet 1993 : 700 soldats des États-Unis s'installent en Macédoine dans le cadre de la force de l'ONU.

20 août 1993 : présentation du plan de paix Owen-Stoltenberg prévoyant une partition de la Bosnie-Herzégovine en trois républiques constitutives : République serbe (51% du territoire), République bosniaque (30%), République croate (16%). Sarajevo et Mostar seraient sous administration internationale.

28 août 1993 : la communauté des communes croates de Bosnie-Herzégovine se proclame « République croate de Herceg-Bosna » ; Mate Boban en est nommé président.

9-11 septembre 1993 : l'armée de Croatie prend plusieurs villages sous contrôle de la « République serbe de Krajina » ; massacre d'au moins 118 civils. L'artillerie de région sécessionniste lance des roquettes contre trois villes en Croatie : Karlovac, Sisak et Zagreb ; 7 civils tués, 27 blessés.

27 septembre 1993 : la proclamation de la « Province autonome de Bosnie occidentale » (région de Bihać) par les partisans de Fikret Abdić provoque des affrontements entre les milices d'Abdić et des unités de l'ARBIH (que les média occidentaux appelleront « des affrontements inter-musulmans »).

3 octobre 1993 : 18 soldats des États-Unis trouvent la mort à Mogadiscio, en Somalie. Deux semaines après (le 20) le Sénat vote un amendement qui presse le président d'obtenir l'autorisation du Congrès avant tout déploiement américain en Bosnie.

4 novembre 1993 : offensive victorieuse de l'ARBIH dans la région de Vareš.

9 novembre 1993 : l'artillerie du HVO détruit le pont de Mostar datant du XVI^e siècle.

5 février 1994 : un tir d'obus sur le marché de Markale à Sarajevo fait 68 morts et 200 blessés environ. L'armée de la « République serbe » (VRS) nie toute responsabilité.

9 février 1994 : l'OTAN demande à la VRS de retirer ses armes lourdes à 20 km au moins du centre de Sarajevo et menace de bombarder ses positions. L'état-major de la « République serbe » se plie à cet ultimatum deux jours plus tard.

17 février 1994 : la Russie envoie, sous l'égide de la FORPRONU, 400 soldats sur le terrain évacué par les unités de la VRS autour de Sarajevo. Les bombardements sur la capitale cessent jusqu'au printemps 1995.

1^{er} mars 1994 : sous la proposition de la Présidence des États-Unis, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la « République croate de Herceg-Bosna » signent à Washington un accord préliminaire sur la création de la « Fédération croato-musulmane » de Bosnie-Herzégovine comprenant sept cantons. L'accord est officiellement signé par les président Izetbegović et Tudjman le 18. Six jours plus tard, la Croatie demande l'assistance des États-Unis pour la remise à niveau de l'armée croate qui devient effective à partir de l'automne, via une société privée américaine.

4 avril 1994 : offensive de la VRS contre la zone de sécurité de Gorazde. Les 10 et 11, deux avions de l'OTAN bombardent les positions des assaillants, qui commencent leur retrait le 24.

Avril-juillet 1994 : génocide au Rwanda.

25 avril 1994 : formation du « groupe de contact » par les États-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne et la France, chargé d'élaborer un plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine.

27 avril 1994 : le président Clinton décide de ne pas s'opposer à des livraisons d'armes iraniennes à l'armée de Bosnie-Herzégovine via la Croatie. La décision est prise au plus haut niveau et reste secrète ; le Congrès n'est pas informé.

4 juin 1994 : à l'occasion des cérémonies du 50^e anniversaire du débarquement allié en Normandie, manifestation de « soutien à la résistance bosniaque » organisée à l'appel du réseau Citoyens/ citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine contre la purification ethnique.

12 juin 1994 : élections au parlement européen. La Liste française « L'Europe commence à Sarajevo » ne recueille que 1,57% des voix.

6 juillet 1994 : présentation du plan de paix du groupe de contact prévoyant la constitution d'une « Union de la Bosnie-Herzégovine » comprenant deux entités disposant de leurs propres constitution et forces armées : la Fédération croato-musulmane et la République serbe. Les parlements de Bosnie-Herzégovine et de la « Fédération croato-musulmane » l'acceptent conjointement (le 18), le Parlement de « République serbe » décide à l'unanimité d'organiser un référendum sur cette question (le 3 août).

4 août 1994 : la RFY rompt ses relations politiques et économiques avec la « République serbe de BIH » pour cause de « refus de paix ».

21 août 1994 : les unités du Cinquième corps de l'Armée de Bosnie-Herzégovine prennent la ville de Velika Kladuša (ouest de la Bosnie-Herzégovine) tenue auparavant par les milices de Fikret Abdić. Cette percée se prolonge par une vaste offensive dans la région (zone de sécurité de Bihać) à partir du 27.

3 novembre 1994 : prise de la ville de Kupres (au nord-est de l'Herzégovine) conjointement par les forces de HVO et l'ARBIH.

9 novembre 1994 : contre-offensive des unités de la VRS dans la zone de sécurité de Bihać. Entre le 21 et le 23, l'aviation de l'OTAN bombarde l'aéroport d'Udbine, situé dans la « République serbe de Krajine » (Croatie), d'où des bombardiers avaient attaqué au napalm la région de Bihać. Les 23 et 24 novembre, la VRS immobilise en repréailles 200 casques bleus dans leurs casernes, dépôts d'armes ou points d'observation dans la région de Bihać et prennent 50 soldats canadiens en otages. Contre la volonté des États-Unis, Paris et Londres s'opposent à la poursuite des frappes aériennes, soulignant leur contradiction avec « l'impartialité » de la « mission humanitaire » des troupes européennes qui composent la FORPRONU. Cette sévère crise à l'intérieur de l'OTAN éloigne la possibilité d'opérations militaires contre les forces sur le terrain. Le 25, Nikola Koljević, vice-président de la « République serbe », et le chef du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine Haris Silajdžić signent un cessez-le-feu qui mène à un retrait partiel de l'armée de RS de la région de Bihać.

15 novembre 1994 : Les forces navales et aériennes américaines stationnées en Europe cessent de

surveiller le respect de l'embargo sur les armes des états issus de la Yougoslavie, ce qui ouvre la possibilité aux importations illégales des armes au profit des forces de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et du HVO.

7 décembre 1994 : Radovan Karadžić se déclare prêt à ce que la « République serbe » mette fin à la guerre et commence des pourparlers en vue d'obtenir des « corrections et améliorations » du plan proposé par le Groupe de contact.

18-20 décembre 1994 : l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, mène des pourparlers séparés, à Pale et à Belgrade, avec Radovan Karadžić et Slobodan Milošević afin de faire accepter le cessez-le-feu momentané en Bosnie-Herzégovine et le début de négociations du plan de paix de Groupe de contact.

1^{er} janvier 1995 : création à Belgrade du Centre pour la décontamination culturelle, une association indépendante qui fait de l'antinationnalisme sa lutte principale.

9 mars 1995 : se basant sur le rapport de Tadeusz Mazowiecki, la Commission des droits de l'Homme de l'ONU accuse la Serbie d'avoir pratiqué une « purification ethnique » en Bosnie-Herzégovine et d'avoir violé les droits de l'Homme au Kosovo et en Voïvodine.

1^{er}-4 mai 1995 : offensive-éclair de l'armée croate en Slavonie occidentale (nord-est de Croatie) et reconquête d'une partie de la République serbe autoproclamée de Krajina.

7 mai 1995 : élection de Jacques Chirac à la Présidence de la République française.

24 mai 1995 : intensification des combats autour de Sarajevo. Les avions de l'OTAN bombardent les positions de la VRS le 25. La VRS en représailles reprend ses armes lourdes remises à l'ONU l'année précédente et prend en otages 350 casques bleus en les exhibant attachées devant les caméras de télévision (à partir du 26). L'artillerie de VRS attaque simultanément les zones de sécurité de Goražde, Srebrenica et Žepa. Dans une attaque similaire à Tuzla, environ 70 civils sont tués et 150 blessés. L'OTAN cesse ses attaques sur les positions de la VRS le 27, qui libère les casques bleus entre le 4 et le 18 juin.

28 mai 1995 : le jury du 48^e Festival de Cannes présidé par Jeanne Moreau décerne la Palme d'or à *Underground* d'Emir Kusturica.

15 juin 1995 : décision du Conseil de sécurité de l'ONU de créer la Force de réaction rapide (FRR) au sein de la FORPRONU.

7-11 juillet 1995 : prise de la zone de Srebrenica par la VRS ordonnée par le général Ratko Mladić ; 8 000 hommes ont été fusillés d'après le jugement émis par le TPIY le 2 août 2001.

21-24 juillet 1995 : le groupe de contact décide, sous la pression de l'administration américaine, de se donner les moyens d'assurer la protection de la zone de sécurité de Goražde et adopte le plan des frappes aériennes contre les positions de VRS. Le plan est entériné par le conseil de l'OTAN le 26.

22 juillet 1995 : Alija Izetbegović et Franjo Tuđman se rencontrent à Split pour coordonner leurs actions militaires contre les forces de la VRS en Bosnie-Herzégovine.

24-26 juillet 1995 : attaque conjointe des unités de la VRS et des milices de Fikret Abdić sur Bihać. Reconquête de celle-ci par la ARBIH.

25 juillet 1995 : prise de la zone de sécurité de Žepa par la VRS. Radovan Karadžić et Ratko Mladić sont inculpés de crime contre l'humanité par le TPIY.

26 juillet 1995 : Le sénat américain vote la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie-Herzégovine. La Chambre des représentants adopte une décision identique le 1^{er} août.

27 juillet 1995 : en France, la Déclaration d'Avignon demande l'intervention armée contre les forces de la « République serbe » (RS) et la fin de siège de Sarajevo. Démission de Tadeusz Mazowiecki, en signe de protestation contre la prise de Srebrenica.

28 juillet 1995 : L'armée de Croatie (OSRH) prend les villes de Grahovo et Glamoč en RS, coupant le lien terrestre entre elle et la République serbe autoproclamée de Krajina (sud-est de la Croatie), préparant ainsi l'opération Tempête.

4-9 août 1995 : reprise de la Krajina par l'armée de Croatie (opération « Tempête »). 677 civils sont tués, 80% des maisons serbes sont brûlées et 99% des Serbes de Krajina chassés, d'après le Comité Helsinki croate (entre 150 000 et 220 000, d'après différentes sources). Les sources gouvernementales croates soutiennent le nombre de 214 victimes civiles, le TPIY conclut à la mort de 324 victimes.

4-30 août 1995 : en France, début de la grève de la faim de cinq personnalités du théâtre français, initiateurs de la Déclaration d'Avignon, à la Cartoucherie de Vincennes.

7-11 août 1995 : le président Clinton met son veto à la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie-Herzégovine et envoie son conseiller pour la sécurité nationale, Anthony Lake, engager le règlement du conflit avec les États européens du groupe de contact. Les négociations avec les parties impliquées sont

menées à partir du 14 par Richard Holbrooke.

28 août 1995 : un obus tombe sur marché de Sarajevo faisant 37 morts et 89 blessés. La VRS accuse l'ARBIH. Le jugement du TPIY du 12 décembre 2007 conclura à la culpabilité de VRS.

30 août 1995 : frappes aériennes massives de l'OTAN contre les positions de la VRS autour de Sarajevo et entrée en action de la Force de réaction rapide (FRR) dans le cadre de l'opération « Force délibérée ». Elle va se poursuivre sur d'autres parties du territoire de la Bosnie-Herzégovine jusqu'au 20 septembre.

8 septembre 1995 : accord de Genève entre les pays du groupe de contact, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la RFY, prévoyant un partage territorial de la Bosnie : 51% pour la République serbe et 49% pour la Fédération croato-musulmane.

9-19 septembre 1995 : offensive de l'OSRH et de l'ARBIH contre la VRS en Bosnie centrale et occidentale et conquête de vastes territoires.

13 septembre 1995 : accord entre la Grèce et la Macédoine, sous la houlette des États-Unis, prévoyant la levée de l'embargo commercial de la Grèce vis-à-vis de « l'Ancienne République yougoslave de Macédoine » (ARYM – nom officiel internationalement accepté) et une reconnaissance mutuelle.

3 octobre 1995 : tentative d'assassinat du président macédonien Kiro Gligorov.

11 octobre 1995 : entrée en vigueur d'un cessez-le-feu généralisé en Bosnie-Herzégovine.

1^{er} novembre 1995 : négociations consacrées à la Bosnie-Herzégovine à Dayton (Ohio, États Unis) menées par Richard Holbrook avec, comme chefs des délégations des pays appliqués, les Présidents Izetbegović, Milošević et Tudjman.

16 novembre 1995 : Radovan Karadžić et Ratko Mladić sont inculpés de génocide à Srebrenica par le TPIY.

21 novembre 1995 : mise au point des accords à Dayton qui mettent fin à la guerre et dote la Bosnie-Herzégovine de nouvelles institutions.

22 novembre 1995 : le conseil de sécurité de l'ONU vote la suspension des sanctions économiques contre la RFY et la levée progressive de l'embargo sur les armes à destination des États issus de l'ancienne Yougoslavie ; remplacement de la FORPRONU par l'IFOR (Force d'application).

14 décembre 1995 : signature officielle des accords de Dayton à Paris.

19 février 1996 : le journal *Bujku* à Pristina publie la première déclaration de l'Armée de libération de Kosovo (*Ushtria Çlirimtare e Kosovës* – UÇK) qui revendique une série d'attaques au Kosovo.

22 avril 1996 : plusieurs attaques au Kosovo contre la police et des civils serbes ; 5 morts et 5 blessés.

30 juin 1996 : Biljana Plavšić remplace Radovan Karadžić et devient Présidente de la RS.

3 août 1996 : série d'attaques ponctuelles synchronisées dans 4 villes au Kosovo, revendiquées par l'UÇK.

23 septembre 1996 : d'après le recensement, 566 375 réfugiés venant des autres républiques de l'ancienne Yougoslavie vivent en RFY.

27 septembre 1996 : attentats à la bombe contre une caserne de l'armée et des positions de la police de RFY au Kosovo.

5 novembre 1996 : réélection de Bill Clinton ; Madeleine Albright va être nommée Secrétaire d'État.

18 novembre 1996 : début de manifestations quotidiennes massives dans la majorité des villes de Serbie contre la tentative de falsifications des résultats des élections locales gagnées par l'opposition à Belgrade et dans 45 communes de Serbie. Après 88 jours et l'intervention d'une mission de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) présidée par Felipe Gonzáles, l'opposition remporte les mairies ; Zoran Djindjić est élu maire de Belgrade (le 21 février 1997).

30 mai 1997 : condamnation à Pristina de 18 membres de l'UÇK pour leur participation à plusieurs « attaques terroristes » au Kosovo.

15 juillet 1997 : le parlement de la RFY élit Slobodan Milošević, président de la fédération.

juillet-septembre 1997 : nouvelles attaques au Kosovo et nouvelles condamnations des membres de l'UÇK.

19 octobre 1997 : Milo Djukanović remporte contre Momir Bulatović les élections présidentielles au Monténégro.

Novembre 1997-Février 1998 : poursuite des conflits armés au Kosovo : le 28 février, 20 personnes tuées, 16 membres de l'UÇK et 4 policiers.

5 mars 1998 : dans l'attaque par les forces de l'ordre de la maison d'Adem Jashari, l'un des dirigeants de l'UÇK, 51 personnes sont tuées, dont Jashari, des civils, des femmes et des enfants.

9 mars-1^{er} avril 1998 : le Groupe de contact et le Conseil des ministres de l'Union européenne condamnent la RFY pour sa répression au Kosovo. Le Conseil de sécurité de l'ONU réintroduit l'embargo sur la livraison d'armes à la RFY.

22 mars 1998 : élections présidentielles et parlementaires au Kosovo, non reconnues par Belgrade ; Ibrahim Rugova obtient 99,7% voix.

23 avril 1998 : référendum en Serbie : « acceptez-vous la participation de représentants étrangers dans la résolution des problèmes au Kosovo ? ». Sur 73,05% d'inscrits, 94,73 votent « non ».

9-12 mai 1998 : Richard Holbrook mène une médiation entre Belgrade, Pristina et Tirana en vue de résoudre la crise au Kosovo. Le président Clinton reçoit le 29 à Washington Ibrahim Rugova et plaide pour le dialogue avec Belgrade.

23 juin-4 juillet 1998 : nouvelle tournée de R. Holbrooke ; il rencontre Slobodan Milošević mais aussi les représentants de l'UÇK.

Juillet-septembre 1998 : les forces de l'ordre de Serbie et de l'armée de RFY reprennent le contrôle des villes et des routes prises précédemment par l'UÇK.

7 août : l'Union européenne demande une intervention de l'OTAN au Kosovo.

29 août et 10 septembre 1998 : les forces de l'ordre serbe annoncent la découverte de trois fosses communes avec 81 dépouilles. Les victimes sont identifiés comme « Albanais, Monténégrins, Roms et Serbes ». L'UÇK est accusée d'être responsable.

23 septembre 1998 : le Conseil de sécurité de l'ONU demande le retrait des forces de l'ordre de Serbie du Kosovo (résolution 1199).

24 septembre 1998 : l'OTAN accepte le plan concernant une éventuelle intervention au Kosovo. Le 27, le commandement de l'OTAN se dit prêt aux attaques aériennes de la Serbie.

26 septembre 1998 : *Human Rights Watch* annonce le massacre d'une trentaine de personnes par les forces armées dans deux villages du centre du Kosovo.

8 octobre 1998 : présentation du plan pour le Kosovo de Christopher Hill, l'ambassadeur des États-Unis en Macédoine qui prévoit l'autonomie complète du Kosovo et des négociations sur l'indépendance dans trois ans.

13 octobre 1998 : après de nouveaux pourparlers avec R. Holbrooke, S. Milošević déclare que le danger d'interventions militaires contre la RFY s'éloigne. Le gouvernement de Serbie adopte des mesures spéciales face au danger d'une attaque armée et décide l'interdiction de « propager le défaitisme » dans les médias. La mesure est confirmée par les nouvelles lois sur l'information, adoptées le 20.

Novembre-janvier 1999 : nombreuses attaques au Kosovo attribuées à l'UÇK ; Belgrade annonce qu'en 1998, 115 policiers et 37 soldats ont été tués. Incidents à la frontière albano-yougoslave avec des groupes armés essayant d'entrer au Kosovo.

4 janvier 1999 : l'UÇK rejette le plan de Ch. Hill et demande l'indépendance de Kosovo.

15 janvier 1999 : intervention des forces de l'ordre de Serbie et de l'armée de RFY à Račak (sud de Kosovo) : mort de 45 personnes. La version de Belgrade est que les morts sont des combattants de l'UÇK. Le 18, William Walker, chef de mission au Kosovo de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, déclare qu'il s'agit d'un massacre de civils. Deux jours plus tard, des officiels de RFY empêchent Louise Arbour, la procureur du TPIY, de mener une enquête sur les lieux.

6-23 février 1999 : la conférence de paix sur le Kosovo est organisée à Rambouillet, puis à Paris (19-23 mars) mais se termine sans aucun accord. Le chef de la délégation de la RFY est le vice-premier ministre du gouvernement de Serbie, Ratko Marković, puis le président de la Serbie, Milan Milutinović (S. Milošević, le Président de RFY est absent), celui du Kosovo Hashim Thaçi (Ibrahim Rugova en est aussi membre). Le plan discuté est celui de Christopher Hill, avec un ajout militaire : la présence sur le territoire du Kosovo et de la RFY de 28 000 soldats de l'OTAN.

24 mars-8 juin 1999 : bombardements massifs et ponctuels par les forces aériennes de l'OTAN de cibles en république fédérale de Yougoslavie ; 504 civils tués, 584 soldats de l'armée RFY et 31 disparus y compris dans les combats avec l'UÇK à Kosovo, 7 643 maisons touchées, environ 300 écoles, 53 hôpitaux et 50 églises. Nombreuses bavures : bombardement du centre-ville d'Aleksinac (le 5 avril), destruction d'un train à Grdelička klisura (le 12 avril), bombardement d'une colonne de réfugiés albanais près de Djakovica (le 14 avril) et d'une autre près de Prizren (le 14 mai), destruction d'un car près de Pristina avec 50 voyageurs dont un tiers sont des enfants et d'un autre près de Peć où sont tués 20 civils (les 1^{er} et 3 mai), bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade où 3 journalistes chinois trouvent la mort et du centre-ville de Niš le 7 mai (15 morts).

24 mars 1999 : début de l'exode des Albanais du Kosovo vers l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine, 771 900 personnes, d'après les informations de l'ONU présentées le 26 mai ;

le pouvoir et les médias belgradois présentent l'exode comme un « départ volontaire » causé par le bombardement, les médias étrangers y voient une nouvelle « purification ethnique ».

1^{er} avril 1999 : Slobodan Milošević reçoit à Belgrade Ibrahim Rugova ; signature d'un communiqué conjoint demandant la résolution des problèmes par les négociations.

11 avril 1999 : série d'attentats et de meurtres de membre de l'opposition en Serbie qui va se conclure une année après, le 25 août 2000, avec l'enlèvement d'Ivan Stambolić, ancien Président de la Présidence de Serbie.

24 mai 1999 : inculpation par la procureure du TPIY de plusieurs dirigeants politiques haut-gradés de la RFY, y compris le président Milošević.

9 juin 1999 : « accord militaro-technique » entre l'armée de RFY et l'OTAN à Kumanovo (Macédoine) qui annonce la fin des hostilités.

10 juin 1999 : fin des bombardements de l'OTAN et début du retrait du Kosovo des forces de l'ordre de la RFY, suivi par l'exode des Serbes.

12 juin 1999 : les premiers soldats de l'OTAN participant à la Kosovo Force (KFOR) entrent au Kosovo. La veille, 200 soldats de l'armée russe, stationnés auparavant en Bosnie-Herzégovine, ont pris le contrôle de l'aéroport de Pristina.

2 juillet 1999 : le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, nomme Bernard Kouchner représentant spécial pour la mission de paix de l'ONU au Kosovo (qui deviendra la MINUK/ UNMIK : la mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo).

Juillet-décembre 1999 : nouvelle série de manifestations contre le pouvoir de Slobodan Milošević en Serbie.

14 octobre 1999 : les représentants des partis de l'opposition signent un accord sur les conditions de futures élections et appellent des élections anticipées.

2 novembre 1999 : la délégation de l'Union européenne demande aux représentants de l'opposition en Serbie de s'unir.

14 janvier 2000 : le mouvement étudiant Otpor [résistance] organise une grande manifestation à Belgrade demandant le départ du président Milošević. Le mouvement va se transformer le 25 mai en protestation populaire.

25 mars : Vladimir Poutine est élu président de la Fédération de Russie.

24 septembre : élections présidentielles et parlementaires en RFY, élections parlementaires en Voïvodine et élections locales en Serbie, sous contrôle d'observateurs internationaux. Les résultats officiels des élections présidentielles annoncés le 27 donnent vainqueur le candidat de l'opposition, Vojislav Koštunica avec 48,96% voix contre Slobodan Milošević avec 38,62%. L'opposition annonce le même soir que Koštunica a gagné dès ce premier tour, avec 52,54% des voix. Zoran Djindjić, un autre leader de l'opposition, appelle le lendemain à la grève générale.

4 octobre : le tribunal constitutionnel de RFY annule les élections présidentielles.

5 octobre : plusieurs centaines de milliers de manifestants venus de toute la Serbie sont à Belgrade. Ils occupent le Parlement et le siège de la télévision de Serbie (RTS). L'armée n'intervient pas et la police cesse de repousser les manifestants. Le soir, Vojislav Koštunica s'adresse aux manifestants depuis la terrasse du Parlement.

6 octobre : le tribunal constitutionnel de RFY et Slobodan Milošević reconnaissent la victoire de Vojislav Koštunica.

Sources :

Jacques Boudet, *Chronologie universelle d'histoire*, Bordas, Paris, 2004 ; Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996 ; « Repères chronologiques », in Catherine Durandan, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, p. 507-523 ; « Chronologie », in Sébastien Gricourt et Gilles Pernet (eds.), *Kosovo : récits sur la construction d'un État*, Paris, Non lieu, 2014, p. 313-319 ; Maya Kandel, *Mourir pour Sarajevo ?*, Paris, CNRS Éditions, 2013 ; « Repères chronologiques », in Nebojša Popov (ed.), *Radiographie d'un nationalisme*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998, p. 327-332 ; Branka Prpa (ed.), *Moderna srpska država 1804-2004. Hronologija*, Belgrade, Istorijski arhiv Beograda, 2004 ; Yves Tomic, « Chronologie », in Laurent Gervereau et Y. Tomic (eds.), *De l'unification à l'éclatement. L'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, Paris, Musée d'histoire contemporaine-BDIC, 1998, p. 311-320.

Annexe n°2 : Liste biographique des principaux acteurs des mobilisations françaises face aux crises roumaine et yougoslaves mentionnés

ACTEURS ET MILITANTS FRANÇAIS ET FRANCOPHONES

Brauman Rony (né en 1950)

Médecin, figure du mouvement humanitaire français.

Au début des années 1970, il a milité brièvement à la Gauche prolétarienne (GP), groupe maoïste. De 1982 à 1994, il a été président de l'association *Médecins sans frontières*. Il est l'auteur d'une dizaine d'essais concernant l'action humanitaire.

Bueb Francis (né en 1945)

Ancien éditeur, ayant milité à la Gauche prolétarienne (GP) dans les années 1970.

Il est au début des années 1990 directeur des programmes culturels des magasins FNAC où il organise des débats sur la guerre en Yougoslavie à partir de 1992 et qu'il quitte en 1994 pour s'installer à Sarajevo, où il ouvre une librairie française. Cette dernière deviendra en juillet 1995, le Centre André Malraux. Juste après la guerre et encore durant la décennie 2000, ce lieu original, incarné par « Francis », a joué un rôle central dans les relations culturelles franco-bosniennes. Il a contribué à faire venir à Sarajevo des écrivains, artistes et acteurs culturels français, y compris parmi les plus connus de la scène parisienne. Parmi ces soutiens, se trouvent l'actrice Jane Moreau, la chanteuse Jane Birkin, le sociologue Edgar Morin, la créatrice de mode Agnès B., le réalisateur Jean-Luc Godard ou encore les écrivains Jorge Semprun, Florence Malraux, Jean-Marie Laclavetine. Il s'est intéressé également aux jeunes artistes, écrivains et traducteurs de Bosnie-Herzégovine et de l'ex-Yougoslavie dont il a aidé les productions à circuler. Il leur a donné la possibilité de se rencontrer souvent pour la première fois.

« Il se prenait maintenant pour Malraux, ce qui n'était pas, après tout, la plus mauvaise façon de vieillir » (Robin Hunzinger, *Sarajevo : notre résistance*, 2005, film consacré à Francis Bueb)

Chauvin Jean-René (1924- 2011)

Journaliste, militant communiste non affilié au Parti communiste français, ancien résistant et déporté. Il a été membre de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et du Parti socialiste unifié (PSU). Il a séjourné une année à Belgrade au début des années 1950 où il a été, entre autres, correspondant de l'hebdomadaire français *France observateur*. Il a été un des premiers à rejoindre l'Association Sarajevo en 1992. Son activité y a été intense, notamment en tant que rédacteur-en-chef du bulletin de l'association, la *Lettre de Sarajevo*, et comme membre du conseil d'administration. Dans ses archives, déposées à la Bibliothèque d'histoire sociale de l'université Paris I-Panthéon Sorbonne, se trouvent plusieurs cartons concernant l'Association Sarajevo.

Cot Jean (né en 1934)

Militaire français, général, commandant de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) de juillet 1993 à mars 1994.

Crémieux François (né en 1969)

Pendant son service national en 1994, François Crémieux a été soldat au sein de la FORPRONU à Bihac (Bosnie-Herzégovine). Il a témoigné de cette expérience dans le film de Chris Marker *Casque Bleu* (1995). En 1999-2000, il a été directeur de l'hôpital de Mitrovica (Kosovo) pour le compte de l'administration des Nations Unies au Kosovo (UNMIK). Très médiatisé, cet établissement devait faire travailler ensemble personnel serbe et albanais. Proche de Francis Bueb, il a été aussi président de l'association Paris-Sarajevo-Europe, tutelle du Centre André Malraux de Sarajevo.

Il est directeur d'établissement de santé (notamment de l'Hôpital de l'Hôtel-Dieu à Paris) et a été membre du cabinet de la Ministre de la Santé, Marisol Touraine, en 2013-2014.

Dérens Jean-Arnault (né en 1968)

Journaliste indépendant et historien. Il a été membre de l'Assemblée européenne des citoyens (AEC) et du Collectif de Quimperlé contre l'épuration ethnique entre 1993 et 1995. Il a participé activement à la coordination nationale des collectifs Bosnie. Il a créé en 1998 le site internet Le courrier des Balkans, site d'information sur les Balkans en français, dont une partie de l'activité est consacrée à traduire la presse dite indépendante des pays concernés. Le Courrier des Balkans est aussi dès l'origine une association qui développe des activités culturelles et militantes autour du site. À partir de 1997, il est le correspondant régulier de France Inter, Radio France international et *Ouest France* dans les Balkans. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de synthèse sur les Balkans et les conflits yougoslaves.

Dréano Bernard (né en 1948)

Membre fondateur et président de l'Assemblée européenne des citoyens (AEC), branche française du réseau Helsinki citizens' assembly (HCA), il a participé à la construction du centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM). Bernard Dréano s'est beaucoup investi dans des actions en Yougoslavie avant, comme pendant et après la guerre. L'organisation en octobre 1995 d'une rencontre internationale intitulée « Unir les citoyens, unir les nations » qui a réussi à Tuzla (Est de la Bosnie) plusieurs centaines de participants du monde entier a été une des actions phares du réseau HCA. Militant présent dans de multiples réseaux (Les Verts, Attac, forums altermondialistes, entre autres), il a participé à de nombreux débats en France sur les conflits yougoslaves et la situation dans les Balkans. Il a participé aussi à écrire l'histoire du « mouvement de solidarité avec la Bosnie », en archivant de nombreux documents et en fournissant plusieurs synthèses et rapports sur cet épisode.

Il est l'auteur d'articles et d'ouvrages sur la solidarité citoyenne internationale et la résolution de conflit, entre autres.

Faivre d'Arcier Bernard (né en 1944)

Ancien énarque, administrateur civil, il a été conseiller culturel du premier ministre Laurent Fabius entre 1984 et 1985, fondateur et président de La Sept, pôle français de la chaîne de télévision ARTE, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la Culture (1989-1992) et directeur du festival d'Avignon entre 1980 et 1984 et de nouveau entre 1993 et 2003. Il a présidé l'association Sarajevo capitale culturelle de l'Europe en 1993 et a soutenu le mouvement de solidarité avec la Bosnie-Herzégovine pendant tout le conflit.

Finkielkraut Alain (né en 1949)

Écrivain et philosophe, il a milité brièvement dans la mouvance maoïste avant 1968 avant de devenir un des pourfendeurs de la « pensée 68 » puis de faire de la défense des dissidents et de la lutte contre le totalitarisme, un de ses thèmes de prédilection.

Alain Finkielkraut s'est engagé dès 1991 dans le débat public sur la guerre en Yougoslavie, en militant pour l'indépendance de la Croatie et en dénonçant l'agression de la Serbie. Son livre *Comment peut-on être croate ?* (Gallimard, 1992) a été très cité. Proche du comité Vukovar-Sarajevo, il s'est surtout fait entendre par ses interventions dans les médias. Il est devenu un intellectuel étranger courtoisé en Croatie où il a reçu de nombreuses distinctions et où il était aussi l'objet de critique de la part d'intellectuels anti-nationalistes. Au sein de la revue qu'il dirige alors, *Le Messager européen*, il a publié régulièrement des auteurs ex-yougoslaves.

Goupil Romain (né en 1951)

Ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire.

Il a tourné en 1994 le film *Lettre pour L.* à Sarajevo, Belgrade et Vukovar sur le thème de la guerre et en a préparé un second à Sarajevo pendant le siège, qui n'est finalement jamais sorti. Il a été candidat sur la liste L'Europe commence à Sarajevo lors des élections européennes de juin 1994.

Il soutiendra l'intervention américaine en Irak en 2003 avec Pascal Bruckner et André Glucksmann.

Sur la guerre en Yougoslavie, il a notamment déclaré : « Depuis 68, au cours de vingt ans d'agitation politique, nous avons répété l'histoire des générations précédentes : la Commune, la décolonisation, la lutte des classes... Depuis la chute du mur de Berlin, nous vivons l'histoire de notre génération. Cette guerre est la nôtre. Nous la vivons en direct. Voilà pourquoi je fais mon boulot en filmant à Sarajevo. Parce que dans cinquante ans, le siège de Sarajevo sera une référence pour comprendre. » (« Le cinéaste en amour de Sarajevo. Romain Goupil », *Libération*, 28 avril 1995)

Hartmann Florence (née en 1963)

Journaliste, correspondante locale du *Monde* à Belgrade au moment de l'ascension politique de Slobodan Milošević en 1989 et jusqu'en 1993, au moment où elle se fait expulser par les autorités du pays à cause de ses écrits. Écartée également un peu plus tard de la rédaction internationale du quotidien, elle a travaillé plusieurs années au supplément radio-télévision de son journal. Elle publie alors une synthèse remarquable sur l'éclatement de la Yougoslavie : *Milosevic ou la diagonale du fou* (Denoël, 1999). Elle est revenue sur la scène publique en 2000, en tant que porte-parole de la procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Carla del Ponte, auprès de laquelle elle est restée jusqu'en 2006.

Outre les ouvrages qu'elle a publiés sur la guerre en Yougoslavie, puis sur la justice internationale (voir réf. biblio.), elle a participé à différentes initiatives citoyennes de solidarité avec la Bosnie-Herzégovine. Son livre *Paix et châtement. Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationale* (Flammarion, 2007) lui a valu d'être condamnée par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour 'divulgarion d'informations confidentielles'.

Hassner Pierre (né en 1933)

Né à Iasi en Roumanie, il est arrivé en France à l'âge de quinze ans. Spécialiste des relations internationales, il a été directeur de recherche au Centre d'études des relations internationales (CERI) et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris entre 1964 et 2003.

Il a été, dès 1991, membre du Comité Vukovar, du Comité Vukovar-Sarajevo et du Comité Kosovo. Très actif dans le mouvement citoyen contre la guerre en Yougoslavie, il a signé de nombreuses interventions dans la presse.

« Roumain de formation française, Français d'origine roumaine, juif de formation catholique, visiteur bimensuel pendant vingt ans d'une université américaine en Italie, interprète de l'est auprès de l'ouest et de l'ouest auprès de l'est dans d'innombrables colloques internationaux, partagé dès mon enfance balkanique entre la passion de l'information quotidienne et la nostalgie d'une vérité qui la dépasserait, déçu par l'abstraction métaphysique sans être tenté de lui substituer celle des sciences sociales, ni philosophe ni journaliste, éternel auteur de textes intermédiaires entre l'article et le livre, incapable de m'engager à fond soit dans l'expérience de la pensée, soit dans celle de l'action, je me suis toujours senti un peu déplacé. J'ai toujours regardé avec envie ceux à qui leur origine ou leur vocation avait donné un sentiment d'identité, de communauté ou d'appartenance qui me faisait cruellement défaut. En même temps peut-être, ma seule vocation et ma seule appartenance étaient-elles de rester fidèle à ces « anges déchus » du paradis communiste dont parlait Koestler et, plus généralement, à cette « communauté des ébranlés » dont parle Patoška, de faire de mes petits ébranlements personnels l'écho des grands ébranlements de l'Europe et du siècle » (*La violence et la paix, op. cit.*, 2000, p. 8-9).

Hatzfeld Jean (né en 1949)

Journaliste, grand reporter à *Libération*, il a couvert les conflits en Croatie et en Bosnie-Herzégovine à partir de 1991 avant d'être grièvement blessé à Sarajevo en juin 1992. Son livre de chroniques au plus près des combats et de la vie quotidienne au début du conflit, *Un air de guerre*, sorti le 1^{er} janvier 1994, a connu un grand succès public. Il est l'auteur de plusieurs romans ayant pour sujet les conflits yougoslaves : *La Guerre au bord du fleuve* (Paris, L'Olivier, 1999) et *Robert Mitchum ne revient pas*, (Gallimard, 2013).

Hermant Paul

Journaliste à la Radio-télévision belge de la communauté française (RTBF), Paul Hermant est le cofondateur en 1989 du réseau Opération villages roumains à Bruxelles. Il est aussi l'un de ceux qui ont nourri la réflexion sur le sens de cette initiative, à retrouver dans plusieurs essais publiés (voir sources/essais).

Jeanson Francis (1922-2009)

Journaliste et essayiste. Il a été membre de la rédaction de la revue *Esprit* et des éditions du Seuil. Ancien résistant, il s'est engagé contre la guerre d'Algérie durant laquelle il monta un réseau d'aide au Front de libération national algérien. Il a été condamné pour haute trahison et gracié en 1966. Après 1968, il a pris part au mouvement de décentralisation culturelle.

Il a été président de l'Association Sarajevo à partir de 1993 et a participé par ses textes et ses interventions au mouvement de solidarité avec la Bosnie. Il a été candidat sur la liste « L'Europe commence à Sarajevo ».

« Je vois mal comment une entreprise politique pourrait aujourd'hui être prise au sérieux sans s'être d'abord enracinée dans le terreau d'une effective citoyenneté. » (« Le parler en action (entretien) », *Les Temps modernes*, n°587, mars-avril-mai 1996, p. 172)

Karnoouh Claude (né en 1940)

Ethnologue, chercheur au CNRS, il a été détaché au département de philosophie de l'université de Cluj entre 1991 et 2003. Il a participé dans les années 1980 aux *Cahiers d'Istok*, publication sur l'Europe de l'Est et tenu des chroniques sur la Roumanie sur la station Radio Libertaire et dans le magazine roumain *Dilema* entre 1994 et 1995.

Kouchner Bernard (né en 1939)

Médecin et homme politique, il est une des figures du mouvement humanitaire français. Il a milité dans les jeunesses communistes dans les années 1950 puis à l'Union des étudiants communistes au moment de la guerre d'Algérie. Il est, en 1971, l'un des co-fondateurs de Médecin sans frontières, puis en 1980 de Médecins du monde. Sa promotion du 'droit d'ingérence' a trouvé un écho certain chez les militants pour la Bosnie en France au début des années 1990.

Il a fait partie de presque tous les gouvernements socialistes de 1988 à 2001 : il a été secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire dans le second Gouvernement Rocard (28 juin 1988-17 mai 1991) puis secrétaire d'État auprès du ministre d'État, chargé de l'action humanitaire dans le Gouvernement Cresson (17 mai 1991-4 avril 1992), ministre de la Santé et de l'Action humanitaire dans le Gouvernement Bérégovoy (4 avril 1992-30 mars 1993).

Il a dirigé la mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) de 1999 à 2001.

Il sera finalement ministre des Affaires étrangères sous Présidence de Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2010.

Lagrange Rose-Marie

Sociologue, directrice d'études à l'EHESS où elle est responsable des relations internationales de 1989 à 1996. Elle a été chargée de mettre en place des coopérations avec la Roumanie, qui donneront naissance à l'École doctorale de Bucarest.

Langlois Bernard (né en 1945)

Journaliste et militant politique, il a été rédacteur-en-chef de *Tribune socialiste*, journal du Parti socialiste unifié de 1972-1974 puis directeur jusqu'en 1999 du magazine *Politis* qu'il a fondé en 1988, Il est aussi un des membres fondateurs du réseau altermondialiste Attac. Il se prononce contre les frappes de l'OTAN au Kosovo au moment où cette question fait débat à gauche, en particulier chez les Vert.

Lévy Bernard-Henri (né en 1948)

Ecrivain et philosophe. A partir de 1992, il fait de la Bosnie une cause autant politique que personnelle. Dans ses interventions dans les médias, ses écrits et les deux films qu'il coréalise en Bosnie (dont *Bosna !* sorti en 1994) et dans son rôle d'intermédiaire entre les gouvernements français et bosnien, il a largement contribué à faire circuler l'idée que la Bosnie était un pays multiculturel et une cause européenne et qu'il fallait que la « communauté internationale » intervienne militairement. Il a été un des promoteurs du président Alija Izetbegović, pourtant controversé chez les démocrates bosniens.

Lévy-Vroelant Claire

Sociologue, elle est maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre au début des années 1990. Elle a été une des initiatrices de l'association Paris X Sarajevo dont elle a assurée la présidence. Cette association, créée en 1993, avait pour objectif le développement de coopération universitaire avec la capitale assiégée de la Bosnie-Herzégovine. L'association a aussi été un acteur dans la mobilisation en France pour sensibiliser le public au drame de ce pays, en s'associant aux appels à manifester, aux débats public, etc. Claire Levy-Vroelant a mené à partir de 1995 un projet collectif de recherche sur l'urbanité à Sarajevo.

Lhomel Édith

Rédactrice au *Courrier des pays de l'Est*, publié par la Documentation française, militante pour les droits de l'Homme, elle a contribué à faire connaître en France la situation des dissidents des pays de l'Est. En 1989, elle est à l'origine du développement en France de l'Opération villages roumains dont

elle sera tout au long des années 1990 une cheville ouvrière pour la section française du réseau (en tant que présidente d'OVR-France jusqu'en 1997, puis vice-présidente).

Mnouchkine Ariane, née en 1939

Metteuse en scène, animatrice, depuis sa création en 1964, du Théâtre du soleil. Prônant un art engagé, dans l'esprit de mai 1968, elle a fait de son théâtre un lieu de réflexion et de parole politique, même quand elle se tourne partiellement à partir des années 1980 vers les textes classiques.

Sur la question yougoslave, elle a surtout fait entendre sa voix en 1995 en tant que figure emblématique de la Déclaration d'Avignon, un appel à l'intervention armée en Bosnie-Herzégovine. Elle a alors ouvert son théâtre à la Cartoucherie de Vincennes pour la grève de la faim à laquelle elle a participé. Cette action a réussi, grâce à son talent d'animatrice, à fédérer les milieux théâtraux et associatifs et à devenir un facteur médiatique et politique important.

Morillon Philippe, né en 1935

Militaire, général des armées, puis député au parlement européen.

D'abord commandant-adjoint des forces de la FORPRONU en Croatie, le général Morillon a été commandant de la même mission en Bosnie-Herzégovine (septembre 1992-juillet 1993), puis il a dirigé la Force de protection rapide en son sein (1995-1996). Il s'est fait remarquer autant par sa forte présence dans les médias internationaux que par le rôle de médiateur qu'il entendait faire jouer aux forces des Nations Unies dans ce conflit. A Srebrenica, en mars 1993, il prend l'initiative de promettre à la population une protection particulière qui donnera naissance au concept de « zone de sécurité » mais ne sera plus là quand la FORPRONU se retirera de la ville en juillet 1995 et que plus de 8000 hommes seront massacrés.

Revendiquant le catholicisme comme source d'un engagement autant moral que civique, il a présenté son travail en Bosnie comme une mission

Nahoum-Grappe Véronique

Anthropologue, maîtresse de conférence à l'EHESS.

Elle a été la cheville ouvrière du comité Vukovar créé en 1991 qui deviendra en 1992, le comité Vukovar-Sarajevo. Présente dans les manifestations, les réunions publiques et dans de nombreuses initiatives éditoriales sur la guerre en Yougoslavie, elle a confié que cet engagement a occupé chez elle comme chez d'autres militants « tout l'espace de temps disponible jusqu'à la fin de la guerre en Bosnie ». L'épuration ethnique et les violences particulières faites aux femmes dans ce conflit ont été les deux questions qui l'ont le plus interpellée.

Potel Jean-Yves

Marqué par l'expérience de 1968, puis par le gauchisme, il s'est à partir des années 1980 passionné par la situation des sociétés civiles dans les pays de l'Est.

Rédacteur à la revue *L'Alternative* dirigée par François Maspero (sous le pseudonyme de J.Y Touvais), il a participé activement au mouvement de soutien à Solidarność en Pologne et aux différentes mobilisations en France en soutien aux dissidences de l'Est.

Au moment des conflits en Yougoslavie, il s'est surtout intéressé à la situation des Kosovars.

Il a été chargé de mission à la direction de l'aménagement du territoire, a enseigné à Paris VIII dans le département d'études européennes, puis a été conseiller culturel de l'Ambassade de France en Pologne (2001-2008). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux articles sur la Pologne, l'Europe de l'Est, le Kosovo.

Py Olivier, né en 1965

Comédien, auteur, metteur en scène, il est l'une des figures majeures du théâtre français depuis vingt ans. Sa première reconnaissance nationale a lieu lors de l'édition 1995 du festival d'Avignon avec son spectacle fleuve, *La Servante*, l'événement médiatique de cette édition. Py rejoint alors le groupe des initiateurs de Déclaration d'Avignon (François Tanguy et Ariane Mnouchkine), pour faire avec eux la grève de la faim le mois suivant. En 1999, il met en scène *Requiem pour Srebrenica*, en collaboration avec Philippe Gilbert, un spectacle documentaire qui évoque, avec les moyens d'expression scénique très sobre, la tragédie de juillet 1995.

Ravenel Bernard

Professeur d'histoire. Il a été responsable des relations internationales du Parti socialiste unifié de 1974 à 1985. Il est aussi un militant pacifiste, président du Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (MDPL). Membre des rédactions des revues *Confluences Méditerranée*, *Mouvements* et *Damoclès*.

Il exprime son malaise par rapport à la « guerre humanitaire » engagée en 1999 au Kosovo par l'OTAN (notamment dans le livre *Une guerre de gauche. Pour la paix à travers le droit*, Paris, Golias, 1999) et à la caution donnée par une grande partie de la gauche à la solution de l'intervention militaire.

Robin Mireille, née en 1947

Traductrice de serbo-croate née en Bretagne. Étudiante en russe, elle obtient en 1966 une bourse pour étudier le serbo-croate à l'Université de Novi Sad. Après son mariage avec le poète Rade Tomić, elle y reste une dizaine d'années et s'intègre au milieu culturel. De retour en France, elle ne se tourne vers la traduction professionnelle qu'à la fin des années 1980. Durant des années 1990, quand les éditeurs français s'intéressent aux littératures ex-yougoslaves, Mireille Robin est beaucoup plus qu'une traductrice. Elle est une médiatrice, une militante anti-nationaliste et une travailleuse infatigable. Elle a traduit et publié plus d'une centaine d'ouvrages et une trentaine de pièces de théâtre. Loin de traduire les 'valeurs sûres', elle a introduit en France de nombreux écrivains, en tentant de reconnaître ceux qui trouvaient le courage et le talent d'exprimer le drame de leur(s) pays.

Royer Thierry

Travailleur social, membre de l'AEC, volontaire à la Maison des citoyens de Sarajevo (un projet monté par l'AEC et la Fondation France-Libertés) entre 1993 et 1995. Il a participé à la fondation du site internet associatif Le Courrier des Balkans.

Storti Martine

Inspectrice de l'éducation nationale, ancienne journaliste et militante féministe dans les années 1970. En 1999-2000, elle effectue plusieurs missions au Kosovo en vue de mettre en place une coopération dans le domaine scolaire. Finalement, elle proposera et pilotera un important projet de formation des professeurs de français, sur le modèle de instituts de formation universitaires des maîtres (IUFM) à la française.

« Quelque chose s'est produit qui a fait que le Kosovo est entré dans ma vie dans le courant du mois d'avril 1999, quelque chose d'assez fort qui me fasse sortir de mon trou, qui rende impossible que je continue, jour après jour à regarder les images à la télévision sans rien faire » (*Cahiers du Kosovo...*, op. cit., p. 5).

Tanguy François, né en 1958

Metteur en scène de la Cie Le théâtre du Radeau au Mans depuis 1982, reconnu sur la scène nationale au tout début des années 1990 avec des spectacles poétiques, sans fil narratif évident, construits sur une atmosphère. Il est l'un des premiers artistes français à se rendre à Sarajevo en 1993, avec l'objectif d'organiser une mobilisation en France. Il est notamment un des instigateurs de l'opération Sarajevo capitale culturelle de l'Europe en 1993, puis en 1995 de la Déclaration d'Avignon et de la grève de la faim à la Cartoucherie. Après 1995, Tanguy s'éloigne de toute intervention publique sur les questions ex-yougoslaves.

Varin Patrick

Membre actif du collectif contre la purification ethnique de Die (Drôme), il a contribué à la coordination des collectifs Bosnie au niveau national, à la convention nationale des collectifs et à plusieurs assises nationales entre 1993 et 1996. Il a aussi été membre de l'Association Sarajevo à partir de 1993 et 3^e sur la liste « L'Europe commence à Sarajevo » présentée aux élections européennes de juin 1994.

Vrignon Bernard

Membre de l'Assemblée européenne des citoyens (AEC) à Nantes. Il a participé aux différentes étapes de la formation des collectifs Bosnie et après 1996, il s'est investi dans la réalisation du journal *Convergence Bosnie-Herzégovine*. Il sera aussi un des organisateurs des Assises pour la Bosnie de Nantes (1996). Il a coréalisé le documentaire sur Francis Jeanson, *Itinéraire d'un intellectuel engagé*, qui s'exprime, entre autres, sur son engagement par rapport à la Yougoslavie.

Wallon Emmanuel

Sociologue (université de Paris X Nanterre), travaillant sur les politiques culturelles et le milieu théâtral, il a participé activement aux mobilisations contre la guerre en Yougoslavie, en devenant au cours de l'année 1994 le modérateur quasi incontournable des débats sur ce sujet dans les milieux culturels. Il a aussi raconté l'histoire de ces mobilisations dans plusieurs articles (voir ref. biblio./ perception des conflits yougoslaves et réactions).

« En janvier 1993, sous une neige épaisse, Sarajevo subissait le premier de ses trois hivers de siège. Comme pas mal de gens à Paris, enseignants, journalistes, artistes, syndicalistes ou autres, j'essayais de comprendre comment on avait pu en arriver-là, et surtout en quoi il dépendait de nous que cela cesse ». (« L'origine au lieu du devenir », *Nous et les autres. Les cultures contre le racisme, Internationale de l'imaginaire* (nouvelle série), n°10, Actes sud, 1999, p. 179).

ACTEURS D'ORIGINE EX-YOUGOSLAVE ET ROUMAINE EN FRANCE

Berindei Mihnea, né en 1948.

Historien et co-fondateur avec l'éditeur François Maspero de la revue *Alternative*, il est un des fondateurs de la Ligue des droits de l'Homme-Roumanie (LDH-R) à Paris dans les années 1980. La LDH-R a accueilli en 1989 l'initiative l'Opération villages roumains (OVR) jusqu'à qu'à la création officielle du réseau national OVR en 1992.

Dimitrijević Vladimir (1934-2011)

Né à Skopje, il arrive en Suisse après avoir fui la Yougoslavie en 1954. Parti de rien, il a créé les éditions L'Âge d'homme (Lausanne) en 1966. Il a vécu en Suisse, mais sa maison d'édition a aussi une librairie et des activités culturelles à Paris. L'Âge d'homme est devenue une référence en matière de traduction des littératures de langues slaves, autant des classiques que des contemporains, grâce à l'activité et au talent de son directeur. Dans les années 1990, la maison d'édition est fortement engagée dans la « défense du peuple serbe ». Cet engagement a suscité beaucoup plus de critiques en Suisse qu'en France.

Dizdarević Faik (1929- 2011)

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il a été correspondant de l'agence de presse Tanjug au Caire, directeur de Radio-Télévision Sarajevo. Il a fait ensuite une carrière de diplomate en tant qu'ambassadeur de la Yougoslavie en Iran, en Algérie et en Espagne. Il a dû quitter ce poste en raison de l'éclatement de l'État fédéral.

Réfugié à Paris, il est à partir de 1993, le secrétaire général et la cheville ouvrière de l'Association Sarajevo, fondée par sa fille, Mirjana Dizdarević. Il le restera jusqu'à sa mort en 2011 à 82 ans. Il a fait de cette association un acteur important des mobilisations pour la Bosnie, surtout en mobilisant ses relations dans les milieux institutionnels en France et auprès des intellectuels sarajeviens.

Grmek Mirko (1924-2000)

Historien des sciences biomédicales, spécialiste reconnu de Claude Bernard, Mirko Grmek a été directeur d'études à l'École pratique des hautes études de 1972 à 1989. Son essai co-écrit avec Marc Gjidara et Neven Šimac, *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe* (1993) l'a fait connaître comme un des promoteurs les plus actifs de la défense de la cause croate (voir chapitre 8.1). Son épouse, Louise Lambrichs, a milité pour faire connaître ses thèses et s'est fortement engagée dans l'espace public, voir not. son essai : *Nous ne verrons jamais Vukovar, op. cit.*

Kovač Nikola (1936 – 2007)

Professeur de littérature française à l'université de Sarajevo, spécialiste d'Albert Camus, il a été le premier ambassadeur de Bosnie-Herzégovine en France (1993-2000) et à ce titre, mais aussi de par sa personnalité, un interlocuteur privilégié des Français qui souhaitent connaître et défendre la Bosnie-Herzégovine. D'origine serbe mais critique du nationalisme serbe, Kovač a professé sa conviction de l'existence d'une Bosnie riche de ses complexités mais unique, et unie, dans ses spécificités.

Petrovitch Njegosh Nicolas, né en 1944

Architecte à Paris, il est le petit-fils de Nikola Ier, dernier souverain du Monténégro indépendant. Il a pris la parole dès 1991 pour encourager les Monténégrins à ne pas répondre à l'appel des armes. Il est le co-fondateur de l'association Izbor, association de défense des réfugiés sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et à partir de 1989 l'organisateur d'une biennale d'art contemporain à Cetinje (Monténégro) qui a été un espace d'expression autant culturelle que politique, un lieu d'échanges artistiques et d'affirmation anti-nationaliste. À partir de 1998, il joue le rôle d'ambassadeur officieux du gouvernement monténégrin à l'étranger alors que le Monténégro cherche à acquérir son indépendance.

Raspopovitch (Raspopović) Desanka

Architecte, membre de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), elle a œuvré avec William Bourdon à l'assistance aux réfugiés dans le cadre de l'association Izbor et de la FIDH. Elle a aussi travaillé à la construction de liens entre le milieu culturel et politique français et les opposants serbes au régime de Slobodan Milošević.

LES CONTACTS « FRANÇAIS » EN EX-YOUGOSLAVIE

Čolović Ivan, né en 1938

Cet anthropologue belgradois, chercheur à l'institut d'ethnographie de l'Académie des sciences et des arts de Serbie est aussi depuis 1971 un éditeur de sciences humaines. Il dirige la collection « Biblioteka XX vek » [Bibliothèque du XX^e siècle], d'abord au sein de plusieurs maisons d'édition, avant de poursuivre l'entreprise par ses propres moyens. Sa production en sciences humaines, sciences sociales critique et la traduction d'auteurs contemporains, est une des plus riches en serbo-croate.

Čolović a lui-même traduit plusieurs anthropologues et philosophes français, dont Roland Barthes, Georges Bataille, Claude Lévi Strauss, Georges Poulet ou encore Jean-Marie Domenach, avec lesquels il se reconnaît des filiations. Il s'est penché en anthropologue sur la société serbe et les ressorts de l'emprise nationaliste, dans les nombreuses études qu'il a publiées depuis le début des années 1990 (voir chapitre 8.1-2). Membre fondateur du Cercle de Belgrade, il est actif dans toutes les structures anti-nationalistes de Serbie et en tant que francophone, un contact privilégié des journalistes et militants français.

Dizdarević Zlatko

Journaliste, il a été rédacteur-en-chef du quotidien sarajevien *Oslobodjenje*, dont il devient la figure publique à l'étranger. Ses chroniques sur la vie de Sarajevo ont été publiées et traduites dans de nombreuses langues. Il a été le contact des journalistes français en Bosnie-Herzégovine pendant la guerre, mais aussi d'acteurs culturels et de militants citoyens.

Karahasan Dževad, né en 1953

Critique et théoricien du théâtre, il est aussi essayiste, romancier et dramaturge. Il enseigne à la Faculté de philosophie de l'université de Sarajevo ainsi que périodiquement à Salzburg, Innsbruck, Graz, Berlin et Göttingen. Il est aujourd'hui l'écrivain bosnien contemporain le plus traduit.

Il a été membre du cercle 99.

Kulenović Adil

Journaliste, fondateur de la Radio 99 qui deviendra en 1995 la télévision 99. Il a été le secrétaire général du cercle 99, une association d'intellectuels bosniens qui promeut les valeurs citoyennes, les principes d'une société démocratique et l'unité de la Bosnie-Herzégovine. Il fera de la radion puis télévision 99, un lieu de débat et d'expression pour le groupe.

Il est depuis 2013, conseiller de la chaîne Al Jazeera Balkan.

Kullashi Muhamedin, né en 1949

Après des études à Zagreb, il a enseigné la philosophie à Pristina. Il est maître de conférences à l'université Paris VIII. Il a été un membre actif du comité Kosovo puis a le premier ambassadeur du Kosovo indépendant à Paris à partir de 2009. Il est aussi traducteur de philosophie française vers l'albanais.

Pašović Haris, né en 1961

Né à Sarajevo il a fait ses études de mise en scène à Novi Sad (Serbie). Au milieu des années 1980 il obtient reconnaissance et succès à Belgrade et ne travaille dans sa ville natale que sporadiquement. Au début du siège de Sarajevo il se trouve à Amsterdam mais retourne dans sa ville natale où il se joint à ceux qui maintiennent une vie théâtrale intense dans des conditions dramatiques. Pašović se distingue en créant sa propre compagnie (Sarajevo Ensemble). Les spectacles de cette troupe tournent en Europe occidentale en 1994 et 1995. Il est aussi professeur à l'Académie des arts dramatiques.

Spahić Ibrahim

Directeur du Festival d'hiver de Sarajevo [*Sarajevska zima*], qui est l'héritier du programme culturel des Jeux olympiques de 1984, il a aussi dirigé le Centre international pour la paix [*Medjunarodni centar za mir*] une association humanitaire. Francophone, proche du président Izetbegović, il se présente comme un interlocuteur obligé des citoyens français et européens à la recherche de contacts dans la société civile bosnienne. En 1992, il lance une invitation aux artistes du monde entier à participer à l'édition 1993 du Festival d'hiver dans la ville assiégée.

Udovičić Zoran

Journaliste à Radio-Télévision Sarajevo pendant 30 ans.

Membre de l'Association Sarajevo, il en a été un moment le correspondant dans la capitale assiégée. Après 1995, il a fondé l'Institut Média Plan, un institut de formation des journalistes à vocation régionale, qui sera un des projets phares de la coopération française dans le domaine des médias.

Annexe n°3 : documents concernant les mobilisations françaises face à la crise yougoslave

- a. « L'instabilité des frontières en Europe centrale et balkanique » (carte de Michel Foucher).
- b. 'La' photographie des camps (ITN TV, 6 août 1992).
- c. Document sur la campagne de Médecins du monde (1993).
- d. Affiche du Festival d'hiver de Sarajevo [*Sarajevska zima*] (janvier 1993).
- e. Affiche d'appel à la manifestation de Caen (4 juin 1994).
- f. Déclaration de Sarajevo libre et unie (août 1994).
- g. Déclaration d'Avignon (20 juillet 1995) et liste des premiers signataires.
- h. Une du journal *Convergences Bosnie-Herzégovine*, n°3, mars 1996.

Annexe n° 3.a : L'instabilité des frontières en Europe centrale et balkanique



Carte intitulée « Fragments d'espace politique européen et faisceaux de frontières », Michel Foucher (ed.), *Fragment d'Europe. Atlas de l'Europe médiane et orientale*, Paris, Fayard, [1993]1998, p. 41.


Annexe n° 3.b : « La » photographie des camps



Image prise le 6 août 1992 dans un camp d'internement à Omarska (près de Prijedor, nord de la Bosnie-Herzégovine) tenu par les autorités serbes locales et l'armée de la République serbe. Image prise par des journalistes britanniques (Ed Vulliamy, *The Guardian*, Ian Williams et Penny Marshall de la chaîne de télévision ITN accompagnés du caméraman Jeremy Irvin). Le reportage a été diffusé le soir-même sur la chaîne Channel Four Channel et ITN. Cette image a fait le tour du monde.

Annexe n°3.c. : Document sur la campagne de Médecins du monde sur le conflit yougoslave en 1993

Un camp de prisonniers où l'on purifie les ethnies,
ça ne vous rappelle rien ?



Purification ethnique cela veut dire: camps, viols, assassinats, exécutions et déportations en masse des populations non serbes de Bosnie-Herzégovine et de Sarajevo. Les Nationalistes serbes iront jusqu'au bout de leur idéologie meurtrière. Médecins du Monde a choisi de continuer ses missions médicales et son aide d'urgence, mais n'a pas choisi de se taire. Se taire c'est accepter. Il faut que l'Europe des Droits de l'Homme et les forces de l'ONU imposent la paix. Aidez-nous en écrivant: *Halte aux crimes contre l'humanité en ex-Yougoslavie* à Médecins du Monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris, nous transmettrons votre lettre, à Monsieur François Mitterrand, Président de la République.

MEDECINS DU MONDE

HALTE AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ DES NATIONALISTES SERBES

Document paru dans la presse.

@Médecin du monde/Saatchi & Saatchi & BDDP

Source : Alice Krieg-Planque, « *Purification ethnique* ». *Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éditions, 2004, p.

499


Annexe n°3.d : Affiche du Festival d'hiver de Sarajevo [Sarajevska zima] 1993



Dans les ruines de la Bibliothèque nationale et universitaire à Sarajevo, le violoncelliste Vedran Smajlović.

Annexe n°3.e. : Appel à la manifestation de Caen (4 juin 1994) à l'appel de Citoyens citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine contre la purification ethnique

1944
Beaucoup ne savaient pas encore...



1994
Tous savent depuis longtemps



Le 4 juin à Caen, manifestons notre soutien à la résistance Bosniaque
Rassemblement place Foch-Cours du Général De Gaulle 14 H,
à l'appel de "Citoyens Citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine contre la purification ethnique"

Secrétariat national : 1, rue Saint Hélier - 35 000 RENNES - Tél : 99.31.55.33

Document paru le bulletin *L'Oubli, Bosnie-Herzégovine*, journal de la Coordination rennaise contre la purification ethnique, n° 2, mai 1994. Dernière page

DECLARATION de Sarajevo libre et unie

En notre nom propre, au nom des victimes de cette agression brutale et au nom de nos enfants, ayant peur de la lenteur des solutions à venir et des lendemains incertains, nous demandons la levée du siège de Sarajevo et sa démilitarisation, un avenir sûr pour notre ville et le droit à une vie civilisée pour ses citoyens. Après toutes les souffrances et tourments causés par la violence et la façon de vivre, unique, riche de différence et de tolérance depuis des siècles, est elle aussi menacée de destruction. Etant conscients que le partage de Sarajevo fera naître non seulement une ligne de démarcation au sein d'une même ville divisée, mais aussi une ligne d'affrontements entre différentes civilisations, différentes religions et différentes cultures sur le territoire de l'Europe moderne, nous protestons vigoureusement et nous invitons l'opinion publique, celle-ci comme celle du monde entier à mener un nouveau combat, un combat pour Sarajevo, un combat contre la destruction et la dévastation de nos valeurs intellectuelles et morales.

Décidés à sauver notre culture, faite de différence et de tolérance construite par nos ancêtres et que nous avons enrichie pendant des siècles, et soutenant les autorités de la ville qui partagent ces principes, nous proclamons la Déclaration de Sarajevo Libre et Unie.

1/ Sarajevo libre, ouverte et indivisible est l'expression de notre volonté permanente. C'est pourquoi nous ne permettrons à personne de partager Sarajevo, quelle qu'en soit la raison alors que le monde civilisé est orienté vers la coopération mutuelle et la construction d'un espace sans frontières.

2/ Nous sommes persuadés que la vie faite de différences et de tolérance est un des héritages inestimables de notre passé et la base solide d'un avenir pacifique et heureux pour tous les citoyens de Sarajevo et de Bosnie Herzégovine.

3/ Nous demandons la poursuite devant la justice, sans délai, de tous les criminels de guerre et le retour des personnes expulsées et des réfugiés. Ce sont des conditions nécessaires pour rendre la vie normale et prolonger notre passé fait de traditions conviviales.

4/ Nous acceptons dans son intégralité la Charte de l'ONU et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme comme fondement à nos choix de vie et à l'organisation de notre société. Nous demandons à la communauté internationale de résoudre les problèmes concernant l'avenir de Sarajevo et de la Bosnie Herzégovine sur la base de ces principes, étant persuadés que seul le pouvoir politique fondé démocratiquement peut assurer la dignité, protéger les intérêts de chaque citoyen libre de Sarajevo et de notre pays.

**Aujourd'hui, nous sommes tous responsables;
faisons respecter ces principes.**

Citoyens de Sarajevo

Août 1994

Pétition diffusée en français par l'Association Sarajevo, puis par les collectifs Bosnie et l'association Déclaration d'Avignon.

Annexe n°3.g. : Déclaration d'Avignon (20 juillet 1995)

DECLARATION D'AVIGNON

Nous, gens du spectacle, réunis en Avignon parce qu'un tel festival est aussi celui de la parole publique et des exigences civiques, ne nous résignant en rien à la désertion des démocraties devant le pire, donnons lecture de la DECLARATION D'AVIGNON.

Depuis le mois de Juin 1995, quatre ans après le déclenchement de la guerre en ex-Yougoslavie, les bandes armées de Pale, manoeuvrées en sous-main par le régime de Belgrade et convaincues de ne rencontrer aucun obstacle à la poursuite de leurs objectifs, exhibent ouvertement les méthodes de leur guerre.

L'opération massive de "nettoyage ethnique" décidée par le régime fascisant de la "République auto proclamée" des Serbes de Bosnie bat son plein. Des dizaines de milliers de femmes et d'enfants sont chassés des enclaves mises sous la protection de l'ONU et jetés sur les routes, tandis que les hommes de treize à soixante ans sont emmenés prisonniers hors de tout contrôle international.

Dans cette situation d'urgence, en tant que citoyens qui avons le privilège de pouvoir parler aux citoyens, nous prenons position publiquement et ensemble. Cela fait des années que nous avons perdu confiance dans la politique de l'O.N.U et de nos gouvernements devant leurs errements insupportables concernant la Bosnie. Nous sentons s'accumuler un malaise intolérable devant les trahisons visibles et constantes des politiques déclaratoires des démocraties, face aux triomphes successifs des milices serbes menant leur guerre au canon contre les populations civiles placées sous une "protection" mensongère.

Nous rappelons que l'expression "nettoyage ethnique" signifie torture, viol, déportation et extermination c'est à dire crime contre l'humanité.

Nous sommes convaincus que cette nouvelle épreuve de force est un tournant dramatique dans l'histoire déjà longue de la guerre en ex-Yougoslavie. Si les démocraties ne réagissent pas rapidement, on pourra bien parler d'un nouveau Munich ; si ces crimes demeurent impunis, ils seront l'amorce d'une catastrophe bien plus grave qui répandra partout le consentement à l'horreur. On devra prendre acte, en effet, de l'annulation pure et simple des principes de la Charte des Nations Unies, du Droit international, et du Droit tout court. Nous entrerons dans l'époque de la barbarie triomphante.

C'est pourquoi, bien qu'ayant des points de vue et des sensibilités diverses, nous adressons solennellement aux pouvoirs publics et à l'opinion.cette Déclaration d'Avignon Nous appelons nos concitoyens à la soutenir en exigeant avec nous un changement stratégique radical.

Nous devons refuser aux gouvernements européens ce droit à l'impuissance qu'ils paraissent revendiquer comme s'ils étaient des individus : les citoyens un à un sont impuissants, mais pas les gouvernements, et ils n'ont pas pour mandat de transformer en impuissance le pouvoir du peuple souverain dont ils tirent leur autorité.

Il n'y a en vérité ni impuissance politique, ni impuissance militaire, ni impuissance morale, mais des choix qui sont des erreurs et qu'il faut maintenant corriger pour arrêter le crime.

Il n'y a pas d'impuissance politique des nations prises une à une face à la prééminence paralysante du Conseil de sécurité de l'ONU : selon le chapitre VII de la Charte qui règle *les actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix, et d'acte d'agression*, "aucune disposition de la Charte ne porte atteinte au droit de légitime défense individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée". Autrement dit, la France, même seule, peut légitimement agir en défense de l'agressé en utilisant au besoin la force "jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix". Tels sont les termes exacts de l'article 51 du chapitre VII de la Charte ; dans cette période de paralysie et d'échec du Conseil de sécurité, elle peut également agir en suspendant le blocus des armes, celui du moins qui empêche les agressés de se défendre, et en favorisant localement l'armement des Bosniaques au lieu de l'empêcher. Dans les circonstances présentes, ne pas aider les Bosniaques à se défendre constitue bien une aide à la barbarie et une complicité avec les agresseurs. Si notre pays ne faisait rien, s'il continuait à désarmer les Bosniaques et à laisser s'armer les milices nationalistes serbes, y compris par les vols opérés aux dépens des Casques bleus, ce ne serait pas par impuissance, mais par choix.

Il n'y a pas d'impuissance militaire. Il n'est pas question de se demander s'il faut ou non envoyer des troupes pour défendre la paix. Ces troupes sont déjà à pied d'oeuvre : ce sont les Casques bleus et les casques kakis de la Force de réaction rapide, ce sont les avions d'appui au sol -non pas seulement ceux de l'OTAN mais ceux aussi, autonomes, de la France dans l'Adriatique et ceux d'autres

pays européens. C'est aussi le dispositif d'interdiction de vol appliqué aux Serbes. La question est de savoir s'il faut laisser ces troupes sans rôle et sans mission ou s'il faut qu'elles servent réellement à brider, à dissuader et à réprimer les exactions des milices barbares. Les 60.000 hommes de M. Karadzic ne peuvent effrayer les forces des puissances militaires de l'Union Européenne et des Etats Unis, les armées les plus modernes du monde. Si on accepte depuis trois ans de plier devant la violation de toutes les résolutions, ce n'est pas à cause du rapport des forces militaires : c'est un choix. Le choix contraire est possible. Nous n'accepterons aucun des mensonges officiels qui servent à masquer les errements des politiques internationales, quand nous savons que seule la volonté politique et morale fait défaut.

Nous soutiendrons toute action concrète des Casques bleus français destinée à sauvegarder activement la population des enclaves menacées de Zepa, Gorazde et de toutes les zones menacées directement par le "nettoyage ethnique". Nous ne voulons pas que les Casques bleus qui déjà sont morts là-bas, soient morts pour rien.

Il n'y a pas d'impuissance morale. Depuis son installation par le Conseil de sécurité, le tribunal sur les crimes de guerre en ex-Yougoslavie a commencé son travail. Il s'oriente imperturbablement vers la mise en accusation des véritables responsables de la stratégie de nettoyage ethnique, les partisans avoués de la Grande Serbie, les chefs politiques de Belgrade et de Pale, MM Milosevic et Karadzic. Le fait que ce tribunal ne s'oriente pas vers la condamnation de quelques lampistes prouve que l'intégrité morale des institutions judiciaires est intacte et qu'elle sera difficile à arrêter. Là aussi on avait le choix et ce choix là s'est fait dans la clarté.

Nous demandons donc que, conformément aux résolutions de l'ONU, et conformément aux engagements envisagés récemment par le gouvernement de la France, l'action politique et militaire s'emploie véritablement à modifier le rapport des forces pour arrêter l'écrasement des enclaves placées sous protection de l'ONU, briser définitivement le siège de Sarajevo, et imposer la paix.

Dans ce but :

1. Boutros Boutros Ghali ne pouvant être en faveur du nettoyage ethnique, doit démissionner pour protester contre l'hypocrisie des gouvernements qui refusent les moyens d'une politique de principe. Nous demandons donc instamment la démission du Secrétaire Général de l'ONU comme aveu de son impuissance et acte symbolique restaurant la dignité nécessaire à sa charge, et pour marquer solennellement que l'ONU est en danger.

2. Nous demandons que le tribunal de La Haye engage immédiatement une action contre les responsables du "nettoyage ethnique" de Srebrenica dont l'identité est publique.

3. Puisqu'il est établi que le retrait des Casques bleus serait l'aveu d'une catastrophe illimitée pour la crédibilité, les valeurs et l'avenir des démocraties, nous demandons instamment au gouvernement de cesser d'agiter sans cesse la menace de ce retrait qui n'est qu'un chantage à l'impuissance indigne d'une politique de principes.

4. Puisqu'il est en voie d'être prouvé par le Tribunal International de La Haye que Milosevic et Karadzic sont stratégiquement alliés et complices dans le projet de Grande Serbie et de nettoyage ethnique, nous demandons que l'on mette fin à la diplomatie stérile qui cherche à les distinguer, hypothèse toujours démentie par les faits aux moments de crise les plus sanglants, et que la pression de la communauté internationale sur la Serbie se poursuive jusqu'à la paix.

5. Si la république de Pale n'a jamais été reconnue par l'ONU, c'est bien parce qu'elle a constamment violé tous les principes de la Charte. La République de Bosnie-Herzégovine, dotée d'une constitution conforme aux principes démocratiques et revendiquant la coexistence citoyenne des communautés qui la composent, est membre de l'ONU. C'est un devoir de la défendre. Nous demandons que tout soit fait pour restaurer le caractère obligatoire des décisions du Conseil de sécurité, non seulement pour des raisons d'opportunité humanitaire mais pour des raisons de principes ; que l'ONU reconnaisse l'agresseur et l'agressé et se prononce contre les agresseurs serbes en mettant en jeu les mesures prévues au chapitre VII de la Charte. Nous admettons la légitimité de toute aide apportée aux résistants bosniaques dans leur lutte contre l'expansion du régime fascisant de Pale.

6. Nous adhérons à la Déclaration de Sarajevo Libre et Unie dont la proclamation lancée, il y a un an déjà par la population assiégée rappelle solennellement l'Europe au respect des exigences civiques : responsabilité de chacun, liberté pour chacun, et application commune des principes du Droit, de la Démocratie et de la Tolérance qui sont le souffle de la vie citoyenne.

Si ces demandes, impliquant un retournement radical de politique, ne connaissent aucun début d'exécution dans le délai d'une semaine à compter du 20 juillet 1995, un certain nombre de signataires de cette Déclaration s'engagent à manifester leur exigence en organisant à l'échelle de l'Europe une grève de la faim, qui dénoncera jour après jour la complicité de nos gouvernements avec la barbarie.

Liste des premiers signataires de la Déclaration d'Avignon (sélection)

(parue dans *Le Monde*, 20 juillet 1995 ; reproduite dans le dossier de presse de la Déclaration d'Avignon, 20 août 1995)

SELECTION DES PREMIERS SIGNATAIRES

- Claudio ABBADO
- ADONIS
- Philippe ADRIEN
- Chantal AKERMAN
- Georges APERGHIS
- Sophie AUDUREAU
- Juana DE AZIPURU
- Robert ASHLEY
- Feodor ATKINE
- Pierre ARDITI
- Pierre AVRON
- Michel AZAMA
- AGNES.B
- Jean-Christophe BAILLY
- Etienne BALIBAR
- Juan Antonio BARDEM
- Maurice BEJART
- Jean BENGUIGUI
- Maurice BENICHO
- David BENNENT
- Heinz BENNENT
- Daniel BENOIN
- BERGEN INTERNASJONALE TH
- Charles BERLING
- Marc BERMAN.
- Bernardo BERTOLLUCCI
- Georges BIGOT
- Jane BIRKIN
- Frode BJORNSTAD
- Jacques BLANC
- Dominique BOIVIN
- Jean BOLLACK
- Christian BOLTANSKI
- Ginevra BOMPIANI
- Pierre BOULEZ
- Pierre BOURDIEU
- Joelle BOUVIER
- Marcel BOZONNET
- Patrick BRAOUEZEC
- Rony BRAUMAN
- Stephane BRAUNSCHWEIG
- Breyten BREYTENBACH
- Peter BROOK
- Trisha BROWN
- Claude BRUMACHON
- Francis BUEB
- Susan BUIRGE
- Daniel BUREN
- Fermin CABAL
- Massimo CACCIARI
- Olivier CADIOT
- Sophie CALLE
- Carolyn CARLSON
- Henri CARTIER - BRESSON
- Tony CATANY
- Ingrid CAVEN FASSBINDER
- CDN LA COURNEUVE
- CDN NANCY
- Michel CERDA
- Marie CHAIX
- Georges CHARPAK
- François CHATTOT
- Patrice CHEREAU
- Lucinda CHILDS
- Elisabeth CHOJNACKA
- CINEMATHEQUE DELADANSE
- Hélène CIXOUS
- Christiane COHENDY
- Yann COLETTE
- Jeannette COLOMBEL
- COMEDIANTS
- CIE BEAU GESTE
- CIE DCA
- Claude CONFORTES
- Enzo CORMAN
- G.B CORSETTI
- Michel CRESPIN
- Juan CRUZ
- Merce CUNNINGHAM
- Jean-Marie DAILLET
- JUANA DE AZIPURU
- Irina DALLE
- Catherine DASTE
- Philippe DECOUFLE
- Guy DELAHAYE
- Maryse DELENTE
- Emmanuel De VERICOURT
- Michel DEGUY
- Catherine DENEUVE
- Claire DENIS
- Nadia DERRAR
- Jacques DERRIDA
- Jérôme DESCHAMPS
- Catherine DIVERRES
- Odile DUBOC
- Christian DUPAVILLON
- Pascal DUSAPIN
- EQUIPE CCN BELFORT
- EQUIPE DU CCN NANTES
- EQUIPE DU CCN RENNES
- EQUIPE DU CNT
- EQUIPE DU TNB
- Richard EYRE
- J-Marc ESPOSITO TORRIGIANI
- Jan FABRE
- Bernard FAIVRE D'ARCIER
- Marie-Hélène FALCON
- Michel FEHER
- Pascale FERRAN
- FEST. DE LA MEDITERRANEE
- FEST. DE TH DES FEST. OTONO
- DE MADRID
- Charles FITERMAN
- Suzanne FLON
- FOOTSBARN THEATRE
- Peter FORMAN
- Milan FORMAN
- Antoinette FOUQUE
- Martine FRANCK
- Alain FRANCON
- Sami FREY
- Alain FROMAGER
- Gérard FROMANGER
- Dominique FROT
- Didier G. GABILY
- Jean- Claude GALOTTA
- Bruno GANZ
- Ferra GARCIA-SEVILLA
- Paul GARDE
- Nicole GAUTIER
- Gerard GELAS
- Robert GIRONES
- Edouard GLISSANT
- Andre GLUCKSMANN
- Jean-Luc GODARD
- José Luis GOMEZ
- Mario GONZALES
- Nadine GORDIMER
- Romain GOUPLI
- Juan GOYTISOLO
- Jürgen HABERMAS
- Adel HAKIM
- Catherine HIEGEL
- ILOTOPIE
- Fabien JANELLE
- Francis JEANSON
- Joel JOUANNEAU
- Jean JOURDHEUIL
- Charles JORIS
- Isaac JOSEPH
- Alain JOXE
- Maurizio KAGEL
- Anish KAPOOR
- Leslie KAPLAN
- Marin KARMITZ
- John KILBY
- Cedric KLAPISCH
- Nicolas KLOTZ
- Françoise KUBLER
- Ph. LACOUÉ-LABARTHE
- Jeanne LABRUNE
- Jacques LACARRIERE
- Mathias LANGHOFF
- Claude LANZMAN
- Daniel LARRIEU
- Michel LAVAL
- Georges LAVAUDANT
- Jorge LAVELLI
- Milos LAZIN
- Brigitte LEFEVRE
- Claude LELOUCH
- François LE PILLOUER
- Ute LEMPER
- Guillaume LETOUZE
- Robert LEVESQUE
- Emmanuel LEVINAS
- Frie LEYSEN
- Tom LOTHERINGTON
- Jean-François LYOTARD
- Macha MAKEIEFF
- Claude MALRIC
- André MARKOWICZ
- Marcel MARECHAL

Liste des premiers signataires de Déclaration d'Avignon (suite)

- Javier MARIAS
- Maguy MARIN
- Daniel MARTIN
- Jean-Louis MARTINELLI
- Chiara MASTROIANNI
- Marcello MASTROIANNI
- Jean-François MATIGNON
- Harry MATTHEWS
- Jean MERCURE
- Daniel MESGUICH
- Annette MESSAGER
- Julia MIGENES
- Sylvia MILHAUD
- Pilar MIRO
- Ariane MNOUCHKINE
- Clothilde MOLLET
- Marie- Josée MONDZAIN
- Meredith MONK
- Mathilde MONNIER
- Bernardo MONTET
- Jean-Paul MONTANARI
- Chantal MOREL
- Edgard MORIN
- Gérard MORTIER
- Heiner MÜLLER
- Christine MURILLO
- Josef NADJ
- Véronique NAHOUM-GRAPPE
- Jean-Luc NANCY
- Miguel NARROS
- Alain NEDDAM
- Jacques NICHET
- Hervé NISIC
- Bernard NOEL
- Stanislas NORDEY
- William NYGGARD
- Regis OBADIA
- Marcel OPHULS
- Bertrand OLGIVIE
- Guesch PATTI
- Jean-Claude PECHENAT
- Jean-françois PERRIER
- Michel PICCOLI
- Roger PLANCHON
- Anne et Patrick POIRIER
- Pierre PRADINAS
- Angelin PREJLOCAJ
- Christian PRIGENT
- Paul PUAUX
- Andrée PUTMAN
- Olivier PY
- François RANCILLAC
- Jacques REBOTIER
- François RAFFINOT
- Yvonne RAINER
- Jack RALITE
- Jacques RANCIERE
- Aurélien RECOING
- Nathalie RICHARD
- Emmanuel SALINGER
- Christophe SALINGRO
- Didier SANDRE
- Amiral SANGUINETTI
- Guy SCARPETTA
- Martine SCHAMBACHER
- Edith SCOB
- Stuart SEIDE
- Abraham SERFATI
- Denis ROCHE
- Thierry ROISIN
- Olivier ROLIN
- Daniel RONDEAU
- Jean ROUAUD
- Hélène ROUSSEL
- Salman RUSHDIE
- Sonia RYKIEL
- Karine SAPORTA
- José SARAMAGO
- Joachim SARTORIUS
- Antonio SAURA
- Fernando SAVATER
- Louis SCLAVIS
- Léon SCHWARTZENBERG
- Anton SHAMMAS
- Eyal SIVAL
- Bernard SOBEL
- Nada STRANCAR
- Georgio STRELHER
- François TANGUY
- Alexandre TARTA
- Catherine TASCA
- Henri TEXIER
- Philippe TIRY
- Charles TORDJMAN
- Gérard TOULOUSE
- Alain TOURAINE
- Dominique VALADIE
- Jean VAUTRIN
- Patrick VERSCHUEREN
- Paul VERNEUIL
- François VERRET
- Martine VIARD
- Eric VIGNIER
- Jean-Pierre VINCENT
- Gérard VIOLETTE
- Marina VLADY
- Emmanuel WALLON
- Sonia WIEDER-ATHERTON
- Robert WILSON
- WORKERS AID FOR BOSNIA
- Rika ZARAI
- Mercedes ZAVALA
- Mahmoud ZEMMOURI

NANTES
30 & 31 Mars
les Assises
après Dayton :
Solidarité
toujours

CONVERGENCES

BOSNIE HERZÉGOVINE

MENSUEL D'INFORMATION SUR LA BOSNIE HERZÉGOVINE N°3 MARS 1996 - 10 f

"S'il faut choisir entre la vérité et l'offense, je préfère dénoncer l'offense que dissimuler la vérité" Mihail KOVAC, ancien Stjepan

ÉDITO

APRÈS LES ACCORDS DE DAYTON, DES "ASSISES", POURQUOI FAIRE ?

À la veille du regroupement, de divers collectifs, d'associations, de personnalités lors des assises nationales du 30 et 31 mars à Nantes, notre combat est resté le même.
Avant Dayton comme après Dayton, il faut refuser le partage ethnique et le dépeçage de la Bosnie. En effet, comment accepter que l'on fasse en temps de "paix" ce que nous avons refusé pendant toute la guerre. Il faut continuer à défendre l'unité d'un pays dont les fonctionnaires ont été internationalement reconnus. Il faut profiter de ces cessez-le-feu pour renforcer notre soutien à toutes les formes démocratiques d'ex-Yugoslavie, que ce soit en réclamant avec elles le jugement des criminels de guerre, en veillant au libre retour des réfugiés, ou encore en organisant l'aide aux médias indépendants.
Cette position du mouvement civique qui s'est créée en France, d'abord face à la purification ethnique puis sur la base d'une défense de la citoyenneté, n'a jamais prévalu chez nos gouvernements.
Désormais les États-Unis leur ont enlaidé le pas et les accords de Dayton apparaissent comme la suite logique de la passivité européenne face à une guerre d'agression qui est la peine à reconnaître comme telle.
Doit-on pour cela se décourager alors que la Bosnie Herzégovine représente plus que jamais un enjeu essentiel pour la survie de nos valeurs démocratiques. Peut-on accepter que s'organise en Europe une décadence fondée sur la séparation ethnique avec des élections s'appuyant sur des critères anti-démocratiques, sans pour la participation des électeurs ne pouvant voter dans leur commune d'origine, que pour des candidats éligibles seulement sur la base d'une appartenance ethnique.
C'est pour cela que ces Artistes Nationales doivent nous permettre :
- de mieux analyser les enjeux essentiels de la situation actuelle par le dialogue, la réflexion et l'échange avec des démocrates Bosniaques, Croates et Serbes,
- de donner une cohésion plus grande à notre action en France vis à vis de l'opinion publique comme du gouvernement,
- d'examiner les conditions concrètes d'une participation à la reconstruction citoyenne dans l'ex-Yugoslavie.
C'est dans cet esprit que ce 3^e numéro de *Convergences* apporte sa contribution.

Petrolia Lovratic & Bernard Vilgous

TRIBUNE

Predrag MATVEJEVITCH

MOSTAR
enjeu de la guerre ou de la paix en Bosnie

Passé le temps de la révolte devant l'horreur et de l'indignation devant le crime, la poursuite d'une action de soutien à la Bosnie dépendra de la vigueur de la conviction que le combat pour la réunification et la reconstruction démocratiques du pays est aussi importante que la résistance armée à sa destruction*

Y A-T-IL UNE VIE APRÈS LA BOSNIE ?

Les accords conclus à Dayton et signés à Paris, ont incontestablement constitué un tournant important dans l'évolution du conflit qui déchire l'ex-Yugoslavie depuis 1991. Que les avis soient partagés quant à leur portée ou leur validité politique, il n'est là que de très logique. Ce que nous avions convenu d'appeler le mouvement de solidarité avec la Bosnie, né avant tout d'une émotion, s'est nourri pendant quatre ans d'une impérieuse nécessité de défendre des valeurs qui étaient, à l'évidence, mises à mal dans une indifférence complice quasi-générale. Quel qu'on puisse en dire ou en penser, les choses, étaient alors pour nous, faciles. La disproportion entre notre indignation et le laxisme ambiant qui se contentait de quelques hoquets aux images de l'horreur au quotidien, exacerbait, parfois jusqu'à l'extrême, la conviction d'être dans le vrai.

ÉGOÏSME SOLIDAIRE

Ainsi se sera développée, pour la première fois, cette démarche de citoyens s'en allant, sans moyens et souvent dans une parfaite inconscience, porter une parole de réconfort et de solidarité vers d'autres citoyens au plein milieu de la guerre.
Ons nous l'avouer, il y avait dans cette démarche, une part d'égoïsme qui n'arrive cependant pas à être abstraite toute générosité. Sans l'admettre, nous avons recherché, en nous frottant à l'horreur, une « bonne conscience de plus » que les autres. Contradiction déjà.
Dans le même temps, et malgré la régularité d'Assises ou de Conventions, le constat est amer aujourd'hui de n'avoir ni su, ni pu peut-être, constituer un véritable mouvement, construit, étayé, efficace. Par une activité qui aura frisé quelquefois l'activisme, en débâches de papiers, de communications en tous genres, nous avons parfois cru y être parvenus. Parce que nous en avions un besoin impérieux afin de ne pas céder au découragement. Découragement de voir aucune action d'envergure, aucune campagne,



jamais aboutir. Comme si nous n'avions jamais su admettre qu'il fallait se contenter d'objectifs communs certes, mais modestes : passer par des étapes. La leçon des Européennes où un intellectuel était seul existant médiatiquement, quand notre participation n'était, même pas née - ce qui aurait été une reconnaissance minimale - mais inconnue, ne fut jamais vraiment tirée. Parce que peut-être la déception était trop amère. Malgré les apparences pourtant, les intellectuels connaissent, au détail médiatique près, la même déstabilisation.

DE GUERRE LASSE
Voyez la bibliographie de ce conflit. Nous en aurons pour plusieurs mois, à pleines colonnes dans ce journal, à en épuiser l'énumération. Peut-on pour autant en conclure qu'il y ait eu un large consensus comme l'histoire en a connu (Indochine, Algérie, Vietnam) ? Loin d'être sûr ! Les intellectuels ont réagi individuellement.
À ce compte-là, les accords de Dayton, au lieu de nous soulager, comme ils ont soulagé les populations civiles décimées et meurtries de Bosnie-Herzégovine, pourraient presque apparaître comme marquant la fin de la justification de notre action. Comme si nous avions encore besoin de massacres à Marikale ou de chamiers à Srebrenica pour oser agir. Pour avoir la force de faire face au découragement.
Énoncer ce doute ne signifie en aucun cas qu'il faille battre des mains à leur signature.
Bien sûr, même s'ils sont les accords de Dayton sont mauvais ! Bien sûr il faut en dénoncer le caractère pernicieux ! Que nous n'ayons eu à aucun moment un semblant de moyen pour en faire admettre de meilleurs ne doit pas nous conduire à culpabiliser. Il nous faut continuer à combattre cette abdication néfaste qui entérine le partage ethnique de la Bosnie.

Suite page 2

* Francis BANSON dans l'édition Lettre de Sarajevo n°35 Février 1996

SOMMAIRE

Y'A-T-IL UNE VIE APRÈS LA BOSNIE ?
J.-L. Darrère page 1 & 2
TRIBUNAL : "MOSTAR" enjeu de la guerre ou de la paix en Bosnie ?
Predrag Matvejevic page 1 & 2
TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL
Convergences reproduit le bulletin du TPI page 2 & 3
REFUGIÉS
Recommandations du CERF page 4
ACTIONS DE TERRAIN page 5
MOUVEMENT EUROPEEN INTERNATIONAL page 6
LA VOIX DES MÉDIAS INDÉPENDANTS page 7
COLLOQUE : L'EX-YUGOSLAVIE EN EUROPE PAR LIONEL CHARLES page 8
KOSOVO, M-F ALLAIN, M. KULLACH page 9
À Sarajevo
ENTRETIEN AVEC ZORAN UDOVICIC par G. Donnard page 10
REACTIONS POLITIQUES page 11
LE REFUS DU PARTAGE ETHNIQUE, C'EST L'ESSENTIEL, INTERVIEW DE FARHUK KAZIHO PAR B. VIGNON page 12

CONVERGENCES

DES PROGRÈS, MAIS PEUT MIEUX FAIRE...

Ce troisième numéro de *Convergences* vous parvient encore. Parce que, d'abord, le cri d'alarme lancé dans le précédent semble avoir porté quelques fruits. Lentement, mais régulièrement, les abonnements nous parviennent. Nous avons donc encore pris tous les risques : l'argent engrangé est aussitôt investi dans un numéro suivant. Parce que nous sommes conscients que l'info doit passer. Coûte que coûte. Maintenant. Sans attendre six mois.
Mais nous sommes encore loin du compte pour «tenir». La barre de la moitié des abonnements nécessaires n'est pas encore atteinte. Nous comptons donc sur vous.
Si vous n'êtes pas abonné, il est grand temps de le faire. Si vous avez déjà fait parvenir votre participation, vous pouvez aussi vous fixer l'objectif de «détacher» UN abonné dans votre entourage.
La prochaine «note», avec votre aide, devrait pouvoir être : «Nette amélioration»...

J'ai toujours senti une sorte de résistance intérieure lorsque je devais parler d'un ami défunt ou d'un parent disparu, ou d'écrire sa nécrologie - cela m'arrivait parfois. C'est peut-être là une attitude à l'égard de la mort, une manière de ne pas l'accepter. J'éprouve ce même sentiment au moment où je me vois obligé de témoigner sur Mostar, je me vois obligé de témoigner sur Mostar, je me vois obligé de témoigner, celle qui a connu la pire des destructions au cours de cette dernière guerre en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-Yugoslavie tout entière. Elle est devenue un enjeu de cette guerre ou de la paix dans ce pays martyrisé. D'autres déjà ont décrit ses blessures et ses

ruines, la cruelle dévastation de la rive gauche de la Neretva, la rivière "la plus limpide et la plus transparente de l'Adriatique et de la Méditerranée", ce lieu où survit, dans des caves sans toit, une population décimée, en majorité musulmane. J'ai déjà évoqué, en automne 95, l'acte ignoble de ces vandales qui détruisirent le célèbre "Vieux Pont", origine et symbole de la ville (Mostar signifie en notre langue "gardien du pont" et selon l'étymologie populaire, "vieux pont"). Ce merveilleux édifice, chef-d'œuvre de l'architecture ottomane, fut construit au temps de Soliman le Magnifique par l'un de ses meilleurs bâtisseurs, nommé Hatroudin, en

1566 selon le calendrier chrétien, l'an 944 de l'Hégire. Ses destructeurs ont volontairement anéanti un symbole du passé islamique dans cette région, qu'ils prétendaient s'approprier ou, ethniquement épurée. Aucune raison stratégique ne justifiait un tel acte. Acte qui ne saurait être imputé aux habitants de Mostar. L'Orient et l'Occident s'y étaient longtemps côtoyés sans véritables heurts. Plusieurs siècles durant, les traditions byzantine et latine s'y sont mêlées, avec tolérance et compréhension.

Index des noms de personnes

Les personnes dont les noms sont recensés dans cet index sont principalement les acteurs de notre recherche, à savoir les acteurs des événements et les auteurs qui ont alimenté les débats dont il est ici question.

Nous n'avons pas recensé ici les auteurs dont nous avons utilisé les écrits uniquement pour leurs apports théoriques ou méthodologiques et que l'on retrouve en bibliographie. La frontière a pu cependant être tenue entre les catégories.

A

Albahari, David · 333, 340
Alićehić, Enisa · 241, 445
Ancel, Jacques · 76, 79, 87
Andrić, Ivo · 50, 52, 408
Anglade, Eric · 323
Ardant, Fanny · 389
Arkan (Željko Ražnatović dit) · 395, 477
Aron, Raymond · 187, 240, 259
Aubin, Michel · 57, 117, 120, 387
Axelos, Kosta · 102

B

Badinter, Robert · 143, 476, 477
Baez, Joan · 228
Balladur, Édouard · 239, 315, 347
Banu, Georges · 119
Barović, Nikola · 251
Barrat, Jacques · 217, 279
Barrat, Patrice · 217, 279
Barthes, Roland · 98, 361, 492
Bataković, Dušan · 25, 60, 70, 71, 80, 119, 365
Baudrillard, Jean · 161, 281, 302, 346
Begić, Mauricette · 120
Begić, Midhat · 26, 120
Berindei, Mihnea · 135, 138, 206, 217, 491
Besson, Patrick · 223
Birkin, Jane · 228, 485
Biro, Julie · 5, 251, 253, 260, 315, 356
Blažević, Dunja · 290, 332
Bloch, Marc · 5, 41, 373
Boban, Mate · 475, 476, 477, 479

Bogdanović, Bogdan · 276, 282, 324, 329, 369
Borden, Antony · 326
Borel, Jean-Paul · 323
Bougarel, Xavier · 5, 27, 61, 115, 192, 195, 260, 289, 304, 343, 370, 372, 383, 384
Braudel, Fernand · 373
Brauman, Rony · 162, 163, 189, 258, 306, 310, 358, 485
Bregović, Goran · 387, 388, 395
Brena, Lepa (Fahreta Jahić dit) · 395
Bromberger, Christian · 390, 392
Bruckner, Pascal · 94, 220, 222, 224, 234, 237, 364, 371, 486
Bueb, Francis · 5, 223, 228, 278, 293, 323, 485

C

Caiveau, Hervé · 445
Canivez, Patrice · 371
Carrère d'Encausse, Hélène · 114
Carrington (Lord), Peter · 476
Cassou, Jean · 97, 122, 126
Castellan, Georges · 117,
Ceaușescu, Nicolae · 7, 15, 127, 135, 136, 137, 193, 206, 207, 260, 217, 271, 308, 309, 310, 419, 473, 474
Ceca (Svetlana Veličković dit) · 395
Cerović, Stanko · 231
Cerović, Stojan · 327, 476
Champion, Patrice · 48, 72, 202, 278, 322, 337, 338, 339
Chaslin, François · 278, 282
Chateaubriand (de), François-René · 48
Chauvin, Jean-René · 200, 485

Chenu, George-Marie · 119, 315
Chevènement, Jean-Pierre · 223
Chirac, Jacques · 291, 315, 364, 481
Chodźko, Alexandre · 61
Cioran, Emil · 83, 119, 274
Citron, Suzanne · 19, 71, 133, 375
Clinton, Bill · 153, 178, 479, 480, 481,
482, 483
Čolović, Ivan · 5, 330, 340, 359, 360, 361,
363, 365, 366, 367, 368, 375, 376, 377,
387, 410, 477, 492
Combe, Ariadna · 135, 138
Ćosić, Dobrica · 432, 478
Cot, Jean (gén.) · 180, 181, 233, 485
Crémieux, François · 233, 485
Crnjanski, Miloš · 397
Cvijić, Jovan · 64, 71, 73, 86

D

Darrière, Jean-Louis · 297, 349, 350
David, Filip · 329, 333, 477
Debray, Régis · 191, 222, 223, 239, 240,
302
Delpech, Pascale · 121, 368
Delpla, Isabelle · 178, 234, 344, 345, 356
Denis, Ernest · 63, 64, 66, 68, 70, 74, 77,
80, 99, 117, 378
Dérens, Jean-Arnault · 255, 326, 356
Dereta, Miljenko · 329
Descat, Jean · 120
Desroche, Henry · 98
Deville, Patrick · 223
Dimitrijević, Vladimir · 122, 123, 262,
491
Đinđić, Zoran · 331, 482, 484
Divjak, Ivan (gén.) · 323, 325
Dizdarević, Faik · 231, 241, 332, 369, 492,
Dizdarević, Mirjana · 231, 241, 492
Dizdarević, Zlatko · 323, 325, 279, 325
Dizdarević, Svebor · 234, 270
Dobre, Irina · 445
Dobrica, Cosić · 324, 370
Domenach, Jean-Marie · 91, 93, 97, 106,
125, 278, 361, 492
Dragan (Capitaine) (Dragan Vasiljković
dit) · 25, 377
Drašković, Vuk · 331, 370
Dréano, Bernard · 5, 151, 183, 199, 200,
232, 236, 239, 255, 256, 257, 263, 264,
265, 267, 283, 381, 486
Drulović, Miloško · 100

Dumas, Roland · 239, 315
Durandin, Catherine · 71, 138, 172, 173,
175, 176, 208, 217, 309
Đurić, Ivan · 365
Duvignaud, Jean · 98

E

Eliade, Mircea · 83, 119, 274

F

Fabius, Laurent · 238, 486
Faivre d'Arcier, Bernard · 226, 234, 266,
291, 486
Fauriel, Claude · 24, 47, 48, 52, 54, 55, 56,
57, 58
Fejtő, François · 131, 224, 234
Ferro, Marc · 161
Filipović, Zlata · 323
Finkielkraut, Alain · 94, 107, 191, 220,
222, 224, 237, 240, 252, 278, 315, 318,
319, 320, 321, 342, 364, 371, 406, 486
Forman, Miloš · 395
Fortis, Alberto (abbé) · 44, 52, 53, 56, 57
Foucault, Michel · 17, 23, 102
Foucher, Michel · 130, 319, 495, 496
Fouque, Antoinette · 372
Fukuyama, Francis · 132, 190
Furet, François · 91, 131, 132, 133, 353,
Furlan, Mira · 395

G

Gallo Max · 223
Garapon, Antoine · 224, 434
Garašanin, Ilija · 61, 362
Garde, Paul · 72, 73, 76, 86, 114, 139,
224, 228, 234, 359, 360, 361, 363, 365,
366, 475, 476, 477
Giscard d'Estaing, Giscard · 238
Gjidara, Marc · 262, 359, 360, 361, 362,
363, 491
Gligorov, Kiro · 475, 482
Gluksmann, André ·
Godard, Jean-Luc · 279, 294, 485
Goethe (von), Johann Wolfgang · 53, 55,
405
Goldmann, Lucien · 102
Golubović, Zagorka · 329,
Gorce (de la), Paul-Marie · 223
Garton Ash, Timothy · 130

Gossiaux, François · 87, 219, 368
Goupil, Romain · 223, 228, 234, 279, 280, 486
Goytisoló, Juan · 228
Grebo, Zdravko · 323, 325, 492
Grémion, Pierre · 20, 21, 35, 41, 45, 90, 92, 93, 94, 100, 101, 105, 110, 220, 222, 275, 320, 393, 415
Grimm (les frères) · 401
Grimm, Jacob · 27, 54, 55, 415
Grmek, Mirko · 231, 262, 319, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 367, 491
Groz, André · 102
Guetta, Bernard · 239
Gutman, Roy · 159, 169, 323, 478

H

Habermas, Jurgend · 352
Handke, Peter · 222, 223, 253, 318, 351
Hartmann, Florence · 5, 137, 178, 316, 344, 361, 362, 487
Hartog, François · 18, 28, 133, 134
Hassner, Pierre · 89, 95, 176, 181, 187, 188, 190, 194, 195, 224, 371, 487
Hatzfeld, Jean · 159, 165, 280, 323, 356, 486, 487
Haumant, Émile · 71, 117, 454
Havel, Václav · 94, 130, 474
Hendricks, Barbara · 228
Herder (von), Johann Gottfried · 53, 320
Hermant, Paul · 206, 207, 211, 487
Hitler, Adolf · 184, 338, 339, 366
Holbrooke, Richard · 481, 483
Horvat, Branko · 329
Hugo, Victor · 48

I

Ibrovac, Miodrag · 24, 48, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 71, 121,
Ionesco, Eugène · 83, 119
Iorga, Nicolae · 24, 46, 48, 63
Iveković, Rada · 231, 276, 290, 328, 332, 335, 368
Izetbegović, Alija · 143, 237, 248, 257, 381, 474, 478, 479, 480, 481, 482, 488, 492

J

Jakobson, Roman · 98

Jankélévitch, Vladimir · 259
Jaspers, Kark · 98
Jeanson, Francis · 234, 271, 292, 487, 490
Jerlagić, Sadžida · 5, 427
Joffrin, Laurent · 334
Joxe, Alain · 234, 465
Julliard, Jacques · 186, 187, 191, 221, 224, 227, 256, 321
Juppé, Alain · 239

K

Kadaré, Ismail · 11, 316, 387, 388, 389, 390, 393, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 408, 409, 410, 411
Kandić, Nataša · 329
Kane, Sarah · 372
Kapiždić-Osmanagić, Hanifa · 26, 82
Karadžić, Radovan · 64, 141, 143, 255, 286, 474, 476, 478, 479, 481, 482
Karadžić, Vuk · 53, 54, 55, 56, 57, 64, 362, 364, 378, 387, 401
Karahasan, Dževad · 5, 45, 273, 283, 323, 324, 359, 369, 492
Karanović, Mirjana · 393, 395
Karnoouh, Claude · 126, 375, 488
Kecskeméti, Karoly · 94
Kenović, Ademir · 279
Kiš, Danilo · 121, 122, 388, 397
Kochovich, Boguljub · 362
Kongoli, Fatos · 398
Konstantinović, Radomir · 329, 367, 477
Koštunica, Vojislav · 484
Kouchner, Bernard · 134, 174, 177, 182, 228, 235, 238, 259, 484, 488
Kovač, Nikola · 325, 491
Kriegel, Annie · 223
Krlježa, Miroslav · 121, 122,
Kulenović, Adil · 492
Kullashi, Muhamedin · 369, 493
Kundera, Milan · 105, 106, 107, 108, 109, 123, 274, 397, 411
Kusturica, Emir · 11, 289, 340, 387, 388, 390, 393, 394, 395, 396, 399, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 410, 411, 473, 481

L

Laclavetine, Jean-Marie · 277, 485
Lacoste, Yves · 223
Lagrave, Rose-Marie · 216, 311, 314, 488

Laignel-Lavestine, Alexandra · 206, 207
Lamartine (de), Alphonse · 48, 52, 58, 65
Lambrichs, Louise · 253, 367, 491
Langlois, Bernard · 250, 381, 488
Lasić, Stanko · 84, 120, 121
Lazar (le Prince) · 377, 378, 380
Lazin, Miloš · 5, 121, 200, 231, 284, 285,
294, 327, 334, 368, 373, 446
Le Huérou, Anne · 5, 446
Lebrun, Annie · 292, 371, 372
Lefebvre, Henri · 98, 102
Leger, Louis · 43, 58, 61, 62, 63, 117
Lejean, Guillaume · 58, 65
Levi-Strauss, Claude · 102
Lévy, Bernard-Henry · 15, 94, 220, 222,
224, 228, 234, 237, 240, 248, 249, 259,
268, 269, 315, 318, 319, 321, 323, 347,
348, 488
Lévy-Vroelant, Claire · 234, 282, 488
Lhomel, Edith · 5, 200, 206, 207, 212,
213, 215, 311, 312, 313, 314, 427, 488
Licht, Sonja · 329
Lončarević, Nedim · 327
Londres, Albert · 67
Lukács, Georg · 98
Lunel, François · 279
Lutard, Catherine · 365

M

Maire, Edmond · 99
Makavejev, Dušan · 396 · 388
Mallet, Serge · 102
Mann, Carole · 202, 356
Manoljović, Miki · 395
Marcuse, Herbert · 98
Marker, Chris · 228, 439, 485
Marković Svetozar · 385
Marković, Ante · 477
Marković, Mihailo · 335, 351
Marković, Mira · 477
Marques, Gabriel Garcia · 395
Martel, Frédéric · 199, 220, 223, 225, 227,
319, 320, 350
Martonne (de), Emmanuel · 73, 74
Masaryk, Tomáš Garrigue · 75, 85, 161
Maspero, François · 228
Matić, Dušan · 83
Matillon, Janine · 120, 122
Matvejevitch, Predrag · 329, 333, 348
Maurel, Antonin · 281
Mazon, André · 54, 60, 63, 76, 77, 460

Mehta, Zubin · 228
Meister, Edgar · 98, 100, 101, 102, 455
Mérimée, Prosper · 44, 57
Merlino, Jacques · 223, 239, 436
Michnik, Adam · 94
Mihailović, Draža · 365
Milošević, Slobodan · 137, 140, 178, 184,
185, 222, 239, 261, 276, 316, 317, 330,
331, 332, 335, 338, 341, 343, 344, 349,
376, 406, 473, 475, 477, 478, 479, 481,
482, 483, 484, 487, 492
Miłosz, Czesław · 107, 108, 274
Mimica, Aljoša · 329, 330, 365
Miočinović, Mirjana · 329
Miské, Annick · 92
Mitterrand, François · 41, 72, 103, 146,
177, 178, 202, 223, 239, 251, 315, 318,
342, 346, 473, 478
Mladenov, Petar · 135
Mladić, Ratko · 181, 379, 481, 482
Mnouchkine, Ariane · 223, 227, 269, 291,
489
Močnik, Rastko · 336, 352
Mongin, Olivier · 224
Morand, Paul · 79, 127
Morin, Edgar · 72, 98, 144, 220, 224, 228,
240, 250, 259, 278, 317, 318, 347, 485
Morrillon, Philippe (gén.) · 158, 168, 178,
179, 180, 181, 182, 184, 233, 239, 348,
368, 479, 489
Mousset, Albert · 76, 78
Mugoša, Dragica · 5, 327, 333, 446
Musset (de), Alfred · 48
Mustafaj, Besnik · 398

N

Naepels, Michel · 446
Nahoum-Grappe, Véronique · 5, 136, 137,
176, 249, 250, 251, 253, 273, 276, 338,
340, 369, 370, 372, 489
Najman, Boris · 234, 251
Najman, Vladimir · 251
Napoléon 1^{er} (Napoléon Bonaparte) · 43,
50
Naville, Pierre · 102
Nerval (de), Gérard · 44, 52, 58
Nodier, Charles · 53, 57, 463

O

Obilić, Miloš · 377

Ophuls, Marcel · 159, 165, 166, 191, 192,
252, 279, 315, 439
Ourdan, Rémi · 159, 356
Owen, David · 478

P

Palacký, František · 61, 106
Palmier, Jean-Michel · 102
Pašović, Haris · 226, 284, 285, 286, 287,
493
Pavarotti, Luciano · 228
Pavićević, Borka · 332
Pavlović, Mihailo · 121
Pavlović, Živojin · 24, 388
Perović, Latinka · 329, 331
Pešić, Vesna · 329, 331, 379
Petrović Njegoš, Petar · 56, 362, 364
Petrović, Aleksandar · 388, 396
Petrovitch Njegosh, Nicolas · 5, 231, 277,
492
Picard, Jacques · 243, 249, 251, 252, 255
Pivert, Evelyne · 447
Planche, Anne · 135, 138,
Pomian, Krzysztof · 133
Popov, Nebojša · 329, 330, 331, 340, 367,
368, 377, 379, 484
Popović, Koča · 83
Popović, Mića · 388
Popović, Miodrag · 56, 368, 377, 378, 379,
388,
Potel, Jean-Yves · 130, 489
Puskás, Ákos · 90, 94
Py, Olivier · 227, 282, 289, 294, 489

R

Ralite, Jack · 238, 278
Ramiz, Alia · 135
Raspopovitch, Desanka · 492
Ravenel, Bernard · 100, 489
Redxepi, Fehim · 327
Reed, John · 67, 432
Renouvin, Pierre · 117
Revel, Jean-François · 182, 259
Ristić, Marko · 82, 83, 437
Robin, Mireille · 5, 121, 324, 328, 360,
368, 485, 490
Rocard, Michel · 100, 174, 238, 250, 474,
488
Rolin, Jean · 136, 223, 228
Roncière (de), Louis · 323

Rondeau, Gérard · 136, 202, 223, 279
Rosanvallon, Pierre · 99, 102
Rovira, Bru · 228, 447
Royer, Thierry · 323, 326, 442, 490
Rugova, Ibrahim · 478, 483, 484
Rupnik, Jacques · 75, 95, 131

S

Sabljaković, Dževad · 327
Sallenave, Danièle · 329, 330
Šamić, Midhat · 23, 50, 51, 57, 62
Sand, Georges · 48
Šaračević, Abdulah · 336
Sartre, Jean-Paul · 94, 97, 102, 221, 240,
259, 334, 393
Sauloy, Milène · 278, 281, 447
Schwartzenberg, Léon · 234
Sekeruš, Pavle · 25, 47, 54, 57, 58
Semo, Marc · 224, 439
Semprun, Jorge · 224, 228, 318, 485
Šešelj, Vojislav · 332
Sidran, Abdulah · 395
Silajdžić, Haris · 478
Šimac, Neven · 262, 359, 360, 361, 362,
491
Skerlić, Jovan · 26, 71
Smith, Sir Rupert (gén.) · 180, 181, 183,
184, 194
Soljenitsyne, Alexandre · 94, 95, 320, 397
Sontag, Susan · 228, 281
Spahić, Ibrahim · 225, 287, 288, 323, 325,
493
Srebro, Milivoj · 121
Staël (de), madame · 44, 53
Stevanović, Vidosav · 34
Storti, Martine · 162, 164, 252, 253, 313,
490
Supek, Rudi · 102
Švob-Đokić, Nada · 329
Szűcs, Jenő · 107, 108

T

Tackels, Bruno · 290, 293
Tanguy, François · 227, 269, 276, 278,
489, 490
Tanović, Danis · 396
Tesnière, Lucien · 76
Thaçi, Hashim · 483
Tharaud, Jérôme et Jean · 67
Tillon, Germaine · 3, 373

Tito, Josip Broz · 83, 103, 104, 140, 332,
376, 391, 473
Todorova, Maria · 6, 7, 22, 23, 25, 35, 36,
44, 46, 48, 49, 58, 59, 66, 67, 82, 85, 86,
107, 108, 146, 152, 312, 315, 384, 392,
416
Tókéš, Lázló · 134, 474
Touraine, Alain · 204, 234, 485
Tudjman, Franjo · 261, 319, 328, 381,
474, 475, 480, 481, 482
Tzara, Tristan · 83

U

Udovičić, Zoran · 323, 493

V

Varin, Patrick · 199, 234, 252, 254, 256,
269, 348, 490
Vazov, Ivan · 58
Védrine, Hubert, · 178, 202
Veillard, Bernard · 308, 447
Veillard, Soizic · 5, 447
Vejvoda, Ivan · 332
Vence, Cyrus · 476, 479
Vericourt (de), Emmanuel · 227, 276
Vernant, Jean-Pierre · 373, 404
Virilio, Paul · 161

Vişniec, Matei · 119, 294
Voltaire (François Marie Arouet dit) · 53,
83
Vorpsi, Ornela · 398
Vrignon, Bernard · 271, 349, 490
Vrioni, Jusuf · 398
Vučo, Aleksandar · 83

W

Wallon, Emmanuel · 15, 157, 199, 219,
223, 225, 227, 234, 235, 239, 240, 275,
279, 282, 289, 290, 295, 316, 490
Weil, Simone · 372
Wolton, Dominique · 167
Wynne, Justine · 53

Y

Yankovitch, Paul · 102, 125, 126

Z

Žbanić, Jasmila · 396
Žilnik, Želimir · 396
Živkov, Todor · 135, 474
Životić, Miladin · 477

